Les Temps Modernes

10e année REVUE MENSUELLE nos 112-113

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Numéro Spécial

LA GAUCHE



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle

paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur :
JEAN-PAUL SARTRE

Comité de Rédaction :
JEAN CAU - CLAUDE LANZMANN - MARCEL PÉJU

Secrétaire général : MARCEL PÉJU

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La Revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort pour fait de collaboration ni des indignes nationaux

La rédaction reçoit le mercredi après-midi sur rendez-vous

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. BABylone 17-90

o

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 200 fr.

o

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	1.100 fr.	2.100 fr.
Étranger	1.300 fr.	2.500 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

La vie politique française, depuis sept ans, repose sur une convention : l'inexistence du Parti communiste. En vain cinq millions d'électeurs envoient-ils ses députés à la Chambre : à peine entrés, ils basculent dans le néant. Le jeu est donc faussé, mais à sens unique et le résultat est paradoxal : dans un pays où la « gauche », si elle était unie, serait plus forte que jamais, se succèdent les gouvernements les plus réactionnaires que l'on ait vus au pouvoir depuis vingt ans. La conséquence n'est pas moins claire : ces gouvernements ne peuvent gouverner. Coupés de la nation, jouets de majorités éphémères, hostiles à tout progrès social mais n'osant pas imposer au pays une politique trop contraire à ses vœux, ils choisissent l'immobilisme et l'abandon, ne cessant d'éluder les difficultés que pour capituler devant les pressions extérieures. Bref, la crise de la gauche se confond avec la crise même de la politique française.

Une question se pose alors : les notions de « gauche » et de « droite » ont-elles encore un sens? Si non, par quoi les remplacer? Si oui, que recouvrent-elles? Et si la gauche, parce qu'elle est divisée, est aujourd'hui impuissante, est-il possible de la rassembler? Que ces questions ne soient pas tout à fait absurdes, il suffit, pour s'en convaincre, de mesurer l'espoir suscité et déçu par Mendès-France, de voir cette peur du Front Populaire qui, au moindre signe de rapprochement, fait courir sur la bonne presse un long frisson d'horreur. D'ailleurs, les deux « nouvelles gauches » qui tentent aujourd'hui de se constituer incarnent, dans leur opposition même, le problème central que nous affrontons : Une « gauche » sans les communistes a-t-elle un sens? Une gauche avec les communistes est-elle possible?

Préciser les données de ces problèmes, tel est le but de ce numéro. Théorique, la première partie s'efforcera donc de cerner d'un peu près la notion de « gauche », d'en étudier le contenu, de retracer son évolution. On analysera historiquement, dans la seconde partie, la situation de la gauche française depuis quarante ans, notamment dans les deux circonstances où elle réalisa une unité passagère : le Front Populaire et la Résistance. Dans la troisième partie, enfin,

seront étudiées les formations politiques ou syndicales qui se rattachent à la gauche, les raisons de leurs divergences et les possibilités de leur réunion.

De cet ensemble, nous connaissons les imperfections et les lacunes. Poser la question de la « gauche » c'est, en dernière analyse, évoquer un siècle et demi de politique mondiale et définir une philosophie de l'histoire : on admettra que 480 pages n'y suffisaient pas. Il y avait une autre difficulté. Si l'on concluait que la gauche existe, il fallait le montrer, en réunissant un éventail de collaborateurs à son image. Mais parce qu'elle est cependant désunie, on risquait soit de la voir éclater, soit de réaliser, sur des banalités, une harmonie superficielle : aborder franchement les questions litigieuses en prouvant que le dialogue reste possible, telle était l'autre face de cette exigence. Il suffira de parcourir la liste des collaborateurs pour constater que la première condition a été remplie, de lire leurs articles pour admettre qu'on n'a pas rusé avec la seconde. De ce point de vue, cette expérience a une valeur d'exemple : chacun a pu s'exprimer librement sans nuire à la cohérence de l'ensemble et tous ont subordonné leurs critiques à la nécessité, reconnue, d'un travail en commun.

On remarquera enfin notre discrétion : nous ne proposons en effet aucun « pacte d'unité d'action », ni même aucun programme à un éventuel Front Populaire. De tels documents dépendent des circonstances et leur élaboration est l'affaire des partis, non la nôtre. Nous avons seulement cherché ce que signifierait ce Front Populaire, s'il naissait un jour, et les tâches qui s'imposeraient à lui. A chacun d'en tirer les conclusions.

*
* *

La gauche, on le verra, se définit essentiellement comme négativité : c'est la négation d'un certain régime social et des idées qui s'attachent à ce régime et tendent à le conserver. Nous avons jugé utile de présenter en premier lieu les idéologies et les attitudes de la droite contemporaine ; on comprendra mieux à partir de là certaines réactions de la gauche d'aujourd'hui.

Cette gauche, il faut alors la considérer dans son mouvement révolutionnaire : c'est ce que font Claude Lanzmann et Jean Pouillon. Mais il y a aussi une manière de se dire « de gauche » qui exclut précisément la révolution : Dionys Mascolo en analyse ensuite les contradictions. Jean Desanti, enfin, pour conclure la première partie, expose le point de vue communiste.

I. - DÉFINITIONS

Simone de Beauvoir.

LA PENSÉE DE DROITE, AUJOURD'HUI

La vérité est une : l'erreur multiple. Ce n'est pas un hasard si la droite professe le pluralisme. Les doctrines qui l'expriment sont trop nombreuses pour qu'il soit question ici de toutes les examiner sérieusement. Mais les penseurs bourgeois — qui interdisent à leurs adversaires d'utiliser les méthodes de Marx s'ils n'acceptent en bloc tout son système — ne se gênent pas pour mélanger avec éclectisme des idées empruntées à Spengler, à Burnham, à Jaspers, à bien d'autres. Cet amalgame constitue le fonds commun des idéologies modernes de la droite ; et c'est lui qui fait l'objet de cette étude.

Situation actuelle de la pensée bourgeoise.

On le sait : le bourgeois d'aujourd'hui a peur. Dans tous les livres, les articles, les discours où sa pensée s'exprime, c'est cette panique qui d'abord saute aux yeux. Selon une formule chère à Malraux : « l'Europe[1] a cessé de se penser en termes de liberté pour se penser en termes de destin ». Mais le destin de l'Occident, comme de toutes les civilisations, selon Spengler à qui cette terminologie est empruntée, c'est sa mort. Mort de l'Europe, déclin de l'Occi-

1. Pour saisir la portée des textes que je cite dans cet article, il faut se rappeler qu'aux yeux des penseurs de droite le privilégié est seul doué d'une véritable existence. En langage bourgeois le mot *homme* signifie *bourgeois*. L'Europe, l'Occident, c'est la bourgeoisie d'Europe, d'Occident ; ou plus exactement c'est l'Idée que s'en forge le penseur bourgeois d'Europe, d'Occident. Quant au non-privilégié on le désigne d'ordinaire sous le vocable : les masses, et on ne lui concède qu'une réalité négative.

dent, fin d'un monde, fin du monde : la bourgeoisie vit dans l'imminence du cataclysme qui l'abolira.

« On pleure déjà dans les ruines sur des ruines futures », écrivait Fabre Luce vers 1945.

« Trop de désastres aujourd'hui poussent l'homme à s'inquiéter de son œuvre, à douter de la valeur de la civilisation même. C'est peu qu'il s'interroge : bientôt il désespère et ricane. » (Caillois. *Liberté de l'Esprit*, 1949.)

« La société a besoin de surhommes car elle n'est plus capable de se diriger et la civilisation d'Occident est ébranlée jusque dans ses fondations. » (Alexis Carrel, *Réflexions sur la conduite de la vie*, 1950.)

« Nous nous trouvons aujourd'hui entre une fin et un commencement. Nous aussi nous avons nos terreurs. Le processus où nous sommes engagés sera long et terrible. » (Soustelle. *Liberté de l'Esprit*, 1951.)

« Nous connaissons tous la menace qui pèse sur la civilisation occidentale dans ce qu'elle a de plus précieux : la liberté de l'esprit. » (Rémy Roure. *Preuves*, 1951.)

Etc., etc.

Le phénomène n'est pas entièrement neuf. De tous temps les conservateurs ont prévu avec effroi dans l'avenir le retour des barbaries passées [2]. « Être à droite, c'est avoir peur pour ce qui existe », écrivait justement Jules Romains à l'époque où il ne partageait pas encore cette peur. Sous la forme qu'elle revêt aujourd'hui, cette « Petite peur du XXe siècle » qu'a dénoncée Mounier a commencé à se répandre dès la fin de la première guerre mondiale : alors l'optimisme de la bourgeoisie s'est trouvé sérieusement ébranlé. Au siècle précédent, elle croyait au développement harmonieux du capitalisme, à la continuité du progrès, à sa propre pérennité. Quand elle était en veine de justification, elle pouvait invoquer à son profit l'intérêt général : l'essor des sciences, des techniques, des industries fondées sur le capital assurait à l'humanité future l'abondance et le bonheur. Surtout, elle faisait confiance à son avenir, elle se sentait forte. Elle n'ignorait pas « le péril

2. En 1880, par exemple, Podiébonostev, procureur général du Saint-Synode, écrivait : « Comparant le présent avec le passé lointain, nous sentons que nous vivons dans on ne sait quel autre monde *où tout retourne en arrière vers le chaos primitif*, et nous dans toute cette fermentation nous nous sentons impuissants. » Cité par Trotsky : *Ma vie.*

ouvrier », mais elle possédait contre lui des armes multiples. « A la force des garnisons, on peut ajouter la toute-puissance des espérances religieuses », écrivait sans rire Chateaubriand.

Au début du XX[e] siècle, la situation a déjà bien changé. Au régime de la libre concurrence a succédé celui des monopoles, et le capitalisme ainsi transformé a commencé à prendre conscience de ses propres contradictions. En outre « le péril ouvrier » s'est considérablement aggravé, les espérances religieuses ont perdu leur toute-puissance et le prolétariat est devenu une force capable de tenir en échec celle des garnisons. La bourgeoisie s'est mise à douter elle-même des illusions qu'elle s'était forgées; les progrès de la technique et de l'industrie se sont avérés plus menaçants que prometteurs : on a appris non à fertiliser la terre mais à la dévaster. Certes, les économistes bourgeois soutiennent encore que le capitalisme est seul capable de réaliser la prospérité universelle : du moins accordent-ils qu'il faudrait considérablement l'aménager. A la lumière des guerres, des crises, on a découvert que le développement du régime ne ressemblait guère à une triomphante ascension vers un nouvel âge d'or : on a même commencé à soupçonner qu'il pourrait n'être dans l'histoire de l'humanité qu'une forme périssable. Confondant son sort avec celui de la terre tout entière, la bourgeoisie s'est mise à prophétiser de noires apocalypses. Ses idéologues ont repris à leur compte la vision catastrophique de l'histoire qu'avait suggérée Nietzsche.

« Après la première guerre mondiale, écrit Jaspers, le crépuscule tomba sur toutes les civilisations. On pressentait la fin de l'humanité dans ce creuset où se fondent à nouveau — pour leur disparition ou de nouvelles naissances — tous les peuples et tous les hommes. Ce n'était pas encore la fin, mais un peu partout on l'envisageait comme une éventualité. Chacun vivait dans cette attente, avec une angoisse d'épouvante — ou avec un fatalisme résigné; on ramenait l'événement à des lois naturelles, historiques ou sociologiques, ou bien l'on en donnait une interprétation métaphysique en l'attribuant à une perte de substance. Ces différences d'atmosphère sont très sensibles chez Klages, Spengler ou Alfred Weber; mais aucun d'eux ne doute que la crise ne soit là, et plus grave qu'elle ne l'avait jamais été[3]. »

En France aussi s'élèvent à cette époque des voix angoissées.

3. *Origine et sens de l'histoire*, p. 290.

Dans un essai qui fit alors grand bruit, Valéry sonne le glas : notre civilisation vient de découvrir qu'elle est mortelle. Drieu la Rochelle écrit en 1927 dans *Le jeune Européen* : « Toutes les valeurs dont nous vivions disparaissent. » Et encore : « Je m'efforce d'approcher jusqu'à les toucher du doigt les caractères de mon époque. Je les trouve si abominables et si dominants que l'homme affaibli ne pourra plus se soustraire à la fatalité qu'ils énoncent et qu'il en périra bientôt. » Sur quoi il prophétise longuement la mort de l'humain.

Cependant, la bourgeoisie n'envisageait encore la fin de l'humanité, c'est-à-dire sa propre liquidation en tant que classe, que comme une « éventualité ». C'est qu'il lui restait un espoir : le fascisme. L'idéologie nazie convertissait le pessimisme en volonté de puissance. Quand Spengler annonçait le déclin de l'Occident, il escomptait que son livre pourrait « servir de base à l'organisation politique de notre avenir »; il proposait à l'homme d'Occident l'alternative : « Faire le nécessaire ou rien »; c'est-à-dire qu'il l'exhortait à accepter un nouveau césarisme. Drieu dépassait vers le P.P.F. les sombres vaticinations de sa jeunesse; il saluait dans le fascisme une moderne Renaissance. « Le totalitarisme offre les chances d'une double restauration corporelle et spirituelle à l'homme du XXe siècle », écrivait-il dans les *Notes pour comprendre ce siècle.* En 1940 il félicite l'Europe d'avoir enfin découvert « le sens du tragique »; il déclare que : « il faut réintroduire le tragique dans la pensée française »; mais ce qu'il veut dire par là, c'est tout bonnement que la France doit s'intégrer à une Europe nazifiée.

A présent, voici que le nécessaire a été fait : en vain. Le fascisme a été vaincu : cette défaite pèse lourdement sur la bourgeoisie d'aujourd'hui. Dans le « crépuscule » qui baigne la civilisation elle n'aperçoit aucune lueur héroïque, aucun César. Plus rien ne la défend contre les doutes qui l'assaillent. « Il a fallu deux guerres mondiales, les camps de concentration, la bombe atomique pour ébranler notre bonne conscience », écrivait Soustelle en juin 1940 dans la *Liberté de l'Esprit.* « Nous avons commencé à nous poser la terrible question : serait-il possible que notre civilisation ne soit pas *la* Civilisation? »

La question est posée; et voilà qu'un immense chœur répond : elle ne l'est pas. Tous les peuples qui ne sont pas d'Occident, c'est-à-dire qui ne reconnaissent pas la suzeraineté des U.S.A., et

n Occident tous les hommes qui ne sont pas des bourgeois refusent ı civilisation du bourgeois occidental. Et ce qui est plus grave ncore : ils sont en train d'en créer une autre. Avant la dernière uerre, le bourgeois pressentait que quelque chose allait finir : ne savait trop ce qui naîtrait ensuite. Maintenant la Barbarie un nom : le Communisme. C'est lui la « Face de Méduse » dont ı vue glace le sang des Civilisés. Déjà il règne sur un cinquième u globe : c'est un cancer qui aura bientôt rongé toute la terre. es seuls remèdes qu'envisage la droite, ce sont la Bombe et la ulture : l'un est bien radical, et l'autre l'est bien peu. Dans la olère et la terreur elle reprend à son compte les prophéties arxistes : elle se sait perdue.

Pensée de vaincus, pensée vaincue; pour déchiffrer les idéologies e droite contemporaines, il faut toujours se rappeler qu'elles élaborent sous le signe de la défaite. Bien entendu, elles se ttachent au passé par de nombreux traits, dont un entre autres a rien perdu de son importance depuis le temps où Marx le énonçait : l'idéalisme. Coupé par son travail et son genre de vie e tout contact avec la matière, protégé contre le besoin, le ourgeois ignore les résistances du monde réel : il est idéaliste omme il respire. Tout l'encourage à développer systématiquement tte tendance où se reflète immédiatement sa situation : fondamentalement intéressé à nier la lutte des classes, il ne peut s'aveuer sur son existence qu'en refusant en bloc la réalité; il lui bstitue des Idées dont il définit à son gré la compréhension, et mite arbitrairement l'extension. La méthode, considérée dans généralité [1], est trop connue, Marx, Lénine l'ont attaquée avec op d'éclat, pour que nous y insistions davantage. Il nous suffit souligner que les divers développements de la pensée bourgeoise pliquent tous une attitude idéaliste et tendent tous à la confirmer.

Sur cette base on bâtissait naguère de beaux systèmes arrogants; s temps où prospéraient un Joseph de Maistre, un Bonald sont en révolus; le maurrassisme même, malgré sa débilité, est encore ne doctrine trop positive, on l'a enterré. Le théoricien bourgeois it que l'avenir lui échappe, il n'essaie plus de construire : il se finit à partir du communisme, contre lui, d'une façon purement gative. Aron par exemple, concluant *Le Grand Schisme* ne demande pas : à quoi croyons-nous? mais : « Qu'opposer au

1. Nous reviendrons sur ses aspects les plus modernes.

communisme? » Il répond : « L'affirmation des valeurs chrétiennes et humanistes. » Mais il est évident pour qui a lu ses livres que lesdites valeurs sont le cadet de ses soucis : c'est la défaite du communisme qui seule lui importe. De même, dans l'espèce de manifeste qui ouvre le second numéro de *Preuves*, Rougemont commence par déclarer : « Nous sommes plutôt faibles devant la propagande totalitaire »; et en guise de programme, il propose des thèmes de contre-propagande. Les choses en sont au point que, répondant en 1950 dans la *Liberté de l'Esprit* à une enquête sur la liberté, Léon Werth a pu déclarer : « En 1950 un régime de liberté se définit par son contraire qui est le régime stalinien. » Et ses amis ont hautement loué cette réponse. C'est avouer que la droite contemporaine ne sait plus ce qu'elle défend : elle se défend contre le communisme, c'est tout. Et elle se défend sans espoir. Ceux que Nizan appelait « les chiens de garde » de la bourgeoisie essaient aujourd'hui de justifier la survivance d'une société dont ils annoncent eux-mêmes la mort prochaine.

Cette justification même n'est pas une tâche facile : son échec historique découvre à la bourgeoisie les contradictions théoriques où sa pensée s'empêtre. Jules Romains, dans un article publié en mars 1952 par la revue *Preuves*, a pathétiquement exposé son drame idéologique : la voilà victime des principes qu'elle avait créés pour son usage interne et qui sont en train de se répandre indiscrètement sur toute la terre. « Toute civilisation n'a pu jusqu'ici se constituer et surtout survivre que dans la mesure où elle a su préserver les différences, les acquisitions, les inégalités qu'elle avait lentement accumulées à son profit et qui toutes pouvaient apparaître iniques et monstrueuses aux yeux des barbaries, sauvageries, famines et pouilleries environnantes. » Or : « L'idée de justice ou plutôt l'idée d'égalité des droits est comme un feu dans la brousse. On aimerait bien l'arrêter à certaines tranchées. Mais elle saute par-dessus. La destruction des privilèges, des différences avantageuses, des acquisitions localisées est une réaction en chaîne qui ne prendra fin que le jour où elle n'aura plus rien à dévorer. »

Ce texte ingénu pose sans détour le problème qu'ont à résoudre nos modernes chiens de garde. Le pacte Atlantique a obligé les bourgeois à dépasser le vieux nationalisme vers ce qu'ils appellent l'Europe, l'Occident, la Civilisation; pas d'inconvénient à cela : du moment qu'on demeure entre privilégiés, on peut bien effacer

certaines frontières. Mais justement : on voudrait rester entre soi. Et voilà que les « barbaries, sauvageries, famines et pouilleries environnantes » s'agitent, agissent, parlent, menacent : comment nier encore qu'elles existent? M. de Rougemont a beau déclarer que : « l'Europe est la conscience du monde », le bourgeois d'Occident est forcé d'admettre qu'il n'est plus la conscience unique, le sujet absolu : il y a d'autres hommes. A ceux-ci les privilèges des civilisés *apparaissent* iniques : comment dissiper cette apparence? Jusqu'ici, grâce aux tranchées que la bourgeoisie avait su creuser, elle conciliait sans trop de peine l'idée de justice et la réalité de ses intérêts : le peut-elle encore? Pas question évidemment de renoncer aux inégalités profitables. Faudra-t-il jeter l'idée de justice pardessus bord? Étant donné les traditions de l'idéologie bourgeoise, c'est là un dilemme douloureux.

Toute la difficulté vient du fait que la bourgeoisie pense. La noblesse combattait pour ses privilèges et se souciait peu de les légitimer. Alors, comme le rappelle avec nostalgie Drieu la Rochelle : « Penser, c'était finalement donner ou recevoir un coup d'épée ». Pour la bourgeoisie au contraire la pensée a été un instrument de libération : et elle se trouve aujourd'hui tout encombrée par l'idéologie qu'elle s'est forgée au temps où elle était une classe montante. « Toute classe nouvelle, écrit Marx, est obligée de donner à ses idées la forme d'universalité, de les représenter comme les seules raisonnables et universellement valables. » Sa prétention, ajoute-t-il, est justifiée dans la mesure où cette classe se soulève révolutionnairement. Seulement, voilà que la bourgeoisie est devenue à son tour classe dominante; au lieu de lutter contre des privilèges étrangers, elle défend aujourd'hui ses propres privilèges contre le reste de l'humanité. Elle ne saurait renier tout à fait cette philosophie des lumières dont elle a éprouvé la vérité dans la révolution française; mais c'est une arme à double tranchant qui aujourd'hui se retourne contre elle. Comment en effet justifier sur le mode universel la revendication de particularités avantageuses? Il est naturel à chacun de se préférer, mais impossible d'ériger cette préférence en un système valable pour tous.

La bourgeoisie est consciente de ce paradoxe, aussi a-t-elle à l'égard de la pensée une attitude ambivalente. Marx signale justement qu'il y a un certain antagonisme entre « les membres actifs » de la classe dominante et « les idéologues actifs et conceptifs qui ont la spécialité de forger les illusions de cette classe sur elle-

même ». Ces spécialistes sont considérés avec méfiance. Le m
intellectuel prend facilement à droite un sens péjoratif. Il est vr
que le prolétariat aussi tient les intellectuels pour suspects : ma
seulement dans la mesure où ils sont des bourgeois; et parmi l
bourgeois, c'est d'abord aux intellectuels que Marx reconnaît
capacité de s'élever à « l'intelligence théorique du mouvemen
historique dans son ensemble ». Tandis que le bourgeois se déf
de la pensée même, « Tout bon raisonnement offense », disa
Stendhal. Tout régime progressiste combat l'analphabétisme : le
régimes réactionnaires, Franco, Salazar, délibérément le favo
risent. Dès que la droite se sent forte, elle substitue la violenc
à la pensée : on l'a bien vu en Allemagne nazie. En France aus
les « camelots du roi » et autres fascistes professaient qu'il vala
mieux, si on était en nombre, frapper qu'argumenter.

« Aujourd'hui, les hommes n'ont plus d'épée », soupirait déj
Drieu; et la bourgeoisie se sent encore plus désarmée à présen
qu'il y a vingt ans. Les Américains il est vrai ont la bombe at
mique : et précisément elle leur tient lieu de pensée. Mais en Franc
en Allemagne, les sublimations spirituelles sont plus nécessair
que jamais. La bourgeoisie veut convaincre les autres et
convaincre qu'en défendant ses intérêts particuliers, elle vise d
fins universelles : la tâche assignée à ses « idéologues actifs e
conceptifs » c'est d'inventer une justice supérieure au nom d
laquelle l'injustice se trouvera justifiée.

Pratiquement vaincu, théoriquement acculé à des contradictio
insurmontables, il y a lieu de se demander pourquoi l'intellectue
occidental s'entête à défendre une civilisation condamnée et qui
doute de soi. Puisque notre civilisation n'est pas *la* civilisatio
mais seulement un moment de l'histoire humaine, pourquoi ne pa
la dépasser vers la totalité de l'histoire et de l'humanité? Mounie
signale justement dans *La petite peur du* XX[e] *siècle* que la notio
d'Apocalypse à travers laquelle s'exprime « la mauvaise conscienc
européenne » est falsifiée par la peur; car en vérité, dit-il, l'Apoca
lypse n'est pas un chant de catastrophe mais « un poème d
triomphe, l'affirmation de la victoire finale des justes et le chan
délirant du règne final de la plénitude ». En ce qui concerne le
« membres actifs » de la bourgeoisie, la raison de cette falsificatio
est manifeste; le règne final de la justice et de la plénitude ap pa
raîtrait comme un désastre aux privilégiés butés dans la défens
de leurs privilèges injustes. Mais contre le particularisme d'u

société condamnée, il semblerait naturel que les intellectuels, épris en tant que tels d'universalité, prennent le parti de l'humanité en général. Pourquoi beaucoup d'entre eux s'obstinent-ils à identifier l'Homme et le bourgeois, quitte à prophétiser dans le tremblement la fin de l'homme [5].

Cette attitude est si paradoxale que Thierry Maulnier lui-même s'en est étonné; en mai 53, dans la *Table Ronde*, il demande au bourgeois d'Occident : somme toute, qu'avez-vous à opposer au communisme? Jusqu'ici nous luttions contre lui au nom de la terreur qu'il nous inspirait ; mais si cette terreur cesse? « Si le communisme renonce à la terreur, s'il peut, s'il *ose* renoncer à la terreur, il faudra bien que vous renonciez, vous, à trouver dans le communisme lui-même les armes pour le combattre. Il faudra bien que vous les trouviez en vous... La défense de l'Occident a été jusqu'ici négative. L'Occident ne veut pas du communisme. Bien. Mais cela ne saurait tenir lieu indéfiniment d'un avenir proposé aux hommes, d'un sens donné à cet avenir. » Il semblerait logique de conclure : si les raisons d'être anticommuniste ne sont que dans le communisme, et si précisément elles n'y sont plus, renonçons à l'anticommunisme. Mais le sens de l'article de Maulnier est différent : ce qu'il souhaite, c'est qu'on l'aide à trouver une justification positive de ce combat. Encore une fois, pourquoi cet entêtement?

Répondre que les intellectuels anticommunistes sont eux-mêmes des bourgeois ne suffit pas : beaucoup d'entre eux ne profitent guère des avantages matériels réservés à la bourgeoisie; et d'autre part, les « membres actifs » de leur classe les tiennent quelque peu

5. Le cas de Drieu est intéressant à considérer de ce point de vue. En 1927 il écrivait dans le *Jeune Européen* : « Si l'humain meurt, du moment où il meurt, que nous importe cet univers qui va se nourrir de la dissolution de nos chères, de nos belles catégories. Je souffre trop, je passe la main. » Mais en septembre 1940, prêchant l'intégration de la France à une Europe nazifiée, il écrit : « Métamorphose, la vie des peuples est une série de métamorphoses. Un peuple ne traverse les siècles qu'en changeant de figure, et chaque fois qu'il prend une nouvelle figure, il laisse tomber la précédente comme une peau morte, comme un haillon de chair — affreux à voir pour qui s'est complu amoureusement dans cette ancienne forme... Voici donc de nouveau la métamorphose nécessaire, fatale, dans la sueur et l'angoisse et le sang du désastre. La France doit renoncer aux vieilles formes du nationalisme. La France doit se détourner du national pour se plonger dans le social. » Drieu admet donc que pour sauver l'Homme il faut savoir renoncer à certaines formes particulières de l'Humain. Seulement le dépassement qu'il prêche servait en fait les intérêts de sa classe, comme aujourd'hui le dépassement vers la Civilisation, l'Occident. La *Métamorphose* devient inacceptable dès qu'elle contredit ces intérêts.

à distance. Mais précisément, en réagissant à cette situation ils se sont créé des intérêts idéologiques qu'ils tiennent passionnément à sauvegarder. La justice supérieure qu'ils sont chargés d'inventer, et qui contredit la justice terrestre, ils ne peuvent la situer qu'au ciel : c'est là qu'ils se situent eux-mêmes. Ils y forgent des Vérités éternelles, des Valeurs absolues. A ces illusions d'universalité, ils sont plus attachés que les autres bourgeois puisqu'ils les ont eux-mêmes fabriquées. Et d'autre part le monde intelligible leur est un orgueilleux refuge contre la médiocrité de leur condition; ils échappent à leur classe, ils règnent idéalement par delà toutes les classes sur l'humanité entière. De là vient que leur horreur du marxisme est beaucoup plus farouche que celle des bourgeois actifs : le marxisme ne connaît que la terre et les rejette brutalement parmi les hommes. Bien entendu, ils n'avouent pas la vraie raison de leur haine; ils préfèrent confesser sans vergogne des cauchemars puérils : « Si l'armée rouge entrait en France, si le P.C. prenait le pouvoir, je serais déporté, fusillé. » Ils rédigent des romans d'anticipation « à ne pas lire la nuit »; ils gémissent avec Thierry Maulnier : « Le marxisme veut ma mort. » En fait ce qu'ils redoutent, c'est d'être idéologiquement liquidés : ou plutôt ils savent que cette liquidation est déjà consommée. Le marxisme voit en eux, non des médiateurs sacrés entre les Idées et les hommes, mais des parasites bourgeois, une simple émanation des puissances capitalistes, un épiphénomène, un néant : ce n'est pas acceptable pour qui faute de trouver sa place en ce monde s'est aliéné à l'éternité.

Ainsi, tout en maintenant la prétention universalisante de sa pensée, l'idéologue bourgeois n'abdique pas la volonté particulariste de sa classe; il ne lui reste qu'une issue : c'est de nier la particularité au moment même où il la revendique. Tout bourgeois est pratiquement intéressé à déguiser la lutte des classes[6]; le penseur bourgeois y est obligé s'il veut adhérer à sa propre pensée. Il refuse donc d'accorder aucune importance aux singularités empiriques de sa situation : et corrélativement à l'ensemble des singularités empiriques qui définissent les situations concrètes. Les facteurs matériels n'ont dans les sociétés qu'un rôle secondaire. La

6. « Lorsqu'on me demande », remarquait Alain « si la coupure entre partis de droite et de gauche, hommes de droite et hommes de gauche, a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche. »

pensée transcende ces contingences. L'humanité est idéalement homogène. Et c'est l'Homme, tel qu'il plane au ciel intelligible, unique, indivisible, unanime, achevé, qui s'exprime par la bouche du penseur.

Toute la philosophie de l'homme élaborée par les intellectuels bourgeois, et en particulier leur théorie de la connaissance, vise précisément, on le verra, à étayer cette prétention. Mais, étant donné l'attitude négative que j'ai signalée, leur doctrine positive compte beaucoup moins que leurs auto-défenses. Le premier de leurs soucis, c'est de se débarrasser du marxisme; ils ne pourront prendre au sérieux leurs idées que s'ils ont d'abord annulé le système qui les met eux-mêmes en question. Leur pensée est d'abord et essentiellement une contre-pensée. La plupart de leurs écrits sont en fait des attaques contre le communisme.

Il y a un curieux paradoxe : parce qu'il en vit les prophéties dans la terreur, le penseur bourgeois s'applique à refuser au marxisme toute valeur prophétique ou même seulement méthodique. Il élude cette contradiction par un pessimisme catastrophique qui change la nécessité en accident. Le socialisme triomphera : du moins son avènement ne sera pas l'aboutissement d'une dialectique rationnelle mais un cataclysme dénué de sens. Voilà pourquoi l'intellectuel occidental se complaît à trembler et change l'Apocalypse en un chant d'horreur : il préfère vouer l'humanité à l'absurdité, au néant, plutôt que de se contester lui-même.

L'anticommunisme.

« Tous les problèmes sont affaire d'opinion », affirme Brice Parrain. C'est là ce que postulent tous les systèmes anti-communistes. A travers des différences secondaires, leur convergence est ici remarquable. La réalité matérielle des hommes et de leur situation compte pour rien : seules importent leurs réactions subjectives. Le socialisme s'explique non par la force d'un système de production mais par le jeu de volontés dont les mobiles sont éthiques ou affectifs. La nécessité économique n'est qu'une abstraction : l'économie relève, en dernière analyse, de la psychologie. Les classes en général, le prolétariat en particulier, se définissent par des états d'âme [7].

7. Voir à ce sujet le livre de Pierre Naville : *Psychologie, marxisme matérialisme*, où la question est étudiée en détail.

Nietzsche le premier a proposé une interprétation psychologiste de l'histoire et de la société : « Le faible est traversé par le désir de vengeance, le ressentiment; le fort a le pathos agressif. » Cette notion de ressentiment a eu chez les penseurs de droite une extraordinaire fortune. Scheler l'a utilisée non pour attaquer le christianisme — qui est selon lui une doctrine d'amour positive — mais pour ruiner toute éthique socialiste : le socialisme exprime nécessairement un ressentiment contre Dieu et contre tout ce qu'il y a de divin dans l'homme. Avec quelques nuances, Scheler fait sien le mot de Ratheneau : « L'idée de justice repose sur l'envie. » Conscient de sa bassesse, le « prolétariat moral » souhaite abaisser ceux qui lui sont supérieurs. En particulier la contestation du droit de propriété « repose sur l'envie des classes ouvrières à l'égard des classes qui ne tirent pas leur richesse de leur travail propre ». L'idée révolutionnaire se réduit au « soulèvement des esclaves animés de ressentiment [8] ».

Cette psychologie pouvait paraître un peu sommaire : pour lui prêter de la profondeur, on a recouru à la psychanalyse. Eastman dans *La science de la révolution* interprète la mentalité ouvrière à partir de Freud. De Man dont le livre *Au delà du marxisme* a connu en France vers 1928 un succès considérable lui préfère Adler : psychanalysant le prolétariat, il diagnostique un complexe d'infériorité très prononcé. L'esprit de lutte des classes est engendré par un instinct profond : l'autovaluation; l'ouvrier se défend contre un sentiment de déficience par des « réactions compensatrices ». L'attitude révolutionnaire est une de ces réactions. Dans nombre d'études postérieures le complexe d'infériorité apparaît comme la conséquence d'un phénomène affectif plus général : la frustration. Le sentiment de frustration entraîne chez le travailleur des découragements, des névroses qui se subliment dans l'attitude révolutionnaire. Somme toute, tout le malheur du prolétaire vient de ce qu'il se croit prolétaire. Cette conclusion s'accorde avec l'affirmation de Spengler [9] : « Il n'y a pas économiquement de classe ouvrière. » Toynbee [10] développe la même thèse. « Le prolétariat en effet est un état d'esprit plutôt que la conséquence de conditions extérieures... (C'est) un élément ou un groupe social étant à l'intérieur d'une société donnée sans toutefois en

8. *L'Homme du ressentiment*, p. 145.
9. *Déclin de l'Occident*, t. II, p. 440.
10. *L'Histoire*, p. 416.

faire vraiment[11] partie... La véritable marque du prolétariat n'est ni la pauvreté, ni l'humble naissance, mais la conscience et le ressentiment d'être déshérité. » Monnerot dans *La guerre en question* reprend presque littéralement cette définition; selon lui le mot prolétariat désigne : « Ceux qui dans le champ de puissance et d'action d'une civilisation se sentent déshérités. »

Un lecteur naïf est tenté de se poser une question : pourquoi se *sentent-ils* déshérités. Dans la *Sociologie du Communisme*[12] Monnerot esquisse une réponse. Il développe indéfiniment l'idée que la lutte des classes se ramène à un ensemble de réactions psychiques dont l'origine est le ressentiment. Le marxisme est constitué par un « *mélange détonnant : la dialectique et le ressentiment*... Le ressentiment qui en lui mobilise la dialectique coïncide avec le ressentiment d'une catégorie sociale dont la naissance est effroyable, dont le ressentiment est historiquement nécessité. ... Il a fallu qu'un ressentiment individuel servi par une grande force de pénétration intellectuelle et de synthèse *interprète* un ressentiment collectif, un ressentiment historique pour qu'alors naquît cette doctrine de la révolution[13]. »

Monnerot convient donc que le ressentiment du prolétariat est « historiquement *nécessité* »; cette concession, si on la prenait au sérieux, suffirait à ruiner toutes ses théories : il n'y a de nécessité que du côté de la réalité; si l'on admet que celle-ci impose au prolétariat une prise de conscience révolutionnaire, alors tout le psychologisme s'effondre et on retrouve un schéma marxiste. Pour aggraver la confusion, Monnerot ajoute en note : « Nous sommes ici d'accord avec Hegel sur le rôle du *mal* comme moteur historique. » Ce rapprochement fait apparaître avec éclat sa mauvaise foi : le mal est une réalité objective; y voir un moteur historique c'est définir l'Histoire comme un processus objectivement fondé; tandis que, en assimilant à l'idée de mal celle de ressentiment, Monnerot la psychologise. En fait, dans tout le reste de l'ouvrage, la *nécessité* historique est soigneusement passée sous silence. On rend compte de la « puissance détonnante » du ressentiment par

11. Dans un autre passage Toynbee écrit *moralement* au lieu de *vraiment*.

12. Je citerai souvent ce livre qui apparaît comme une des sommes de l'anticommunisme contemporain. Monnerot vise à l'originalité par le soin qu'il apporte à dissimuler ses sources — il ne cite jamais, même quand il démarque; en fait, s'il nous intéresse ici, c'est par la quantité de lieux communs qu'il exploite: entre autres, le thème du ressentiment.

13. C'est l'auteur qui souligne.

l'intervention de facteurs radicalement extérieurs à la situation vécue.

Lesquels? Eh bien d'abord, l'action des meneurs, c'est-à-dire des communistes; le parti communiste, que Monnerot baptise l'Entreprise, s'applique à exploiter et organiser les mécontentements diffus : « L'Entreprise utilise, entretient, tente de porter au degré décisif de virulence active les ressentiements des classes, des masses et des individus, et consiste précisément à organiser de l'extérieur mécontentements et mécontents de diverses natures [14]. »

Bien entendu ces menées ne s'expliquent pas non plus par une finalité objective. Le parti, radicalement étranger au prolétariat, ne poursuit aucun but qui puisse concerner celui-ci : il agit sur lui du dehors, de façon mécanique et absurde. Par exemple s'il « travaille les masses coloniales » ce n'est pas qu'il prenne à cœur leur désir d'émancipation : c'est pour « aggraver et envenimer toutes les contradictions du monde capitaliste [14] ».

Soit. Mais pourquoi cette politique? Ici Monnerot emprunte sa réponse à Burnham. Burnham a appris des « Machiavéliens » et enseigné aux penseurs de droite éblouis cette vérité profonde : chefs, États, partis ne visent jamais dans le pouvoir autre chose que le pouvoir. Si un homme d'action met en avant un but objectif, tel que le bien commun, ou la liberté, c'est seulement pour mystifier son monde et on serait naïf de le croire. En vérité le seul sujet de la science politique c'est « la lutte pour le pouvoir sous diverses formes avouées ou dissimulées ». Ce postulat permet à Burnham de définir le communisme : « Une conspiration mondiale en vue de la conquête d'un monopole du pouvoir à l'époque du déclin du capitalisme ». Et Monnerot assimile lui aussi l'Entreprise à une société secrète qui cherche à régner pour régner : le nom même dont il la baptise est choisi pour en souligner le caractère privé et égoïste.

Le machiavélisme complète harmonieusement la psychologie du ressentiment. Subjective dans ses mobiles, l'action révolutionnaire l'est aussi dans ses fins. Des hommes mus par une « volonté de puissance » amplifient chez ceux qui se savent impuissants des sentiments d'infériorité, d'envie, de haine.

On voit les avantages d'une telle interprétation. Somme toute, tous les malheurs des hommes sont imaginaires : des remèdes

14. P. 19.

idéaux leur suffisent. Inutile de changer le monde : il suffit de modifier l'opinion que certains s'en font. Nietzsche proposait de donner aux déshérités une illusion de *dignité*; de Man suggère de réduire les complexes d'infériorité dont souffrent les ouvriers en accordant à ceux-ci certains avantages sociaux; la droite éclairée reconnaît volontiers qu'il faut intégrer *moralement* le prolétariat à la société. Bref on se proposera de transformer la mentalité des opprimés et non la situation qui les opprime. C'est ainsi que procède cyniquement en Amérique le *Big Business* [15]. Il utilise les *Public Relations* pour propager chez les exploités les slogans profitables aux exploiteurs. Il a mis au point la technique de l'*Human Engineering* qui s'attache à déguiser la réalité matérielle de la condition ouvrière sous des mystifications morales et affectives. Par une éducation appropriée, par des méthodes de commandement soigneusement étudiées, on s'efforce de convaincre le prolétaire qu'il n'est pas un prolétaire mais un citoyen américain. S'il refuse de se laisser manœuvrer, on le considère comme un anormal et on a inventé à son intention une thérapeutique de « défoulement ».

C'est évidemment un devoir d'humanité que de combattre les meneurs intéressés à exaspérer la névrose révolutionnaire. Et il va de soi que la doctrine qu'ils invoquent pour servir leurs ténébreux desseins ne saurait prétendre à aucune vérité : nos anticommunistes ne sont pas assez naïfs pour lui attribuer un contenu où se reflèterait quelque réalité. Ils ont appris de Sorel que le mythe est une force dynamique évaluable non intellectuellement mais dans son efficacité. Ils retiennent des machiavéliens que les idées sont des armes de guerre visant à créer des attitudes affectives et actives. Certains spécialistes font profession de connaître et de critiquer scientifiquement le marxisme mais la grande majorité de ses adversaires dédaigne de le connaître. La doctrine de Marx, Engels, Lénine, avoue Thierry Maulnier, « est assurément à peu près inconnue de ceux qui la combattent ou croient le faire ». Burnham cite avec approbation cette phrase de Pareto : « Quant à déterminer la valeur sociale du marxisme, savoir si la théorie marxiste de la plus-value est vraie ou fausse, c'est à peu près aussi important que de savoir si le baptême efface le

15. Voir pour plus de détails l'article de Michel Crozier : *Human Engineering*. « Temps Modernes, » juillet 1951.

péché quand on cherche à déterminer la valeur sociale du christianisme — et cela n'a pas la moindre importance. »

Le marxisme, comme la situation qu'il prétend interpréter, s'explique par des hasards subjectifs. C'est une des formes de cet humanitarisme moderne qui, selon Scheler, « n'est que l'effet d'une haine refoulée à l'égard de la famille et du milieu ». L'amour de « tout ce qui a face humaine » traduit une haine contre Dieu. C'est aussi « une protestation contre l'amour de la patrie ». Plus fondamentalement, c'est une manière de se fuir et d'assouvir la haine qu'on se porte à soi-même. De Man envisage le socialisme avec plus de bienveillance : c'est le sens moral individuel qui en serait le véritable mobile. Pour des raisons tactiques, le socialiste est amené à prêter à sa doctrine une portée objective : mais ce n'est qu'un déguisement. Entre autres Marx « n'a présenté le socialisme comme nécessaire que parce qu'il le considérait, à la suite d'un jugement moral tacitement présupposé, comme souhaitable ». On trouve une idée analogue chez Spengler : « Les partis politiques, aujourd'hui comme aux temps hellénistiques, ont anobli en quelque sorte certains groupes économiques dont ils voulaient modifier plus heureusement le train de vie en les élevant au rang d'un ordre politique, comme l'a fait Marx pour les ouvriers de l'industrie. » Plutôt qu'à un souci éthique, Monnerot estime que Marx a obéi à une impulsion irrationnelle. Marx et après lui les marxistes ont été trop vivement frappés par la naissance et l'apogée du capitalisme. « Le contre-coup d'un traumatisme affectif a déterminé la perspective qui leur est propre. » Et bien entendu Marx est un homme du ressentiment comme ceux auxquels il s'adresse et qui se rallient à lui.

Ressentiment, volonté éthique, traumatisme : en tout cas il y a à l'origine du marxisme un avatar individuel. Et sa fortune s'explique par des raisons extrinsèques. Selon Pareto c'est un fait social, dont les lois sociologiques peuvent rendre compte : en particulier la loi des « dérivatifs » et celle du « résidu », inventées par Pareto. Toynbee voit dans le marxisme « le déguisement de l'Apocalypse juive »; Caillois, une orthodoxie; Aron attribue sa puissance explosive à la jonction d'un thème chrétien avec un thème prométhéen et un thème rationaliste. Mais surtout ce qu'ils répètent tous inlassablement c'est que le marxisme flatte l'instinct religieux des masses : il est une religion.

« Il n'y a pas de socialisme sans une religion quelconque »,

écrit de Man. « L'impulsion psychique vers le socialisme a sa cause au delà de toute réalité dans le monde. »

« L'U.R.S.S. est une superstition » écrit Aron. Et dans *Les guerres en chaîne*[16], il développe longuement cette idée empruntée à Toynbee : « Le marxisme est une hérésie chrétienne. »

Dans la *Liberté de l'Esprit*, en juin 1949, Stanislas Fumet remercie Berdiaeff de lui avoir révélé il y a bien longtemps que le marxisme est une religion; et il conclut à la manière de Pareto : « Peu importent les dogmes de celle-ci. Ce qui compte, c'est l'emprise sur les âmes, tant qu'il y aura des âmes, c'est l'opération magique ou tactique, l'action du prêtre qui subjugue les esprits pour être en mesure, lui, au nom d'une divinité quelconque, de courber les volontés. »

Le livre de Monnerot est basé tout entier sur cette assimilation. Le communisme, c'est « l'Islam du XXe siècle ». L'Entreprise est « l'image religieuse d'une division de l'humanité ». « L'entreprise communiste est une entreprise religieuse. » « Le communisme se présente à la fois comme Religion séculière et comme État universel. Religion séculière, il draine les ressentiments, organise et rend efficaces les impulsions qui dressent les hommes contre les sociétés où ils sont nés, accélère cet état de séparation d'elles-mêmes et de scission d'une partie de leurs forces vives qui précipite les rythmes de la dissolution et de la destruction. » Le socialisme est un « messianisme de l'espèce humaine ».

Il faut encore citer l'article *Fanatisme des marxistes* où Thierry Maulnier s'attache à transposer le marxisme en termes religieux. Le Paradis, dit-il, a été transporté au ciel dans l'Avenir; la création historique ayant été élevée par Marx à l'absolu de la valeur, on retrouve dans sa doctrine une transcendance supra-historique des valeurs et la promesse d'un salut dans un autre monde. Il y a donc une religion marxiste : « la religion de l'humanité à conquérir, ou de l'humanité à faire ».

La méthode qui consiste à couper le communisme de toutes ses bases réelles et à le définir comme une pure forme est plus évidente encore dans un autre écrit de Thierry Maulnier : *La face de Méduse du communisme*. L'auteur se demande : pourquoi toute Révolution implique-t-elle une terreur? Il repousse avec hauteur toutes les raisons objectives; l'idée qu'une entreprise d'expropriation ne

16. P. 136 et suivantes.

saurait s'accomplir sans violence lui est entre autres tout à fait étrangère. Selon lui, il faut chercher l'explication de la Terreur dans « les forces ténébreuses de l'homme collectif ». Elle est « le fond même de l'inconscient collectif sur lequel s'édifie l'appareil de la justice révolutionnaire ». S'il y a eu une Terreur en 1793, c'est parce que vers la fin du XVIIIe siècle : « On commençait à s'ennuyer ». La Terreur naît d'une « fascination tragique de la mort » et de « la mauvaise conscience intellectuelle intérieure à tout fanatisme »; elle a ses sources dans la peur et dans la volonté de puissance. Pour Maulnier aussi « La révolution est le sursaut victorieux du ressentiment. » C'est une entreprise de « sorcellerie sociale » et comme telle elle exige des victimes expiatoires. La Terreur représente « le rituel de conjuration et de purification, l'apparat liturgique, l'office et le Mystère ». « La fête terminée, le rite s'institue. L'orgie de Terreur devient l'Église de Terreur. » Bien entendu cette Église est machiavélique. Il s'agit pour elle d'opérer une « confiscation totale de l'individu au profit de la société ».

Voilà donc réglé le compte du marxisme : il se réduit à un phénomène psycho-sociologique dénué de signification interne; c'est une religion où ne comptent ni la Divinité, ni les dogmes, mais seulement le machiavélisme des prêtres : un simple instrument aux mains de l'Entreprise qui exploite à son profit la crédulité humaine.

Il reste cependant un problème qui tracasse singulièrement les intellectuels de droite : l'existence d'intellectuels de gauche. Ils ne sont pas déshérités comme les prolétaires, ils ne manifestent pas cette volonté de puissance qui anime les meneurs : comment s'explique leur aberration? Inutile de chercher bien loin : il suffira de quelques accommodements, et la notion de ressentiment pourra encore servir ici. On décrète que les membres de l'Intelligentsia — fussent-ils nés dans quelque bourgeoise famille française — se sentent exilés dans la société. En tout cas, ils n'y occupent pas les premières places : cela suffit pour qu'ils la haïssent et se haïssent eux-mêmes. L'intellectuel, dit Aron, déteste les bourgeois; Aron n'imagine pas un instant que cette hostilité puisse être l'envers d'un sentiment positif à l'égard des autres hommes [17] : selon lui, elle

17. On se rappelle le dialogue entre Jeannette Veermersch et un député de droite. Celui-ci s'exclama « Que de haine dans un cœur de femme! » On ne peut pas aimer le peuple sans haïr ses oppresseurs », répondit-elle.

résulte évidemment d'un complexe d'infériorité. Les intellectuels « ne peuvent arriver au premier rang qu'en éliminant la catégorie sociale qui en Occident doit sa puissance à la fortune et celle-ci au hasard des affaires, de l'hérédité ou des talents exceptionnels ». Ainsi « on fuit vers la métropole rouge parce qu'on déteste la société dans laquelle on vit [18] ».

Monnerot a tenté des explications un peu plus subtiles, mais il ne réussit à feindre la complexité qu'à la faveur d'une totale obscurité. Il faut citer entre autres le passage où il évoque la manière dont les communistes ont réussi à contrer la bombe atomique : « Usant de méthodes psychologiques, jouant sur les mobiles religieux, moraux, métaphysiques, les communistes s'attaquent aux savants qui ont permis de fabriquer ces armes. Ils travaillent à ce que devienne un impératif moral pour ceux dont les calculs et les découvertes sont au départ des armes nouvelles *de livrer leurs recettes non pas directement à la Russie et aux soldats russes mais aux serviteurs, aux messagers, aux protagonistes d'une conception du monde « plus juste* [19]. »

Comment s'opère ce travail? En quoi consistent ces méthodes? Monnerot le développe un peu plus loin :

« Les politiques communistes savent qu'on prend chaque homme par le besoin, la passion, le vice, la faiblesse qui l'aimante; le *point faible* de chaque individu dont il est utile de s'assurer le concours est le *point fort* de tels groupes. »

Mais la psychologie bourgeoise ne reconnait comme originels et authentiques que les sentiments négatifs.

18. *Les guerres en chaîne*, p. 461-465. On peut s'étonner qu'Aron adopte sur l'intellectuel la conception d'une Françoise Giroud et le représente comme un aigri fasciné par la richesse et le prestige social. C'est évidemment dans la logique d'un subjectivisme poussé jusqu'à l'absurde. Coupé de son activité, celle-ci coupée de ses fins, l'intellectuel n'est plus, dans une perspective machiavélienne qu'une volonté de puissance médiocrement satisfaite : mais est-ce vraiment ainsi qu'Aron lui-même saisit ses projets? Et croit-il sincèrement qu'Irène Joliot Curie tremble de dépit en pensant à la duchesse de Windsor, qu'Einstein se mord les poings de n'être pas l'Aga-Khan? Si de tels sentiments existent, cela ne peut être en tout cas que chez les intellectuels bourgeois : ceux-ci en effet reconnaissent les valeurs bourgeoises; et d'autre part il est vrai que « les membres actifs » de leur classe manifestent un certain dédain pour ces idéologues conceptifs et leur entrouvrent à peine leurs salons. L'intellectuel de gauche quant à lui n'a aucune envie de s'y asseoir : il n'admet absolument pas que la puissance et la fortune mettent un homme au « *premier rang* ». C'est seulement par un phénomène de projection qu'Aron ou Monnerot peuvent lui attribuer un genre de valorisation qui lui est parfaitement étranger.

19. *Sociologie du communisme*, p. 130. C'est l'auteur qui souligne.

Nous supposons donc qu'une équipe de psychotechniciens communistes parcourt l'Amérique en offrant aux savants atomistes argent, honneurs, femmes, drogue, whisky, petits garçons selon le point faible de chacun. Comment l'exploitation de ce point faible amène-t-elle au cœur des savants l'éveil d'un « impératif moral »? Le processus demeure mystérieux. Pour élucider ce mystère, il convient de recourir à la psychologie en profondeur. Dans le chapitre consacré à la « psychologie des religions séculières » Monnerot explique que les individus atteints de névrose privée trouvent dans la participation à une névrose collective un soulagement de leurs maux; il décrit longuement les délires auxquels sont en proie collectivement les intellectuels communistes : mais encore une fois, comment la maladie s'attrape-t-elle? Pourquoi Monnerot par exemple ne l'a-t-il pas contractée? En dernier recours, Monnerot retrouve l'explication d'Aron : l'intellectuel de gauche est mû par le ressentiment.

Le communisme « se présente comme promotion à ceux qui estiment n'avoir rien à perdre et tout à gagner à un changement radical : il s'agit alors... de tous ceux qui sans être proprement déshérités se sentent pourtant en marge (c'est là le cas particulier de ceux qui constituent l'Intelligentsia). »

Malgré le jargon sociologico-psychanalytique dont il use, Monnerot n'apporte donc aucune solution précise au problème : pourquoi certains intellectuels sont-ils à gauche? Koestler a cherché des réponses dans la physiologie; selon lui, il faut faire intervenir « la fatigue des synapses » [20]. Celle-ci provient « d'un affaiblissement général des connexions entre les cellules cérébrales par lesquelles l'impulsion nerveuse devrait passer... Cette fatigue peut être produite par le viol indéfini de la conscience du sujet ». Dans un récent numéro de *Preuves* Koestler a pris la peine de rédiger un « Petit guide des névroses politiques » [21]. Mais dans l'ensemble, toutes ces explications semblent insuffisantes aux gens de droite eux-mêmes. On se borne à constater que l'U.R.S.S. et les communistes possèdent des « méthodes psychiques », d'autant plus redoutables qu'elles sont plus secrètes. Pour expliquer la

20. *Les hommes ont soif.*

21. Monnerot et Kœstler ne font que démarquer les idées qui inspirent les techniques américaines de l'*human engineering*, dont l'originalité essentielle dit Michel Crozier (*article cité*) « est de considérer tous les opposants comme des malades et de traiter les opinions subversives et l'esprit de révolte comme une forme de névrose ».

lettre de Geneviève de Galard à Ho-Chi-Minh, et certaines déclarations de la générale de Castries, le journal *Dimanche-Matin* a été jusqu'à imaginer des techniques de « lavage du cerveau ». Détenteurs de drogues, philtres, maléfices et prestiges, le parti communiste est un sorcier dont les masses et certains individus subissent passivement les charmes obscurs.

La théorie de l'élite.

Ce qu'il y a de plus frappant dans tous les textes anti-communistes qu'on vient d'examiner, c'est l'idée qu'unanimement ils nous proposent de l'homme. Prolétaire ou intellectuel, il est radicalement coupé de la réalité : sa conscience subit passivement les idées, images, états affectifs qui s'y inscrivent par hasard; tantôt des facteurs extérieurs les produisent, par un jeu purement mécanique, tantôt ils sont fabriqués par le sujet lui-même, en proie aux délires de l'imagination. Malgré les raffinements empruntés à la psychanalyse et à la sociologie, cette philosophie ne fait que perpétuer le vieil idéalisme psycho-physiologique dont Bergson déjà avait fait justice. « La perception est une hallucination vraie » : on se borne à accommoder au goût du jour le vieux mot de Taine. Si la révolte du prolétaire ou l'indignation de l'intellectuel se trouve justifiée par la situation, c'est là un hasard dont l'halluciné n'a aucun moyen de s'assurer; il est enfermé sans recours dans son immanence. Il réagit à ses hallucinations par des espèces de décharges psychiques parfaitement irrationnelles, qui s'expliquent soit par le mystère des forces organiques, soit par les caprices de la subjectivité. Dans la mesure où ces réactions ont tout de même une certaine finalité, celle-ci est purement égoïste. Séparé du monde, l'individu est a fortiori séparé de ses semblables; il ne communique pas avec eux, il n'éprouve à leur égard aucun sentiment positif : son seul mobile est l'intérêt qu'il se porte à lui-même et qui s'exprime soit par une ambition vide, soit, si cette ambition demeure inassouvie, par le ressentiment. Cette morale non plus n'est pas neuve : elle reprend à son compte les lieux communs du vieux pessimisme chrétien et du scepticisme naturaliste. Monnerot, par exemple, expliquant comment on « prend » les intellectuels de gauche, ressemble à ces mères et épouses, fortes d'une sagesse fielleuse, qui accusent leur fils ou leur mari de s'être « laissé embobiner » par une gueuse. Ce monde est un monde de coquins et de dupes, en proie à des agitations dénuées de fins et de sens;

l'homme est un animal malfaisant et stupide. Voilà ce que postulent les penseurs de droite.

Il n'y a rien de gratuit dans ce cynisme désabusé. Nous l'avons vu : rien ne gêne tant le privilégié que l'existence des autres hommes, pouilleux, faméliques et barbares. Mais si l'homme ne mérite que mépris, plus de scrupules : on est autorisé à le tenir pour zéro. C'est pourquoi toute littérature qui le discrédite sans recours fait le jeu de la droite. Vautel, Céline, Léautaud trouvent auprès d'elle un accueil empressé.

Une grave difficulté pourtant : ceux mêmes qui dénoncent la misère de l'homme ne sont-ils pas des hommes? Si toute conscience est hallucinée, toute action intéressée, comment nous convaincront-ils qu'ils détiennent la vérité et que leurs fins sont objectivement valables? En poussant jusqu'au bout le cynisme, on serait obligé de conclure avec Sade : « Toutes les passions ont deux sens, Juliette, l'un très injuste relativement à la victime; l'autre singulièrement juste par rapport à celui qui l'exerce. » Mais alors on renonce à toute prétention de justice universelle; chacun lutte pour soi, ce réalisme aboutirait à la reconnaissance de la lutte des classes. Et c'est précisément ce qu'on veut éviter. La bourgeoisie tient à avoir le Droit de son côté. Pour cela il est nécessaire que ses penseurs l'élèvent au-dessus de la vulgaire humanité.

Pendant longtemps la religion a tenu lieu d'idéologie aux privilégiés; perverti par le péché originel, aveugle, coupable, l'homme apparaît à la lumière du christianisme comme une anti-valeur; il n'y a pour lui qu'un salut : c'est de se soumettre aux volontés divines; et celles-ci se manifestent à travers le monde tel qu'il est. Le privilégié y accepte, en toute humilité, la place qui lui est assignée : il est choisi par Dieu, cela suffit à fonder son droit; quant aux déshérités, la résignation seule leur permettra de mériter les compensations célestes qui rétablissent la justice à travers l'éternité. « Toute puissance vient de Dieu », écrivait vers l'An Mille un moine de Saint-Laud. « Dieu lui-même a voulu que parmi les hommes les uns fussent seigneurs et les autres serfs de telle façon que les seigneurs soient tenus de vénérer et d'aimer Dieu et que les serfs soient tenus de vénérer et d'aimer leurs seigneurs. » A son tour, la bourgeoisie capitaliste a tout de suite engagé Dieu à son service. En 1761, parlant à ceux qu'il appelait « les économes de la Providence », le R. P. Hyacinthe de Gasquet

déclarait : « Jésus-Christ lui-même est votre caution; c'est encore entre ses mains divines et sur sa tête adorable que vous placez le capital. » Les philosophes ont lutté au XVIIIe siècle pour la liberté de la pensée; mais une fois au pouvoir la bourgeoisie a compris combien il était nécessaire d'entretenir dans le peuple des « espérances religieuses »; du même coup elle s'assurait une bonne conscience. Encore aujourd'hui il y a une pensée chrétienne qui s'autorise de Dieu pour justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. « L'homme », écrit Claudel dans ses *Mémoires improvisés*, « est une matière première à qui il faut poser les questions nécessaires pour en tirer tout ce qu'il peut donner. Par conséquent c'est une ineptie de blâmer l'exploitation de l'homme par l'homme. Au contraire, l'homme est une chose qui demande à être exploitée. » Cependant le christianisme est devenu une doctrine ambiguë; considérant que tout homme est une créature de Dieu, certains chrétiens mettent l'accent sur la dignité de chacun et la fondamentale égalité de tous : ils nient que Dieu soit à la solde des puissants de ce monde. De toutes façons, le recours à la religion ne peut pas suffire au bourgeois, du fait même qu'il conçoit Dieu à son image : non comme un grand seigneur aux volontés arbitraires, mais comme un esprit éclairé dont les décisions sont rationnellement motivées; on ne dédaigne pas de l'invoquer comme caution de l'ordre établi, mais encore faut-il d'abord démontrer que cet ordre mérite un appui divin. Enfin le fait est que la cote de Dieu a beaucoup baissé. Son existence est trop incertaine, trop lointaine, ses desseins trop cachés pour qu'on puisse le faire intervenir d'une manière convaincante comme garant des hiérarchies terrestres. Il faut trouver autre chose.

Il faut trouver. On sombrerait dans une indifférence nihiliste si après avoir ravalé l'homme on échouait à sauver le bourgeois. Ayant nié l'importance des différences matérielles qui opposent concrètement les classes, on rétablira entre elles une autre espèce d'hétérogénéité : la classe privilégiée participe à une réalité transcendante qui sublime son existence. Le cynisme réactionnaire se double nécessairement d'une mystique. Drieu s'en rendait compte quand il déplorait de ne pas croire en Dieu : « Il n'est qu'une excuse à fuir les hommes, Dieu [22]. » C'était trop de bonne foi. Plus tard, sans croire davantage, il s'est débrouillé pour

22. *La suite dans les idées.*

subordonner la « chose humaine » à quelque chose d'autre qu'il appelle le *divin*. Dans les *Notes pour comprendre ce siècle*, voulant démontrer qu'il faut accepter le fascisme, il écrit : « L'homme en perdant le sens de la gloire perd le sens de l'immortalité et en perdant le sens de l'immortalité il perd celui de la divinité.

— Mais si la divinité meurt, la nature ternit et la chose humaine imperceptiblement dépérissante devient fastidieuse. »

Athée, Drieu ne pense évidemment pas la divinité comme une réalité positive et concrète : pour lui, comme pour beaucoup d'autres [23], c'est la projection transcendante d'une qualité immanente à certains hommes et qui les élève au-dessus de l'humanité. Selon les circonstances cette vertu singulière revêt des figures diverses : on verra que la défaite nazie a entraîné sur ce plan de curieuses métamorphoses. Mais en tout cas sa définition est négative : on la dit surhumaine parce qu'elle est inhumaine; elle est l'*autre* que l'homme, ce qui ne se rencontre pas chez les hommes : le penseur bourgeois convertit cette absence en une mystérieuse substance que posséderait exclusivement le bourgeois. Par sa médiation, les intérêts de la bourgeoisie se changent en valeurs; l'existence du privilège devient sacrée, sa possession un droit, son exercice un devoir; les privilégiés s'appellent l'Élite, les privilèges des supériorités, leur ensemble la Civilisation. La masse en revanche est néant. Et on peut alors affirmer que l'inégalité accomplit la justice.

L'attitude la plus radicalement aristocratique consiste à scinder l'humanité en deux et à considérer cette scission comme donnée. Nietzsche a emprunté à Machiavel et à Gobineau la hiérarchie qui oppose les Maîtres aux Esclaves, et comme eux il fonde cette opposition sur un fait de race. Seule l'existence des Grands — les Nobles, les Héros — a une signification; les autres hommes constituent la masse : « Le sable de l'humanité : tous très égaux, très petits, très ronds. » Nietzsche déclare : « La masse ne me semble mériter attention qu'à trois points de vue... comme copie diffuse des grands hommes... comme résistance que rencontrent les grands... comme instruments des grands. Pour le reste, que le diable et la statistique les emportent. »

Avant la dernière guerre, la tradition nietzschéenne était encore

23. Scheler entre autres parle sans cesse du *divin* sans que Dieu soit positivement défini : le transcendant de Jaspers n'est également que l'envers d'une absence.

vivace. Spengler en particulier reprend l'idée que la noblesse s'explique par « les faits élémentaux du sang », et qu'elle seule possède une existence historique, une existence réelle. « Le hasard appelé homme » n'est qu'un moment de l'histoire planétaire; il dépend de « l'insondable mystère des fluctuations cosmiques ». La Vie et l'Histoire sont une même chose. « Au sens suprême la politique est la vie et la vie est politique. » Mais il serait primaire de croire que la vie, qui est la substance même de la réalité humaine, habite tout individu vivant. La vie s'incarne dans les races. Sous sa forme immédiate, la race se réalise dans la paysannerie qui est pour ainsi dire la nature; dans les hautes cultures, elle s'élève à la plus haute puissance : elle s'accomplit dans la noblesse. « La noblesse est l'*ordre* proprement dit, la quintessence de la race et du sang, un courant existentiel sans forme achevée possible. » Il y a une profonde affinité entre la noblesse et le peuple, fondé sur les réalités de la race, de la langue, du paysage, qui est doué d'une âme et possède lui aussi une réalité substantielle. Mais dans les autres ordres cette réalité dépérit. Le clergé est en vérité un non-ordre, il s'oppose à la noblesse comme l'espace au temps, il est « la non-race, l'être éveillé libre, atemporel, ahistorique ». Quant à la bourgeoisie, elle est issue du conflit entre les villes et le peuple des campagnes, son unité est « simplement de contradiction » et elle ne possède aucune substance. Avec elle se développent l'économie et la science, elle se constitue en partis : et c'est alors l'avènement de la masse par laquelle l'histoire se détruit. « La masse est l'informe absolu qui poursuit avec haine chaque espèce de forme, toutes les différences de rang, la propriété constituée, le savoir constitué. » Elle est « l'expression de l'histoire qui aboutit à la non-histoire : la masse est la fin, le radical néant ». Opposant à l'homme de l'Élite, au Héros, l'homme des masses, l'individu considéré dans son existence matérielle, en tant que soumis au besoin, Spengler écrit : « Se nourrir et combattre : la différence de degré entre ces deux côtés de la vie nous est donnée par leur rapport avec la mort [24]... Il n'y a pas de plus grande opposition que celle entre *la mort de famine et la mort du héros*. Économiquement la vie est menacée, dégradée, rabaissée par la faim... La politique sacrifie les hommes pour une fin... l'économie les fait

24. On reviendra sur ce fait essentiel : l'homme de droite subordonne la vie à la mort. Il pense la vie à travers la mort.

seulement périr. La guerre crée, la faim anéantit toutes les grandes choses... La faim éveille cette sorte d'angoisse haïssable, vulgaire, entièrement amétaphysique sous laquelle se brise soudain le moule formel d'une culture et commence la pure lutte pour l'existence de la bête humaine. »

La bourgeoisie fait chœur avec Spengler chaque fois qu'elle accuse de « matérialisme sordide » les hommes qui se permettent d'avoir faim. Cependant ces hautes morales guerrières l'embarrassent un peu. Parmi les grains de sable qui composent la masse, Nietzsche comptait précisément tous les bourgeois. Dans la confusion voulue de l'idéologie nazie, nombre de ceux-ci ont lié leur cause à celle de la « race des seigneurs » : les seigneurs ont perdu la guerre. Pour respectueuse qu'elle demeure des hiérarchies sanguines, la bourgeoisie n'a plus de raison de leur subordonner toutes les autres : le spiritualisme prend le pas sur le racisme. De ce point de vue, elle est plus proche de Scheler que de Spengler. Pour Scheler en effet la valeur se définit par : « Une certaine noblesse vitale qui nous rapproche du divin. » Scheler maintient un point essentiel : la valeur n'est pas chose qui s'acquiert; en tant que vitale elle demeure liée à la race, elle est innée; mais le fait racial brut ne suffit plus à la fonder : il apparaît comme médiation vers une transcendance; certaines grâces spirituelles sont dispensées aux hommes selon une prédestination organique. Parmi les figures exemplaires dont le rayonnement aide les hommes à s'élever vers Dieu, le Héros occupe une haute place; mais celle du Génie est plus haute encore et c'est le Saint qui se dresse au sommet de la hiérarchie. A ces nuances près, la morale de Scheler est aussi impitoyable que celles de Nietzsche et Spengler pour « la bête humaine ». On a vu déjà qu'il ne peut attribuer qu'au seul ressentiment « l'amour de tout ce qui a face humaine ». En effet, un tel amour « se fixe d'abord sur les aspects *les plus bas et les plus animaux* de la nature humaine, c'est-à-dire précisément sur ce que tous les hommes ont en commun »[25]. Il ajoute : « On sent percer sous cette humanité une véritable haine des valeurs positives qui elles, précisément, ne sont pas du générique. » L'ensemble générique des hommes, c'est le « prolétariat moral » qui par haine et ressentiment contre les détenteurs de valeurs se prétend créateur de valeurs : prétention dérisoire! « La masse est régie absolument

25. *L'Homme du ressentiment.* C'est Scheler qui souligne.

par les mêmes lois qui régissent les troupeaux d'animaux. Dans une masse à l'état pur, l'homme redeviendrait tout simplement un animal [26]. »

Le passage du racisme au spiritualisme s'achève chez Jaspers. Allemand, vivement intéressé par le nazisme, Jaspers professe aujourd'hui dans une Allemagne vaincue : il transpose les idées arrogantes de Spengler, de Scheler, en langage de vaincu. L'homme, en tant que réduit à lui-même, lui semble comme à eux dénué de toute signification : « Ce n'est pas l'homme comme exemplaire l'existence empirique qui est digne d'amour : c'est dans chaque individu la noblesse possible. » Mais l'idée de noblesse s'est profondément modifiée; la noblesse n'est plus aujourd'hui l'apanage d'une classe, d'une race, d'une caste : c'est une qualité d'âme, une certaine « ouverture au Transcendant ». Car au-dessus du monde empirique, il y a le Transcendant : lui seul existe réellement, lui seul vaut. Les hommes n'ont de dignité qu'en tant qu'ils participent à son Etre. Tous *peuvent* y participer : en ce sens la morale de Jaspers se donne une apparence démocratique; en fait, elle réclame une société pluraliste et hiérarchisée; le Transcendant en effet ne se livre qu'aux formes individualisées : au « peuple » qui a une âme » — non à la masse informe; aux individus enracinés dans ces formes substantielles qui sont la patrie, la famille, la race, la civilisation — non à l'homme des masses. Ainsi la noblesse se trouve-t-elle réservée à une poignée d'êtres. « Le problème de la noblesse humaine consiste aujourd'hui à *sauvegarder l'activité des meilleurs et ceux-ci se réduisent à une minorité.* » Enfermés dans leur existence empirique, n'ayant entre eux que des liens contingents, l'immense majorité des hommes n'est qu'une *masse* dans laquelle la substance humaine est niée. « L'homme, en tant qu'appartenant à la masse, n'est plus lui-même. La masse est d'abord un élément dissolvant. » « La masse ne connaît pas de hiérarchie; elle est inconsciente, uniforme, quantitative, sans type et sans tradition, amorphe, vide. Elle est le terrain élu de la propagande, suggestionnable, irresponsable, son niveau de conscience est le plus bas. »

Il y a unanimité : l'homme en qui ne s'incarne pas autre chose que lui-même — sang, vie, transcendant — est un « radical néant ». On va s'appliquer à nous démontrer qu'en aucun domaine il ne

26. *Le Saint, le Génie, le Héros.*

possède d'existence. Sa propre histoire lui échappe et il est incapable de la transcender.

L'Histoire.

L'histoire échappe aux hommes en général et aux masses en particulier : pour établir cette thèse les autorités qu'on cite le plus volontiers sont celles de Burnham, Spengler, Toynbee. Il n'est pas question ici d'examiner en détail leurs systèmes mais on va tenter d'en dégager l'esprit.

La nature humaine est mauvaise et elle est immuable, affirme Burnham fidèle aux principes machiavéliens : ce pessimisme suffit à condamner l'Histoire. Si l'homme reste le même, le progrès est impossible, aucun changement extérieur n'a de sens. Burnham a emprunté à Pareto sa théorie de la « circulation des élites ». L'histoire n'est pas faite par les masses, mais par des états-majors; si elle change et se renouvelle, c'est seulement parce qu'il y a des conflits entre les élites qui ambitionnent le pouvoir : certaines sont liquidées, d'autres triomphent; à cette diversité correspond le pluralisme des civilisations : entre celles-ci il existe certains liens de causalité mais leur succession n'en est pas moins discontinue; le remplacement d'une équipe par une autre est un avatar dénué de toute finalité. D'une part en effet les individus qui mènent le monde ne visent aucun but objectif : ils veulent le pouvoir pour le pouvoir. D'autre part aucune évolution sociale ne saurait améliorer le sort de l'homme; c'est entre autres une mystification de prétendre jamais le délivrer du besoin puisqu'il est par définition « un animal qui désire » [27]. Une telle doctrine n'est pas exactement catastrophique, elle ne parle ni de décadence ni d'Apocalypse; Burnham prévoit une évolution rationnelle du capitalisme : au régime qui privilégie les possédants doit succéder « l'ère des organisateurs » qui subordonnera le capital à la technocratie. Mais elle dénie tout sens à l'histoire; celle-ci apparaît comme un piétinement imbécile. Les Élites se disputent absurdement un pouvoir dont elles ne font aucun usage : les hommes ne gagnent jamais rien.

Quand ils veulent désenchanter la politique et ruiner l'idée de

27. On voit ici combien le formalisme subjectiviste de la droite sert son égoïsme. Pour assimiler besoin et désir, il faut les vider de tout contenu concret : on réduit à un même état d'âme incertain l'exigence de l'affamé et la rêverie du sybarite. Cette confusion intéressée d'un cynisme pseudo-réaliste avec l'abstraction idéaliste est caractéristique de la droite.

évolution, les anti-communistes pillent volontiers Burnham : Aron et Monnerot entre autres le copient et le démarquent à longueur de pages. Pour combattre « le romantisme révolutionnaire », Aron répète indéfiniment que la révolution se ramène à un changement du personnel dirigeant; le scepticisme désabusé qui inspire ses articles découle directement de la vision machiavélienne de Burnham. Quant à Monnerot il écrit [28] : « Révolution mondiale signifie trouble mondial dans la circulation des élites. » « Les révolutions trahissent le fait que les élites laissent à désirer. » Etc.

Cependant, on a vu que le pessimisme de la droite doit nécessairement s'accompagner d'une mystique. Or, si Burnham fournit les armes polémiques contre les « illusions » du socialisme, la contrepartie positive de son œuvre est nettement déficiente. Ayant montré que l'Histoire est absurde, au nom de quoi sauvera-t-il cette Élite qui précisément fait l'Histoire? S'ils visent aveuglément un pouvoir vide, comment les Élus nous intéresseraient-ils à leur cause? A vrai dire Burnham est si frénétiquement aliéné à l'anticommunisme qu'il n'éprouve pas le besoin de le justifier. Il est américain : il veut que l'Amérique domine le monde, c'est tout. Il lui arrive une fois cependant de se poser avec une feinte naïveté la question : « Un empire mondial communiste est-il désirable [29]? » La réponse est remarquablement embarrassée. « Une économie communiste mondiale n'accroîtrait pas le bien-être matériel de la majorité de l'humanité », affirme-t-il. Mais deux pages plus loin il concède que : « Plus de la moitié des habitants de la terre sont déjà au niveau le plus bas possible, leur condition matérielle ne pourrait guère empirer, elle pourrait même s'améliorer. » Plus de la moitié, n'est-ce pas la majorité? à moins qu'un Élu ne vaille deux ou dix habitants ordinaires de la terre? Burnham abandonne en hâte le terrain incertain des mathématiques. Il y a d'autres valeurs économiques que le bien-être matériel : la sécurité, la liberté; et outre les valeurs économiques, il existe dans notre civilisation des « idéals » — dont l'abolition d'ailleurs « peut être jugée préférable » (*sic*) mais enfin qui sont des idéals « du moins partiellement opérants ». Ce sont : la valeur absolue de la personne humaine, l'idéal de liberté et de dignité individuelle, et aussi

28. Bien entendu sans citer Burnham ni Pareto, dans *La Guerre en question.*

29. Pour la domination du monde.

l'idéal d'une vérité objective. Enfin, conclut Burnham : « Quoiq dans notre histoire et dans toutes les histoires la force ait d'ord naire décidé en pratique de ce que les lois décrètent être just nous nous sommes toujours révoltés contre l'*idée* que la forc puisse être vraiment juste. » Maintenir *l'idée* d'une justice prat quement inexistante, ce n'est pas un « idéal » très exaltant; et semble peu logique de condamner « plus de la moitié des habitan de la terre » à demeurer « au niveau le plus bas possible » au no de « la valeur absolue de la personne humaine ». Quant à la « véri objective » on se demande en quoi elle peut intéresser un machi vélien convaincu. A vrai dire les disciples de Burnham sont aus gênés que lui quand on leur demande pourquoi ils combatten Aron ne se sent à son aise que lorsqu'il pourfend les puériles illu sions de ses adversaires; mais dès qu'il lui faut trouver des raison morales de soutenir l'Amérique et le capitalisme, il manque d conviction. « Les vieilles valeurs chrétiennes et humanistes qu'on peut opposer au communisme, il n'essaie ni de les défini ni de les fonder. « La vérité reste pour moi la valeur suprême dit-il une fois. Pourquoi? et de quelle vérité s'agit-il? En fait pessimisme machiavélien est aussi sévère pour l'Élite que pou les masses; dans une telle perspective on ne peut que contempl avec un cynisme sans espoir le jeu absurde des passions humaine Pour inventer d'une mystique, mieux vaut s'adresser ailleur

Les systèmes de Spengler et de Toynbee offrent plus de re sources. Leur vision du monde est plus tragique que celle d Machiavéliens. Subordonnant l'Histoire au Cosmos, vouant à mort la multiplicité des civilisations dont la naissance est com mandée par des hasards inhumains, ils coupent l'humanité de to avenir et proclament son insignifiance. Mais précisément parc qu'il existe pour eux autre chose que l'homme, ils peuvent propos à certains hommes un salut supra-humain. A l'intérieur de chaqu cycle historique ils exaltent des formes qui transcendent l'histoi et dont l'existence se trouve heureusement liée aux intérêts de privilégiés.

« Dans l'histoire, ce dont il s'agit est la vie, toujours et uniqu ment la vie, la race, la victoire de la volonté de puissance, no celle des vérités, des inventions ou de l'argent », écrit Spengle dans la conclusion de son livre. Non seulement le rôle de la tech nique et de l'économie lui apparaissent comme secondaires, mai l'homme en tant que producteur et « produit de son produit »

est rejeté hors de l'histoire. L'objet de l'histoire, sa réalité n'a rien à voir avec « l'existence de la bête humaine ».

« Je vois dans l'histoire vivante l'image d'une perpétuelle formation et transformation, d'un avenir et d'un trépas miraculeux des formes organiques » écrit-il.

Ces formes, ce sont les cultures; elles présentent toutes entre elles des analogies fondées sur « l'insondable mystère des fluctuations cosmiques »; mais elles se développent séparément, de manière discontinue; l'une après l'autre elles croissent jusqu'au moment où ayant réalisé leur destin, c'est-à-dire une civilisation, elles déclinent l'une après l'autre. « Une culture naît au moment où une grande âme se réveille; une culture meurt quand l'âme a réalisé la somme entière de ses possibilités sous la forme de peuples, de langues, de doctrines religieuses, d'arts, d'États, de sciences et qu'elle retourne à l'état psychique primaire. » Dans sa conclusion, Spengler résume ainsi le drame de ces naissances et de ces morts : « Le drame d'une haute culture, tout ce monde merveilleux de divinités, d'arts, de pensées, de batailles, de villes, se termine encore par les faits élémentaux du sang éternel qui est, avec le flot cosmique en éternelle circulation, une seule et même chose. L'être éveillé clair, d'une riche plasticité, tombe à nouveau en silence au service de l'être, comme nous l'apprennent les empires de Chine; le temps triomphe de l'espace et c'est lui dont la marche inexorable endigue sur cette planète le hasard passager appelé culture dans le hasard appelé homme, forme dans laquelle le hasard appelé vie s'écoule un moment tandis que dans le monde lumineux de nos yeux les horizons fluides de l'histoire terrestre et de l'histoire planétaire s'ouvrent devant nous. »

Ce qui ressort en clair de cette évocation cosmique, c'est, à travers le jeu inintelligible des hasards, l'importance accordée aux « faits élémentaux du sang ». La vie, nous l'avons vu, s'incarne dans la noblesse qui est « l'histoire devenue chair ». La défaite de la noblesse, l'avènement des masses entraîne la fin de l'Histoire : l'humanité sombre dans le silence, l'inconscience, le néant.

Il existe entre Spengler et Toynbee quelques différences : le premier compte huit civilisations dont chacune dure mille ans et dont la fin est fatale; pour le second il y en a vingt-neuf dont la durée est variable et dont l'évolution laisse une place au libre arbitre humain et à la volonté divine; Toynbee admet entre elles certaines influences et il évoque vaguement une idée de progrès :

mais il s'agit d'un progrès spirituel appréciable par Dieu seul, et non d'une conquête humaine. Sur l'essentiel, les deux systèmes convergent. Pour Toynbee aussi la succession des civilisations est discontinue, les facteurs économiques n'ont qu'une importance secondaire; l'histoire dépend d'un facteur cosmique : le rythme alternatif statisme, dynamisme (en langage pré-chinois le yin et le yang). Le yang se déclenche comme riposte à un défi lancé par le milieu, la race, etc. Mais après une période d'ascension la civilisation se brise; il s'en détache alors un « prolétariat intérieur » et un « prolétariat extérieur ». C'est le temps des troubles auquel la civilisation riposte en créant un État universel; mais pris entre les deux prolétariats, celui-ci meurt. Si jamais une civilisation survivait, elle nous conduirait jusqu'au palier du surhumain. Mais à moins que Dieu ne nous accorde un sursis, l'avenir de l'Occident semble bien compromis : déjà nous sommes entrés dans la période des troubles. Et Toynbee conclut : « L'Esprit de la Terre, tandis qu'il tisse et dispose ses fils sur la chaîne du temps compose l'histoire de l'homme telle qu'elle se manifeste dans la genèse, la croissance, le déclin et la désagrégation des sociétés humaines. Dans toute cette confusion de vie et tourmente d'actions, nous pouvons entendre le battement d'un rythme élémentaire. Ce rythme est le mouvement alterné du Yin et du Yang; le mouvement engendré par ce rythme n'est ni la fluctuation d'un battement indécis, ni le cycle d'un moulin de discipline. La rotation perpétuelle d'une roue n'est pas une répétition vaine si à chaque révolution elle rapproche le véhicule du but; la musique qu'émet le rythme de Yin et de Yang est le chant de la création.[30] »

Le symbole de la roue proposé par Toynbee connaît aujourd'hui une vive faveur. Il a été repris entre autres par Abellio dont certains intellectuels de droite ont considéré les prophéties avec sérieux. Selon lui, l'Histoire se présente sous formes de cycles : Involution — Évolution, séparés par des Déluges : l'ensemble s'inscrit dans un cycle unique qui s'achève par l'Apocalypse. La totalité des cycles constitue une spirale : il y a, comme chez Toynbee, un vague avenir de l'humanité; mais nous n'avons sur

30. Dans les derniers volumes qu'il vient de faire paraître, Toynbee s'applique à l'optimisme; il croit qu'entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. une coexistence est possible. Mais étant donné qu'il met tout son espoir dans une « super-religion » qui concilierait boudhisme et christianisme, on peut considérer sa philosophie de l'Histoire comme aussi catastrophique que celle de Spengler à qui il prétend s'opposer.

ce processus cosmique aucune prise pratique; l'homme d'aujourd'hui est enfermé dans son Déluge singulier et l'action lui est interdite : elle serait nécessairement ou geste vain, ou trahison. Le seul recours, c'est de bâtir une « arche » pour passer d'un monde à l'autre; cette arche devrait rassembler dans une espèce d'ordre spirituel « les esprits épris de lumière plutôt que de puissance ». « Cette société des esprits se tient dans une égale indifférence à l'égard des régimes politiques qu'elle intègre tous avec une claire conscience de leur relativité. »

Il est frappant qu'aujourd'hui n'importe quelle élucubration du type pluraliste — cyclique — catastrophique, soit assurée de toucher un certain public. On a essayé de faire un succès aux rêveries fumeuses d'un Guénon qui déchiffre à travers d'obscures symboliques la fin prochaine de l'Occident. On redécouvre la philosophie hindoue, en tant qu'elle est cosmologique, anti-historique, et qu'elle prêche la non-action : la Roue de Cyva projette sa grande ombre sur la vie et la mort des civilisations. Ayant défini la nature humaine comme immuable, le conservateur se plaît à croire en outre que l'histoire tourne en rond : rien ne change jamais. On n'accepte pas exactement l'idée nietzschéenne de retour éternel : mais on admet qu'il existe entre les Cultures de si profondes analogies que toute tentative pour réformer le monde est d'avance condamnée. Même si l'on déplorait d'un point de vue éthique que la structure de la société soit ce qu'elle est, les aspirations à un monde meilleur relèvent en tout cas de l'utopie : le réaliste lucide s'incline devant la nécessité morphologique qui voue les sociétés futures à répéter les injustices et les abus de celle-ci. Que l'histoire décrive un cercle ou une spirale, toute évolution amorce une décadence, tout avenir est figé au sein du Cosmos; l'humanité piétine vainement, perdue dans une immensité qui la submerge; le rapport de l'homme à la Société apparaît comme secondaire : est essentielle sa relation à l'Univers sur lequel il ne peut rien.

Cependant, au sein de ces cycles fatidiques, il est des moments plus ou moins sombres; l'Occident est entré depuis longtemps dans son déclin : mais Spengler croyait encore que le Césarisme pourrait en retarder la mort, il prêchait en termes à peine voilés l'engagement fasciste. Tous ses espoirs démentis, la droite pense à présent la catastrophe imminente, l'action impuissante. A travers Jaspers, l'Allemagne vaincue essaie d'assumer ce pessimisme. Jaspers lui

prête une figure plus définitive encore, mais moins dramatique que ne l'avait fait Spengler. Au lieu du désespoir cynique, agressif, ou résigné de Burnham, Spengler, Toynbee, il propose à l'homme une sagesse transcendantale. Oui, l'Histoire est Échec : mais il est bien qu'elle soit telle.

Selon Jaspers, la réalité historique est constituée par une pluralité de formes substantielles : races, civilisations, peuples; c'est ce pluralisme qui voue l'histoire à l'échec; malgré une certaine possibilité de communication entre ces formes, leur diversité entraîne nécessairement des conflits, des destructions. Mais d'autre part ce serait pécher contre le Transcendant que de prétendre unifier l'humanité; abolir les frontières qui séparent classes et nations, c'est là « une entreprise de nivellement qu'on ne peut imaginer sans effroi ». On a vu en effet que l'homme ne s'ouvre au Transcendant et ne s'accomplit comme Existence que par son appartenance à une communauté qui possède l'unité immanente d'une âme : donc limitée et différenciée. La masse est fermée au Transcendant. Elle ne saurait se proposer que des fins terrestres, telles que le bonheur de l'humanité. Or : « la Finitude, en tant que bonheur immanent, est avilissante quand elle devient le but final : l'homme perd sa transcendance ». L'humanité ne trouverait le bonheur qu'au prix de la dignité de l'Existence. Au nom des intérêts supérieurs de l'Etre il faut donc que se perpétue l'échec de l'Histoire et le malheur des hommes. Sur le plan empirique cet échec est évidemment troublant et l'histoire ne possède pas de sens clair : « Un courant entraîne vers on ne sait quelle destruction ou quelle rénovation l'humanité avec ses anciennes cultures. » Mais d'un point de vue supérieur il faut nous en féliciter car cet échec terrestre est l'ultime « chiffre de la transcendance ». Dans la mesure précisément où elle ne mène nulle part : « L'Histoire est la révélation progressive de l'Etre. » « Ce qui est historique, c'est ce qui échoue, mais c'est la présence de l'éternel dans le temps. » Pour répondre aux exigences du Transcendant, je dois assumer mon historicité, c'est-à-dire revendiquer mes racines et considérer l'histoire comme l'horizon de mon présent, comme la manière dont l'éternel se donne à moi. Mais je ne dois pas miser sur l'action; elle n'est que l'apparence, sans cesse menacée de ruine, de la certitude de l'être.

Ainsi, la perversité de la nature humaine, la fatalité cosmique, les exigences du Transcendant s'accordent à condamner l'action.

Il ne reste qu'à penser lucidement le destin, à prier Dieu avec Toynbee, à se réfugier avec Abellio dans une « arche » ou à s'ouvrir au transcendant selon l'exemple de Jaspers. Mais somme toute, pour tous ceux qui ont intérêt à maintenir le *statu quo*, le désespoir est un excellent alibi : le quiétisme catastrophique sert l'ordre établi. Et ces sombres perspectives offrent du moins à une classe qui se sait condamnée une consolation morose : sa liquidation sera un désastre spirituel.

Mission de l'Élite.

Cependant, si une morale de l'ataraxie sert l'égoïsme individuel du bourgeois, son égoïsme de classe demeure combatif : condamnant l'Histoire, il veut néanmoins valoriser le moment de l'Histoire qui le privilégie. Ayant réduit l'homme à néant, l'Élite se sauve en se divinisant; sa démarche ici est analogue. Il existe, dit-elle, des Formes, Idées, Valeurs qui transcendent l'Histoire et exigent d'être défendues.

« Le combat qui se déroule aujourd'hui à travers la terre oppose, écrit Stephen Spender, ceux qui veulent maintenir les valeurs éternelles à ceux qui jugent tout moyen bon pour faire triompher leurs principes politiques — même s'il s'agit de principes respectables en soi ». Mircea Eliade déclare : « La seule justification des collectivités organisées — société, nation, état — est en dernière instance la création et la conservation des valeurs spirituelles. L'histoire universelle elle-même ne tient compte que des peuples créateurs de cultures. » Pour exalter les valeurs et les vérités éternelles on a vu que les plus machiavéliens de nos penseurs, les plus sceptiques, tels que Burnham et Aron, se découvraient à leurs heures une âme de platonicien.

Il y a une thèse commune à tous les systèmes que nous avons envisagés et qui aide grandement le bourgeois à revendiquer comme devoir la défense de ses intérêts : le pluralisme. C'est le pluralisme qui fonde le pessimisme historique : mais c'est lui aussi qui permet d'étayer sur ce pessimisme une idéologie de combat. Toute la droite pensante a décidé de le considérer comme une vérité définitivement acquise. « Mais pour nous ». écrit entre autres Monnerot [31] « il y a *des* esclavages, *des* féodalités et *des* capitalismes qui ont chacun une histoire, qui ont profondément changé

31. *Sociologie du communisme*, p. 258.

au cours de cette histoire, et dont chacun au cours de chaque histoire en arrive à différer de lui-même autant ou presque autant qu'il diffère des autres. » Au schéma simpliste de Marx qui oppose exploitants et exploités, on substitue un dessin si complexe que les oppresseurs différant entre eux autant qu'ils diffèrent des opprimés, cette dernière distinction perd son importance. Mais surtout le pluralisme autorise le Civilisé à creuser ces « tranchées » dont rêve avec nostalgie M. Jules Romains. Celui-ci a bien compris qu'il est difficile de défendre l'Europe capitaliste au nom de l'universel. Il faut l'énorme naïveté d'un Rougemont pour écrire qu'il s'agit pour nous, Européens « de nous voir responsables d'une culture bien particulière. Cette culture est le cour[32] d'une civilisation qui *elle*[33] est devenue vraiment universelle pour le meilleur et pour le pire ». Spengler déclare avec beaucoup plus de logique : « Il n'y a pas de vérités éternelles. Le seul critérium d'une doctrine est sa nécessité pour la vie. » En effet, une pensée pluraliste ne saurait sans contradictions s'annexer l'éternité. Mais le pluralisme nous fournit le moyen de tourner la difficulté qu'il suscite : à l'idéal d'universalité on substituera la reconnaissance d'une multiplicité de vérités; il nous faut nous cantonner dans celle que nous impose une nécessité vitale. La civilisation bourgeoise occidentale est la seule à laquelle nous soyons substantiellement rattachés; non seulement celle de demain ne réalisera sur elle aucun progrès, mais nous sommes séparés de ce lointain avenir par un abîme radical; faute d'avoir prise sur lui, il n'est pour nous qu'un concept vide; notre unique affaire, c'est cette Forme à laquelle nous appartenons ; le déclin qui la menace n'enferme pas la promesse d'une Forme neuve : il annonce seulement le triomphe de l'informe. Au delà, tout est nuit et silence. Soucions-nous donc de l'Europe, de l'Occident : rien d'autre ne nous concerne. Jaspers confirme ici encore la thèse spenglérienne. Il y a selon lui une pluralité de vérités qui communiquent par leur rapport à l'Être mais qui exigent d'être vécues dans leur séparation. « Ma vérité, celle que je suis comme liberté, dans la mesure où j'existe se heurte à une autre vérité en tant qu'existante; c'est par elle et avec elle que je deviens moi-même; elle n'est pas unique et seule, mais elle est unique et insubstituable en tant qu'elle est en rapport à autrui. » Être soi-même, c'est la loi morale suprême[1]: c'est s'ouvrir au

32. *sic*, *Preuves*, janvier 1954.
33. C'est l'auteur qui souligne.

Transcendant. Je ne parviens à cette authenticité qu'en assumant ma finitude au lieu de prétendre la dépasser. Donc mon avenir de bourgeois occidental est de vouloir inconditionnellement la civilisation bourgeoise occidentale.

Bien entendu le salut de la civilisation s'opérera contre les masses; car celles-ci n'interviennent dans le cours du monde que comme des éléments de dissolution; elles désintègrent les Ordres, elles provoquent les Schismes, elles nient le Transcendant et vident la réalité humaine de sa substance; par elles tout se perd et rien ne se crée. C'est à l'Élite de sauver « le monde merveilleux » des Cultures. L'*homme occidental* se sent aujourd'hui chargé de mission; mais on va démontrer que le non-privilégié ne mérite pas le nom *d'homme*. Déboutée de ses prétentions en tant qu'agent historique, la masse est en outre exclue du monde de la pensée, de celui des valeurs éthiques et esthétiques : on va voir par quelles ruses.

(A suivre.)

Simone de BEAUVOIR.

(L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain numéro la suite de cette étude.)

A LA RECHERCHE DE LA « GAUCHE »

UNE ENQUÊTE DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'OPINION PUBLIQUE

Qu'est-ce qu'un homme de gauche, en France, en 1955? Pour répondre, il ne suffit pas de définir une attitude théorique, il faut rechercher comment, concrètement, elle s'incarne dans le comportement de nos concitoyens : définir les choix qui la constituent, les lignes de force selon lesquelles elle s'ordonne, mettre en évidence, aussi, ses hésitations et ses problèmes. Et parce qu'il n'est pas de « parfait homme de gauche » mais qu'en chaque individu subsistent des puissances d'inertie, jouent des mécanismes hérités de l'éducation ou du milieu, des réactions stéréotypées qui peuvent démentir les choix de la conscience, bref qu'il y a souvent quelque distance entre les « idées » qu'on affiche et la manière dont on vit, il importe enfin de voir où et comment il arrive à l'homme de gauche — ou qui se croit tel — de se trahir lui-même. Or, cela, seule l'expérience peut l'apprendre. Nous avons donc demandé à l'Institut Français d'Opinion Publique[1] d'entreprendre, à cette fin, une enquête. Ce sont ses résultats que nous présentons ici, tels qu'ils sont contenus dans le rapport de l'I.F.O.P.

I. — ORGANISATION DE L'ENQUETE

Précisons d'abord les conditions générales de l'enquête. 203 personnes appartenant à toutes les catégories sociales[2] ont été, en l'espace d'un mois et demi, soumises à un interrogatoire détaillé.

1. Organisme privé dirigé par M. Jean Stoetzel, l'I.F.O.P. procède régulièrement, on le sait, à la demande des pouvoirs publics ou d'entreprises privées, à des sondages d'opinion et à des études de marché qui font autorité.

2. Sur le choix des personnes interrogées et leur répartition par âge, sexe et catégorie sociale, cf. *Annexe*.

Comme il ne s'agissait pas, en effet, d'un simple « sondage » mais d'une véritable *étude d'opinion*, les moyens d'approche devaient être plus complexes afin de permettre le maximum de diversité dans les réponses. Trois épreuves ont été employées, les deux premières constituant des tests « projectifs », la troisième étant formée de questions directes :

1° Présentation au sujet de dix photographies choisies pour leur caractère particulièrement évocateur et susceptibles de déclencher des réactions caractéristiques « de gauche » ou « de droite ».

2° Narration de neuf histoires ou faits-divers posant sous une forme concrète un problème général et permettant d'obtenir des prises de position également caractéristiques [3].

3° Questionnaire d'opinion de type traditionnel.

1. PHOTOGRAPHIES

Le sujet interrogé était prié d'abord de dire quels sentiments lui inspirait la vue des dix photographies que nous reproduisons en hors-texte. La présentation de ces images avait essentiellement pour but de déclencher des réactions d'ordre affectif, de mesurer le degré de participation sociale du sujet, de déceler ses préoccupations dominantes. Chaque photographie, en effet, évoquait un thème qu'on peut, sommairement, indiquer :

N° de la photo	*Situation ou personnage représenté*	*Thème évoqué*
1	Visite de deux religieuses dans un milieu pauvre.	Religion.
2	Petit cireur tunisien.	Colonisation.
3	Les C.R.S. à la S.N.E.C.M.A.	Grève - Police.
4	Jeune ouvrier.	Avenir de l'ouvrier.
5	Jeune bourgeois.	Avenir du bourgeois.
6	Danse dans une cour d'usine.	Problème ouvrier.
7	Défilé de l'armée française.	Militarisme.
8	Manifestation parisienne.	Conflit social.
9	Nord-Africains arrêtés.	Colonialisme. Racisme.
10	Mutilés ranimant la flamme.	Patriotisme.

Le but de cette épreuve étant d'obtenir des réactions significatives, une grande latitude était laissée à l'enquêteur en ce qui concerne les questions à poser. La seule consigne impérative

3. Les thèmes évoqués par les images et les histoires appartiennent, pour la plupart, à la liste dressée par Eysenk dans son ouvrage *The structure of human personality.*

visait les photos 4 et 5, à propos desquelles il devait demander : « Comment envisagez-vous l'avenir de cet enfant? »

Ajoutons que le rapprochement entre ces réactions et les réponses fournies au questionnaire d'opinion (épreuve n° 3) permet précisément de dévoiler certaines des contradictions dont nous parlions plus haut. Un individu, par exemple, qui, à la question de principe : « A votre avis, la race blanche est-elle supérieure aux autres races? », répond *non*, peut très bien laisser échapper une réaction raciste devant une photo ou une histoire mettant en scène un Nord-Africain.

2. *HISTOIRES*

La seconde épreuve était constituée par la lecture de neuf brèves histoires, présentées sous forme de faits-divers, et posant chacune sous une forme concrète un problème général : peine de mort, avortement, racisme, droit de grève, etc. Les personnes interrogées étaient priées de prendre position sur ces problèmes.

HISTOIRE 1

Au mois d'août 1953 un train de malades se rendant en pèlerinage quitte Paris à destination de Lourdes. La grève des cheminots qui menaçait depuis quelques jours éclate, alors que le convoi est déjà en route. Le train se trouve bloqué quelque part entre Paris et Bordeaux. Diverses personnalités civiles et religieuses interviennent auprès des grévistes et leur demandent d'autoriser l'acheminement normal de ce train de malades. Les grévistes refusent de faire une exception à la discipline de la grève en faveur de ce train qui demeure arrêté.

Qu'est-ce que cela prouve? Qu'en pensez-vous?

2

Vous savez que le Président de la République, en France, possède le droit de grâcier les condamnés à mort. Il y a eu un Président de la République qui, pendant son septennat, a gracié tous les criminels condamnés à la peine de mort.

Que pensez-vous de cette attitude?

3

Un délégué français dénonce, à la tribune d'un organisme international chargé de faire progresser la législation du travail, certains abus qui ont lieu en France. A la suite de son intervention, cet organisme adresse un blâme à notre pays.

Devait-il dénoncer les abus dont se rendait coupable son pays ou, en tant que Français, ne devait-il pas éviter d'exposer son pays à un blâme des autres nations?

4

Une courte bagarre a éclaté hier dans un café de Montparnasse. Un couple de Nord-Africains se dirigeait vers une table inoccupée, pour consommer. Le patron de l'établissement les a pris à partie, leur intimant l'ordre de quitter le café. Une altercation s'est alors élevée entre plusieurs consommateurs, nécessitant l'intervention de la police.

Qu'est-ce que cela prouve, selon vous? Qu'en pensez-vous?

5

Dijon, 10 *octobre* 1949. — Un chômeur, Robert B., parcourt la ville avec sa petite fille Geneviève. Il n'a pas mangé, il sort de l'hôpital, il n'a pas trouvé de travail. Un camion passe et soudain, il jette l'enfant sous les roues. Traduit deux ans plus tard devant les Assises, Robert B. est déclaré fou et enfermé dans un asile.

Qu'en pensez-vous?

6

Belfort, 14 *avril* 1953. — Une grève a éclaté il y a huit jours dans une usine d'appareillage électrique. Des incidents ont eu lieu hier entre les ouvriers partisans de la continuation de la grève et les ouvriers désireux de reprendre le travail. L'un de ces derniers, Bernard S..., père de quatre enfants, est malmené par des grévistes alors qu'il avait pris la parole pour inciter ses camarades à reprendre le travail.

Qu'en pensez-vous?

7

Saint-Étienne, 10 *septembre* 1953.— Le Sergent Legal a trouvé une mort glorieuse en Indochine en défendant un poste avancé près de Hanoï. Il fut décoré à titre posthume de la croix de guerre. Le Commandant de la place de Saint-Étienne se propose de remettre personnellement au père du sous-officier la décoration décernée à son fils. Le père refuse la décoration. Ce geste de M. François Legal, lui-même décoré de la croix de guerre 1914-18 et médaillé de la Résistance, a causé une vive sensation à Saint-Étienne où il est particulièrement connu.

Expliquez-moi l'attitude de M. François Legal. L'approuvez-vous ou le désapprouvez-vous?

8

Ruffec, 7 *octobre* 1953. — Annette B., mère de deux enfants, est mariée à un modeste employé municipal qui, d'ailleurs, donne toute satisfaction à ses chefs. La jeune femme se trouve enceinte, alors que le ménage ne désire pas un troisième enfant. Annette B. est reconnue coupable d'avortement et condamnée par le Tribunal de Poitiers à un an de prison.

Qu'est-ce que cela prouve? Qu'en pensez-vous?

9

A Lille, une entreprise de textiles envisage, par suite de la crise, de réduire ses effectifs. Le plan de licenciement proposé par le patron aux syndicats prévoit le renvoi des ouvriers étrangers employés et le maintien des ouvriers français.

Qu'en pensez-vous?

3. *QUESTIONNAIRE D'OPINION*

Enfin, les sujets devaient répondre à seize questions directes, dont on trouvera ci-dessous l'énoncé. On notera qu'elles portent successivement sur : 1° L'organisation actuelle de la société et son évolution possible. 2° L'idée que la personne interrogée se fait de la Gauche et de la Droite. 3° La manière dont le sujet se situe personnellement par rapport à la gauche et à la droite. 4° L'avenir de la gauche, tel qu'il se le représente. On observera aussi que la plupart de ces questions sont « ouvertes », c'est-à-dire que le sujet n'a pas à répondre seulement par oui ou non, mais peut donner une réponse de son choix et la nuancer comme il le désire.

QUESTION 1

a) Pensez-vous qu'il y aura un jour plus de justice et d'égalité entre les hommes?

b) (Si « oui » ou « peut-être ») comment cela arrivera-t-il, selon vous?

— Est-ce que les hommes seront devenus meilleurs?

— Ou est-ce qu'il y aura eu une profonde transformation de la société?

c) D'une manière générale, sur quoi faut-il compter le plus : sur le progrès moral ou la transformation de la société?

2

a) Certains disent : « Il y a toujours eu des guerres entre les hommes et il y en aura toujours. » Partagez-vous cette opinion?

b) Qu'est-ce qui vous fait penser cela?

3

a) Et des riches et des pauvres, pensez-vous qu'il y en aura toujours?

b) Qu'est-ce qui vous fait penser cela?

4

Pour l'amélioration de votre condition personnelle, comptez-vous surtout :

— Sur votre effort et votre énergie personnelle?

— Ou bien sur l'amélioration générale du sort de votre classe?

— Ou bien sur l'élévation générale du niveau de vie de l'ensemble de la nation?

— Ou sur quoi d'autre?

5

a) Il y a des personnes qui ne s'occupent que de leur vie personnelle ou familiale et ne s'intéressent pas du tout aux affaires politiques. Selon vous, est-ce un fait très grave, assez grave, ou sans importance que ces citoyens ne s'intéressent pas du tout aux affaires publiques?

b) Pour quelles raisons?

6

a) Estimez-vous qu'il y a des grèves que le gouvernement peut à bon droit interdire?

b) (Si oui ») quelles sortes de grèves?

7

a) Dans le domaine politique et social, y a-t-il des idées ou des choses auxquelles vous êtes vraiment attaché?

b) Et y en a-t-il d'autres auxquelles vous êtes vraiment opposé?

8

Que signifie pour vous l'expression « faire la révolution »?

9

a) A votre avis, est-ce que la race blanche est supérieure aux races de couleur?

b) Qu'est-ce qui vous fait penser cela?

c) Pensez-vous que les israélites français sont des Français comme les autres?

d) (Si « non ») en quoi se distinguent-ils des autres Français?

10

Entre ce qu'on appelle un homme de droite et ce qu'on appelle un homme de gauche, estimez-vous qu'il y a une différence? (Si « oui ») pouvez-vous me dire les différences que vous voyez?

11

L'homme de gauche, comment le voyez-vous? Le voyez-vous...

... opposé à toute guerre?

... patriote?

... attaché à la démocratie du type parlementaire?

... attaché à la laïcité?

... antimilitariste?

... vis-à-vis de l'Église, plutôt anticlérical?

... en matière sociale, plutôt partisan de réformes progressives dans la loi, ou plutôt partisan de la transformation de la société par l'action révolutionnaire?

... en matière économique, partisan de la libre entreprise ou partisan d'une économie dirigée par l'État?

12

a) Vous-même, vous considérez-vous comme un homme de droite comme un homme de gauche, ou comme quoi?

b) Sur une ligne qui va de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, où vous situeriez-vous?

13

Une personne qui voterait : radical (R.G.R.), — communiste, —gaulliste, — M.R.P., — indépendant ou paysan, — socialiste, serait-elle, selon vous, de gauche, de droite ou ni de l'une ni de l'autre?

14

a) A l'heure actuelle, y a-t-il une gauche en France d'après vous?
b) (Si « oui ») dans le pays (je dis bien, dans le pays, et non à l'Assemblée) qu'est-ce qui compose cette gauche?
c) Et au Parlement?
d) Cette gauche, dans le pays, vous paraît-elle unie ou divisée? Quelles en sont les raisons?
e) Et au Parlement, la gauche est-elle unie ou divisée?

15

a) A l'heure actuelle, est-il possible d'opérer un regroupement de la gauche?
Pourquoi?
b) Ce regroupement vous paraît-il souhaitable?
Pourquoi?
c) (Si « souhaitable » à 15 b). Quels partis voudriez-vous voir figurer dans ce regroupement?

16

a) Selon vous, l'expérience du Front Populaire de 1936 a-t-elle été, pour la France, une bonne ou une mauvaise chose?
b) Pour quelles raisons?

17

a) Quel est le parti politique pour lequel vous avez le plus de sympathie?
b) (Si « aucun parti ») Parmi les partis existants, quel est celui pour lequel vous avez le moins d'antipathie?

4. *MÉTHODE DE DÉPOUILLEMENT*

Le dépouillement de cette enquête, dès lors qu'il fallait classer les résultats obtenus, se heurtait à une difficulté initiale : on ne pouvait affecter les sujets à la droite ou à la gauche qu'à partir de leurs réponses définies préalablement comme « de droite » ou « de gauche ». Mais alors, comment rechercher encore le contenu d'une « attitude de gauche » si l'on s'en donnait, *a priori*, tous les éléments? Bref, il y a cercle vicieux, mais ce cercle est inévitable. Une étude de ce genre repose nécessairement sur une hypothèse préalable : qu'il existe une Gauche et une Droite dont on connaît, *grosso modo*, le contenu. Il faut supposer le problème en partie résolu, au moins à titre d'hypothèse de travail, et quitte à en réviser ensuite les données.

On a donc : 1° pour chaque image, chaque histoire, chaque question, défini un type de réaction « de gauche » et un type de réaction « de droite »[4]. 2° Affecté chaque personne interrogée à la gauche

4. Les réactions de gauche et de droite sur les différents thèmes seront indiquées, avec leur contenu idéologique, dans le cours du rapport.

ou à la droite selon l'ensemble de ses réponses. L'allure générale des réactions, ici, a été prise en considération au même titre que leur détail et l'on a tenu compte de la terminologie employée autant que des positions idéologiques affirmées par le sujet. Une rubrique « ambigus » a été prévue pour les cas prêtant à discussion.

La répartition des sujets interrogés entre ces trois catégories fut la suivante :

	Nombre		Pourcentage	
Gauche { communiste	45	75	22 %	36 %
Gauche { non communiste	30		14 %	
Droite	46		22 %	
Ambigus	87		42 %	
	208		100 %	

Essayons maintenant de décrire la « mentalité de gauche » telle qu'elle se dégage des divers résultats obtenus.

II. — DESCRIPTION DE LA MENTALITÉ DE GAUCHE

1. L'HOMME DE GAUCHE ET L'HOMME DE DROITE : LEUR CONCEPTION DE LA SOCIÉTÉ

L'homme de gauche croit à une transformation de la Société.

L'homme de gauche a foi dans l'avènement d'une société meilleure. Il est persuadé qu'il régnera un jour plus d'égalité et de justice entre les hommes. L'homme de droite, au contraire, se montre sceptique sur la possibilité d'une telle évolution.

Question : « Pensez-vous qu'il y aura un jour plus de justice et d'égalité parmi les hommes? »

	Oui	Peut-être	Non	Ne savent pas
Gauche	64 %	20 %	9 %	7 %
Gauche communiste	*76 %*	*13 %*	*9 %*	*2 %*
Gauche non communiste	*47 %*	*30 %*	*10 %*	*13 %*
Droite	30 %	20 %	46 %	4 %
Ambigus	35 %	25 %	37 %	3 %

La réalisation d'un état de choses idéal n'est concevable, pour l'homme de gauche, que par une transformation de la Société. L'homme de droite ne nie pas l'importance des transformations sociales, mais il accorde une place presque aussi grande au progrès moral.

Question : « D'une manière générale, sur quoi faut-il compter le plus : sur le progrès moral ou la transformation de la Société? »

	Progrès moral	Transformation de la Société	Les deux	Ne savent pas
Gauche	11 %	73 %	4 %	12 %
Gauche communiste	*7* %	*78* %	*1* %	*13* %
Gauche non communiste	*17* %	*67* %	*6* %	*10* %
Droite	28 %	37 %	—	35 %
Ambigus	23 %	46 %	2 %	29 %

La société future qu'envisage l'homme de gauche ne connaîtra plus la guerre. En effet, celle-ci est avant tout imputable à la structure actuelle de la société (« le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ») et elle peut être abolie. Du reste, le progrès aidant, la compréhension internationale deviendra meilleure et les peuples sauront s'opposer à la guerre (« Les peuples gagneront la paix ») [5].

L'homme de droite, au contraire, estime que la guerre est inévitable car l'histoire nous apprend qu'elle a toujours existé; elle est inhérente à la nature humaine (« Il suffit de mettre deux personnes dans un endroit quelconque pour être sûr qu'il y aura bagarre »). Le seul espoir de paix réside dans la crainte : avec le développement des armes modernes, la guerre deviendra trop dangereuse et l'homme n'osera plus la déclencher.

Question : « Certains disent : « Il y a toujours eu des guerres entre les hommes et il y en aura toujours. » Partagez-vous cette opinion? Pourquoi? »

NON	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
Raisons économiques et sociales	39 %	*44* %	*30* %	6 %	—
Les gens s'y opposeront	8 %	*11* %	*3* %	1 %	2 %
Le progrès	8 %	*7* %	*10* %	6 %	2 %
Compréhension entre les peuples	9 %	*9* %	*10* %	7 %	—
La guerre deviendra trop dangereuse	8 %	*4* %	*13* %	*11* %	9 %
Progrès moral	7 %	*4* %	*10* %	2 %	2 %
Total des « non »	(75)	(*80*)	(*66*)	(37)	(19)

5. Les phrases rapportées entre guillemets sont extraites des réponses aux questionnaires d'enquête.

OUI					
Vature de l'homme	5 %	4 %	7 %	18 %	26 %
Inévitable.............	7 %	7 %	7 %	18 %	22 %
ncompréhension entre les peuples.............	7 %	2 %	—	3 %	2 %
Raisons économiques ...	7 %	7 %	7 %	18 %	17 %
urpopulation.........	—	—	—	2 %	—
Autres raisons.........	5 %	4 %	7 %	5 %	13 %
otal « oui. ».........	(21 %)	(18 %)	(27 %)	(61 %)	(74 %)

Dans la Société future, l'homme de gauche n'envisage générale-
ment pas la suppression totale des différences de fortune. Une
minorité seulement, particulièrement forte chez les communistes,
stime que l'inégalité pourra être complètement abolie grâce à une
ransformation du système de répartition des richesses qui donnera
à chacun selon ses besoins ».

Bien que la gauche n'envisage pas un régime strictement égali-
aire elle s'oppose à la droite qui considère l'inégalité comme
aturelle et en fait même parfois une nécessité de l'organisation
ociale.

Question : « Et des riches et des pauvres, pensez-vous qu'il y en aura
ujours. Qu'est-ce qui vous fait penser cela? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non-communiste	Ambigus	Droite
uppression de l'inégalité par la transformation du régime.......	25 %	33 %	14 %	1 %	—
uppression relative de l'inégalité...........	24 %	25 %	23 %	3 %	4 %
y aura toujours des riches et des pauvres ..	12 %	11 %	13 %	21 %	9 %
Pourquoi?					
ature humaine........	8 %	—	20 %	18 %	11 %
fférence de caractère et de tempérament.......	13 %	19 %	20 %	31 %	41 %
fférence d'intelligence et de capacité........	13 %	18 %	7 %	20 %	15 %
y aura toujours des différences de classes..	8 %	13 %	—	17 %	11 %
fférence de force	1 %	—	3 %	3 %	2 %
st une nécessité de l'organisation sociale .	1 %	2 %	—	12 %	13 %
al : « Il y aura toujours des riches et des pauvres »...........	(50 %)	(42 %)	(60 %)	(95 %)	(94%)

La Gauche paraît ainsi tournée vers l'avenir, la droite s'attachant plutôt aux leçons de l'histoire et du passé qui justifient à ses yeux le conservatisme social. Cependant, la gauche elle-même a conscience d'avoir une histoire; elle revendique l'honneur des révolutions passées et des luttes ouvrières dont elle se proclame l'héritière (« Mon père a milité des tas d'années au Syndicat des cochers et des chauffeurs pour le respect de la classe ouvrière et m'a élevé comme ça »).

La période historique à laquelle l'homme de gauche se réfère le plus volontiers est celle du Front Populaire. Il manifeste une certaine nostalgie de 1936 (cf. photo 6 : « C'est 1936, l'époque des grèves sociales; ils agissent pour leur bonheur »). La gauche est unanime à vanter les bienfaits du Front Populaire. Non seulement il a à son actif un certain nombre de conquêtes sociales, mais il a donné lieu à une manifestation d'unité prouvant la force de la classe ouvrière. Pour la Droite, au contraire, le Front Populaire laisse généralement de mauvais souvenirs.

Question : « Selon vous, l'expérience du Front Populaire de 1936 a-t-elle été pour la France une bonne ou une mauvaise chose? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
Une bonne chose parce que :					
Conquêtes sociales	63 %	*69 %*	*57 %*	45 %	22 %
Preuve de l'unité ouvrière	21 %	*20 %*	*23 %*	3 %	—
Autres raisons	7 %	*8 %*	*6 %*	4 %	—
Total « *bonne chose* »...	(84 %)	(87 %)	(80 %)	(56 %)	(22 %)
Une mauvaise chose parce que :					
Répercussions économiques néfastes	—	—	—	2 %	11 %
Perte de prestige pour la France	—	—	—	1 %	9 %
Cause de la défaite	1 %	*2 %*	—	6 %	13 %
Relâchement...........	—	—	—	5 %	7 %
Autres raisons	2 %	—	*3 %*	14 %	18 %
Total « *mauvaise chose* ».	(3 %)	(2 %)	(3 %)	(22 %)	(52 %)
Ne savent pas..........	13 %	11 %	17 %	22 %	26 %

La Gauche a une double perspective temporelle pour envisager 'évolution sociale.

Si la gauche se montre optimiste en ce qui concerne l'avènement de la société future, elle n'envisage pas cet avènement comme prochain. Dans le cadre du régime actuel, ses perspectives sont plutôt pessimistes.

L'homme de gauche estime qu'actuellement la classe ouvrière est deshéritée; il n'envisage pour elle que des possibilités de promotion très restreintes. L'ouvrier, à son sens, a de bonnes chances de rester ouvrier toute sa vie : il ne pense généralement pas qu'il puisse accéder à la maîtrise.

L'homme de droite est relativement plus optimiste que lui en ce qui concerne l'avenir ouvrier immédiat. De même sur la question de la grève, c'est la gauche (et plus particulièrement la gauche non communiste) qui fait preuve du plus grand défaitisme. « La vie est tellement chère que les grévistes ne peuvent pas tenir. » De même, si la gauche approuve généralement le principe des manifestations ouvrières, elle ne se fait pas d'illusions sur leur efficacité immédiate. « Ça va mal finir pour les ouvriers, parce qu'il y a beaucoup trop d'agents et que, de toute façon, ça ne peut finir autrement. »

Le défaitisme dont témoigne la gauche en ce qui concerne l'avenir immédiat n'amoindrit pourtant pas sa volonté de lutte et sa croyance en la réalisation de son idéal dans un avenir plus lointain. Les échecs, l'impuissance du moment, n'ébranlent pas sa détermination. « On licenciera les délégués syndicaux, mais cela n'arrêtera pas le mouvement syndical. » La gauche a l'impression de se préparer des « lendemains qui chantent ». « L'herbe fauchée à chaque printemps repousse toujours. »

Pour l'homme de gauche, la nature humaine est perfectible.

A la croyance en une transformation de la société correspond, chez l'homme de gauche, le sentiment que la nature humaine est bonne, en tout cas qu'elle est perfectible (« Le perfectionnement individuel est possible et fera tache d'huile. Il faut être optimiste »).

Ce perfectionnement doit être réalisé par l'éducation. Le quart environ des hommes de gauche ont spontanément réagi devant la photo du petit cireur nord-africain, en déclarant : « Il devrait être à

l'école » (cf. Photo 2). De même, un des arguments invoqués pa la gauche en faveur de l'abolition de la peine de mort est l'opinio selon laquelle les criminels peuvent être rééduqués (cf. Histoire 2) « Il devrait y avoir des maisons de rééducation au lieu de prisons. »

L'homme de droite ne fait pas confiance à l'homme. Il considèr souvent que l'homme sera toujours un loup pour l'homme, car l nature humaine est mauvaise : « On est toujours jaloux de so prochain »; il croit à la « constance de la nature humaine ». Pou la droite, le paternalisme, la tutelle d'un bon patron, sont des élé ments importants de la réussite ouvrière (cf. Photo 4).

La droite est sans indulgence; dans les cas extrêmes, elle consi dère que l'homme doit être contraint (« Il n'y a qu'une chose qu compte : la peur du gendarme, moral ou matériel »). Aussi, il es bon que les jeunes soient menés durement à l'usine ou à la casern (cf. photo 7). Dans une société impitoyable, comme la nôtre, l peine de mort est justifiée (cf. Histoire 2), elle est une forme d la loi du talion « Quand un chien est enragé, on l'abat; si on tu quelqu'un, on mérite la mort ».

L'homme de gauche, enfin, refuse le racisme. Pour lui, la rac blanche n'est pas supérieure aux races de couleur : c'est une ques tion de principe, une vérité d'évidence. Un tiers seulement de l droite affirme la supériorité de la race blanche, tant pour de raisons intellectuelles que pour des raisons techniques.

Question : « A votre avis, la race blanche est-elle supérieure aux race de couleur? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
	—	—	—	—	—
Non	81 %	*86* %	*73* %	61 %	48 %
Oui	11 %	*7* %	*17* %	25 %	33 %
Ne savent pas.........	8 %	*7* %	*10* %	14 %	19 %

Le refus du racisme par la gauche se retrouve dans son senti ment à peu près unanime de l'assimilation des Israélites français aux autres Français. Au contraire, la droite affirme le plus souvent qu'ils se distinguent des autres Français en ce qu'ils sont Israélites avant tout et se montrent volontiers dominateurs. « Ils se tiennent entre eux et ils ne pensent qu'à exploiter les autres. »

Question : « Pensez-vous que les Israélites sont des Français comme les autres? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
	—	—	—	—	—
Oui	85 %	*89* %	*80* %	65 %	39 %
Non	12 %	9 %	*17* %	29 %	46 %
Ne se prononcent pas ...	3 %	*2* %	*3* %	6 %	15 %

Pour l'homme de gauche, la société est responsable de la criminalité.

Pour la gauche, la criminalité n'incombe pas à l'individu : elle est un effet de l'organisation actuelle de la société. Dans la société future, la peine de mort sera inutile puisque les contraintes sociales qui engendrent la criminalité auront disparu : « Dès qu'il y aura une évolution dans la société, la peine de mort sera supprimée d'office ». Dans la société actuelle, nous sommes tous des assassins.

Un chômeur tuberculeux et famélique jette son enfant sous les roues d'un camion. La gauche voit dans son geste la responsabilité de la société et rend coupable le régime actuel; elle dénonce l'hypocrisie du jugement ayant conclu à la folie de son auteur (cf. Histoire 4) : « Il est vraiment honteux que dans un pays dit civilisé, les individus ne soient pas assurés de leur gagne-pain. » « La société est responsable, elle met le désespoir au bout du chemin des gens. »

C'est encore la société que l'homme de gauche incrimine, à propos de l'avortement (cf. Histoire 8).

La société capitaliste et ses victimes.

Quelle est l'attitude de l'homme de gauche devant la Société actuelle? A quelles valeurs est-il attaché? Quels maux dénonce-t-il? Les réponses faites par les sujets à deux questions complémentaires vont maintenant permettre de le déterminer avec plus de précision.

Question : « Dans le domaine politique et social, y a-t-il des idées ou des choses auxquelles vous êtes vraiment attaché? Quelles sont ces idées ou ces choses? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
	—	—	—	—	—
La liberté	25 %	*22* %	*30* %	24 %	22 %
Le communisme, le socialisme, la suppression du capitalisme	17 %	*20* %	*13* %	1 %	—

Défense des droits des travailleurs et amélioration de leur sort....	13 %	*18* %	*7* %	8 %	7 %
Le niveau de vie	15 %	*16* %	*13* %	6 %	17 %
L'égalité et la justice sociale	13 %	*13* %	*13* %	10 %	4 %
La paix...............	9 %	*9* %	*10* %	2 %	4 %
Le progrès	5 %	*4* %	*7* %	5 %	4 %
Le parti communiste ...	4 %	*7* %	—	—	—
La démocratie	4 %	*2* %	*7* %	3 %	2 %
Le respect de la personne	4 %	*2* %	*7* %	6 %	7 %
L'éducation..........	4 %	*7* %	—	3 %	2 %
La laïcité	4 %	*2* %	*7* %	1 %	13 %
L'ordre	—	—	—	3 %	13 %
La propriété	1 %	—	*3* %	2 %	2 %
La morale	1 %	*2* %	—	5 %	4 %
La religion	—	—	—	6 %	4 %
Autres................	10 %	*6* %	*16* %	8 %	11 %
Ne sont attachés à rien (*)	17 %	*13* %	*23* %	30 %	20 %

* Le total dépasse 100 %, certaines personnes ayant fait plusieurs réponses.

Question : « Dans le domaine politique et social, y a-t-il des idées et des choses auxquelles vous êtes vraiment opposé? Quelles idées et quelles choses? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
	—	—	—	—	—
La guerre	13 %	*16* %	*10* %	3 %	2 %
La dictature	12 %	*4* %	*23* %	15 %	9 %
Le fascisme	11 %	*11* %	*10* %	5 %	—
L'arbitraire, le manque de liberté	10 %	*11* %	*10* %	9 %	4 %
Les inégalités sociales ..	10 %	*13* %	*7* %	5 %	2 %
Le capitalisme	9 %	*13* %	*3* %	—	—
L'exploitation ouvrière .	10 %	*11* %	*10* %	—	—
Le cléricalisme	8 %	*7* %	*10* %	5 %	2 %
Le colonialisme	7 %	*4* %	*10* %	1 %	—
Le racisme	3 %	—	*7* %	1 %	2 %
Le désordre	1 %	—	*3* %	1 %	11 %
Le communisme	3 %	—	*7* %	10 %	17 %
Autres................	14 %	*17* %	*9* %	19 %	23 %
Ne sont opposés à rien ..	22 %	*22* %	*23* %	40 %	33 %

Il ressort de cet examen une différence fondamentale entre l'homme de gauche et l'homme de droite : le premier dénonce l'état de choses actuel, alors que le second défend l'ordre établi.

La liberté est la valeur à laquelle la gauche se déclare le plus attachée, mais la droite s'en réclame tout autant. La notion traditionnelle de liberté est admise par les uns et les autres, le militantisme de gauche n'y attachant plus un prix particulier. Cependant, la gauche redoute plus souvent que la droite les atteintes à la liberté apportées par la dictature et surtout par le fascisme.

Plutôt qu'une liberté formelle, l'homme de gauche désire une ibération de l'homme. Cette libération sera réalisée par l'aboliion de la guerre, la suppression du capitalisme, l'amélioration du ort des travailleurs, l'octroi d'un niveau de vie convenable à tous, e règne de l'égalité et de la justice sociale. L'homme de droite, 'il manifeste parfois le désir de voir s'améliorer la condition uvrière, ne réclame pas l'abolition du capitalisme et fait preuve l'une profonde phobie du communisme. L'ordre et l'autorité ont, à ses yeux, parmi les valeurs les plus précieuses. Une vériable nostalgie de l'ordre se fait jour dans les réponses des hommes le droite. L'un d'eux affirme : « En aucun cas, l'anarchie ne doit 'établir ». Un autre va jusqu'à déclarer : « Il y a en Allemagne me discipline qu'il faut envier. »

Le désir de changement de la gauche, le conservatisme social le la droite se manifestent dans l'attitude qu'elles adoptent à 'égard de certains aspects de la société actuelle : la condition uvrière, la guerre, le colonialisme.

— a) *La condition ouvrière.*

L'homme de gauche estime que l'ouvrier, dans le régime capialiste, est défavorisé et qu'il a raison de s'insurger contre lui. Ses evendications sont justifiées : « Un ouvrier a toujours raison arce que tout le monde a raison de vouloir un peu d'argent. » es grèves et manifestations sont donc légitimes. Pour la gauche ommuniste, le gouvernement ne devrait avoir le droit d'interire aucune grève. La gauche non communiste est moins formelle ır ce point : elle admet certaines restrictions en ce qui concerne s fonctionnaires et les services de santé. La droite n'admet pas grève qui est, pour elle, synonyme d'anarchie.

Question : « Estimez-vous qu'il y ait des grèves que le gouvernement puisse interdire? Si oui, quelles sortes de grève? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
N'admettent l'interdiction d'aucune grève	60 %	*76 %*	*33 %*	10 %	4 %
Admettent l'interdiction :					
De toutes les grèves	—	—	—	5 %	11 %
Des grèves des fonctionnaires	9 %	—	*20 %*	29 %	37 %
Pour la santé publique ..	9 %	*2 %*	*20 %*	17 %	17 %
Pour les grèves politiques	8 %	*7 %*	*10 %*	21 %	24 %
Pour les transports	—	—	—	10 %	15 %
Pour l'alimentation ...	—	—	—	6 %	7 %
Pour les agents de l'ordre	4 %	*2 %*	*10 %*	2 %	2 %
Pour les grèves qui paralysent la vie publique .	2 %	*2 %*	*3 %*	13 %	11 %
En cas de guerre.......	2 %	*2 %*	*3 %*	1 %	—
Pour d'autres grèves....	—	—	—	8 %	9 %
Total : admettent l'interdiction de certaines grèves	(32 %)	(*15* %)	(*60* %)	(84 %)	(92 %)
Ne se prononcent pas ...	8 %	*9 %*	7 %	6 %	4 %

En face du problème ouvrier, la droite se trouve partagée entre deux attitudes : la commisération paternaliste et l'anti-ouvriérisme prononcé. Le paternalisme s'exprime par le sentiment que « le bon ouvrier » a sa place dans la société à condition qu'il y reste car « il n'y a pas de sot métier ». L'homme de droite n'hésite pas à faire l'éloge des « pauvres gens » (« Sa famille doit être pauvre, mais honnête et propre »).

Pourtant, l'attitude la plus fréquente chez l'homme de droite consiste à flétrir le comportement de l'ouvrier. Il lui prête des défauts, en particulier la paresse et l'alcoolisme; il le rend coupable de violences et même de sabotage. Les ouvriers ne sont pas majeurs, ils sont les jouets d'agitateurs communistes. « Ce sont des moutons obligés de marcher » alors que « les communistes ne sont pas des Français ». L'ouvrier est coupable de perpétuer la lutte des classes et de troubler la concorde entre Français. « C'est terrible de voir

les agents français avoir un fusil sur le dos pour garder d'autres Français. »

La photo du jeune bourgeois recueille de la part de la gauche les commentaires très défavorables. Ce « gosse de riche », ce « fils à papa » est jugé peu intéressant et peu sympathique; on lui prête parfois même des tares morales imputables à sa classe. « Il laissera souvent le travail de côté. Ça fera un bon souteneur. Rien qu'à ses yeux, on voit qu'il a une figure de truand ».

La police est très généralement honnie de la gauche : elle dénonce violemment les « «flics » et les C.R.S. « mercenaires, tueurs officiels» dont les brutalités sont d'autant plus injustifiées que « les ouvriers ont prouvé maintes fois qu'ils étaient capables de manifester dans un ordre et un calme absolus. »

Pour l'homme de droite, la police est la gardienne de l'ordre qui lui tient tant à cœur. En outre, la police est là pour protéger la propriété contre la violence populaire et pour faire respecter la liberté du travail » (cf. Photos 3 et 8).

— *b*) *La guerre.*

La gauche fait preuve d'une hantise de la guerre très prononcée. Le spectacle d'un défilé militaire, d'une cérémonie commémorative d'anciens combattants lui inspire le même désir : celui d'éviter la guerre.

L'homme, actuellement, est une victime de la guerre; le sacrifice des combattants a été vain car « ils se sont fait casser la gueule pour des prunes ». Dans ces conditions, l'homme de gauche refuse de se laisser émouvoir par les cérémonies commémoratives dont il dénonce le ridicule (cf. ph. 10); il considère parfois que les anciens combattants, tournés vers la contemplation d'un passé stérile, ont un rôle politique néfaste. Aucune décoration ne pourra servir à compenser les blessures de la guerre car « la gloire ne se mange pas ».

L'homme de gauche ressent, actuellement, la menace de guerre d'une manière très vive. Le réarmement allemand représente à ses yeux un danger. Les Français « se sont battus pour une guerre qui n'a servi à rien, car tout recommence ». L'Allemagne se relève : « on essaie de s'allier avec les ennemis combattus la veille ». On fait « des projets pour remettre en scène des anciens généraux hitlériens. »

Très fréquemment, l'homme de gauche établit l'équation : armée = guerre, ce qui est à la source de son antimilitarisme. Pour un certain nombre d'hommes de gauche, l'armée devrait être supprimée, elle est inutile. « Jadis, ça servait. Maintenant ça sert à caser les inutiles. » A l'appui de cette thèse vient une vue résolument optimiste de la situation actuelle : « Je crois qu'on peut tout essayer pacifiquement, l'armée devrait être inutile, » ou un antimilitarisme poussé à l'extrême : « Horreur, plus de ça, plus de tombeaux, plus de drapeau. Plus de soldats. Plus d'Arc deTriomphe (il est affreux). » Cependant, l'homme de gauche ne va généralement pas aussi loin. Il se contente de dénoncer la longueur du service militaire, de déplorer la charge qu'il représente pour le budget, de critiquer l'armée actuelle.

La droite fait preuve d'une crainte de la guerre beaucoup moins vive, bien que cette dernière ne soit pas absente chez elle. Elle n'est pas belliciste, en ce sens que les manifestations d'un instinct guerrier sont exceptionnelles : « Une vie intense de six mois vaut mieux qu'une longue existence monotone »; mais elle est militariste. Pour elle l'armée trouve sa justification en elle-même indépendamment de toute idée de guerre. D'ailleurs le service militaire est une institution salutaire : il forme le caractère et laisse de bons souvenirs. Les cérémonies militaires plaisent aussi à l'homme de droite : il aime les défilés. « Moi, j'aime bien les défilés militaires (ça remue ma fibre patriotique) et entendre la musique militaire ». La photo des anciens combattants ranimant la flamme suscite une vive admiration chez 40 % de la droite qui font l'apologie de ce geste.

— c) *Le colonialisme.*

L'homme de gauche est anticolonialiste. La photo du petit cireur nord-africain fait apparaître dans de nombreux cas chez lui, une dénonciation formelle de la colonialisation : « C'est un symbole de misère, un symbole d'oppression raciale colonialiste ». L'administration française a une lourde responsabilité dans cet état de choses; la France « aurait pu apporter quelque chose aux Nord-Africains sans les voler ». Les procédés de la France en Afrique du Nord, le sort réservé aux Nord-Africains en France sont d'autant plus révoltants que pour un grand nombre d'hommes

e gauche « les Nord-Africains sont des Français comme les autres » t ils doivent être traités comme tels.

Aussi, la gauche admet-elle la lutte des peuples coloniaux pour ɜur indépendance. Plus de la moitié des sujets de gauche interrogés xpriment leur désapprobation pour la guerre d'Indochine et ıstifient à ce titre le geste du père refusant la croix décernée à ɔn fils tombé en Indochine : « Si j'avais un fils qui voulait y aller l'étranglerais car je refuse de défendre le tungstène et le mangaèse. »

Parfois, cependant, la gauche fait des réserves sur cette indépenance, soit qu'elle réprouve les procédés violents employés, soit u'elle signale le manque de maturité de la population indigène : Un peu de culture européenne ne leur ferait pas de mal. Ils sont ncore trop sauvages. »

Une pareille attitude s'explique par la persistance au sein de la uche d'un certain préjugé anti-Nord-Africain. La gauche se ́fend d'être raciste, elle est presque unanime à flétrir l'attitude ı patron du café qui a expulsé deux Nord-Africains de son étaissement (cf. H. 4); mais dans une proportion non négligeable, e prête aux Nord-Africains des actes coupables (vols, attentats, auvais coups).

La Droite n'est pas plus sensible au problème colonial qu'au oblème ouvrier. Elle manifeste à son égard une parfaite tranillité d'âme. La colonisation fait partie d'un ordre de choses turel. La condition de l'indigène est normale, il n'est pas nécesre de l'élever. D'ailleurs l'indigène est très heureux ainsi, il n'a ur ainsi dire pas de besoins.

La droite se montre extrêmement dure à l'égard des Nordricains. Si elle ne va pas jusqu'à approuver dans son ensemble ttitude du patron qui les a expulsés du café, elle dénonce leur rapulerie » et leurs mauvais procédés. L'image de deux Nordricains arrêtés suggère à la droite l'idée d'un acte délictueux rs que la gauche pense à une insurrection de caractère politique . Ph. 9). « Il y a des voleurs. On ne voit que cela dans les journaux sont toujours des Sidi-Machin ». Lorsqu'ils se rebellent contre dre français, les Nord-Africains ne sont pas excusables : « Ils sont pas majeurs, ils se laissent mener par des agitateurs prosionnels. »

2. L'IDÉOLOGIE DE GAUCHE EST UN ENSEMBLE COHÉRENT QUE LA GAUCHE COMMUNISTE REPRÉSENTE AVEC LE PLUS DE VIGUEUR

L'impression qui ressort de l'ensemble des réactions aux photos et aux histoires est celle d'une très grande homogénéité dans le comportement de l'homme de gauche. Les variations d'intensité s'expliquent par le caractère plus ou moins suggestif de la photo présentée ou le caractère ambigu de la situation. Par exemple, la photo 6, représentant une scène de danse dans une usine, avait un aspect reposant peu propice à la cristallisation des réactions de gauche.

De même, l'histoire 5 faisant état d'un crime particulièrement atroce, n'était pas de nature à susciter une indulgence particulière pour son auteur : d'où quelque trouble dans la conscience de l'homme de gauche. D'autres situations ont provoqué de légères défaillances : les violences exercées sur la personne de l'ouvrier qui incitait ses camarades à reprendre le travail par exemple, l'avortement ou le licenciement d'ouvriers étrangers destiné à assurer le maintien des ouvriers français.

Néanmoins, le comportement de l'homme de gauche est, dans son ensemble, très homogène. On notera simplement que la gauche est particulièrement hostile au colonialisme bien que, paradoxalement, elle manifeste parfois un certain préjugé anti-Nord-Africain.

La Droite manifeste dans ses réponses une cohérence identique. Ses réactions les plus vives se rencontrent sur le problème ouvrier. Par crainte du désordre et du communisme, la Droite est farouchement anti-ouvrière. Sa position est moins nette sur le problème colonial : son colonialisme ne va pas jusqu'au racisme.

Pour les sujets affectés à la catégorie ambiguë, cette ambiguïté se manifeste au niveau de chaque thème. Dans l'ensemble, cette catégorie présente plus de réactions de droite que de réactions de gauche. Cependant, le partage n'est pas le même sur les différents thèmes. Sur le problème ouvrier, les ambigus réagissent en termes de droite. Au contraire, sur la question de la paix et sur le problème colonial, ils ont plus fréquemment une attitude de gauche. Près de la moitié, notamment, réprouvaient spontanément la guerre d'Indochine.

*
* *

L'objet de l'enquête étant la description d'une attitude géné-
ale, ce portrait de l'homme de gauche a été tracé sans considéra-
on de partis. Cependant, pour la présentation des résultats deux
atégories ont été isolées au sein de la gauche : la gauche commu-
ste qui affirme avoir le plus de sympathie pour le parti commu-
ste et la gauche non communiste qui ne se réclame à aucun titre
ce parti. Des différences sensibles apparaissent dans les réac-
ons des deux catégories ainsi constituées : bien qu'elles se ratta-
ent l'une et l'autre à une commune idéologie de gauche elles
l'affirment pas avec la même intensité et ne mettent pas toujours
valeur ses mêmes composantes.

D'une manière générale, la gauche communiste a des positions
gauche beaucoup plus nettement affirmées que la gauche
n communiste; elle témoigne devant les photos et les histoires
beaucoup moins d'ambiguïté et de défaillances. A ce titre,
omme de gauche communiste apparaît actuellement comme le
illeur représentant de la « Gauche ».

Il n'existe pas entre la gauche communiste et la gauche non
nmuniste une simple différence d'intensité. Elles ont parfois
positions différentes selon les problèmes évoqués. La gauche
nmuniste est plus sensible aux problèmes actuels (problème
vrier, guerre, problème colonial); la gauche non communiste
git davantage sur les questions de principe et sur les problèmes
n'ont pas une actualité politique brûlante, elle rappelle à
n des égards la gauche française du début du siècle.

a gauche non communiste, par exemple, condamne plus vio-
ment la peine de mort que la gauche communiste (cf. H. 2),
est relativement plus nombreuse à proclamer la primauté de
norale internationale sur l'intérêt national (cf. H. 3). La gauche
communiste est plus antimilitariste (cf. P. 7) mais son anti-
tarisme est surtout verbal : elle a une hantise de la guerre
ns prononcée que la gauche communiste (cf. P. 10). De même,
ropos de la photo des religieuses, c'est parmi la gauche non
nmuniste que l'on trouve le plus grand nombre de réactions
ement anticléricales (cf. P. 1), la gauche communiste se conten-
souvent d'exprimer certaines réserves sur l'action des reli-
ses sans nier leur utilité. En revanche, l'anticléricalisme de

la gauche communiste joue à plein à propos d'une question qui lui tient particulièrement à cœur : lorsque l'intérêt des pèlerins est opposé à celui des grévistes (cf. H. 1).

Un autre exemple montre bien que l'idéologie de gauche se cristallise chez les communistes à l'occasion des conflits les plus aigus. Les sympathies ouvrières de la gauche non communiste ne sont pas moins vives que celles de la gauche communiste ainsi qu'en témoignent les réactions de l'une et de l'autre à propos d'une scène d'apparence paisible : les ouvriers dansant dans une usine (cf. P. 6). Mais lorsque la scène prend un ton plus dramatique, lorsque la police apparaît (cf. P. 3 et P. 8) c'est la gauche communiste qui défend la cause ouvrière avec le plus de vigueur.

L'homme de gauche communiste apparaît donc actuellement comme le représentant le plus vigoureux et le plus dynamique de l'idéologie de gauche.

3. *QUELQUES TYPES DE RÉPONSES*

Voici pour illustrer les analyses précédentes quelques types de réponses particulièrement caractéristiques.

a) Gauche communiste.

L'un des meilleurs représentants de cette catégorie est une femme de 25 à 34 ans, journaliste syndiquée, ayant fait ses études à la Faculté des Lettres de Lyon et dont le mari est représentant de commerce.

Cette femme est persuadée que les guerres pourraient être évitées car c'est le capitalisme qui « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Pour elle, il n'y aura plus ni riches ni pauvres grâce à l'établissement d'une société communiste. C'est sur la venue d'une société nouvelle qu'elle compte avant tout pour l'amélioration de sa condition personnelle. Son idéal est la paix, l'avènement du socialisme. Elle redoute la guerre et condamne l'exploitation de l'homme par l'homme. Faire la Révolution c'est, pour elle, changer de société.

A la présentation des photos et à la narration des anecdotes, cette femme a réagi en termes de gauche sans défaillance sur tous les thèmes.

PHOTO 1

J'imagine que les bonnes sœurs viennent rendre visite.

)ans quel but?

Un but charitable, je suppose. Les bonnes sœurs je ne les connais pas. :lles sont peut-être venues réclamer de l'argent et la mère leur montre u'elle a un enfant et ne peut en donner. Je ne les vois que lorsqu'elles iennent demander de l'argent. Ces sœurs font œuvre utile, ce ne sont pas lles qui sont en cause.

2

Elle est belle cette photo. C'est un petit cireur de souliers qui cire les ouliers d'un blanc parce que les noirs n'ont pas de souliers d'abord, et ne les font pas cirer. C'est l'exploitation du noir par le blanc, c'est un visage l'exploitation. Dans les autres pays, c'est un symbole de misère, car est un symbole d'oppression raciale colonialiste.

3

Il doit y avoir une grève. Je suppose que les flics sont venus occuper usine. Il y a des tas de carreaux cassés.

ourquoi?

C'est le droit des ouvriers d'occuper l'usine en temps de grève.

4

C'est un gosse de 16-17 ans. Gosse qui travaille assez dur et a les yeux tigués.

st-ce qu'il peut devenir un ouvrier spécialisé?

Pourquoi pas?

st-ce qu'il peut faire autre chose qu'être ouvrier?

Sûrement, si on lui donne les moyens de suivre des cours.

s'il se marie un jour?

Sûrement pas avec une princesse, avec quelqu'un de l'endroit où il travaille, de son milieu, à moins qu'on change de société.

5

Ça c'est un fils à papa. Ça dépend d'ailleurs. Si un ouvrier s'habille il ut être aussi bien. Évidemment ils n'ont qu'un costume.

e fait-il? Est-ce sa tenue de travail?

On ne peut absolument pas juger; si c'est sa tenue habituelle, ça peut e un étudiant, un employé.

6

Ce n'est pas le 14 juillet, car c'est dans une usine. On danse. Et le juillet on ne travaille pas.

urquoi pourrait-on danser dans une usine?

Un jour de grève peut-être, les gens occupent l'usine. Je me souviens : 1936 d'après ce que j'ai lu. Ils font aussi autre chose, organisation, vigi-

lance, réunions, mais il n'est pas exclu que les ouvriers célèbrent une victoire. Ils ont l'air tous contents, sinon je ne vois pas pourquoi ils danseraient. Dans tous les cas pas pour amuser le patron.

7

C'est sûrement une célébration. Je ne regarde jamais les défilés.

Pourquoi?

Les défilés militaires me laissent de glace. Si c'est un défilé pour la commémoration de la Libération ou la paix, c'est très bien car on ne doit pas oublier ces choses-là. Mais si c'est un défilé militaire pour affirmer la force, défilé purement guerrier, ça non, ça peut être beau, mais ça me laisse de glace.

8

Il y a de la bagarre.

Entre qui?

Ça pourrait bien être le 28 mai.

Que s'est-il passé?

Ça peut être n'importe quelle manifestation avec provocation de la police.

Comment cela finit-il?

Les flics sont infiniment plus nombreux que les pauvres gars qui manifestent. Si la police ne se mêlait pas d'une manifestation, ça finirait bien Si elle s'en mêle il y a de la bagarre.

Comme une manifestation est faite pour protester, et pas pour prendre le gouvernement, les manifestants sont sans armes, il y a dispersion.

9

Je n'aime pas cela.

Pourquoi?

Parce que ce sont des Nord-Africains qui sont arrêtés, comme en général ce sont des souffre-douleur de l'oppression colonialiste; par exemple ce qui se passe au Maroc. Il y a trop de forces de police pour que ce soit une simple affaire de vol. Ils sont poussés à bout par des conditions misérables. Mais là, avec l'air triomphant du flic, ça doit être une affaire politique.

Que va-t-il leur arriver?

Rien de bon. Si c'est dans leur pays, ils peuvent mourir du jour au lendemain, torturés, etc... Si c'est en France, et que ce sont de pauvres gars qui ont volé un portefeuille parce qu'ils crevaient de faim, ils seront mis en prison après passage à tabac, mais je ne retiens pas cette hypothèse. Et puis la police a vraiment l'air trop triomphante.

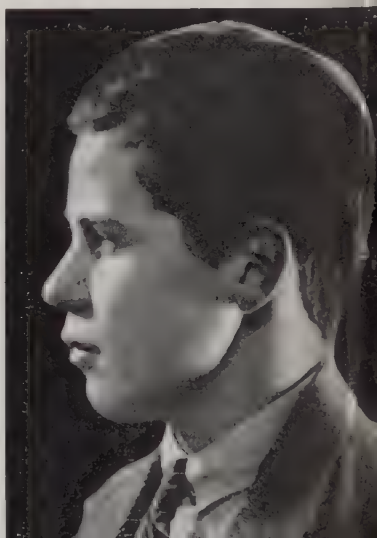
10

Ils raniment la Flamme. Ce sont des gars pleins de médailles, peut-être des Anciens Combattants. Ils ont des cannes, blessés de guerre.

PHOTO 1.

PHOTO 3.





Que vous suggère ce spectacle?

Les horreurs de la guerre. Je suis pour les manifestations de ce genre ou plutôt ce n'est pas mauvais, car on peut venir à mon avis, quand on en a souffert que pour dire que la guerre n'est pas fraîche et joyeuse.

* * *

HISTOIRE 1

Ce n'est pas vrai. C'est un pur mensonge. Les grévistes n'ont jamais refusé en cas d'urgence. Même la poste laissait passer les télégrammes en cas d'urgence. S'il y a eu mauvaise volonté, ce n'est pas de la part des grévistes.

2

Dans notre société, qu'il y ait peine capitale ou non, ça ne rime à rien. Notre société est conçue de telle façon qu'il y a toujours des accusés de crime. Qu'on fasse grâce systématiquement ou pas, il y en aura d'autres. La peine capitale doit disparaître quand la société aura changé et fait disparaître les causes des crimes et quand on se préoccupera de l'éducation du peuple et avant tout du bien-être du peuple.

3

Il a tout à fait raison. Ce n'est pas le blâme qui importe, mais le progrès dans un sens humanitaire.

4

Encore le racisme. Cela prouve que les Nord-Africains n'ont pas le droit de s'asseoir dans certains cafés, mais qu'il y a des Français pour les défendre. C'est parfaitement odieux dans un pays qui se dit libre.

5

Je pense encore une fois que c'est la société qui est coupable et que pour en arriver à jeter son enfant sous les roues, il fallait qu'il soit à bout de résistance physique et morale. Il ne l'aurait sans doute jamais fait s'il avait eu de quoi vivre et la faire vivre.

6

Je pense que les grévistes ne malmènent pas ceux qui veulent reprendre le travail.

Malmener, qu'est-ce que ça veut dire?

Je pense que le dénommé Bernard S. ne voit pas loin. On comprend qu'il se fasse de la bile parce qu'il a ses gosses et que l'argent ne rentre pas, mais s'il ne se sert pas du seul moyen légal, la grève, il devrait savoir qu'il n'obtiendra aucune amélioration. Ceci dit, on sait bien que la grève est dur pour les ouvriers, mais c'est dur pour tous les ouvriers. De toute façon ils lui ont certainement expliqué mais ne l'ont pas malmené.

7

Je pense que M. F. Legal qui a lutté pour la Libération de la France ne pouvait pas admettre que son fils se batte contre la libération de l'Indochine.

L'approuvez-vous?

De façon générale, je n'approuve pas les volontaires pour l'Indochine. Il y en a qui ont des circonstances atténuantes : les sans-travail... les c... M. Legal devait connaître les raisons de son fils et s'il l'a blâmé je lui fais confiance.

8

Je suis contre l'avortement, mais encore une fois, c'est une plaie sociale. Si Annette P. a fait avorter son môme, c'est qu'elle n'avait pas les moyens de le nourrir, ou de s'en occuper en même temps que de gagner sa vie. Si la société s'occupait des enfants, si elle leur assurait leur entretien, s'il y avait des crèches en nombre suffisant, cela n'arriverait pas.

9

S'il n'y avait pas de crise économique on n'aurait pas besoin de renvoyer les ouvriers. On devrait, en France, garantir le droit au travail à tous ceux qui habitent en France.

b) Gauche non communiste.

Un exemple de cette catégorie est fournie par les réponses d'une femme de 18 à 24 ans affirmant sa sympathie pour la S.F.I.O. et qui dirige avec son mari la succursale d'une agence de tourisme, à Courbevoie.

Cette femme pense que les guerres pourront être évitées grâce à « l'évolution des facteurs économiques et des systèmes philosophiques » et qu'il n'y aura pas toujours des riches et des pauvres car « on tendra de plus en plus vers le nivellement ». Elle souhaite l'avènement d'un état non capitaliste et se déclare opposée à toute forme de dictature.

Bien qu'elle se réclame du socialisme, son ton est moins ferme et moins assuré que celui du sujet précédent. En outre, si elle présente aux photos et aux histoires une majorité de réactions de gauche, elle n'est pas exempte de certaines ambiguïtés et de certaines défaillances.

PHOTO 1

Ça me fait penser à des bonnes sœurs qui fauchent les enfants Finaly. Elles font moins de mal car elles sont moins chères que les infirmières et plus dévouées. Celles-là ont une sale gueule.

2

C'est un petit Arabe en train de cirer les chaussures d'un Européen. C'est un fait anormal mais trop courant. La colonisation est une saloperie. On leur enseigne des métiers mineurs; à 10 ans il devrait être à l'école.

3

Pendant les grèves, à la S.N.E.C.M.A. La grève est un droit imprescriptible mais on doit pas y mêler la politique.

Que s'est-il passé?

Certains ont voulu travailler et la police a dû garder.

Les C.R.S. ont-ils raison?

Cette bande de salopards ne sont pas faits pour arranger les choses.

4

Quelle est la profession de son père?

Ouvrier spécialisé. Lui, doit être apprenti.

Que fera-t-il plus tard?

Il a l'air intelligent; ce sera un bon spécialiste ou un artisan.

5

Quelle est la profession de son père?

Homme d'affaires.

Comment voyez-vous son avenir?

Au lycée, puis carrière industrielle et commerciale. A plus de débattement que l'autre, mais il peinera davantage.

6

Fête dans une usine. Les gens ont l'air de bien s'amuser. Ça ne doit pas eur arriver souvent. Ça a l'air d'une photo soviétique.

Photo de propagande : travail dans la joie.

7

Saint-Maixent en train de défiler. C'est très amusant mais on ne devrait lus avoir à voir ça. On ne devrait plus avoir d'armée, mais on y est bien bligé : je suis *antimilitariste utopique*. En plus, mauvaise cadence, mauvais lignement : les « fusils se croisent les bras », comme dit mon frère.

8

Une manifestation politique, sans doute à la suite d'une grève.

ue voyez-vous au second plan?

Les flics font un barrage. Le jour où il n'y aura plus de manifestation, n'y aura plus de démocratie. Pour que la démocratie vive, le peuple doit pousser.

9

Ce sont des gars qui ont été arrêtés parce qu'ils défendaient leur pays, mme ici pendant l'occupation. Eux ils sont sincères, on s'est foutu d'eux

en allant les conquérir et en leur promettant monts et merveilles. Ils ont raison de demander leur liberté.

Pourquoi les arrête-t-on?

Ça ne doit pas être grave, car ils n'ont pas été rudoyés; ils fument.

10

Soldat inconnu. Très belle manifestation que de ranimer la flamme. Cela me rappelle une très *belle histoire* : Un type arrive, il demande : « Soldat Inconnu, es-tu là? il répond : Ia wolh ». Cette histoire est réellement belle. La liberté veut dire quelque chose et la patrie représente un certain nombre de libertés qu'on a à défendre si elles sont attaquées.

***

HISTOIRE 1

Cela prouve la discipline de la grève. On arrête pour une chose, pourquoi pas pour d'autres? Si les conditions sanitaires sont bonnes, ils ont raison de bloquer des malades, sinon, non.

2

Il agissait selon sa conscience.

Qu'auriez-vous fait à sa place?

Je ne suis pas pour la peine de mort, parce que nous sommes dans un état où le monde ne peut pas s'estimer heureux de son sort et a des excuses.

La justice est faillible.

3

Il devait dénoncer ces abus; je ne vois pas pourquoi il s'est exposé à ce blâme; il a agi en conscience.

4

On ne nous donne pas les raisons.

Y en a-t-il?

D'après ce que vous dites je n'en vois pas. Le patron a donc eu tort. J'en tire une conclusion : le racisme n'est pas mort. C'est un anachronisme, parce qu'à l'heure actuelle on doit fiche en l'air les frontières et faire l'unité mondiale.

5

On ne peut rien en penser. Les psychiatres ont eu raison. Il a été poussé à bout. Ce n'est pas sa faute.

6

Il est difficile d'en penser quelque chose. Je suis pour le droit au travail, mais il faut s'incliner devant la majorité.

7

Legal est un patriote dans le sens où la patrie est un ensemble de libertés à défendre. Son fils est mort pour une cause qu'il croit injuste et à

quelle il ne veut pas être mêlé. S'il le fait en conscience, je l'approuve talement. C'est la plus belle façon d'honorer son fils en restant fidèle à s convictions, comme son fils est resté fidèle aux siennes.

8

Qu'ils se soient laissé prendre et qu'il y ait 10.000 cas inconnus : la orale publique générale semble non conforme à la légalité.

L'avortement devrait être permis pour des raisons physiques ou maté-lles.

Mais si on punit d'un an l'avortement, combien de temps doit-on punir Ministres qui déclenchent des guerres? La vie est sacrée.

Par contre les moyens anticonceptionnels sont une chose juste.

9

S'il faut choisir, il est évident que cela peut paraître juste à première e, mais quelles propositions ont été faites par la France aux ouvriers angers pour les attirer chez nous?

Voici encore les réponses d'une étudiante de 18 à 24 ans, classée as le groupe de la gauche non communiste :

PHOTO 1

es bonnes sœurs soulagent la misère, ou plutôt empêchent une plus nde misère, car la mère va abandonner son enfant. Si le gosse est bien, luence des bonnes sœurs ne pourra être qu'excellente.

2

uelle belle photo! C'est splendide. Mais c'est un peu cliché. Il y a le type plein de fric qui se fait cirer les chaussures. Le plus heureux des x est certainement le gosse : il regarde cet Européen qui s'ennuie avec rêt. Il est vraiment nature et semble jouir de la vie.

3

n a arrêté un clochard devant la S.N.E.C.M.A. et on lui demande ses iers. Le secret est nécessaire pour ces usines et toute personne passant oximité est obligatoirement suspectée. Mais les flics ont l'air bon enfant, ore le petit chien qui se désintéresse de la question.

4

crois que c'est un jeune jockey ou garçon d'écurie regardant passer chevaux. Les chevaux sont pour lui une passion. Sous ses dehors vés, un peu triste même, ce garçon cache une grande violence. S'il éussit pas comme jockey, il finira sur le champ de courses, vivant ;ré tout des courses de chevaux, même s'il crève de faim. Il n'y aura cela dans sa vie.

5

Pas sympathique. Fils à papa. Ce sera un snob blasé, toujours fourr dans les boîtes de nuit. Il se mariera avec une fille qui ne lui conviendr pas et qu'il abandonnera pour reprendre sa vie de patachon. Au poin de vue professionnel, néant. Finira dans la misère ou à la Légion étrangère

6

Bal populaire. Il y a eu grève. Les femmes sont venues voir. Côté bo enfant : c'est une populace qui réclame mais qui reprend le travail facile ment. Les revendications ne viennent pas d'eux, mais de plus haut.

7

Oh! quelle horreur! je suis profondément antimilitariste. C'est flon-flon Réclame pour faire engager de pauvres types.

8

Échauffourée entre policiers, grévistes et étudiants. Ça va barder pou ces pauvres types : ils n'auront jamais raison s'ils sont contre les flics. J'a horreur de tout ce qui est force brutale. D'ailleurs, même si je plains le grévistes, je ne les approuve pas : je suis pour la passivité en matièr sociale.

9

Attentat contre des Français. Celui de gauche se fout de tout : il se lanc dans la bagarre sans y croire, seulement pour la bagarre. On va les passe à tabac. Cela prouve qu'entre gens différents de nature, la cohabitatio est impossible.

10

C'est ridicule. J'ai horreur de ces gens qui utilisent leurs infirmités pou faire de la réclame. Embauchage pour chair à canon.

* * *

HISTOIRE 1

Cette histoire prouve que l'individu n'a pas la même psychologie selon qu'il est seul ou pris dans la masse. Elle illustre aussi une friction ancienne entre les pouvoirs religieux et les couches sociales les moins favorisées. L'incident est regrettable. Mais je comprends l'attitude des cheminots; il faut se raidir et devenir intransigeant pour arriver à quelque chose.

2

Le Président de la République a eu raison. C'est évident. Je n'ai rien à ajouter.

3

Il devait le faire, naturellement. Il y a l'humanité et c'est tout. J'approuve donc son attitude, sauf s'il a voulu se faire remarquer.

4

Cela prouve que le cabaretier est un imbécile. Le racisme à l'égard des 'ord-Africains, c'est comme l'Amérique avec les nègres. Je suis anti-ıciste. Je suis humiliée pour l'humanité qu'il se produise de telles choses.

5

Il est épouvantable qu'un homme puisse en arriver là à cause de la isère. C'est idiot de dire qu'il était fou : il l'est peut-être devenu, mais ır désespoir. Honte à la société.

6

Là encore, on voit que ceux qui donnent l'ordre de grève ne sont pas ns le coup. Je trouve inique que l'on ait rossé un homme qui voulait ıvailler. Cependant, je comprends l'attitude des autres grévistes qui voulaient pas perdre le bénéfice des sacrifices qu'ils avaient faits pour te grève. Ce qui est terrible, c'est que les revendications ouvrières ne ent pas vraiment celles des ouvriers et qu'on se serve d'eux à des fins litiques.

7

Quel homme admirable! Il a eu le courage de renier un peu la mémoire son fils pour proclamer l'iniquité de cette guerre d'Indochine qui est saloperie. On défend des intérêts perdus, sans y croire.

8

En France, les lois sur l'avortement devraient être supprimées. Il drait que l'avortement soit considéré comme souhaitable moralement ıs la plupart des cas, secouru et respecté.

9

Évidemment une décision contraire provoquerait des bagarres. L'atti-e du patron est moche, mais compréhensible.

***

QUESTION 1

m'en désintéresse.

2

es guerres sont inévitables du point de vue économique.

3

y aura toujours des riches et des pauvres : c'est une question de tem-ment.

5

ne m'intéresse pas à la politique. Je suis très individualiste. Toute n d'ensemble est ridicule. L'essentiel est de devenir bien soi-même.

6

gouvernement ne doit interdire aucune grève.

7

Je ne suis attachée à rien. Mais je suis opposée à la misère sociale.

9

La race blanche n'est pas supérieure aux autres : il y a des nègres q ont fait de grandes œuvres. Les Israëlites sont des Français comme le autres.

16

Le Front Populaire ? Je ne sais pas ce que c'est.

c) *Catégorie ambiguë.*

Pour représenter cette catégorie, numériquement la plus impor tante puisqu'elle comprend 42 % des sujets interrogés lors d l'enquête, deux exemples ont été choisis : celui d'un « commu niste », qui malgré sa sympathie déclarée pour ce parti, n'a pa été affecté à la gauche, et celui d'un socialiste. Bien que la plu grande partie de la catégorie ambiguë comprenne des individu se réclamant des autres partis, ces exemples ont été retenus pou illustrer le fait que certains sujets (rares chez les communiste nombreux chez les socialistes) qui affirment leur sympathie pou des partis « de gauche » n'ont pas réellement une attitude d gauche.

Le « communiste » est ajusteur d'essai non syndiqué, de 50 64 ans, travaillant dans un établissement employant 1.000 ouvriers Il est sensible aux thèmes les plus fréquemment mis en avant pa le Parti communiste mais sur les autres points il n'a pas des réac tions d'homme de gauche.

Il affirme qu'un jour il n'y aura plus de guerre car « c'est idio d'aller se faire casser la gueule pour le profit des patrons » mai croit qu'il y aura toujours des riches et des pauvres. Dans l domaine politique et social, il n'y a rien à quoi il soit spécialemen attaché ou opposé. La révolution c'est, pour lui, « quand le peupl n'est pas satisfait et veut tout chambouler ».

Aux photos et aux histoires, il a réagi dans les termes suivants

PHOTO 1

Pour moi c'est un enfant abandonné; la femme est triste et c'est l misère qui doit l'obliger à l'abandonner.

2

Voici une photo prise en Tunisie. Je ne vois rien là-dessus.

Mais vous voyez ce qui se fait sur cette photo? Non, rien.

3

Ça c'est la S.N.E.C.M.A., un jour de grève; il y a eu de la bagarre, il des carreaux de cassés et il y a à la porte des C.R.S. qui montent la de (sourire).

Comment cela va-t-il finir? Bah! je pense une chose, c'est que les dirints de ça, ils vont être virés.

4

C'est un jeune qui a une maladie à la figure et il n'a pas le moyen de se e soigner. Il est dégénéré, fils d'alcoolique.

Quel sera son avenir? Son avenir : au sana, il est appelé à être tubercu-, dès sa jeunesse il a été obligé de turbiner.

5

est un gosse de riche. Il est bien fringué. Ses parents doivent avoir situation très élevée.

son avenir à lui? Ses parents ont suffisamment assez d'argent pour le er dans l'oisiveté.

encore? Eh bien le gosse de la photo 4 a autant le droit de vivre qu -là.

6

ourires). Photo 14 juillet, bal dans la rue. Non, non, (la photo est rdée attentivement), non, c'est une occupation d'usine, les ouvriers straient en organisant des bals.

'en pensez-vous? Eh bien, si le patron avait suffisamment payé, ne ne serait pas occupée.

7

! ah! défilé à l'Arc de triomphe.

'en dites-vous? Oh! bien difficile à expliquer, abolir le service militaire ne pas faire de guerre.

8

, c'est une occupation d'usine dont les grévistes ont été sortis par les . On reconnaît la haine des ouvriers envers ces gens-là.

'est-ce que cela va faire, c'est une haine justifiée? Oh! oui, justifié car ns-là sont à la solde du gouvernement et contre nous.

9

nbriolage, sans doute.

va-t-il se passer? On va les emprisonner et les condamner, natuent. S'ils avaient été mieux payés dans leur travail, ils ne seraient enus ici pour cela, ils sont considérés comme étrangers à la France.

10

Ah! oui, raniement de la Flamme par des mutilés. J'en dis que c'est de pauvres malheureuses victimes qui ont été se faire casser la gueule pou les capitalistes et qui en sont revenus avec une pauvre malheureuse pension pour en crever.

*
* *

HISTOIRE 1

Si le Gouvernement avait accepté ce que les cheminots demandaient ce ne serait pas arrivé. Logiquement, il aurait pu y avoir une exception car c'étaient des malheureux.

2

Les condamnés à mort, ce sont des gens qui ont fait des saloperies, i fallait les exécuter.

3

J'estime qu'il avait raison.

Pourquoi? Il avait raison, mais c'est toujours gênant de parler contre son pays.

4

Ces gens-là avaient le droit de venir boire dans n'importe quel café. C'était un café de premier ordre et la venue de ces gens-là les ont choqués.

5

C'est un animal. C'est pas pour cela qu'il devait tuer sa fille (haussement d'épaules). La ville aurait dû lui permettre de manger à sa faim, malgré son chômage.

6

Il faut laisser la liberté à tout le monde, car la nécessité de certains les oblige à reprendre, alors qu'ils seraient partisans de continuer, mais il faut bouffer.

7

Il a eu tort, parce qu'il est toujours bon d'accepter les décorations.

Pourquoi? Parce que les décorations permettent de parler aux autres.

8

Je n'aime déjà pas beaucoup les gosses. Elle a bien fait, elle aurait eu un troisième enfant. C'était une misère, elle a réfléchi qu'elle ne pourrait l'élever.

9

Mais là oui, j'estime que c'est très bien. Les étrangers n'ont qu'à rester chez eux, au lieu de venir bouffer le pain des Français et travailler à des salaires dérisoires.

Le second exemple retenu dans la catégorie ambiguë est un
vrier tapissier socialiste, non syndiqué, de 50 à 64 ans, travail-
ıt dans un établissement qui emploie 7 ouvriers.

Il affirme, dans ses réponses au questionnaire, que la permanence
s guerres et des différences de fortune est inévitable. Il ne
proclame vraiment attaché ni opposé à rien, car il se défend
faire de la politique. L'idée de révolution ne lui dit rien car
l n'y en a pas eu depuis 1789 en France ». Il est antisémite
les Israélites « raflent toutes les bonnes places, s'entendent
re eux. »

ies réactions aux photos et aux histoires sont mitigées : anti-
ical, anticonformiste, il ne peut être considéré comme un
nme de gauche du fait de son chauvinisme et de son préjugé
i-Nord-Africain confinant au racisme.

PHOTO 1

est une religieuse qui s'occupe d'un bébé. Je n'aime pas beaucoup
urés.

2

est un type qui n'a pas le courage de faire ses chaussures lui-même.
as, la main-d'œuvre ne coûte pas cher.

3

y a des gardes mobiles devant la S.N.E.C.M.A. Sans doute une grève.

e va-t-il se passer?

n'en sais rien. Peut-être des bagarres.

mment se terminera le conflit?

r la rentrée des ouvriers à l'usine. Certains seront peut-être mis à la
.

4

st un petit paysan. Il sera moins malheureux que les ouvriers. C'est
e que je peux vous dire.

mment voyez-vous son avenir?

n'en sais absolument rien.

6

sont des ouvriers qui dansent pour une raison quelconque. Ils ont
'être heureux et de ne pas s'en faire.

7

t un défilé de 14 juillet sans doute (ici, digression sur le fils qui est
roc).

Qu'en pensez-vous?

J'aime bien les défilés. Il vaut mieux être là qu'à Dien-Bien-Phu.

8

C'est une bagarre entre police et manifestants. Certains d'entre eu envoient des pierres sur les agents. Je ne suis pas belliqueux de nature mais j'aime bien voir les bagarres avec la police.

9

Ce sont deux sidis qui viennent d'être arrêtés.

Pour quel motif?

??? (silence).

Que va-t-il se passer?

(??? silence).

10

C'est une cérémonie à l'Arc de Triomphe. Il y en a tous les jours. Je n vois pas à quoi ça sert.

*
* *

HISTOIRE 1

Ce n'est peut-être pas très humain de laisser des malades en panne, mai c'est la faute des curés. A quoi ça sert d'aller à Lourdes?

2

C'est un idiot. Il est normal de pendre les criminels.

3

Il aurait dû avant tout se taire.

Pourquoi?

Ce n'était pas à lui de taper sur la France, même s'il avait raison.

4

C'est normal, il y a trop de sidis à Paris. Ils n'ont qu'à rester dans leur pays.

5

S'il était fou, on n'a qu'à l'enfermer. C'est ce qu'il y a de mieux à faire pour éviter qu'il recommence.

6

Tout le monde a le droit de parler.

7

Expliquez-moi l'attitude du père?

Il était sans doute mécontent.

L'approuvez-vous ou non?

Pour ma part, je préférerais ne pas recevoir de médailles ou de croix de guerre et que mon fils ne soit pas tué.

8

On devrait pouvoir se faire avorter lorsqu'on le désire.

9

Les ouvriers étrangers n'ont qu'à rester chez eux; il y aurait moins de chômage en France.

d) *Droite.*

Le sujet le plus typique de la Droite est un élève de seconde année de l'École Polytechnique, fils d'un général.

Ce jeune aspirant proclame la permanence de guerres au nom de la nature humaine. Son idéal est l'ordre, sa plus grande hantise, l'anarchie. Pour lui, la révolution n'est qu'un grand désordre. Il ne cache pas son racisme, trouve que la race blanche est supérieure (il n'y a qu'à voir l'état du continent africain) et estime que les Israélites français ne sont français « ni par l'esprit ni de fait ».

A propos des photos et des histoires il a réagi sans exception en homme de droite ainsi que le montrent ses réponses.

PHOTO 1

Ce sont deux bonnes sœurs qui réconfortent une femme malheureuse. Elles sont bien utiles pour soulager les misères humaines.

2

C'est un petit cireur noir. Quand on arrive là-bas, on a un mal de chien à s'en débarrasser. J'ai bien peur, hélas! d'être affecté en Afrique du Nord. Ce pays me dégoûte : les bicots sont sales, flemmards et abrutis.

3

Il y a eu une grève, une de plus... On a fait intervenir la troupe. L'armée devrait avoir autre chose à faire, mais son rôle est d'aider le pays.

4

La photo a dû être prise dans une maison de correction. Ce garçon a l'air d'un dégénéré. Pourra-t-il un jour se racheter? Je n'en sais rien.

5

Il a l'air soigné et bien habillé. C'est un garçon décidé et de bonne famille. Il aura une situation honorable.

6

Cela se passe devant l'usine. Je ne vois pas beaucoup de femmes et pas d'orchestre. Quelque chose cloche : il y a bien longtemps que l'ouvrier ne porte plus de casquette. Enfin, pendant qu'ils dansent, ils ne font pas de politique.

7

Ce sont des bleus. Ils défilent comme des sagouins. Ils tiennent leurs fusils comme des cannes à pêche et ne sont pas au pas. Je suis pour les défilés : ça fait les pieds.

8

Même chose que tout à l'heure. Des cocos à l'œuvre. On leur a dit de manifester, ils manifestent.

9

Ce doit être les auteurs de l'attentat contre la Résidence. On les laisse fumer et ils ont l'air arrogants. Il faudrait tous les mettre à la raison une fois pour toutes.

10

La France a des traditions : elle n'oublie pas les anciens.

***

HISTOIRE 1

Bien sûr qu'on aurait dû les laisser passer. Mais pour les cocos, il faut avant tout bouffer du curé sur le dos des malades.

2

Le Président devait, bien entendu, étudier chaque dossier. Mais si le criminel est vraiment coupable, il n'y a aucune raison de le gracier.

3

Il faut laver son linge sale en famille.

4

Cela prouve qu'il y en a trop en France métropolitaine et qu'ils seraient mieux chez eux, pour eux comme pour nous.

5

C'est une histoire de cinglé, que peut-on y répondre?

6

Cela prouve que cet ouvrier avait suffisamment de courage pour ne pas faire le mouton de Panurge : les autres auraient bien voulu travailler, mais ils avaient la frousse.

7

Le père doit être communiste. C'est un ancien F.F.I. S'il était en désaccord avec son fils, il devait au moins respecter son suprême sacrifice.

8

Cela prouve que si les lois concernant l'avortement ne sont pas révisées, la France se dépeuplera rapidement. On devrait appliquer la peine de mor pour ce qui est, moralement, un meurtre.

9

C'est malheureux à dire, mais les Français ne veulent plus travailler. Ils préfèrent faire la grève. Alors il faut appeler les Italiens et les Polonais pour cultiver nos champs et faire tourner nos usines. Personnellement j'approuve le plan de licenciement.

III. — LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA GAUCHE

1. COMPOSITION SOCIOLOGIQUE

Cette enquête étant strictement parisienne et l'échantillon utilisé n'ayant pas de caractère représentatif, il n'est pas possible de définir avec précision les éléments dont se compose la gauche dans le pays. On s'est contenté de reproduire ci-dessous, à titre indicatif, la répartition des divers éléments de la population interrogée.

On remarquera que la gauche est assez bien représentée dans tous les milieux, sauf dans la classe aisée et parmi les cadres de l'industrie et de l'administration. Elle l'est fortement chez les étudiants et chez les ouvriers, ces derniers appartenant presque toujours à la gauche communiste.

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
Hommes	37 %	23 %	14 %	40 %	23 %
Femmes	34 %	18 %	16 %	46 %	20 %
Selon l'âge :					
20 à 34 ans	43 %	29 %	14 %	39 %	18 %
35 à 49 ans	48 %	25 %	23 %	36 %	16 %
50 à 64 ans	29 %	16 %	13 %	45 %	26 %
65 ans et plus	19 %	16 %	3 %	49 %	32 %
Selon le niveau d'études :					
Primaire	29 %	30 %	9 %	58 %	33 %
Primaire supérieur	21 %	21 %	—	42 %	37 %
Technique	32 %	32 %	—	47 %	21 %
Secondaire	32 %	16 %	16 %	63 %	5 %
Supérieur	43 %	19 %	24 %	36 %	21 %

Selon la profession :					
Étudiants	50 %	26 %	24 %	31 %	19 %
Ouvriers	45 %	42 %	3 %	42 %	13 %
Employés, fonctionnaires	37 %	14 %	23 %	50 %	13 %
Profession libérale......	28 %	14 %	14 %	38 %	34 %
Commerçants, artisans..	36 %	24 %	12 %	37 %	27 %
Cadres de l'industrie et de l'administration. . .	8 %	—	8 %	56 %	36 %
Selon l'appartenance à un syndicat :					
Syndiqués	41 %	31 %	10 %	46 %	13 %
Non syndiqués	33 %	16 %	17 %	43 %	24 %
Selon le niveau de vie :					
Classe aisée	11 %	4 %	7 %	48 %	41 %
Classe moyenne	31 %	14 %	17 %	40 %	29 %
Classe modeste	47 %	31 %	16 %	37 %	16 %
Classe pauvre	32 %	29 %	3 %	45 %	22 %

2. *LA GAUCHE ET LES PARTIS*

La gauche, telle qu'elle a été constituée lors de l'enquête, comprend une forte majorité d'électeurs communistes (60 %). On y rencontre également un certain nombre de socialistes (18 %) et des représentants de la gauche non conformiste (14 %). Les autres partis ne sont pratiquement pas représentés. La gauche communiste forme ainsi, numériquement, l'essentiel de la gauche.

Si l'on présente ces résultats d'une autre façon, en tenant compte non plus de la composition partisane de la Gauche et de la Droite, mais de l'affectation des électeurs de différents partis à la gauche ou à la droite on peut faire les constatations suivantes :

— Les électeurs communistes sont, dans leur immense majorité (90 %), des hommes de gauche. Une petite fraction seulement des électeurs communistes ont été classés dans la catégorie « ambigus ». Ces électeurs sont bien sensibles à certains aspects du programme communiste mais ils ne possèdent pas un tempérament de gauche. Un exemple est fourni par les réponses de l'ajusteur communiste.

— Les représentants de la gauche non conformiste interrogés sont également presque tous véritablement de gauche. L'idéal de gauche est, chez eux, aussi vivace que chez les communistes.

— La S.F.I.O. n'est pas aujourd'hui dans son ensemble un parti

gauche. Une minorité seulement des électeurs socialistes inter-és (37 %) se sont comportés en hommes de gauche. La majorité re eux (57 %) dont présenté des réactions tellement mitigées l a été impossible de les classer à gauche ou à droite.

– En dehors du parti communiste, de la S.F.I.O. et des petits tis de gauche, il ne se rencontre pratiquement pas d'hommes gauche. En particulier, le R.G.R. n'est à aucun titre un parti gauche; ses électeurs se rencontrent pour leur plus grande part s la catégorie « ambigus » et, pour une minorité non négli-ble, à droite. Le M.R.P. se partage entre la catégorie « ambigus » Droite. Les indépendants comprennent une majorité d'hommes droite.

– Les sujets ne se réclamant d'aucun parti appartiennent le s souvent à la catégorie « ambigus ». Cependant on rencontre mi eux plus d'hommes de droite que d'hommes de gauche, ce confirme l'aversion déjà rencontrée de la droite pour la poli-e.

n extrapolant ces résultats à l'ensemble du pays, on peut avoir idée de la force de la gauche en France. Avec la quasi-totalité communistes, le tiers environ de socialistes et quelques isolés, auche groupe en France le quart environ du corps électoral. e gauche est, dans sa très grosse majorité, communiste; elle ompte qu'un très petit nombre de représentants en dehors des is marxistes.

100 *personnes affirmant leur sympathie pour les partis suivants :*	*Ont été classés :*		
	Gauche	Ambigus	Droite
communiste	90 %	10 %	—
ne non conformiste	91 %	9 %	—
O.	37 %	57 %	6 %
R.	6 %	72 %	22 %
P.	5 %	53 %	42 %
endants	—	41 %	59 %
.S.	—	50 %	50 %
n parti	10 %	63 %	27 %

* * *

IV. — LA GAUCHE TELLE QU'ON LA CONÇOIT

L'existence d'une gauche en France n'est pratiquement mise en doute par personne.

Question : « A l'heure actuelle, y a-t-il une gauche en France, d'après vous ? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droit
	—	—	—	—	—
Oui	95 %	100 %	87 %	88 %	89 %
Non	4 %	—	10 %	6 %	7 %
Ne se prononcent pas ...	1 %	—	3 %	6 %	4 %

C'est la classe ouvrière qui, dans l'esprit des personnes interrogées, à quelque catégorie qu'elles appartiennent, est l'élément constitutif essentiel de la gauche. Cependant, on ne limite généralement pas la gauche à la classe ouvrière; on y fait entrer tantôt les autres salariés, tantôt une partie des classes moyennes ou de la paysannerie, tantôt les intellectuels. Ce sont les hommes de gauche qui prêtent à la gauche la composition sociale la plus large, cette tendance étant particulièrement nette chez la gauche non communiste.

La composition que l'on attribue à la gauche au Parlement est assez variable. C'est le parti communiste qui en apparaît comme la composante fondamentale de la gauche, mais la S.F.I.O. est également considérée comme un élément important. L'image que se font de la gauche parlementaire les communistes et les autres hommes de gauche diffère considérablement. La moitié des communistes revendiquent pour le seul parti communiste (avec éventuellement l'appoint des progressistes), l'honneur de représenter la gauche au Parlement; les autres font entrer également la S.F.I.O. dans la gauche, mais la limitent généralement à l'association de ces deux partis. Pour la gauche non communiste, la gauche au Parlement comprend le P.C. et la S.F.I.O., ainsi, le plus souvent, que d'autres éléments (les radicaux ou même le M.R.P.). A travers la diversité des définitions données par les uns et les autres, on remarquera que l'on prête très rarement à la gauche une composi-

a analogue à celle du Front populaire (les communistes, les alistes et l'ensemble des radicaux).

uestion : « Au Parlement, qui est-ce qui compose la gauche? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
C. seul (et progressistes)	31 %	47 %	7 %	11 %	15 %
. et S.F.I.O.	33 %	33 %	33 %	30 %	26 %
., S.F.I.O. et quelques radicaux	8 %	5 %	13 %	—	2 %
., S.F.I.O. et radicaux	4 %	2 %	7 %	11 %	11 %
., S.F.I.O., radicaux, [.R.P.	3 %	—	7 %	7 %	—
., S.F.I.O., M.R.P. ou dépendants	5 %	7 %	3 %	10 %	11 %
I.O. et autres (sans .C.)	6 %	2 %	17 %	4 %	6 %
res	4 %	2 %	5 %	8 %	9 %
épondent pas	1 %	2 %	—	7 %	9 %

ans l'ensemble du public, les communistes et les socialistes considérés comme étant de gauche. Les radicaux sont généement jugés comme n'étant ni de gauche, ni de droite. Le M.R.P., ndépendants et le R.P.F., sont, aux yeux du public, des partis roite.

estion : « Une personne qui voterait pour les partis suivants : commu-, socialiste, radical, M.R.P., indépendant, R.P.F., est-elle, selon de gauche, de droite, ou ni l'une ni l'autre? »

r 100 personnes interrogées de l'enquête, estiment qu'une personne qui vote...	*est :* de gauche	de droite	ni l'une ni l'autre	ne sait pas
uniste	90 %	4 %	4 %	2 %
iste	74 %	8 %	12 %	6 %
al	20 %	28 %	35 %	17 %
?	12 %	65 %	15 %	8 %
endant	3 %	61 %	26 %	10 %
stes (U.R.A.S., R.P.F.)	3 %	72 %	15 %	10 %

ıne manière générale, les électeurs d'un parti lui attribuent volontiers que les autres la qualité de « parti de gauche ». exemple, le M.R.P. est plutôt considéré par ses électeurs

comme un parti de gauche, alors que pour l'ensemble du publ
il est un parti de droite. Les Indépendants sont les seuls à recon
naître que leur parti est un parti de droite. En outre, plus on es
à droite, plus on a tendance à trouver que les autres sont de gauche
le parti radical est plus souvent jugé à gauche par les Indépendan
que par les Socialistes.

Pour les Communistes, le seul parti véritablement de gauch
est leur parti. La moitié d'entre eux seulement considèrent qu
les socialistes sont de gauche. Pour eux, tous les autres part
sont de droite. Le caractère de gauche du parti communiste n'es
sérieusement mis en doute par aucun autre parti; toutefois, o
rencontre parmi la gauche non communiste certains sujets pou
affirmer que les communistes ne sont pas de gauche.

La gauche et la droite ont, de l'homme de gauche, une concep
tion à peu près identique; cependant, la droite a sur lui des op
nions plus nuancées.

On s'accorde généralement à juger l'homme de gauche attach
à la laïcité et même anticlérical. C'est là une image de la gauch
plutôt périmée, l'enquête n'ayant pas décelé parmi la gauche u
anticléricalisme très vif.

La gauche, à la différence de la droite, affirme le plus souven
que l'homme de gauche est opposé à toute guerre. Il existe cepen
dant une forte minorité qui refuse de faire un principe de l'oppos
tion à la guerre. Gauche et droite s'accordent, par contre, pou
reconnaître que l'homme de gauche est antimilitariste, sans lu
dénier cependant la qualité de patriote.

Question : « L'homme de gauche, comment le voyez-vous? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droit
Le voyez-vous :					
Opposé à toute guerre :					
Oui	57 %	58 %	54 %	32 %	30 %
Non	37 %	40 %	33 %	52 %	50 %
Ne savent pas........	6 %	2 %	13 %	16 %	20 %
Attaché à la démocratie de type parlementaire :					
Oui	65 %	62 %	70 %	45 %	46 %
Non	23 %	27 %	17 %	36 %	22 %
Ne savent pas.........	12 %	11 %	13 %	19 %	32 %

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
	—	—	—	—	—
Attaché à la laïcité :					
Oui	96 %	95 %	97 %	83 %	80 %
Non	3 %	2 %	3 %	10 %	11 %
Ne savent pas	1 %	2 %	—	7 %	9 %
Antimilitariste :					
Oui	72 %	71 %	74 %	51 %	52 %
Non	20 %	20 %	20 %	34 %	28 %
Ne savent pas	8 %	9 %	6 %	15 %	20 %
Anticlérical :					
Oui	74 %	73 %	77 %	74 %	74 %
Non	21 %	20 %	23 %	18 %	13 %
Ne savent pas	5 %	7 %	—	8 %	13 %
Partisan de réformes progressives ou plutôt partisan de la transformation de la société par l'action révolutionnaire :					
Réformes légales	24 %	20 %	30 %	33 %	35 %
Action révolutionnaire	48 %	60 %	30 %	39 %	41 %
Les deux	21 %	16 %	30 %	13 %	9 %
Ne savent plus	7 %	4 %	10 %	15 %	15 %
Partisan de la libre entreprise ou d'une économie dirigée par l'État :					
Libre entreprise	12 %	11 %	13 %	29 %	28 %
L'économie dirigée par l'État	83 %	84 %	80 %	53 %	52 %
Ne savent pas	5 %	5 %	7 %	18 %	20 %

V. — L'AVENIR DE LA GAUCHE

L'enquête a permis de reconnaître l'existence d'une gauche roupant un quart environ du corps électoral et dont les communistes représentent numériquement l'essentiel. Elle a permis également de dégager l'existence d'un idéal de gauche dont les communistes sont les représentants les plus fermes.

Un ensemble d'indices recueillis lors de l'enquête laissent bien ugurer de l'avenir de la gauche. Il existe une unité de vue profonde ntre gauche communiste et gauche non communiste. Un pro-

gramme basé sur la paix et l'émancipation des peuples coloniaux recueillerait dans le pays de nombreuses sympathies même en dehors de la gauche. En outre la gauche bénéficie d'un prestige considérable, en raison de la tendance qu'ont les Français à se proclamer plus à gauche qu'ils ne le sont réellement.

Cependant, la gauche ne fait pas actuellement son plein en raison du désaccord entre les partis qui, traditionnellement, la représentent. Ce désaccord, et notamment l'opposition des communistes et des socialistes, sont très vivement ressenties dans le public.

La division actuelle de la gauche n'est pourtant pas, en général, jugée définitive. La majorité de la gauche communiste croit en la possibilité d'un regroupement. Pour la gauche non communiste, ce regroupement est beaucoup plus hypothétique mais elle en envisage aussi souvent l'éventualité qu'elle la repousse. Même en dehors de la gauche, nombreux sont ceux qui croient à la possibilité d'un tel regroupement.

Question : « A l'heure actuelle, est-il possible d'opérer un regroupement de la gauche? Pourquoi? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
Oui	48 %	60 %	30 %	25 %	17 %
Peut-être	12 %	9 %	17 %	13 %	5 %
Non	33 %	27 %	43 %	40 %	31 %
Ne savent pas	7 %	4 %	10 %	22 %	41 %

RAISONS INVOQUÉES PAR CEUX QUI CROIENT LE REGROUPEMENT POSSIBLE

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
Ils sont groupés	4 %	7 %	—	5 %	2 %
La situation actuelle y conduit (La menace de la Droite. La baisse du niveau de vie, etc.)	24 %	29 %	17 %	3 %	—
Intérêts et buts communs	9 %	11 %	7 %	8 %	7 %
Pour la sauvegarde de la paix	8 %	7 %	10 %	1 %	2 %
Contre le fascisme	4 %	2 %	7 %	—	—
Ne répondent pas	11 %	13 %	6 %	21 %	17 %

RAISONS INVOQUÉES PAR CEUX QUI JUGENT LE REGROUPEMENT IMPOSSIBLE

Opinions et idéaux trop différents............ (Inconciliables à cause de la politique étrangère. Concessions impossibles. Trop d'opposition entre socialistes et communistes, etc.).	10 %	2 %	23 %	9 %	9 %
Les socialistes ne veulent pas.................	9 %	13 %	3 %	3 %	2 %
Impossible avec les communistes............	1 %	—	3 %	14 %	2 %
RÉPONSES AMBIGUËS :					
Regroupement conditionnel................ (Tout dépend de l'attitude des communistes Les communistes modifieront leur politique. Il faudrait un élément nouveau, etc.)	7 %	7 %	7 %	10 %	9 %
Autres raisons.........	8 %	11 %	3 %	14 %	20 %

Si la gauche ne croit pas toujours à la possibilité d'un regroupement elle est presque unanime à le désirer. Un regroupement de la gauche serait également accueilli assez favorablement par les représentants de la catégorie ambiguë. Seule la Droite lui est hostile, par crainte, le plus souvent, d'une hégémonie communiste.

Question : « Ce regroupement de la gauche vous paraît-il souhaitable? Pourquoi? »

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
Souhaitable...........	85 %	89 %	80 %	48 %	31 %
Pas souhaitable.......	7 %	4 %	10 %	31 %	48 %
Ne savent pas.........	8 %	7 %	10 %	21 %	21 %

Ce regroupement est envisagé d'une manière très large. Le parti communiste et la S.F.I.O. doivent en être les éléments principaux, mais le plus souvent il n'est pas limité à ces deux partis. On souhai-

terait voir y entrer également des Radicaux, des M.R.P., même parfois des modérés. La gauche ne fait preuve d'aucun sectarisme, mais se montre très accueillante pour élargir au maximum le regroupement qu'elle désire.

Question : « Si ce regroupement vons paraît souhaitable, quels partis voudriez-vous faire figurer dans ce regroupement? »

Sur 100 personnes interrogées, voudraient que le regroupement comprenne:

	Gauche	Gauche communiste	Gauche non communiste	Ambigus	Droite
Le parti communiste seul (avec les progressistes)	5 %	7 %	3 %	2 %	—
Parti communiste et S.F.I.O.	22 %	27 %	15 %	9 %	9 %
P.C. ,S.F.I.O., Radicaux	8 %	11 %	3 %	3 %	4 %
P.C., S.F.I.O., Radicaux M.R.P.	4 %	—	10 %	2 %	—
P.C., S.F.I.O., M.R.P.	3 %	2 %	3 %	1 %	—
P.C., S.F.I.O., Modérés	20 %	22 %	17 %	2 %	—
S.F.I.O. et autres partis, sans les communistes	5 %	4 %	6 %	15 %	9 %
Autres compositions	13 %	9 %	20 %	6 %	7 %
Ne répondent pas	5 %	7 %	3 %	8 %	2 %

*
* *

Annexe

Choix des personnes interrogées.

208 personnes habitant Paris ou la proche banlieue ont été interrogées du 16 avril au 31 mai 1954. Le but visé par l'I.F.O.P. n'étant pas de connaître l'opinion de la population parisienne dans son ensemble sur la gauche, l'échantillon n'avait pas de caractère représentatif. Toutefois, le plan d'enquête prévoyait que les sujets se répartiraient entre six catégories sociales d'importance sensiblement égale : étudiants, ouvriers, employés et fonctionnaires, professions libérales, commerçants et artisans, cadres de l'industrie et de l'administration. A l'intérieur de ces six catégories, on s'est efforcé d'obtenir une gamme aussi diverse que possible de professions et de milieux. C'est ainsi, que parmi les étudiants, toutes les disciplines sont représentées. De même on a choisi les ouvriers aussi bien dans de grosses entreprises employant plus de 200 personnes, que dans des entreprises petites ou moyennes.

Le critère professionnel n'était pas le seul à considérer. Le plan prévoyait que les enquêteurs interrogeraient un nombre deux fois plus élevé d'hommes que de femmes, et que l'échantillon se composerait pour moitié

d'hommes de gauche et pour moitié d'hommes de droite ou de personnes dont les opinions politiques n'étaient pas nettement affirmées.

Le tableau suivant montre que ce programme a été, dans l'ensemble, respecté.

Professions	*Interviews réalisées* Hommes	Femmes	Total
Étudiants	25	13	38
Ouvriers :			16
Grosses entreprises	13	3	
Petites entreprises	15	7	22
Employés et fonctionnaires :			
Entreprises nationales	8	7	15
Secteur public	8	5	13
Secteur privé	8	10	18
Professions libérales	20	11	31
Commerçants et artisans	32	9	41
Cadres et hauts fonctionnaires	13	1	14
Ensemble	*141*	*67*	*208*

N.D.L.R. Les photographies utilisées pour l'épreuve n° 1 et publiées hors-texte sont reproduites avec l'autorisation de : *United Press Photos* (nos 1, 7 et 9), *Agence Diffusion Presse* (nos 2, 4 et 6), *Agence Intercontinentale* (n° 3), *Photo Viollet* (n° 5), *Acme New Pictures* (n° 8) et *Robert Delhay* (n° 10).

Claude Lanzmann.

L'HOMME DE GAUCHE

Dans une société fondée sur l'exploitation, l'opposition est radicale entre les hommes qui veulent supprimer l'oppression et ceux qui veulent la perpétuer; ces derniers ont intérêt à affirmer l'harmonie du monde tel qu'il est, donc à camoufler la division qui le déchire : la droite déclare volontiers que la distinction entre droite et gauche n'a jamais eu de sens ou tout au moins n'en a plus. Elle s'autorise pour brouiller les cartes du fait qu'il n'existe qu'un monde : l'entreprise même de le changer s'opère en son sein; pour le dépasser il faut d'une certaine manière l'accepter; d'autre part, toute conquête nouvelle en tombant dans le passé s'intègre à la réalité donnée, elle devient le patrimoine de l'humanité constituée; et comme la force et le droit sont du côté des oppresseurs, ceux-ci peuvent toujours prétendre qu'ils ont accordé eux-mêmes aux exp.oités les satisfactions qui leur ont été arrachées. Le développement de la société serait continu comme celui d'un organisme, et tous ses moments positifs.

Cependant la gauche s'oppose à la droite par le fait même qu'elle affirme cette opposition que la droite nie; elle démontre ainsi pratiquement son existence et constitue la droite comme son antagoniste; il suffit qu'une classe lutte contre une autre, pour que toutes deux soient en lutte : les protestations verbales des conservateurs ne peuvent rien contre la volonté qui soutient effectivement ce conflit. En vérité l'histoire de l'humanité ne ressemble pas au développement d'une plante; tout devenir réalisé tombe dans l'ordre établi, mais le passage d'un ordre à un autre implique un moment négatif; la gauche, c'est une incarnation de ce moment. On voit aussitôt qu'il ne saurait être question de la décrire sur le mode positif. Il y a une constante de la gauche du fait qu'il y a certaines constantes dans la nature et dans la condition humaines : le corps et ses besoins, les classes et leurs luttes; mais elle échappe

à toute définition statique. Elle n'est pas une idée constituée dont on pourrait inventorier le contenu : elle se donne en creux, comme refus, et on ne la saisit qu'à travers le donné contre lequel elle s'insurge.

Le travail négatif de la gauche s'est effectué au cours de l'histoire à la fois comme pratique et comme théorie : pour dépasser sa condition, il faut la connaître, et inversement elle se dévoile dans le moment où elle se dépasse. Sur le terrain de la pensée comme sur celui de l'action, une conquête n'a jamais de valeur libératrice que si elle devient à son tour une arme de lutte : arrêtée, elle est aussitôt une source nouvelle d'aliénation. Cette ambiguïté interdit qu'on puisse donner un sens absolu aux mots de droite et de gauche quand on les emploie rétrospectivement à propos d'une idée ou d'une institution. La doctrine d'Épicure par exemple, en soulignant la réalité du besoin, le poids du présent, en indiquant une reconnaissance des hommes entre eux à travers leur matérialité, a éclairé les hommes sur la vérité de leur condition; elle a inspiré des philosophies que les classes opprimées ont intégrées à leurs luttes. Cependant, dans la mesure où elle débouche sur une sagesse, non sur une révolte, elle a été mobilisée au profit de l'individualisme bourgeois et d'une morale de l'acceptation. Quand Périclès, les Gracques ou Jean-Jacques Rousseau opposaient à une société aristocratique l'idée démocratique, quand le stoïcisme et le christianisme reconnaissaient la même dignité à l'esclave qu'au maître, la notion d'égalité, bien qu'elle fût encore formelle, avait une portée révolutionnaire; mais en tant qu'elle impliquait par delà sa reconnaissance abstraite la conquête d'une égalité concrète. Dès qu'on arrête ce mouvement, en posant que les hommes sont égaux, on aboutit au consentement stoïcien, à la résignation chrétienne; au moralisme conservateur basé sur le respect de la personne humaine : celle-ci devient une nouvelle idole, et la démocratie bourgeoise un système neuf de mystification. Affirmer l'universalité de l'homme par delà les différences de caste, de classe, de race, c'est faire un pas vers sa libération : mais à condition d'exiger aussitôt l'abolition des différences, et non de les entériner sous prétexte que, en tant qu'idée, l'universalité est déjà réalisée : la gauche veut l'universalité comme réalité concrète.

Une autre manière d'arrêter l'idée, d'empêcher qu'elle ne vienne à la réalité et— selon le mot de Marx — que la réalité ne vienne à

elle, c'est de prétendre la réaliser hors du monde, dans un avenir utopique ou dans un lieu artificiellement isolé de l'ensemble de l'univers. On trouve un exemple saisissant de cet échec dans l'aventure des anabaptistes. Jamais le moment négatif n'a été si radicalement incarné qu'en ces hommes dont la devise était : détruire tout ce qui est. L'égalité prêchée par Luther sous sa forme abstraite et concrètement reniée par lui, ils l'accomplirent matériellement en brûlant autour d'eux les richesses matérielles et spirituelles auxquelles l'humanité était aliénée et qui séparaient les hommes les uns des autres. Ni leur doctrine, ni les circonstances ne permettaient à ce moment destructeur de se dépasser vers une re-création des relations humaines sur le plan de l'universel : ils s'enfermèrent dans Münster où la communauté qu'ils fondèrent s'anéantit dans l'orgie et le sang.

C'est l'ensemble de ces arrêts et de ces échecs qui constitue l'histoire de la gauche; à peine peut-on parler d'une histoire; il y a une unité dans le devenir du monde saisi dans sa positivité : mais ses moments négatifs apparaissent comme discontinus, séparés; l'une après l'autre les générations humaines ont recommencé à neuf une révolte qui ne se prolongeait qu'en tombant dans le monde donné. Pour qu'on puisse parler de la gauche comme d'une entreprise où le présent serait lourd du passé et déboucherait sur l'avenir, il faut que la négativité s'incarne immédiatement d'une manière positive : dans des partis, doués de mémoire et de prévision; alors la destruction de l'ordre établi ne se distingue plus de la conquête d'une société nouvelle et l'opération de la gauche consiste positivement à changer le monde. La gauche n'est pas un état d'âme, ni une tendance idéologique, elle ne manifeste pas un goût de destruction inhérent à la nature humaine, elle n'exprime pas l'inquiétude de l'esprit sous une figure indéfinie : elle se définit très précisément par sa volonté d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle est liée à cette préhistoire que nous vivons. Et nous allons essayer de la saisir sous la forme qu'elle revêt à présent : la lutte du prolétariat pour sa suppression en tant que classe.

On ne mesurera jamais assez à quel point le réel est d'abord, comme le dit Mascolo[1] « la configuration vraie de l'impossible ». Avec ses audaces, ses allers-retours, son balancement perpétuel

1. *Le Communisme* (Éd. Gallimard).

re une exigence radicale de l'humain et la soumission à l'ordre
choses, l'histoire des premières luttes ouvrières montre de
on saisissante combien il est difficile de s'arracher à la fami-
ité naturelle et d'introduire concrètement la négativité au sein
monde donné. Cette histoire, il n'est pas question de la raconter
; nous allons seulement considérer l'exemple que fournit l'insur-
tion lyonnaise de 1831.

)n ne peut guère imaginer une détresse plus extrême que celle
canuts pendant les années qui précédèrent cette explosion.
ente mille compagnons dépendant de huit mille chefs d'ateliers
ssesseurs de métiers, mais exploités par les fabricants et sou-
it aussi pauvres que leurs employés) — travaillent de quinze
lix-huit heures par jour pour des salaires que le patronat main-
it systématiquement au niveau le plus bas [1]. En 1828, sur une
pulation de 140.000 habitants, il y a 9.032 enfants sans foyer [2].
femmes d'ouvriers se voilent le visage pour aller mendier.
gitation qui grandit depuis des années se traduit brutalement
insurrection à propos de la fixation d'un tarif minimum que
patrons accordent d'abord, puis refusent; alors les canuts bran-
sent le drapeau noir et réclament : Du pain ou du plomb. Ce
frappe dans cette révolte, c'est le contraste entre la misère
espérée des travailleurs, la modestie de leur revendication
lorsque celle-ci échoue, le radicalisme de leur action.

es ouvriers de 1831 sont conscients du caractère intolérable
leur condition; la *Chanson des canuts* est un texte révolution-
re auquel pourrait souscrire mot pour mot un communiste
ijourd'hui. Une exigence radicale s'y dessine en creux. Mais
que le moment négatif se convertit en revendication positive,
nd l'ouvrier cherche à traduire ce qu'il refuse sous la forme
ie solution à ses maux, il faut que celle-ci s'insère dans le
ide donné; défini par des rapports précis — patrons, chefs
elier, compagnons — et par des valeurs reconnues — religion
autorité — ce monde se présente à ceux qui veulent le changer
me un faisceau d'impossibilités; il est à la fois intolérable et

Les articles du *Temps* prônaient les bas salaires; un certain Mayet
: « Il est très important aux fabricants de Lyon de ne jamais oublier
le bas prix de la main-d'œuvre leur est non seulement avantageux
ui-même, mais qu'il le devient encore en rendant l'ouvrier plus labo-
, plus réglé dans ses mœurs, plus soumis à leurs volontés. »
Cité par Jean Bruhat : « Histoire du Mouvement ouvrier français ».
e premier.

immuable; si on ose envisager de le modifier, ce sera timidemen et en respectant ses hiérarchies. Parfois l'ouvrier revendique pr cisément à travers les valeurs établies. En 1848 il y eut par exemp une vague religieuse : les prolétaires bénissent « le prolétaire Nazareth », ils remercient chaleureusement Mgr Affre, archevêq de Paris, blessé lors des batailles de rues. A d'autres moments les voit invoquer les principes de justice, de bonté, de charité qu'on les applique, disent-ils, et tout sera bien. A Lyon les ouvrie avaient pris conscience d'un rapport antagoniste avec les patrons c'est cependant aux patrons qu'ils demandent de changer l choses; ou mieux, méconnaissant le caractère de classe de l'Éta ils en appellent à l' « Autorité » contre les fabricants; ils n'o pas encore l'idée qu'ils pourraient s'aider eux-mêmes. « Nous demandons pas l'égalité des fortunes, la raison et le bon sens défendent », écrit l'un d'eux. « Mais nous demandons à être trait en hommes libres et non en esclaves. Tel nous méprise parce q nous sommes ouvriers, dont le père, s'il eût été plus honnête, aura permis au nôtre de nous laisser quelque fortune et se trouvera aujourd'hui lui-même à notre place. Jusqu'à quand l'aristocrat de l'argent voudra-t-elle fermer toute issue à l'honnête médi crité? ». Un autre, apprenant que, faute de pain, un homme s'e jeté dans la Saône avec ses trois enfants s'écrie : « Les possesseu de grandes richesses se font un jeu de narguer l'indigence! ». sont seulement les excès de l'exploitation qui les révoltent; n'envisagent pas un instant qu'elle puisse être généraleme supprimée, ils ne l'ont même pas encore reconnue pour ce qu'ell est. Ils acceptent la mystification qui confond « l'intérêt général avec l'intérêt de la classe bourgeoise et tout ce qu'ils réclamen c'est un droit à la vie mesuré : « Les canuts demandent seulemen puisque les temps malheureux sont passés, un salaire propo tionné à l'état du commerce. » Auguste Luchet conclut une lettr par ailleurs très violente, par ces mots : « Diminuez les impô indirects, faites comme vous l'entendrez enfin, mais que le prol taire ne meure pas de faim. » Il faut encore citer ce texte incroyabl « Les délégués des chefs d'atelier recueillent tous les renseign ments possibles, relatifs au prix le plus bas qui permet à l'ouvri de vivre sans ôter au fabricant le moyen de faire encore un honnê bénéfice. » Quant au tarif, solution préconisée par les chefs d'atelie il est défini comme « ce qui doit permettre à l'ouvrier de ne p mourir de faim ».

Pourtant, c'est à partir de cette revendication presque proud-
nienne qu'on va passer au radicalisme du drapeau noir : Vivre
travaillant, ou mourir en combattant. Les mêmes hommes, qui
antaient la complainte des canuts, crient « Vive le Préfet, Vive
tre père » quand ils apprennent que le tarif a été voté; mais
ssi, lorsque la mesure est rapportée, ils élèvent des barricades.
ur grand souci, comme en témoignent les discussions qu'eurent
rs les chefs d'atelier, ce fut d'abord de légitimer leur exigence
nom même de l'ordre qu'ils combattaient : au moment où cette
vendication minima fut rejetée, l'ouvrier comprit que *tout* lui
it refusé. Les grandes explosions pré-révolutionnaires ont tou-
rs eu lieu à propos de revendications qui visaient seulement
minimum immédiatement nécessaire : leur modestie même rend
r échec inacceptable; alors se découvrent d'un coup à l'opprimé
ıtes ses impossibilités, tous ses besoins; il comprend dans l'ur-
ıce de sa détresse qu'aucun ordre, aucune valeur ne peut la
tifier : le monde qui le condamne à cet esclavage cesse de lui
raître légitime; plus rien de ce qui est donné n'a de prix à ses
ıx, pas même sa propre vie : « Point de pain » écrit un canut
t avec une femme et trois enfants je manque de travail depuis
mois. J'aime mieux périr d'une balle que de faim. » Le réel
fois dévoilé dans sa brutalité, dans sa violence, la seule issue est
lui opposer une autre violence qui n'appelle aucune justifica-
ı. Le besoin apparaît alors comme la raison suffisante de sa
sfaction et l'insurgé affirme, contre les lois mêmes, le droit de
istence nue. A partir de la revendication d'un minimum vital
débouche donc sur une exigence radicale, qui dépasse tout
ectif particulier, qui est devenue revendication totale de
main. Dans l'échec, la radicalisation est immédiate; mais
s'amorce aussi dans le succès. Au moment où les canuts crurent
r obtenu le tarif, leur revendication s'engrossa d'elle-même :
itôt ils envisagèrent de descendre dans la basse ville pour
ayer le tarif »; ils commencèrent à parler d' « association
rière », de la « création d'une caisse de secours » etc...; c'est
n fait, l'exigence la plus modeste porte en elle celle d'un chan-
ent absolu; le canut veut du pain et du travail : ce dépasse-
t se projette vers un autre, à l'infini.

s premières luttes ouvrières ont créé à travers leurs hésita-
et leurs audaces la possibilité d'une authentique prise de
ience. Entre la pratique concrète de ces luttes et la pratique

consciente des partis organisés, il n'y a pas d'hiatus. La théor
peut saisir les masses parce que les masses inventent elles-mêm
dans l'action ce qu'elles apprendront plus tard; elles se radicaliser
à travers les insurrections, les grèves, le chômage, les massacre
de sorte que la théorie ne leur vient pas du dehors, mais qu'il y
engrossement réciproque de la théorie et de la pratique. Il suf
qu'une lutte soit concrète, qu'elle épouse la résistance du mond
pour posséder une dimension que la politique révolutionnai
elle-même aura à sauvegarder; un processus réel de libération,
aveugle et limité soit-il, est bien plus fécond qu'une revendicatio
programme, qui pose des idées et des valeurs coupées des objecti
concrets et des hommes qui les poursuivent; quand l'opprimé, da
l'urgence de son besoin, n'a même plus la possibilité de pos
des fins, quand il se trouve acculé à réclamer du pain et du plom
il passe à un radicalisme absolu : répudiant valeurs et principes,
découvre sa liberté dans le mouvement même de sa libération. A
contraire, le théoricien qui projette des fins en dehors du process
d'émancipation, en dehors de l'histoire, débouche sur du vid
vouloir la liberté, séparée de la pratique libératrice, c'est, comn
le dit Marx, poser la liberté « dans les forêts vierges teutoniques
« La liberté de l'homme ne diffère plus alors de la liberté du sa
glier. » La négativité enveloppe ce qu'elle dépasse : en cela consis
sa richesse; au contraire, quand on se propose d'avance un idé
positif, celui-ci n'est soutenu que par la pauvreté d'une imagina
tion individuelle, et il ne saurait trouver de place dans la plénitu
du monde. Il ne s'agit alors que d'une nouvelle mystificatio
une utopie qui détourne l'homme de la réalité au lieu de lui fourn
les moyens de la changer.

On voit bien le contraste entre ces deux attitudes chez u
homme comme Cabet, qui adopta tour à tour l'une et l'autr
Tant que, comme l'écrit Marx, il se bornait à dire ce qu'il ava
sous les yeux et à s'en faire l'organe, Cabet, porte-parole de l
classe ouvrière, collait au réel et inventait des formes de lutte q
ne désavouerait pas aujourd'hui un militant communiste. Quan
par exemple en 1848 les groupements ouvriers décident de s
réunir, deux thèses s'affrontent. Cabet et les collectivistes de l
Société du Luxembourg veulent une représentation des ouvrie
de chaque profession. Au contraire les idéalistes et conservateu
buchéziens se moquent de la représentation par profession et inv
quent seulement la « défense des intérêts généraux des travai

PHOTO 6.





PHOTO 8.

rs ». Cette abstraction ne peut aboutir qu'à affaiblir et bientôt éantir chaque revendication particulière. Le radicalisme est du é de Cabet; à ce stade de la lutte, les maçons n'ont pas à se icier des intérêts des typographes, et inversement : ils n'ont qu'à ler d'eux. Ce n'est pas au moment où des revendications com-ncent à s'exprimer qu'on doit se soucier de l'intérêt général : a revient à les tuer dans l'œuf, à les supprimer au profit des es « sur l'organisation sociale » d'une poignée d'ouvriers d'élite, ıvaincus de parler au nom de tous parce qu'ils ne parlent de sonne en particulier. Ces buchéziens, si chers à Cuvillier, à lléans, à tous les historiens réactionnaires du mouvement vrier et aux fervents du syndicalisme d'élite, devinrent d'ailleurs s rapidement des traîtres exemplaires : contre la classe ouvrière s'allièrent à la bourgeoisie et on les trouve toujours du côté de répression.

Dans ses écrits polémiques, dans son activité comme chef de rti, Cabet est radical; se situant au niveau de la pratique ıcrète, il saisit chaque homme d'un point de vue totalitaire, ravers sa condition matérielle, et dans la lutte qu'il mène acti-ment pour la dépasser; il reconnaît à celle-ci la dimension inie que lui confère l'entreprise infinie de la négativité. Lorsque, contraire, il se met en vacances et s'en va fonder en Icarie la Cité s fins, la métamorphose est saisissante. Il s'évade du monde nné, il en oublie la plénitude, il oublie le prolétariat revendicant, :if, et ce mouvement d'auto-organisation dont il était le porte-role : il devient le berger papelard d'un troupeau humain passif. la richesse de la réalité, il substitue la science qu'il tire de son rit et sa nécessaire pauvreté. L'Icarie se situe hors de l'univers : ɔet la coupe de ses environs immédiats, c'est-à-dire du continent éricain; il fait venir de France les machines qui lui sont néces-es. Elle se situe aussi hors du temps : la colonie travaille seule-ıt à s'entretenir, elle ne projette aucune expansion, aucun avenir cret; le moment de l'industrie y est figé; et du fait qu'aucun assement objectif n'est permis à l'homme, celui-ci se trouve t entier borné; il est saisi comme un être fini dont le contenu une fois pour toutes arrêté : c'est dire qu'on en revient à l'iden-r avec une nature donnée; ses besoins, loin d'être à eux-mêmes ison d'une revendication et d'une conquête, ne font qu'exprimer ivement cette essence : ils doivent être légitimés du dehors, par ɔrincipes. Cabet invente un principe correspondant à chaque

besoin et au lieu de songer à les développer, les réprime : il prêch
l'ascétisme; l'impossibilité de satisfaire les besoins s'accompagn
d'une éthique de la frugalité. C'est le sens des inscriptions gravée
dans le réfectoire de Nauwoo : « Le travail est un devoir impos
par la Nature. Il faut manger pour vivre et non vivre pour mange
L'Homme ne se nourrit pas seulement de pain mais encore d
Doctrine. La pudeur et la décence sont la plus belle parure de
femmes. Pas de tabac! » etc... Cette morale abstraite abouti
somme toute, au respect des dix commandements : toutes le
bergeries en arrivent là, et y demeurent. Leur misère idéologiqu
découle nécessairement de leur irréalité. Se séparer du mond
arrêter l'action matérielle de l'homme et l'homme même, c'es
remplacer la vraie négativité par une positivité fausse qui s
résout en néant.

Ces exemples suffisent à nous indiquer entre quels pôles extrême
oscillèrent d'abord les luttes ouvrières; certes à travers les insurrec
tions sans lendemain et les rêveries utopistes, une conscience d
classe s'est peu à peu formée; chaque génération gardait la mémoir
des efforts, des échecs et des rares victoires des générations précé
dentes : les prolétaires de 1871 se rappellent la grande trahiso
bourgeoise dont leurs pères ont été victimes en 48. Le mouvemen
ouvrier n'a cependant conquis son unité qu'à partir du momen
où il s'est incarné dans des syndicats et des partis; c'est alor
seulement qu'on peut parler d'une véritable pratique de gauche
elle s'incarne dans une stratégie et une politique, c'est-à-dire qu'ell
s'applique à prévoir l'avenir et à mordre sur lui. Mais elle n'oubli
pas qu'elle part de la revendication de l'homme du besoin et qu
celle-ci se définit au présent. Elle nous propose l'image d'un rap-
port non pas horizontal, mais vertical entre l'homme et le monde
elle rejette le mythe d'une histoire au développement harmonieux
d'un progrès s'engrossant de lui-même, mais saisit l'homme à
chaque instant comme écrasé par le poids des choses, écrasé pa
le poids du présent; car l'homme du besoin, qui saisit dans la
détresse « la pleine réalité de l'inhumain » sait qu'il n'a pas
d'avenir : l'oppression se traduit précisément par cette impossi-
bilité concrète de tout dépassement; la revendication de l'opprimé
n'attend pas que l'avenir lui donne un sens : elle le trouve dans
l'urgence de sa situation. Ceci implique que le sens de l'histoire
puisse être déchiffré dans le présent même, que l'histoire à tout
moment accompagne l'homme dans sa lutte et marche à son pas.

histoire n'est que l'activité de l'homme poursuivant ses propres »

ne politique de l'émancipation humaine obéit donc à une ble consigne; faire face aux exigences de la situation présente en amorçant un dépassement ultérieur; elle part de la condi- actuelle des hommes pour leur ouvrir un avenir aux possi- és illimitées; il en résulte que non seulement elle n'est pas ntée d'avance vers la poursuite d'un idéal préfabriqué, qu'elle herche pas à réaliser un « Programme » : elle invente à neuf fins au cours de l'action; mais encore elle ne saurait épouser ligne idéale, fixée une fois pour toutes. Il y a certes une unité a pratique, mais dans la discontinuité. Elle se propose une e infinie, à travers des projets concrètement définis au sein 'actualité présente : ceux-ci ne s'engendrent pas les uns les es de manière à dessiner une courbe continue. L'entreprise homme — individu, parti ou classe — sur le réel, est toujours tée dans l'espace et le temps; et au fur et à mesure qu'elle rme, le monde change d'une manière qui dépasse toutes les isions, qui parfois même les dément. Un parti qui veut coller éel est donc obligé d'inventer sans cesse à neuf une ligne tion, reniant parfois celle qu'il avait commencé de suivre; il eurte à d'autres problèmes, à d'autres résistances : la praxis s'ouvrir d'autres chemins. On ne tourne pas autour d'un axe indiquant un objectif immuable : l'objectif lui-même varie; t sans cesse recréé à partir des revendications présentes des imés et des possibilités concrètes qui s'ouvrent à eux.

est cette discontinuité qui est à la source de ce qu'on appelle entatives déviationnistes; la politique de gauche doit à chaque ant concilier à neuf l'exigence du présent et le principe régu- ur de la tâche infinie : elle est sans cesse menacée d'oublier ou l'autre [3]. Le gauchiste, c'est, en gros, celui qui méconnaît oids actuel du monde donné : il veut atteindre sa fin tout de , sans tenir compte des circonstances concrètes qui contre- nt cette volonté; ou au contraire — tel le trotskyste qui refu- de participer à la résistance, par crainte de servir l'impéria- anglo-américain — il craint que la lutte présente n'altère reté de la « fin » qu'il situe dans un avenir arbitrairement

Il suffit qu'elle soit une pratique pour que la déviation — de droite gauche — apparaisse comme sa tentation permanente.

défini. Dans les deux cas il y a un même sectarisme : l'idée de
fin est préférée à son incarnation, on la pose inconditionnelleme
au lieu de la saisir et de l'engendrer à travers les résistances
donné. Il s'agit toujours d'un refus de l'histoire.

La déviation symétrique, c'est celle qui consiste à oublier, p
soumission au présent, la tâche infinie. Le « droitier » tombe da
l'opportunisme : le sens de la pratique se perd dans une pratiq
limitée à l'instant, coupée de son avenir. Tel est le problème qu
à résoudre par la tactique quotidienne une politique de gauche;
n'existe pas à priori une ligne exacte qui tiendrait le milieu ent
les déviations gauchistes et droitières : la discontinuité de la pr
tique traduit la nécessité d'une critique constante grâce à laque
un écart se corrige en même temps qu'il se dévoile. On pe
appliquer à la politique de gauche ce mot par lequel Alain dé
nissait la perception : elle est « rêve et réveil ». Au cours de cet
perpétuelle invention, il est impossible d'éprouver la vérité d'
projet sinon en ébauchant sa réalisation. L'important, disait
substance Lénine, n'est pas de ne jamais se tromper : mais
réparer à temps ses erreurs. La droite s'imagine que la gauc
« manœuvre » avec machiavélisme, qu'elle « tourne » les difficult
que lui oppose la réalité, de manière à accomplir un plan préconç
à cette notion de tournant il faut substituer l'idée d'une critiq
permanente s'exerçant au niveau du présent, dans la perspecti
d'un avenir qui sans cesse se recrée.

A la lumière de ce qui précède, on voit se dissiper d'autr
confusions que la droite s'applique à entretenir. La droite enferm
la gauche dans la poursuite d'un objectif limité et se targue
viser plus efficacement le même but. Mais lorsque M. Pineau pa
exemple caractérise la gauche par sa « sensibilité à la souffran
humaine », il manifeste précisément qu'il n'est pas un homme
gauche; l'opportunisme, le paternalisme, le pseudo-réalisme d
technocrates de l'abondance revendiquent volontiers le slogan
pitié pour les hommes! Cet humanitarisme sentimental ou déma
gogique n'a rien à voir avec une pratique de gauche : la souffran
n'est que la conséquence d'un régime que la gauche veut sap
à la racine; il faut non pallier les malheurs qu'entraîne le cap
talisme, mais supprimer celui-ci. L'idée même d'atteindre un
fin identique par des moyens différents est absurde : un résulta
n'est jamais outre chose que la totalité du processus qui l'
engendré. La volonté de la gauche ne saurait être détachée d

ction dans laquelle elle s'accomplit : elle n'assigne à la pratique cun but qui lui soit extérieur. Exigeant au présent l'émancipa- on d'une certaine classe, elle ouvre par là aux hommes des possi- ités qu'elle ne définit pas d'avance; la vérité que l'homme nquiert en se libérant est sa propre création : la gauche ne lui opose pas de modèle. Certes, elle projette dans l'avenir les idées Bonheur et de Liberté; mais elle ne les considère pas comme s fins en soi, séparées de la pratique qui les réalise; elles n'ont s un contenu qui serait d'avance positivement arrêté : ce sont plus des principes régulateurs qui se façonnent au cours de tte pratique même qu'ils orientent. A aucun moment la gauche peut donc confronter son action avec un idéal préfabriqué : elle nterdit les inventaires et les bilans; elle saisit l'homme non nme avoir, mais comme manque. C'est la droite qui reprend à ı compte les changements que la gauche lui a arrachés. M. Pleven, i occupe dans la société d'aujourd'hui à peu près la même place e naguère M. Falloux, ne remet pourtant pas en question la urité sociale et les congés payés [1]; la gauche quant à elle ne se ntente jamais d'entériner l'état de choses donné : ses conquêtes servent indéfiniment de tremplin. Cela ne signifie pas qu'elle se soit pas enrichie au cours de son histoire. La pratique des rtis ouvriers contemporains est infiniment plus riche que celle s canuts lyonnais : elle s'est enrichie avec l'enrichissement même monde, qu'à chaque instant elle dépasse et qu'elle enveloppe ns ce dépassement.



Parce que le prolétariat incarne le mouvement réel de la néga- ité et que, seul à vouloir détruire la racine de toute exploita- n, il est la classe de l'émancipation humaine, la gauche trouve ı vrai visage et sa réalité dans la pratique concrète des ouvriers lutte. Mais elle rallie aussi des hommes qui n'appartiennent pas prolétariat : trop profondément mystifiés, trop prisonniers toutes les « formes de sécurité et d'assurance privée » dont lait Marx, pour être au départ capables de radicalisme et reprendre avec leurs seules forces une action révolutionnaire, peuvent éprouver dans leur vie le poids de l'aliénation et entrer,

Il est évident qu'il ne le *peut* pas; si la classe ouvrière était matée, upart de ses conquêtes lui seraient arrachées.

pour leur compte personnel, en révolte contre le monde constitué. Les révoltes de la bourgeoisie contre elle-même sont aussi vieilles qu'elle : comme telles, elles indiquent la réalité permanente d'une aliénation fondamentale. Mais les « hommes révoltés » de la bourgeoisie ne passent à la gauche que si ces révoltes sont menées à leur terme, autrement dit, que si l'existence même du prolétariat et de ses luttes les dévoile dans leur vérité la plus profonde et, pour ainsi dire, les remet en place. Il n'est pas question d'établir une plate identification entre la lutte du prolétaire qui combat pour la satisfaction de ses besoins matériels et la révolte du bourgeois, aliéné aux biens matériels. Mais, de même que l'entreprise prolétarienne tend à libérer l'homme de toutes ses chaînes, de même le bourgeois ne peut se libérer des siennes qu'en reconnaissant que sa situation tout entière est, en son fond, celle d'un homme aliéné.

Le caractère totalitaire de l'aliénation vaut pour lui comme pour le prolétaire : c'est seulement lorsqu'il est parvenu à une telle prise de conscience que le bourgeois découvre dans sa situation même toutes les raisons de vouloir totalement se délivrer. Peu importent alors ses points de départ : ses révoltes, au lieu de rester figées et posées dans leur particularité, se radicalisent et il est amené à rejoindre les positions politiques du prolétariat : la lutte du prolétaire est devenue sa propre lutte.

Les conditions des « membres actifs » de la bourgeoisie, celle de ses idéologues, et celle de ses parias — les prolétaires en faux-los — diffèrent profondément entre elles ; on va examiner les difficultés singulières que rencontre en chaque cas le processus de désaliénation. On verra ensuite à quelle position théorique et pratique adhèrent tous ensemble les hommes démystifiés qui constituent la gauche.

Tant par leur recrutement que par leur mode de vie, la majorité des tertiaires — vendeurs, employés, bureaucrates — qui touchent à peu près les mêmes salaires que les ouvriers, sont les victimes nées du mensonge idéaliste. Ils se veulent intégrés à la classe dominante, participant à ses valeurs et revêtus de la dignité qu'elle confère à ses membres. Mais comme ils ne peuvent manquer d'apercevoir que les mérites et la puissance de l'homme bourgeois dépendent étroitement de sa richesse matérielle, que celle-ci est le seul critère effectif de reconnaissance, ils sont finalement

ntraints de taire la seule chose dont ils soient sûrs : leur propre alité matérielle, leur pauvreté, leur misère. La reconnaître, effet, c'est avouer qu'ils sont indignes d'appartenir au monde main. La matérialité devenue pour eux la honte suprême, ils mploient avec zèle à la nier et gardent sur les moyens de leur e le secret le plus absolu. Les oppresseurs remportent ainsi la us définitive de leurs victoires : ils obtiennent la complicité des primés. L'employé, qui reçoit généralement son salaire sous veloppe, entérine le secret, soit en passant sous silence le chiffre ses ressources, soit en l'exagérant; dans son train de vie, il pplique avant tout à « sauver les apparences », c'est-à-dire qu'il erche à apparaître autre qu'il n'est (sa profession même l'exige, est obligé de consacrer une grande partie de son budget à abiller avec décence). Bref, perpétuellement contraint de faire preuve de sa légitimité, il est amené à considérer comme illé-ime tout ce qui constitue sa réalité; pour n'avoir pas été recon-es sur le seul plan où elles puissent être comprises, avec leur nification humaine et sociale, l'illégitimité et l'exclusion réelles l'opprimé vont se retrouver à un niveau infiniment plus profond : tte fois, ce sont ses besoins eux-mêmes qui sont sacrifiés ou ssés sous silence, un étrange péché originel le ronge jusque dans n for intérieur, s'installe au cœur de ses exigences les plus simples les plus immédiates. Faute d'admettre qu'il est dépouillé des yens de sa vie, il se dépouille de sa vie elle-même.

Respectueux et honteux, aliéné dans les dignités, le prolé-re en faux-col n'est pas nécessairement un résigné : incapable ffirmer les droits *de* l'existence nue, il est convaincu au contraire posséder des droits, des titres *à* l'existence et il proclame dans ressentiment que la société ne leur fait pas justice. Il revendique, n pas cette reconnaissance fondamentale d'homme à homme, i se réalise dans l'acceptation de la matérialité, mais à travers série infinie des médiations bourgeoises, la reconnaissance que pair doit au pair. Sa revendication est radicalement dépourvue niversalité : répulsives, exclusives, corporatives ou raciales, exigences se définissent en tous les cas dans les cadres d'une isée restitutive; elles débouchent à la limite sur les mythes bouc émissaire.

Originellement soumis à l'idéologie et à la pratique bourgeoise, t occupé à se masquer l'oppression qu'il subit, « l'homme lconque » est donc fort éloigné de l'attitude révolutionnaire.

Cependant aucune mystification ne saurait abolir le poids du réel lorsque l'oppression se fait plus violente, lorsque le prolétariat appelle à lui ces opprimés respectueux et les presse de se joindre à sa lutte, il arrive que ceux-ci assument enfin leur véritable condition. Le 8 juin 1936, par exemple, les dix mille employés des grands magasins cessèrent le travail; sur les portes qu'ils venaient de fermer, ils affichèrent sans commentaire quelques-unes de leurs feuilles de paye; se solidarisant avec les grèves ouvrières, ils renonçaient soudain à l'univers empoisonné de la honte et du secret; ils entérinaient l'exclusion dont ils se savaient frappés et ils parlaient enfin d'eux-mêmes dans leur vérité : ils acceptaient leur matérialité. Ils ont posé à cet instant que le salaire d'un homme ne concerne pas un secteur particulier de sa vie, mais le constitue tout entier : le salarié n'est rien d'autre que son salaire. Par ce passage à l'objectivité, ils accédaient concrètement à l'universalité : chacun d'eux en revendiquant pour soi le droit de l'existence nue le revendiquait pour tous.

Les tertiaires, les petits bourgeois dont on vient de parler sont des exploités : on comprend qu'ils soient amenés à se solidariser avec le prolétariat. Il peut sembler plus étonnant que des membres de la classe exploitante, des bourgeois matériellement privilégiés, épousent la lutte contre l'exploitation. Le fait est — nous l'avons indiqué déjà — que le bourgeois a d'authentiques raisons de se solidariser avec la classe révolutionnaire. Lui aussi, il est un homme aliéné. Le bourgeois se laisse complaisamment prendre aux mystifications forgées par sa classe, du fait qu'il possède réellement les choses auxquelles il s'aliène; il éprouve l'aliénation, dit Marx, comme sa propre puissance et y trouve fallacieusement l'apparence de l'humanité. Aussi, tandis que le prolétariat veut se supprimer en tant que classe, la bourgeoisie dans son ensemble cherche à maintenir sa particularité. Elle croit en même temps pouvoir idéalement y échapper; du fait que la classe dominante se prétend classe universelle, elle est en mesure de jouer sur deux tableaux : tantôt le bourgeois valorise sa particularité et réduit l'Homme au bourgeois, tantôt misant sur l'universalité, il se déclare Homme et non bourgeois. Cependant on ne saurait dépasser idéalement une situation concrète : le bourgeois n'accède pas à l'universalité, sa condition le mutile et le travestit; l'apparence de l'humain n'en est pas la réalité. « La pression de l'inhumain domine universellement », dit Marx;

il remarque : « Ceci vaut aussi pour le capitaliste. » Le bour-
ois qui prend conscience de ces vérités comprend qu'il ne saurait
libérer qu'en refusant sa particularité sur le terrain concret de
pratique.

Ce processus de libération n'est pas plus idéaliste chez le bour-
ois que chez les autres hommes : il est aliéné lui aussi au niveau
sa vie matérielle, et c'est à ce niveau seulement qu'il peut se
livrer. Les contraintes qui pèsent sur lui l'atteignent dans ses
soins mêmes. Puisqu'on ne peut se soustraire à une oppression
rticulière qu'en se libérant tout entier, il suffit de se révolter
ntre un seul interdit, un seul asservissement : si la révolte est
dicale elle devient nécessairement totale. La bourgeoisie réprime
rticulièrement le besoin sexuel; aussi le trouve-t-on à la source
maintes révoltes bourgeoises contre la bourgeoisie; la plupart
s'élèvent pas au-dessus d'une revendication individualiste
anarchiste; cependant dans sa sexualité comme en chacune de
s fonctions vitales, l'individu est tout entier engagé : s'il en prend
nscience, il découvre à travers les tâches qu'on lui impose et
privations qu'on lui inflige, sa radicale aliénation. Chez George
ns, par exemple, la revendication sexuelle débouche immédia-
ment sur une revendication sociale.

Dans les autres domaines, la morale bourgeoise est moins rigou-
use; cependant elle n'accepte jamais le besoin dans sa nudité;
e le brime, l'amplifie ou le défigure. Les oppresseurs mettent
x-mêmes en pratique l'ascétisme qu'ils prêchent aux opprimés
n de disqualifier le besoin et de nier son importance : on lui
corde juste ce qu'il faut pour dissimuler son existence. Cet
gélisme ôte aux choses toute leur saveur; s'il veut retrouver le
ût des « nourritures terrestres », Gide est obligé de demander
grandes soifs du désert de restituer son prix à un verre d'eau
îche : mais seuls quelques privilégiés sont en mesure, par des
ours compliqués, de rendre au besoin une simplicité aussi
teuse que celle d'une robe de Dior. Cependant, passant sous
nce ou déguisant le moment où le besoin s'assouvit, la bour-
isie accorde une entière importance aux moyens de le satis-
e; le besoin s'amplifie démesurément à travers des raffinements
itement liés à sa sublimation par la cérémonie : les bourgeois
norent les uns les autres et se valorisent eux-mêmes par la
catesse des repas auxquels réciproquement ils se convient,
gance des vêtements qu'ils exhibent, le luxe du décor dans

lequel ils vivent; d'où leur effort pour « vivre au-dessus de le condition » ou pour raffiner indéfiniment sur celle-ci. Des me exquis, des vins rares, l'amateur ne veut connaître qu'une sor de spectre éthéré : il les apprécie esthétiquement, ses papill mêmes se font pure spiritualité. Il n'empêche que le souci de nourriture, de la toilette, de l'ameublement, bref des circonstanc matérielles de sa vie occupe presque entièrement le bourgeoi On comprend que cette servitude qui se dénie toute finalité so vécue dans l'ennui. Mascolo a justement indiqué que l'ennui, l'existence aliénée se découvre non comme puissance mais comm néant, peut être à la source chez le jeune bourgeois d'une conve sion révolutionnaire. Marx a écrit : « La richesse ne connaît réalisation des facultés humaines qu'en tant que réalisation son néant, de son caprice, de ses idées abstraites et bizarres. Il y a une vérité dans le mythe de « la pauvre petite milliardaire toutes les résistances des choses étant abolies, leur présence mêm déguisée, la vie quotidienne ne saurait être meublée que de caprice et d'abstractions, c'est un abîme de vide. Certes, rien de plu écœurant dans la bouche du riche que la maxime : « L'argent n fait pas le bonheur »; mais si un homme éprouve sincèrement s richesse comme un malheur, c'est là une base concrète sur laquell étayer le refus des privilèges.

L'aliénation aux choses ne s'éprouve pas seulement dans l'ennui elle entraîne une séparation des hommes entre eux qui vou chacun à la solitude. « Chaque personne est bien seule », a di Proust; il résumait ainsi non la condition humaine, mais la condi tion bourgeoise. Au niveau de la jouissance, l'individu est enferm dans son immanence : même s'il met en commun avec d'autr sa solitude au cours de fêtes ou de cérémonies, il reste séparé. E outre, la possession de la chose se donne toujours comme un charge : elle absorbe tous les soins qu'on prend d'elle; l'entretie d'une maison ou d'une garde-robe n'établit aucune communica tion avec autrui. Le travail même du capitaliste retombe e chose : dans un régime basé sur la concurrence, les entreprise ne sont pas solidaires, le but est pour chacun son propre profit Il arrive que des bourgeois, surtout quand ils avancent en âge s'étonnent de la vanité d'une telle fin : pourquoi ai-je tant tra vaillé? se demandent-ils avec regret. Pour camoufler cette absur dité, ils s'inventent une transcendance, en recourant soit à des illusions spiritualistes, soit à un mirage d'intégration : mais dans

e monde capitaliste, famille, nation, société sont fondées sur des ntérêts privés qui les divisent. La reconnaissance des bourgeois entre eux, à travers rites et dignités, n'a qu'un sens négatif : on définit des principes d'exclusion; mais aucun lien réel n'unit es membres d'un club, les habitués d'un salon, ou les chevaliers le la Légion d'honneur. En vérité, la seule communication concrète est celle qui s'opère sans médiation dans une entreprise commune; nais une entreprise se définit au niveau de ses moyens : des bourgeois peuvent bien se liguer dans une action économique, politique, nilitaire, ils sont complices, jamais solidaires parce qu'ils poursuivent au sein de leur séparation une fin ou purement illusoire — le bonheur de l'humanité par la prospérité — ou seulement négative : faire échec au prolétariat. C'est là la seule vérité concrète le leur action : mais elle se résout encore en une volonté de séparation. Les bourgeois qui défendent ensemble la bourgeoisie veulent maintenir la particularité de leur classe et leur singularité ndividuelle. Un bourgeois qui a découvert la vanité d'une existence solitaire, qui voit dans la particularité une mutilation, choisira nécessairement de s'arracher à sa classe.

La psychologie capitaliste se refuse à comprendre une telle démarche parce que, du fait que le capitaliste est aliéné à la chose sous sa figure la plus abstraite, l'argent, il confond l'intérêt économique avec un véritable intérêt humain; mais il faut concevoir l'existence en terme de possession pour accepter cette confusion; alors l'intérêt de l'exploiteur est évidemment de perpétuer l'exploitation. S'il s'aperçoit que l'avoir est en fait une limitation de l'existence, que l'apparence de l'humain à laquelle il accède par l'aliénation n'est rien de plus qu'une apparence, alors le bourgeois découvre en soi un manque qui rejoint celui du prolétaire. Tout bourgeois lucide devrait souscrire à cette parole d'un jeune écrivain bourgeois : « Tout ce qui est humain m'est étranger. »

Comme Marx l'indique, ce sont surtout les intellectuels bourgeois qui opèrent cette conversion. La droite impute leur attitude au ressentiment et à l'envie : il est pourtant facile d'en saisir les raisons positives. Toute pensée prétend à l'universalité et veut mordre sur la réalité; l'intellectuel authentique, celui qui se reconnaît dans son opération, c'est-à-dire dans sa pensée, coïncide avec cette exigence : il se veut homme universel, le même que tous, solidaire de tous, et il le veut réellement. La pensée n'existe que par la réalité qu'elle dévoile; tandis que le bourgeois déréalise

le monde, un homme qui pense s'ancre dans la réalité aussi solidement qu'un homme du besoin. Vouloir réellement communiquer avec les hommes réels, c'est le vouloir pratiquement, ce qui entraîne une prise de position politique : l'intellectuel se range aux côtés de la classe universelle. Le rôle de l'intellectuel bourgeois, c'est d'être un marchand d'illusions; certains s'aliènent dans leur marchandise et s'y attachent plus fanatiquement que les bourgeois eux-mêmes; mais d'autres apprécient à leur juste prix les idées et valeurs dont ils connaissent par expérience les secrets de fabrication; ils n'y voient que des fumées. Ceux-là savent qu'en aucun cas la vérité ne pourrait être à droite, parce que la vérité est la même chose que la réalité, à laquelle une pensée aliénée tourne nécessairement le dos.

Dans la façon dont un prolétaire, un tertiaire, un bourgeois, un intellectuel se rallient à une politique de gauche, il y a évidemment des différences; le prolétaire qui refuse le monde donné à partir d'un manque radical de l'humain, se méfie plus ou moins des hommes dont les motifs sont autres que les siens. Le tertiaire en effet est susceptible de se laisser reprendre par l'appât de la respectabilité bourgeoise, le bourgeois de confondre à nouveau l'apparence de l'humain avec sa vérité, l'intellectuel d'accorder à de pures idées trop de réalité. Pourtant la pratique démontre qu'un fils de petits bourgeois comme Togliatti peut être aussi authentiquement révolutionnaire qu'un fils du peuple : seule la pratique témoigne de la profondeur d'un engagement. Il arrive même que des hommes viennent à la gauche par moralisme idéaliste ou par convictions religieuses : s'ils travaillent concrètement à supprimer le régime d'exploitation, ils deviennent véritablement des hommes de gauche. Mais ceux qui prétendent épouser la cause des exploités ne le font vraiment que s'ils refusent l'oppression *avec* eux et non *pour* eux, en dehors d'eux. Un groupement qui déclare en substance : « C'est au parti communiste de se définir par rapport à nous, et non à nous de nous définir par rapport à lui » [1], n'est évidemment qu'une fausse gauche; au mieux son attitude ne se distingue pas de celle du réformiste qui prétend donner aux hommes une liberté coupée du processus de libération. Les éléments non prolétariens d'une gauche véritable subordonnent leur action à celle de la classe exploitée, non parce qu'ils ont à son égard un complexe d'infériorité, mais parce qu'elle est seule capable

1. *L'Express*, Éditorial.

détruire l'exploitation à sa racine. Il n'est pas question que la ırgeoisie se supprime en tant que classe : seul le prolétariat ıt se supprimer, et il n'y a d'autre manière que l'abolition des sses pour atteindre l'universalité humaine concrète. Une ıche qui ne reconnaît pas comme pivot central le parti commu-te n'est qu'une droite camouflée.

La pratique qui définit concrètement la gauche est corrélative ıne certaine idéologie impliquant dans le rapport privé qui e chaque homme au monde, certaines attitudes fondamentales. a un ensemble de vérités que toute pensée de gauche reconnaît ır telles : c'est ce minimum, tel qu'il se dégage de l'étude qui cède, qu'on va tenter maintenant de définir.

La pensée de gauche saisit le monde comme antiphysis; il béit pas à une fatalité naturelle : des hommes en sont respon-les. La libération de l'opprimé commence au moment où il ı rend compte. Deux femmes de ménage travaillent dans un meuble glacé. « L'hiver est rude », dit l'une. « Les patrons ıt des salauds de ne pas chauffer », dit l'autre. La seconde a ısé la mystification naturaliste et aussitôt son besoin se découvre nme une revendication qui met des hommes en cause. L'homme gauche sait que si la tuberculose décime la jeunesse ouvrière, n'est pas au bacille de Koch qu'il faut s'en prendre : c'est à la s-alimentation, aux taudis. Ce ne sont pas les machines qui utissent l'ouvrier : c'est la cadence de travail qu'on lui impose. ns le monde humain, rien n'est jamais naturel : et moins que t l'homme lui-même. Il est sa propre racine et le produit son produit : non pas une espèce donnée ni une liberté vide et ricieuse; on ne peut le comprendre qu'en le saisissant dans son port aux autres hommes, à travers le régime tout entier. « Nos rreaux nous ont fait de bien mauvaises mœurs », disait Babeuf; ıvait que les fautes des victimes ne s'expliquent ni par une ıre pervertie, ni par une volonté mauvaise, mais sont impu-es à leurs oppresseurs. Les pauvres, les indigènes sont sales, nt les riches et les colons : le fait est qu'ils deviennent propres qu'on leur bâtit des maisons propres. Paresse, inculture, issement, erreur : les mutilations qu'on rencontre chez les oités reflètent les limites objectives de la condition qui leur mposée.

. pensée bourgeoise professe que tout homme trouve en soi

et dans le monde la possibilité d'échapper à ces limites; elle cro à des chances individuelles qui se situeraient aux confins de liberté et du hasard; si le donné est naturel, il y a place en l pour une contingence naturelle : à chacun de profiter de cet indétermination; elle permet au mérite personnel de se man fester : aide-toi, le ciel t'aidera; les meilleurs s'en tirent toujours améliorez-vous. « Enrichissez-vous », disait Guizot. A l'appui cette thèse qui confond des possibilités formelles avec une pri concrète sur les choses, on invoque des cas exceptionnels : aucu interdit n'empêche les ouvriers de se déplacer à travers le mond donc ils ont la liberté de voyager; la preuve, c'est que certai d'entre eux ont réussi à s'expatrier au Canada ou en Australi La notion d'oppression s'évanouit si l'opprimé peut, armé de seule liberté, défier toutes les contraintes. L'homme de gauch justement, sait qu'il ne le peut pas. Ce monde produit, voul dirigé par des hommes, n'accorde rien au hasard; il manifes tout entier et en chacune de ses parties le régime économique su lequel il est fondé : événements et cas singuliers obéissent à nécessité du système. Le hasard même, tel que la société l'organis dans les loteries et les jeux, est une opération concertée dont finalité est claire : c'est une tentative de diversion; de même l primes parcimonieusement accordées au mérite — sous forme d bourses par exemple — tendent à leurrer la classe exploité L'exception doit être appréhendée dans une perspective statistiq et elle apparaît alors non comme démentant la règle, mais comm la confirmant. Émigrer au Canada n'a été une possibilité concrè que pour quelques ouvriers, jeunes, célibataires, de bonne sant et qui se trouvaient là au moment voulu, moment défini p l'ensemble de l'économie mondiale; cette chance — à suppos que c'en fût une — ne correspondait à aucun mérite, et elle n s'offrait qu'à un nombre infime de travailleurs. C'est un sophism que de s'en autoriser pour considérer que les mineurs de Bru par exemple peuvent tous devenir fermiers en Australie, ou mêm pêcheurs à Bandol : ils sont prisonniers des mines et des coro de Bruay. Le nombre des ouvriers qualifiés et celui des manœu vres est rigoureusement déterminé par les besoins de l'industri non par les capacités des travailleurs. Les ouvriers de Lyon q en 1831 refusèrent une embauche basée sur le tirage au so avaient compris que la chance pour chacun d'obtenir du travai c'était pour la moitié d'entre eux la certitude de rester chômeurs

Pour dissimuler à l'opprimé la rigueur de sa condition, donc la érité de l'oppression, la démocratie bourgeoise recourt à une utre mystification, qu'on peut appeler moraliste. Elle pose que personne humaine existe tout entière en chaque individu, evêtue en chacun d'une égale dignité qui le justifie d'exister : les rconstances matérielles de sa vie sont des accidents qui n'attei- nent pas cette essence; qu'il se réfugie donc en celle-ci et il n'accor- era pas d'importance à son salaire, à ses besoins. Le moraliste it cette concession à la matérialité : au-dessous d'un certain iveau de vie, la personne humaine dépérit; ainsi approuve-t-on éguy d'avoir distingué la misère de la pauvreté étant entendu ue celle-ci convient parfaitement à l'homme; on fixera plus ou oins haut le minimum vital : en Amérique on considère que le igidaire et la salle de bains sont nécessaires à l'accomplissement e la personne humaine [1]. Mais de toutes façons celle-ci serait autre ue la réalité objective de l'individu. C'est une mystification à quelle se laissent particulièrement prendre les prolétaires en ux-cols et toute la catégorie des pauvres honteux. Cependant opprimé démystifié sait qu'on ne fait pas sa part à la maté- alité. Pour l'individu, comme pour le monde considéré en tota- té, l'intériorité, ainsi que le pense Hegel, n'a d'autre vérité ue l'extériorité. L'ouvrière qui gagne 25.000 francs par mois t un eczéma chronique en manipulant huit heures par jour les nampoings Dop se résume tout entière dans son travail, sa itigue, son salaire et les impossibilités matérielles que lui assigne elui-ci : impossibilité de se nourrir correctement, de s'acheter es souliers, d'envoyer son enfant à la campagne, de satisfaire es plus modestes désirs. L'oppression n'atteint pas l'opprimé ans un secteur particulier de sa vie mais le constitue en totalité; il 'est pas un homme, plus des besoins : il est entièrement réductible ses besoins. Pas de distance de soi à soi, pas d'essence cachée dans es limbes de l'intériorité : l'homme est dehors, dans son rapport u monde, et visible à tous; il coïncide exactement avec sa réalité bjective. Celle-ci se mesure à ce qu'il peut concrètement, à ce u'il fait; s'il ne peut, s'il ne fait rien, il se définit par cette néga- on : comme un manque absolu de tout. Ce manque auquel il st intégralement réduit, il n'y a aucun moyen de le compenser,

1. On connaît les bases matérielles de cette exigence : l'économie néricaine implique que le prolétariat est un marché ouvert aux baignoires aux frigidaires.

ni par le recours à la vie intérieure, ni par aucune transcendance on ne dépasse pas le besoin, on le satisfait; c'est la seule manière de s'en délivrer. Il s'agit bien là d'une délivrance; tant que le besoin est inassouvi, l'homme est aliéné à la chose dont il manque et par là changé lui-même en chose; condamné à la vaine répétition de journées sans avenir, obsédé par le souci de sa subsistance, il est enfermé dans sa pure immanence, et s'il accepte de végéter ainsi au niveau de la chose, avec l'inertie et l'aveuglement d'une chose, il est une chose sans plus. Le seul moyen qu'il ait de vivre en homme cette condition inhumaine c'est de commencer par y reconnaître son unique réalité : alors il rétablit la distance de la conscience à l'objet et il ébauche le seul dépassement concret qui lui soit possible, dans un refus qui est immédiatement une exigence.

Il faut bien comprendre le sens de celle-ci : le monde est tout entier humain, et c'est sous la figure des choses que l'humain se donne aux hommes. Le manque qui définit l'opprimé est, de façon inextricable, besoin de certaines choses et privation de l'humain; il retrouve l'humain seulement en accédant aux choses et dans la mesure où il y accède. Il en résulte d'une part que les consolations spiritualistes sont une mystification éhontée. Et surtout qu'il ne suffit pas de satisfaire les besoins organiques de l'opprimé pour qu'il cesse d'être un sous-homme : c'est dans l'imminence de la faim, du froid, de la maladie que le manque dont il souffre se révèle à lui avec le plus d'évidence; mais il se perpétue tant que l'exploité se voit coupé des possibilités concrètes ouvertes à l'ensemble de l'humanité; le tort qui lui est fait consiste en effet en ceci : le produit de son travail tombe hors de lui, tout dépassement concret de sa situation lui est interdit, si bien que les possibilités humaines qu'il contribue lui-même à créer ne se donnent à lui que comme ses propres impossibilités. Sa privation ne fait que grandir au fur et à mesure que la société s'enrichit sans lui. Il y a cent ans un homme n'était pas frustré parce qu'il ne pouvait pas voler : un jeune noir américain qui regarde passer des avions et pense : « La couleur de ma peau m'interdit de jamais piloter un avion », subit cette contrainte dans la révolte parce qu'elle vient des hommes et signifie qu'on lui refuse l'accès à tout l'humain. Il y a oppression du moment que cet accès n'est pas totalement ouvert à tous. Ainsi, un opprimé conscient ne s'estimera pas comblé si on se borne à lui donner des choses figées dans

ur pure facticité et qui ne lui livrent pas tout l'humain : même on accepte l'hypothèse d'une abondance universelle au sein un régime d'exploitation, la revendication de l'exploité demeurait entière, car bien logé, bien nourri, il n'en serait pas moins n sous-homme. En vérité, c'est chez l'idéaliste moraliste qu'on ncontre le « matérialisme sordide » qu'il impute à ses adveriires : il estime que l'homme devrait être satisfait dès qu'il atteint n certain bien-être matériel, c'est-à-dire qu'il l'aliène à la chose isie dans son inhumanité. Au contraire la pensée qu'on appelle atérialiste vise dans la chose l'humain; il n'y a pas de limite à revendication qu'elle propose : non, comme le prétend le psychogisme parce que l'homme serait un éternel mécontent, mais arce qu'il s'agit pour lui de rejoindre l'humain, dont il est radilement privé du moment qu'il ne le possède pas tout entier, que l'humain n'en finit pas.

Cette revendication, qu'elle existe sous sa forme la plus modeste a la plus extrême, ne prétend s'appuyer sur rien d'autre que sur le-même; l'homme du besoin, en qui tout l'humain s'est perdu, e saurait invoquer ces droits à l'existence que le bourgeois idéaste exhibe comme des légions d'honneur; il réclame la satisfacon de ses besoins, non au nom d'un mérite, mais au nom du esoin même. Le besoin ne saurait être dépassé, et n'a pas à être gitimé : il est à lui seul la raison de l'assouvissement qu'il exige. e besoin d'une chose, écrit Marx. est « la preuve évidente, irrétable que la chose appartient à mon être, que l'existence de cette .ose pour moi et sa propriété sont la propriété, le propre de on être ». Ce passage à l'illégitimité effraie certaines catégories opprimés : ceux qui souscrivent à l'humanisme bourgeois du érite. Pourtant c'est dans la reconnaissance de sa contingence .ginelle, au moment où l'individu assume ce qu'il y a de plus en lui qu'il dépasse sa particularité et atteint concrètement niversalité : renonçant à justifier son existence, il affirme en et chez tous le droit de l'existence qu'aucune essence ne précède qui ne se fonde que sur soi. On l'a vu : c'est en se saisissant dans utre, comme n'importe qui, que l'opprimé découvre sa réalité ective; inversement : en adhérant à cette réalité, il communue immédiatement avec tous les autres; entre eux s'établit une onnaissance d'homme à homme qui fonde la solidarité de tous. 'est précisément parce qu'elle part des besoins de l'individu , particulier, qu'une révolution sociale possède un caractère

d'universalité », écrit Marx. Le bourgeois mécontent, l'*homm* *quelconque* se plaignent toujours qu'on leur ait fait un tort particulier. Au contraire le prolétaire proteste, selon Marx, contre u « tort en soi », un tort qui lui a été fait « à titre humain » et qu en lui atteint tout l'homme : donc aussi tous les hommes, ave qui il s'identifie.

Pratiquement, la revendication révolutionnaire a aussitôt un dimension universelle parce qu'elle vise le monde dans sa totalit L'individu qui se sait intégralement défini par sa condition n saurait chercher avec elle des acccommodements : il la refuse e bloc, non par un refus intérieur ou idéal, mais en se situant a niveau matériel où la contrainte s'exerce; autrement dit, il fau qu'il la change concrètement; mais elle est constituée au sein d monde, par le monde : l'opprimé en mettant en question sa propr vie s'attaque nécessairement à tout l'ordre établi. C'est dire qu' est acculé à la violence. Tel est le privilège de l'oppresseur parce que c'est lui qui l'a créé, le droit est toujours de son côté c'est l'opprimé qui se situe sur le terrain de l'illégalité. On a v que les ouvriers se sont laissé longtemps intimider par cette légalité truquée; il faut avoir compris le caractère de classe de l'éta bourgeois pour saisir dans les institutions et les valeurs bourgeoises des violences pétrifiées. Sinon, les dés sont pipés de tell sorte que chez les oppresseurs la violence n'apparaîtra jama que comme contre-violence : ce sont toujours les grévistes, le manifestants qui ont commencé; ils ont rompu les contrats, foul au pied la propriété privée, voire attenté à des vies; la contr violence s'incarne dans la police qui est le Droit en chair et en o Mais au moment où le prolétaire s'accepte dans son illégitimit il accepte aussi l'illégalité : la violence est la seule réponse concrè à l'oppression.

De cette riposte, la droite ne retient que l'aspect destructeur; à ses yeux, un révolutionnaire c'est un homme qu'il veut faire sauter le monde à cause des rancœurs qu'il nourrit contre lui. En vérité, le mouvement négatif accompli par la gauche est constructeur : un refus ne s'incarne concrètement que par la création d'une nouvelle réalité. En dépassant les limites que le monde lui impose, l'homme conquiert à la fois le monde et lui-même. Cette conquête est une invention qu'aucune règle ne définit ni ne limite; à partir du moment où il a opéré le passage à l'illégitimité, où il a accepté sa contingence, l'homme s'est révélé comme autonomie absolue :

a volonté est devenue sa raison d'être. Il ne s'agit pas pour lui le rejoindre un règne des fins qui serait d'avance donné : il n'y aucune fin autre que l'homme qui soit plus haute que lui; il st sa propre fin. Selon le mot d'un poète qui fut communiste : L'homme est l'avenir de l'homme. » Parce qu'elle assume ce qu'il y a de plus nu en lui, la pensée matérialiste lui ouvre l'infini les possibilités.

Pour bien comprendre toutes les implications d'une telle attiude, il est utile de la confronter avec les conceptions de l'homme qu'elle contredit : le psychologisme et le moralisme. Ces doctrines prétendent s'opposer; cependant toutes deux sont des essentiaismes, toutes deux postulent et privilégient l'intériorité. La première sert le pessimisme aristocratique que professe volontiers l'Élite : elle affirme que les hommes ne *sont* pas égaux; la seconde mplique un optimisme démocratique : elle soutient que les hommes *sont* égaux. L'une et l'autre considèrent l'homme en dehors de sa situation objective et comme un être donné : et elles e conjuguent pour le mettre en accusation.

Pour le psychologiste, l'homme a tort à priori. Enfermé dans on immanence, coupé de l'objet et d'autrui, ses états de conscience ne font que manifester sa nature qui est originellement pervertie; qu'on considère cette nature dans sa généralité, ou qu'on en défiisse sous le nom de « mentalités » des figures spécifiques, de toute façon l'idéalisme subjectiviste condamne l'individu à l'erreur, l'égoïsme, aux vilains sentiments; l'action des masses se réduit à es comportements absurdes auxquels, seule, une direction venue 'en haut peut imposer un sens humain. L'Élu — qui échappe à malédiction originelle par son appartenance à une caste, à une ace ou par une prédestination singulière — doit gouverner la asse aveugle : il le fera en s'appuyant sur les lois de la psychogie qui constituent la seule vérité des masses.

Le moralisme cependant ne pose pas au départ l'indignité de homme : au contraire, il proclame sa dignité; on le considère on comme une nature, mais comme une personne définie par une mme de possibilités identiques chez tous. Chaque individu est oué de raison, de sens moral, de liberté : on leur adressera donc tous une identique exigence; si l'un d'eux n'y répond pas mme il convient, c'est qu'il trahit son essence, c'est une faute nt il porte seul la responsabilité. Au nom du respect qu'on voue leur personne on reprochera aux Nord-Africains qui s'entr'égor-

gent dans les bas-fonds de Paris d'ignorer l'amour du prochain. Il y a en particulier une forme fort répandue d'anarchisme, qui se prétend de gauche et qui fait le jeu de la droite : c'est celui qui consiste à blâmer l'opprimé plus que son oppresseur. Le bourreau joue son jeu : mais la victime ne devrait pas se laisser faire. Sous prétexte de réalisme on prend pour accordé que les patrons sont des exploiteurs : et on déplore que les ouvriers soient si décevants. En vérité quiconque devant un opprimé s'en prend à sa liberté au lieu de considérer sa condition se désigne comme fasciste : car pourquoi les ouvriers, les Nord-Africains font-ils un si mauvais usage de leur liberté? Il faut qu'il y ait en eux une mauvaise volonté qui nous ramène à l'idée de nature pervertie ou de déchéance spécifique : on aboutit au mépris des hommes et à la théorie fasciste qu'il faut les sauver du dehors.

La gauche cependant saisit l'individu dans sa condition concrète, à travers tout ce qui l'écrase; le dévoilement de cette condition comme conséquence de l'oppression contredit aussi bien l'idée de nature ou de spécificité donnée, que celle d'une liberté inconditionnée cachée au cœur de tout homme. La fiction même de l'intériorité s'explique par la situation objective du privilégié qui n'éprouve le poids du monde ni par le besoin, ni par le travail, et qui a intérêt à se croire secrètement autre que tous. C'est parce qu'il se masque sa propre dépendance à l'égard de l'objet que l'idéaliste méconnaît ce fait élémentaire : le besoin n'est pas un sentiment intime de frustration, mais un rapport objectif à une chose exigée et absente. En vérité, l'homme n'est pas immanence, mais relation au monde et communication avec les autres hommes : et cette relation même est définie par la totalité du monde.

Il en résulte qu'on ne saurait comprendre les individus et les groupes humains que dans une perspective totalitaire : celle-ci rend oiseux les lieux communs du dégoût et de l'ironie qui, particulièrement en France, alimentent la littérature et l'art bourgeois. On s'applique à nous écœurer ou à nous faire rire en nous décrivant par exemple — Céline dans *Mort à Crédit*, Tati dans les *Vacances de M. Hulot* — la façon dérisoire dont les petites gens occupent leurs loisirs dominicaux ou estivaux; mais si nous nous indignons, si nous nous esclaffons, c'est que nous supposons qu'ils ont choisi par médiocrité et sottise leurs divertissements misérables : ces ménagères disgraciées ont décidé délibérément d'ignorer

sabeth Arden et Christian Dior, ces petits employés se vautrent soleil parce qu'ils dédaignent d'escalader le Cervin, de faire ski nautique, de se livrer à ces nobles activités où l'homme se nscende à prix d'or; il est vrai qu'il n'y a pas de barbelés autour Cervin, ni au bord de la Méditerranée, et que les Comète t en vente libre : personne ne défend à M. Hulot de « passer vacances intelligentes »; cela suffit-il à convaincre que omme de petite condition est bas par nature et par choix? Si ıs avons conscience de tous les interdits concrets auxquels se ırtent ces gens qu'on nous incite à mépriser — par manque rgent, de temps, et par suite de la mauvaise organisation iale — ce n'est pas eux que nous mettrons en cause, mais le ime : rien de naturel par exemple dans cette dépendance réci-ɔque des parents aux enfants qui empoisonne les loisirs de tous. ıfrontés à cette notion d'homme en situation, tous les parti-arismes s'effondrent. La droite postule une universalité abs-ite, mais assimile en entier l'individu concret à une particu-ité : race, nation, sexe, catégorie sociale; elle réduit l'homme r à n'être qu'un nègre; si on appréhende au contraire la tota- de sa situation, aucun de ses éléments n'est plus considéré nme une essence : cet homme noir est par exemple un paysan, ɔloité, sous-alimenté; à travers son travail, ses besoins, les :onstances matérielles de sa vie, on découvre l'homme dans son versalité concrète.

ette attitude totalitaire se manifeste également dans le juge-ıt que les individus portent les uns sur les autres. L'homme gauche sait qu'il est impossible de mesurer le poids d'une ression à moins de la subir soi-même; il s'interdit de juger ·ui, c'est-à-dire de faire la part de ses possibilités concrètes les contraintes qui l'écrasent s'il ne partage pas exactement ondition. La louange et le blâme n'ont de sens qu'entre indi-s qui se reconnaissent comme les mêmes, dans une entreprise mune; cette reconnaissance situe l'individu sur un plan où ce qui le différencie tombe dans l'insignifiance : son histoire, tempérament n'interviennent pas dans la solidarité qui le ses camarades; l'idée d'excuses subjectives est à priori refusée ıd des hommes se définissent par une pratique concrète. Peu ·rtent les motivations singulières d'un homme qui s'est conduit raître, en lâche : il s'est objectivement exclu du groupe. peut confronter un individu aux exigences de ceux qui sont

solidaires de lui; son échec, sa réussite, ses fautes se définisse au sein de l'action commune; mais si l'on considère l'homn dans son universalité, il n'est pas question de le juger : il n'y a ri à quoi il soit possible de le comparer. L'idée d'une mesure humain qui serait donnée hors de l'homme, sert le pessimisme intéres de la droite : par rapport à cette norme qu'on situe dans un pas utopique, ou sous un ciel privilégié, ou dans le monde intelligib ou qu'on déchiffre en creux dans la nature, l'homme se définira comme erreur et démesure; on interprète négativement ses at tudes et ses états d'âme : vainement agité, perpétuelleme mécontent, ses projets ne seraient que des fuites, ses amours ses attachements, l'envers de ses haines et de ses ressentiment bref il s'appliquerait sans trêve à se faire autre qu'il ne devra être. La pensée de gauche cependant considère que l'homm racine et avenir de l'homme, est aussi son unique mesure. E pose une sorte de *cogito* pratique, évident et irréfutable; quan un homme dit : « Je n'ai pas assez à manger. J'ai trop de travail il détermine absolument ce qui est assez et ce qui est trop. médecin du *Potemkine* a beau déclarer devant un morceau viande grouillant de vers : « Les hommes peuvent le manger ceux-ci démontrent par leur révolte qu'ils ne le peuvent pas; font ainsi la preuve non — comme le croit le pragmatisme — morceau de viande, mais d'eux-mêmes. Sur tous les plans il fa rétablir l'homme à la source de la vérité. Quand Pascal découv un signe de la folie humaine dans le souci que l'homme a de s avenir, c'est lui qui se montre court : le fait que l'homme soit han par l'avenir prouve que l'avenir appartient à son présent et q Pascal se fait une fausse idée et de l'homme et du temps. Le dés humain dévoile infailliblement le désirable. Ce n'est pas l'homm qui est fou, mais les sagesses qui sont fausses.

Par delà le pessimisme et l'optimisme qui tous deux enferme l'homme dans une nature ou dans un destin et qui posent le mond comme achevé, la gauche fait confiance à l'homme au prése et dans l'avenir; cette confiance n'est pas une sorte de pari aveugl on ne prédit pas que l'homme finira par réaliser une essenc qui lui préexisterait; on affirme qu'il a et qu'il aura nécessaire ment raison parce qu'il est l'unique raison de toutes choses.

Il va de soi qu'une telle attitude implique la prééminenc accordée à l'avenir sur le passé. Le conservateur est par définitio passéiste; il défend ce qui est au nom de ce qui a été; voyant dan

1omme un être limité, il l'aliène à ce patrimoine que constituent s conquêtes humaines en tant qu'achevées et retombées en choses : avenir est un voleur qui le dépouillera de son bien. La droite ige l'avenir non d'après ce que gagnera l'humanité mais d'après : qu'elle va perdre : elle conteste même que cette perte annonce icun gain. Il est facile en effet de railler l'idée de progrès, tel ue le conçoit l'idéalisme bourgeois : une démarche qui rappro-ierait peu à peu l'humanité d'un modèle idéal. Pourquoi l'écou-ment du temps coïnciderait-il avec ce devenir complexe? En ffet. Mais on a vu que la pratique révolutionnaire ne commence as par poser l'utopie : il s'agit pour l'homme de se faire en se bérant; l'aliénation étant un fait humain, l'homme n'a affaire u'à lui-même : lui faire confiance, c'est seulement affirmer qu'il essera un jour d'être autre que soi, que sa vérité triomphera : l'erreur. La droite est incapable de concevoir l'importance d'un el changement, de pressentir la métamorphose que subiraient lors les relations humaines. Quand l'Amérique rêve l'avenir à avers les science-fiction, elle n'imagine l'enrichissement de homme que comme expansion spatiale; il s'annexe astres et lanètes, on ne voit pas ce qu'il y gagne. Tandis que la gauche ttend de l'avenir que l'humanité délivrée commence enfin à vivre ı véritable histoire.

Il n'est évidemment pas question de prédire cette histoire, ni e l'imaginer; impossible de savoir ce que seront les relations umaines dans une société sans classe; d'où il résulte qu'il ne faut as songer à définir positivement un humanisme de gauche. Tout ımanisme réalisé aboutit à poser que l'homme est autre chose ıe l'homme. Puisque l'homme est à soi-même sa racine et sa ıison d'être, on ne saurait le subordonner à un monde de valeurs tué au delà de son existence. L'homme est l'avenir de l'homme : ais c'est précisément un homme à venir qu'il ne faut pas tenter enfermer dans des idées nécessairement utopiques. Le réformisme accompagne toujours d'un « humanisme » parce qu'il saisit ıomme comme avoir; l'attitude révolutionnaire consiste à le ser comme manque : et ce manque débouche sur la perspective une tâche infinie. Du moins sait-on clairement ce qu'elle refuse qu'une société sans classe abolira : toute espèce d'aliénation, ute médiation entre l'homme et l'homme.

La suprême aliénation de l'homme, c'est la propriété. Les urgeois se reconnaissent entre eux à travers ce qu'ils possèdent :

à défaut de biens matériels ils se forgent l'illusion de possessions spirituelles : le passé, avons-nous vu, est considéré comme un patrimoine à travers lequel se définissent la civilisation, la nation, la famille et l'individu qui leur est intégré; l'expérience de chacun, sa culture, sa vie intérieure constituent sa richesse. C'est réduire tous les sens à celui de l'avoir, c'est imposer à l'existence la finitude et la solitude des choses; la propriété sépare les hommes en les limitant chacun à ce qui est son bien; la communication entre eux n'est possible qu'à partir de ce dénuement qui est absence de toute détermination et de toute limite, lorsque l'homme se saisit purement comme faire.

La droite aliène l'homme concret à des abstractions : pour l'homme de gauche l'abstraction n'est qu'un mot; il oppose aux Formes — Civilisation, Nation, Union française, Famille — des individus vivants; la Masse, ce sont à ses yeux des millions d'opprimés de chair et d'os, non une affreuse idole; l'Homme pour lui, selon le mot de Marx « est ce que sont les hommes ». Il sait que les principes formels et les valeurs éternelles ne sont inscrites en aucun ciel : ce sont des armes aux mains de la classe oppressive qui prétend mensongèrement à l'universalité. Le moraliste de droite se plaît à ces discussions oiseuses : faut-il placer le principe au-dessus de la vie humaine? Y a-t-il des principes qui méritent que l'on meure pour eux? Mais, de même que, comme le dit encore Marx, « Personne ne combat la liberté : on combat seulement la liberté des autres », personne ne s'est jamais battu pour la Liberté ni pour le Droit, mais pour certaines libérations définies, pour l'acquisition par certains hommes de certains droits concrets. La morale est une pratique dont le projet infini s'incarne à chaque moment dans des buts finis : on ne travaille pour l'Humanité qu'en luttant contre l'exploitation d'une classe par une autre.

De même, les réalisations humaines intéressent l'homme de gauche dans la mesure où elles servent les hommes et les expriment, non en tant qu'elles constituent un monde inhumain. La raison de la Culture, de l'Art, c'est l'homme et non le contraire.

La droite préfère à l'homme la cérémonie : elle le soumet à des institutions, des rites, des hiérarchies, qui lui communiqueraient une valeur que par lui-même il ne possède pas. La gauche veut que la relation d'homme à homme s'accomplisse sans médiation : c'est ce qu'exprimait le tutoiement des sans-culotte et leur rejet des vieilles politesses; les usages en cours dans les partis ouvriers

aujourd'hui ont la même signification. On a mal compris — en rtie par leur faute — la campagne menée naguère par les anar-istes en faveur de l'union libre : on a cru qu'ils confondaient erté et licence; mais le vrai sens de leur attitude, c'était leur pugnance à accepter sur le plan sexuel une médiation religieuse sociale; ils souhaitaient entre l'homme et la femme une recon-issance immédiate.

D'une manière générale la gauche récuse toute idée de sacré, ute notion de supériorité hiérarchique. Pour indéfinissable e soit la société sans classes, on peut affirmer qu'elle établit tre les hommes des rapports sans médiation.

L'homme de gauche entend avoir avec soi-même de tels rapports. ne se saisit ni dans sa fonction, ni à travers des dignités, des stitutions, des mérites, des distinctions, bref des différences : ais comme n'importe qui, le même que tous; il coïncide avec condition qui le définit objectivement. Parce qu'il assume sa alité, il ne se fuit ni ne se néglige : se saisissant à travers les tres, et saisissant l'autre en lui, il est capable de poser, sans stification préalable, un *je* qui est immédiatement un *nous*; pendant il ne dira jamais *moi*, ce qui serait s'aliéner à l'ensemble ses singularités. L'oubli de soi, que la bourgeoisie considère mme la plus haute vertu, suppose que ce *soi* ait été d'abord nstitué dans la séparation : il implique autant de distance aux tres hommes que l'égoïsme déclaré. La solidarité véritable, le qui est fondée sur l'identité de tous, consiste en ce que chacun concerné par tous, et inversement. Il y a une modestie de omme de gauche qui est aussi éloignée de l'arrogance que de milité et qui peut être considérée sur le plan de l'universel me un orgueil absolu; il se sait conditionné par la totalité monde et il revendique néanmoins sa responsabilité.

l y a à l'horizon de la vie humaine des régions qui tombent s de la pratique : l'homme est né, il mourra, il habite un monde grande partie inconnu et dont il ne possède pas toutes les clés. st faux de croire que l'homme de gauche s'interdise de nnaître ces réalités; il peut craindre la mort et spéculer sur vie, contempler les étoiles et sonder son ignorance. La seule e qu'il s'assigne, c'est de ne pas utiliser la mort, la nature, onnu comme des alibis. Il ne fera pas fallacieusement inter-r dans son attitude pratique ce qu'il découvre en deçà ou au de la pratique. La droite demande à l'Histoire, à la mort,

au cosmos, à l'infini des prétextes pour contester la réalité d[u] présent; mais ni le passé, ni l'avenir, ni le ciel intelligible, ni l[e] néant, ne détournent de la réalité un homme authentiquemen[t] engagé dans la lutte contre le monde donné; c'est à partir d[e] cette présence concrète qu'il spécule, s'il en a envie, sur tout l[e] reste.

Claude LANZMANN.

…n Pouillon.

LA GAUCHE ET L'HISTOIRE

…es peuples heureux n'ont pas d'histoire. Celle-ci révèle en effet … conflits dont le dynamisme transforme la société qu'ils déchirent. …is il serait superficiel de se borner aux seules oppositions que …ent l'historien traditionnel : oppositions de clans pour la …quête d'un pouvoir dont la nature n'est pas remise en cause … cette compétition. Il faut, pour comprendre l'histoire, aller …s loin, jusqu'à l'opposition, radicale même lorsqu'elle est voilée, … met aux prises classe dominante et classe dominée, car c'est … que tente de stabiliser l'organisation sociale. Toute société se …nit en effet par l'ordre qu'elle réussit pour un temps à imposer … conflit fondamental, et grâce auquel elle institutionnalise un …ain rapport de forces, prétendant ainsi fixer l'histoire, bloquer …qui en est le moteur. C'est pourquoi l'ordre social repose en …nière analyse sur la violence et révèle l'aliénation de ceux qui …ceptent comme de ceux qui le subissent. Sans doute l'orga…tion sociale répond-elle à l'effort des hommes pour vivre …mble et en paix, mais, dans le meilleur des cas, cette paix est …re une violence cachée : arrêtée et pour ainsi dire photo…hiée. Ce qu'on appelle l'ordre établi n'est qu'un désordre figé. …e surmonte pas la division des classes, puisqu'il assure la …ination de l'une sur l'autre et l'exploitation de l'homme par …nme. Il ne peut donc supprimer le conflit, puisqu'il maintient …agonisme et n'a d'autre fonction que de le stériliser au profit … oppresseurs. En fait, ouvertement ou sourdement, la lutte … classes a toujours animé les sociétés jusqu'ici connues; c'est … qui les a fait se succéder comme autant d'efforts infructueux … asseoir définitivement une certaine forme d'oppression. Elle … jamais, comme le prétendent ceux qui ont intérêt à défendre …ngibilité de l'ordre, provoquée artificiellement par des …neurs »; elle n'apparaît pas simplement lorsque se désagrège

— pour quelles raisons? — un ordre prétendu naturel, elle est
réalité que cet ordre camoufle et par là même exprime. Aus
suffit-il de regarder autour de soi pour en ressentir la violen
latente ou manifeste.

La réalité de cette lutte assure l'existence objective de la gauch
Celle-ci n'est pas une idée qu'on définirait d'abord abstraiteme
et qui fournirait ensuite un moyen pour s'orienter dans le conf
social, comme si ce dernier devait recevoir son sens du dehors
n'était en lui-même qu'une simple opposition mécanique de forc
aveugles. La signification de la gauche se constitue dans le comb
que la classe opprimée mène contre l'oppression. Les valeu
qu'elle pose, les fins qu'elle veut réaliser se lisent dans la pratiq
révolutionnaire. L'idéologie de gauche n'est pas pour autant u
« superstructure » sans importance propre, automatiqueme
déterminée par la lutte des classes. A le croire, on tom
dans une erreur symétrique de la précédente : dans un cas comm
dans l'autre, on sépare l'idée du réel, et il importe peu qu'o
s'imagine ainsi la valoriser ou la dévaloriser. Ce qu'il faut a
contraire comprendre, c'est que la lutte des classes est par ell
même et objectivement signifiante. Le lien entre cette idéolog
et l'action révolutionnaire n'est à aucun degré, dans quelque se
qu'on le prenne, un rapport de causalité. On peut aussi bien di
que l'idéologie inspire l'action et que les conditions de l'actio
déterminent l'idéologie. En fait, la relation indissoluble qui lie l
gauche à la lutte des classes est analogue à celle qui lie l'homme a
monde dans lequel il vit : la situation dans laquelle il se trouv
détermine son action parce qu'en même temps il détermin
« librement » le sens de cette situation; de même, la gauch
exprime un conflit qui lui préexiste et en même temps en révè
la signification. En somme, la formule « l'existence précèd
l'essence » vaut aussi pour la gauche. La gauche comme pra
tique fonde la gauche comme théorie et comme morale.

C'est donc à partir de la lutte des classes qu'il faut définir l
gauche. Parce qu'elle exprime la situation de la classe exploité
elle est une mise en question radicale de l'ordre établi, elle vis
non à aménager le régime social existant mais à le transforme
décisivement, elle s'oriente immédiatement selon une perspectiv
révolutionnaire. La liberté qu'elle affirme ainsi est celle que le
opprimés découvrent, au plus profond de leur aliénation, comm
volonté de la surmonter. Il ne s'agit pas là d'une faculté méta

hysique : la liberté n'existe pas en soi, indépendamment de toute tuation historique. C'est un pouvoir qui n'est réel qu'en s'exerant dans des conditions singulières et qui ne se révèle que dans et exercice. Ce pouvoir exprime la transcendance de l'homme à égard des déterminations extérieures, mais n'aurait aucun sens ins ces dernières. Il faut, bien entendu, purger cette définition e toute signification religieuse. Ce qu'on appelle ici transcendance e rompt pas les attaches de l'homme avec ce qui l'entoure, mais s éclaire. Elle n'implique aucune référence à un autre monde et e réduit pas au rang d'apparence la réalité extérieure, dont la énitude et, pour ainsi dire, le poids sont indispensables pour que liberté prenne son sens le plus fort. Si l'homme est libre et si la auche le lui affirme au moment même où il se sait exploité comme ne chose, ce n'est pas parce qu'il serait un être a-historique, arce qu'il ne serait pas de ce monde, c'est au contraire parce 'il lui est lié d'une façon originale. La liberté ne saurait être lleurs que dans le rapport de l'homme à la réalité. En affirmant nsi la liberté la gauche ne pose donc pas une valeur idéale au om de laquelle elle se bornerait à juger le monde sans s'y engager. lle dégage, parce qu'elle s'y constitue, le sens de la lutte concrète. e que par là elle affirme de plus important, c'est sa propre possilité au milieu des conflits sociaux. Sa formule décisive ne concerne s tant la morale — il *faut* changer le monde — que la pratique : *peut* le changer. Et c'est précisément parce qu'elle est d'ordre praue, parce qu'elle est une action révolutionnaire, qu'elle possède ssi une valeur théorique. Dire qu'il est possible de transformer tat de choses existant, de forcer l'issue de la lutte des classes, st comprendre la société et l'histoire. La pratique est connaisice et réciproquement. Certes, la pratique implique également e éthique, mais celle-ci, pas plus que la théorie, ne saurait être iée à part. Au surplus, elle est fort simple et il n'est pas besoin dresser un catalogue des valeurs de gauche : prendre conscience pouvoir de l'homme et refuser d'en user, ce serait consentir à iénation. La gauche est le refus de l'aliénation, parce qu'elle est l'expérience. Refus donc, mais non pas négation ou oubli. l'homme soit libre ne le fait pas échapper à l'histoire ni ne le aliène magiquement, d'un seul coup. La gauche n'est pas une testation humanitaire contre la lutte des classes et l'aliénation elle entraîne. Elle en est au contraire l'acceptation résolue et olonté de la pousser à bout. La différence entre la droite et

gauche est que la première se fait une conception statique de l'opposition des classes (il y en aura toujours, dit-elle, et par exemple il y aura toujours des riches et des pauvres, des forts et des faibles) alors que la seconde en est l'expression dynamique et lui donne un sens dans la double acception du mot : une signification et une orientation. La gauche, précisément parce qu'elle est le mouvement pratique de la lutte contre l'oppression, découvre, dans cette activité même, que l'homme ne subit pas l'histoire, mais la fait. Elle ne dit pas simplement que l'homme *peut* être le sujet de l'histoire, elle dit qu'il *l'est*[1]. Encore une fois, il ne s'agit pas d'énoncer une morale abstraite, mais d'éclairer le conflit au sein duquel la gauche se découvre plongée.

C'est également à partir de ce conflit que la gauche conçoit son idéal d'une société homogène, assurant la communication entre tous les hommes. Cet idéal n'est pas une utopie, que la gauche rêverait pour compenser illusoirement l'aliénation subie et qu'elle ne saurait comment réaliser. Loin de contredire une réalité déplaisante, il suppose qu'on la vive totalement. Il consiste sans doute à affirmer que la lutte des classes peut avoir une fin, mais cette affirmation n'est pas un simple espoir dont la gauche se bercerait : elle ne fait qu'un avec l'acceptation du conflit et la volonté de ne pas s'y dérober. La preuve en est que la droite cherche toujours

1. Il faut ici éviter une mystification. Que l'histoire soit faite par les hommes, même quand elle est subie par eux, c'est devenu un lieu commun qui semble ne plus engager à rien. Paradoxalement, cette affirmation de la liberté peut, si l'on n'y prend garde, se muer en une acceptation de l'ordre établi. Si, dira-t-on, l'homme, malgré les apparences, fait toujours sa propre histoire, pourquoi se tracasser, pourquoi une révolution serait-elle nécessaire? L'état de choses existant est l'œuvre de l'homme. Que chacun comprenne cela et chacun pourra l'accepter puisqu'il s'y reconnaîtra. Ce serait donc par ignorance qu'on se révolterait : on s'attaquerait à l'apparence de l'oppression, parce qu'on ne saurait pas voir la réalité de la liberté. En affirmant celle-ci, on se ferait ainsi le plus sûr auxiliaire de l'ordre oppressif. Les dictateurs n'ont d'ailleurs jamais répugné à invoquer la liberté. Le sophisme consiste à mettre entre l'aliénation et la liberté un rapport d'apparence à réalité, à souligner la contradiction entre les deux et à interpréter cette contradiction selon la logique la plus simpliste, celle qui croit devoir supprimer — abstraitement, bien sûr — un des termes pour pouvoir affirmer la pleine réalité de l'autre. Au contraire, le lien entre la liberté et l'aliénation repose sur la réalité de l'une et de l'autre. L'aliénation prouve la liberté, c'est-à-dire la possibilité de la libération, mais précisément en tant qu'elle est effectivement aliénation. C'est pourquoi elle est insupportable : affirmer la liberté comme réelle, ce n'est pas se résigner à l'aliénation, c'est lutter pour la surmonter.

lissimuler le vrai caractère de cette lutte [2]. La droite, en effet, onnaît les divisions sociales, mais c'est pour les neutraliser, les ésenter comme fondées sur la nature des choses. Elle refuse ssumer franchement l'oppression qu'elle exerce. Les collectivités tionales, raciales, religieuses, dont la droite affirme la prééminice, représentent autant d'efforts violents pour briser les classes leur imposer une unité close et qu'on espère définitive. Certes, divisions, en tant qu'œuvre humaine, sont bien réelles, mais es sont mystificatrices : elles sont l'œuvre de ceux qui veulent noufler la division des classes pour maintenir leur position ninante. En fin de compte, elles prennent donc, elles aussi,

. Pour la droite, l'hétérogénéité sociale est une donnée de fait, indésable. On peut l'aménager, la modifier, faire passer ailleurs les lignes démarcation, on ne peut la supprimer et l'idéal d'une société homogène st qu'une illusion. L'individu ne tient sa réalité que du groupe où il est et ce groupe ne saurait être l'image d'une société réconciliée puisqu'il son existence de la division des nations et des classes. Cette division t sans doute, par les tensions qu'elle suscite, provoquer des unifications iporaires, que chaque groupe désire d'ailleurs opérer à son seul profit. s l'histoire, dit-on, enseigne que tous les « empires » s'écroulent et que livision reste le fait fondamental. Toutes les théories de droite en iennent, par des détours plus ou moins habiles, à cette prétendue statation. Elles affirment, par exemple, l'irréductibilité des civilisais les unes aux autres, présentent les « cultures » comme des organismes ants et mortels, valorisent les particularismes. *Le déclin de l'Occi-*', de Spengler, fournit l'expression la plus systématique de cette ception, celle dont par conséquent il est le plus facile de se désolidariser. s on refuse souvent ses dogmes sans pour autant récuser son postulat ntiel : le pluralisme historique. Toutes ces conceptions — des plus ques, qui sont aussi les plus sottes et les plus sanglantes, comme le sme, aux plus anodines, comme celles qu'on prétend parfois fonder l'anthropologie culturelle — sont en effet pluralistes. Elles font de nme un concept nominaliste recouvrant des réalités bien différentes. fond, pour la droite, il n'y a pas d'hommes, il n'y a que des repréants de certaines civilisations, de certaines nations, de certaines es, déterminés par une histoire qu'ils n'ont pas faite, formés par des itions divergentes. S'il lui arrive d'admettre une « nature humaine », ien c'est d'une façon toute formelle et précisément pour dire qu'il est . nature de l'homme de s'opposer à ses semblables, ou bien c'est pour aire la somme des défauts ou des incohérences individuelles, que les tions nationales ont justement pour rôle d'informer, de transmuer en tés en les élevant au rang de particularités historiques dignes d'être tenues : la légèreté humaine devient l'esprit de finesse du Français, ètement devient la ténacité et la fermeté du caractère anglais! Il est rquable, en effet, que, dans cette perspective, on ne parle jamais de re humaine qu'en un sens péjoratif; on l'invoque pour expliquer et ser des défauts, pailles individuelles au sein des seules vraies réalités nales et culturelles. L'individu, on le voit, n'existe guère plus, pour la ᵉ, que l'homme en général. L'un et l'autre nient la particularité histoque peut seule définir une collectivité limitée et se voulant telle. Il

leur sens dans la lutte des classes qui, partout, oppose oppresseur
et opprimés. La gauche, au contraire, peut seule accepter franche
ment la lutte des classes, parce que, seule, elle en veut la fin, parc
qu'elle la veut non pour des raisons théoriques mais, concrètement
à cause de l'oppression qu'elle subit, et enfin parce que cette lutte
si elle est pleinement reconnue pour ce qu'elle est, est précisémen
celle qui peut se terminer. Cet achèvement ne peut être en effe
que le triomphe de la classe opprimée. La droite ne peut ni réaliser
ni vouloir, ni même concevoir cette fin : le succès d'une class
dominante perpétue la domination et donc le conflit. La prise d
pouvoir par la classe opprimée en marque au contraire la fin : le

existe bien un individualisme de droite, mais c'est un individualisme esthé
tique, qui fait du « moi » un objet à préserver et à cultiver. Ce n'est pas pou
rien que le « culte du moi » est une expression de Barrès, dont le nationalism
ne contredit nullement l'individualisme initial : ils procèdent tous deu
sur des plans différents, de la même volonté d'isolement et d'aliénatio
dans un objet particulier complaisamment chéri. L'individualisme de c
écrivain ne haïssait rien tant que la liberté : il se voulait le fruit exquis d'un
particularité déterminée et non l'expression d'une spontanéité déterm
nante. L'individualisme de gauche, au contraire, se soucie fort peu de la pa
ticularité. Ce qui compte, c'est l'auto-détermination d'une activité person
nelle et non l'isolement du moi. Ce que refuse cet individualisme, ce n'e
pas la communauté, c'est l'oppression. Dans une société stratifiée, l'ind
vidualisme de droite représente un raffinement sur les divisions déj
données, alors que l'individualisme de gauche exprime la volonté de le
dépasser, et cette volonté n'exclut pas, au contraire, une réelle commu
nication entre les hommes. Ainsi s'explique le paradoxe apparent qui veu
d'une part que la droite, tout en affirmant la valeur de la singularit
opprime en même temps l'individu et fasse de lui un simple reflet,
d'autre part que la gauche pose à la fois la valeur de l'individualisme
celle de la solidarité universelle. Cela ne veut pas dire que la gauche nie l
spécificité des civilisations et plus généralement ignore tout ce qui bris
l'univers humain. Comment le pourrait-elle, puisque c'est cela qu'ell
combat? Mais elle le reconnaît pour l'abolir et non pour le justifier. C
qu'elle refuse, c'est l'irréductibilité des collectivités fermées, leur opacit
réciproque. Ce qu'elle affirme, c'est leur communication possible — san
laquelle d'ailleurs leur spécificité relative ne pourrait même pas êtr
établie, leur intégration dans une histoire unique. Son idéal est la trans
parence de l'homme pour l'homme — transparence qui suppose au mêm
titre l'individualité et l'humanité — c'est-à-dire la suppression ou l
reprise en mains des institutions qui, à la fois, entravent la communicatio
et empêchent la solitude. Pas plus l'une que l'autre n'est en effet possibl
dans les sociétés actuelles : pour la communication, c'est évident et o
l'a assez souvent dit; pour la solitude, ce ne l'est pas moins, car il es
impossible d'être seul dans un système qui vous inscrit d'office dans de
catégories déterminées et vous impose un passé collectif. Aussi bien
communication et solitude sont-elles corrélatives comme les deux face
d'une même liberté, dont l'exercice suppose l'unification de l'univer
humain.

pprimés sont par l'oppression réduits à la pure humanité, ils
ont en quelque sorte « universalisés » et leur succès doit signifier
négation des classes, y compris celle qu'ils constituent eux-
mêmes. La société homogène et universelle n'est donc pas une idée
rbitrairement introduite pour compenser ce qu'aurait de déses-
érant une lutte interminable, pour en espérer une « happy end ».
e conflit lui-même, en liant concrètement dans une histoire
nique les classes qu'il oppose, fournit de cette société l'image
égative. On reconnaît là une théorie marxiste (très simplifiée) :
prolétaire est proprement l'homme universel. A vrai dire, Marx,
ır ce point, a simplement pris conscience d'un fait constant :
oute classe révolutionnaire se nie elle-même comme classe réelle
veut toujours une société sans classes. La bourgeoisie révolu-
onnaire de 1789, elle aussi, se niait comme classe; le bourgeois
'alors était l'homme qui ne se sentait pas bourgeois, qui se voyait
omme. Ce qui était à la fois admirable et ridicule. Admirable,
arce qu'il avait raison et que c'est bien à l'humanité qu'il faut
endre. Ridicule, parce que cette négation est restée théorique,
omme l'histoire l'a vite montré. La négation du bourgeois par
ui-même fut illusoire, parce qu'il a cru qu'elle pouvait être immé-
iate, que l'humanité était déjà virtuellement réalisée, qu'il suffi-
ait simplement de nier d'un coup de pures apparences.

Mais justement les contradictions internes de la société ne
euvent être idéalement dépassées. C'est en elles que la gauche
constitue. Elle commence nécessairement par les exprimer, et
faut prendre ce mot dans son sens le plus matériel. A proprement
arler, elle n'a pas d'idéal. Vouloir une société homogène, affirmer
liberté humaine, c'est pour elle simplement se découvrir engagée
ns la lutte des classes et s'y découvrir comme une tâche infinie,
ns autre garantie que sa propre existence. Cette tâche est de
nner un sens à l'histoire. La gauche n'est donc pas l'attente
ureuse de la vérification d'une théorie, mais une action constam-
ent obligée de se réorienter au milieu des contradictions objec-
es qu'elle doit assumer si elle veut les surmonter effectivement.

* * *

La gauche peut donner un sens à l'histoire. Elle est même seule
e vouloir, à vouloir la faire. La droite, au contraire, aurait
tôt tendance — pour autant qu'elle réfléchit sur ce problème —
roire que l'histoire est déjà faite. Si l'on peut parler ainsi, la

droite la conçoit d'une façon plus géographique que vraiment historique : le temps, défini sur le modèle de l'espace, constitue pour elle un domaine neutre au sein duquel chaque collectivité spécifique doit essayer de vivre sa vie propre, tandis que pour la gauche, il est non pas un vase vide qu'il faudrait remplir, mais la dimension d'une action significative, il se constitue avec celle-ci, et c'est pourquoi il n'y a pas d'avenir préformé. Mais quel est le résultat de l'action de gauche? Orientée vers la constitution d'une société homogène conçue comme la condition de la liberté pour tous, elle ne peut cependant prétendre la réaliser immédiatement. La liberté, à laquelle elle fait appel et sur laquelle elle s'appuie, n'est pas en effet un pouvoir magique. Son universalisme se construit par intégration des singularités historiques, desquelles il lui faut donc partir. C'est pourquoi la gauche s'engage dans les luttes qui déchirent les sociétés existantes, prend parti et le succès d'une révolution est d'abord celui d'une classe. Bien plus, la gauche est obligée d'accepter les caractères nationaux des divisions humaines et même de les accuser avant de pouvoir songer à les supprimer. Aucune révolution n'a été jusqu'ici universelle; elles se sont toujours produites à l'intérieur d'États nationaux, ont dû accepter cette limitation et parfois même l'accentuer pour se défendre. Autrement dit, la gauche, pour agir, doit le faire dans les cadres existants; et certes elle ne les « reconnaît » pas, elle met en question leur caractère « intouchable », mais elle en tient compte. Par suite le résultat de l'action ne saurait être d'emblée la réalisation de l'idéal. Il est toujours mixte, exprimant à la fois l'obstacle et l'effort pour le surmonter, le passé et l'avenir, et ce mélange n'est pas une juxtaposition d'éléments disparates, c'est une imbrication complexe : ce qui reste de l'ancienne société se retrouve profondément modifié dans la nouvelle et inversement la nouvelle n'est pas exactement celle qu'on voulait créer, parce qu'elle garde la marque de ce qu'elle a transformé. Comme disait Alain, la main qui donne la gifle prend la forme de la joue. Il y a donc un écart entre ce que réalise la gauche et ce qu'elle vise. De cet écart, elle doit avoir conscience. Si elle ne le voyait, si elle s'abusait sur son œuvre, elle ne serait plus la gauche : elle reconduirait les hommes à une nouvelle aliénation. L'histoire ne manque d'ailleurs pas d'exemples de tels retours. Mais en même temps qu'elle le reconnaît et s'efforce de le combler, elle est aussi obligée, pour les raisons déjà dites, de l'accepter pour une durée indéterminée : elle ne peut ni renier

qu'elle a fait, ni oublier ce qu'elle voulait faire, elle doit à la fois
iintenir sa visée et accepter le fait. Par conséquent le problème
ıcret qui se pose à la gauche est d'assumer cet écart. Elle le peut
diverses manières, dont chacune implique une certaine philo-
ɔhie de l'histoire.

La plus simple, à vrai dire, n'en est pas une. Elle consiste à voir
cart mais à nier le problème. L'écart est simplement le signe de
chec. Il serait donc absurde de se demander comment le combler,
r ce serait admettre la positivité de la réalisation et la possibilité
ɜn faire un point de départ, alors qu'elle représente surtout
boutissement d'une erreur ou le résultat d'une perversion de
ıtention initiale. La révolution prétendait changer le monde, elle
y a pas complètement réussi et cela suffit pour que l'échec soit
tal, car le problème, qui consiste à apprécier la valeur de l'œuvre
complie, se pose en termes de qualité et non de quantité. Il n'y
ɔas de milieu : une réalisation partielle n'est qu'un faux-semblant.
ır suite il est inutile de chercher comment poursuivre la route,
mment aller de ce qu'on a fait à ce qu'on voulait faire. Il y a eu,
ur ainsi dire, malfaçon et il faut recommencer... ou se résigner,
réfugier dans une condamnation hautaine. Ce moralisme exclut
idemment toute théorie de l'histoire. Dans cette perspective,
gauche se propose de donner un sens à une histoire qui par elle-
ème n'en a pas. Si elle n'y parvient pas, l'histoire reste un tumulte
sensé, plein de « bruit et de fureur ». Mais si elle y parvient, l'huma-
:é change de plan, elle accède à l'âge d'or et il n'y a plus d'histo-
ité humaine. Dans tous les cas, l'histoire est donc insane et le
ɔblème est non de la transformer, mais d'en sortir. C'est pourquoi
istorisation de l'idéal, sa réalisation partielle, est en vérité sa
gation et doit être condamnée. Ce que le moraliste reproche à
uvre révolutionnaire, ce n'est pas simplement d'être insuffi-
ıte, c'est de constituer une perversion. Si en effet une révolution
nécessaire, c'est que les valeurs de gauche n'étaient pas recon-
ɜs par tous. Il a donc fallu les imposer par la force et il faut encore
maintenir et les défendre de cette façon. La gauche au pouvoir
obligée d'élaborer de nouvelles institutions, un nouvel État
bien qu'ayant pour fin avouée la suppression de l'oppression,
né de la violence et y a recours pour un temps indéterminé.
ıt-on alors honnêtement parler d'une réalisation de la valeur?
faut-il pas plutôt constater un pourrissement de la gauche?
ce pourrissement n'est-il pas inévitable dès que la gauche accepte

de ne pas se réaliser radicalement, accepte d'entrer dans l'histoire? Elle lutte contre tout pouvoir oppressif; comment dans ces conditions pourrait-elle assumer un pouvoir quelconque sans se démentir? D'autant plus que les révolutions ne sont pas idylliques et que ce pouvoir ne saurait être débonnaire! L'exercice du pouvoir est nécessairement corrupteur, il pousse à développer un système de défense, à instituer des sanctions et des privilèges, à scléroser une classe dirigeante.

Ce moralisme est compréhensible et il n'a jamais manqué d'idéalistes intransigeants pour accuser les révolutionnaires au pouvoir d'imposture ou de trahison. Seulement, en fin de compte, ce moralisme tue la gauche. Il procède de l'élan initial qui pousse vers une transformation radicale, mais il aboutit à un recul. Le moraliste pose lui-même les conditions de sa déception, on pourrait presque dire qu'il l'escompte. La gauche morale refuse l'historicité de sa tâche et formalise celle-ci pour en tirer un idéal à réaliser immédiatement et intégralement. L'extériorité qu'elle maintient ainsi entre son idéal et l'histoire lui ôte les moyens de comprendre la contradiction qu'elle constate entre les deux. Elle ne peut donc que « témoigner » désespérément et en vain pour une cause qu'au fond elle estime perdue d'avance. Toutefois, le moralisme ne peut être purement et simplement rejeté. La gauche ne saurait, sans tomber dans un opportunisme sans perspectives, refuser la lucidité dont il fait preuve. La contradiction qu'il dénonce est bien réelle et au surplus les trahisons comme les impostures n'ont jamais fait défaut. Ce qui, en lui, est inadmissible, ce n'est pas qu'il la souligne impitoyablement, c'est qu'en fait, quoi qu'il prétende à ce sujet, il s'y résigne en refusant de passer outre. Mais il rappelle à juste titre que dans l'entreprise révolutionnaire, il importe de ne pas se duper soi-même, de ne se satisfaire ni trop vite, ni à trop bon compte, autrement dit de reconnaître la contradiction sans pour autant la justifier et sans davantage se laisser arrêter par elle. Ce n'est évidemment pas facile.

Pour le moralisme, le temps sépare, il creuse un abîme entre la réalisation et l'idéal visé. Dire qu'il faut du temps pour atteindre son but, c'est dire que ce qu'on atteint affectivement *n'est pas* le but et cette négation fige le moraliste dans la condamnation qu'il porte. Mais c'est dire aussi qu'on *peut* l'atteindre et qu'on se dirige vers lui. Le temps peut donc aussi être considéré comme un lien, et c'est bien ainsi que l'entend la théorie du progrès. Il est

doute inévitable que la réalisation soit inférieure à l'idéal. précisément parce qu'elle est temporelle, elle est tout de e une réalisation de l'idéal. Le temps est à la fois ce qui que la contradiction et ce qui garantit qu'elle sera surmontée. toire a par elle-même un sens : elle est celle de la réalisation ressive du sens. La gauche n'est donc pas, de ce nouveau de vue, le mouvement qui fait sortir de l'histoire, qui rompt uccession sans signification, elle est au contraire la conscience e de son orientation, qu'elle aide à faire prévaloir contre tout ui l'entrave. Elle en exprime le mouvement propre, par sition à tout ce qui prétend le fixer à un de ses stades. En rence seulement, elle nie la réalité historique; en fait, elle ge ce que cette réalité contient de positif, et lui permet de se fester. Sans doute affirme-t-elle une valeur contre ce réel, cette valeur est simplement le futur qu'elle anticipe non déalisme, mais grâce au réalisme d'une connaissance qui sait naître les lignes directrices de l'histoire. Celle-ci, en se dérou- fait apparaître un ordre qui est sa loi; elle va d'elle-même à rs les conflits, les divisions, les morcellements vers la société gène. Bien entendu, il ne s'agit pas de fatalisme. Ces conflits, t les vivre et celui qui les vit doit choisir, mais le choix est mme assez simple : ou il s'accroche à ce qui sera dépassé et donc rejeté, ou il se veut vraiment homme, comprend alors oire et se range parmi ceux qui veulent, comme on dit, her dans son sens. Cela ne va pas sans luttes, mais être de ne, c'est comprendre que ces luttes ne peuvent se terminer l'une seule manière : le résultat est sûr, mais il ne s'obtient ans mal. La contradiction inéluctable de tout à l'heure n'est plus maintenant qu'une simple insuffisance, due au caractère orel de l'existence humaine et destinée à se corriger peu à peu. nd, elle n'est qu'apparence et finira toujours par se dissiper. tient aux résistances qui s'opposent au mouvement de oire, mais l'issue du combat n'est pas douteuse. La lutte tionnaire est une entreprise de balayage, de nettoie- De toutes façons, par conséquent, la contradiction est ée dans le processus historique et la gauche n'a pas à rougir qu'elle fait. L'écart qui subsiste entre son idéal et sa réalisa- e vient pas d'une incapacité essentielle et n'exprime pas un il constitue un simple retard.

i la conception progressiste évite l'impasse morale, parce

qu'elle refuse l'extériorité du sens et de l'histoire, met le se
dans l'histoire. Cette théorie est évidemment séduisante : e
assure du succès final et présente les échecs comme provisoires;
contradiction entre l'idéal et la réalité se dissipe toujours, pa
qu'au fond la réalité contient déjà l'idéal. Malheureusement ce
séduction tient à une équivoque. L'idée de progrès, c'est, d'u
part, l'idée d'un déterminisme historique autonome et créateu
l'histoire se fait elle-même et il n'est nul besoin de poser en deh
d'elle ou contre elle une valeur selon laquelle il faudrait la jug
elle pose elle-même, au cours de son propre développement, s
propres normes. C'est, d'autre part, l'affirmation que ce déter
nisme autonome réalisera pourtant un certain idéal qu'on pe
définir à l'avance, précisément parce qu'il est posé au dép
comme la règle de ce développement. On retrouve à la fin ce q
était présent dès le début. Le progrès est donc un cercle. S
autonomie n'est alors qu'une apparence. Sinon, comment peut-
être assuré que le cercle sera effectivement bouclé, ou même qu
est en voie de l'être? Le progressiste pense que l'histoire réal
peu à peu l'idéal que le moraliste pose d'un seul coup. Ma
comment peut-il savoir à tel moment précis, que l'idéal partiel
ment réalisé est bien dans la ligne de celui que finalement l'histo
exprimera? Tout autant que le moraliste, mais sans le dire, il e
bien obligé de poser cet idéal d'une façon absolue pour pouvoir
reconnaître sous une forme encore imparfaite. L'idéologie progre
siste ne surmonte donc pas vraiment le dualisme moraliste
l'idéal et de l'histoire, elle remplace simplement — et dogmatiqu
ment — leur contradiction par leur convergence : elle fait enti
confiance à la causalité historique pour réaliser l'ordre *a prio*
En somme, c'est un moralisme inversé. Aussi ne faut-il pas s'éto
ner si elle ne résout pas davantage le problème : pour intégrer
contradiction, elle la traite comme une apparence, mais si en fa
celle-ci se révèle bien réelle, c'est l'intégration elle-même qui n'e
plus qu'une illusion. Autrement dit, la théorie du progrès est à
merci de la première contradiction pratique un peu vive. Po
justifier sa confiance en l'histoire, elle conçoit celle-ci non comm
une création, mais comme la restitution de l'ordre idéalemen
conçu. Pratiquement, cela veut dire que l'idéal qui inspire l'actio
présente doit à coup sûr être confirmé par le résultat encore à ven
de cette action : le futur ne saurait démentir le présent. Mais c'e
précisément supposer ce qui est en question. Que peut faire alo

ıche progressiste en face d'un démenti impossible à mini-? Ou bien elle maintient sa confiance, mais ce n'est plus e foi aveugle qui dégénère rapidement en un pur et simple tunisme au service de n'importe quel héritier abusif d'une ıtion avortée. Ou bien elle doit se liquider elle-même et rendre autrement son rapport à l'histoire.

optimisme du progrès a répondu à une certaine situation ique. Durant tout le XIXe siècle et en gros jusqu'à la première mondiale, la gauche a pu croire à la convergence de l'ordre événements. Sans doute la théorie dialectique de l'histoire e exposée par Hegel, puis par Marx à cette même époque, d'une part, elle ne s'intégrera vraiment à la pensée de e qu'après la liquidation du progressisme, et d'autre part ıt elle est apparue d'abord, et reste encore telle aux yeux aucoup, comme une conception du progrès à la fois plus ée — parce que moins linéaire — et plus réaliste — parce enant mieux compte de la nature des luttes entre classes, — non comme une remise en cause de son postulat essentiel : oire était dans tous les cas le développement univoque de e. Au lendemain de la Révolution française, la certitude était ale que l'action avait été engagée dans la bonne voie et qu'il sait avant tout de la reprendre pour la pousser plus loin. Son relatif semblait tenir simplement à ce qu'elle avait été stoppée réaction. Il n'y avait pas eu déviation ou position de nou-problèmes, simplement une entreprise avait été freinée es forces du passé, toutes ses virtualités n'avaient pu être ées, mais elles restaient là, disponibles, il n'y avait qu'à uivre le mouvement amorcé en écartant les obstacles exté-, et c'est bien ce qu'ont tenté les diverses révolutions du siècle. Aucune ambiguïté ne paraissait à craindre, l'idée marche en avant au rythme variable mais assuré semblait borée par les faits.

première crise fut marquée par la répression de la Commune. uvel et sanglant échec ne pouvait être simplement passé au te « profits et pertes » d'une imaginaire gauche éternelle. ut échouer une fois, deux fois et penser que l'échec est dû irconstances, que les temps ne sont pas mûrs. Mais à la on ne peut toujours s'excuser de la sorte sans ouvrir les à la résignation, sans faire de l'appel révolutionnaire à la du même combat infructueux un simple appel d'opéra :

« marchons, marchons », et les chanteurs vont se heurter
murs infranchissables du théâtre! La violence de la répres
obligea la gauche à reconsidérer ses moyens d'action. Aprè
massacres et les déportations, elle dut se reconstituer sur des b
sociales plus solides et, surtout prendre peu à peu conscienc
deux leçons décisives. La première concernait le caractère i
piable de la lutte, caractère qu'il n'était plus possible d'oublie
profit d'un rêve de justice et de fraternité immédiates. Il deve
évident que la révolution serait d'abord l'écrasement d'un ad
saire qui venait de se montrer irréductible, et que la société ho
gène ne serait pas à coup sûr le premier lendemain de la révolut
Il fallait donc admettre qu'en parvenant à ses premiers objec
la gauche se poserait à elle-même de nouveaux problème
apparaîtrait sous un jour qui ne serait pas nécessairement
séduisant aux yeux du progressiste classique : refus de la viole
elle devrait y recourir et en quelque sorte l'organiser avant
sortir; idée d'une totalité humaine, elle serait d'abord exclu
et non intégration. La seconde leçon tenait au fait que la répres
de 1871 avait accompagné l'installation d'une république qui
un sens, put ensuite valablement se présenter comme l'hérit
de la « grande » révolution. Il apparaissait donc qu'une entrep
originairement de gauche pouvait contenir en elle-même les ger
de sa perversion, que les contradictions rencontrées par les ré
lutionnaires pouvaient être les antinomies réelles de la gauch
non pas simplement des obstacles extérieurs suscités par
« réaction ».

La deuxième crise fut celle du déclenchement de la prem
guerre mondiale. Elle marqua la faillite des partis socialistes
dans la IIe Internationale, mais impuissants à faire de c
internationale une force efficace. Aucun de ces partis n'était,
veille de la guerre, assez fort pour prendre le pouvoir dans
pays, mais tous ensemble ils se flattaient de constituer la réa
du lendemain, réalité qui ne devait pas manquer d'apparaîtr
moment crucial, c'est-à-dire au moment où les hommes aura
à choisir entre la guerre née de leurs divisions nationales et la p
que pourrait seul leur assurer le socialisme. Ce qui fut prouvé
contraire, c'est que l'union de partis incapables de faire cha
pour leur compte leur révolution nationale ne représentait
non plus une force révolutionnaire internationale. D'où la conc
sion : il fallait en premier lieu prendre le pouvoir quelque part, da

s déterminé. Le premier levier de la révolution internationale 'organisation étatique qu'un parti socialiste pourrait faire pour enfin le modifier totalement, dans le jeu traditionnel tions. Autrement dit, l'internationalisme allait devoir r de forme sinon d'inspiration finale : il consisterait non à avoir une révolution universelle et immédiate, mais à le premier bastion que le socialisme réussirait à constituer ord tout simplement à le défendre, ce qui, verbalement, irait mais, pratiquement, poserait à la gauche oppositionnelle ers pays, où la révolution n'aurait pas eu lieu, de singuliers révus problèmes. On le vit bientôt avec le succès de la ion russe qui marque la troisième crise.

bre 1917 réalisa en effet l'incarnation du pouvoir révo- aire. Mais cette incarnation prit très vite un aspect dérou- our la gauche classique. Au lieu d'être, comme l'aurait a théorie du progrès, le départ d'une expansion révolution- elle se constitua sous la forme d'un double repli : repli en es puissances hostiles et repli intérieur, renoncement aux révolutionnaires internationales et sclérose étatique. Pas révolution universelle que le dépérissement de l'État à eur du domaine socialiste n'apparaissaient — n'appa- t — proches. La gauche en dehors de l'U.R.S.S. allait alors t se diviser. Les uns choisirent d'aligner leur action sur la ue soviétique, les autres prétendirent sauvegarder les buts qu'ils ne pouvaient évidemment pas reconnaître dans la usse. Mais, à vrai dire, les uns et les autres reconnaissaient seule existence du régime russe liquidait les conceptions es et obligeait à penser autrement l'histoire. Même si les s affirmaient que la révolution soviétique constituait une cessaire et normale sur le chemin de la révolution mondiale, admettaient pas moins que ce chemin n'était pas une ligne devaient par conséquent s'attacher à rendre intelligibles urs. Même si les seconds condamnaient ces détours, ils bien obligés d'en tenir compte et de les expliquer, de les dans une nouvelle conception de l'histoire. Autrement dit, iers ne pouvaient plus recourir à la vieille théorie du et les seconds devaient l'abandonner.

ur profonde de cette théorie est de confondre évolution et et de faire jouer la confusion au profit du premier de ces L'évolution est une intégration sans conflit du passé au

présent et du présent à l'avenir, elle est une accumulation et une confirmation. Son sens réside non dans ses moments, mais dans leur solide totalité. On ne peut donc le connaître que si l'évolution est terminée et saisie globalement, ou si elle révèle un ordre *a priori*. Mais pour celui qui la vit, qui n'est ni à son origine, ni à sa conclusion, elle est proprement insensée et simplement subie. C'est pourquoi l'homme peut reconnaître une évolution dans ce qui lui est extérieur et qu'il peut temporellement déterminer, mais non pas se situer lui-même dans une évolution nécessaire qu'il lui faudrait, pour ainsi dire, survoler tout en y étant irrémédiablement plongé. S'il le fait tout de même, ou il se contredit, ou il fabule. L'évolution ne peut donc rendre compte des contradictions qui se manifestent dans l'histoire. Pourquoi cependant a-t-on voulu si souvent passer outre? Parce qu'on supposait que ces contradictions détruisaient la signification que devait avoir l'histoire et que, pour la rétablir, il fallait donc les nier ou les affadir. L'histoire, au contraire, si l'on renonce à la concevoir sur le modèle de l'évolution, ne prend son sens que grâce aux contradictions qui précisément la font être une histoire. Si en effet il y a histoire, c'est-à-dire à la fois contradictions réelles, conscience de ces contradictions et possibilité de leur donner un sens, c'est parce que le cumul de l'antérieur et de l'ultérieur, qui fonde l'évolution, est pour l'humanité l'exception et non la règle. L'histoire suppose une distance et par suite une tension entre le présent et le passé : le présent se détache du passé, s'y oppose et c'est justement pour cela qu'il en prend conscience, qu'il peut le dépasser et lui donner un sens. Le sens suppose donc non pas l'accord prédéterminé du passé et du présent, mais leur opposition dialectique. L'histoire se constitue par cette dialectique qui révèle le passé comme dépassé et le présent comme l'opération de ce dépassement. On peut exprimer tout cela autrement en remarquant que s'il y avait une causalité évolutionniste, si tout était virtuellement donné au début pour se retrouver effectivement à la fin, si l'histoire n'était qu'un cercle, le fait même de l'histoire deviendrait incompréhensible. Pourquoi faudrait-il parcourir le cercle et pourquoi faudrait-il du temps pour le parcourir? Pourquoi, s'il faut le parcourir, le parcours n'est-il pas instantané? Pourquoi y a-t-il des arrêts, des pauses, des reculs? Le paradoxe de l'histoire est d'être mouvement, mais mouvement lent, entravé, et de se constituer grâce à ce qui la retarde. Le retard n'est pas en effet une malfaçon de l'histoire, il en

est la condition. Il n'y a d'histoire que parce qu'elle ne se fait pas toute seule, automatiquement, parce qu'au contraire il faut la faire. Mais ce retard n'est pas, comme celui que la théorie du progrès invoque pour expliquer les contradictions en les minimisant, un simple retard sur un horaire déjà fixé, il constitue l'horaire, il est la réalité même de l'histoire. Il ne peut s'expliquer autrement que par la violence : violence de la négation révolutionnaire, violence de la résistance opposée à cette négation, violence des efforts concurrents pour donner au passé des sens différents. L'histoire n'est pas accumulation continue d'expériences, elle est lutte et discontinuité. Son sens est d'être à chaque instant le résultat signifiant de ces oppositions réelles. Affirmer que l'histoire est dialectique ne veut pas dire autre chose.

C'est parce que l'histoire est dialectique que la gauche est nécessairement révolutionnaire. Au contraire, une conception évolutionniste de l'histoire conduit fatalement au réformisme. Le réformiste se représente la société comme le couteau de Jeannot : on en change le manche, puis la lame et finalement on a un couteau neuf. Les réformes s'ajoutent aux réformes, chacune est acceptée sans douleur parce qu'aucune ne met en cause le régime existant et la révolution s'accomplit progressivement sans qu'on s'en aperçoive. C'est évidemment un mythe. Pratiquement le réformiste est un conservateur, il aménage la société qu'il prétend pour la forme mettre en question, il apaise les tensions qui s'y manifestent et ainsi la consolide. Il croit surtout que la violence est l'exception et qu'on peut changer le monde sans y avoir recours. Sans doute des sociétés se transforment-elles profondément sans que pour autant une révolution les ait bouleversées. Mais c'est vraiment une vue superficielle des choses qu'imaginer que ces transformations ont eu lieu sans violence. La violence historique n'est pas seulement celle qui se manifeste au grand jour dans les guerres civiles. La « paix sociale » que vante l'oppresseur se traduit pour l'opprimé par une contrainte matérielle. Croit-on par exemple que l'essor du capitalisme, dans ses périodes pacifiques, n'ait pas été ressenti par ses victimes comme une violence quotidienne, même si d'un certain point de vue il y a eu progrès? Au surplus toute transformation n'est pas nécessairement de gauche. Pour le croire, il faut avoir dans l'histoire cette confiance aveugle, que précisément la gauche ne peut faire sienne sans se renier, puisqu'elle veut faire l'histoire et non la subir. Le réformiste

oppose à la violence sa prétendue efficacité et croit que l'histoi lui donne raison, mais c'est qu'il rêve ou qu'il se range du côté d oppresseurs. Certes, la gauche est refus de la violence et volonté d mettre fin. Mais elle ne peut fermer les yeux sur la réalité présen et est bien obligée de recourir à la force. Qu'ainsi elle risque contredire son idéal et d'en éloigner la réalisation, la chose e sûre. Mais elle perpétuerait plus sûrement encore le règne de violence, si elle s'y soumettait ou prétendait l'ignorer. On peut gausser de cette contradiction. La gauche doit pourtant l'assum si elle ne veut pas se laisser duper.

Toutefois, dire que la gauche est révolutionnaire, ce n'est p la condamner à épuiser d'un seul coup toute sa signification da le déclenchement d'une révolte incoercible et, en cas d'échec, ruminer sa défaite ou à rêver une revanche mythique. On n'est p de gauche parce qu'on refuse les compromis et qu'on veut révolution tout de suite, on l'est parce qu'à travers tous les compr mis on ne perd pas de vue le but final. Là encore, la gauche heurte à une contradiction qui lui est propre : elle rejette le réf misme en tant que celui-ci développe une mystification évolutio niste, mais en même temps elle est bien obligée de composer av le régime qu'elle récuse, si elle ne peut le renverser. Il lui faut do « radicaliser » le réformisme. Une réforme est de gauche, si elle se referme pas sur elle-même, si elle ne constitue pas un simp ajustement social, si au contraire elle se réfère à une intenti délibérée et logiquement première de transformation totale. n'est pas pour le plaisir, il est vrai, que la gauche se résout à réformisme qui risque toujours d'apparaître comme une accept tion camouflée de l'ordre établi. Elle le fait quand elle y contrainte. Le réformisme naît des difficultés que la gauche rencontrerait pas, si elle ne visait d'abord une révolution. La mysti cation commence quand on oublie cette origine et qu'on renon à cette visée, quand on prétend qu'il prépare la révolution comm si celle-ci devait venir au terme d'une paisible histoire pour marquer le point final. Le réformisme n'est de gauche que ouvre à chaque pas la possibilité de la révolution. Cette derni peut toujours se produire, lorsque le véritable enjeu d'une réfor quelconque et parfois minime est clairement perçu non seulem par ses partisans, mais aussi par ses adversaires : alors en effet résistances s'exaspèrent et le combat décisif s'engage sur terrain que les uns et les autres n'auraient peut-être pas choisi s

avaient eu le loisir d'en décider seuls. La révolution n'est donc pas le fruit d'une lente maturation. Elle n'apporte pas davantage pour l'avenir l'assurance d'un développement automatique. Elle fait éclater les schémas déterministes de l'idéologie progressiste et sa réussite même, par les problèmes nouveaux qu'elle pose, par les démentis qu'elle inflige aux espoirs anciens, prouve le caractère dialectique de l'histoire.

La dialectique est tout le contraire du causalisme. Pourtant on se contente souvent d'en faire une théorie plus élaborée du progrès nécessaire. Mais rien n'est plus faux et plus inutile. Le problème n'est pas d'assouplir et de compliquer des rapports de causalité, une fois qu'on s'est aperçu que l'histoire n'est pas linéaire. La causalité historique, représentée comme un développement — et il importe peu que le développement soit simple ou complexe, linéaire ou contourné — est proprement incompréhensible. C'est une parthénogénèse mystérieuse. A est, dit-on, cause de B. Pourquoi? Si ce passage exprime l'unité des deux termes, pourquoi cette unité éprouve-t-elle le besoin de se temporaliser? En réalité, pour qu'il y ait histoire, il faut un troisième terme qui soit contemporain du premier et le contredise. B est alors le résultat significatif du conflit. Il n'est pas la vérification ou la révélation d'une unité antérieure qui aurait prédéterminé l'issue de la lutte, il est le sens qu'a pris cette lutte en se résolvant; il en unifie les facteurs, mais cette unité résulte de l'unification, elle ne la précède pas. Seulement, une fois réalisée, elle éclaire son passé, et c'est alors que se constitue l'illusion *a posteriori* du déterminisme causal. L'histoire est dialectique, parce que sa vérité est d'être devenue. Cette vérité n'est donc pas donnée d'avance, elle ne peut apparaître que dans la lutte, même si l'on veut qu'elle soit finalement l'achèvement des conflits. Il faut opter entre les camps qui s'opposent et dont chacun, s'il triomphe, est capable de donner un sens à l'histoire. Celle-ci, en effet, aura toujours un sens. Mais ce n'est pas parce qu'elle en a déjà un qu'il suffirait de « connaitre », c'est parce que cette signification est l'enjeu et le résultat des luttes des hommes entre eux. Se rendre compte du caractère dialectique de l'histoire, c'est découvrir le conflit sous ce qu'on s'est évertué longtemps à concevoir comme un passage évolutif, c'est prendre conscience de la pluralité des avenirs possibles et en conclure qu'il faut choisir et imposer contre les autres celui qu'on veut faire. C'est pourquoi la gauche reste toujours

un choix sans repos, constamment à refaire, une tâche infinie et non un programme posé une fois pour toutes et qui, une fois mis en œuvre, irait de lui-même à sa réalisation.

*
* *

La dialectique conduit donc au volontarisme. A la confiance dans un progrès assuré, elle substitue la méfiance à l'égard d'une histoire encore à faire. Mais c'est là une position à laquelle il n'est pas aisé de se tenir, parce que le volontarisme n'est certain de rien d'autre que de lui-même. La gauche n'est donc pas heureuse. C'est pourquoi elle interroge l'histoire. Elle y cherche un sens déjà donné qui répondrait à celui qu'elle projette de réaliser, elle voudrait recevoir de l'histoire le sens qu'elle y fait apparaître. Mais il lui faut enfin comprendre que c'est ainsi qu'on crée les mythes. Si elle ne veut pas se mystifier elle-même, la gauche ne doit pas chercher sa justification ailleurs que dans sa pratique. Vouloir assurer à cette activité une garantie préalable reviendrait à nier et l'histoire et la gauche : la prédétermination de celle-là rendrait celle-ci inutile. Si la gauche peut donner un sens à l'histoire, c'est précisément parce que l'histoire ne peut lui en garantir un.

Jean POUILLON.

Dionys Mascolo.

SUR LE SENS ET L'USAGE DU MOT « GAUCHE »

Même au sens strict, le mot n'est pas si clair. A l'origine, en tout cas, il est péjoratif. Gauche signifie d'abord dévié, tordu, mal fait, d'où maladroit, et de là viendrait que le côté du corps où se trouve le bras le plus faible, dit-on (et le cœur, a-t-on soin d'ajouter, pour tenir compte du cas des gauchers), ait été désigné par ce mot. C'est là du moins ce que les dictionnaires ont trouvé pour définir *le côté gauche*. Comme on voit, cette définitition ne correspond pas à l'usage réel du mot, qui sert à nommer une orientation de l'espace qu'on occupe, sans plus.

L'emploi politique du mot, lui, est d'origine nettement accidentelle. *La gauche* a été ainsi appelée, en France tout d'abord, parce qu'elle (c'est-à-dire les partis de l'opposition) était placée à la gauche du président de l'assemblée. Dans d'autres assemblées, bien entendu, c'était l'inverse. Mais, autre curiosité, la gauche politique ne se laisse guère mieux définir que le côté gauche, qui a servi fortuitement à la désigner. L'emploi du mot est cependant courant, et gauche et droite, en politique, passent pour vouloir dire quelque chose d'aussi précis que ce que veulent dire gauche et droite lorsqu'il s'agit de s'orienter concrètement dans l'espace. Cela est immédiatement compris, sans examen. S'agissant des hommes pris en particulier, par exemple, le mot fait partie des caractères pour ainsi dire anthropométriques de chacun, à quoi nous sommes tous tenus de fournir une réponse.

Cet accord sur le mot recouvre tous les désaccords possibles. On croit s'entendre à demi-mot quand on a dit *de gauche*. Mais si gauche est un demi-mot en effet, et non un mot entier, il joue pourtant le rôle d'un vrai mot. D'où

les malentendus, la confusion, dans un ordre de choses où la confusion ne pardonne pas. Est-il de gauche, est-il de droite, cela sous-entend trop souvent : est-il bon, est-il méchant. Et l'on se fait trop d'illusions, ou l'on a trop envie de ne pas passer pour méchant. Trop nombreux sont par suite ceux qui se croient « irréprochablement », résolument de gauche, et ne le sont nullement avec le minimum de netteté (le moindre élan du cœur leur en paraît une preuve irrécusable), mais ne comprennent pas pourquoi ils ne le seraient pas, et se demandent ce qu'il faudrait bien faire pour l'être vraiment, ce qu'on peut bien leur vouloir encore. Et d'autre part trop nombreux ceux qui sont de gauche comme ils respirent, et ne le savent pas, ou n'oseraient jamais penser que c'est cela « être de gauche », et en viennent à se soupçonner d'être mauvais, et se laissent aller à la honte.

Sont également de gauche en effet — peuvent être dits et sont dits également de gauche des hommes qui n'ont rien en commun : aucun goût, sentiment, idée, exigence, refus, attirance ou répulsion, habitude ou parti-pris... Ils ont cependant en commun d'être *de gauche*, sans doute possible, et sans avoir rien en commun. On se plaint quelquefois que la gauche soit « déchirée ». Il est dans la nature de la gauche d'être déchirée. Cela n'est nullement vrai de la droite, malgré ce qu'une logique trop naïve donnerait à penser. C'est que la droite est faite d'acceptation, et que l'acceptation est toujours l'acceptation de ce qui est, tandis que la gauche est faite de refus, et que tout refus, par définition, manque de cette assise irremplaçable et merveilleuse (qui peut même apparaître proprement *miraculeuse* aux yeux d'un certain type d'homme, le penseur, pour peu qu'il soit favorisé de la fatigue) : l'évidence et la fermeté de ce qui est. Ce ne sont presque jamais exactement les mêmes choses qu'on refuse (il faudrait pouvoir tout refuser, pour être sûr, donc ne pas vivre). On essayera de préciser ce que c'est qui est constamment refusé dans tout refus « de gauche ».

***

Et d'abord il n'est pas question de condamner l'emploi de ce mot incertain. Son incertitude même est riche. C'est Alain qui disait : « Lorsque je m'entends demander : *qu'est-*

que gauche ou droite? je comprends aussitôt que j'ai
aire à un homme de droite ». Voilà la sensibilité de gau-
e. Alain était de gauche assurément. Même, radical-socia-
te. Et tout est clair à ce niveau, en effet.

Tout est clair à ce niveau. Mais quel est au juste ce niveau
tout est clair ? Nul autre que celui du libéralisme bour-
ois. A la réflexion, l'auteur de ce mot, qui exprime si bien
sensibilité de gauche, n'était-il pas plutôt de droite ? Il
raît établi qu'il fut toujours réactionnaire. L'emploi cor-
t du mot gauche ne serait donc possible *qu'à un niveau*
ppartenance certaine à la bourgeoisie. On peut être un
urgeois de gauche ou de droite, plus à gauche ou plus à
oite, plus ou moins réactionnaire. Le mot de gauche, en
it cas, n'a de contenu qu'appliqué à une certaine manière
être bourgeois. Cela revient à dire que ce qui distingue
oite et gauche est toujours extrêmement superficiel, arbi-
ire, hasardeux : de l'ordre de l'opinion. Entre tant d'opi-
ons contraires, et si fondamentalement complices entre
es, il est tout à fait impossible de choisir. Aucune n'a de
is, ou chacune si peu de sens que celui qui accepte d'en-
r dans le jeu de pareilles disputes risque constamment
se trouver entraîné à soutenir plutôt l'opinion de droite
e l'autre, bien contre son gré, et sans nulle vérité : on est
rs dans la triste horreur d'une de ces profondes nuits où
ites les vaches sont grises. Ce serait beaucoup trop peu de
e que les questions sont mal posées lorsqu'elles le sont
termes de gauche et de droite. Dans ces termes, elles ne
it pas réellement posées. S'il est permis de dire que toute
itable exigence intellectuelle doit mener en principe à
position de gauche, comme on croit, l'exigence intel-
tuelle qui ne fait que s'appliquer à un problème parti-
ier peut bien conduire à une position de gauche en
e de ce problème particulier en effet, mais il lui est
possible d'en rester là, de se contenter d'être cela : posi-
 de gauche en face de ce problème, sans cesser préci-
ient d'être une exigence intellectuelle et devenir une opi-
n, et rien de plus. Or chacun sait que de telles opinions
gauche peuvent indéfiniment s'accumuler dans les esprits
s jamais y provoquer de véritable révision. L'extrême
ration permet tout juste de devenir le « sympathisant »

des révolutionnaires — car c'est de révolution qu'il s'agi c'est par rapport au projet révolutionnaire que la gauc laisse voir son sens, et non par rapport à la droite — situ tion où l'on peut se fixer, comme au bord d'un vide où l' sait bien qu'on ne se jettera pas, quand même on s'obs nerait à en savourer l'attirance sa vie durant. Ce n'est p la quantité des positions de gauche successivement pris qui permet d'accéder finalement et de façon insensible à position révolutionnaire, comme si celle-ci devait n'être q leur somme. Passer de la saturation de gauche à la positi révolutionnaire exige encore un acte qualitatif, véritable co version aux yeux même d'hommes de gauche, saturés auta qu'il est possible, mais qu'un tel acte effraie. En ce sens, importe peu de voir accumuler les positions de gauche, si principe commun à chacun de ces positions reste inaperç ou n'est pas reconnu, puisque c'est en cette reconnaissan que consiste justement l'acte de conscience que l'extrêr saturation ne permettra jamais elle-même d'accomplir. I deçà de cet acte, il y a finalement, entre la gauche qui s'e tretient comme gauche et *la révolution*, une opposition pl radicale qu'entre la moyenne des opinions qui constitue la gauche et celles qui constituent la droite. Jamais p exemple un révolutionnaire ne s'avisera de dire qu'il *de gauche*. Si l'emploi du mot marque une frontière, c' la frontière entre ce qui est consciemment révolutionnai et ce qui ne l'est pas, bien plus que la frontière entre qui est de gauche et ce qui est de droite. Cette dernière fro tière est mouvante, ne se laisse pas dessiner. Et quel révol tionnaire parlera de *Gauche française*, pour dire le rasse blement idéal des révolutionnaires (appelés alors « l'extrêm gauche ») avec les non-révolutionnaires, ou bourgeois, q sont de gauche ? Quitte à nuancer cela plus loin, on dira de même qu'Alain voyait immédiatement en celui qui ch che à nier le sens de la distinction gauche-droite un hom de droite, de même le révolutionnaire reconnaît immédia ment en ceux qui pensent en termes de gauche et de dro des hommes qui ne sont pas des révolutionnaires, des bo geois, fussent-ils de gauche. Après tout, ces disputes sont l leurs, non les siennes. La distinction gauche droite a do un seul sens sûr. Elle sert à distinguer entre eux des bo

geois. Le mot de gauche a donc un contenu certain. Mais ce contenu signifie d'abord non-révolutionnaire. Il faut le dire, il peut aller jusqu'à signifier (non pas du tout par astuce ou jeu sur les mots, mais bien réellement) réactionnaire d'un certain genre — bref : de droite. Cela est de fait. Simplement, il reste entendu que le réactionnaire de gauche sera moins réactionnaire que le réactionnaire de droite. L'emploi de ce vocabulaire rend nécessaires en effet, des nuances de cette taille. Il ne faudrait pas en inférer que ce vocabulaire ne correspond pas à une réalité. Il y correspond. Il y a une gauche *partout*. Il y eut une gauche du parti nazi, sans nulle comédie. Cette gauche était une gauche, et nazie. Le négliger serait commode, si ce n'était se résigner à ne plus rien comprendre. Mais les choses sont plus mêlées encore : il y a *de la gauche* partout.

Tout ce qui est désigné par *de gauche* est déjà équivoque. Mais bien plus encore ce qui est désigné par « la gauche ». De tout ce qui n'ose pas être franchement, absolument de droite, ou réactionnaire (ou fasciste) à tout ce qui n'ose pas être franchement révolutionnaire, c'est le règne de la gauche, douteuse, instable, composite, inconséquente, en proie à toutes les contradictions, empêchée d'être elle-même par le nombre indéfini des manières d'être unie qui se proposent à elle, encore une fois déchirée, comme on dit, et jamais déchirée par malchance, malveillance ou maladresse, mais par nature.



La définition de tout à l'heure peut être maintenant précisée. Est *de gauche* tout refus, même partiel, de *ce qui est.* Tout jugement, tout acte qui peut être dit de gauche a ce sens : c'est refuser un certain aspect de ce qui est. Il est une contestation, timide ou radicale, fortuite ou systématique, de ce qui se présente comme établi : le monde extérieur. Il nie quelque chose de ce qui tente de s'imposer comme non dépassable, comme impossible, comme *interdit.* Tout acte de gauche a ce sens : il est le refus d'une *limite* établie. Toute réflexion de gauche ce sens : elle est la néga-

tion d'une limite théorique. Toute sensibilité de gauche c
sens : le dégoût des limites, théoriques ou pratiques. Tout
exigence de gauche est l'exigence, même insensée, de dépas
ser une limite reconnue comme limite. On reverra plus loi
quelle distance sépare la décision révolutionnaire de l'act
de gauche. Qu'il suffise de noter pour l'instant que le refu
opposé à la réalité révolutionnaire, refus qui devient possi
ble, et même attirant, dès qu'existe une entreprise révolu
tionnaire effective, ce refus peut lui-même être dit *de gau
che*, et même passer pour exemplaire. Opposer un tel refu
à la réalité révolutionnaire, et ne plus cesser de le motive
ensuite, c'est le seul acte « de gauche » qu'aient jamai
accompli certains hommes universellement reconnus comm
d'éminents représentants de la gauche. Il est à remarque
aussi que la vocation de l'artiste, de l'écrivain, du poète
est immédiatement « de gauche ». C'est au monde extérieur
à la forteresse insupportable et prétentieuse des apparence
qu'il est bien obligé de commencer à s'attaquer, aussitô
qu'il commence à faire œuvre. En ce sens il est vrai d
dire qu'il n'y a pas de grande œuvre *de droite*. Proust, qu
n'avait rien d'un négateur, n'a rien reçu *tel quel* dans so
œuvre. Le regard neuf de l'artiste sur le monde extérieu
est en soi l'équivalent de la révolte (politique) devant l'éta
de choses.

On voit tout de suite l'infinie diversité possible des attitude
qui peuvent être dites également de gauche. Il faudrait pou
voir nier tout le réel. Le refus indéfini de toutes les limite
serait l'attitude de la révolte idéale. Mais de lui-même le refu
se limite à son tour. L'élan de contestation le plus grandios
bute lui-même un jour à l'objet qui lui semble digne d'amou
ou de respect, et qui le laisse interdit. Et heureusemen
qu'il en est ainsi, peut-être, mais il faut voir aussi qu
c'est là l'éternel avantage du réel, du monde extérieur, d
apparences, de l'état de choses, de l'ordre établi, et q
ressemble fort à l'éternel avantage du mal que Péguy con
tatait : beaucoup de bien ne modifie pas l'état du mal, q
l'absorbe aussitôt, un atome de mal suffit à corrompre un
grande masse de bien. Le réel semble devoir finir toujour
par triompher (du moins chez les individus séparés, car i
en est tout autrement des collectivités). L'inégalité est tro

grande, de ce qui est, au refus qu'on tente d'y opposer. *Les choses sont réactionnaires.* Il faudrait donc être d'une méfiance infinie, et tenir encore pour certain qu'elle viendra d'elle-même à s'assoupir, et toujours assez tôt. Mais c'est aussi pourquoi la gauche ne peut qu'être inconséquente. Elle est partout — ou il y a quelque chose d'elle partout — où se déclare le refus d'une limite, c'est-à-dire une révolte contre ce qui est. Mais ce qui est, c'est tantôt la famille et tantôt la religion, ou le régime social, la division des hommes en classes, leur séparation en espèces différentes, l'exploitation capitaliste, ou le colonialisme, ou l'académisme, voire la révolution elle-même (depuis 1917). Vous pouvez toujours louablement opérer votre révolte dans tel ou tel secteur du réel, repousser l'un des mondes auxquels vous avez appartenu jusque-là, c'est-à-dire qui vous limitait, vous diminuait, vous mutilait, sans avoir peur ni honte à continuer de faire partie de tel autre de ces mondes, l'endossant au contraire sans même y penser. Ce refus partiel, refus opposé à l'un ou l'autre seulement des mondes qui vous retiennent prisonnier, c'est cet acte qui mérite vraiment d'être appelé *de gauche.*

Encore une fois, il ne suffit pas, pour passer à la détermination révolutionnaire, de multiplier les refus de ce genre. Et d'abord il faut remarquer que la question même de refuser ou de ne pas refuser ne se pose qu'à celui qui n'est pas dans l'état de la dépossession (dépossession pratique *ou théorique*). Celui à qui tout est déjà refusé n'a certes pas tellement d'efforts à fournir pour refuser quelque chose, pas tellement à faire pour repousser des tentations inexistantes, ni tant à se féliciter des mérites que se reconnaissent quelquefois à être de gauche ceux qui auraient pu demeurer dans les illusions où les enferme leur classe, en même temps qu'elle leur dispense ses privilèges. C'est pourquoi celui à qui tout est déjà refusé naturellement ne songera pas à se dire de gauche. Il est le révolutionnaire-né, l'homme de besoin, ou prolétaire, celui-là même auprès de qui les hommes de gauche se sentent toujours si désespérément, si comiquement roturiers, comme si le sort, dès leur naissance, avait écarté d'eux pour leur malheur ce titre de noblesse. quand il dépend d'une disposition de l'esprit tout à fait

naturelle et d'ailleurs fréquente de partager cette noblesse avec tous.

La question même de refuser ceci ou cela est *bourgeoise*. L'esprit de simplicité, tout aussi bien (et même mieux) que la naissance à l'extérieur des classes dominantes, en fait voir l'inconsistance. Le refus « de gauche » est encore un luxe. On ne prête qu'aux riches, dit-on, et de même il faut encore être *riche* pour se trouver de gauche. Faire l'abandon de quelque chose du patrimoine que représente l'appartenance à une classe privilégiée, fût-ce un abandon de pensée — une négation — voilà qui suffit d'habitude pour être dit et se sentir de gauche. C'est l'éternel côté franciscain des riches, complément nécessaire, luxe supplémentaire, grâce auquel il devient possible de jouir librement des richesses conservées. Il y eut un temps où le riche franciscain eut un sens. Et il n'y a pas si longtemps que l'homme de gauche pouvait encore s'en trouver un. Devant l'existence d'un mouvement révolutionnaire dont la nature *révolutionnaire*, en dépit de toutes les mélancolies que peut nourrir à son endroit l'esprit de perfection, est parfaitement claire, l'homme de gauche n'a plus aucun sens certain. Il sombre dans le vague, il peut être soupçonné de toutes les hypocrisies, de toutes les faiblesses, de toutes les habiletés, il est capable de céder à tous les caprices, de subir toutes les intimidations, d'être l'auteur de toutes les fausses démarches, de tous les retournements, revirements, conversions, reniements possibles. L'homme de gauche n'a pas de figure. Il n'a pas d'identité, parce que la gauche n'a pas de concept.

Qu'est-ce donc qui serait si nécessaire pour devenir révolutionnaire, et qui manque aux hommes de gauche ? Pour en rester aux « riches » — et remarquons que tout intellectuel est par définition un riche — et pour employer la seule terminologie adéquate ici, il leur manque d'abord le simple esprit de pauvreté ou, de nouveau, de simplicité, qui aurait pu tout naturellement leur donner au moins l'envie de céder à la contagion du refus, d'étendre à tous les mondes qui les tiennent prisonniers l'acte de rébellion qui les en rendrait libres. Parvenus là, il leur resterait encore à découvrir le critère révolutionnaire capable de donner à tous ces actes de refus bourgeois, ou de gauche, un sens commun, et qui les

forcerait en effet à les accomplir tous par cohérence. C'est alors qu'ils pourraient se retrouver — enfin ! — les égaux du révolutionnaire-né, de celui du moins qui leur semble né tout armé de ce critère avec l'état de besoin qui fut toujours le sien, ce qui est inexact, car il faut encore que le révolutionnaire-né se laisse persuader *par théorie* que son état de dépossession est justement l'état révolutionnaire fondamental, pour devenir lui-même un révolutionnaire.. Mais enfin, par leurs voies, ils seraient au moins parvenus à cet état de dépossession qui permet seul, et même s'il est purement théorique, de concevoir l'acte révolutionnaire.



Est *de gauche* l'acte de refus limité lui-même à la négation d'un des mondes qui empêchent un homme d'être un homme. Refuser d'admettre comme bornes légitimes celles du cloître mental qu'est la religion, par exemple, cela donne lieu, en politique, au laïcisme. Dans le parti appelé RGR, G signifie gauche, et gauche ici signifie seulement laïcisme, et laïcisme est le seul trait qui soit commun à tous les hommes de ce parti. Il y a cependant des catholiques appelés chrétiens progressistes qui ne sont nullement laïques, et qui se situent fort à gauche des premiers, puisqu'ils rejettent avec une vigueur toute communiste le régime social dont s'accommodent très bien les hommes de gauche du RGR, prisonniers du cloître mental qu'est la bourgeoisie. A la limite de l'ambiguïté, on peut encore trouver d'autres sortes d'évasion. Au yeux des républicains réactionnaires sages, le royalisme de Maurras passa toujours pour jacobin. La tristesse, la désolation sont si grandes, il faut croire, dans les jeunes générations bourgeoises, qu'une sorte assez fréquente de révolte, aujourd'hui encore, mène à l'adhésion royaliste.



Pris individuellement, chacun présentera donc quelque trait de gauche, et il est impossible de trouver un homme, même très original, très « anormal », ou très anormalement sain, et qui serait resté indemne, préservé de toute atteinte

de ce mal : la gauche, qui serait donc purement de droite. Tout le monde est contaminé plus ou moins, il y a de la gauche partout, et par suite il n'y a pas plus de droite pure que de gauche absolue. Au hasard des rencontres individuelles, des expériences et des lectures, des amitiés et des connaissances acquises, les traits de gauche se trouvent distribués inégalement dans toute vie, et chacun peut toujours être considéré comme une petite nébuleuse de gauche dans son genre. Le professeur Massignon connaît trop bien la culture arabe pour n'être pas révolté par la politique française en Afrique du Nord. Le sort des ouvriers français ne l'a pas spontanément mobilisé de même, et les limites qu'impose à la pensée la religion chrétienne — et la musulmane ne l'ont jamais indigné. Ainsi de suite...

De tels complexes peuvent se retrouver même à l'échelle d'une nation, un tel schéma s'appliquer même à l'attitude politique d'un peuple, considéré dans son ensemble, à un moment donné de son histoire. L'Amérique dans son ensemble est *de gauche*. Quiconque a vu vivre les soldats américains de 1944-45 n'en peut douter. Et les Européens qui ont vécu en Amérique ont tous été frappés du ton démocratique qui règne *dans les mœurs*. Pourquoi donc l'Américain le plus démocrate a-t-il l'air en Europe d'un patron ? L'Amérique en effet se conduit depuis la guerre comme l'homme riche du globe. Elle ne connaissait rien du monde, ne s'y intéressait pas, s'en isolait même volontairement, semblable en cela au jeune bourgeois libéral, tolérant, qui cherche en lui-même sa propre liberté, ne s'occupe pas des autres, et entend que les autres aussi le laissent en paix. Vint la guerre, où elle fut mise en demeure d'intervenir ou d'abdiquer absolument. Elle découvrit alors que le reste du monde était pauvre. Elle en fut effrayée, même elle en tomba malade, et n'en est pas remise. Tout ce qui s'en est suivi, sans exception, ressemble aux réactions du riche qui a peur. De l'isolationnisme, elle est ainsi passée à la solitude. A la solitude du maître, cet *incompris*, qui en effet ne comprend pas que c'est sa puissance même qui l'empêche d'être compris, et qui, incompris, prend peur. La bourgeoisie libérale du monde entier a suivi une évolution semblable. Le libéralisme est mort en même temps que le riche a pris peur, et

il a pris peur en même temps qu'il découvrait sa solitude. Jusque-là il pouvait se croire démocrate, homme de gauche, homme parmi les hommes de la société stable du libéralisme. Il ne le peut plus tout à fait, découvre qu'il est de droite, et que la droite est solitude. et par surcroît, que cette solitude est la mauvaise solitude. Le refus des limites, la levée des interdits, seuls. font entrevoir une communauté possible : la vérité sera l'œuvre et le privilège de tous. ou de personne. Il n'y a pas de raison pour ne pas être de droite si l'on n'a pas horreur de la solitude — disons de cette solitude qui ne vient pas de ce que l'acte solitaire par excellence. et promis à chacun, soit la mort. Mais il ne devrait être possible d'être ainsi de droite que seul. Tandis que les solitaires s'assemblent, comme s'associent les héros de Sade (avant de se supplicier les uns les autres) parce qu'ils ont en commun de croire qu'il n'existe aucune possibilité de briser la solitude. qui est pour eux absolue. Il y a donc une droite, mais cette droite n'est pas moins inconséquente ni moins impure que la gauche. Simplement, de nouveau. et sans même le savoir. la droite a pour elle la force des choses. ou plutôt leur poids, la force d'inertie de l'état de choses. la simple pesanteur. C'est le poids des choses qui se charge toujours de remettre de la cohérence là où elle commencerait à manquer. Dans la forteresse des limites reçues, on peut jouer tout à loisir à contester quelque chose de ce qui est, s'offrir le luxe d'un désordre, d'un rire, d'un caprice, d'une heure d'ivresse. d'un accès de générosité, d'un acte d'imagination, comme faisaient les princes partis se promener incognito dans la foule de leurs sujets. Le gigantesque agencement des limites n'en est pas ébranlé, l'édifice du monde extérieur demeure intact. Un trait de gauche chez un homme de droite n'est pas une inconséquence *réelle.* La droite semble donc toujours cohérente, et une. Encore une fois, cette cohérence est celle de ce qui est, cette unité l'unité de l'état de fait. L'inconséquence n'est que dans les hommes, et les hommes, à ce niveau, *ne peuvent même plus se tromper*, pour ainsi dire. Qu'ils acceptent le système en bloc, et à partir de là ils auront beau multiplier les actes de gauche, ils sont de droite, et le restent.



Cherchant toujours à préciser le sens du mot de *gauche* et l'usage qu'il est possible d'en faire, il est de la plus grande importance de remarquer maintenant qu'un homme politique révolutionnaire — c'est-à-dire le seul type d'homme en qui le penseur et l'homme d'action coïncident en principe — a le devoir, et d'ailleurs se trouve dans la nécessité de compter avec les traits de gauche ainsi semés dans l'éventail des formations politiques et des idéologies, des groupes divers, et même des attitudes individuelles. Ces *contradictions*, comme il dit, qu'il surveille sans cesse, et auxquelles il tente toujours d'*accrocher* l'action révolutionnaire — et l'action révolutionnaire a effectivement ce sens : elle est l'effort *logique* qui se greffe aux choses, qui s'en prend à elles (on est tenté de dire qui les interpelle, par analogie avec le dialogue) pour tâcher de leur faire développer *leurs propres conséquences* — ces contradictions, considérées ici comme l'inconséquence de la gauche, appelées ailleurs le déchirement de la gauche (si l'on prend la gauche comme un tout), le révolutionnaire voit en elles une autre expression, l'expression idéologique, des contradictions capitalistes. Aux contradictions capitalistes correspond l'inconséquence idéaliste. Inconséquence, précisément parce qu'il n'y a pas d'idéalisme qui ne comporte des traits de gauche.

Selon les événements, il pourra donc passer alliance avec tel colonialiste laïque plutôt qu'avec tel socialiste, avec tel papiste « social » plutôt que tel radical, tel philosophe idéaliste plutôt que tel théoricien marxiste « gauchiste » (demeuré au sein de la bourgeoisie, on peut bien être un homme de gauche; à l'intérieur de l'entreprise révolutionnaire, la même attitude est « gauchiste » : beau renversement, très réel, du sens que peut avoir la même attitude selon qu'elle est prise en deçà ou au-delà de la frontière révolutionnaire). Impossible pour lui d'agir autrement. Chez tout bourgeois, ou petit bourgeois, ou dans toute conscience pré-révolutionnaire, les traits de gauche et ceux de droite, les refus et les acceptations des limites, les répugnances et les soumissions sont mêlés dans des proportions variables, selon un

nombre d'arrangements infini, comme les électrons dans les atomes. Les isotopes de la gauche sont innombrables.

Pour l'homme d'action révolutionnaire, la gauche, quoique équivoque et incertaine toujours, est donc une réalité qui ne peut être négligée. Elle est une réalité pour lui. Il ne peut la négliger. Et pourtant, quelle étrange réalité est-ce là, même pour lui, qui ne peut jamais la saisir. Au vrai, à ses yeux même, la gauche n'est qu'un projet. La gauche — la Gauche sur laquelle les journaux publient tous les jours des informations, est la réunion *idéale* de tous les refus séparés, l'unité *jamais réalisée* de tous les traits de gauche semés dans la variété sans bornes des attitudes individuelles, le groupement *théorique* des actes de contestation du réel accomplis dans les différentes sphères du réel. Le jeu des alliances, sous la pression de certains événements graves et très exceptionnels (mais si graves qu'ils font devenir sérieux et obligent tout le monde à être conséquent pour quelques mois, les événements eux-mêmes jouant ici le rôle d'accoucheuse logique réservé d'habitude à l'action révolutionnaire), peut donner lieu à des phénomènes comme les fronts populaires, où la gauche est tout près d'avoir une réalité. Vrais paradis de la conscience de gauche, éphémères, inoubliables, ils sont bientôt l'objet de grandes nostalgies, et ces nostalgies mêmes ne tardent pas à se changer en hargne accusatrice, lorsque les choses ont repris leur morne cours, et qu'elles obligeraient à trop d'efforts supplémentaires ceux qui rêvent de retrouver l'ancienne unité, tombée du ciel en des temps de facilité bienheureuse.

Autant elle est une réalité non négligeable pour l'homme d'action, autant, au regard de la réflexion théorique, la gauche ainsi définie n'est d'aucun emploi. Celui qui n'est pas un homme d'action, mais qui essaie simplement de *penser* l'entreprise révolutionnaire et ses raisons, et qui finit par leur donner son assentiment, et par leur promettre à l'occasion son appui, ne peut prétendre qu'il y ait une pensée de gauche, ou il est incapable de la définir. Encore une fois, la gauche n'a pas de concept. Toute négation des limites, en soi, est de gauche. L'homme d'action peut encore savoir, à tel moment, dans telle situation, ce que veut dire gauche, approximativement. L'homme de réflexion ne peut pas le

prétendre. Si l'on parle de gauche, il est par suite indispensable de distinguer ce qu'il est admis d'appeler *la gauche politique*, dont la réalité est incontestable et n'a pas besoin d'être justifiée, et ce qu'on appelle la gauche intellectuelle — les intellectuels de gauche — dont l'existence n'est pas niable, qui peut être étudiée par exemple sociologiquement, mais dont la réalité effective est douteuse — ce qui signifie qu'il n'est pas du tout facile, elle, de la justifier, quelque envie qu'on en ait.



Ce qui précède avait pour but de faire admettre ceci de très simple : si *gauche* a un sens au niveau de l'action politique, au niveau de la réflexion ou de la recherche de la vérité, *gauche* ne peut qu'être opposé à *révolutionnaire*.

Cela est simple, et il peut même sembler facile de le faire admettre. En fait, au contraire, cela est presque toujours nié sourdement, et c'est dans la marge de cette négation sourde que se développent les haines inexpiables, entre ceux qui se nomment eux-mêmes des « frères ennemis », qui ne savent pas bien ce qui les sépare, et s'étonnent de se voir si proches et d'être forcés de se haïr tellement. Par suite, il est de la plus grande importance de savoir si l'on admet ou non une telle opposition, et pourquoi. Que reprochent les hommes de gauche aux révolutionnaires, au fond ? De n'être pas de gauche, sans doute, mais ils entendent par là : de ne pas être *vraiment* révolutionnaires. Et que reprochent les révolutionnaires aux hommes de gauche ? De n'être pas révolutionnaires, oui, mais surtout, de n'être pas *vraiment* de gauche. Or il est vrai qu'être de gauche n'a pas grand sens pour le révolutionnaire : lui par exemple ne se sent pas de gauche. Et celui qui est de gauche a de la peine à imaginer qu'être révolutionnaire, ce n'est pas simplement être un peu plus « de gauche ». La négligence de cette opposition réelle, l'ignorance, entretenue de part et d'autre, de cette différence de nature, engendre les ressentiments les plus ténébreux. Du prétendu « malheur de la gauche », la nature profonde en étant méconnue, on fait le crime des uns ou des autres, comme dans les mauvais couples. A force de ménager

nt les chances de s'entendre, feignant toujours d'être *les êmes*, dissimulant les différences, on en arrive au règne de ccusation permanente.

Peu de mots suffisent maintenant pour préciser cette oppoion. La développer complètement, ce serait exposer la éorie révolutionnaire au complet. Cela mènerait trop loin. d'abord il faut dire, pour peu réaliste que cela semble, e les disputes sur le parti communiste français actuel, le linisme, la possibilité d'y adhérer, n'ont rien à faire ici. la est d'un autre ordre. Beaucoup sont empêchés d'adhér au mouvement révolutionnaire parce qu'il se trouve accaré par *ce* parti communiste — quand ils n'auraient jamais héré à aucun mouvement révolutionnaire, simplement rce qu'ils sont vraiment des hommes de gauche, c'est-àre opposés *par théorie* à la théorie révolutionnaire.

Revenons-en à l'illusion tout à fait caractéristique déjà gnalée tout à l'heure : c'est l'illusion que les comporteents de gauche mènent insensiblement à l'attitude révolunnaire, que la gauche est *déjà* révolutionnaire. Cette illun, à la vérité assez superficielle, est grave aussi, et d'une ande importance de fait. Elle doit normalement, rigoureunent conduire celui qui l'entretient à l'attitude contre-révoionnaire. Il n'y a là aucun paradoxe, et nulle mauvaise de la part de ceux qui suivent ce chemin. Les choses se ssent ainsi. A chaque instant, l'entreprise révolutionnaire *lle* se présente elle-même comme un ensemble de limites. s adhésions individuelles au communisme ont même ce is : ce sont des limites nouvelles, la sécurité de nouveaux erdits qu'on épouse en lui, tout comme on pourrait faire ine religion par exemple. Cependant, il est trop certain la lutte révolutionnaire n'aurait aucune espèce d'exisce possible si elle ne s'imposait pas de se livrer seulent dans certaines limites, et même d'une étroitesse extrê. Le refus théorique de toutes les limites, qui est l'âme du uvement révolutionnaire, conduit donc à l'acceptation des ites de la lutte révolutionnaire, de la discipline, de la igne », etc... Pareille nécessité peut gêner grandement, tout pendant les périodes qui ne sont pas révolutionnaires. il semble ne subsister rien que le seul interdit. C'est aussi rquoi un homme de gauche peut toujours paraître plus

à gauche que n'importe quel révolutionnaire (sauf en périod révolutionnaire, de nouveau, où tout s'éclaire). Il semble e particulier aux intellectuels de gauche que l'honnêteté le oblige à refuser les limites de l'action révolutionnaire comm ils ont refusé les autres limites. C'est aller jusqu'au bout d l'attitude de gauche, être de gauche « jusqu'à la gauche » si l'on ose dire, et cela signifie : jusqu'à l'attitude contre révolutionnaire inclusivement. Cette chute dans l'abstractio ne cesse pas d'être attrayante. Mais on voit bien que l simple attitude du refus indéfini, qui est l'acte de gauch essentiel, est loin de conduire fatalement à la décision révo lutionnaire : elle ferait plutôt passer par-dessus.

Il n'est pas trop difficile de voir maintenant ce qui fa défaut aux actes de refus « de gauche », pour qu'ils soien des actes de refus révolutionnaires. C'est le critère maté rialiste.

Le seul critère qui puisse unifier tous les refus de gauch dans l'acte simple du refus révolutionnaire, c'est la définitio matérialiste de l'homme comme homme de besoin. On peu tourner et retourner cela comme on voudra : tout refus, tout révolte *de gauche* sont par nature idéalistes. Seul peut s dire *de gauche* l'humaniste non-révolutionnaire. La gauch coïncide alors avec les bons sentiments; on est de gauch parce qu'on n'est pas méchant, parce qu'on se fait une cer taine idée de l'homme, et qu'il est trop visible que des force réelles empêchent l'homme de réaliser cet idéal. Tout inte lectuel qui accepte de s'appeler de gauche obéit à un huma nisme, qu'il le sache et le veuille ou non, c'est-à-dire à u système de pensée qui prétend savoir déjà ce que doit êtr l'homme. Autrement dit, il donne de l'homme une défin tion positive. Il serait vain de chercher pareille prétentio dans la théorie révolutionnaire matérialiste. C'est pourqu il est impossible de constituer un humanisme des besoins Un humanisme des besoins se résoudrait aussitôt en actio révolutionnaire. L'homme en proie au besoin n'est pas u homme — ou il ne l'est que d'autre part, précisément e tant que la révolution n'a déjà plus aucun intérêt pour lu et n'en a jamais eu : en tant qu'il *n'est pas* en proie a besoin en même temps, c'est-à-dire en tant qu'il *oublie* l

esoin, et donc en tant qu'il est déjà un homme : cet être *ublieux* justement, distrait, désintéressé, curieux, jouisseur, eur, joueur, buveur, rêveur : par-dessus tout rêveur. 'homme en proie au besoin, lorsqu'il exige que ce besoin it satisfait, c'est toujours son besoin d'être un homme u'il exprime. Et il n'est nullement nécessaire pour cela, omme le croient les humanistes, qu'il sache déjà ce que 'est qu'un homme. Il suffit qu'il éprouve la nécessité de supprimer ce qui l'empêche d'être un homme. En ce sens, tout omme est en proie au besoin, y compris le bourgeois qui meurt des privations qu'il doit endurer pour rester de classe. La recherche de la vérité la moins ambitieuse, celle 'un critère d'universalité, oblige à nier toute définition de homme qui exclurait un homme de l'humanité. Il faut ors définir l'homme par son manque, ou besoin. C'est le éfinir négativement, et par suite renvoyer tout humanisme *ne die*. Le besoin, qui n'est pas une valeur, est la seule leur qui ne puisse être niée. Aligner tous les besoins sur besoin *matériel* des hommes, c'est mettre l'accent sur la ortée politique d'une telle définition. Ce n'est que cela, et on voit bien que la définition a une portée plus générale. 'état de besoin, plus l'exigence que ce besoin soit satisfait, t ainsi l'exemple parfait de la négation de la négation. Il t positif seulement en ce sens, mais ce positif est l'inconnu, qui n'est pas encore, ou ce qui est en train de se faire. est ce qu'exprime on ne peut mieux le texte suivant, Alexandre Kojève :

« Dans l'interprétation dialectique de l'Homme, c'est-à-dire de la Liberté ou de l'Action, les termes « négation » et « création » doivent, d'ailleurs, être pris au sens fort. Il s'agit non pas de remplacer un donné par un autre *donné*, mais de supprimer le donné au profit de ce qui n'*est pas* (encore), en réalisant ainsi ce qui n'a jamais été *donné* C'est dire que l'Homme ne se change pas lui-même et ne transforme pas le Monde afin de réaliser une conformité avec un « idéal » *donné* à lui (imposé par Dieu, ou simplement « inné »). Il crée et se crée parce qu'il nie et se nie « sans idée préconçue » : il devient autre simplement parce qu'il ne veut plus être le même. Et c'est uniquement parce qu'il ne veut plus être *ce qu'il est* que ce qu'il

« sera ou pourra être est pour lui un « idéal » qui « justifie
« son action négatrice ou créatrice, c'est-à-dire son cha
« gement, en leur conférant un « sens ». D'une maniè
« générale, la Négation, la Liberté et l'Action ne naisse
« pas de la pensée, ni de la conscience de soi et de l'ext
« rieur ; ce sont ces dernières au contraire qui naissent
« la Négativité se réalisant et se « révélant » (par la pens
« dans la Conscience) en tant qu'action libre effective[1].

Ce qui empêche l'homme qui se dit de gauche d'être u
révolutionnaire, c'est précisément qu'il ait de l'homme u
idée préconçue, un idéal que rien ne justifie. Il n'y a ri
de tel chez le révolutionnaire conscient. S'il arrive q
l'homme de gauche s'entende avec le révolutionnaire, c'e
donc toujours à la faveur d'un malentendu. Le refus idé
liste d'une limite donnée peut toujours coïncider avec u
épisode de l'action révolutionnaire négatrice. Il ne faut p
pour autant que l'homme de gauche se prenne pour u
révolutionnaire : quant au révolutionnaire, il ne risque p
pour autant de se prendre pour un homme de gauche.
importe certainement de savoir que l'on est de gauche,
non de droite. Mais il importe aussi de savoir, tout à gauc
qu'on soit, si l'on est idéaliste, ou matérialiste, et d'en co
naître les conséquences. Notamment, il importe de voir qu'a
niveau de la réflexion il n'y a pas de gauche, pas de pens
de gauche, ou que ce qui se nomme ainsi n'est pas pl
justifiable que ce qui est *de droite*. La générosité à part, u
idéalisme « de gauche » vaut strictement un idéalisme « d
droite ». Que le communisme, dans la conjoncture présent
ait ou n'ait pas d'attraits, c'est une autre affaire. Il fa
admettre au moins, pour éviter de graves erreurs, et d
désaccords plus graves encore, laissant d'autre part chacu
choisir selon ses moyens, ses dispositions, sa fatigue, s
humeurs même, qu'aucune exigence intellectuelle « de ga
che » n'est justifiable (elle risque toujours de se changer e
son contraire) si elle ne va pas de pair avec *l'universel*
exigence communiste, si elle n'est pas portée par elle
prise en elle. S'il n'en est pas ainsi, cette prétendue exigen
redevient l'exaltation d'une nouvelle valeur entre toutes l

1. *Introduction à la lecture de Hegel*, p. 493.

autres, le prêche d'un nouvel humanisme entre les innombrables autres humanismes, ses rivaux et semblables (à quelque différence près), la poursuite de la vaine querelle de sourds à travers les siècles. Chacun peut avoir ses raisons de rester à l'écart de l'entreprise communiste. Mais en théorie, si l'on excepte les théologies, il n'y a pas de *pensée* non communiste possible. Que les idéalistes de gauche cessent donc d'accuser les révolutionnaires de n'être pas de gauche : ils ne font ainsi que leur reprocher de n'être pas idéalistes. Qu'ils comprennent que les révolutionnaires peuvent bien préférer un idéalisme de gauche à un idéalisme de droite dans l'action politique, mais qu'en théorie, pour eux, l'un et l'autre se valent. Et qu'ils comprennent en outre qu'un peu moins de rigueur suffirait à faire disparaître en peu de temps tout semblant d'action révolutionnaire. Qu'ils sachent enfin pourquoi ils peuvent s'allier aux révolutionnaires et dans quelle mesure, au lieu de ne s'allier jamais à eux que par malentendu.

C'est à réduire de tels malentendus que tendaient les réflexions qui précèdent.

Dionys Mascolo.

Jean-T. Desanti.

RÉFLEXIONS HISTORIQUES ET CRITIQUES SUR LA NOTION DE GAUCHE

Il y a toujours quelque distance des mots aux choses, et les idées, même les plus habituelles et les plus précieuses, recouvrent souvent des expériences contradictoires. Ainsi de la « Gauche ». Le nom est commun, mais la notion confuse.

Le prestige du nom est une donnée de notre histoire. Les Jacobins contre l'Europe monarchiste; les « Républicains » contre le Second Empire; la Commune contre Versailles; le Front Populaire contre le fascisme. Ce passé de lutte contre la régression sociale est porté au crédit de la « Gauche ». Et beaucoup d'honnêtes esprits, en se réclamant de la Gauche, pensent avoir par là même pris parti : pour les libertés contre la tyrannie, pour le peuple contre les minorités qui l'exploitent, pour le progrès contre la réaction politique et sociale, pour les lumières contre l'obscurantisme.

Et cependant si l'on voulait définir avec précision « l'idéologie de Gauche », on ne tarderait pas à éprouver de graves mécomptes.

Bien entendu on aurait toujours la liberté d'évoquer « l'homme de Gauche », « l'attitude de Gauche », « l'humanisme de Gauche ». etc. et de tenter leur « description ». Mais alors de deux choses l'une.

Ou bien on se donnerait librement son objet, et alors on aurait effectivement la « liberté » de le décrire à sa convenance, et en définitive on ne comprendrait sous la notion de la « Gauche » rien de plus que ce qu'on aurait décidé d'y mettre.

Ou bien on commencerait par reconnaître que la notion résiste à l'analyse; qu'il y a eu *des* attitudes de « Gauche », historiques et concrètes, *des* politiques de « Gauche », *des* idéologies de Gauche, etc. Et dans ce cas on verrait vite s'évanouir sous ses yeux l'objet même qu'on s'était proposé de « décrire » : la « Gauche » prise en général.

On aurait beau ici rechercher quelque dénominateur commun ces diverses attitudes concrètes, apparues dans l'histoire, et u'on dénomme « de Gauche ». On n'aboutirait qu'à l'abstraction 1 plus pauvre et la plus confuse. Retranchez de Robespierre, de 3lanqui, de Marx, de Lénine, par exemple, les traits qui, dans leur emps, caractérisent d'une manière spécifique leur pensée et leur ction. Le résidu est formel et insignifiant. Les quelques détermi- ations que l'on pourrait retenir en lui (souci de « justice sociale », echerche de « l'humain », reconnaissance de la « vertu ou de la écessité de la révolte », etc.) sont elles-mêmes formelles et vides. Et si elles constituaient effectivement, à elles seules, le contenu e la notion de Gauche, alors on serait en droit de tenir la notion our suspecte car elle se prêterait à toutes sortes de supercheries. « *Abstracte, id est confuse* », écrivait Spinoza. La formule 'applique à la « Gauche » abstraite... La meilleure preuve en erait l'existence de M. Guehenno qui fut, un temps, « l'homme de auche » au *Figaro*, sans parler d'André Malraux que son goût de Gauche » pour la révolte conduisit à se retrouver dans le iême camp que Tchiang-Kaï-Tchek et Franco. Et cependant, oin d'être suspecte aux masses populaires de notre pays, la notion e la « Gauche » est, pour elles, précieuse et riche. Nous gardons souvenir de l'année 1936. L'unité d'action des socialistes, des ommunistes et leur union avec d'autres démocrates mirent en hec le fascisme et permirent, au sein du Front Populaire, la mise 1 œuvre d'une politique de progrès social. Nous gardons le ouvenir de la Résistance et de l'Union autour du programme du .N.R. « La Gauche » : le mot éveille quelque espoir.

C'est pourquoi il mérite examen.

* * *

Les communistes prennent entièrement au sérieux l'idée maî- esse du marxisme selon laquelle l'histoire, depuis qu'il existe des itagonismes de classe, n'est au fond que « l'histoire de luttes de asses ». Cette idée, beaucoup la considèrent comme un lieu ommun et la répètent du bout des lèvres. Ne conviendrait-il pas utôt de s'efforcer de la penser dans tout son contenu et de se emander si, de cette manière, on n'apporte pas quelque clarté ıx problèmes que pose la « Gauche »?

C'est en effet une donnée brute de l'histoire qu'à toute époque,

depuis la fin du communisme primitif, ont existé (bien qu'à des degrés divers) des classes révolutionnaires et des classes réactionnaires [1]. Furent réactionnaires les classes dont le rôle dans la production était tel qu'elles étaient intéressées au maintien des rapports de production dominants. Furent révolutionnaires les classes dont la situation et le rôle objectif exigeaient la disparition de ces rapports de production et la venue au jour de rapports de production nouveaux. En nous plaçant ainsi d'emblée à un point de vue de classe il nous est possible d'éviter, dès le départ, quelques fâcheuses confusions.

Nous pourrons appeler « Gauche véritable » [2] les formations politiques qui furent, à un moment donné, l'expression de l'alliance entre la classe révolutionnaire et les couches sociales dont les intérêts, sur certains points et pour un temps, convergeraient vers ceux de la classe révolutionnaire. Et si nous employons l'expression « gauche véritable », c'est pour distinguer ces formations politiques, qui ont toujours joué dans l'histoire un rôle progressiste, des diverses « Gauches par abus de langage », lesquelles ont, en général, fini par jouer un rôle réactionnaire au service de la classe dominante. De ce point de vue, le Front Populaire constitue une « Gauche véritable ». Au contraire, le « Cartel des gauches » qui triomphe aux élections de 1924 constitua une « gauche par abus de langage ». Ceci sans parler des « gauches » [3] frauduleuses. (Autrefois, par exemple, les « Républicains de Gauche », formation quasi fasciste qui compta dans ses rangs M. François Pietri.)

1. Rappelons la définition que Lénine donne de la classe : « Un ensemble d'individus qui dans la production jouent un rôle similaire, sont à l'égard d'autres hommes dans des rapports identiques. »

2. Il y a toujours quelque arbitraire à fixer ainsi le vocabulaire. Mais, en France, le mot « gauche » a pris dans le public, une résonance politique qui autorise cet emploi plus précis. On parle de la « gauche » comme du contraire de la « réaction », sous toutes ses formes (politique, sociale, cléricale... etc.). Or comme le sens propre de la réaction ne peut être cherché que dans sa nature de classe, c'est dans sa nature de classe qu'il importe aussi de chercher le sens propre de la « gauche ». Il peut paraître étrange d'avoir à désigner du même nom des formations politiques apparues dans des sociétés de nature différentes et qui, dans la même société jouent des rôles politiques souvent opposés. Mais l'essentiel n'est-il pas de bien concevoir la chose même que le mot désigne? La même observation serait valable d'ailleurs pour tous les mots du vocabulaire politique. (Cf. par exemple le contenu contradictoire du mot « démocratie » selon la classe sociale qui l'emploie.)

3. Le problème se posera plus loin de savoir comment a été rendu possible cet emploi frauduleux du mot.

Ainsi se trouve défini le problème auquel nous avons affaire en abordant l'analyse de la notion de Gauche. Rechercher dans quelles conditions historiques sont nées ces formations politiques dans lesquelles s'expriment les intérêts convergents de la classe révolutionnaire et des couches sociales liées à elles. A quels moments apparaissent de telles alliances? Quel est leur sort? Et comment modifient-elles les rapports politiques déjà donnés?

***

Remarquons d'abord que de telles formations ne sont pas possibles à tout moment. Il ne suffit pas d'une classe objectivement révolutionnaire, il ne suffit pas d'une lutte de classe aiguë pour qu'apparaisse, dans une société donnée, une « gauche véritable ».

Prenons par exemple la société antique, dont la base économique fut l'esclavage. On sait que les esclaves s'y trouvaient, potentiellement, dans une situation révolutionnaire. Cela veut dire qu'ils jouaient, par leur travail, un rôle universel dans la société et qu'ils étaient en rapport direct avec la production des biens nécessaires à la subsistance de la société tout entière. Cela veut dire aussi que tout le poids de l'édifice social reposait sur eux et qu'ils étaient, de ce fait, en état de révolte permanente et naturelle contre un régime qui exerçait sur eux une violence continue et immédiatement sensible. Cela veut dire enfin que la suppression du système esclavagiste fut, à un moment donné, une exigence de l'essor des forces productives, et que, de ce fait, à partir d'un certain degré d'évolution de la société antique, l'intérêt propre des esclaves (leur émancipation) coïncida avec les exigences du développement de la société tout entière. On sait cependant que jamais les esclaves ne s'élevèrent à une idéologie de classe dans laquelle fût posée d'une manière explicite une conception du monde impliquant l'avènement d'une société sans esclaves. Réduits au maniement des choses, exclus de la cité (du moins à Rome), tenus, dans leur masse, à l'écart de la culture, ils étaient privés des instruments qui leur eussent permis de parvenir à une conscience claire et universelle de leur situation et de leur rôle. Ils luttaient contre les maîtres. Mais la conscience de leur servitude restait à ce point pesante et quotidienne que leur lutte ne pouvait être que spontanée ou explosive. Elle se manifestait par la fuite, la « paresse », la révolte. Encore leurs révoltes (mal connues) n'étaient-elles, au

point de départ, que des fuites en masse et en armes. Elles n'étaient nullement des actions révolutionnaires conscientes ayant pour but la suppression de l'esclavage. Et si, parfois, elles prirent le caractère d'entreprises politiques, si même elles conduisirent les esclaves à dominer des cités, ce ne fut point là un trait essentiel et permanent, caractéristique de l'action de classe des esclaves, mais plutôt le fait de circonstances locales et passagères [4]. En général, les esclaves n'intervinrent pas dans la vie des cités. Leur lutte de classe fut constante et, parfois, violente. Mais elle demeura, pour ainsi dire, sourde et muette. L'histoire politique des cités fut l'expression des antagonismes qui opposèrent les classes d'hommes libres. La classe qui, de son essence, était dans une situation révolutionnaire, ne put s'élever à la conscience de son rôle, ni, par suite, le jouer. Elle restait une « classe en soi ». Dans ces conditions (pour peu que ce langage garde ici un sens), nous dirons que les esclaves n'étaient « à gauche » de personne. Simplement étrangers au corps des citoyens, ils n'avaient pas d'idéologie politique. Pas davantage il ne pouvait exister, dans l'antiquité, de « gauche véritable ». Car les classes d'hommes libres qui, en brisant le pouvoir de la vieille aristocratie, jouèrent, dans les cités, un rôle révolutionnaire, furent liées à l'essor de l'économie marchande et, par conséquent, au développement de la production en vue d'un marché sans cesse plus étendu. Ce qui exigeait l'emploi de plus en plus massif et l'exploitation de plus en plus méthodique de la main-d'œuvre servile. Ces classes furent fondamentalement esclavagistes. En quelques circonstances seulement, à Rome, les chefs populaires purent être tentés d'utiliser les esclaves comme troupes d'assaut. Marius en 88 avant J.-C., Catilina en 63. Mais l'utilisation des esclaves ne les eût nullement émancipés. Le maintien et l'aggravation de l'esclavage étaient la condition du développement économique des classes qui jouaient dans la société un rôle progres-

4. Cf. dans *Hérodote* (VI, 83-84) le récit de la révolte des esclaves d'Argos en 494 avant J.-C. Profitant de la guerre qui opposait Sparte et Argos, les esclaves chassèrent les maîtres et dirigèrent la cité. Ils furent à leur tour chassés par les fils des maîtres vaincus. Ce qui laisse supposer que leur domination dura quelques années. Ils s'emparèrent alors de Tirynthe et s'y établirent jusqu'à ce qu'un devin les persuadât d'attaquer leurs maîtres. Il s'ensuivit une guerre dont, ajoute Hérodote, « les Argiens ne sortirent vainqueurs qu'à grand peine ».

On sait que Spartacus lui-même, dont l'entreprise eut une influence politique décisive sur l'histoire de Rome, n'avait sans doute d'autre but que de ramener, dans leurs pays respectifs, ses compagnons révoltés.

siste. Aussi toutes furent-elles esclavagistes. Aucune ne joua jamais un rôle universellement révolutionnaire, ni même n'eut jamais conscience de le jouer. Même pour le paysan pauvre et endetté, le problème n'était pas de supprimer l'esclavage, mais bien d'éviter pour lui-même de tomber dans la condition servile.

On voit ici quelle est la première condition de constitution d'une « gauche véritable ». Il ne suffit pas de la conscience que les producteurs prennent de leur malheur ou de leur servitude, ni même de la possibilité qui leur est affectée de se révolter. Il importe aussi que ces masses aient les moyens d'accéder à une conscience cohérente de leurs intérêts de classe. Il faut donc que le mouvement de la société, pris dans son ensemble, sa structure économique, son degré de développement technique, la forme et le niveau de sa culture, la nature des rapports de classe, permettent l'épanouissement des instruments universels nécessaires à la formation, dans la classe révolutionnaire, d'une conscience révolutionnaire. Il ne suffit pas non plus que les luttes des classes soient aiguës ou violentes. Il importe aussi qu'elles deviennent explicites, formulées au sein d'idéologies formellement exprimées. Alors seulement peut paraître une classe révolutionnaire capable, pour un temps, de jouer un rôle universel et d'entraîner, dans son mouvement, les classes opprimées de la société.

On sait que telle fut la fonction de la bourgeoisie, dans sa lutte contre la féodalité. Aussi est-il légitime de chercher dans la Révolution bourgeoise l'origine, sinon du mot lui-même, du moins de la « catégorie » politique que désigne le mot « gauche » [5].

Classe objectivement révolutionnaire au sein de la société féodale, la bourgeoisie fut en effet capable de penser le monde d'une manière révolutionnaire. Ce ne fut point là un hasard ni le fait de quelques hommes, mais bien l'expression du rôle objectif que la bourgeoisie jouait dans la société par suite de sa place dans la production. Bien que le poids de l'économie féodale pesât principalement sur la masse paysanne, la bourgeoisie était cependant la classe qui avait un intérêt immédiat, et pour elle immédiate-

5. Le mot semble avoir été employé pour la première fois sous la Restauration pour désigner les députés de l'opposition parlementaire qui siégeaient à gauche du Président de l'Assemblée. Cf. Paul-Louis Courier cité par Littré à l'article « Gauche ». Ainsi Thiers appartenait au « Centre-Gauche » cf. encore Balzac. « Splendeurs et misères des courtisanes », où Rastignac se moque de « ceux qui sont au Centre et votent avec la Droite ».

ment perceptible, au changement des rapports de production. Sa situation était bien différente de celle des classes dont l'essor fut, dans l'antiquité, lié au développement de l'économie marchande. Dans l'antiquité, le progrès de l'économie marchande était entravé par les structures politiques et juridiques héritées de l'économie domaniale, agraire, qui caractérisait les premières sociétés gentilices. Aussi, dans la Grèce du VIIe et du VIe siècles, par exemple, les marchands, les armateurs, les artisans luttaient-ils contre la vieille aristocratie propriétaire du sol et des troupeaux... Mais cette lutte n'était nullement dirigée contre l'essence même de la base économique de la société, c'est-à-dire sa structure esclavagiste. Il en était tout autrement pour la bourgeoisie naissante. Ici l'essence de l'économie féodale, ou, du moins, les institutions juridiques et politiques qui en étaient l'expression, entraient en contradiction ouverte avec le mode nouveau de production qui devait donner naissance au grand commerce et, bientôt, à la manufacture. Or la bourgeoisie était en contact immédiat avec ce nouveau mode de production. Ce développement était son affaire. Par là, son activité fut universellement destructrice de la féodalité. Selon les mots de Marx et Engels, dans le *Manifeste*, « tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié, pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du paiement au comptant ». De plus, la bourgeoisie devait dominer sa propre pratique sociale à un moment où les éléments de cette pratique atteignaient un niveau de développement relativement élevé. Pour cela il lui fallait penser d'une manière explicite les instruments universels capables de la conduire à cette domination; les dégager du passé, les poser dans leur pureté révolutionnaire, et faire, par eux, éclater le monde déjà donné de la culture.

Pour ces raisons, la bourgeoisie ne pouvait rester « classe en soi ». Sa conscience ne pouvait avoir pour contenu la simple pesanteur du quotidien. Religion, science, droit, il lui fallait repenser tout cela en fonction de ses intérêts de classe — et de son avenir. Aussi dirons-nous qu'une « gauche véritable » devait apparaître au moment où la bourgeoisie, ayant pris conscience de son rôle révolutionnaire et se l'étant justifié à elle-même dans une idéologie cohérente, s'érigea, à la fin du XVIIIe siècle, en classe universellement révolutionnaire. Et de fait, pour un temps, qu'elle

l'eût médité ou non, elle était l'accoucheuse de l'histoire. Il fallait briser la féodalité. Elle en avait conçu les moyens. Et par rapport aux classes déshéritées (paysannerie principalement) qui souffraient des chaînes féodales, elle jouait un rôle dirigeant. Aussi avait-elle conscience, non sans quelque ivresse verbale, de penser et d'agir au nom de l'humanité tout entière. On connaît l'enthousiasme de Hegel parlant de la Révolution Française. « D'un seul coup, c'était l'idée, le concept du droit qui prévalait, et, contre cela, le vieil échafaudage de l'injustice ne pouvait résister... Ce fut un magnifique lever de soleil. Tous les êtres pensants se sont associés à la civilisation de cette époque. Une émotion sublime a régné en ce temps; un enthousiasme de l'Esprit a fait frissonner le monde entier. » (*Ph. de l'Histoire*, édit. de 1840, p. 535.)

Il suffit cependant de pousser un peu plus loin l'analyse des rapports de classe pour voir apparaître le caractère précaire de cette « gauche » bourgeoise et pour montrer que le sens véritable qu'elle a eu un moment ne pouvait manquer de s'obscurcir bientôt et, par là, de se transformer tout à fait. Universelle, la bourgeoisie ne pouvait le paraître que par usurpation de titres. Cette usurpation était fondée dans la nature des choses tant que la révolution bourgeoise accomplissait la dislocation du système féodal, permettait la libération des couches paysannes, et, d'une manière modeste, leur accès à la propriété individuelle du sol. Ainsi il était de l'essence de la révolution bourgeoise de mettre en mouvement de grandes masses humaines. Mais il était également de l'essence de la bourgeoisie de ne pouvoir se développer elle-même qu'au moyen de l'exploitation à son profit des masses ainsi « libérées » de la féodalité. Ces masses, elle ne les émancipait qu'à l'égard du type féodal de l'exploitation.

Le cours de la Révolution Française nous montre à la fois la nature de la « gauche » bourgeoise et le processus de sa décomposition. La contradiction fondamentale dont souffrait la société féodale avait trouvé son point critique au moment où l'antagonisme qui opposait la vieille aristocratie à la bourgeoisie ne pouvait être résolu que par la violence. Au cours de ce mouvement, les masses populaires, les paysans qui désiraient se débarrasser des charges féodales, les petits brougeois pauvres, les artisans, les « manœuvres », qui avaient soif d'égalité civile et (pour certains d'entre eux) sociale, se trouvèrent objectivement portés dans le camp de la bourgeoisie. Mais à l'intérieur de ce camp se développait

une autre contradiction, secondaire par rapport à la première, mais également nécessaire, entre les intérêts de classe de la bourgeoisie et les espérances que la destruction de la féodalité faisait mûrir au sein de la masse des exploités et des opprimés. Dès le 18 juin 1791, au lendemain de la loi Le Chapelier, Marat écrit, dans *l'Ami du Peuple :* « Les députés ont enlevé à la classe innombrable des manœuvres et des ouvriers le droit de s'assembler pour délibérer en règle sur leurs intérêts... Ils ne voulaient ainsi qu'isoler les citoyens et les empêcher de s'occuper en commun de la chose publique. Ainsi c'est au moyen de quelques grossiers sophismes et de l'abus de quelques mots que les infâmes représentants de la Nation l'ont dépouillée de ses droits. » Par là était portée au grand jour la contradiction qui était au cœur de la constitution de 1791 : au moment même où la bourgeoisie affirmait l'universalité de son règne, l'État devenait l'instrument de sa domination et l'universalité de la Nation restait purement juridique et formelle. Mais alors se posait un problème politique nouveau, à la fois pour la bourgeoisie et les masses populaires. La poursuite de la révolution bourgeoise jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la constitution d'un État bourgeois stable et fort, exigeait la défaite de l'aristocratie française et des aristocraties européennes coalisées. Cette victoire, la bourgeoisie ne pouvait l'obtenir sans l'appui des masses populaires. Et de fait, chaque fois, ce fut l'intervention directe de ces masses qui sauva la révolution et permit de la faire avancer.

Fallait-il, dans ces conditions, résoudre les contradictions secondaires pour triompher de la contradiction fondamentale? Fallait-il, autrement dit, démocratiser la révolution pour l'accomplir? Fallait-il achever la démocratie politique en démocratie sociale? C'était là un problème de stratégie révolutionnaire intérieur au développement même de la révolution et qui était l'expression de sa nature.

Un moment vint où il fut urgent de résoudre ce problème : le moment où la lutte de classe atteignit un tel degré qu'il ne restait plus à la bourgeoisie que deux solutions : soit capituler devant les forces de la contre-révolution (car pour chercher un compromis. il était maintenant trop tard ou trop tôt), soit aller plus loin encore dans la voie de la révolution. Concevoir, organiser et diriger l'alliance de la bourgeoisie et des masses populaires (principalement parisiennes), ce fut à un moment, pour l'ensemble de la classe bourgeoise, une question de vie ou de mort. Mais cette

alliance, qui pouvait la concevoir, l'organiser, la diriger? Certainement ni la paysannerie ni la classe ouvrière, celle-ci encore embryonnaire par suite du faible degré de développement du capitalisme industriel. Les dirigeants de ce combat ne pouvaient appartenir qu'à la bourgeoisie. Encore devaient-ils lutter contre les éléments retardataires, inertes ou corrompus de leur propre classe. On sait que ce fut la fraction robespierriste de la Montagne qui s'acquitta, avec l'appui du peuple, de cette tâche historique. Et c'est elle qui réalisa, pour ainsi dire, à l'état pur, cette « gauche véritable » que portait en elle l'action de classe de la bourgeoisie. Mais on comprend du même coup la faiblesse inhérente à une telle formation politique et la raison de sa rapide décomposition. Ses éléments dirigeants n'étaient pas constitués par les représentants de la bourgeoisie tout entière, mais par ceux de ses couches les plus pauvres. De ce fait, ils se trouveraient assez près des petits bourgeois, des boutiquiers, des artisans, qui, avec les ouvriers composaient les « sans-culottes ». Ils étaient l'avant-garde démocratique de la bourgeoisie, mais ils n'en n'étaient pas la couche économiquement dominante. D'autre part, ils ne pouvaient échapper à l'horizon idéologique et politique de leur classe, le droit de propriété reste, pour eux, intangible (malgré les mesures de circonstance contre les accapareurs et malgré la loi du maximum), et la loi de Chapelier, même au plus fort de la Terreur, ne fut jamais abrogée. Ils ne pouvaient donc résoudre les contradictions qui se développaient dans le camp anti-monarchique ni conformément aux intérêts de la fraction dominante de leur propre classe, ni conformément aux besoins des couches populaires, leurs alliées. Quant à celles-ci, elles ne pouvaient, en ce temps, prendre la direction du mouvement et le conduire victorieusement à son terme; il y manquait l'essentiel, une classe ouvrière organisée et consciente. Le capitalisme n'avait pas encore produit son fruit. Mais ces contradictions ne pouvaient rester ouvertes. Elles le pouvaient d'autant moins que s'accroissait la misère des masses, que les sans-culottes multipliaient les revendications égalitaires dans le domaine économique. Elles furent donc résolues. Mais de la seule manière possible, à Thermidor, par la défaite des sans-culottes et au profit de la grande bourgeoisie. La belle unité des commencements était maintenant brisée.

Ainsi la « gauche » bourgeoise ne fut « véritable » qu'un temps. Un temps seulement put vivre l'alliance de la classe bourgeoise et

les masses populaires. Un temps seulement elle put, sous la direction de la bourgeoisie (et à partir d'un moment, de ses éléments les plus avancés) faire progresser la société tout entière. Le temps que dura la lutte contre le régime féodal et la lutte pour la conquête, par la bourgeoisie, du pouvoir d'État. Et ce ne fut point là un hasard dû à la sévérité des circonstances. Mais l'expression même de l'essence de classe de la Révolution bourgeoise [6].

Dès l'instant où est construit l'État stable et fort, conforme à ses intérêts (l'état napoléonien), la bourgeoisie cesse de jouer un rôle révolutionnaire. Elle est rendue tout entière à son essence de classe exploiteuse. La société change de nature. Les forces productives entravées par le système féodal vont se développer librement. Le mode de production capitaliste devient le mode de production dominant. Le pôle révolutionnaire de la société se déplace : la classe révolutionnaire est désormais le prolétariat. Dans ces conditions, une « gauche véritable » (au sens où elle a été définie plus haut) ne peut plus se constituer qu'en fonction des intérêts de classe du prolétariat.

Mais ici s'impose un nouvel examen.

*
* *

Avec le prolétariat apparaît une classe révolutionnaire totalement différente de celles du passé. Et s'il en est ainsi, c'est par suite de la nature du mode de production capitaliste qui l'engendre et, du même coup, par suite de la nature de la société bourgeoise au sein de laquelle cette classe se développe.

« Toutes les classes, écrivent Marx et Engels qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir, essayent de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu propre. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui

6. Bien entendu l'opposition jacobine continue après Thermidor. Mais l'alliance avec les masses populaires ne peut plus maintenant être dirigée par les éléments bourgeois qui, par esprit de classe, se montrent hésitants et abandonnent les mouvements populaires à leur sort (cf. l'échec de la journée du 1er avril 1795). Quant à la « Gauche populaire », malgré les efforts de Babeuf, elle ne peut non plus jouer un rôle dirigeant entraînant, sous la direction de la classe ouvrière, les éléments les plus avancés de la bourgeoisie. La classe ouvrière est trop faible et ses formes d'organisation trop frustes, pour qu'elle puisse exercer cette direction.

était particulier à celles-ci et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne : ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure.

Tous les mouvements historiques ont été jusqu'ici accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle. » (*Manifeste du Parti communiste*, Éd. Sociales, p. 39.)

Ce ne sont point là de simples constatations empiriques, valables pour l'année 1848, et aujourd'hui périmées. On doit même dire que la simple observation n'eût pas permis en 1848 de saisir la nature objective du prolétariat. Il fallait pour cela dégager l'essence du capitalisme et montrer que sa loi fondamentale de constitution exigeait le développement de cette classe de producteurs qu'on appelle prolétaires. La nature du prolétariat est l'expression de cette essence [7].

C'est pourquoi le prolétariat se trouve dans une situation absolument différente de celle dans laquelle se trouvaient les esclaves et de celle dans laquelle s'est trouvée la bourgeoisie révolutionnaire.

Contrairement aux esclaves, les prolétaires ne peuvent rester une classe aveugle; leur lutte de classe ne peut demeurer implicite. Les conditions de la production capitaliste les conduisent à se grouper et à prendre ainsi conscience de leurs intérêts communs. De plus, la lutte pour de meilleures conditions de vie et de salaire les oppose au capitaliste d'une manière directe et universelle. Alors que l'esclave vit sous la dépendance concrète et immédiate du maître (il est sa propriété), alors que ses besoins ne peuvent être satisfaits que par la volonté explicite du maître, qui peut, s'il veut en supporter la perte, le laisser mourir, le prolétaire lui n'est pas sous la dépendance concrète, immédiate et personnelle du capitaliste. Il s'ensuit que l'esclave à peine a comprendre (ou même à saisir) le rapport d'opposition qui le lie au maître. Pour lui ce

7. Ce qui implique que, dans leurs principes essentiels, les analyses du Manifeste restent valables pour toute formation sociale dans laquelle dominent les rapports capitalistes de production, et aussi longtemps qu'ils demeurent dominants. De là les tentatives de certains penseurs révisionnistes en vue de montrer, par exemple, que le capitalisme aux U.S.A. est aujourd'hui dépassé (cf. par ex. M. André Philip).

rapport apparaît comme un lien immédiat de dépendance par lequel le maître exerce sur lui un droit absolu. Aussi essaye-t-il simplement d'échapper à ce lien, par la fuite, par le meurtre, ou en « méritant » l'affranchissement. Le prolétaire, au contraire, parce qu'il est libéré de toute servitude personnelle, parce qu'il est une force de travail libre sur le marché, sait très bien (ou du moins la classe ouvrière l'apprend en même temps qu'elle se développe) qu'il ne peut ni fuir, ni être « affranchi ». Il peut quitter telle usine. Il n'en demeurera pas moins avec sa seule force de travail à offrir, prolétaire comme devant. Aussi le prolétariat réagit-il spontanément contre sa situation au moyen de la lutte économique. La bourgeoisie fait du prolétaire un individu libre de tout lien personnel de dépendance, elle ne laisse subsister, selon les mots du *Manifeste*, d'autre lien entre l'homme et l'homme « que les dures exigences de paiement au comptant ». C'est pourquoi le lien du prolétaire au capitaliste est immédiatement saisi par ce producteur « libre » comme un rapport antagoniste, une lutte pour le salaire.

Là est la racine de la lutte de classe des prolétaires. Mais ce n'en pas l'épanouissement. On sait que cet épanouissement est la lutte politique contre l'État bourgeois. Et l'on trouvera, dans *Misère de la Philosophie* et dans le *Manifeste*, l'analyse du processus par lequel le prolétariat, devenu « classe pour lui-même », ayant pris conscience de l'antagonisme qui l'oppose à la bourgeoisie, apprend à concevoir et à maîtriser les instruments de sa libération.

Ce qui nous importe ici, c'est de remarquer que ces instruments sont fondamentalement différents de ceux qui avaient permis l'ascension et la victoire de la bourgeoisie révolutionnaire. Fondamentalement différentes aussi sont les perspectives qui s'offrent à l'action révolutionnaire du prolétariat.

La bourgeoisie n'était pas la seule classe révolutionnaire de la société féodale. Elle était simplement la plus consciente, en raison du contenu de sa pratique sociale, la seule capable de concevoir les moyens politiques et idéologiques susceptibles de briser le pouvoir des féodaux. Pour cette raison, parce qu'elle n'était pas la *seule* classe révolutionnaire, la bourgeoisie dut *se donner* une perspective universelle, elle dut se forger une conscience universelle, élever, pour ainsi dire, sa propre conscience de classe à la hauteur du concept abstrait qu'elle formait de sa fonction universelle. (Cf. *Rousseau* ou *Kant*.) Ce fut là un processus idéolo-

gique au sens qu'Engels donne à ce mot (c'est-à-dire un processus dans lequel les forces motrices qui mettent le « penseur » en mouvement lui demeurent inconnues. (Cf. *Engels*, Lettre à *Franz Mehring*, 14 juillet 1893.) Aussi la bourgeoisie eut-elle audess-us de soi, pour ainsi dire, un ciel juridique, qui contenait comme la mesure achevée de l'homme éternel. Et ce ciel, elle se donna pour tâche de le justifier, de le défendre, en attendant de le faire descendre sur terre. C'est pourquoi la bourgeoisie fit éclater l'idéologie passée au moyen du maniement de l'analyse abstraite, au moyen de la mise en œuvre d'idéaux abstraits. Pour accomplir ce dessein, dans lequel prenait corps la justification universelle qu'elle se donnait d'elle-même elle utilisa les instruments objectifs qu'engendrait la pratique sociale, les sciences de la nature particulièrement. Et comme la bourgeoisie était, de sa nature, une classe exploiteuse, les démarches qui, un temps, servirent à la justification universelle d'un rôle révolutionnaire devaient devenir, à un moment, des démarches de mystification destinées à perpétuer un système d'exploitation.

Le prolétariat est au contraire la seule classe révolutionnaire de la société bourgeoise. C'est un point que Marx et Engels ont établi avec la plus grande précision dès le *Manifeste*.

« De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.

« Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices, bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. » (*Manifeste*, Éd. Sociales, p. 38.) Dans ces conditions, pour accomplir sa fonction révolutionnaire (c'est-à-dire pour conduire jusqu'à son terme la lutte, chaque jour vécue, qui l'oppose à la bourgeoisie) la classe ouvrière n'a pas à se construire une conscience idéale, une image éternelle de son destin; elle n'a

pas lieu de s'identifier *abstraitement* à l'humanité tout entière, à poser d'avance, d'une manière normative, un monde de valeurs éternelles à réaliser, ni une fin dernière de l'histoire. Il n'est pas, contrairement aux affirmations du R. P. Fessard, « d'eschatologie » prolétarienne, puisqu'une « eschatologie » n'est rien d'autre qu'une fermeture de l'avenir au moyen de valeurs abstraitement posées. La classe ouvrière n'a pas à s'arroger un rôle universel et à le justifier après coup. Elle n'est le substitut ni l'interprète d'aucune autre classe. Mais sa situation dans la société bourgeoise est telle, qu'en pensant et en agissant au nom de ses intérêts vitaux, c'est la majorité de la société qu'elle libère effectivement. C'est en cela que consiste son universalité. Elle n'a pas à la construire, mais à la connaître, à la dominer.

C'est pourquoi Marx et Engels ont pu écrire dans le *Manifeste :* « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. » (*Manifeste*, Éd. Sociales, pp. 41-42.)

Expression générale des conditions réelles... Ces mots méritent réflexion, car ils contiennent l'indication des instruments spécifiques qui permettent la libération du prolétariat. Ces instruments consistent dans la connaissance de l'essence des processus sociaux, dans la détermination de leurs lois de développement, et dans la domination de ces processus au moyen d'une telle connaissance. Ils ne consistent pas en schémas abstraits, posés parallélement à la vie du monde, ou créés de toutes pièces pour la satisfaction du créateur. Cette généralité n'est pas celle de la notion vide, mais bien celle du concept, connaissance de l'unité de l'être et du phénomène dans la chose même qui vit. (Cf. à titre d'exemple l'analyse de la valeur au livre I du *Capital.*)

On sait que « cette expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante », la classe ouvrière ne la découvre pas spontanément. On connaît sur ce point les textes célèbres de Lénine dans *Que faire ?* Le Marxisme, dont Staline a dit qu'il est « l'expression scientifique des intérêts vitaux de la classe ouvrière », ne pouvait être apporté à la classe ouvrière que de « l'extérieur ». Comment? Marx et Engels l'expliquent dans le *Manifeste.*

« Au moment où la lutte de classes approche de l'heure décisive,

le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, *de nos jours* une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et notamment *cette partie des idéologues* bourgeois qui se sont *haussés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement* historique. » (Souligné par nous.) *Manifeste*, p. 38. L'essentiel est de bien voir ici que c'est le même processus de développement (ou de décomposition) de la société bourgeoise qui donne naissance aux luttes spontanées du prolétariat et met au jour l'instrument qui va permettre au prolétariat de mener une lutte politique conséquente et efficace. C'est ce même processus aussi qui engendre le prolétariat comme seule classe universellement et définitivement révolutionnaire dans la société. La fusion que le communisme réalise entre le socialisme scientifique et le mouvement ouvrier n'est donc pas un phénomène de hasard, ni le fait de la réussite exceptionnelle de quelques réformateurs heureux, mais bien l'expression d'un mouvement profond, intérieur à la société bourgeoise et reflétant son essence. Et de fait la classe ouvrière ne se borna pas à *recevoir* le socialisme scientifique. Elle l'assimila et le fit fructifier dans la pratique de ses luttes de classes. Ainsi se forma son avant-garde consciente, son noyau dirigeant, les communistes, dont le *Manifeste* dit que leurs conceptions théoriques « sont l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. »

Voici donc une classe révolutionnaire aux traits originaux, comme ne le furent jamais ni l'esclave, ni le bourgeois, une classe à l'avant-garde consciente et théoriquement armée, une classe dont l'action révolutionnaire libère la société tout entière et abolit toute exploitation, une classe qui ne peut se libérer qu'au moyen de la destruction de l'appareil d'État forgé par la classe dominante.

Son entrée sur la scène politique ne peut manquer de modifier profondément les rapports entre les diverses formations politiques.

Mais alors qu'en est-il de la « Gauche »?



Et tout d'abord il est bien clair que la base sociale des alliances de la classe ouvrière ne peut manquer de s'élargir, au fur et à mesure que se développe le capitalisme et, qu'au cours de ce développement, s'aggravent les contradictions fondamentales qui le détruisent. Du fait que le capitalisme exproprie le petit paysan, ruine le petit commerce, appauvrit et asservit les intellectuels, supprime ou écrase l'artisan, un moment arrive où la grande majorité de la population d'un pays donné trouve, dans la lutte de classe des prolétaires, l'expression de ses intérêts futurs. Un moment vient où le peuple entier a ses intérêts du côté de la classe révolutionnaire. Ce processus est particulièrement caractéristique du capitalisme arrivé à la phase dernière, la phase de l'impérialisme, celle dont Staline a montré qu'elle est définie par la recherche du profit maximum. A ce moment la base sociale des alliances de la classe ouvrière, s'élargit encore aux peuples coloniaux et dépendants qui luttent contre l'impérialisme. Aussi, pour rester fidèle au langage que nous avons employé plus haut, dirons-nous que les bases sociales de la « Gauche véritable » à direction ouvrière s'étendent au fur et à mesure que se développe le capitalisme. D'autre part, du fait que la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie supprime la racine de toute exploitation, du fait qu'elle est la dernière classe révolutionnaire dans la société, elle ne peut avoir personne à sa « Gauche ». Aucune formation politique ne peut, contre la classe ouvrière, défendre les intérêts d'une autre classe révolutionnaire. Car la classe ouvrière n'exploite aucune autre classe. Il s'ensuit que les oppositions dites « de Gauche », soit aux partis communistes en lutte contre la bourgeoisie dominante, soit au pouvoir d'État que la classe ouvrière établit pour construire le socialisme, ne peuvent être que des oppositions réactionnaires.

Nous dirons donc que l'action du prolétariat, dans sa lutte d'abord, dans sa victoire ensuite, universalise « la Gauche véritable » et, enfin, la supprime. Ce qui n'a rien que de fort naturel pour peu que l'on veuille bien réfléchir à l'essence de la classe ouvrière.

Mais ce processus n'est ni simple, ni uniforme. Pour une grande part, il s'accomplit au cœur de la société bourgeoise. Ce qui entraîne quelques complications.

1° En premier lieu celle-ci que le prolétariat se développe, prend conscience de lui-même comme d'une classe « pour elle-même », s'organise, en même temps que se compliquent les rapports économiques et politiques entre les diverses couches de la bourgeoisie, en même temps que s'ouvrent et s'aggravent les contradictions entre les diverses bourgeoisies nationales. Marx et Engels, dans le *Manifeste*, ont souligné que, de ce fait, la classe ouvrière se trouve nécessairement entraînée dans les luttes politiques propres à la bourgeoisie. Cette circonstance produit une grande complexité dans le développement des rapports politiques entre classes, complexité aisément visible dans un pays comme la France qui a connu, avant même le développement massif du capitalisme, la plus complète et la plus vigoureuse des révolutions bourgeoises. La bourgeoisie, devenue classe dominante, cesse de jouer, dans son ensemble, un rôle révolutionnaire. Mais comme des contradictions se développent entre les diverses couches de la bourgeoisie et que chacune s'efforce de donner à l'État bourgeois un contenu conforme à ses intérêts, la « Gauche » bourgeoise reparaît; mais désormais elle est privée de sens universellement révolutionnaire. Son contenu social se modifie au fur et à mesure que se transforme le capitalisme. Mais en tant que formation politique elle sert chaque fois, des intérêts capitalistes bien définis.

De ce même point de vue s'est modifié chaque fois le contenu politique de ces formations. L'« Orléanisme » de la bourgeoisie financière a été de « Gauche », contre les Ultras. Mais il devient la « droite » après 1830 et ce sont les intérêts de la bourgeoisie industrielle ascendante qui constituent alors le contenu de la nouvelle opposition de « Gauche ». Et le contenu de classe de ces formations (leur extrême « élasticité » en fonction des intérêts de la classe dominante) apparaît fort bien après les journées de Juin : industriels et financiers se réconcilient contre la classe ouvrière, contre la « Gauche » populaire qui a montré sa force, mais ne peut encore diriger la lutte du peuple dans son ensemble.

Ainsi c'est au moment même où la « Gauche » bourgeoise dégénère que la classe ouvrière apprend, en France, à prendre conscience de ses intérêts vitaux. Marx l'avait fait remarquer avec ironie au début de son « *18 Brumaire* ». « Hegel, écrit-il, a fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde

comme farce. Caussidière pour Danton, Louis Blanc pour Robespierre, La Montagne de 1848 à 1851 pour la Montagne de 1793 à 1795, le neveu pour l'oncle ». Or ces « gauche bourgeoises », dont on sait qu'elles ont foisonné sous la Troisième République, la classe ouvrière n'est pas séparée d'elles par une cloison étanche. Bien plus, entraînée dans la lutte politique, la classe ouvrière a affaire à elles. Car, si la classe ouvrière est antagoniste de la bourgeoisie prise dans son ensemble, elle a cependant affaire aux couches sociales différenciées qui la composent, et dont les intérêts, à un moment donné, ne sont pas nécessairement convergents. La question se pose donc pour elle de définir sa politique par rapport à ces formations.

2° D'autre part, ce développement de « Gauches bourgeoises », dont le contenu politique évolue en même temps que leur support social, engendre une idéologie diffuse. Cette idéologie, on pourrait la retrouver par exemple dans le « radicalisme » de la belle époque. C'est la bonne conscience de la bourgeoisie encore assez forte pour désirer demeurer libérale. Assez fière de son passé de luttes politiques pour revendiquer les idées de la Révolution française. Assez sûre de son avenir pour promettre à la classe ouvrière (si elle se tient tranquille) une ère de progrès raisonnable. Peu soucieuse de partage et assez maîtresse de son pouvoir pour refuser tout compromis avec les vieilles classes évincées, et, pour cela, anticléricale. Idéologie d'essence bourgeoise, mais qui pénètre la petite bourgeoisie, laquelle apprend ainsi à partager la bonne conscience de ses maîtres — idéologie enfin, qui par tout ce qu'elle évoque de « Jacobinisme », de traditions révolutionnaires, de souvenirs de « journées » glorieuses et victorieuses, n'épargne pas la classe ouvrière. Ainsi se constitue un complexe d'idées « de gauche » qui n'appartiennent exclusivement à aucun un parti, mais qui, parce qu'elles ont joué un rôle historique, agissent sur la conscience commune.

Or ces idées de « la Gauche diffuse », la classe ouvrière ne peut les ignorer : elle les retrouve dans ses propres rangs. Va-t-elle les condamner sans recours? Va-t-elle les adopter sans discernement?

3° Enfin un moment arrive où la lutte de classe atteint un tel degré, où le capitalisme de monopole atteint un tel point de crise, que la classe ouvrière, seule, en tant que classe, peut porter l'avenir

et les espoirs d'une nation. A ce moment, la classe dominante ne se laisse pas prendre par la main et conduire hors de la scène. Elle se bat cruellement. Elle se bat avec ruse. Et elle n'est pas désarmée.

Les conditions dans lesquelles se décompose l'impérialisme lui fournissent, en particulier, bien des moyens de perversion idéologique. Alors apparaissent des « Gauches » à contenu réactionnaire.

Tout d'abord la « Gauche abstraite ». Elle est en général le fait d'intellectuels qui, récusant le « monde bourgeois », restent cependant éloignés de la classe ouvrière dont ils n'assimilent ni l'idéologie, ni la pratique sociale. Consciences intemporelles et irresponsables, dédaigneux de l'histoire, pour eux la « Gauche » est une catégorie éternelle. L'homme est à « gauche »; cela veut dire pour eux qu'il est refus, ou révolte. Ainsi la psychanalyse serait une idéologie « de gauche », parce que la « confession » est un sacrement « de droite ». La « Gauche » prend ainsi un contenu éthique. On n'en juge plus. On s'y affirme comme un briseur d'idoles.

Encore convient-il de savoir quoi briser. Car si on ne le détermine exactement, la « gauche » abstraite peut en venir à donner la main aux « gauches » frauduleuses, c'est-à-dire aux tentattives par lesquelles les idéologues de la classe dominante s'efforcent de pervertir et de retourner contre la classe ouvrière les données les plus précieuses de son combat. C'est ainsi par exemple que l'internationalisme, la lutte des classes, la lutte pour les revendications économiques, toutes ces notions qui sont vivantes au cœur de la classe ouvrière, sont détournées de leur sens par les dirigeants de la social-démocratie et transformées en leur contraire. Sous cette forme elles servent les intérêts de la classe dominante : l'« internationalisme » sert à justifier l'idée d'une organisation européenne; la notion de classe est opposée abstraitement à la lutte pour l'indépendance nationale et utilisée d'une manière frauduleuse au service de la politique de trahison nationale de la bourgeoisie. L'idée de la « lutte pour les revendications économiques » est opposée abstraitement à la lutte pour la paix. On sait que le journal *Franc-Tireur* excelle à ces opérations par « la Gauche ».

Or ce processus de formation de « Gauches réactionnaires », n'est pas accidentel à la période de développement de l'impérialisme que nous vivons aujourd'hui. Il représente une forme de luttes de classe caractéristique de la bourgeoisie face à la puissance

du mouvement ouvrier international. La classe ouvrière, sur so chemin, ne rencontre pas seulement leurs formes d'expressio explicites. Elle se trouve aussi face à face avec les préjugés ou l incompréhensions qui les nourrissent, avec les couches social qui les supportent. Ces préjugés, peut-elle les laisser vivre? C couches sociales, peut-elle les abandonner?

Ainsi on peut bien dire que rien n'est plus simple que les rappor de classe *essentiels* caractéristiques de la société bourgeoise pui qu'ils sont dominés par l'antagonisme des bourgeois et des pr létaires. Rien n'est plus compliqué cependant que le déroulemen des luttes de classes qui dérivent de ces rapports fondamentau Rien n'est plus compliqué encore que les rapports conscients, l liens idéologiques, dans lesquels ces luttes trouvent leur expressio Entre ces trois termes, la liaison n'est ni mécanique, ni homogèn On comprend que Lénine ait aimé à reprendre la formule bi connue de Tchernichevsky selon laquelle le chemin de la Révoluti « n'est pas la perspective Nevsky ». Et pourtant c'est le mêm mouvement qui produit dans la société bourgeoise cette polari simple et qui y multiplie les contradictions secondaires, y dévelop les couches sociales différenciées et opposées, y suscite les form tions politiques dans lesquelles s'expriment ces contradiction Ce sont les mêmes couches sociales (celles qu'on appelle class moyennes) qui, opposées les unes aux autres à l'extrême surfa de leur conscience et de leur vie, se trouvent cependant, *à long échéance*, ramenées d'un mouvement profond et nécessaire vers pôle révolutionnaire de la société. C'est pourquoi la classe ouvriè dans son action de classe, et les partis communistes qui, par qu'ils sont le détachement d'avant-garde de cette classe, dirige son action, ne peuvent s'abstraire des tâches, chaque fois diff renciées, que leur impose le chemin pris par les luttes de class Résoudre la question de son rapport à l'égard des divers « gauches » qui foisonnent au moment de l'impérialisme, c'e pour la classe ouvrière, un problème essentiel, un problème th rique et non un simple souci tactique dont elle pourrait abandon la solution à l'inspiration machiavélique de quelques homme

Aussi les maîtres du marxisme et les dirigeants du mouvem ouvrier international ont-ils élaboré avec un grand soin les pri cipes qui conduisent à sa solution.

*
* *

Il n'entre pas dans nos intentions d'entreprendre ici l'histoire de la tactique des partis marxistes à l'égard des diverses formations politiques qui, à des moments différents, et à des degrés divers, apparurent à la « gauche » de la société bourgeoise. Qu'il nous suffise de rappeler le principe qui détermine leur action. Marx et Engels l'ont formulé dès le *Manifeste.*

« *Les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement.* »

Et après avoir donné des exemples qui n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, Marx et Engels concluent : « *En somme, les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.*

« *Dans tous ces mouvements, ils mettent en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement. Enfin, les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.* »

Il suffit de réfléchir à ce qui a été dit plus haut pour voir que ce principe n'est ni un schéma arbitraire, ni une règle empirique. Il est l'expression de l'essence même de la classe ouvrière, de la nature de son action révolutionnaire, de son rôle universel dans la société, dont les communistes élaborent la connaissance objective. Aussi a-t-il une portée universelle, vérifiable à chaque étape de l'histoire du mouvement ouvrier.

Mais cette universalité n'est pas abstraite. Elle trouve chaque fois un contenu nouveau, spécifique des conditions présentes de la lutte des classes, des exigences présentes qui engagent l'avenir du mouvement.

C'est ainsi (pour nous borner à quelques exemples) que l'essentiel des combats que Lénine mena à l'intérieur du mouvement ouvrier russe et international fut constitué par la mise en œuvre rigoureuse de ce principe, dans les conditions du développement des luttes de classes propres à l'impérialisme. Cette rigueur Lénine la montra à chacune des étapes décisives. Pendant la révolution

de 1905, par exemple, contre les Menchéviks, il s'efforça de développer le mouvement révolutionnaire des masses, de rendre effective et vivante la direction de ce mouvement par la classe ouvrière russe, d'isoler la bourgeoisie libérale, déjà alliée du tsar, d'établir l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. Par là, en même temps qu'il résolvait les problèmes présents qui se posaient aux masses et élaborait les solutions répondant à leurs aspirations présentes, il représentait, avec les Bolchéviks, l'avenir de tout le mouvement. Et il n'y avait pas là deux tâches, mais une seule. C'était dans la lutte présente que les Bolchéviks apparaissaient comme le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, comme le noyau dirigeant de ses luttes futures. C'était dans la lutte présente, et pour la diriger, que Lénine élaborait dans son écrit célèbre, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, des principes tactiques d'une portée générale, dont Staline dit dans l'Histoire du P. C. (*b*) d'Union Soviétique qu'ils constituent « *les bases de la tactique révolutionnaire du Parti bolchévik à l'aide de laquelle, en* 1917, *le prolétariat de notre pays a remporté la victoire sur le capitalisme* ». Ce même souci de défendre et de représenter, dans le mouvement présent, l'avenir du mouvement apparaît avec plus de clarté encore à l'étape suivante. Après la défaite de la révolution de 1905, le mouvement révolutionnaire des masses déclina. La réaction stolypienne créait, pour son développement, des conditions difficiles. Il fallait, comme le dit encore l'Histoire du P. C. (*b*) d'Union Soviétique, lutter contre le tzarisme « par des voies détournées ». Lénine dut se battre sur deux fronts, contre les liquidateurs (et, au premier rang, Trotski) qui pensaient qu'il fallait maintenant « s'adapter » « au reflux » de la révolution, abandonner la lutte illégale et les buts révolutionnaires du prolétariat, saborder ses organisations, mendier auprès du gouvernement tsariste l'autorisation de constituer un parti « ouvrier » légal, réformiste; contre les « gauchistes » d'autre part (les *otzovistes* comme on les appelait en ce temps) qui voulaient boycotter toutes les organisations légales (depuis les syndicats jusqu'au parlement) et qui privaient le parti de tout lien avec les masses ouvrières de toute tribune publique. Menant le combat en toute rigueur Lénine fut conduit, comme autrefois Engels dans *l'Anti-Duhring*. à lutter, dans *Matérialisme et Empiriocciticisme* pour le respect des principes théoriques propres au parti du prolétariat. Il fut conduit, en 1912, au congrès de Prague, à

ompre définitivement avec les liquidateurs, à ériger la fraction
olchévik du P.O.S.D.R. en parti marxiste indépendant, le seul
arti social démocrate qui, demeurant ferme jusqu'au bout sur ses
ositions théoriques et révolutionnaires, fut de ce fait l'éducateur
le tout le mouvement ouvrier. Et ainsi, à travers les détours que lui
mposait le déroulement des luttes de classes, Lénine préserva
'avenir du mouvement.

De l'expérience de ces luttes se dégagent des principes tactiques
ue Lénine a formulés avec une grande rigueur et qui sont la
énéralisation de la pratique révolutionnaire des partis ouvriers.
Ni « gauchisme » ni « opportunisme » : cette règle fondamentale
e retrouve au fond d'un ouvrage tel que la *Maladie Infantile
u Communisme.* D'un côté ne pas transfigurer les rapports de
lasse au gré de son désir ou de ses impatiences. Ne pas se draper
ans sa fausse grandeur théorique et contempler de haut les
masses arriérées ». Tenir compte au contraire dans la lutte, du
ait que toutes les couches sociales ne sont pas au même degré
e conscience, que l'action de classe du prolétariat, dirigée par son
détachement d'avant-garde » peut mettre en mouvement des
éserves immenses (et, d'ailleurs, mobiles). Mais que ces réserves
faut les entraîner et pour cela trouver le chemin de leur conscience.
Ne pas substituer, par conséquent, aux rapports de classe réels,
n schéma abstrait, conduisant à des décisions politiques abstraites,
ormelles, irréalisables, satisfaisantes seulement pour le petit
roupe qui les formule et qui, le plus souvent, s'en tient là, y
rouvant le contentement de soi-même. D'un autre côté ne pas
amper à ras de terre, écrasé par la conscience des difficultés
résentes, privé de perspectives, prêt à tout moment à perdre de
ue l'avenir du mouvement, à le compromettre en l'attachant au
har de l'ennemi de classe. Ni « gauchisme, ni opportunisme ».
ela veut dire proprement élaborer chaque fois la solution fondée
ur la connaissance objective des lois de développement du pro-
essus historique réel qui se passe objectivement sous nos yeux.
e qui n'est rien d'autre que mettre en œuvre, en chaque occasion,
principe qu'à l'origine même du mouvement communiste,
larx et Engels formulaient dans le *Manifeste.* « Les conceptions
éoriques des communistes... sont l'expression générale des
onditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement
istorique qui s'opère sous nos yeux. »

On voit dans ces conditions que, si le mouvement ouvrier ne

peut progresser sans compromis, du moins existe-t-il une science marxiste du compromis, des critères objectifs, qui permettent de distinguer le bon et le mauvais compromis. Est bon le compromis qui, aussi longtemps qu'il dure, fait pendant ce temps avancer dans son ensemble la lutte révolutionnaire des masses et sauvegarde l'avenir du mouvement. Est mauvais le compromis qui liquide l'organisation révolutionnaire indépendante de la classe ouvrière, détériore ses rapports avec cette classe, estompe les perspectives du mouvement [8].

Quant à ceux qui diraient « jamais de compromis, laissez la classe ouvrière à ses affaires et la bourgeoisie aux siennes » leur attitude conduirait en dernière analyse à affaiblir le mouvement ouvrier. On sait que telle fut, lors de l'affaire Dreyfus, l'attitude des guesdites. Jules Guesde reprochait à Jaurès son opportunisme, et de fondre la propagande socialiste dans l'action des intellectuels dreyfusards! Il se refusait quant à lui « à mobiliser et immobiliser le prolétariat derrière une fraction de la bourgeoisie contre l'autre ». Or Jaurès et Guesde avaient tort. Et Maurice Thorez devait, en 1934 (*l'Humanité* du 10 mars), écrire à ce sujet : « Le Parti communiste a su éviter, en 1934, les erreurs qui empêchèrent, il y a une trentaine d'années lors de l'affaire Dreyfus, les prolétaires de France de mettre à profit une crise profonde. Ils surent éviter l'erreur opportuniste des jauressistes qui se traînèrent

8. « Le Front populaire, le Front national pendant la résistance, sont, sous des formes différentes et avec les fonctions différentes, des exemples de « bons compromis ». Quant au « compromis pourri » un exemple typique dans l'histoire du mouvement ouvrier français en serait fourni par le *Millerandisme*, sous le ministère Waldeck-Rousseau. « On ne réussira plus, affirmait Millerand, à armer les uns contre les autres le peuple contre la bourgeoisie, les ouvriers contre les patrons, tous ils sont républicains et leurs origines sont communes. » Exemple typique d'emploi frauduleux du concept de la « gauche bourgeoise ». On sait que Jaurès s'y laissa prendre. Seuls, en France, les guesdistes dénonçaient le Millerandisme, mais avec les erreurs sectaires que l'on connaît. Lénine (œuvres complètes *E. S. I.* VII, p. 232) devait écrire à ce sujet : « De son point de vue subjectif Jaurès, entendant sauver la République, s'alliait à cette fin à la démocratie bourgeoise. Les conditions objectives de cette « expérience » étaient les suivantes : la République était un fait, en France, et aucun danger sérieux ne la menaçait; la classe ouvrière avait la pleine possibilité de développer son organisation politique indépendante, mais — précisément influencée, dans une certaine mesure, par les exercices parlementaires, brillants et abondants, de ses chefs — ne mettait pas assez cette possibilité à profit; l'histoire posait déjà, en réalité, devant la classe ouvrière, le problème de la révolution socialiste, dont tous les Millerand *détournaient* le prolétariat en lui promettant de minuscules réformes sociales ».

la remorque des partis bourgeois, abandonnant les positions du
rolétariat, sous prétexte de défendre la République des capita-
stes. Il a évité l'erreur sectaire des guesdistes qui s'écartèrent
vec horreur de la mêlée, ne sachant pas entrer dans la bataille et
tiliser le conflit de deux clans bourgeois dans l'intérêt du pro-
tariat. »

Pour ces raisons (parce qu'ils sont fondés sur l'analyse scienti-
que des conditions réelles « d'un mouvement historique se passant
us nos yeux »), ces principes, contrairement à ce que croient
u déclarent) certains, ne sont pas morts avec le triomphe de la
évolution d'Octobre. Ils se sont même précisés depuis et enrichis,
r la victoire de la révolution prolétarienne a entraîné dans la
tte des masses humaines beaucoup plus grandes que par le passé,
avivé les antagonismes de classe dans les pays impérialistes,
nné aux problèmes politiques à la fois plus d'ampleur et d'acuité.
e l'on pense aux luttes que Staline, à la tête du parti commu-
ste d'Union soviétique, dut diriger pour la construction du socia-
me, pour la collectivisation de l'agriculture. Que l'on songe au
t que le parti communiste d'Union soviétique ne menait pas
tte lutte à l'abri d'un mur impénétrable et opaque. Mais au
lieu du monde capitaliste hostile, dans un pays qui était devenu
« Forum universel » de la révolution. Que l'on songe aussi, et
is particulièrement, au déroulement des luttes de classe en
ance, à la faillite de la bourgeoisie, qui se traduisit par une
litique d'abandon et de trahison des intérêts nationaux, au
e national, à chaque étape plus complet et plus conscient, qu'y
a la classe ouvrière, jusqu'au point où son parti est arrivé
intenant d'être la principale force dirigeante dans le combat
ur l'avenir du pays. On comprendra alors que l'action propre de
classe ouvrière ait tendu à faire éclater les formations politiques
ditionnelles entre lesquelles se distribuent les partis bourgeois
combien, de ce fait, sont devenues dérisoires les distinctions
bituelles entre la « droite » et la « gauche ». L'action de la
sse ouvrière qui, parce qu'elle est la seule classe révolutionnaire,
la seule aujourd'hui à pouvoir exprimer et défendre jusqu'au
it les intérêts essentiels de la nation, éveille en effet, au sein
masses populaires, entraînées dans les diverses formations
itiques, la conscience de leurs intérêts fondamentaux. Elle
socie la conscience de ces intérêts des démarches idéologiques
les masquent : le radical anti-clérical, le catholique, l'intellec-

tuel « de gauche », le socialiste, se retrouvent dans le même camp, aux côtés du communiste. On comprend alors à quel point sont fondés dans leur principe et nécessaires dans leur mise en œuvre les démarches par lesquelles le Parti Communiste Français s'efforce de mener à bon terme tout ce mouvement. On comprend le soin de ses dirigeants et tout particulièrement de son secrétaire général Maurice Thorez à formuler en toute clarté et rigueur les principes qui permettent son développement. Maurice Thorez les rappelait encore au XIII[e] congrès du Parti Communiste français.

« En travaillant de toute son énergie à unir pour la défense de la paix et de l'indépendance nationale, pour le progrès et la liberté, les couches prolétariennes et non prolétariennes de la population, le Parti Communiste français se montre fidèle à l'enseignement des maîtres du marxisme. Lénine, tout particulièrement, a constamment insisté sur la nécessité pour la classe ouvrière et son parti de s'intéresser à tout mouvement démocratique et de ne pas craindre les accords temporaires même avec des alliés instables, de ne pas se refuser aux compromis possibles avec d'autres couches sociales, à la seule condition que ces compromis et ces accords aident réellement la classe ouvrière à lutter pour le progrès, à entraîner en avant le mouvement démocratique général des masses.

Les communistes français, en s'inspirant de ces principes éprouvés, se refusent à porter des appréciations d'un caractère moral sur telle personnalité ou tel groupe qui changent actuellement d'attitude. Ils savent que ces démarches nouvelles ont des raisons profondes, qu'elles s'expliquent par les conditions réelles du développement social, par les mouvements objectifs des classes et des couches diverses de la société. »

Tant il est vrai que, par rapport aux catégories politiques bourgeoises, la « Gauche véritable », que la classe ouvrière polarise autour d'elle, n'est ni de « gauche », ni de « droite ». Elle a pour contenu la conscience commune d'intérêts communs. Et un moment vient où ces intérêts sont ceux de la Nation, prise dans sa masse fondamentale. Ce qui, si l'on veut bien y réfléchir, n'est nullement un accident, mais l'expression de la nature même de la classe ouvrière, à la période de la crise générale du capitalisme, au moment où la bourgeoisie, pour la défense de ses intérêts de classe, jette par-dessus bord le « drapeau des libertés démocratiques » et le « drapeau de l'indépendance nationale ».



S'il est une conclusion qui se dégage de tout ce qui précède c'est qu'il n'est pas de catégorie politique éternelle que l'on pourrait appeler la « Gauche ». Comme toute catégorie historique, la « Gauche » apparaît, se développe, se corrompt et meurt. Elle ne peut exister tant qu'il n'est pas de classe sociale qui puisse, consciemment, jouer un rôle révolutionnaire universel et entraîner à sa suite, fût-ce pour un temps, l'ensemble des exploités. Aussi apparaît-elle avec la bourgeoisie révolutionnaire, bien qu'alors, elle n'ait pas porté ce nom. Or la bourgeoisie n'est révolutionnaire qu'un temps. C'est au tour du prolétariat révolutionnaire alors de constituer le sens propre de la gauche. Mais la victoire du prolétariat l'abolit comme catégorie politique.

Ce mouvement ne laisse pas la conscience indifférente. A chaque étape se sont constitués des idéaux, liés à la prise de conscience par les classes en lutte de leur rôle historique. Ces idéaux, pour une grande part, survivent aux circonstances qui leur ont donné naissance, ils sont repris, transformés, repensés dans les circonstances nouvelles. Ils s'intègrent à d'autres superstructures, mais gardent leur forme. De cette manière se déposent dans la conscience des idées dont on ne connaît plus l'origine, mais auxquelles on croit, comme à des valeurs données. Ainsi se constitue, pour ainsi dire par sédimentations successives, l'apparence éternelle de la « Gauche ». L'avant-garde consciente de la classe ouvrière brise, par sa critique ces sédiments déposés. Elle remet à leur place, restitue dans leur fonction, les divers éléments qui les constituent![9].

9. Ainsi du « Jacobinisme » par exemple. Son sens révolutionnaire iginal il l'a eu en 1793. Son contenu (l'idée de la Nation, solidaire de celle : la République) lui a survécu, à tel point que « patriote » et « répu-icain » ce fut tout un sous la Restauration. Par là l'idéologie jacobine ua le rôle d'une idéologie de combat contre les institutions réactionnaires ı Second Empire, et après la chute de ce dernier, pour l'affermissement la défense des institutions démocratiques bourgeoises. Mais ce contenu eût pas de sens univoque. Dès la fondation du parti radical, le jaco-nisme change de sens. Il sert à masquer à la classe ouvrière la conscience ıire et ses intérêts (cf. le Millerandisme). Et en 1914, la même idéologie cobine joua, au sein du mouvement ouvrier français, entre les mains de social-démocratie, un rôle réactionnaire puisqu'elle servit de « justi-ation » à la pratique de l'union sacrée. Cette même tradition jacobine vait en octobre 1917 retrouver un contenu nouveau. On connaît l'appré-ıtion de Lénine : « Le jacobinisme en Europe ou aux frontières de

C'est pourquoi les communistes n'abandonnent nullement à leur sort les traditions de « Gauche » du peuple français. Mais à ces traditions, ils donnent leur contenu révolutionnaire présent, celui dont dépend « l'avenir du mouvement ». Aussi est-ce avec la conscience d'agir conformément aux principes de leur doctrine, que par delà toute distinction politique ou d'idéologie, ils appellent à l'union pour la défense conjuguée de l'indépendance nationale et de la paix. Cette tâche n'est ajourd'hui, au sens habituel des mots, « ni de gauche », ni de « droite ». Mais la réaliser, c'est accomplir un pas en avant dans le mouvement par lequel la classe révolutionnaire (la classe ouvrière) résout, dans son intérêt propre et celui de l'immense majorité, les contradictions dont souffre la société bourgeoise.

Jean T. DESANTI.

l'Europe et de l'Asie, au XXe siècle, serait la domination de la classe révolutionnaire, du prolétariat... qui pourrait donner non seulement tout ce que les jacobins du XVIIIe siècle donnèrent de grand, d'indestructible, d'inoubliable, mais aussi amener dans le monde entier la victoire durable des travailleurs. » On sait enfin que dans les conditions de la lutte contre l'occupant nazi la même tradition jacobine joua un rôle national et progressiste. Ainsi une idéologie survit en changeant de sens parce qu'elle s'intègre à des situations historiques différentes, sert des classes différentes.

II. - HISTOIRE

Marcel Péju.

BREST-LITOVSK, OU L'INCARNATION

Le 27 décembre 1917, lorsque Trotsky, devant les tranchées vides du front occidental, arrive à Brest-Litovsk pour négocier la paix avec l'Allemagne, il ne sait pas encore qu'un mythe va mourir ; il comprend déjà qu'il lui faudra jouer un jeu dont il a dénoncé les règles, que la politique menée au nom du prolétariat peut sembler parfois antiprolétarienne et que la paix qu'il cherchait ne peut être celle qu'il obtiendra — s'il l'accepte, car voici le premier paradoxe : le Comité Central du parti bolchevik, qui n'a cessé d'exiger la paix, ce gouvernement des Soviets dont le premier acte, après la prise du pouvoir, a été d'offrir au commandement allemand un cessez-le-feu immédiat, se trouve composé en majorité, quand s'ouvrent les négociations, de partisans de la poursuite de la guerre [1].

Le paradoxe, en un sens, n'est qu'apparent. Si les bolcheviks, dans l'opposition, prônaient le défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire, selon la formule léniniste, la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », ils ne peuvent, dès lors qu'ils ont triomphé, accepter la paix à n'importe quelles conditions, si celles-ci équivalent à liquider la Révolution. Mais il n'en traduit pas moins une double réalité. D'abord, cette guerre qui n'est pas la leur, les bolcheviks doivent, d'une certaine façon, la prendre en charge, fût-ce pour la conclure, mais dans un contexte de défaite

1. Pour l'exposé des événements, j'ai suivi généralement l'excellente biographie de Trotsky dont Isaac Deutscher vient de publier le premier volume : *The Prophet Armed, 1879-1921* (Oxford University Press). Cf. notamment chap. XI : *The drama of Brest-Litovsk*, et chap. XIII : *Revolution and Conquest*.

d'où ils tirent précisément leur pouvoir et qui risque soudain de les accabler par l'effet de ce triomphe même. Ensuite l'extrême irréalisme de leurs slogans sur la paix, sitôt qu'ils les confrontent avec le réel, ne tarde pas à apparaître en pleine lumière.

« Paix sans annexions ni compensations », réclamaient-ils. « Négociation générale, ajoutaient-ils, à l'Ouest comme à l'Est », sur des bases non impérialistes. Or cela suppose l'extension à toute l'Europe du mouvement révolutionnaire : ils le savent et c'est sur quoi ils comptent en effet. Mais tant qu'elle n'a pas eu lieu, il faut bien renoncer à une négociation générale, puisque les Alliés ne veulent pas s'y joindre, donc admettre des pourparlers séparés. Il faut accepter, surtout, une position de vaincus dont ils se sont faits les artisans par leur propagande même : l'affaiblissement de la Russie tzariste, qu'ils ont délibérément provoqué, est devenu — ses données objectives n'ayant pas changé — la faiblesse de la Russie révolutionnaire. Parce que les bolcheviks ont fait campagne pour la paix, les soldats saluent leur victoire en désertant les tranchées. « Ils votent pour la paix, dit Lénine, avec leurs pieds... » Attitude absurde en un sens : ils proclament, par leur geste, que cette guerre ne les concerne pas au moment précis où ils ont enfin quelque chose à défendre. Mais il est vrai d'autre part que la signification du conflit n'a pas subitement changé du tout au tout parce que les bolcheviks ont conquis le pouvoir : aujourd'hui comme hier le peuple russe a tout à y perdre et rien à y gagner. Quant au gouvernement des Soviets, a-t-il plus de chances de subsister dans une guerre qui n'était pas la sienne ou une paix qui risque d'être dure, c'est ce que lui-même hésite encore à dire : comment le paysan-soldat le saurait-il ?

Bref, la Révolution d'Octobre à peine accomplie se traduit par un conflit entre un événement radical et la situation où il vient d'éclater mais qui va nécessairement le pénétrer jusqu'à la moelle. Cet événement sans précédent dans l'histoire, c'est la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. La situation est celle de la Russie, l'un des pays les plus arriérés d'Europe, en proie au chaos économique et à la famine. Etat semi-féodal d'ailleurs, à majorité paysanne, où un parti

de révolutionnaires professionnels appuyé essentiellement sur des groupes d'intellectuels et une fraction du prolétariat urbain doit assumer ce pouvoir dans des conditions contraires à sa doctrine : c'est dans les pays les plus industrialisés, ne l'oublions pas, que Marx attendait d'abord la Révolution et c'est en grande partie de l'Occident, où ils ont longtemps vécu, que Lénine et ses camarades tirent leur expérience. Or c'est l'immense retard russe qu'ils héritent soudain, l'inertie paysanne, le poids d'une guerre impossible. D'où la contradiction immédiate entre l'idéologie et le réel, entre l'intransigeance verbale et les possibilités effectives. « Plutôt que d'accepter une paix déshonorante, proclame Trotsky le 8 décembre, à la veille de l'ouverture des pourparlers, nous mènerons une guerre révolutionnaire. » Mais quand il arrive à son tour sur le front, c'est pour constater qu'il n'a plus un soldat pour mener cette « guerre sainte ». Peu importe, il est tout prêt encore à poser ses conditions. N'avait-il pas, un mois plus tôt, enjoint à ses négociateurs de ne signer l'armistice que si les Empires centraux s'engageaient à ne pas transférer de troupes sur le front occidental et — comble de l'insolence — s'ils acceptaient de laisser les Soviets mener librement leur propagande révolutionnaire parmi les soldats autrichiens et allemands ?

Il fallait sans doute poser ces conditions. Il était évident aussi que les Allemands les refuseraient : ce qu'ils firent. Et si Trotsky, par-dessus la tête de ses interlocuteurs stupéfaits, des diplomates scandalisés, rompt spectaculairement avec les pratiques de la courtoisie internationale et de la diplomatie secrète — publiant les traités, dénonçant les mystifications, s'adressant aux peuples contre leurs gouvernants — il lui faut bien admettre que les Allemands substituent finalement leurs conditions aux siennes. Doit-il, dès lors, dénoncer la violence qui lui est faite, mais signer néanmoins pour sauver ce qui peut l'être — ou déclarer cette signature déshonorante et risquer l'écrasement pour ne pas trahir les principes ? Le 5 janvier, interrompant les pourparlers, il quitte Brest-Litovsk pour Pétrograd afin de saisir le Comité Central des termes du diktat allemand.

Le 8 se tient une réunion élargie, avec quelques délégués bolcheviks au Congrès des Soviets, arrivés de province. Il faut

accepter, conseille Lénine : nous n'avons pas les moyens de poursuivre la lutte. Il faut refuser, rétorque Boukharine et mener contre l'impérialisme allemand une guerre révolutionnaire. Et Trotsky ? Diktat inacceptable, estime-t-il, mais rupture dangereuse : refusons donc de signer, mais cessons néanmoins le feu, essayons de gagner du temps. Sa motion « ni paix, ni guerre » obtient 16 voix ; 15 voix seulement se portent sur le texte de Lénine ; 32 voix, massivement, appuient la thèse de la guerre révolutionnaire...

***

Il est tentant, ici, de voir dans ce déchirement du parti bolchevik une manifestation de l' « éternel conflit » entre le réalisme politique et un certain romantisme révolutionnaire. Et l'on développerait, aussitôt, les antinomies classiques : faut-il, pour vivre, sacrifier les raisons de vivre ? Ou doit-on au contraire, laisser périr la Révolution plutôt que les principes ? Ce n'est exact qu'en partie. Il est vrai, certes, qu'il y a chez les partisans de la guerre une certaine nostalgie de la pureté révolutionnaire qui redoute les détours de l'opportunisme, et chez ceux de la paix une tendance à l'égoïsme sacré qui sous-estime peut-être les possibilités du mouvement international. Mais dès qu'on entre dans le détail des arguments, on s'aperçoit que les choses ne sont pas si simples ou que cette opposition, si elle existe, divise peut-être sur d'autres bases, le camp de la paix comme celui de la guerre. En fait, l'un et l'autre, à leur manière, sont réalistes et tous deux, en revanche, participent d'un idéalisme qu'ils n'aperçoivent pas encore.

Ils sont réalistes d'abord parce qu'en apparence — c'est-à-dire dans leurs raisonnements, sinon leurs réactions affectives — ils se comportent en marxistes. Si Boukharine et ses amis sont d'avis de repousser le diktat allemand, ce n'est pas, ou pas seulement parce qu'ils le jugent « déshonorant », et qu'ils préfèreraient un échec exemplaire aux impuretés du salut. C'est parce que cette approbation du « brigandage impérialiste » compromettrait les chances de la révolution en Allemagne et en Autriche, laisserait aux Empires centraux les mains libres aussi bien à l'Ouest que contre leurs propres peuples. Une guerre révolutionnaire,

au contraire, même malheureuse à l'origine, stimulerait la révolution à l'Ouest, démoraliserait les soldats allemands, permettrait le développement de la propagande sur une base internationale au lieu de la concentrer sur la seule nation russe. Bref, ils préfèrent la guerre non seulement parce qu'elle est la seule solution « honorable », mais surtout parce qu'elle est, à leurs yeux, efficace.

Lénine, quant à lui, s'il tient pour improbable une révolution immédiate à l'Ouest, et s'attache par conséquent à sauver, d'abord, l'U.R.S.S., ne s'en rallie pas pour autant à une doctrine de l'égoïsme sacré. Au contraire, s'il veut la paix c'est parce qu'une défaite découragerait les révolutionnaires occidentaux alors que la seule *existence* de l'U.R.S.S., reconnue par l'ennemi, favoriserait leur action. Une autre crainte l'obsède : celle d'une paix séparée à l'Ouest qui reconstituerait contre l'U.R.S.S., isolée, le front des puissances bourgeoises. Car si le gouvernement des Soviets, sur le plan « national » a hérité la guerre impérialiste entre la Russie tzariste et l'Allemagne — guerre où il se trouve l'allié *de facto* des Alliés occidentaux — il prend en charge, sur le plan international de la « lutte des classes », la révolte virtuelle des peuples contre leurs gouvernements. Que la solidarité bourgeoise s'actualise contre lui, qu'un armistice intervienne à l'Ouest sur la base d'un statu quo impérialiste et tout le poids de la guerre retombera sur les bolcheviks. Ce danger n'est pas l'effet d'un simple jeu de l'esprit. La Sainte-Alliance de l'intervention se constituera bientôt contre la Russie des Soviets et l'on sait comment Noske, en Allemagne, écrasera les spartakistes avec les chars gracieusement rétrocédés par les Alliés. Ce n'est pas seulement pour sauver le pouvoir des Soviets — le « bastion du socialisme » comme on ne l'appelle pas encore — que Lénine veut faire la paix, mais pour favoriser l'éclatement de la Révolution mondiale.

On le voit : dans les principes invoqués, dans les fins proclamées comme dans les méthodes de raisonnement, les partisans de la paix et ceux de la guerre parlent le même langage. De ce point de vue, leur problème est le même, et c'est ici qu'intervient l'idéologie — ce qu'ils ne savent pas encore être de l'idéalisme — : il s'agit de « tenir » jusqu'au déclenchement de la Révolution mondiale, en s'effor-

çant, bien entendu, de le hâter. Tous, sur ce point, sont d'accord : la Révolution va éclater à l'Ouest, et seule elle peut permettre le maintien en Russie du pouvoir des Soviets. Aucun n'imagine possible la survie d'un régime socialiste isolé au sein d'un monde bourgeois, dans le pays le plus arriéré de l'Europe, le moins qualifié, à leurs yeux, pour jouer le rôle d'avant-garde révolutionnaire qu'il se trouve assumer. S'ils s'opposent, c'est donc sur les seuls moyens de favoriser cette Révolution, et plus précisément sur l'appréciation d'une situation objective. Quelle est la force du mouvement révolutionnaire en Occident ? Le prolétariat d'Autriche et d'Allemagne est-il prêt à prendre le pouvoir ? Sur quelle solidarité les Soviets peuvent-ils compter dans la classe ouvrière de France et d'Angleterre ? Le peuple allemand admettra-t-il une offensive militaire contre la jeune révolution russe ? Telles sont les questions qu'ils se posent. Pour les uns, le refus de signer une paix déshonorante, le combat jusqu'au bout, l'intensification de l'agitation parmi les troupes allemandes précipitera la débâcle des Empires centraux. Pour les autres il ne faut pas attendre, à l'Ouest, une Révolution imminente et seule la consolidation, par la paix, du pouvoir des Soviets en hâtera le déclenchement.

Divergence d'appréciation, donc : mais l'âpreté même de la controverse, son caractère passionné, montrent peut-être que, derrière des raisonnements en apparence identiques, des choix plus fondamentaux se définissent, que ces différences de jugement traduisent des attitudes opposées et la conscience, encore informulée, d'un désaccord plus essentiel. C'est que l'appréciation d'une situation objective n'est jamais toute pure — et, précisément, objective. Elle reflète un comportement, ou du moins interfère avec lui. Croire à l'imminence de la Révolution en Allemagne, c'est jouer cette révolution, et jeter toutes ses forces dans la balance pour la faire éclater : c'est modifier, par le jugement même, la situation qu'il prétend exprimer. « Ne pas croire », en revanche, au soulèvement du prolétariat européen, c'est dans une certaine mesure y renoncer, se vouer à d'autres tâches, et consacrer par conséquent cette « immaturité » révolutionnaire qu'on prétend seulement constater. Juger, c'est parier.

Pari d'autant moins définissable qu'il est d'ordinaire impos-

sible de savoir *ce qui se serait passé* si le « jugement » avait été différent. Les controverses historiques, ici, se poursuivent sans fin ; et si l'on a trop beau jeu, après coup, de dire « ce qu'il eût fallu faire » pour éviter la défaite, il est trop facile aussi de définir comme seul « possible » ce qui a eu lieu en effet. Ayant appliqué la ligne stalinienne d'alliance avec le Kuomintang, les communistes chinois, en 1927, sont allés à la défaite : et il n'est pas certain, évidemment, qu'une autre politique était *possible* et que la rupture avec Tchang Kaï-chek eût permis d'éviter le désastre — mais Staline, en 1945-47 ne « croyait » pas non plus au succès de la Révolution chinoise et c'est malgré lui que Mao Tsé-tung prit le pouvoir. En 1943-44, les communistes français, tout comme les communistes yougoslaves, se virent conseiller par Moscou de ne pas faire la révolution. Les premiers s'inclinèrent, les seconds, non. Est-ce à dire qu'en Yougoslavie seulement le P.C. *pouvait matériellement* prendre le pouvoir ? Si Tito avait écouté Moscou, il serait peut-être aujourd'hui un autre Thorez, et l'on nous démontrerait fort bien que la révolution, en Yougoslavie, était impossible. Mais cela ne signifie pas non plus qu'il eût suffi à l'aile « révolutionnariste » du P.C. français de passer outre aux consignes de Moscou pour faire de la France une démocratie populaire : il eût pu *aussi* aller au désastre, — et l'on n'en saura jamais rien. Bref, le réel n'est pas nécessaire mais il n'est pas non plus radicalement contingent : c'est-à-dire qu'autre chose est toujours possible, mais comme le complexe de la facticité et de la liberté est indissociable, on ne peut savoir quoi, et l'irréversibilité du temps empêche d'administrer la preuve. C'est ce qui fait la gravité du choix révolutionnaire et explique l'âpreté de déchirements qui vont parfois jusqu'à l'élimination physique des partisans d'une thèse. Car il ne s'agit pas seulement d'une « thèse » et si c'est un jeu, il ne pardonne pas.

Or Brest-Litovsk offre l'exemple à peu près unique d'un débat de ce genre où la preuve est presque possible, où les divers chemins sont essayés, explorés, abandonnés devant l'évidence, où tous les problèmes se nouent : celui de la révolution mondiale et de la question des nationalités, celui des compromis et de la fidélité aux principes, la possibilité d'« exporter » la révolution et l'existence de la solidarité

prolétarienne, etc. Un groupe d'hommes, en quelques semaines, va vivre fiévreusement ces contradictions, confronter l'idéologie avec le réel : c'est le Comité Central du parti bolchevik. Un homme les incarne : c'est Trotsky.

*
* *

Le 11 janvier 1918, le vote du 8 n'ayant été considéré que comme un sondage, le Comité Central se réunit à nouveau. Conduits par Boukharine, Dzerjinsky, Uritsky et partiellement appuyés par Trotsky, les partisans de la guerre, en majorité, mènent l'attaque contre Lénine, que soutiennent Zinoviev, Staline et Sokolnikov. Ils lui reprochent de considérer le problème d'un point de vue trop étroitement russe et de sacrifier à la légère, en voulant signer la paix avec l'ennemi de classe, le prolétariat occidental. Si nous refusons, réplique Lénine, nous serons balayés par un peuple qui veut la paix, et ce prolétariat sera plus sacrifié encore. Trotsky, lui, partagé entre un certain idéalisme révolutionnaire et la conscience qu'il a prise de l'impuissance militaire russe, propose d'avaliser, à titre de compromis, la politique qu'il suit effectivement dans ses négociations de Brest : « Arrêtons la guerre, ne signons pas la paix, démobilisons l'armée ». Solution fausse, évidemment intenable à la longue, mais qui doit permettre, dans son esprit, de clarifier la situation et qui est, de toute façon, en retrait sur le sentiment évident du Congrès des Soviets, favorable en majorité à la guerre. Neuf voix contre sept approuvent sa motion. « Mais que ferez-vous, lui demande Lénine avant qu'il reparte pour Brest, si les Allemands, devant ces manœuvres dilatoires, reprennent les hostilités ? » C'est la seule éventualité, en effet, qu'avait omis d'envisager le Comité Central, tant il était persuadé que les soldats « ennemis » ne tolèreraient pas une offensive caractérisée contre le pouvoir des Soviets. « Dans ce cas, convient Trotsky, je signerai. »

Quand il était arrivé à Brest, le 27 décembre, après avoir menacé les impérialistes allemands d'une « guerre sainte », c'était pour trouver désertes les tranchées russes. Quand il y revient, cette fois-ci, c'est pour apprendre l'échec de l'agitation pacifiste dans les Empires centraux, se voir interdire toute rencontre avec les socialistes allemands et autrichiens

dont il avait demandé la présence, et trouver auprès des Allemands le représentant « séparatiste » d'un gouvernement autonome de l'Ukraine qui l'accuse d'ignorer les droits de son pays et se déclare prêt, lui, à signer une paix séparée : première manifestation du problème des nationalités. La *Rada* d'Ukraine, il est vrai, ne tarde pas à disparaître. Et Trotsky, fidèle à sa politique, tout en proclamant solennellement qu'il arrête les hostilités et démobilise l'armée russe, refuse de signer une paix dont les termes sont « fondamentalement en conflit avec l'intérêt de tous les peuples... y compris ceux d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. » Nous sommes le 10 février[2] quand Trotsky, cette déclaration faite, se lève en ajoutant que la discussion est close. Le 17, cette offensive qu'il voulait croire impossible déferle sur les lignes russes. Désarmant presque sans combat les soldats bolcheviks, avançant aussi vite que le permettent les voies de communication, les troupes allemandes marchent sur Pétrograd.

Le jour même, le Comité Central se réunit à nouveau. Si profonde est la répugnance à signer une paix « déshonorante », si forte l'idée de la Révolution imminente qu'il se divise encore par moitié entre les partisans de la paix et ceux de la guerre. Et comme si Trotsky devait, jusqu'au bout, incarner cette contradiction, son vote qui, seul, pouvait permettre une décision, dans un sens ou dans l'autre, il l'emploie deux fois pour les refuser tous les deux : contre Lénine d'abord, qui demande la réouverture des pourparlers, contre Boukharine ensuite qui réclame la guerre révolutionnaire. Une fois de plus, il fait approuver, grâce aux voix des seconds, la seule solution qui n'en est pas une et combine les défauts des deux thèses : attendons de voir les résultats, politiques et militaires, de l'offensive allemande.

Ils n'attendront pas longtemps. Le 18 février au matin, comme Lénine, à nouveau, insiste pour qu'on choisisse enfin la paix ou la guerre, le Comité Central, par une voix, le met en minorité. A midi, parvient la nouvelle de la prise de Dvinsk. A 18 heures, devant le Comité Central réuni d'urgence, Lénine revient à la charge. Ne demandons pas la

2. Le 28 janvier, selon l'ancien calendrier russe, qui a été employé jusqu'à présent. Le calendrier occidental ayant été adopté par la Russie soviétique le 14 février 1918, toutes les dates y seront désormais conformes.

paix, riposte Trotsky, faisons simplement des sondages. Trois fois Lénine tente de le convaincre : trois fois il maintient sa position. Mais quand s'ouvre le vote sur la motion de Lénine, il s'y rallie soudain, faisant pencher la balance.

Il reste une dernière épreuve : celle des conditions de paix. Tandis que s'accélère l'offensive allemande, que Pétrograd se prépare au combat et que Trotsky va jusqu'à sonder les franco-anglais sur la possibilité d'une coopération militaire, elles arrivent sous forme d'un véritable ultimatum, plus dures qu'à Brest — et il faut les approuver ou les rejeter dans les quarante-huit heures. Craignant moins, peut-être, les conséquences d'un refus que la rupture du parti, Trotsky après avoir, une nouvelle fois, montré le caractère illusoire, selon lui, du répit souhaité par Lénine, assure pourtant sa victoire : 7 voix seulement approuvent la signature de la paix, mais le parti de la guerre n'a que 4 voix ; Trotsky, Yoffé, Dzerjinsky et Krestinsky se sont abstenus. Le 3 mars, à Brest-Litovsk, Sokolnikov signe.

Ce qui vient de mourir, sans qu'ils s'en aperçoivent encore, ce n'est pas seulement quelques illusions sur l'imminence de la révolution en Europe ou le refus par les soldats allemands d'une guerre contre-révolutionnaire. C'est toute une mythologie sur laquelle avait vécu le XIXme siècle et qui pénétrait même le marxisme de visions un peu messianiques. C'est le rêve de la Révolution surgissant toute pure dans le Grand Soir et triomphant presque sans effort par l'effet de sa vertu intime. Même ces bolcheviks formés à l'école marxiste en étaient affectivement imprégnés. A eux, comme au monde, Brest-Litovsk apprend qu'il n'est pas de miracle et qu'il faut savoir composer. Cette paix dictée, insultante, cette acceptation du « brigandage impérialiste » que certains hommes-de-gauche, à l'Ouest, dénoncent déjà comme une trahison de l'idéal révolutionnaire, n'est que le premier de tous ces actes qui verront s'altérer la belle pureté des principes au contact de la réalité et fournir un prétexte à tant de nobles lamentations. Aujourd'hui comme hier, il est de belles âmes qui ne supportent la Révolution que vaincue. Il leur faut des défaites exemplaires, une vertu que ne vienne pas ternir la victoire, un sacrifice radical dont la valeur jaillisse, immaculée, pour servir

d'exemple aux générations futures. Sans cesse, à leurs petits-enfants, ils content les heures étoilées des batailles perdues et, tout émus de ces héroïsmes désespérés, se détournent avec dégoût des combats réels. Que les communistes chinois, en 1927, livrent à Tchang Kaï-chek un combat sans espoir, à la bonne heure et que voilà de braves gens ! Mais que Mao Tsé-tung, lentement, patiemment, après des années de compromis et de détours, conquière enfin un pouvoir qu'il défend par tous les moyens, ils se voilent la face devant ce triomphe affreux d'un « parti totalitaire ».

Ce parti, à Brest, sans en voir tout le sens, vient de faire un pas décisif : il s'est refusé au suicide édifiant qui est la tentation permanente des mouvements révolutionnaires. Au prestige des valeurs qui sanctifieraient son martyre, il a préféré le coin de terre assiégé où il s'accroche et la survie, dans l'humiliation, de ce pouvoir fragile. Ainsi rompt-il avec la mystification majeure : celle de l'idéalisme. La tâche du mouvement révolutionnaire n'est pas de transformer le monde au nom des valeurs, pour le rendre conforme à quelque modèle idéal, mais d'assumer une lutte qui existe *déjà*, de lui donner son sens et d'inventer, au fur et à mesure, les structures imprévisibles qui répondent à la situation. Parce que cette violence est celle d'une lutte à mort, rien ne doit primer une implacable volonté de vaincre. Et parce que la victoire porte son sens en elle, avant toute réalisation d'un « programme », l'impératif premier est de tenir *à n'importe quel prix*. Tout scrupule « moral », ici, inverse l'ordre des choses et c'est une dérision sinistre que de sacrifier la Révolution à des « valeurs » qu'elle seule peut soutenir. Dès lors qu'elle a triomphé, au contraire, il n'est pas un principe, une idée, qui compte auprès du simple fait de son existence nue, qui puisse justifier qu'on la mette en péril. Et si l'on tient à parler de « valeur », disons qu'il y en a plus, au lendemain d'Octobre, dans le moindre pouce de terre russe aux mains du pouvoir des Soviets que dans toute l'idéologie du monde.

Les véritables conséquences, à Brest, n'en apparaissent pas encore. Les bolcheviks croient toujours à la proximité de la Révolution mondiale. C'est pour la hâter que Boukharine refusait tout trève. Et Lénine, on l'a dit, s'il choisissait la

paix, ce n'était pas pour se replier derrière les frontières soviétiques et se consacrer, dans la seule Russie, à l'édification du socialisme, mais pour mieux préparer la reprise du combat. S'il fallait encore une preuve que les uns et les autres, unis sur ce point, partageaient la même illusion, l'affaire de Pologne, moins de deux ans plus tard, allait la fournir. Les mêmes problèmes qu'à Brest-Litovsk vont se poser au parti bolchevik, une controverse identique dresser passionnément, l'une contre l'autre, deux fractions du Comité Central : mais, paradoxalement, les positions se trouveront presque exactement renversées. Les partisans de la paix, ici, seront, là, ceux de la guerre, les réalistes d'hier sembleront les romantiques et ceux qui, en 1918, avaient peut-être sauvé les Soviets en sachant composer, risqueront, en 1920, le désastre, pour les avoir crus contagieux.

***

En 1919, l'aube se lève. La jeune Révolution russe a triomphé de ses ennemis ; dans les pays dévastés par la guerre montent les forces ouvrières ; créée dans l'enthousiasme, la IIIme Internationale, à travers l'Europe, fait craquer les cadres de la vieille social-démocratie discréditée par ses capitulations. Les « vingt-et-une conditions » imposées aux sections nationales traduisent l'irruption des masses sur la scène et l'exigence d'un « parti de type nouveau » qui corresponde à leur structure. La Révolution est pour demain et déjà semble se réaliser le rêve des chants ouvriers : « *Elle vient... regardez ! — Planant sur toutes les nations — L'imminente Révolution !* »

1920, c'est déjà l'échec. En Allemagne, en Autriche, les mouvements ouvriers sont écrasés, les Soviets de Hongrie sont liquidés ; Denikine s'empare de l'Ukraine ; en France et en Angleterre, l'euphorie de la victoire fait taire les trouble-fêtes. Partout en Europe, c'est le reflux. Mais qu'est-ce à dire ? Qu'une vague révolutionnaire a déferlé sur le continent et, maintenant, se retire ? Il faut se défier des métaphores. Si l'on fait la part des espoirs mythiques des uns, des peurs non moins mythiques des autres, pour ne considérer que la situation objective, il apparaît que ni en France

ni en Angleterre n'existaient de perspectives révolutionnaires sérieuses. En Allemagne, il fallait beaucoup d'optimisme pour imaginer que les Alliés, victorieux, allaient laisser triompher les Soviets : l'intervention, on le vit bien, y était plus aisée et plus efficace qu'en Russie. Mais la victoire d'Octobre, mettant soudain en vedette le moindre mouvement ouvrier, portant tous les conflits à l'incandescence, fait oublier un instant les inégalités de développement qui rendent objectivement, suivant les pays, la révolution possible ou impossible et, mêlant toutes ces révoltes dans la même flambée d'enthousiasme, les relie au vieux rêve de Révolution mondiale. Bref, le « flux » révolutionnaire de 1917-19 est, en partie au moins, l'effet d'une illusion d'optique et le « reflux » fut d'abord un retour au réel : la Révolution, *en définitive*, sera mondiale si la société communiste doit exister un jour, mais pour l'immédiat chaque nation joue pour soi et doit animer sa propre révolution, — non communier avec *la* Révolution dans on ne sait quelle participation magique. Tel est le nœud de l'affaire de Pologne.

D'une certaine façon, la situation est claire. En mars 1920, sans provocation de la part des Russes (ils avaient amorcé la démobilisation), sans autre motif que le désir de Pilsudski de conquérir l'Ukraine, les armées polonaises, rompant le cessez-le-feu, ont attaqué l'Armée Rouge. Massacres et pogroms, pendant deux mois, marquent leur avance. Puis, en juin, battues, elles refluent sur Varsovie, poursuivies par les bolcheviks. Pose-t-on le problème en termes militaires, la réponse n'est pas douteuse : il faut exploiter la victoire et entrer en Pologne. Mais l'Armée Rouge n'est pas une armée comme une autre. N'ayant pas de buts de conquête et ne voulant asservir aucun peuple, son entrée en Pologne ne peut avoir qu'un sens : apporter la Révolution ou, plus exactement, aider les Polonais à faire la révolution pour leur compte. Mais le peut-elle et est-ce là son rôle ? La question, indirectement, se pose le 11 juillet quand Lord Curzon, secrétaire au Foreing Office, offre aux deux parties la médiation britannique.

Trotsky est sur le front quand Lénine lui transmet la nouvelle. Il conseille aussitôt d'accepter. L'Armée Rouge,

ajoute-t-il, a refoulé l'agresseur : qu'elle s'arrête donc e
propose la paix. Ainsi tout sera clair. Si elle entre en Polo
gne, au contraire, sans explication préalable, le réflex
national, jouant contre elle, dressera la population contr
« l'envahisseur »: bolchevik ou non, l'Armée Rouge apparaî
tra russe avant tout.

Tel n'est pas l'avis de Lénine. Accélérons plutôt l'offen
sive, dit-il, et marchons sur Varsovie. Poursuivre un envahis
seur en déroute n'est pas un acte d'agression : quant au
Polonais, ils nous salueront en libérateurs. A une écra
sante majorité, le Politburo le suit. Trotsky s'incline e
rejette l'offre de Lord Curzon.

Comme à Brest, on pourrait être tenté ici de simplifie
les deux thèses — de déceler chez Lénine une tendance
« exporter » la Révolution et chez Trotsky le seul souci d
tenir compte du « fait national ». Comme à Brest, ce serai
inexact. Ni l'un ni l'autre, en réalité, n'estiment possibl
d'apporter la Révolution à la pointe des baïonnettes. Tou
deux, en revanche, se sentent solidaires des mouvement
ouvriers et jugent normal d'aider, par-delà les frontières, le
autres partis communistes. C'est sur l'appréciation de l
situation en Pologne que porte en réalité la controverse. Au
yeux de Trotsky, la Révolution n'y est pas mûre ; trop d
mauvais souvenirs, d'autre part, s'attachent à la Russie : l
vue des troupes les réveillera et favorisera, derrière Pilsud
ski, l'union sacrée pour la défense du sol national. Trotsky
sait bien que le passé traîne dans le monde, que les soldat
bolcheviks ne sont pas les anges purs de la Révolution, qu
les vieilles haines ne sont pas mortes en eux du jour a
lendemain, que nombre d'officiers enfin, pour qui la Pologn
est l'ennemie héréditaire, se rallieront d'autant mieux a
nouveau pouvoir que celui-ci, fût-ce par rencontre, suivra d
plus près les pas des tsars. Pour Lénine, au contraire, l
Pologne est en état d'insurrection virtuelle et l'arrivée d
l'Armée Rouge sera le signal du soulèvement. Il ne s'agi
pas d'exporter la Révolution mais, comme on avait trans
formé la guerre impérialiste en guerre civile, de changer le
sens du conflit en répondant à l'entreprise nationaliste de
Pilsudski par une contre-offensive révolutionnaire.

Il est assez remarquable que les champions de cette poli-

tique soient précisément les « pacifistes » de Brest. Rien ne démontre mieux que, s'ils se résignaient provisoirement au repli, la Révolution mondiale demeurait leur premier objectif. Trotsky inversement, s'il penchait pour la guerre révolutionnaire, n'en méconnaissait pas, on le voit bien, les difficultés. Lesquels, maintenant, étaient « optimistes » et lesquels « pessimistes », si ces termes ont un sens : il est malaisé de le dire. Leur optimisme ou leur pessimisme ne se situe pas au même niveau, ou plutôt ne joue pas sur les mêmes échéances. Lénine, évidemment, s'illusionne sur la maturité du prolétariat polonais ; Trotsky semble plus réaliste. Mais, comme l'observe Deutscher, l'attitude de Lénine procède aussi d'un réflexe de désespoir. La Révolution qu'il attendait n'éclate pas, l'isolement de la Russie se confirme, la survie du pouvoir des Soviets lui paraît impossible : dans un dernier sursaut, il veut forcer la décision, gagner la Pologne au communisme, tendre la main au prolétariat allemand, bref briser le cercle et porter la révolution au cœur de l'Europe. Dans la prudence de Trotsky au contraire perce la théorie de la révolution permanente : à quoi bon risquer un désastre puisque, de toute façon, aujourd'hui ou demain, la Révolution aura lieu ? Cet optimisme à long terme s'accommode d'un réalisme immédiat tandis que l'inquiétude de Lénine le fait se raccrocher, dans l'instant, à la moindre apparence.

C'est un beau rêve, en effet, que la révolution polonaise. Loin d'être accueillie en libératrice, l'Armée Rouge s'enfonce dans un pays hostile. Ni grèves ni soviets ne naissent sous ses pas. Lénine peut bien, au deuxième Congrès de l'Internationale, saluer, jour après jour, devant une carte du front, les victoires de Toukhachevsky, les débats sont à peine achevés, le 14 août, que s'engage la bataille de la Vistule. Le 17, l'Armée Rouge, battue, est en pleine retraite : le miracle n'a pas eu lieu.

Certes, on peut toujours discuter des causes d'un échec militaire, et l'on n'y manqua pas dans les mois suivants. Mieux préparée, l'offensive eût pu réussir. Toukhachevsky l'assurera du moins peu après, lorsque la question se posera d'une reprise des hostilités. Lénine, un moment, sera même tenté de le suivre : et il faudra que Trotsky, résolument hostile à cette aventure, menace de saisir le Parti de leur désac-

cord pour l'amener à céder [3]. Mais la question n'est pas là : possible ou non, une victoire proprement militaire laisse intactes les données politiques qui lui donnent son sens. L'Armée Rouge, d'après la théorie, ne doit pas se substituer au Parti dans sa tâche révolutionnaire mais seulement l'aider à la remplir. Or, de ce point de vue, la démonstration est faite : les communistes polonais ne sont pas en mesure de prendre le pouvoir, la Révolution n'est pas assez « mûre » pour que la seule arrivée de l'Armée Rouge, agissant comme catalyseur, provoque l'explosion. Les bolcheviks ont pu camper sous Varsovie, le prolétariat polonais n'a pas bougé. Prendre la ville, alors, ne saurait rien changer. Ou au contraire cela changerait tout, si on voulait le justifier : il faudrait amender la théorie et admettre une certaine possibilité de répandre la Révolution par les armes [4]. C'est peut-être pourquoi Lénine y renonça.

Les bolcheviks se trouvent donc dans une situation imprévue où les thèses qui, depuis deux ans, s'affrontaient, sont soudain frappées d'irréalité par une conversion radicale. Peu importe qu'à Brest Lénine ait vu plus juste que Trotsky, que Trotsky, en Pologne, ait eu raison contre Lénine : tous deux partaient du même postulat — que l'extension du mouvement révolutionnaire était nécessaire au salut des Soviets. Or c'est ce postulat qui s'écroule. En un sens, les uns et les autres sont également battus tandis que s'évanouit le rêve de la Révolution mondiale. Encore faut-il préciser. En 1918, les soldats allemands ne se sont pas solidarisés avec leurs frères russes. En 1920, l'Armée Rouge a été reçue comme un envahisseur traditionnel. Les deux tentatives faites par les bolcheviks pour étendre la Révolution à l'Europe ont donc échoué : l'U.R.S.S. est seule. Mais elle *est*, et c'est là qu'est le paradoxe. Car un autre événement capital a eu lieu : dans le même temps qu'elle échouait à répandre la révolution à

3. A Brest-Litovsk, observe justement Deutscher, c'est Lénine, alors minoritaire, qui avait menacé de faire appel devant le Parti si la paix n'était pas signée : et Trotsky avait cédé. La situation est exactement renversée.

4. Pour Deutscher, l'aventure polonaise marque précisément le début d'un nouveau cycle révolutionnaire : celui de la « révolution par conquête », où le rôle du Parti est partiellement assumé par l'Armée Rouge. Suspendu en 1921, ce nouveau cycle aurait repris en 1939-1945.

l'extérieur sur une base internationaliste, elle assurait définitivement son existence *nationale*. La même année 1920 qui voit la défaite de la Vistule est celle où la dernière armée blanche du baron Wrangel est balayée du sol russe.

Il y a là une manière de scandale. De toute évidence, un échec total aboutissant à la liquidation du pouvoir des Soviets eût été intellectuellement plus satisfaisant. Envisageaient-ils l'avenir, Lénine et ses compagnons le voyaient sous la forme d'une alternative : ou la Révolution s'étendra à l'Europe, ou nous serons écrasés. Or la Révolution ne s'est pas étendue, mais ils n'ont pas été écrasés. Que faire d'autre que ce qu'ils vont faire sans l'avoir jamais imaginé : inventer une troisième voie ou plus exactement s'adapter à la seule qui reste ouverte — celle du repli, de la patience et des expédients, celle des tâches sans grandeur et de la prudence paysanne, l'impitoyable et décevante édification, jour après jour, du « socialisme dans un seul pays »? Ici Trotsky s'efface et apparaît Staline.

*
* *

Dans la victoire du Secrétaire général, on fait intervenir l'intrigue, le travail souterrain, le patient noyautage de l'appareil, l'investissement et l'isolement de Trotsky par la bureaucratie stalinienne. Avec raison : mais c'est là une simple technique dont le sens est ailleurs. Son analyse montre comment Staline l'a emporté, non pourquoi il a pu le faire. Ce qui frappe, en effet, c'est d'abord la disproportion entre les deux hommes. Trotsky a tout pour lui : l'imagination, le style, l'énergie. S'il est un chef révolutionnaire en qui le lyrisme des époques héroïques s'allie à l'impitoyable efficacité bolchevik, c'est lui. S'il est un communiste pour qui l'Internationale n'est pas un mot mais qui, du fond du Kremlin, s'adresse encore aux militants de New-York, de Londres et de Paris dont il a partagé les luttes, c'est lui encore. Orateur populaire, grand écrivain, créateur de l'Armée Rouge, le plus célèbre des leaders soviétiques, après Lénine, en U.R.S.S. et dans le monde, il semble son successeur désigné. Qui songerait à Staline ? Un camarade solide, certes, dévoué, dont Lénine a apprécié les qualités avant de le trouver « trop brutal » : mais terne et lourd, peu connu

du public, n'aimant ni parler ni écrire, car il connait ses faiblesses, et résolument fermé aux questions internationales. Or c'est lui qui l'emporte : événement incompréhensible si l'on n'admettait pas que les « qualités » de Trotsky se sont précisément retournées contre lui, que les « défauts » de Staline ont fait sa force. Mais non au sens banal : présenter la victoire du Secrétaire général comme celle d'un manœuvrier sans scrupules, c'est ravaler l'histoire au niveau de l'imagerie d'Epinal. Staline intriguait peut-être, mais il défendait *d'abord* une certaine politique. S'il est une chose évidente, alors, c'est que toutes ses manœuvres eussent été vaines s'il n'avait été servi par la conjoncture, qu'à ses intrigues Trotsky eût aisément trouvé la parade, s'il avait su définir une autre politique capable d'unifier l'appareil, s'il avait pu opposer au courant animé par le Secrétaire général la moindre « ligne » cohérente.

Or il n'en avait pas. Claude Lefort, un jour, a parfaitement montré l'illusion rétrospective de Trotsky [5]. Reconstituant, après coup, la politique de l'Opposition de gauche, celui-ci lui prête une cohérence qu'elle n'a jamais eue. Là où il veut voir une ligne imperturbable, rectiligne, sûre d'elle-même et consciente de sa pureté révolutionanire mais vouée à l'échec par le seul effet d'une conjoncture hostile, il n'y a eu *en réalité*, au jour le jour, qu'un mélange de critiques verbales et de concessions systématiques, une improvisation quotidienne où les protestations d'accord parfait démentaient les velléités de résistance, bref une absence totale de plateforme idéologique.

Mais la conclusion qu'en tire Lefort est surprenante : il reproche, en somme, à Trotsky de n'avoir pas adopté en effet l'attitude qu'il dit avoir eue, ajoutant cependant que cela n'eût rien changé — sinon sauvé les principes et « préparé l'avenir » dans un esprit révolutionnaire. C'est, en dernière analyse, rejoindre par une autre voie les conclusions de Trotsky. Celui-ci se prête une politique cohérente et attribue sa défaite au « reflux » révolutionnaire. Lefort montre que cette cohérence n'a pas existé puis, critiquant la théorie du reflux,

5. Claude Lefort : « La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire. » *Temps Modernes*, n° 39.

stime finalement que la Révolution d'Octobre, « anticipa-
ion historique », était vouée à l'échec. La position de Trot-
ky est étrange et se condamne elle-même. La tâche du révo-
utionnaire serait-elle d'opposer le mur des principes au
nouvement de l'histoire et de saborder la Révolution pour
onserver la paix de l'âme [6] ? S'il y a reflux, il lui faut bien,
inon s'y résigner, du moins composer avec lui tout en sauve-
ardant les conditions d'une reprise ultérieure [7]. Mais la
hèse de Lefort n'est pas moins aberrante. La transpose-t-on
ans la pratique, — ce qu'il ne fait pas mais qu'il faut
aire — elle revient à dire qu'il ne fallait pas prendre le
ouvoir en Octobre. Ce faisant, il manque l'essentiel, que
on analyse mettait pourtant en évidence : c'est que Trotsky,
moins de tomber dans un bavardage irresponsable, ne pou-
ait *faire autrement* que de se rallier à la ligne générale.
. n'y a pas eu de stratégie de l'Opposition parce qu'il n'y
vait, pour l'opposition, aucune autre politique possible.
ref, Trotsky en Russie et dans la mesure où il jouait encore
n rôle, se montra plus réaliste, plus conscient de ses res-
onsabilités et finalement plus révolutionnaire qu'il ne sem-
lerait si l'on se fiait à ses reconstitutions ultérieures. Que
ette ligne idéale de l'Opposition de gauche telle qu'il la
onstitue après coup ait été, sur le moment même, une de
es tentations permanentes, c'est l'évidence. Mais dans le
ême temps il ne pouvait pas ne pas se rendre compte de

6. Il est proprement consternant que Trotsky puisse écrire dans *Ma*
e : « Nous allions au devant d'une défaite immédiate, préparant avec
urance notre victoire idéologique dans un plus lointain avenir;... quand
'agit de grands principes, le révolutionnaire ne peut avoir qu'une règle :
is ce que tu dois, advienne que pourra » (cité par Lefort). Dans l'action,
reusement, il n'eut pas cette noble indifférence aux conséquences
ses actes.

7. Le rapprochement avec le reflux de 1908-1911 est fallacieux. « *Les*
cheviks, dit Lefort, *firent une retraite... et remirent à plus tard la lutte*
r la prise du pouvoir : mais ils ne firent pas sur le plan théorique la
indre concession à leurs adversaires. A aucun moment il n'y eut de la part
bolcheviks une politique de compromis et de conciliation avec le tsarisme. »
is il s'agissait alors de prendre le pouvoir; il s'agit maintenant de le
server. « Faire retraite », après 1905, cela signifiait ajourner la révo-
on pour mieux la réussir : ce qui n'implique aucune concession à l'adver-
e. La révolution faite, il faut d'abord éviter de la mettre en péril, ce
peut exiger des compromis. Même si on l'estime erronée, on ne peut
t de même assimiler une politique d'apaisement *à l'intérieur* du parti
chevik à une politique de conciliation *avec le tsarisme !*

son irréalisme. De là son refus d'une lutte ouverte qui serai lutte *pour rien*, de là ces compromis auxquels il consent à contre-cœur, mais consent néanmoins, faute de pouvoir imaginer autre chose. Comme à Brest-Litovsk, et plus tragiquement sans doute, Trotsky semble incarner ici la contradictio même de l'U.R.S.S. Assez lucide pour ne pas tomber dans le « gauchisme » verbal d'une politique impossible, il y est trop porté encore pour se résigner au repli inévitable sur le « bastion » soviétique.

Staline n'a pas de ces déchirements. Le repli, c'est peu de dire qu'il s'y installe sans douleur. Il s'y étale, il s'y épanouit, à l'aise enfin pour la première fois, loin de ces problèmes étrangers qu'il connaît mal, bientôt débarrassé de ces intellectuels cosmopolites qui rêvent de Vienne ou de Berlin au lieu de s'en tenir d'abord à la solidité russe. Seulement la situation est là : c'est l'U.R.S.S. qu'il faut sauver, Vienne et Berlin viendront ensuite. Staline, en 1917, était peut-être le dernier des chefs bolcheviks auxquels on eût pensé pour la succession de Lénine : si, en 1927, il arrive au pouvoir, c'est qu'il se trouvait, de tous, le plus disposé à accepter allègrement cette *incarnation* du mouvement communiste.

Les conséquences en sont graves, mais elles tiennent moins à Staline qu'à la nature même de l'événement. Entre le parti communiste et le prolétariat qu'il représente, l'incarnation fait surgir une double distance, introduit une double opacité. Réintégrant le fait national à la dialectique révolutionnaire, elle interpose entre le parti russe et les partis frères, c'est-à-dire au cœur même de l'Internationale, l'écran de la réalité soviétique. L'U.R.S.S. existe : elle a ses problèmes, ses traditions, ses structures, dont il faut tenir compte. Ce n'est pas un communisme idéal qui a pris le pouvoir ici comme il eût pu le prendre là, dans un espace social homogène et une compréhension sans distance avec un prolétariat européen apatride : c'est un parti donné, le parti russe, qui assume le pouvoir dans un pays donné en face d'autres prolétariats qui ont *aussi* une « patrie » et dont la solidarité avec lui ne s'exprime que d'une façon médiate.

Prenant d'autre part en charge la nation russe et se constituant en Etat, devant, par cet Etat, créer les structures que la Révolution a anticipées, le parti bolchevik voit naître à

ıtérieur, entre le peuple et lui, un écran parallèle. Il
xpose à n'être pas toujours compris, donc suivi, donc à
e combattu et à sévir. Bref, le circuit de la communi-
ion immédiate entre le parti, le prolétariat russe et les
ılétariats étrangers est rompu. A une coïncidence idyllique
cède un double système de tensions. Caractéristique de
re stalinienne, il se dessine pourtant avant lui : et c'est
otsky, une fois de plus, qui l'inaugure avec la répression
la révolte de Cronstadt. Ces marins activistes et un peu
ertaires, en qui l'on avait salué l'élite du prolétariat, il
dénonce comme des gardes-blancs et des contre-révolu-
ınaires en des termes que l'époque stalinienne se bornera
téréotyper [8]. Le reflux révolutionnaire, c'est d'abord cela :
ı seulement la retombée d'une grande vague mais le bou-
ersement de la structure du « champ » social par la nais-
ıce d'un Etat soviétique.

taline est l'homme de cette incarnation. Il n'en résulte
que sa politique, telle qu'elle s'est effectivement dérou-
ait été la seule possible, c'est-à-dire qu'elle ait été
essaire en tous ses détails. Cela signifie qu'une ligne « sta-
enne » en général était inévitable et que les critiques
on peut lui faire doivent se détacher sur un fond d'ap-
bation globale. *Dans l'ensemble*, aucun chef révolution-
e au pouvoir n'aurait pu agir autrement que Staline l'a
. Ceci dit, la critique redevient légitime et le rôle des
vidus rend sa contingence aux détails. *Une* ligne « sta-
enne » était indispensable : appliquée par un autre, elle
été différente, plus séduisante peut-être et même plus
ace.

onsidérée sous cet angle, la politique extérieure de Sta-
se caractérise moins par son égoïsme malheureusement
ssaire que par une certaine imbécilité. Une suite à peu
ininterrompue d'erreurs d'appréciation, de défaites sou-
évitables et toujours dangereuses, un mélange d'igno-
e politique, de prudence crispée, de méfiance inexcusa-
à l'égard des révolutions étrangères, un manque à peu
total de générosité, marquent son règne. Même si l'on

Lénine couvrira de même les machinations destinées à perdre les
alistes révolutionnaires » et n'hésitera pas à trahir les promesses
à l' « armée noire » de l'anarchiste Makhno.

admettait le point de vue de ses critiques extrêmes, q l'U.R.S.S. n'a en vue que son intérêt national [9], il faudra bien admettre que le sacrifice de certaines révolutions étra gères — ou, ce qui revient au même, le sectarisme dans l'a pui qui leur fut donné — alla à l'encontre de cet inté bien compris. Ni l'écrasement de la République espagnol ni l'aberration monumentale de la rupture avec Tito n'o renforcé sa position. Quelle que soit la perspective choisi mieux valait en Espagne un gouvernement de Front Pop laire non contrôlé par les communistes qu'un régime fa ciste ; mieux valait traiter la Yougoslavie en égale que la rejeter vers l'Ouest.

Bref, Staline « en remet ». Mais à travers ses crimes, s erreurs, ses ridicules, ce paysan de la Révolution parvient définitive à sauver l'essentiel. On peut doser l'actif et le pa sif, il reste un bilan général : aujourd'hui Staline est mo et tout reste possible. S'il est permis d'imaginer une marg de contingence et de rêver un peu, disons que le malheu du communisme est qu'il ne se soit trouvé aucun autre ch bolchevik pour oser être ce qu'il fut, pour accepter ce lo repli obscur, ce piétinement, cette platitude [10]. Le drame la Révolution russe, c'est peut-être que Trotsky n'ait pu résigner au « stalinisme ». La preuve de sa vitalité, c'e qu'elle a survécu à Staline.

Marcel PÉJU.

9. Mais c'est précisément l'erreur à éviter. Dans ses rapports avec le puissances capitalistes, reprocher à l'U.R.S.S. de jouer le jeu de la pui sance, comme elle le fit à Yalta, est puéril. Elle servit davantage le intérêts du communisme en procédant ainsi qu'en refusant noblemen tout marchandage impérialiste. La tenir pour « contre-révolutionnaire n'est pas moins léger. L'U.R.S.S., il est vrai, ne fait pas de cadeaux et l'o serait en droit d'attendre d'elle une attitude plus ouverte, plus fraternell à l'égard des mouvements révolutionnaires. On décèle au contraire dan le stalinisme une crainte bureaucratique des développements autonome qui risquent d'échapper à son contrôle. Certes, il peut être nécessaire d freiner ou d'abandonner des mouvements nationaux. On eût aimé qu l'U.R.S.S. le fît la rage au cœur et parût en prendre son parti avec moin de désinvolture. Reste de sentimentalisme, sans doute : les chefs sovié tiques, on le voit bien, maîtrisent mieux leur émotion. Donc il ne faut pa trop compter sur l'U.R.S.S. Mais quand une révolution a triomphé toujours est-il qu'elle trouve en elle son appui naturel : cf. Chine, Vie Minh, etc...

10. « Le stalinisme, dit fort bien Mascolo, est si l'on veut un léninisme plat. Mais c'est un léninisme. » *Le Communisme*, p. 491.

Le Parti communiste français naît sous le signe de la Révolution d'Octobre, mais à l'aube de son reflux. Telle est sa première contradiction. Parti d'un type nouveau et révolutionnaire, il fait son apparition au moment où les perspectives révolutionnaires tombent, pour des années, en dehors de l'histoire. La défense de l'U.R.S.S. devient son impératif catégorique.

Mais le P.C.F. naît en même temps dans un contexte intérieur très particulier. La deuxième révolution industrielle a apporté un bouleversement radical dans la structure et la constitution de la classe ouvrière française. Au prolétariat profondément hiérarchisé et différencié de l'autre avant-guerre, l'avènement de la machine semi-automatique, le progrès technique et la poussée de la mécanisation dans tous les domaines ont substitué une réalité entièrement nouvelle.

Sartre a bien montré cette métamorphose qu'a apportée la mécanisation du travail dans la structure du prolétariat et dans la réalité même de l'ouvrier. Le prolétariat de 1900 est le produit de la machine à vapeur. Celle-ci demeure « dépendante », il faut la diriger, la régler, la contrôler. Bref, l'homme que cette machine exige doit être un ouvrier hautement qualifié. Celui-ci fait partie d'une aristocratie, à laquelle on accède surtout par droit de naissance : les ouvriers professionnels sont fils d'ouvriers professionnels ou d'artisans. A ce prolétariat hiérarchisé correspond un syndicalisme d'encadrement avec l'atelier pour base, l'entreprise pour champ de batailles et l'ouvrier d'élite pour militant.

Ces professionnels, « le sel de la classe ouvrière », sont généralement hostiles au syndicalisme d'industrie et à la centralisation, favorables au syndicalisme de métier et à « l'administration anarchique ». Dans les dernières années de l'avant-guerre, la conciliation de leurs intérêts avec ceux des manœuvres devient de plus en plus malaisée. La lutte ouvrière a le plus souvent deux faces : pour la minorité agissante, c'est une expérience concrète d'émancipation ; pour la majorité qui la suit, elle reste, dans un bon nombre de cas, un impératif abstrait.

Ce divorce va se creuser avec l'apparition de l'O.S. et la disqualification progressive du travail manuel. La deuxième révolution industrielle fait en effet surgir, entre les manœuvres et les semi-professionnels, cet inconnu, l'ouvrier spécialisé, qui accède aux machines comme un professionnel et remplit son office sans apprentissage comme un manœuvre.

Ces masses nouvelles, les militants du vieux syndicalisme les découvrent vraiment, *avec leur visage inconnu, au lendemain de la première guerre mondiale : elles sont radicales, mais instables, furieuses, mais vite découragées. La grande grève de juin 1919, qui se solda par un échec total, prouve qu'elles n'étaient pas prêtes pour la révolution. D'où l'eussent-elles été? Qui les avait préparées?*

La révolution, pourtant, il fallait y renoncer ou la faire « avec ces bandes-là » (Léon Blum), « avec ça », disait Lénine. Inorganisées, elles l'étaient, sans doute, mais c'était simplement la preuve qu'il leur fallait une organisation. La mission des militants, avec la constitution du Parti Communiste, allait être la sanction historique de cette prise de conscience.

Il y eut ainsi une remarquable convergence entre le bouleversement social et les circonstances extérieures — Grande Guerre, Révolution d'Octobre et arrêt de la Révolution dans le monde — qui présidèrent à son apparition. L'ensemble de ces déterminations décida de son caractère révolutionnaire et contribua à lui imprimer la plupart de ses traits fondamentaux. Répudiant avec éclat le réformisme de la IIe Internationale et la politique de la collaboration de classes, qui avait abouti au désastre de 1914, les dirigeants du nouveau parti rencontraient et exprimaient les exigences des masses qu'ils ralliaient à eux. Le P.C., qui se constitue alors comme le parti des masses — en face de la S.F.I.O. qui continue à représenter en gros l'élite qualifiée — doit nécessairement entériner le caractère radical de leur revendication et refuser tout compromis avec la démocratie bourgeoise. S'il envoie des députés au Parlement, il ne concevra plus leur rôle de la même manière : ils ne devront plus s'attacher à la réalisation progressive d'un programme, mais à entretenir une agitation ; la Chambre fournit une tribune qui permet aux militants de s'exprimer publiquement à la face du pays.

La radicalisation des masses a profondément transformé le rapport au parti qui les exprime. Lorsque Rosa Luxembourg écrivait que le prolétariat doit produire lui-même ses dirigeants, les reproduire selon ses besoins et retrouver en eux sa propre image, elle pensait encore à un prolétariat — le seul qu'elle connût — constitué par une élite qualifiée et par des manœuvres. En face du prolétariat nouveau, Lénine déclare que le militant doit être désormais un permanent rétribué. C'est que la promotion de l'O.S. a modifié du tout au tout les conditions de la lutte ouvrière. Disqualifié, le travailleur n'est plus irremplaçable ; aucune revendication singulière ne peut être soutenue

sinon par une action massive : mais cette action ne saurait précisément être abandonnée à la spontanéité des masses. Sur celles-ci s'ouvrent de telles forces de désagrégation qu'elles sont sans cesse menacées de s'éparpiller en un archipel de solitudes ; quand elles se mettent en mouvement, c'est à la fois avec raideur et de manière discontinue ; elles sont trop instables et trop divisées pour concerter à l'échelle nationale des opérations d'ensemble ; elles sont incapables d'établir un programme et de suivre une politique. Sous la figure qu'elles revêtent aujourd'hui, elles ont donc besoin qu'un appareil centralisé et permanent assure l'unité et la continuité de leurs luttes. Mais l'O.S. ne saurait concilier le travail de l'usine avec les tâches complexes du dirigeant politique. S'il veut militer, il faut qu'il soit déchargé des contraintes du travail manuel, donc payé par ses camarades. Ainsi, justement parce qu'il est le parti des masses, parce que son objectif est d'empêcher les masses de retomber dans la dispersion, parce qu'il s'applique à les organiser en vue de leur émancipation, le Parti Communiste se distingue nécessairement d'elles : sorti du prolétariat, l'appareil effectivement en sort *et se pose pour soi. Ceci ne signifie certes pas qu'il* mène *les masses à sa guise ; il est contrôlé par elles, comme l'homme de barre par la mer, sur laquelle il gouverne son navire ; il ne les guide qu'à condition de les accompagner ; qu'il fasse un faux mouvement, elles refuseront de le suivre et s'éparpilleront en molécules amorphes. Néanmoins, bien qu'il ne les dirige qu'en se soumettant à elles, le parti existe hors d'elles : c'est cet hiatus qui explique les traits dont ses adversaires lui font grief et que sa situation oblige en fait à assumer.*

Comparé au parti socialiste, tel qu'il fut avant 1919 et tel qu'il est aujourd'hui, le P.C. est un parti autoritaire : la première de ses tâches est en effet de maintenir l'unité d'une collectivité qui tend, de par sa situation, à se défaire. Dans les moments de grands soulèvements populaires, comme en 1936 *par exemple, cette unité se réalise spontanément, il y a alors coïncidence entre l'action du parti et la spontanéité des masses : tandis que les phases de décomposition sont propices au parti socialiste, tous les mouvements de solidarité ouvrière profitent au P.C. Hors de ces moments privilégiés, il est un parti minoritaire contraint de s'imposer une discipline rigoureuse.*

Le caractère autoritaire du Parti Communiste, considéré à l'échelle nationale, reflète l'autoritarisme de la nouvelle Internationale. Les relations soutenues entre eux par les prolétariats des divers pays ont été radicalement modifiées par l'apparition de l'U.R.S.S. : désormais,

ils furent dirigés par un appareil central résidant à Moscou. L'existence d'un organisme central est indispensable à l'échelle internationale afin que l'action des différents prolétariats converge au lieu de diverger. C'est là la raison profonde pour laquelle le P.C. est en toutes circonstances fidèle à la politique de l'U.R.S.S. : non seulement il lui reconnaît le droit de lier ses intérêts à ceux de la classe ouvrière dont elle incarne les chances d'émancipation, mais s'ils se séparaient de l'U.R.S.S. les divers partis communistes retomberaient dans l'isolement, et se verraient à nouveau en danger de se laisser intégrer à l'ensemble de la nation, c'est-à-dire de perdre leur caractère révolutionnaire, et de renier la lutte des classes. Quel que soit le tournant à prendre, le P.C. choisira donc résolument de le prendre plutôt que de sacrifier l'unité internationale. Mais cette attitude l'oblige à faire face à l'ambiguïté qui résulte de l'incarnation. L'U.R.S.S. est à la fois le principe centralisateur de toutes les luttes ouvrières, et une nation où la révolution s'est incarnée ; aux prises avec les menaces que fait peser sur elle le monde capitaliste, l'U.R.S.S. suit une politique qui, dans l'ensemble, sert le prolétariat, puisque le sort de celui-ci est étroitement lié au sien, mais qui peut exiger des sacrifices de détail. Le P.C.F. se voit contraint de défendre à la fois l'U.R.S.S. comme nation, et de soutenir les revendications du prolétariat français : cette double obligation se traduit parfois par des conflits dont la solution n'est pas simple. En effet, il ne peut plus considérer isolément les besoins qu'expriment les masses : il lui faut se soucier du conditionnement extérieur qui, dans des circonstances données, rend ou non souhaitable, à l'échelle internationale, leur satisfaction. L'unité ouvrière, réalisée par la Troisième Internationale, est un immense atout pour le prolétariat dans son ensemble : mais elle se paye par la dualité que chaque parti trouve désormais installée en son sein.

Appelé en outre à vivre une période historique, où la révolution apparaît pratiquement comme hors de sa portée, le P.C. est acculé à une contradiction fondamentale, au sens dialectique du mot. Il lui est impossible de proposer un programme de réformes sans pactiser avec la société capitaliste, donc sans trahir le prolétariat qui refuse en bloc cette société : et pourtant les travailleurs réclament aussi, au présent, une amélioration de leur sort. C'est pourquoi le P.C. souhaite une alliance avec une gauche à qui il assignerait des objectifs réformistes : il lui est loisible d'accepter, comme en 1936, un programme proposé par d'autres : non d'en proposer un lui-même. Tel sera le sens du Front Populaire.

Colette Audry.

TOMBEAU DE LÉON BLUM

La politique n'est pas un jeu de hasard. C'est un jeu sévère, mais, somme toute, un jeu exact. Tous les mérites et toutes les vertus n'y sont pas récompensés, mais toutes les fautes s'y paient.

(Article du *Populaire*, 22 juin 1935.)

Élu député de Paris en 1919, Léon Blum se signale dès la fin de année à l'admiration de la Chambre par son discours sur l'augmenation des tarifs de chemins de fer. Le Congrès de Tours le révèle la masse des militants et au pays. Dès ce moment, et bien qu'il 'occupe pas d'autres fonctions que celles de secrétaire du groupe arlementaire socialiste, il prend la tête du parti dont il demeurera isqu'à sa mort le chef indiscuté. Après 1920, il refait du partioupion de Tours un grand parti socialiste et sait le préserver endant toute la période qui suit des participations prématurées. est écouté et respecté au Parlement comme un très grand *debater*; adversaire tel que Poincaré ne lui ménage pas son estime; mais n'en a pas moins l'insigne honneur d'être, à maintes reprises, homme le plus haï de la droite qui, en 1928, fait voter pour uclos afin de le battre aux élections. En 1936 il est porté au gouernement par le plus puissant mouvement politique et social que France ait connu entre les deux guerres. Son destin politique ainsi coïncidé un instant avec le triomphe du peuple travailleur, quelques-unes des lois sociales qu'il a fait voter demeurent ésormais acquises. Plus tard, ayant refusé de quitter la France près la défaite, arrêté et traduit en justice, il soutient un des plus aux procès de l'histoire, contraignant ses juges et le gouver-

nement Pétain qui n'ose ni le relâcher, ni le condamner, à suspendre les débats. Cependant son incontestable fidélité au parti et au mouvement ouvrier, sa bonne volonté non moins incontestable, son indifférence à l'égard du pouvoir, son courage physique dans quelques circonstances où le courage physique était plus que rare, son intelligence enfin n'ont pas eu leur récompense, la seule récompense digne d'un chef socialiste porté comme lui au pouvoir, celle de conduire à la victoire définitive les masses qui lui avaient donné leur confiance ou de périr en un combat non douteux. Le Front populaire a échoué sans avoir combattu, le nom de Léon Blum reste attaché au souvenir de cet espoir et de cet échec. C'est que, quelle que fût la charge de mérites et de vertus de Léon Blum, d'autres éléments ont finalement pesé plus lourd dans la balance.

***

La photo placée en tête du premier volume de ses œuvres complètes nous offre une image assez étonnante de ses vingt-deux ans. C'est l'époque des débuts à la *Revue Blanche*. Il entrera l'année suivante au Conseil d'État. On est frappé par l'aspect délicat et velouté, romanesque plutôt que romantique, légèrement penché, de cette figure aux lèvres entrouvertes qui évoque irrésistiblement Barrès son aîné, Gide et surtout Proust, ses contemporains. C'est par là, bien plus que par la fleur à la boutonnière et la cravate ostentatoire, que Léon Blum est de son époque et de son milieu intellectuel. Les lèvres se resserreront et le visage s'aiguisera, mais la silhouette conservera jusqu'à la fin cette flexibilité, les yeux garderont ce qu'on chercherait en vain dans le regard de Barrès — plein de soi, et dans celui de Gide — torturé, dans celui de Proust même, étrangement impassible au fond de sa douceur : une tendresse offerte et presque insistante. Cet homme, par ailleurs secret, avare de confidences, et presque ésotérique, de l'aveu même de ses familiers, a toujours eu l'émotion facile et l'œil prêt à s'embuer. Chose plus remarquable, il ne paraît pas s'en être défendu. La même tendresse tremblera sans honte dans sa voix douce à la tribune, au micro ou même au banc des accusés. Bref, écartés les détails d'époque, il y a déjà beaucoup dans ce jeune Léon Blum du futur Président du Conseil du Front Populaire. Mais la question qui se pose alors irrésistiblement est : comment — et même compte tenu des années écoulées — ce

eune homme a-t-il pu devenir vingt-cinq ans plus tard le chef d'un parti ouvrier? Qu'est-ce donc que ce visage avait à voir avec e prolétariat? Quand on évoque auprès de lui l'âpreté d'un Guesde ou la robustesse terrienne et le débraillé d'un Jaurès (« crachant volontiers dans son mouchoir », constate Jules Renard), et dont la voix pouvait emplir la cathédrale de Bâle, on ne peut s'empêcher le penser qu'entre tous les intellectuels qui, à l'époque, s'intéressèrent au socialisme, il n'y en avait probablement pas un parût à première vue moins fait que Léon Blum pour mener la bataille socialiste.

En 1919 il a quarante-sept ans. On sait qu'il a été l'ami de Jaurès, le chef de cabinet de Sembat puis d'Albert Thomas pendant a guerre. Il est apparu à deux ou trois reprises dans les congrès socialistes d'avant-guerre, la première fois en 1899 et 1900, puis n 1905, c'est-à-dire lors de la première tentative manquée d'unité ntre les groupes guesdite, vaillandiste et jauressiste et lors de unification. Entre 1906 et 1913, il s'est à peu près retiré de la vie olitique, se consacrant à son métier de Conseiller d'État et à la ttérature. A cette époque, il devait apparaître à ses amis du parti on comme un théoricien, mais, au sens le plus large du mot, omme un technicien socialiste, un homme désigné par sa formaon — ici l'étendue de sa culture et ses capacités de juriste — pour urnir à l'état-major du parti des études et des conseils, pour ébrouiller toutes sortes de questions qu'il connaissait admiralement, qu'il s'agît des lois scélérates, de l'article VII du budget e l'Enseignement supérieur ou des congrès ouvriers. C'est le rôle i'il avait tenu auprès de Jaurés pendant l'affaire Dreyfus (et il t caractéristique de constater que, tandis que Jaurès combattit ur la réhabilitation de Dreyfus jusqu'au 12 juillet 1906, date l'ultime arrêt de la Cour de Cassation, Léon Blum, lui, avait nsidéré l'affaire comme terminée et s'en était désintéressé partir des aveux et du suicide d'Henry et de la fuite d'Esterhazy). iant aux non-socialistes, ils voyaient probablement en lui un riste éminent, le critique littéraire sans doute le plus intelligent l'époque, l'auteur un peu scandaleux mais élégant du *Mariage*, brillant esprit curieusement entiché d'idées socialistes. On ne que rien à affirmer qu'un homme qui entre à quarante-sept ans ns une vie qui sera désormais seule la sienne et dans laquelle deviendra célèbre, n'était pas exactement ce qu'on appelle né ur cela. Même pour une vocation tardive, c'est un peu tardif.

On ne peut davantage alléguer le fait d'une lente évolution, d'une progressive découverte, puisque Léon Blum s'était déjà trouvé à deux reprises beaucoup plus engagé dans la politique qu'il ne l'était à la veille de la guerre, puis s'était chaque fois tenu un assez long temps en retrait. De fait, si les qualités de l'homme lui permettaient d'exceller dans plusieurs domaines, il ne semble pas qu'il en ait jamais choisi aucun comme le sien propre. S'il avait quitté l'École Normale à dix-neuf ans, c'était pour un conflit de discipline avec le directeur, non parce qu'il se sentait appelé ailleurs. Tout porte à croire que, les choses demeurant en état, il se serait en effet borné à ce rôle de conseiller éminent dont le Parti socialiste avait un si grand besoin, qu'il serait, par ailleurs, resté un excellent juriste et devenu un critique et un essayiste célèbre. Certes, s'il a sacrifié quelque chose à la politique, c'est bien la littérature, attendu qu'il pouvait trouver au Parlement des équivalents à son activité de Conseiller d'État. Pourtant quand on lit avec attention ses œuvres de jeunesse, on ne parvient pas à se sentir en deuil pour la littérature en général ou pour la critique littéraire en particulier. C'est qu'en dépit de la conviction de l'auteur et de la finesse de son intelligence, on se sent devant une œuvre d'amateur qui demeure toujours à distance à la fois de l'objet qu'il examine et de l'examen auquel il se livre, pour qui écrire n'est jamais une nécessité; et devant, aussi, une pensée sinon timorée, du moins prudente et comme trop distinguée. S'il est puéril, à cinquante ans de distance, de reprocher à un homme ses goûts, de le juger sur ses goûts — on sait bien que Proust lui aussi admirait Anatole France comme le plus grand écrivain contemporain — on ne peut s'empêcher d'être désagréablement frappé par l'étroitesse du classicisme de Léon Blum. Certes, il possédait assez de discernement pour comprendre Gide et faire confiance à Proust, mais rien chez lui ne paraît appeler passionnément un renouvellement de la littérature dont un Péguy, par exemple, classique lui aussi à sa façon, sentait si fort le besoin. Son idéal semble être d'une littérature purement classique, à contenu un peu plus social. La pureté et la clarté demeurent pour lui, comme pour Voltaire, des valeurs absolues. Bref, le propos qu'il redisait souvent à Maurice Delépine[1] : « *Je me demande parfois si j'étais fait pour devenir un homme politique... Peut-être*

1. *Revue socialiste*, nouvelle série, n° 38-39.

sé-je mieux fait d'écrire », propos si dubitatif lui-même, ne nous ne envie de conclure ni dans un sens, ni dans l'autre.

Quant à ses convictions : une grand-mère qui avait pris part journées de Juin et que ses sœurs appelaient *la communarde*, vif souci de la justice, développé très tôt par une mère qui poussait le sentiment de la justice jusqu'à la mélancolie [2] », un eu familial qui suivait de près les événements politiques qu'un des premiers livres qu'on ait donné à lire à l'enfant était i de Tenot sur le « Coup d'État », la conscience, précoce aussi doute, d'appartenir à une race qui, ainsi qu'il le rappellera, *dû à la Révolution française la liberté et l'égalité humaines et ne devait jamais l'oublier* [3] », tout cela le prédisposait à être homme de gauche [4]. Mais, ce faisant, il suivait moins, ainsi n l'a dit, une certaine tradition de grande bourgeoisie libérale rain de vie de la famille, le métier de petit industriel du père vant plutôt de la moyenne bourgeoisie) que la tradition des illes juives prospères qui veut qu'un des fils, délaissant le oce paternel, se consacre aux choses de l'esprit et au bien de manité. Pourtant d'autres éléments ont dû entrer en jeu : *fond* de ma nature d'enfant, a-t-il dit, était l'insubordination, volte contre toute autorité [5]. » La phrase est à retenir pour sa ulation catégorique et ce qu'elle a d'inattendu. En l'absence ous autres détails biographiques précis (sur lesquels Léon Blum ujours été très réservé), elle est confirmée par son départ de ole Normale. Elle rend vraisemblablement compte, en tout de ce qu'il y a de plus individuel dans l'adhésion au socialisme Léon Blum qui, s'il avait suivi cette pente et ses sympathies *Revue Blanche*, aurait sans doute rejoint un temps le socia- libertaire, et du côté non conformiste de sa nature qui, part, le rend si différent de tous les autres chefs socialistes e l'autre, le distingue des écrivains de son milieu; qui, sans e, l'a longtemps retenu de militer dans le parti dont il était bre et qui lui rendra plus tard si aisé, si naturel de se tenir essus des tendances puisqu'il ne s'était jamais complètement

Cité par Marc Vichniac : *Léon Blum.*
Discours au Club américain, 15 mai 1936.
Il raconte avoir été très frappé en lisant, à quatorze ans, dans *Les ités* d'Émile Augier : « La fortune est héréditaire, l'intelligence ne as. » (Cité par Marc Vichniac : *Léon Blum.*)
bid.

inféodé à aucune. S'il y a indéniablement quelque chose de concert dans son personnage, l'attitude paraît toujours commandée pa le souci d'opposer une certaine image de lui-même à son entourag jamais par le souci de se plier à cet entourage.

L'insubordination l'inclinait à l'anarchisme. Le sens aigu de l justice distributive et des droits de l'homme le préservait, en tou cas, de l'anarchisme de droite. L'amitié de Lucien Herr l'amen à ce qu'on appelait alors les idées collectivistes. Il était rebell aux influences mais sensible aux amitiés et surtout à l'admiratio qu'il ne dut guère éprouver sans réserve dans toute sa vie que pou Herr et Jaurès. La pensée de Marx dut le satisfaire pleinement son intelligence était faite pour apprécier et assimiler l'analys marxiste des infra-structures beaucoup mieux que celle de bie des chefs socialistes, sans compter qu'il était extrêmement sensibl à la déchéance de la bourgeoisie française. Pour la dialectique c'est une autre affaire, mais les partis ouvriers français n'on jamais brillé par leurs dialecticiens ; il était accessible, en tout ca à la dialectique des idées, sinon du mouvement. Toujours est- qu'à la base de tous les grands exposés de Léon Blum on retrouv les fondements marxistes. La rencontre avec Jaurès acheva de l fixer, car le socialisme de Jaurès, ce fut avant tout à ses yeux l révolte contre l'injustice sociale et la compassion pour la misèr humaine. Le socialisme devenait « *une morale, presque une religion autant qu'une doctrine*[6] ». Ainsi « *la foi socialiste est la seule form de cet instinct universel qui réponde exactement aux condition actuelles de la vie sociale, de la vie économique. Toutes les autres on été dépassées par le cours des temps. Toutes les autres sont discor dantes et retardataires*[7] ». En 1933, dans sa conférence sur Jaurè au théâtre des Ambassadeurs, il répétera : « *Et la synthèse jaurès siste, ici, a consisté à montrer que la Révolution sociale, que l'instaura tion du régime social nouveau, en même temps qu'elle serait le résulta logiquement inéluctable d'une loi, répondait en même temps à autr chose, répondait au sentiment de la solidarité humaine, répondai aux exigences de la conscience morale. Jaurès a moralisé la nécessité ou du moins il a donné à l'idéal moral, dès aujourd'hui, la force d sa victoire nécessaire et inévitable.* »

Jamais n'a été plus clairement formulé le caractère du sociali-me

6. Pour être socialiste, 1919.
7. *Ibid.*

ur un homme d'avant 1914 : Le socialisme, c'est la morale scendue actuellement et tout armée du ciel intelligible, ouvrant r l'avenir et s'enracinant dans l'économique. Ce n'est pas la stice à réaliser par delà et à travers la lutte pour l'émancipation maine, ce sont les principes de la morale rousseauiste et kan-nne garantis par la connaissance de la structure des sociétés de leur évolution. L'idée marxiste que la morale à laquelle on réfère est elle-même un produit du monde à abattre et que des nflits peuvent surgir au cours de la lutte, est implicitement usée. Quand les conflits surgiront, Léon Blum optera toujours ur la morale universelle, puisque c'est justement cette rencontre la morale universelle et de l'économique qui a emporté son hésion. Alors que Jaurès qui, lui non plus, n'était pas parti mblée du socialisme, s'était rallié à lui au cours même de son périence politique, en découvrant que la simple défense de la publique exigeait le dépassement de cette République et sa nsformation en république sociale, Léon Blum a suivi un tout re chemin : il ne refait pas l'expérience de Jaurès, il reçoit le ialisme de son maître, il l'accueille tel qu'il s'exprime, non pas qu'il s'est constitué. La différence des démarches révèle des ures profondément différentes. Jaurès part d'un attachement sionné, inconditionné à la République, il le vit jusque dans ses nières conséquences; pour Léon Blum, le socialisme est une urance de perfection. En adhérant au socialisme, il coïncide c l'universel auquel il a toujours voulu accéder. Il faut ici peler son attitude pendant l'Affaire Dreyfus. La trahison de icier juif ne fut d'abord pas mise en doute par lui. Il y vit un dent regrettable et demeura indifférent au tumulte jusqu'au où, au cours d'une promenade, Lucien Herr lui déclara lain après un silence : « *Dreyfus est innocent.* » Or Léon Blum toujours extrêmement sensible à la question juive, et, à maintes ises, s'est déclaré fier d'appartenir à cette race « *qui dit : un , là où d'autres ont dit : un saint* » [8]. André Gide lui reproche son *Journal* de « *mettre continuellement en avant le Juif, de érence* ». Gide n'a jamais bien compris Léon Blum dont l'esprit, l, « congèle » le sien à distance, mais le fait doit être exact. lécèle, chez Léon Blum, cette attitude d'esprit du Juif assimilé

Cité par A. Blumel dans *Léon Blum, Juif et Sioniste.* Il s'agit d'un de Bernard Lazare, mais la formule se retrouve presque textuelle-dans les *Nouvelles Conversations.*

selon laquelle le véritable judaïsme consiste à se dépasser en tant que tel et à exceller dans les valeurs qui sont celles du pays où il est né :

« *J'ai le droit de me considérer comme nettement assimilé, dit-il à un interviewer. Je sens nettement qu'aucun élément de l'esprit français ne m'est étranger, ni de l'honneur français, ni de la culture française, aussi raffinée soit-elle.*

« *Eh bien, je n'en ai pas moins le sentiment d'être Juif. Et jamais je n'ai remarqué, entre ces deux phases de ma conscience, la moindre contradiction, la moindre opposition.* »

A l'annonce de la culpabilité de Dreyfus, il réagit donc en Français, refusant d'envisager la possibilité de la mauvaise foi et du racisme chez des juges militaires français, c'est-à-dire en réduisant au silence le Juif qui est en lui pour mieux atteindre à l'idéal judaïque du Juste. Il s'agit de transcender les particularités et la situation concrète du Juif pour mieux exalter le judaïsme universel et éternel — qui rejoint ainsi les valeurs universelles de la morale rationnelle et de la Révolution de 89. A cet égard, on n'a pas assez remarqué la portée des *Nouvelles conversations de Gœthe avec Eckermann*. Quand un jeune homme de vingt-cinq ans choisit, pour disserter sur les œuvres, les hommes et les événements de son temps, le patronage de Gœthe, qu'est-ce que cela signifie ? D'abord qu'il prétend à l'universalité dans tous les domaines de la pensée, tel fut Gœthe, tel est le jeune Léon Blum, lui-même poète, critique, essayiste, amateur de musique et de spectacles, juriste, si richement doué qu'il ne sait encore à quoi il se fixera, ni s'il se fixera ; c'est ensuite qu'il prétend à la domination des problèmes avec la sérénité d'un Gœthe. Il faut lire, à cet égard, l'entretien sur les Juifs et l'Affaire Dreyfus où Gœthe se réjouit de ce que les jeunes officiers juifs maltraités dans les mess soient ainsi détournés des fonctions publiques : « *Leur vraie nature sera sauvegardée, ils connaîtront cette joie de l'indépendance qu'une mauvaise distribution sociale refuse le plus souvent aux êtres supérieurs* [9] .» Le patronage de Gœthe, c'est enfin l'affirmation de la prééminence de l'individu exemplaire, qui atteint à l'exemplarité précisément par l'étendue de l'esprit, la sérénité du jugement et l'effacement des particularités. Par là se définit ce qu'on a pu appeler l'égotisme de Léon Blum, différent de l'égotisme de Stendhal et de Barrès (qu'il admirait l'un et l'autre). Il s'agit d'un égotisme de l'esprit plutôt

9. *Nouvelles Conversations*, p. 264. T. I. de l'œuvre de Léon Blum.

ue du moi proprement dit, une sorte d'égotisme transcendantal, ndifférent aux singularités biographiques et presque impersonnel. 'égotisme du Juste. On voit comment cette forme d'égotisme, ui est comme une introjection de la morale universelle, a pu 'accommoder de l'action socialiste — tout au moins dans l'oppo- ition.

***

Il va donc devenir le chef du parti sans avoir été à proprement arler un militant, sans avoir beaucoup fréquenté sa section, sans voir eu à opérer l'ascension classique des degrés de l'appareil, ans avoir jamais brigué aucun poste. Ses compétences, la fréquen- ation de Jaurès qui déjeunait et dînait presque quotidiennement iez lui pendant les sessions, son expérience des rouages gouver- ementaux pendant la guerre, l'ont admirablement préparé à uer un rôle de premier plan au Parlement. Mais le moins qu'on uisse dire est qu'il n'a eu que fort peu de contacts avec la classe uvrière; de par son métier il ne pouvait appartenir à aucun ndicat, si bien que le milieu des normaliens où il ne passa qu'un n est probablement le moins bourgeois qu'il ait connu. C'est ici ue vont jouer les circonstances.

Jaurès meurt la veille de la guerre. Vaillant meurt au début 1915. Restent Guesde, Sembat, Albert Thomas. Tous trois ont é ministres dans les cabinets d'Union sacrée. Si Léon Blum a é le collaborateur des deux derniers, il s'est tenu pendant tout temps à l'écart des luttes de tendances. La participation socia- te ne lui a posé aucun problème de conscience. Il a personnelle- ent profité de son passage dans la machine gouvernementale ur en étudier les faiblesses. Il semble que ce soit Sembat qui, vant le vide creusé par la mort de Jaurès et conscient de l'usure s ex-ministres socialistes, ait songé à Léon Blum, homme neuf, bord pour tenter de maintenir l'unité du parti et, plus tard, ur reconstituer la section française. Du côté de Léon Blum, cceptation vint du besoin même qu'on avait de lui : il ne pouvait dérober à l'appel de ses amis dans une si grave nécessité. Bracke porte une précision intéressante : « *C'était l'épreuve — il me dit — qui lui apprendrait si* agir *entrait dans ses capacités comme* nprendre *et* savoir [10]. » Rien n'éclaire mieux le fait que, pour

0. Introduction de Bracke à la 3e partie du T. I. de l'œuvre de L. Blum.

Léon Blum, le socialisme avait été jusque-là affaire de pensée et non d'action, que les deux domaines étaient, à ses yeux, et en ce qui le concernait, distincts, et que le passage à la praxis lui apparaissait comme une *épreuve*, non comme la suite nécessaire de toute sa formation antérieure. Rien n'éclaire mieux non plus ce que représentait pour lui cette épreuve : L'expérience *personnelle* qu'il allait faire de ses propres forces, un moment décisif de son développement. Seize ans plus tard, lorsqu'il s'agira de passer de cette forme encore médiate de l'action qu'est l'action parlementaire à l'exercice direct du pouvoir, c'est de la même façon qu'il envisagera sa nouvelle tâche :

« *Il faut que, devant les circonstances nouvelles, un autre homme se réveille dans un homme... Je ne sais pas si j'ai les qualités d'un chef dans une bataille aussi difficile, je ne peux pas le savoir, pas plus qu'aucun de vous. C'est une épreuve que vous ferez sur moi et que je ferai sur moi-même* [11]. » Bien sûr l'action est toujours l'épreuve des forces d'un homme, mais autre chose est de le savoir, autre chose d'entrer soi-même dans l'action avec cette sorte de préoccupation. Pour qui ne sépare pas, comme le fait Léon Blum, la pensée de l'action, l'action c'est avant tout une chose à faire, un résultat à obtenir. Dès lors, si l'action échoue, c'est, ou bien que le rapport objectif des forces était trop défavorable, ou bien que l'action avait été mal préparée techniquement et idéologiquement. C'est un des sens de la phrase de Lénine. « *Pas de théorie révolutionnaire sans pratique révolutionnaire, mais pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire.* » Le véritable homme d'action ne connaît pas cette psychologie à compartiments : action et pensée sont pour lui inséparables et ne peuvent être dissociées de la situation même qu'elles visent à transformer. Quant au vrai révolutionnaire ouvrier, il ignore ce genre de retour sur lui-même parce qu'il se voit, non pas comme un individu dont l'activité serait un attribut, mais comme un instrument de la révolution. Sa propre personne, ses dons, sa perspicacité, son énergie sont autant de leviers qu'il utilise au même titre que tous les autres moyens à sa disposition. Bref, on n'imagine pas Lénine déclarant à la veille des Journées d'Octobre : « *Je ne sais pas si j'ai les qualités d'un chef... c'est une épreuve que vous ferez sur moi et que je ferai sur moi-même.* » Si de semblables propos lui étaient venus

11. Discours au Conseil national du P. S., le 10 mai 1936.

x lèvres, il est probable qu'il aurait pensé que mieux valait céder place sans plus tarder.

Du côté du parti, l'avènement de Léon Blum se fit en trois apes, marquées par les trois congrès : de Paris en octobre 1918, Strasbourg en février 1920 et de Tours en décembre de la même née. Le Congrès de Paris vit le renversement du rapport des ndances. Les minoritaires, devenus majoritaires, l'emportent r 1.528 mandats contre 1.212 aux ex-majoritaires et 181 aux ntristes, parmi lesquels se range Léon Blum qui a, dès ce moment, is une position de conciliateur. Frossard devient secrétaire néral du parti et Cachin, directeur de l'*Humanité*.

A Strasbourg, le parti arrive considérablement renforcé dans rangs, et dans le pays par les suffrages aux élections. Par suite la nouvelle loi électorale, le groupe parlementaire passe de 3 députés en 1914 à 68 en 1919, mais le nombre des votes sociatɛs passe, lui, de 1.400.000 à 1.727.000 et le pourcentage de 17 % 20 %. C'est Léon Blum, nouvellement élu, qui est chargé du pport sur l'activité du groupe parlementaire. Il souligne la rdialité qui a régné dans le groupe, ce qui est une manière d'appel 'union, et le rôle déterminant joué par celui-ci dans l'élection Deschanel à la Présidence de la République et l'éviction de menceau, « *élection qui a jeté à bas l'homme qui, dans cette même le, il y a moins de trois mois, avait déclaré qu'entre le socialisme olutionnaire et lui, c'était une question de force* ». Le Congrès se oule, en gros, dans l'enthousiasme. Le pouvoir soviétique se intient, le premier Congrès de l'Internationale communiste a lieu. C'est par 4.330 mandats contre 337 que le parti décide de tir de la IIe Internationale. Toutefois l'adhésion à Moscou ne ueille que 1.621 voix. La motion dite de reconstruction ou tion attentiste est votée par 3.031 mandats. Léon Blum vote motion d'orientation sur la nécessité de l'élargissement de la volution. Il a rédigé, l'année précédente, le programme d'action pté par le parti. D'une façon générale il est d'accord avec semble du parti sur les objectifs, mais, fidèle à ce qui lui paraît la position unitaire, il se prononce contre la condamnation socialistes collaborateurs, motion qui n'obtient qu'un sixième voix.

Entre Strasbourg et Tours, entre février et décembre 1920, se e la ligne de partage entre le flux et le reflux révolutionnaire. est marquée par les grandes grèves de mai 1920. La C.G.T.

qui, depuis 1918, s'était gonflée démesurément pour l'époque, passant de 1 million de membres en 1914 à 2 millions 1/2 en 1920, a perdu à la fin de l'année près de la moitié de ses effectifs. La lecture des deux comptes rendus de Congrès accuse un changement sensible d'atmosphère et comme un obscurcissement d'éclairage. Certes, le parti connaît alors le chiffre jamais atteint de 180.000 adhérents. L'avenir paraît toujours pour demain. On pressent, derrière les interventions des délégués, le bouillonnement des sections, l'amertume et la colère croissante d'avoir été dupés par la politique d'union sacrée, le désir passionné de repartir sur de nouvelles bases et de se laver du péché mortel de la IIe Internationale; le Congrès est emporté par un mouvement irrésistible Mais l'échec des grèves pèse sur l'assemblée. L'enthousiasme pour la révolution russe se mêle d'angoisse devant la situation française. Cette angoisse accroît manifestement l'impatience des partisans de la IIIe qui reviennent grandis par l'emprisonnement de deux des leurs (Loriot et Souvarine) : il s'agit pour eux de créer sans plus tarder l'instrument de combat réclamé par les luttes prochaines qui seront sévères, on n'en peut plus douter. Cette angoisse renforce aussi les réticences des minoritaires qui commencent à deviner que le grand moment est passé. Au cours des deux dernières années les courants ont été brassés et rebrassés. Cachin qui pleurait de joie en voyant les troupes françaises rentrer à Strasbourg est devenu un des partisans les plus décidés de la IIIe. Paul Faure, en revanche, minoritaire de gauche dès 1915 à la tête de sa fédération de la Haute-Vienne, en est devenu l'opposant acharné. Enfin le deuxième Congrès de l'Internationale communiste et le retour de Cachin et de Frossard de Moscou avec les 21 conditions font mesurer aux délégués toute la gravité de la décision qu'ils vont prendre. Ils découvrent que pour se lier organiquement à la Révolution triomphante et militante, l'ardeur et la bonne volonté ne suffisent plus comme autrefois. On leur demande d'aliéner une bonne part de leur autonomie et, quand arrive le fameux télégramme Zinoviev exigeant l'exclusion des droitiers, partisans de la défense nationale, ils sentent bien que c'est eux-mêmes, leurs faiblesses, leur légèreté, leurs illusions qu'on leur demande de condamner : plus encore qu'à exclure des camarades, cette condamnation consistera à se résoudre à avoir la main forcée.

On sait, du reste, que ce n'est pas sur les 21 conditions que se

produisit la scission (après le vote d'adhésion à la IIIe par 3.252 mandats contre 1.082 et 397 abstentions les minoritaires ne quittèrent pas la salle), mais précisément sur les exclusions. Léon Blum avait commencé par soutenir la proposition Nicod d'ajournement de toute décision : « *On nous accuse de préparer la scission, déclare-t-il, nous avons l'occasion de prouver le contraire.* » Il se fait rabrouer par un délégué qui l'accuse d'être « *trop habile pour être honnête* ». Par la suite il refuse de prendre part au vote sur l'adhésion avec les 397 mandats de sa tendance. Pourtant son intervention ne prête à aucune confusion : ce n'est pas l'attentisme qu'il prêche; au nom du socialisme de Jaurès et de Marx il développe les raisons qu'il a personnellement de ne pas adhérer à la IIIe, et l'essentiel de son discours est un tableau de ce que sera le parti bolchevisé et des illusions qu'il y aurait à croire qu'on pourra réformer l'Internationale communiste. Bien plus, la première partie peut s'interpréter comme un refus anticipé de s'incliner devant la décision que va prendre le Congrès : « *Croyez-vous qu'un vote de majorité va changer l'état de ma conscience? Parce que tant de voix se seront prononcées pour et tant de voix contre, croyez-vous que l'état de ma raison et de mon cœur vis-à-vis d'un problème comme celui-là va se transformer?* » s'écrie-t-il. Dans ce congrès tumultueux où tant de bêtises sont dites de part et d'autre, où, comme dans tous les congrès de scission, les adversaires ne peuvent pas s'écouter les uns les autres, il apporte, sans s'arrêter aux questions personnelles, une analyse impeccable et cohérente. Sa parole est sereine, sans la moindre nuance d'animosité. Il n'y a personne à convaincre, les positions sont prises, les fédérations ont voté. Au dernier moment quelques délégués de gauche rallieront le vieux parti : ce ne seront pas les arguments de Léon Blum qui les auront gagnés mais les demandes d'exclusion. Ce qu'il plaide devant le Congrès, c'est la possibilité de continuer, pour la poignée de militants qui va refuser le bolchevisme, ce sont les possibilités d'existence d'un parti socialiste.

Il a consacré quelques semaines à l'étude des 21 conditions et du deuxième Congrès. Considérant le réformisme, déviation de droite, comme désormais enterré, c'est sur le seul terrain de l'action révolutionnaire qu'il se place. Le bolchevisme, lui, est une déviation de gauche, une déviation blanquiste qui a pu réussir dans une nation arriérée, mais qui est vouée à l'échec dans un pays comme la France. C'est ici qu'il va au bout de sa pensée : une avant-garde

blanquiste ne peut s'emparer du pouvoir qu'en s'appuyant sur *« les masses inconscientes »*.

« *Nous croyons que, dans l'état actuel de la société capitaliste, ce serait folie que de compter sur les masses inorganiques. Nous savons derrière qui elles vont un jour et derrière qui elles vont le lendemain. Nous savons que les masses inorganiques étaient un jour derrière Boulanger et marchaient un jour derrière Clémenceau. Nous pensons que tout mouvement de prise du pouvoir qui s'appuierait sur l'espèce de passion instinctive, sur la violence moutonnière des masses profondes et inorganiques, reposerait sur un fondement bien fragile et serait exposé à de bien dangereux retours. Nous ne savons pas avec qui seraient le lendemain les masses que vous auriez entraînées la veille. Nous pensons qu'elles manqueraient peut-être singulièrement de stoïcisme révolutionnaire... Et ceux qui auraient marché derrière vous la veille seraient peut-être ce jour-là les premiers à vous coller au mur.* »

Il convient ici de s'arrêter. Si Léon Blum disait qu'une action de type blanquiste, appuyée sur les masses inorganiques, n'a aucune chance de succès en France, ce serait là une simple appréciation de stratégie révolutionnaire, basée sur l'évaluation du rapport des forces. Ce serait déclarer qu'il ne faut pas livrer bataille parce que dans ces conditions, la bataille est perdue d'avance. Mais il ne dit pas cela. Ce qu'il dit, c'est qu'en l'état actuel, on peut bien prendre le pouvoir, mais qu'il faut craindre les chocs en retour. On retrouve ici une préoccupation qui fut toujours la sienne à savoir le caractère prématuré de toutes les révolutions historiques — de la Révolution française, par exemple, la difficulté d'assimiler les premières conquêtes, et les soubresauts auxquels donne lieu plus tard cette prématuration. C'est ainsi que dès 1898 il écrivait :

« *Le mouvement de* 1789 *a paru faire en quelques années l'ouvrage d'un siècle entier. Mais pendant un siècle entier la société française a été livrée à une sorte d'oscillation balancée qui éloignait, puis ramenait, puis éloignait encore les conquêtes de la Révolution... Il fallait que l'évolution brusquée retrouvât son cours. Après les cataclysmes sociaux qui se préparent, on constatera certainement des phénomènes analogues. N'en concluez point qu'il eût été plus sage d'attendre l'évolution. Elle n'eût jamais suffi aux bouleversements inévitables. Mais...* Natura non fecit saltus. *Une Révolution paraît supprimer les intermédiaires qui se retrouvent,* après elle, *par une*

evanche rétroactive des lois de l'histoire. Seulement, si la Révolution 'eût pas été faite, ces états intermédiaires eux-mêmes n'eussent pas té réalisables[12]. »

Dans ces phrases, elles-mêmes oscillantes comme la Société rançaise au XIXe siècle, percent l'inquiétude et la perplexité de auteur. Certes, il ne rejette pas pour autant l'idée de la Révolution, sait bien qu'on n'en peut faire l'économie; mais ce qu'il voudrait, 'est une révolution mûre et parfaite. Il touche ici à ce que Trotzky t les bolcheviks appelleront la loi du développement inégal qui eut que les points d'arriération dans la situation et le mouvement répercutent toujours *après*, et, en quelque façon, finissent tou- urs par se payer, mais permettent justement des actions brus- uées, tumultueuses et décisives dont il ne faut pas laisser passer moment. Plus facile à saisir dans un pays retardataire que dans n pays évolué, le pouvoir est beaucoup plus difficile à conserver. oit : il faut courir le risque des chocs en retour, car si une action récoce recèle toujours des périls ultérieurs, elle est, à certains gards, simplifiée dans ses débuts. Et tandis que les bolcheviks oient dans cette loi une raison justement de brûler les étapes, éon Blum recule. La raison qu'il met en avant livre bien le fond sa pensée : ce sont les masses qui ne sont pas mûres, parce 'elles sont encore inorganisées. Aveugles et changeantes elles colleront demain au mur » ceux à qui elles se confiaient hier. la prise du pouvoir n'est pas un but en soi, ce n'est qu'une ndition nécessaire — et non suffisante. Le but est le socialisme, des masses inéduquées ne pourront construire le socialisme. s masses inorganiques, Léon Blum les a vues, en effet, derrière ulanger et derrière Clemenceau, il vient d'assister à leur déchaî- ment, à leur confusion et à leurs retours dans les grèves de mai, les a imaginées de loin portant Kerensky au pouvoir, puis le ant à bas (« *j'espère bien que le gouvernement que va constituer Parti socialiste ne sera pas le gouvernement Kérensky*, » dira-t-il Congrès, le 1er juin 1936.) Avec ces masses il n'a rien de commun, e les connaît pas et elles ne le connaissent pas, et soudain il rétracte, pris d'un malaise. Ce malaise n'a rien à voir avec la ur car il n'a jamais été lâche physiquement. C'est la répugnance ant ce qui est étrange et étranger, devant ce qui vous déborde vous nie.

2. *Nouvelles conversations*, p. 252, T. I. de l'œuvre.

« Ce n'est pas par la tactique des masses inorganisées que vous avez des chances, poursuit-il,... (mais) par de vastes mouvements ouvriers à caractère organique, supposant une éducation et une puissance de moyens poussées aussi loin que possible. »

Les masses qui feront la révolution sont les masses prises dans le réseau des partis et des syndicats, encadrées, filtrées, éclairées, des masses conscientes et organisées, les masses devenues tout entières une élite prolétarienne. Ce disant, Léon Blum ne cesse pas de se penser révolutionnaire, mais il est d'autres façons d'être réformiste que de croire au passage progressif et pacifique des institutions bourgeoises au régime socialiste. Croire à la possibilité d'organiser et d'instruire la grande majorité — sinon la totalité — de la masse avant les actions décisives en est une. C'est très exactement l'opportunisme — dont l'accusera Rappoport dans ce même Congrès. Ce n'est pas une illusion très différente de celle qui consiste à ne vouloir accorder le bulletin de vote aux peuples de couleur que lorsqu'ils seront « capables » de l'utiliser : toutes choses restant en état, ils n'en seront jamais capables. La Révolution sera toujours pour plus tard. C'est pourquoi les références à l'œuvre de Marx dont ce discours est semé ne pèsent pas lourd auprès du fait que Léon Blum est incapable de penser en marxiste les événements dont il est le témoin, à savoir qu'une bonne part de l'éducation de la classe ouvrière se fait au travers de la lutte révolutionnaire, et au moyen de cette lutte seulement. Ce que l'on peut dire ici à sa décharge, c'est que toute l'expérience socialiste d'avant 1914 permettait d'espérer que la majorité du prolétariat était en passe de devenir cette armée consciente et organisée qu'il appelle à Tours de ses vœux. Et, dans ces conditions, pourquoi ne pas attendre encore un peu afin de s'assurer toutes les chances? La rationalisation industrielle commence à peine à la veille de la guerre, la substitution de l'ouvrier ou du manœuvre spécialisé à l'ouvrier hautement qualifié s'ébauche à peine. Qui prévoyait qu'au lieu de devenir une armée de combattants de plus en plus individués et cultivés, le prolétariat allait devenir au contraire, de par les conditions mêmes du travail, une masse uniformisée d'atomes interchangeables? De fait, pas un orateur de la majorité ne répondit dans ce sens. La réponse la plus pertinente fut faite par Rappoport soutenant « *qu'un parti révolutionnaire est un élément d'ordre et d'organisation de la révolution elle-même* ». Ce n'est pas exactement une réponse sur le terrain historique, mais

mot d'un révolutionnaire qui a le sens des développements de ction, à qui les masses ne font pas peur, et qui se sent à pied œuvre devant elles.

Le second point de désaccord est la question de la défense tionale. Il s'agit là d'une autre constante de la pensée politique Léon Blum que nous retrouverons plus tard à tous les tournants son existence de Premier Ministre. La patrie est pour lui, il le à son procès, ce qu'elle est pour Victor Hugo :

O Patrie, ô concorde entre les citoyens,

cité pacifique des 14 juillet populaires qui danse le soir sous les npions, mais reste prête, le moment venu, à se lever en masse ıtre l'envahisseur pour défendre ses libertés. Ses adversaires droite l'ont toujours rejeté hors de la communauté nationale. lgré cela — à cause de cela — il rêvera d'en être l'artisan, lui, ialiste et juif. Et oubliant que c'est dans le sang des massacres septembre que fut baptisée la première levée en masse, chaque qu'il croira le pays menacé, c'est vers la blanche cité radieuse poète qu'il tournera son regard, c'est elle qu'il voudra susciter, .que fois rejetant dans l'ombre de l'avenir la cité rouge qui nandait à naître.

Trente ans plus tard, comparaissant devant ses juges de Riom s l'inculpation de trahison, il leur répondra :

Je vois que j'ai préparé les esprits en France à cette conception 'unité française qui aurait dû être aussi belle qu'elle l'a été dans premiers mois de 1914, car c'est un spectacle qui laisse à tous ceux l'ont connu un souvenir inoubliable. »

n dehors de la tristesse de devoir se séparer de la majorité des arades et de voir rompre cette « unité dans la diversité » qui lui t apparue comme la plus belle conquête du socialisme d'avant-rre, on chercherait en vain dans son discours la trace d'un ıirement. Il a choisi dans la sérénité, il se sépare sans aigreur, sent irréprochable vis-à-vis de lui-même et du socialisme essien. Il ignore cette culpabilité diffuse qui pèse sur le Congrès ours de ces journées. Ce qui ne signifie pas qu'il soit respon-e, comme le lui ont reproché les communistes, de la scission de rs : elle était, de toute façon, inévitable. Simplement, le discours Léon Blum rend possible l'existence politique de la minorité va quitter la salle pour se solidariser avec les exclus, en donnant te minorité une base idéologique et un chef. Cette base, c'est

qu'en face de la révolution russe brusquée, forcée, accouchée avant terme, demeure intangible la figure de la révolution telle que l'avaient rêvée Jaurès et Marx lui-même. A partir de ce moment le parti socialiste fera un peu figure, par rapport au parti communiste, du judaïsme en face du christianisme, d'une part refusant d'admettre comme entièrement valable l'expérience qui se déroule en Russie, d'autre part maintenant le caractère messianique de la révolution : c'est nous qui sommes les vrais tenants de la doctrine, les héritiers légitimes, le Messie est encore à venir, la Révolution reste à faire. Près de trente ans plus tard, citant une parole de Lamartine en 1849 : « *La Révolution est une surprise dont nous avons fait un miracle* », il rectifiera :

> *Elle n'était une surprise qu'en apparence.*
> *Et le miracle n'a pas été accompli.*
> *Mais il a été annoncé.*
> *Il a été préparé pour d'autres temps.*
> *L'immense espérance n'est pas éteinte*[13].

Ce ton, ici proprement messianique, est très rare chez Léon Blum, mais l'esprit du messianisme n'en est pas moins vivant chez lui. Et c'est justement la sérénité, la transparence, la discrétion coutumière de ce messianisme qui rassurent ses partisans. Dans l'existence difficile et nécessairement inquiète qui les attend alors et qui consiste à être un parti révolutionnaire contesté et attaqué *sur sa gauche*, le caractère exemplaire de l'homme qui a pris leur tête devient leur caution : il leur a rendu leur bonne conscience.

Par le fait même de la scission la base du parti socialiste se trouvait modifiée. Il avait toujours compté dans ses rangs bon nombre d'intellectuels, mais il n'en reste pas moins que sa majorité ouvrière était jusque-là considérable. Aucune statistique n'a été établie à l'époque mais on peut se faire une idée de ce qu'était le parti issu de Tours, par l'étude de la composition de l'actuel parti socialiste et de son évolution depuis 1920. L'examen des chiffres permet de constater que, de 1919 à 1951 les voix socialistes se sont progressivement déplacées de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud. Les fédérations socialistes ont suivi le même mouvement. C'est-à-dire que le parti a peu à peu perdu les grands centres industriels au profit des centres peu industrialisés et de certaines régions

13. Discours prononcé dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, pour le centenaire de la Révolution de 48.

agricoles (vinicoles). Parallèlement on assiste à la disparition progressive des ouvriers dans le groupe parlementaire et à la montée progressive des employés [14]. Et malgré tout, un sondage fait en 1951 et portant sur 15.000 adhérents environ montre que, compte tenu des ouvriers des services publics (cheminots, agents des lignes des P.T.T., etc.), ce sont encore les ouvriers qui donnent le plus fort pourcentage d'adhérents. Dans l'ensemble les salariés ont la majorité absolue (58 %) sans compter les rentiers et retraités (12 %), qui sont, pour la plupart, d'anciens petits fonctionnaires, employés ou ouvriers. Contrairement à ce qu'on a tendance à croire, le parti socialiste issu de Tours, et qui n'avait pas encore subi cette évolution, avec ses fédérations de la Seine, du Nord et du Pas-de-Calais, était bien un véritable parti ouvrier. Mais il est à peu près certain que le gros de ses troupes était constitué par les adhérents d'avant-guerre, militants éprouvés et ouvriers qualifiés. Le flot des nouveaux adhérents d'après-guerre (le parti avait 90.000 membres en 1914, les effectifs baissèrent considérablement au cours de la guerre, or, en 1920 ils atteignent le chiffre de 180.000, le double de celui de 1914) dut passer au parti communiste. Cette élite prolétarienne, jointe aux intellectuels, aux fonctionnaires, aux employés, aux membres des professions libérales, c'étaient précisément les troupes que Léon Blum avait en vue pour mener à bien la véritable révolution socialiste, — une « élite » prolétarienne, un peu figée, un peu vieillie. Ce sont aussi, de tout temps, les troupes les plus sensibles au prestige intellectuel d'un leader. Léon Blum n'est certes pas une émanation de ce parti, mais il gagne d'emblée son admiration, il lui rapporte ses traditions intactes : la rencontre est heureuse. Heureuse parce que, sans cette entrée en scène de Léon Blum, la destinée du parti était d'être mené par les disciples de Guesde, c'est-à-dire par des chefs de valeur moyenne qui avaient recueilli l'intransigeance de Guesde sans posséder son audace, son élan et la netteté perçante de sa pensée. En fait, ce sont bien les guesdistes qui s'emparèrent de l'appareil, mais, grâce à Léon Blum, le parti conserva une certaine souplesse de manœuvre et une certaine ampleur de vues; il ne fut

14. A la diminution aussi des représentants des professions libérales, ce qui semble impliquer que si le parti s'embourgeoise, c'est au profit des éléments de la petite et moyenne bourgeoisie, et en éliminant les éléments grands bourgeois. Tous ces renseignements sont extraits d'une étude manuscrite de Pierre Rimbert sur la structure et la composition sociale du parti socialiste.

pas le parti racorni et timoré qu'il risquait de devenir. Si, treize ans plus tard, le départ des Néos allait entraîner peu de monde, si, de 1934 à 1936 enfin, le parti allait devenir le centre de ralliement de la plupart des éléments de gauche flottants, c'est en grande partie à Léon Blum qu'il le devrait. Certes, les organismes locaux jouissaient d'une certaine indépendance et on discutait ferme dans les sections, mais l'appareil détenait la majorité à la Commission administrative permanente, et manœuvrait les congrès grâce à l'apport massif des voix des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais; et, pour les questions de grande politique, Léon Blum, président du groupe parlementaire, avait les mains libres à la tribune de la Chambre. Il semble que le sentiment d'appartenir à un parti « libre et démocratique », où des opinions diverses pouvaient s'affirmer, ait suffi aux adhérents. L'instrument, en somme, était docile. Des troupes vraiment combatives et animées d'un sens de classe auraient réagi, mais les vrais combattants s'en étaient allés. Pour ceux qui restaient, le combat se réduisait le plus souvent au vieux combat contre la réaction. Quoi qu'ils en aient pu penser, les militants socialistes étaient intégrés à cette société qu'ils prétendaient combattre, jusque dans leur respect pour leur chef en qui ils admiraient moins un chef révolutionnaire que l'un des hommes politiques les plus « brillants » du pays. Et toutes les fois que des noyaux vraiment combatifs se reformèrent (Jeunesses de la Seine — celles-ci périodiquement — Gauche révolutionnaire), ils furent impitoyablement, mais, somme toute, aisément exclus. La masse des adhérents était capable de suivre et de soutenir ses chefs, mais non de les pousser en avant ou d'ébranler leur position, comme on le vit bien en 1936. C'est par là qu'elle partage la responsabilité de l'échec de Léon Blum. Le Parti socialiste reprochait au Parti communiste sa bureaucratie, mais lui aussi était bureaucratisé, malgré les apparences; il lui reprochait son monolithisme, mais lui ne fit rien de sa liberté. Confondant l'extrémisme verbal avec l'action révolutionnaire, il se montra incapable de manifester une volonté propre et de redresser sa propre situation.

Or il est piquant de découvrir que ce parti socialiste tel qu'il fut n'était pas autre chose qu'un rêve de jeunesse de son chef.

« Tôt ou tard, déclare Gœthe dans les Nouvelles Conversations, *il se formera entre les anciens partis et le parti socialiste un groupe intermédiaire destiné à faciliter la propagande, à amortir les chocs,*

pratiquer d'avance l'ensemble des progrès compatibles avec les rmes actuelles de la propriété. Une telle action est indispensable pur que le passage de la propriété individuelle à la propriété collective it tranquille, pacifique et durable. Or, ce n'est pas aux partis libéux ou radicaux qu'on peut s'en remettre pour jouer ce rôle nécessaire, ais à une sorte de dissidence socialiste qui partira comme en mission, ur préparer les consciences et les lois aux changements nécessaires. es missionnaires auront une grande tâche. Ils viendront dire aux tats et aux hommes : L'inéluctable approche... Mais Guesde s'est ompé : nous n'en sommes pas encore à ce moment de l'éducation ciale et, de toute manière, il était absurde de réserver ce rôle à urès. »

Ce parti qui ne pouvait être celui de Jaurès fut celui de éon Blum. S'il ne put opérer le passage tranquille et pacifique de propriété individuelle à la propriété collective, c'est qu'en vérité s'agissait d'un beau rêve.

*
* *

Au lendemain de Tours, le parti se retrouve sans journal et sans gent avec 50.000 membres. Le parti communiste en a 130.000 is, en dix ans, le parti communiste va descendre au chiffre de .000 adhérents, tandis que le parti socialiste aura regagné en 25 ses effectifs de 1914 et atteindra en 1932 le chiffre de 137.000 crits. En dehors du dévouement de ses militants et de ses cadres i déployèrent une magnifique activité pour reconstituer sections fédérations sur tout le territoire, il fut servi par le caractère me de la période historique qu'il traversait. Le reflux révolunnaire s'accentuait d'un bout à l'autre de l'Europe. L'Internanale de Vienne — La Deux et demie — allait rallier la IIe tout rt. En France, malgré le bouleversement de la guerre et la dernisation de l'outillage industriel dans les régions libérées, structure économique et sociale du pays ne se trouvait pas fondément modifiée; elle allait même prendre un caractère de s en plus retardataire. On vivait dans une ère de relative spérité. La guerre avait brutalement freiné l'élan des forces de che, elle ne l'avait pas brisé. La politique d'avant-guerre dite défense républicaine était loin d'avoir porté tous ses fruits s les faits et dans les esprits : dans les faits, car un certain nbre de points du programme radical et de réformes démocra-

tiques (gratuité de l'enseignement secondaire, école unique, assurances sociales) n'avaient pas encore été réalisés ; dans les esprits car, d'une part de nombreuses couches restaient à gagner par la propagande, d'autre part l'expérience des limites de ces réformes, à savoir l'impossibilité de réaliser la république démocratique sans dépasser le régime, était encore à faire. Cette expérience allait se poursuivre par étapes, étapes qui furent successivement la substitution du gouvernement Poincaré au gouvernement radical issu des élections de 1924, le renversement du ministère de cartel Daladier par l'émeute du 6 février, l'usure et l'échec enfin du gouvernement de Front populaire, ultime épisode. Tout cela se traduit, de 1919 à 1936, par l'accroissement du nombre des voix ouvrières aux élections, le parti socialiste étant celui qui gagne le plus de suffrages. En 1919 le pourcentage de ces voix dans le pays était déjà supérieur à celui d'avant-guerre (20 % contre 17 %). En 1928 [15] les deux partis ouvriers totalisent près de 30 % des suffrages, le parti socialiste en ayant à lui seul presque autant que le parti unique en 1919. En 1932 ils ont à eux deux 3 millions de voix. Sur ces trois millions, le parti socialiste en recueille 1.964.384. C'est le chiffre le plus fort qu'il ait jamais atteint, car en 1936, alors que les voix ouvrières atteignent 3 millions 1/2, soit 36 % des votants, il est en légère baisse (sans doute à cause de la scission des Néos), tandis que le parti communiste monte en flèche : la crise et la politique de déflation d'une part, le 6 février et l'activité des ligues de l'autre, déterminent dans le corps électoral une poussée vers l'extrême gauche. On aborde alors un nouveau versant. Certes, par le fait de sa position médiane, le parti socialiste occupe maintenant aux yeux de l'électeur la position de l'aile radicale-socialiste du parti radical d'avant guerre. Il n'en reste pas moins à la fois que le parti radical demeure un très fort parti électoral et que le parti socialiste se bat sur des mots d'ordre de transformation du régime et de prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce que n'a jamais fait le parti radical. C'est sur ces mots d'ordre qu'il progresse dans les couches petites-bourgeoises et paysannes, bénéficiant des échecs et des faiblesses du parti radical au gouvernement. En un mot, le parti socialiste renoue avec la politique d'avant-guerre dans un pays qui continue à penser les problèmes politiques comme il les pensait avant guerre.

15. On n'a pas le nombre exact des suffrages socialistes en 1924 à cause de l'existence d'un certain nombre de listes de cartel.

Quant au parti communiste, cette même période défavorisait a croissance et le rejetait sur lui-même. Le parti socialiste n'eut u'à recueillir au début les premiers exclus ou démissionnaires, eux qui avaient cru pouvoir convaincre le Komintern que la rance n'était pas la Russie, et qui pensaient que le nouveau parti ourrait conquérir dans la IIIe Internationale une autonomie nalogue à celle dont avait joui l'ancien dans la IIe. Par la suite, es retours allaient devenir l'exception car les exclus ne seraient lus alors des socialistes égarés dans les rangs communistes, mais es communistes exclus. A cette époque le parti socialiste n'a pas eur de l'unité d'action. Ce souci timoré de garder ses militants à 'abri, de les préserver de toute influence extérieure, qui sera de lus en plus celui de Paul Faure, de Lebas, de Séverac, et qui se anifestera en 1936 par la mauvaise volonté visible avec laquelle appareil autorisera l'entrée des sections dans les comités locaux e Front populaire, ce souci n'a jamais été celui de Léon Blum. sentait instinctivement ce qu'il y a de faible et de presque dégra-ant dans une telle attitude. Au lendemain de Tours, en tout cas, parti socialiste attend tout naturellement que, une fois émoussé tranchant de la cassure, la politique du bloc des gauches fonc-onne encore plus étroitement avec le parti communiste qu'avec parti radical. C'est le parti communiste qui s'oppose furieuse-ent, et même en dépit de l'Internationale communiste (cf. les ébats du Congrès de Marseille en particulier). Il sent qu'il ne eut se forger et se maintenir qu'à ce prix : à condition de ne jamais lâcher la tension, de resserrer toujours davantage son centralisme, tuer dans l'œuf les moindres germes de confusion ou d'illusions formistes. A chaque tentative de rapprochement, à chaque oposition d'alliance, le parti socialiste est accueilli par une douche oide. Refus d'organiser des réunions en commun, refus d'action mmune, refus de désistement aux élections (résultat : un rtain nombre de candidats du Bloc national sont élus en 1924), taques incessantes contre les leaders socialistes pour « déconsi-rer les chefs » : la tactique classe contre classe existe dans les ts bien avant d'être devenue le mot d'ordre de la « troisième riode ». Elle atteint son apogée avec le slogan de Treint sur a volaille à plumer » socialiste, qui consomme la rupture entre deux partis jusqu'en 1934.

Dans cette montée du parti socialiste, Léon Blum joua un rôle terminant, en ce sens qu'il veilla à ne jamais laisser les succès

électoraux compromettre la ligne qu'il s'était tracée, à ne jamais laisser ce parti, devenu parti médian, se conduire comme un vulgaire parti radical. Autrement dit, après l'énorme mutilation à gauche que venait de subir le parti, il le défendit et le reconstitua en menant à l'intérieur une politique de gauche contre la droite renaudélienne. Il fut aidé dans cette œuvre par la majorité guesdite qui détenait l'appareil. Léon Blum fut toujours entouré d'un groupe de collaborateurs et d'amis, mais il n'exista jamais une tendance blumiste à proprement parler. Il s'appuie sur les guesdistes sans se confondre avec eux. Ceux-ci, de leur côté, le reconnaissent comme le chef incontesté du parti à cause de son prestige intellectuel, et en tant que continuateur de Jaurès, ils assurent chaque fois sa réélection et celle de son entourage à la Commission administrative permanente [16], mais ils n'en défendent pas moins jalousement leur autorité à l'intérieur du parti : c'est ainsi qu'au Congrès de 1936, au moment même où Léon Blum allait former son ministère, les délégués assemblés s'aperçurent soudain avec stupeur, lorsque fut proclamée la liste de la nouvelle C.A.P., qu'en dehors de Léon Blum lui-même, aucun de ses amis ne figurait plus dans cet organisme. Ce fut un scandale. Zyromski pour la Bataille socialiste et Marceau Pivert pour la Gauche révolutionnaire ayant alors renoncé chacun à un des sièges auxquels ils avaient droit, la tendance Paul Faure se vit réduite à en faire autant et c'est ainsi que purent être élus G. Monnet, J. Moch et A. Blumel. Un pareil incident en pareille circonstance signifie, de la part de l'appareil, le souci d'isoler Léon Blum et de s'assurer la maîtrise absolue du parti dans les rapports nécessairement délicats qu'il allait entretenir avec le gouvernement de Front populaire.

Le problème de la participation fut donc pour le parti socialiste le grand problème de l'entre-deux-guerres. Léon Blum en fut le théoricien. Manœuvrer n'était pas facile, d'abord à cause des plaintes incessantes des radicaux contre le fameux soutien à éclipse et du reproche fait au parti socialiste en particulier de tirer tous les bénéfices d'une politique de gauche, sans en encourir les responsabilités. Quand, en 1924, Léon Blum déclina les offres d'Herriot, Doumergue, alors président de la République, engagea ce dernier à ne pas former son ministère pour forcer le parti socialiste dans ses retranchements. Herriot se garda bien de suivre l'avis.

16. La C.A.P., organisme directeur, était élue à la proportionnelle des tendances.

n sait du reste que, ni en 1924, ni en 1932 quand ils refusèrent offre de participation des socialistes sur la base du programme e Huyghens, les radicaux ne donnèrent de garanties sérieuses, et our cause. La sagesse était donc bien dans l'abstention. Mais, 'un autre côté, l'aile droite déployait de plus en plus d'activité our convaincre le parti de l'intérêt qu'il y aurait à participer. En out temps avait existé, depuis l'unification, une tendance propre-ient réformiste s'efforçant de montrer que la présence au gouver-ement était un gage d'efficacité pour le parti, un moyen de ontrôler l'exécutif et une garantie de progrès social. L'ambition ersonnelle jouant par là-dessus, quelque transfuge se détachait ériodiquement : Millerand, Viviani, Briand, plus tard Paul oncour. Ces fuites étaient individuelles. Le cas des Néos fut fférent. Groupée autour de Renaudel, vieux militant dont ntégrité était connue, assez nombreuse au Parlement, méprisant mmobilisme guesdiste et son manque d'audace, servie par ntelligence de Déat, cette nouvelle aile droite déployait la mbativité d'une aile gauche. Elle couvrait de ses sarcasmes ceux i, ayant sans cesse le mot de révolution à la bouche, attendaient e la révolution leur tombât du ciel, sans jamais faire, en fin de mpte, ni réformes, ni révolution; tentée, pour « couper l'herbe as le pied du fascisme », d'employer les méthodes de propa-nde du fascisme lui-même, faisant valoir l'argument, qui a it servi depuis, selon lequel les vieilles étiquettes : gauche et oite n'avaient plus de sens, elle avait fini par représenter un ai danger pour le parti. Certes, l'augmentation du nombre des frages semblait témoigner de la compréhension des électeurs de leur approbation de la politique menée, mais on pouvait ssi retourner l'argument, et dire que cet accroissement des voix rquait une volonté d'action grandissante chez l'électeur, si n que celui-ci finirait par se lasser de voter pour un parti qui dérobait perpétuellement.

Léon Blum ne céda pas, refusant de se laisser enfermer dans le mme renaudélien : ou la participation, ou le danger réaction-re, et bien qu'il eût parmi ses intimes (Moutet, Dormoy, Rivière) sympathisants néos. Il reste ainsi fidèle à la vieille tactique nie au congrès d'Amsterdam. Il reste surtout fidèle à lui-même, les motifs pour lesquels il se défie de la participation se rat-hent à ceux qui l'ont poussé à rompre en 1920 avec les partisans la IIIe. Il s'agit là d'un système de pensée très cohérent qui

l'exprime tout entier, et sur lequel il s'est expliqué longuement et à plusieurs reprises. « *Il reconnaissait en toute occasion la filiation marxiste et jauressienne de ses idées doctrinales. Mais il y avait pourtant un problème au sujet duquel il se flattait d'avoir ajouté à la doctrine de ses maîtres une contribution personnelle : l'exercice du pouvoir, en régime capitaliste, par un parti socialiste, et ses rapports avec la conquête du pouvoir*[17]. » Pour reprendre la question dans son contexte, il ne faut pas oublier que la participation était, à cette époque, impensable pour un chef communiste : un véritable tabou doctrinal. Rien de pareil chez Léon Blum : la non-participation n'est pas pour lui une question de doctrine, mais les termes de soutien, de participation, d'exercice et de conquête du pouvoir requièrent à ses yeux une élucidation doctrinale, et cette élucidation doit permettre de se prononcer à bon escient dans chaque cas concret. D'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue l'idée que Léon Blum est un socialiste marxiste, profondément convaincu de l'existence de l'antagonisme (terme qu'il préfère manifestement à : lutte) des classes, de la nécessité d'une prise du pouvoir révolutionnaire, de la nécessité aussi d'une dictature transitoire du prolétariat pour opérer la transformation du régime :

« *Alors que le radicalisme n'envisage qu'une seule suite de réformes lentes et continues, nous pensons, nous, que la transformation sociale ne saurait être le résultat d'une série de réformes additionnées, et qu'un jour ou l'autre, après avoir progressivement amendé par ses contours la société actuelle, il faudra s'attaquer, par un acte catégorique et décisif, aux principes qui en sont le cœur et la substance*[18]. »

L'essentiel de la doctrine se trouve exposé dans le discours au Congrès extraordinaire du parti socialiste prononcé le 10 janvier 1926 à la Bellevilloise. L'exercice du pouvoir, c'est l'occupation des organismes gouvernementaux de la République par un parti socialiste devenu très puissant, ou même majoritaire au Parlement, mais *en l'absence* d'une conquête révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière. La situation d'un ministère socialiste est alors celle d'un gérant qui s'efforcera de tirer du régime le maximum de justice sociale compatible avec les institutions mais qui ne peut porter la main sur ces institutions, et qui doit toujours être prêt à les rendre en l'état où il les a trouvées. Léon Blum est très net :

17. *Revue socialiste.* Nouvelle série, n° 38-39. M. Rubel : *Léon Blum et la doctrine socialiste* (p. 48).
18. Radicalisme et socialisme, 1927.

« Je ne suis pas, pour ma part, un légalitaire... En ce qui concerne la conquête du pouvoir, je n'admets pas que la classe ouvrière soit limitée par aucune espèce de légalité... mais je déclare catégoriquement que je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir [19]. »

Les socialistes ainsi portés au pouvoir auront à agir « *à l'intérieur des institutions actuelles avec une énergie, une résolution et une décision qui ne tiendraient pas compte des obstacles devant lesquels s'arrêtent souvent les autres gouvernements* », mais toujours dans le cadre de la constitution « *légalement, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence à l'intérieur du gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir* [20] ». Le terme d'escroquerie est saisissant. Il traduit le fond même de la pensée de Léon Blum. Dix ans plus tard, le 31 décembre 1936, il déclare dans son allocution de Jour de l'An à la radio : « *Nous ne cherchons ni directement, ni insidieusement à appliquer au pouvoir le programme socialiste.* » Et, dans son discours de Lyon, le 24 janvier 1937 : « *Nous sommes un gouvernement démocratique volontairement et loyalement enclos dans la légalité républicaine.* » Et dix ans plus tard encore, en 1946, il écrira avec un peu de mélancolie :

« *Combiner la participation légale à la gestion des États capitalistes avec la poursuite de l'objectif révolutionnaire est un problème qui ne comporte jamais, théoriquement, de solution adéquate... La position politique des partis socialistes pendant la période pré-révolutionnaire est toujours, d'une façon ou d'une autre, une position fausse.*

Léon Blum n'est certes pas l'homme des périodes de transition. Mais qu'est-ce à dire? D'une part il viendra un jour où les masses s'empareront de vive force du pouvoir et le remettront entre les mains de leurs chefs en vue d'une transformation du régime. Comment, dans quelles circonstances se produira l'événement, de quelle façon les chefs doivent s'y préparer et quel rôle ils joueront eux-mêmes, on ne s'en préoccupe guère. Tout ce que nous savons, c'est que la chose aura lieu, et que ce jour-là, il sera permis aux masses de ne pas y aller par quatre chemins. D'autre part, il peut arriver d'ici là que les chefs socialistes se trouvent amenés à exercer le pouvoir, auquel cas ils devront se conduire envers le régime existant avec le plus extrême scrupule. L'ennui, c'est que les masses peuvent s'y tromper, ces masses « profondes et inorga-

19. Discours à la Bellevilloise, 10 janvier 1926.
20. *Ibid.*

niques », susceptibles de flux et de reflux, aussi terribles qu'imprévues dans leur « violence moutonnière ». Et même les masses organisées, cette fois. Elles ignorent que si elles ont le droit de renverser un jour le régime par tous les moyens, leurs chefs, eux, ont leur pureté personnelle à préserver et des devoirs sacrés à remplir envers la morale universelle en général, envers ce régime exécré en particulier, dès l'instant qu'ils ont légalement accédé au pouvoir. Une confusion va donc s'établir dans l'esprit des masses. En voyant les socialistes au pouvoir, elles vont s'imaginer qu'ils y sont pour appliquer le programme socialiste, puisque après tout c'est sur ce programme qu'ils ont mené campagne et pour son application qu'ils ont sollicité les suffrages du pays. Et puisqu'il n'est pas question d'appliquer ce programme, que ce serait « une escroquerie », elles seront nécessairement déçues. C'est pourquoi « *l'exercice du pouvoir sera toujours une épreuve particulièrement douloureuse et difficile pour les partis socialistes* »[21].

La logique de cette théorie, c'est qu'il n'est pas de moment plus mal choisi pour prendre révolutionnairement le pouvoir que lorsque les chefs sont au gouvernement. De toute évidence, c'est le seul moment où se trouve absolument exclue la prise du pouvoir. Les masses socialistes ont envoyé au parlement le plus fort groupe de députés, elles sont en plein élan, sûres de leur puissance, ivres de leur triomphe. Elles croient le moment venu — parce qu'elles vivent, elles, la dynamique du rapport des forces — d'en finir avec le régime. « Allez-vous faire de vos chefs des escrocs? » leur dira-t-on. « Escrocs envers qui? » pourraient-elles répondre. Le plus beau est que les masses ne sont pas seules à ressentir et créer la confusion : à peine les chefs socialistes au pouvoir, toute la droite va crier à la révolution : tactique ou naïveté, peu importe. Dans un pays unanime à proclamer que la révolution est commencée, les chefs socialistes devront garder la tête froide et se tuer à expliquer qu'il ne se passe rien. Cela est bien douloureux, en effet.

L'apport original de Léon Blum au socialisme, cette distinction de notions en vue de préciser et d'affiner la doctrine, n'est qu'un lacet d'étranglement. Prise du pouvoir et exercice du pouvoir sont deux événements étrangers l'un à l'autre, sans communication possible. On ne passe pas de l'un à l'autre, les précautions sont prises. Toute dialectique est refusée d'avance. Le destin du Front populaire est inscrit dans le discours de la Bellevilloise. Mais

21. *Ibid.*

mme on comprend que Léon Blum ait si bien préservé son parti. énué de toute ambition politicienne personnelle, comment aurait-il pas écarté de lui le calice de la participation.

Le parti socialiste a été appelé au gouvernement, écrira-t-il bien us tard, mais il savait parfaitement qu'il ne pouvait exercer ce uvoir que dans les cadres de la société bourgeoise, et c'est même ur cette raison qu'il s'en était détourné aussi longtemps que les rconstances le lui avaient permis[22]. »

Malgré tout, cette âme infiniment délicate, méditant dans sa ison sur le passé, connaîtra encore des scrupules : « *Avions-nous sez clairement répudié tout recours aux instincts grossiers de nimal humain*[23]*?* » Pour être justes, ajoutons qu'il aura aussi scrupules de ces scrupules : « *Les premiers temps de la propa-nde socialiste, qui n'étaient pourtant qu'une sorte de mêlée fauve implacable, avaient marqué moralement plus de grandeur*[24]. »

Pendant toute cette période, il assume brillamment à la Chambre rôle de leader de l'opposition. Il mène la lutte contre le Bloc tional, intervient en faveur des communistes emprisonnés oriot, Marty, Duclos, Vaillant-Couturier), pousse le ministère rriot à résister au chantage financier, refuse les budgets de erre — refus « rituel » dira-t-il par la suite — et intervient assablement en politique extérieure contre l'occupation de la hr et la politique de Poincaré (« *vous travaillez*, dira-t-il dès 23, *pour les partis de réaction militariste et monarchiste* »), pour désarmement général, simultané et contrôlé, condition, et non séquence, de la sécurité. Contre les communistes il défend la iété des Nations tout en lui reprochant le caractère impérialiste traités qui l'ont constituée. C'est sur lui que convergent les aques les plus violentes de la droite et des communistes. Léon idet lui crie : « *A Jérusalem !* » et Magne : « *Il n'y a place que r des Français ici.* » Ybarnégaray le traite de « *Juif protestant* ». iot écrit : « *Le bizarre, louche et équivoque personnage du chef .I.O.... la Sainte-Nitouche qui signe Léon Blum.* » On l'attaque deux côtés sur sa fortune, ses soi-disant châteaux, sa soi-disant selle d'argent, sur son salaire (il n'en toucha jamais) au Popu-. « *J'ai acquis devant les outrages et les calomnies, dira-t-il, impassibilité professionnelle analogue au sang-froid d'un*

. *A l'Échelle humaine*, chap. IV.
. *Ibid*, chap. VI.
. *Ibid*, chap. VII.

couvreur sur un toit [25]. » Rien de plus certain. « *Léon Blum est un aristocrate, il ne se fâche jamais contre nous*, disait un de ses partisans, *parce qu'il ne compte pas avec nous* [26]. » Il comptait encore bien moins avec la plupart de ses adversaires. Cet aristocratisme est d'essence intellectuelle. Il y a en lui cette assurance inébranlable et comme retirée en soi que l'on peut constater chez certains intellectuels à l'aspect délicat et à la voix douce. La fragilité physique acceptée, reconnue, non dissimulée, recouvre une inflexibilité intérieure. Ses mouvements d'humeur sont des mouvements de hauteur plutôt que de colère : « *Qui a ri?... Je ne sais qui se permet de ricaner quand je parle* », lit-on dans les comptes rendus de séances de *l'Officiel*. Le célèbre : « Je vous hais! » fut moins l'effet d'un sursaut de fureur qu'une affirmation de soi — ce qu'il est en réalité, un défi de l'individu Léon Blum, non pas un cri de haine de classe — lancée à la tête de gens avec qui l'on ne veut plus rien avoir à faire. Son échec à Paris devant Duclos en 1928 montre à quel point il était détesté par la droite. Il ne revint à la Chambre que l'année suivante, élu dans l'Aude grâce à l'amitié de Montel qui s'était désisté pour lui. Malgré tout, il est toujours reconnu comme un des siens par l'Assemblée. A côté des communistes qui représentent un scandale permanent, mais par là même une sorte de corps étranger, un groupe de voyous campé dans l'hémicycle, lui joue le jeu. On peut même supposer que les colères qu'il suscite sont dues, en dehors de sa qualité de Juif, au fait qu'il le joue si bien, qu'il bat sans peine et avec dédain ses ennemis sur leur propre terrain.

« *Je suis véritablement choqué de l'étonnement de mes collègues*, remarque-t-il dans un débat sur le Vatican. *Me croient-ils incapable de parler avec impartialité et intelligence d'un sujet comme celui-ci?* »

Il s'est toujours voulu irréprochable. Il l'est. On ne le lui pardonne pas. C'est pourquoi, avec un adversaire comme Poincaré, la lutte demeure courtoise. « *C'est une des plus belles intelligences et un des caractères les plus respectables du Parlement français* » déclare celui-ci [27]. Et Léon Blum : « *Monsieur le Président du Conseil, vous êtes honnête et sincère, je le suis aussi.* » Ce n'est pas lui qui aurait le mauvais goût de parler de « *l'homme qui rit dans*

25. Propos recueilli par A. Blumel : *Léon Blum, juif et sioniste.*
26. *Ibid.*
27. Cité par Marc Vichniac : *Léon Blum.*

les cimetières ». Le jugement nuancé qu'il publie dans *Le Populaire* au lendemain de la mort de Poincaré [28] exprime l'estime d'un adversaire décidé mais chevaleresque.

En revanche, la bataille qu'il mènera contre Tardieu, puis contre Laval, sera beaucoup plus âpre. Cette fois, l'on n'est plus entre honnêtes gens. « Tardieu est une canaille, aurait-il dit, mais Laval est une fripouille. » De fait, l'honnêteté de Poincaré résidait lans son attachement au régime républicain qui était incondi:ionnel. Avec Tardieu et Laval s'introduit le gangstérisme poli.ique. Léon Blum ne s'y trompe pas.

***

Le parti sort affaibli de la scission néo. Les exclus n'ont emmené vec eux que 20.000 adhérents environ, mais le groupe parlemenaire se trouve fortement amputé et l'on ne peut prévoir les éveloppements ultérieurs de l'affaire. On n'ignore pas, dans les angs du parti et à l'extérieur, que trente attentistes groupés utour de Frossard se réservent de voir le tour que prendront les hoses. Or, si l'arrivée de Hitler au pouvoir avait pu encourager 's droitiers, le 6 février, survenant un an plus tard, coupa l'herbe us le pied des Néos. Ils se trouvèrent tout à coup isolés par réaction du pays contre la menace fasciste. Du jour au lendemain out devenait clair, on était le dos au mur, il ne s'agissait plus ue de défendre la République; toute politique intermédiaire evenait suspecte et les étiquettes de droite et de gauche repreaient leur sens. La tactique de Léon Blum se trouvait confirmée ar les événements. Dès lors, l'affaiblissement numérique du parti cialiste apparaissait négligeable au regard de son raffermissement litique. La question de la participation réglée négativement, la fois dans les esprits et dans les faits par l'installation du nistère Doumergue, le parti pouvait passer à l'étude et à la cussion des moyens de lutte contre le fascisme, du dilemme : cialisme ou fascisme, et du problème de la prise du pouvoir. Son e gauche, jusque-là assez insignifiante, allait se renforcer et se ctionner en deux tendances toutes deux très actives, la Bataille ialiste de Zyromski et la Gauche révolutionnaire de Marceau 'ert, grâce à laquelle la Fédération de la Seine allait regagner terrain et recommencer à recruter dans les milieux ouvriers.

28. 11 octobre 1934.

Le jour du 6 février, Léon Blum est à la hauteur de son rôle. Il ne se laisse pas émouvoir un instant par la rumeur de l'émeute des ligues à l'extérieur de l'hémicycle, non plus que par les cris de la droite à l'intérieur. Il mesure du premier coup la gravité et la signification des événements, et réagit en conséquence. L'ordre du jour qu'il a rédigé et qu'il vient lire à la tribune en fait foi :

Le vote qu'il (le groupe parlementaire) va émettre n'est pas un vote de confiance. C'est un vote de combat...

Si le gouvernement mène la lutte avec assez d'énergie et de foi dans la volonté populaire, il peut compter sur nous.

(A droite : « La volonté populaire, c'est que le gouvernement s'en aille ! »)

... S'il manque à son devoir, c'est nous qui, dans le pays tout entier, lancerons l'appel aux forces républicaines en même temps qu'aux masses ouvrières et paysannes...

... La réaction ne passera pas.

Malgré des dissentiments récents, il va ensuite voir Daladier et est le seul à lui conseiller de rester au gouvernement. Neuf jours plus tard, après la lecture de la déclaration ministérielle de Doumergue, il réclame la dissolution. C'est ici que s'opposent à plein l'attitude socialiste et l'attitude communiste. Le 6 février on peut voir sur les Champs-Élysées des groupes de communistes manifester contre le gouvernement. Ceci pour faire acte de présence et ne pas laisser les camelots du Roy et les Jeunesses patriotes tenir seuls le pavé. Au regard d'une pareille tactique qui risquait de porter à son comble la confusion, la position socialiste est infiniment plus juste et plus forte. En revanche, le 9 février, les communistes qui s'étaient ressaisis organisaient une grande manifestation place de la République, se faisaient matraquer par la police et se trouvaient ainsi les premiers à témoigner concrètement de la vigilance et de la combativité ouvrière avant la grève générale du 12. Le parti socialiste ne fit rien ce jour-là ni les jours suivants et se contenta d'apporter son soutien à l'organisation de la grève.

Pendant les deux années qui précèdent les élections et qui vont être deux années de contre-offensive antifasciste jalonnées par la naissance du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes,

premier embryon du Front populaire, le pacte d'unité d'action ntre les deux partis et la création du comité d'entente socialiste-communiste, la formation du Front populaire et la réalisation le l'unité syndicale, lutte au cours de laquelle les ministères Doumergue, Flandin, Laval, Flandin encore, devront successivement se retirer sous la pression grandissante de l'impopularité, Léon Blum se consacre à la politique extérieure d'une part et, de 'autre, à la préparation du parti à l'exercice du pouvoir dont 'échéance apparaît désormais certaine.

Contre Laval, dont le flirt et les marchandages avec Mussolini lans l'affaire d'Éthiopie affaiblit et bafoue la Société des Nations, l revient à l'attaque sans se lasser en 1935 dans les colonnes du *Populaire.* L'accent de ces articles tranche par son âpreté sur son on habituel. Celui du 22 janvier 1936, jour de la démission de Laval, présente un intérêt particulier :

« *Oui, nous avons secoué le prunier radical jusqu'à ce que M. Laval n tombe... Nous n'avons pas agi par intérêt. Notre intérêt égoïste 'e parti eût été de prolonger l'équivoque jusqu'aux élections, de laisser es radicaux embarbouillés dans le gâchis de l'Union nationale et 'e détacher d'eux la masse républicaine. Si nous avons tenacement oulu la chute de M. Laval, c'est que, depuis six mois, nous considérons sa politique comme un fléau pour la France et pour l'Europe, omme un danger pour les libertés démocratiques et pour la paix.* »

.a déclaration est claire : le parti radical, qui avait quelques ninistres dans le gouvernement Laval, était en passe de se déconsidérer (de fait, il n'obtint que la seconde place aux élections). aire tomber Laval, c'était mettre fin à la fausse position radicale : sauver, en somme, le parti radical malgré lui. Le tolérer, c'était, oit laisser ce parti s'affaiblir, soit provoquer une rupture en son ein. Il est hors de doute que l'intérêt du parti socialiste et du rolétariat tout entier devait incliner vers la deuxième attitude. 'équivoque qui voulait que le parti radical figurât au Front opulaire et gardât des ministres au cabinet, qu'il y eût des dicaux - Front populaire et des radicaux - pas-Front populaire, ue les rédacteurs du programme du Front populaire dussent tenir ompte des éléments les plus à droite du parti radical, constituait première hypothèque qui pèserait plus tard sur le gouvernement issu des élections. Léon Blum en eut conscience et fit son oix eu égard à ce qu'il jugeait être les exigences de la situation ternationale. Entre la bataille républicaine et l'union nationale,

il choisit l'union nationale. Il semble que c'était la première fois. Ce ne devait pas être la dernière [29].

Le 7 mars 1936 eut lieu la remilitarisation de la Ruhr. Le 3 avril Léon Blum écrivait : « *Si quelque chose crève les yeux dans l'état présent de l'Europe, c'est l'impossibilité de faire aboutir un accord général de limitation des armements en dehors d'une convention non moins générale de non-agression et d'assistance mutuelle. Proposer l'une en écartant l'autre est une cruelle dérision.* » Tournant décisif. Ce jour-là Léon Blum cesse de faire du désarmement une condition de la sécurité pour faire de la sécurité une condition du désarmement. Les deux articles sont en corrélation étroite. On peut penser que la guerre lui est apparue inévitable et qu'il est devenu dès ce moment partisan du réarmement. Trois mois plus tard le ministre de la guerre du Front populaire sera précisément le radical Daladier.

Sur le plan intérieur, il s'attache à prévoir les difficultés et les obstacles que rencontrera le futur gouvernement dans l'application du programme, et comment il devra en triompher. Les dangers étaient de deux sortes : offensives et complots des ligues (et sur ce point Léon Blum donna toujours son accord aux préparatifs d'auto-défense dans les rangs du parti et au comité du Rassemblement populaire [30]), offensive des banques, en second lieu, analogue à celle qui s'était exercée contre le ministère Herriot, qu'il avait lui-même dénoncée à l'époque et qu'il évoque dans un article fameux [31] :

« *A un gouvernement de Front populaire, n'opposeraient-ils pas (les banquiers) un refus pur et simple, et comment se tireraient alors d'embarras les chefs de ce gouvernement, placés du jour au lendemain, comme un commerçant à qui le crédit est brutalement coupé, devant l'impossibilité de couvrir l'échéance prochaine?*

J'ai répondu et je réponds encore que tout gouvernement qui s'inclinerait devant le refus ou subirait les conditions serait perdu.

29. Il y avait une troisième solution qui eût consisté, tout en continuant de combattre énergiquement Laval, à se montrer un peu plus intraitable sur le contenu du programme du F. P. Mais ici le P. S. n'avait plus sa liberté de manœuvre : il se trouvait isolé par l'alliance des radicaux et des communistes, les communistes ayant déjà choisi, eux aussi, l'union nationale. Cette troisième solution se trouvait donc éliminée.

30. La chose est à rappeler car ces préparatifs demeurèrent toujours nécessairement cachés.

31. 19 octobre 1935.

re que l'obligation de l'échéance est absolue, qu'elle doit tout miner, c'est condamner d'avance les hommes qu'on enverrait à la taille, à la capitulation ou à la trahison.

Rien ne permet d'affirmer catégoriquement qu'ils seraient placés ns une telle situation, mais ce qu'on peut et doit affirmer, c'est 'ils capituleraient ou trahiraient s'ils se laissaient passer le lacet cou. Leur devoir serait de dénoncer à la nation l'attentat commis ntre sa souveraineté par les accapareurs privés du crédit public, et exploiter à fond la situation révolutionnaire ouverte par cet entat[32]. *Leur devoir serait de demander aussitôt à la Nation fiée les moyens de briser la résistance factieuse dressée contre sa onté*[33]. »

Il fait inlassablement le point de la montée des forces de gauche, se résolument la candidature de son parti au pouvoir pour le demain du scrutin qui s'apprête, et s'applique à définir les hes nécessaires. Cette assurance achève d'exaspérer contre lui groupements fascistes. Le 23 janvier 1935 déjà, paraissait en mière page de *La Solidarité Française* de Bucard une énorme oto de Blum surmontée en gros titre du slogan : « L'ennemi olic nº 1 ».

« *Il faut*, disait l'article qui suivait, *que chacun se pénètre bien traits et du visage de cet homme néfaste dont la vie n'est qu'un stant complot contre la patrie.* »

Un an plus tard (deux ans jour pour jour après la grève du février), la voiture de Léon Blum s'étant trouvée arrêtée ulevard Saint-Germain par le cortège de l'enterrement de nville, Léon Blum fut reconnu par quelques camelots du Roy, aqué aux cris de « Blum à mort », sérieusement blessé à la tête, ne dut la vie qu'aux amis qui l'accompagnaient (Georges et maine Monnet), à deux passants qui s'interposèrent et à un upe d'ouvriers du bâtiment qui, entendant crier qu'on assassi-

2. C'est nous qui soulignons ce membre de phrase où Léon Blum semble n envisager les conditions du passage de l'exercice à la conquête du voir.

3. Il est hors de doute qu'à cette époque il a cru la révolution en vue : ous considérons que le prolétariat n'a intérêt à exercer le pouvoir que s la mesure où il peut en user pour accélérer le rythme, d'une part, mouvement politique qui conduit à la conquête du pouvoir; d'autre t de l'évolution économique qui prépare la transformation révolunaire. » Située dans le contexte de l'époque, cette phrase qui peut araître au premier abord comme une nouvelle précaution contre les sions participationnistes, est, en réalité, un véritable engagement.

nait Blum, dégringolèrent de leur échafaudage pour lui porter secours. « *Je sais maintenant ce que veut dire lynchage* », devait-il déclarer après l'événement. Il y a là dans la vie de Léon Blum une sorte d'épisode symbolique. En cet instant où il manque payer pour toute sa carrière politique, pour sa qualité de juif et son attitude lors du 6 février, et où il est sauvé par quelques ouvriers, il apparaît comme la cible désignée, la victime de la seule masse qu'il eût jamais dû redouter. La plus impitoyable de toutes, descendante de celle qui allait voir exécuter les Communards à Versailles : la foule réactionnaire déchaînée. La violence qu'il subit ce jour-là secoue le pays et le Parlement jusque dans les rangs modérés et acheva de cimenter l'union des forces de gauche. La contre-manifestation qui se déroula du Panthéon à la Nation donna lieu à un des cortèges les plus saisissants du Front populaire. Comparées aux photos de tous les autres puissants défilés de cette époque, celles du cortège du 16 février frappent par le déferlement massif des manifestants et la gravité de l'atmosphère.

Les journaux du 27 avril apportèrent au pays la nouvelle d'une poussée à gauche dont l'ampleur dépassait tous les espoirs. Les progrès du Parti communiste étaient saisissants. Ce n'est qu'au bout de deux jours, une fois tous les résultats publiés et les chiffres examinés qu'on découvrait que, par le jeu des désistements, le parti socialiste sortait grand vainqueur de l'épreuve et devenait le plus fort parti à la Chambre. Léon Blum était dauphin couronné. Il avait un mois pour achever de se préparer. Pendant cette courte période, et tandis que les grèves s'étendent à tout le pays, ses articles prennent la suite de ceux qui précèdent et sont autant de solennels engagements :

« *Si nous le voulons, le mouvement imprimé dès le départ emportera tout*, écrit-il entre les deux tours de scrutin.

... C'est par l'action que nous pouvons et devons rallier les incertains, forcer les indécis, retenir les transfuges.

Cette volonté d'action existe dans la majorité du corps électoral, il dépend de nous qu'elle se communique sans transition à la majorité de la Chambre élue.

Tout dépend du départ.

Tout serait compromis si nous laissions tomber la température et s'interrompre le courant.

On ne réchauffe pas à son gré l'enthousiasme tiédi, on ne ranime pas la confiance interrompue. »

On lui reprocha, à la gauche du parti, d'avoir respecté le délai onstitutionnel d'un mois, au lieu d'exiger immédiatement le épart de Sarraut — qui, vu la tournure des événements, ne emandait qu'à s'en aller — pour ne pas laisser aux ligues et aux uissances économiques le temps de se ressaisir. Il n'eut certaiement pas d'autre motif en s'abstenant que d'observer la légalité. 'out ce que nous savons de lui incline à penser qu'il aurait eu orreur que son premier acte gouvernemental fût une irrégularité onstitutionnelle. Il n'aurait pu supporter l'idée de cette première ache sur sa robe prétexte toute neuve. En fait, la vertu républiaine se trouvait coïncider ici avec l'habileté politique : Léon Blum 'exerçait pas le pouvoir, mais les travailleurs en occupaient les venues pour lui. « *La panique était générale* », dira-t-il à Riom. es possédants n'avaient plus d'espoir qu'en l'installation du ouveau gouvernement. Quant à la température des masses, elle risquait pas de baisser dès lors que celles-ci sentaient partout patronat prêt à céder. Ce lever de rideau fut bien joué.



« *Ne me demandez pas cela.* »
(Léon Blum. Conseil national du P.S. Juin 1937.)

La manière dont Léon Blum composa son ministère était plus ntestable. Le Front populaire n'était pas une simple formation cartel puisque les trois partis étaient liés par un pacte, en même nps que la C.G.T. et quelques autres organisations comme le ont commun de Bergery, la Ligue des Droits de l'homme, le mité de vigilance des Intellectuels. On s'était mis d'accord sur programme et c'est pour appliquer ce programme que le iveau gouvernement prenait le pouvoir. Or le parti commute, quand Léon Blum fit appel à lui, lui promit un soutien sans pse dans le cadre de l'exécution du programme, mais refusa déléguer des ministres au gouvernement. Le refus de la C.G.T. it prévu, étant donné que le caractère autonome et « apolitique » mouvement syndical et les traditions de la charte d'Amiens aient d'avance en faveur de la négative. Mais, devant le ait du parti communiste, le parti socialiste se trouva dans situation où s'était trouvé le parti radical devant le parti aliste en 1924. A cette différence près qu'en 1924 il n'avait

pas été élaboré de programme commun. Des trois possibilités qui s'offraient à lui : suivre le conseil de Doumergue à Herriot en refusant de former un ministère, former un gouvernement socialiste homogène, former un gouvernement bi-parti avec les radicaux, Léon Blum choisit la pire, à savoir la troisième. La première aurait eu l'avantage de mettre le parti communiste en difficulté, c'est-à-dire de l'obliger à prendre la responsabilité soit de participer, soit d'assumer pleinement son refus. Il est évident que c'est le parti radical qui aurait alors formé le ministère, soutenu et poussé dans les reins tout à la fois par les deux autres partis. Toutefois il est peu probable qu'une telle décision eût été comprise et appréciée dans le pays. Le parti socialiste était le plus puissant de la nouvelle majorité, la règle du jeu voulait qu'il prît le pouvoir. Il ne pouvait guère se dérober. Les ouvriers occupaient les usines et attendaient qu'on fît droit à leurs revendications, toute la vie du pays était en suspens, on ne pouvait faire traîner les conversations ministérielles. La formation d'un cabinet purement socialiste comportait l'assomption du maximum de responsabilités par le parti. Elle était aussi la garantie du maximum d'efficacité. Elle évitait l'usure des discussions en Conseil des ministres, favorisait la rapidité des décisions et le secret d'un certain nombre de délibérations. Surtout, elle était mieux à l'image de la majorité que le bi-partisme avec les radicaux. C'est dans le dynamique du mouvement du Front populaire qu'il faut apprécier les résultats électoraux : l'accroissement des voix du parti communiste et la vague de grèves qui se déclencha au lendemain du premier scrutin poussaient irrésistiblement vers la gauche. S'embarquer avec une cargaison de ministres radicaux, c'était inévitablement s'alourdir sur la droite et se lier les mains d'avance; c'était aussi fausser le sens des élections. Par sa composition sociale, par ses divisions et ses rivalités internes, par l'entrée ignominieuse de quelques-uns des siens dans l'union nationale après le 6 février et leur participation à tous les ministères qui avaient suivi, le parti radical donnait tous les signes d'un pourrissement avancé. Nul ne l'ignorait, pas plus qu'on n'ignorait le mélange de vantardise, de faiblesse et d'entêtement d'un Daladier. Enfin, Léon Blum avait sûrement assez médité sur les dangers de la participation pour avoir compris que si, dans un gouvernement républicain bourgeois, les ministres socialistes sont des otages, dans un gouvernement républicain socialiste les ministres

ourgeois sont des espions. Si, néanmoins, il décida de faire appel Daladier, c'est d'abord en vertu de l'idée qu'il se faisait de ses bligations envers le Front populaire. Il aurait pu estimer que le arti frère, en se dérobant, le déliait de ses devoirs envers le parti llié. Tout au contraire, il entendit ne rien changer à ce qu'il onsidérait comme un engagement, et se montrer, comme tou-ours, irréprochable. Sans doute aussi, songeant à la situation iternationale, voulait-il garder intacte la possibilité d'élargir un our le gouvernement de Front populaire devant une menace xtérieure. Auquel cas le parti radical servirait de trait d'union.

Toujours est-il qu'au congrès du parti socialiste qui se tint ix jours après les élections et à la veille de l'entrée au gouver-ement, la chose lui fut reprochée par André Philip :

« *J'exprimerai un autre regret, posthume évidemment : c'est que, evant l'impossibilité de constituer un gouvernement total de Front opulaire, nous n'ayons pas fait la tentative, alors, de constituer un ouvernement purement socialiste* (*applaudissements*), *demandant ux deux partis leur soutien fraternel sans plus.* »

Léon Blum, dans son discours, ne s'expliqua pas sur ce point, dèle à son habitude de ne pas argumenter à l'intérieur du parti r ce qui lui était reproché. D'une façon générale, au cours de congrès qui était une veillée d'armes et qui allait aboutir à une otion d'unanimité, tous les problèmes de l'heure furent posés et visagés. Les délégués de la Gauche révolutionnaire et de la taille socialiste s'efforcèrent naturellement de démontrer que le uvernement de Front populaire ne pourrait appliquer son pro-amme qu'en devenant un véritable gouvernement de combat, uis quelques délégués plus modérés mirent, eux aussi, les futurs nistres en garde. André Philip constate que, devant la situation i se présente, « *l'audace sera la meilleure forme de la prudence* ». prévoit la résistance du Sénat et affirme qu'une telle résistance saurait être tolérée. Marcelle Pommera insiste sur le fait que, ır simplement réaliser le programme du Front populaire, on a conduit à aller au delà :

« *Ni la Banque de France, ni les oligarchies maîtresses de la place ıellement ne se laisseront bénévolement museler. Et c'est là, quand, ır réaliser ce programme, il faudra terrasser les puissances ıîtresses de l'opinion, que le programme du Front populaire sera ıassé.* »

Le discours de Léon Blum n'est en aucune façon un discours

de combat : c'est un exposé de doctrine et de propagande qui porte essentiellement sur la fameuse distinction entre exercice et conquête du pouvoir. Cette distinction, il la refait une fois de plus, dans ces circonstances décisives, afin que les militants la répandent dans le parti, et, par delà le parti, dans la classe ouvrière et tout le pays :

« *Il s'agit de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité d'ordre, de bien-être, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs...*

Exercice du pouvoir dans le cadre de la société capitaliste, c'est une chose. Conquête révolutionnaire du pouvoir, c'en est une autre. N'y a-t-il pas à craindre que la classe ouvrière ne confonde l'une avec l'autre?... C'est cela qu'il faudra que tous ensemble, par tous les moyens de persuasion dont nous pouvons disposer, unis les uns et les autres par cette vérité commune, nous fassions comprendre aux masses ouvrières, si elles étaient disposées à l'oublier. »

Ainsi, le premier avertissement du triomphateur s'adresse à ses amis. En revanche, il faudra bien expliquer à l'opinion que les prolétaires ne savent pas toujours faire la différence et qu'il convient de se montrer patient et compréhensif avec eux :

« *Il est et il sera toujours impossible à la classe ouvrière de dissocier, d'une façon complète, son action directe de classe de son action politique, et d'arrêter ou de freiner complètement l'une par la raison que l'on constate un progrès de l'autre... A un progrès de l'action politique correspond toujours, à peu près nécessairement, une recrudescence de l'action directe de la classe ouvrière. Et il est parfaitement naturel, parfaitement explicable, surtout au sortir d'une longue période de misère et de souffrance, que la victoire remportée sur le terrain politique crée dans la classe ouvrière une impatience de voir réalisées les réformes que sa victoire politique lui permet d'escompter.* »

Façon discrète de dire aux congressistes qu'ils doivent rassurer l'opinion bourgeoise effrayée par les grèves. Dans son discours à la Sorbonne pour le centenaire de la Révolution de 1848, Léon Blum devait plus tard déclarer :

« *Pendant les grandes crises publiques, il n'y a pas de mobile plus redoutable et plus pernicieux que la peur. Même quand c'est la peur d'avoir peur. Même quand c'est la peur de faire peur, d'autant plus qu'en ayant peur de faire peur, on crée la peur.* » Était-ce un retour sur soi? C'est un fait que la plupart de ses grands discours ministériels sont dominés d'un côté par le souci d'apaiser, de l'autre par

elui de rassurer. Et qu'est-ce que le souci de rassurer ses ennemis ans la bataille, sinon la peur de leur faire peur?

Telle est donc la tâche en somme pédagogique qui requiert les ocialistes dans l'immédiat. Suit un passage plus obscur :

« *Mais en revanche, il y a quelque chose que nous devons aussi ous dire à nous-mêmes en présence de mouvements comme ceux-là, ont il est nécessaire que nous pénétrions profondément le sens is-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis des autres, c'est qu'ils doivent, ı tout état de cause, rester sous la direction et sous le contrôle de organisation syndicale autonome. Qu'en tout état de cause nous evons bien nous garder, pour notre part, d'agir en sorte qu'ils uissent échapper, dépasser le contrôle et la direction de l'opinion ndicale.* »

A première vue l'avertissement semble concerner les rapports ıtre organisation politique et organisation syndicale et la délimi-ıtion de leurs domaines respectifs. On pourrait croire à une simple ndamnation de la thèse du rôle dirigeant du parti dans les ndicats et de la politisation par le parti des mouvements vendicatifs. Mais si on rapproche ce passage du discours de Tours, ı devine que c'est de tout autre chose qu'il s'agit. Ce contre quoi éon Blum met en garde les militants, c'est une propagande révo-tionnaire dont l'effet risquerait de « déborder » les organismes ndicaux et de transformer les masses bien encadrées et paci-ques qui occupent pour lors les usines, en « masses profondes et organiques ». Ce sont les préoccupations — et les réticences — toute une vie qui transparaissent au moment de l'épreuve. éon Blum, toutefois, « *n'envisage pas un instant la possibilité d'un hec* ».

« *Mais s'il se trouvait que nous échouions, s'il se trouvait que des sistances insurmontables nous obligent à constater qu'il est impos-ble d'amender du dedans la société actuelle, qu'il est impossible exécuter dès à présent cette œuvre de salut nécessaire pour la nation ıt entière, eh bien! je vous le déclare, je serais, moi, alors, le emier à venir vous dire : « C'était une chimère, c'était un rêve vain! n'y a rien à faire de cette société telle qu'elle est, on ne peut rien endre, les résistances de l'égoïsme ou de la routine ou de l'intérêt ıt insurmontables », et je serais le premier alors à venir vous dire urquoi et comment nous avons échoué, et quelles conséquences vous vez alors tirer de notre échec.* »

Ces phrases qui, seules de tout le discours, évoquaient une

échappée vers l'issue révolutionnaire possible, qui contenaient la seule allusion à un passage possible de l'exercice à la conquête du pouvoir, qui étaient aussi un avertissement lancé aux adversaires, furent saluées par les acclamations de la salle, tout entière debout. Certes, il eût été absurde, en tout état de cause, à l'heure où le gouvernement de Front populaire allait entrer en fonction sans rencontrer la moindre résistance, d'appeler le congrès au renversement du régime. Le nouveau président du Conseil se devait d'être pacifique et modéré dans ses premiers propos. Son discours est, à bien des égards, impeccable. Pourtant, devant ces aperçus méditatifs, nuancés et bienveillants sur la mentalité ouvrière, on est tenté d'évoquer par contraste le mot de Robespierre :

« *Apprenez que je ne suis pas le défenseur du peuple ; jamais je n'ai prétendu à ce titre fastidieux ; je suis du peuple, je n'ai jamais été que cela, et je méprise quiconque a la prétention d'être quelque chose de plus.* »

L'équipe se mit au travail avec ardeur. La France n'était plus qu'un immense 14 juillet. Une atmosphère extraordinaire régnait à Matignon où les chefs syndicaux se présentaient à toute heure du jour. Un courant d'amitié circulait du gouvernement aux usines, des usines au gouvernement. « *Nous ne sommes pas des ministres socialistes*, avait dit Léon Blum comme, cette fois, eût pu dire un Robespierre, *nous sommes des socialistes ministres.* » La cité du poète était descendue sur terre.

Moins de deux mois plus tard, alors que, grâce à l'activité des nouveaux ministres, les lois sur la semaine de 40 heures, les congés payés, la réforme de la Banque de France, les décrets-lois sur les anciens combattants et les fonctionnaires étaient déjà votés par la Chambre et par un Sénat que les occupations d'usines rendaient docile, la première grande épreuve se présentait. Elle arrivait sous une forme imprévue et d'un côté où on ne l'attendait pas. En février 1936, la victoire du Front populaire espagnol avait marqué la première défaite du fascisme extérieur après cette série de désastres qui allait de l'accession de Hitler au pouvoir jusqu'à la première défaite des Républicains espagnols en octobre 1934, en passant par l'écrasement de la classe ouvrière autrichienne par le chancelier Dollfuss et la guerre d'Éthiopie. En moins d'un an et demi, le peuple espagnol, malgré la répression, avait redressé la situation et reconquis ses libertés. Cette victoire était apparue au peuple

français comme une préfiguration de sa propre victoire. Dans ce même Congrès du 30 juin que nous venons d'évoquer, le socialiste Los Rios était venu apporter le salut du parti espagnol aux délégués français :

« *A vous, Français, créateurs des formes, la gloire de commencer ! Nous voulons voir dans votre triomphe et dans la naissance du gouvernement de Front populaire l'aube d'une nouvelle étape historique. Salut !* »

Contre le coup de force militaire, le prolétariat de Catalogne, le Valence, de Madrid et des Asturies réagit en sauvant la république et en commençant à appliquer un certain nombre de mesures qui, cette fois, mettaient en question les fondements de a propriété bourgeoise. Franco, qui avait compté sur l'effet de surprise, se trouva rejeté dans le sud, le centre montagneux et 'est de la péninsule. Le gouvernement légitime qui avait un traité le commerce avec la France demanda au gouvernement français le lui envoyer des armes pour achever de maîtriser la rébellion. En accord avec Léon Blum, Vincent Auriol, ministre des Finances, e prépara à dégager des crédits. Il y avait un certain parc de 75 qui n'étaient plus du dernier modèle, huit cents tonnes de matériel nviron. Daladier s'opposa à leur envoi en Conseil des ministres, omme il devait se refuser un an plus tard à laisser révéler par Dormoy les noms des cagoulards pour ne pas compromettre et lémoraliser l'armée. Léon Blum crut devoir s'incliner. Peut-être egretta-t-il ce jour-là de n'avoir pas formé un gouvernement ocialiste homogène. Rien ne permet de l'affirmer. Pour venir n aide néanmoins aux républicains espagnols, il imagina de tendre ne sorte de cordon sanitaire autour du pays en organisant la on-intervention de toutes les puissances et, afin de donner 'exemple et de témoigner de la loyauté de son propre gouvernement, il prit l'initiative de fermer immédiatement la frontière es Pyrénées.

Il est des gens pour penser aujourd'hui que la guerre civile était e toute façon perdue par le Front populaire espagnol ; il en est 'autres pour croire que le gouvernement Léon Blum aida les Espagnols, mais en cachette et en silence pour ne pas mécontenter 'Angleterre et accroître les risques de guerre — c'est une chose u'on se chuchotait beaucoup, de bouche à oreille, dans les rangs u parti — ou pour répéter enfin que les ouvriers et les paysans spagnols ne savaient pas se servir des armes et les abîmaient

tout de suite (ce qui, entre parenthèses, était une raison pour leur en envoyer trois fois plus). Pourtant, le triomphe du peuple dans les grandes villes, la première bataille de Madrid et la marche sur Saragosse furent menés à un tel rythme, les forces populaires étaient tellement plus nombreuses que celles dont disposaient les rebelles, qu'on pouvait, sans beaucoup d'optimisme, estimer à trois semaines ou un mois la reconquête du gros de la péninsule; pourtant aussi, on apprit un peu plus tard que pendant toute la nuit qui précéda la reddition d'Irun les mitrailleuses tirèrent à blanc pour prolonger la résistance dans l'attente d'un train de munitions de Barcelone arrêté en France par un préfet trop zelé; que, du 15 au 20 septembre, le front de Saragosse ne bougea pas parce qu'il ne disposait plus d'un seul obus... [34].

L'intérêt du socialisme était clair. La solidarité ouvrière, le parallélisme des mouvements espagnol et français, l'encouragement moral qu'ils s'étaient donné l'un à l'autre par leur seule existence, l'accroissement de puissance qu'eût représenté leur double triomphe, tout plaidait en faveur de l'envoi des armes. Eu égard à la légalité bourgeoise dans laquelle s'était « enclos » le ministère Blum, le simple respect des engagements (alors que la non-intervention, à supposer qu'elle fonctionnât parfaitement, était bien plutôt une prime accordée au fascisme et à l'illégalité) jouait dans le même sens. Le chef socialiste du gouvernement français tenait entre ses mains le sort de deux prolétariats, et il lui suffisait d'exécuter les clauses d'un traité de commerce bourgeois et de profiter d'une frontière commune, pour sauver l'un et renforcer l'autre. Pareille chance ne se rencontre pas deux fois dans une vie.

Il y avait le risque de guerre, et celui de mécontenter l'Angleterre qui avait des intérêts dans les mines de la péninsule, et sur l'amitié de laquelle Léon Blum avait résolu d'axer sa politique extérieure. A distance, il est facile de se rendre compte que le gouvernement de Hitler, qui n'avait pas encore réalisé l'Anschluss, qui n'avait pas encore annexé la Tchécoslovaquie, et qui était loin d'avoir achevé le réarmement de l'Allemagne, n'allait pas se lancer dans une guerre. Mais au début d'août 1936, alors que l'ambassadeur d'Angleterre multipliait les démarches et que des rapports alarmants parvenaient de toutes les chancelleries (où le nouveau gouvernement n'avait pas encore eu le temps de « faire circuler

34. Cf. Jean Prader : *Au secours de l'Espagne socialiste.*

grand souffle républicain » qu'il avait promis — et qui d'ailleurs circula jamais), c'était un peu plus malaisé. Il n'en reste pas ins que rien n'empêchait Léon Blum de passer outre à l'oppo-on de Daladier et de garder les mains libres pour exécuter le ité de commerce tant que n'auraient pas pris fin les pourparlers non-intervention. Rien non plus n'empêchait de faire traîner pourparlers, une fois engagés. En fait, ce furent les gouver-nents fascistes qui les firent traîner, en se dépêchant d'envoyer armes à Franco, puisque la frontière française était fermée. fait même d'avoir pris l'initiative de ces pourparlers écartait visoirement le risque de guerre, et ce provisoire suffisait.

Le risque de perdre l'amitié anglaise sur laquelle comptait on Blum pour sa politique d'assistance mutuelle et sa politique ancière, était — et est encore — plus difficile à évaluer. On ne t se retenir de penser cependant qu'entre l'amitié de l'Angleterre servatrice et celle de l'Espagne populaire un chef socialiste levait d'hésiter au moins quelques semaines. Léon Blum crut ainement inaugurer une grande politique extérieure française. faisant, il fit une politique qui n'était ni celle de la classe rière, qui réclamait des armes pour l'Espagne, ni celle de la ite, dès ce moment favorable partie à Hitler, partie à Mussolini, elle des radicaux qui n'en avaient pas. La seule politique réaliste sistait à soutenir cette réalité qu'était la révolution espagnole, ont la victoire eût signifié, *en tout cas*, un affaiblissement du isme international. Elle consistait, au minimum, à gagner du ps au lieu d'en perdre. Il y a, dans cette fermeture précipitée a frontière, dans cette façon de frapper ses amis, justement e qu'ils sont vos amis, afin de mieux faire la leçon aux ennemis, sorte d'ivresse désespérée qui n'a cours d'ordinaire que dans actes de morale individuelle. C'est que, pour Léon Blum, il t à ce moment de se sacrifier, lui, à une paix dont il s'exagère agilité, à son idéal de la patrie, concorde entre les citoyens, à al des rapports entre peuples. Lui, c'est-à-dire ce qui lui tient lus près : son parti, le parti frère, le socialisme, la solidarité ière. Plus vaste est l'holocauste, plus sublime le sacrificateur fié.

parti ne réagit pas sérieusement. Un certain désarroi se fit jour dans les sections, la Fédération de la Seine s'agita, un ·é d'action socialiste pour l'Espagne se créa, nombre de mili- socialistes ressentirent une pénible culpabilité devant les

communistes, il y eut bien l'ébauche d'un mouvement d'opinion, mais jamais la position de Léon Blum ne fut sérieusement menacée. Le vieux pacifisme de Paul Faure pesait de tout son poids : Paul Faure n'avait-il pas été aux côtés de Daladier pour s'opposer à l'envoi des armes en conseil des ministres? La faiblesse politique du parti et la force de l'appareil se liguèrent avec l'individualisme du chef pour commettre la plus grave faute du gouvernement de Front populaire. Les remous, toutefois, furent assez sensibles pour que, le 6 septembre suivant, Léon Blum ait tenu à venir s'expliquer devant les travailleurs socialistes à la fête de Luna Park. Son discours n'était pas prévu ce soir-là. Venu à l'improviste pour se justifier il parla de ce chemin « *sur lequel nous avons connu, je vous l'assure, nous aussi, quelques stations assez cruelles* ». « *Mon cœur n'est pas moins déchiré que le vôtre* », assure-t-il. Son discours n'est pas convaincant. C'est sans doute que l'entreprise était trop ardue. C'est peut-être aussi qu'il ne cherche pas à convaincre. Trop honnête pour avoir recours aux sophismes et aux subtilités. Pour justifier l'injustifiable, il apporte son cœur en lambeaux, un cœur d'autant plus exemplaire qu'il est torturé, d'autant plus torturé qu'il est exemplaire. *Son* cœur. Les assistants, d'abord rétifs, finirent par se laisser gagner. Ils auraient voulu le consoler. Et quand il leur avoua, pour terminer, qu'il n'était pas toujours satisfait de lui-même, ils protestèrent. Mais il insista : « *Oui, je sais ce que je dis, je le sais mieux que vous! Seulement, il y a deux choses qu'on ne pourra me reprocher : le manque de courage et le manque de fidélité.* » Il disait vrai : il fallait plus de courage pour livrer le peuple espagnol à Franco que pour le défendre. Il fallait aussi une horrible fidélité à soi-même, sinon comme il le pensait, au socialisme. Il avait reconnu auparavant que, par suite des lenteurs des pourparlers, il s'était trouvé « *les mains liées tandis que les autres puissances gardaient juridiquement et politiquement, jusqu'à ce que les mesures d'exécution fussent promulguées, l'aisance que nous nous étions interdite à nous-mêmes. C'est cette injustice, cette inégalité, qui vous a fait souffrir comme nous pouvions en souffrir nous-même* ».

C'était donc admettre l'erreur. Et il fallut bien en venir plus tard — trop tard — à reconsidérer, puis à suspendre la non-intervention. Mais sans doute aurait-il dit de cette erreur ce qu'il a dit de quelques autres : « *Je connais cette catégorie d'erreurs. Je les confesse, mais je n'en rougis pas, car elles sont d'une espèce*

le. Plutôt que des erreurs, ce sont des illusions. » Léon Blum était e belle âme, et, comme on voit, il n'en avait pas honte.

L'affaire espagnole, en opposant les socialistes aux communistes, divisant les socialistes entre eux, et avant même d'offrir au ont populaire français le spectacle d'une longue et inexorable onie, marqua la première chute de température, la première erruption de courant que Léon Blum s'était bien promis d'éviter. la rentrée parlementaire, au moment où la bourgeoisie reposée r ses vacances, tranquillisée par la fin des occupations d'usines, par la non-intervention se préparait à se ressaisir, le Front pulaire était déjà un peu fripé. Or le plus dur restait à faire. Front populaire s'était trouvé devant une économie anémiée r la politique de déflation. Maintenant une certaine reprise se sinait par suite des augmentations de salaires, mais les prix nettaient à augmenter aussi. Pour plus de sûreté les industriels les commerçants commençaient à les majorer avant même voir signé la convention collective dans leur entreprise. D'un re côté, pour faire une politiquç de grands travaux afin d'arriver plein emploi et d'activer la circulation de l'argent, il fallait état un volant financier suffisant. On avait compté que les sédants prêteraient bénévolement leur argent : non seulement aprunt Auriol ne rapporta que des sommes insignifiantes, mais à la fuite des capitaux avait commencé. La dévaluation qu'on it cru pouvoir éviter et à laquelle il fallut pourtant se résoudre rangea pas les choses. L'emprunt négocié à Londres rapporta lques milliards. Pas assez. Le cauchemar des échéances se oduisait périodiquement, ce cauchemar que Léon Blum avait vu en 1935. Il semble oublier d'un coup dix ans d'expérience tique, toute sa critique de la politique d'abandon des radicaux outes les mises en garde qu'il s'était adressées à lui-même.

Y a-t-il vraiment des hommes qui cherchent aujourd'hui à nous ndre à travers les intérêts vitaux du pays? Je ne puis le croire... s je suis bien sûr, au fond de moi-même, que ni la majorité du ement, ni la majorité du pays n'auront à manifester leur force[34]. »

qui croit-il faire honte par ces accents de douloureuse surprise? enfant rétif croit-il ainsi ramener en lui « faisant confiance »? moins que la bourgeoisie la plus dénuée de sens civique du de. Croit-il encore lui faire peur alors qu'il lui donne depuis nois toutes les preuves de sa peur de faire peur?

Allocution du Jour de l'An, 31 décembre 1936.

Et, bien entendu, il omit de tirer les conséquences qu'il avai envisagées si clairement en 1935, c'est-à-dire « *exploiter à fon la situation révolutionnaire ouverte par cet attentat* ». Aucun coercition, aucun contrôle des sorties de capitaux. La carte d'iden tité fiscale annoncée par Vincent Auriol ne fut pas mise en circu lation. On préféra faire la pause. La pause, c'était un retour d fait à la politique de déflation. Cela consistait à dire une fois d plus à ses amis : « Puisque vous êtes mes amis, c'est vous qu devez comprendre et pâtir. Ce n'est pas juste, mais c'est ains que cela doit être. Le moment n'est pas encore venu. » Quan enfin Vincent Auriol exigea les pleins pouvoirs financiers, l chambre du Front populaire les lui accorda. Le Sénat refusa s confiance : il sentait, lui, que le moment était venu. Les événe ments se succédaient, prévisibles et inéluctables. Au Conseil national de juin 1937, Léon Blum ne se présenta pas en déclarant comme il avait annoncé un an plus tôt qu'il serait le premier à l faire : « *C'était une chimère, il n'y a rien à faire de cette société tell qu'elle est*, etc. » Mais à ceux qui le poussaient à se maintenir a pouvoir, à faire appel au pays, à intimider le Sénat par des mani festations de masses, il repondit « avec un singulier accent d sincérité », remarque un délégué : « *Vous savez que j'ai toujours tout fait pour mon parti. Vous savez aussi que je ne suis pas un lâche Mais ne me demandez pas cela.* »

« *Cela* », c'eût été ce qu'il expliqua à W. C. Bullitt :

« *Lorsqu'il dut quitter le pouvoir sous la seule pression du Sénat il me confia qu'il lui eût été facile de briser cette opposition, sans même faire appel, mais en donnant libre cours à la force physique du peuple. Mais il ajouta qu'il refusait de prendre une telle responsa bilité par crainte d'affaiblir son pays en face de la menace grandis sante de l'Allemagne, même au détriment de son parti, même au prix du pouvoir qu'il ne considérait d'ailleurs que comme une charge non comme un avantage*[35]. »

« Ne me demandez pas cela ! » s'écrie-t-il. Dans un débat poli tique, à des objurgations et des arguments, il oppose un sursaut de son être, son angoisse individuelle et sa répugnance, sa personne tout entière dressée dans un refus de seulement envisager *cela*. *Cela* qui serait de « laisser libre cours à la force physique du peuple », de voir se déchaîner « les masses profondes et inorga niques ».

36. Préface de W. C. Bullitt à : *L'Histoire jugera.*

l ne lui restait plus qu'à accepter de participer au ministère autemps, ce qu'il fit — par fidélité au Front populaire —; et, an plus tard, à tenter après l'Anschluss de constituer un nistère d'Union nationale allant de Thorez à Paul Reynaud, lgré l'opposition de la majorité du parti cette fois. Ce furent modérés qui s'y opposèrent : ils voulaient bien de l'Union ionale, mais pas sous la direction de Léon Blum. A ce moment défaite du peuple espagnol ne faisait plus de doute pour personne ngleterre elle-même commençait à s'en inquiéter), le Front pulaire n'était plus qu'un nom, l'antifascisme avait perdu sur s les terrains. Léon Blum avait sacrifié le socialisme à l'union pays et à la sauvegarde de la paix. Le socialisme était, en effet, n malade; la guerre n'en fut pas pour autant évitée, ni la divi- n du pays qui allait suivre. Ce ne furent pourtant pas les socia- es qui accusèrent Léon Blum de trahison, ce fut le maréchal ain.

*
* *

l n'est plus ministre, il n'est plus chef de parti, il n'est plus un homme isolé, arrêté, injustement accusé, trahi lui-même par nombreux amis, et menacé de mort. Aussi n'est-il plus respon- le que de lui-même; ses paroles n'engagent plus que lui. Soudain evient grand. « *Vous savez que je ne suis pas un lâche.* » Il n'est un lâche. Il a refusé de fuir hors de France, et pas un instant, t au long de ce procès il ne manque, je ne dis pas même de g-froid, mais d'élégance, parfois d'esprit et d'ironie, d'une eccable courtoisie un peu hautaine envers ses juges qu'il ise. Il n'hésite pas à faire sonner sa qualité de Juif et ses nions marxistes. Le couronnement de la carrière de Léon Blum, n'est pas, ce ne pouvait pas être le gouvernement de Front ulaire : ce sont les débats de Riom. Nul n'est plus fort qu'un e persécuté. Nul n'est mieux à sa place. Or il est innocent, 'aitement innocent, terriblement innocent de ce dont on cuse. Tout autre que lui, en pareille situation, serait contraint ranger un peu les choses, de jouer un tant soit peu son person- e de victime de l'iniquité. Lui pas : il *est* ce personnage. Non ement les faits et les chiffres sont là : non seulement l'état préparation de la France en juin 1936, les programmes d'arme- t réalisés dans les délais par son ministère, la diminution du

chômage, le plein emploi des machines, etc. Mais le fond de son cœur est là. Quand il déclare qu'on est en train de faire « *le procès de la politique de justice et de conciliation sociale qu'avait pratiquée le gouvernement qu'* (*il*) *dirigeait* », nous savons bien que c'est vrai. Quand il affirme : « *Nous ne pouvions plus choisir, nous, qu'entre la politique que nous avons pratiquée... et la guerre civile... Notre devoir était de prévenir ce fléau.* » Nous savons bien qu'il a tout fait pour le prévenir. Et qu'il y a réussi.

La question peut même se poser de savoir s'il a jamais ouvert son cœur devant une assemblée socialiste comme il l'ouvre devant ses juges quand il déclare avec fierté :

« *Ce n'est pas moi qui me suis plié devant une volonté de parti; c'est moi qui ai gagné le parti auquel j'appartenais à la conception politique que je jugeais nécessaire en fonction des intérêts dont j'avais la charge. Je ne me suis pas soumis à un parti, j'ai persuadé le parti de se soumettre à ce que je croyais être l'intérêt collectif, l'intérêt de la nation.* »

Il ne louvoie pas. Il ne se fait pas violence à ce banc d'accusé pour dire seulement ce qui pourrait fléchir ou gagner l'auditoire. Il ne se gêne pas pour attaquer, puisqu'il a mission de faire retentir la parole du Juste. Il faut lire, à cet égard, toute la page consacrée à l'esprit du 6 Février et qui se termine ainsi :

« *Comme s'il y avait deux espèces de sang en France! Le sang bourgeois et quand, par malheur on le répand, on est un criminel, on est un « fusilleur », on est « un galopin sanglant », et le sang ouvrier, celui-là quand on l'épargne, on est un politicien débile, misérable, qui pervertit le pays par sa faiblesse et qui a trahi son devoir.* »

Plus innocent même que Socrate, en ce que Socrate, innocent à ses propres yeux, n'ignorait pas en quoi il ne l'était pas aux yeux de ses juges. Léon Blum, lui, se sait innocent même aux yeux des juges. C'est pourquoi sans doute il ne fut pas condamné: comme il convient à un Juste qui se doit de forcer ses juges au respect. Telle est l'innocence *personnelle* aux yeux de la morale universelle.

Mais convient-il au chef d'un parti ouvrier d'être innocent de cette innocence-là, innocent au regard de ses juges? L'innocence de Léon Blum, elle est faite de sa culpabilité politique.

Colette Audry.

acques Danos.

LE FRONT POPULAIRE : COMMENT ON MÈNE LA GAUCHE A LA DÉFAITE

L'histoire politique française des dix années qui ont précédé la conde guerre mondiale est dominée par ce qu'il est convenu appeler le Front populaire.

Le mot recouvre des phénomènes politiques et sociaux de nature de portée très diverses : pour certains, le Front populaire, c'est Juin 36 », l'action directe des travailleurs qui a contraint pour première fois dans l'histoire sociale, l'ensemble du patronat à s concessions majeures; pour d'autres, le Front populaire se nfond avec la coalition parlementaire et électorale qui a mené pouvoir un gouvernement de gauche à direction socialiste; ur d'autres enfin domine le regret d'une occasion de rénovation nçaise, gâchée par des politiciens timorés. Ses adversaires ont rdé le souvenir de la grande peur des occupations d'usine; mais ont su en tirer les leçons et ils ont appris la tactique sûre qui rmet de liquider, au mieux de leurs intérêts, les gouvernements gés trop à gauche. Dans la mémoire de tous, adversaires, partins ou militants désabusés, demeure le souvenir d'une grande veur collective fondée sur la volonté de tout un peuple de sortir sa médiocre condition. Et chacun se souvient que c'est l'unité i a permis cette espérance, qui a autorisé l'espoir de dépasser at croupissant où la crise avait plongé le pays, de vaincre le cisme intérieur et de rénover des institutions paralysantes.

Mais quel que soit le souvenir que chacun ait gardé de cette riode, la gauche française a de multiples enseignements à en r : les événements politiques, économiques et sociaux de 1934 guerre sont riches de leçons sur la tactique, sur le programme,

sur les rapports des masses populaires et des partis qui prétendent les représenter, sur les rapports entre les institutions politiques et les structures sociales du pays : une gauche qui se cherche a tout à gagner à une recherche des fautes qui l'ont menée à la défaite.

C'est qu'en effet les espoirs de Juin 36 ont été bien déçus; ceux qui avaient fait le serment de lutter pour « le pain, la paix, la liberté » ont récolté la famine, la guerre et le fascisme. Quatre ans après le grandiose défilé de victoire de la Bastille à la Nation, c'était le 14 Juillet de deuil et de repentir décrété par la clique cléricalo-patronale de Vichy.

Nous avons connu depuis d'autres espoirs déçus. Nous avons vu de nouveau la gauche — toute la gauche cette fois — engagée dans l'épreuve du pouvoir. Le résultat n'a pas éte brillant. Quoique l'expérience menée après la Libération diffère en bien des points de celle de 1936, on peut se demander si les mêmes erreurs politiques n'ont pas entraîné la même défaite : une lente et habile reconquête du pouvoir par la réaction classique.

De 1936 à fin 1938, un gouvernement appuyé par le peuple, cède sans combattre la place à une coalition des modérés et de ses alliés d'hier, les radicaux : Blum-Daladier capitulent devant Paul Reynaud-Daladier.

De 1944 à 1947, un gouvernement qui portait les espoirs de tous ceux pour qui l'occupation avait signifié misère et souffrances, se prête à la savante désagrégation menée de l'intérieur et de l'extérieur par les forces conservatrices : de Thorez-Blum alliés à Bidault à ... Laniel-Paul Reynaud et bien entendu Bidault. La comparaison est trop facile.

D'autres s'attachent dans cette revue à tirer les leçons des expériences postérieures à la Libération; le lecteur fera la synthèse.

A ceux qu'effraient les obstacles à surmonter pour parvenir à une nouvelle unité d'action, il convient d'abord de rappeler combien le cheminement des forces unitaires a été lent et difficile, dans le passé et quels en ont été les moteurs.

I. — Du krach de Wall Street a la duperie du 6 février

On s'est, à juste titre, gaussé des sottises proférées par les économistes classiques lors des premières manifestations de la crise

e 1929. Les doctes spécialistes français n'ont pas montré plus e sens de la conjoncture que leurs confrères allemands, anglais u américains, non plus du reste que les dirigeants des grandes ffaires. A la fin de 1929 (un mois après le krach de Wall Street), ministère Tardieu, en présentant son budget, annonçait une olitique résolument orientée vers la prospérité et proposait un lan d'équipement destiné à utiliser les milliards du père Chéron [1]. conomistes et hommes d'affaires français étaient d'autant moins rêts à comprendre la gravité du phénomène que la France n'en a raiment ressenti les contrecoups qu'à partir du 3e trimestre e 1930 [2].

Ressentie plus tard qu'ailleurs, la crise y est aussi ressentie plus iblement. En 1932, alors que la production a baissé aux U.S.A. 53 %, en Allemagne de 52 %, la production française n'a minué que du tiers. Le chômage n'atteint que 8 % de la population active. La baisse des prix de détail a été moins forte que rtout ailleurs (37 % aux U.S.A., 15 % en France). Le Gouvernement a pris, en effet, à partir de 1931 une série de mesures de otectionnisme économique tendant à isoler la production et marché français du marché mondial.

Le Trésor est venu au secours des entreprises en difficulté tandis e la loi favorisait les ententes industrielles destinées à limiter la oduction, et que le parlement « organisait » la production du blé la viticulture. Cette politique de protection du marché national ces mesures de malthusianisme économique ont empêché fondrement des prix de détail. Le commerce et l'industrie de nsformation ont moins souffert dans cette période que les ducteurs agricoles, et, relativement, ont été plus efficacement tégés que les producteurs de matières premières plus directement tributaires du marché mondial.

L'année 1932 marque le tournant de la crise mondiale. Certes les S.A. et la Grande-Bretagne accusent encore les conséquences nétaires et financières de la profonde dépression que leurs

[1] Par paradoxe, ce plan ayant subi les vicissitudes des luttes parlentaires et les déboires habituels des projets financiers, ne fut voté n 1931. On avait, dans l'intervalle, fait disparaître les milliards de ron, et le plan d'expansion économique était devenu un plan de e contre le chômage.

[2] Encore la mauvaise récolte de l'année a-t-elle atténué la chute des agricoles.

économies respectives ont subies. Mais déjà s'esquisse une reprise de la production [3].

L'économie française est, par contre, en bien mauvaise posture. Après une amorce de reprise au début de 1933, la dépression reprend, continue, jusqu'en 1935.

Durant les années 1933-1934, les différents gouvernements français s'attachent à appliquer une politique qui, conçue pour réanimer l'économie française, a pour seul résultat d'étendre la crise aux secteurs qui jusqu'alors étaient relativement protégés : commerce et industries de transformation. Cependant que les producteurs de matières premières et de produits de base bénéficient de la reprise en hausse du marché mondial, les prix de gros français continuent de baisser. La courbe accuse par rapport à 1929 une chute de 44 % et les prix de détail tombent à 29 % en dessous de leur niveau d'avant la crise. On avait pourtant inventé des remèdes géniaux : diminuer les traitements des fonctionnaires, réduire le niveau de vie des salariés, courir après un équilibre budgétaire irréalisable en période de déflation, tout en maintenant la valeur sacro-sainte du franc Poincaré [4].

Les classes moyennes, à partir de 1934, sont durement touchées par la crise. Depuis deux ans elles assistent à la dégradation continue de leur niveau de vie. Elles constatent avec colère que le Parlement qui, de juin 1932 à janvier 1934, a renversé 6 ministères en leur refusant la diminution des traitements des fonctionnaires, est impuissant à appliquer une politique qu'une presse démagogique leur a présentée comme salvatrice. A l'opposé, le grand capitalisme, malgré les à-coups subis dans ses profits, et grâce à l'exploitation coloniale, a pu maintenir un niveau de vie scandaleusement élevé, cependant que les spéculateurs réalisent des fortunes en jouant sur les monnaies étrangères. L'impuissance parlementaire, la corruption qui atteint surtout les partis modérés

3. La dévaluation de la livre et du dollar a influé favorablement sur le commerce extérieur de ces pays. Ceci malgré l'échec de la conférence économique internationale de Londres de juin 1933 (au cours de laquelle la France essaya de transposer à l'échelle mondiale sa politique de malthusianisme économique) qui constata le délabrement du marché international. Les différentes économies nationales se redressent, et en 1937-1938 le niveau de la production mondiale (même sans y compter l'U.R.S.S., dépasse largement le niveau de 1929. Compte tenu, il est vrai, de la production d'armements, mais ceci est un autre problème

4. Ce qui accentuait encore le déséquilibre des prix français par rapport aux prix mondiaux.

ont les classes moyennes forment l'habituelle clientèle, lancent ans les rues à l'assaut du Palais-Bourbon, les petits bourgeois nragés dont Daniel Guérin a analysé de façon définitive le compor- ement à travers les expériences italienne et allemande.

Pourtant le 6 février est un échec.

Les ligues fascistes ne s'emparent pas du Palais-Bourbon et au endemain de l'émeute, les chefs fascistes sonnent la retraite pour onner le pouvoir à la droite classique rassemblée sous la houlette e Doumergue. Bien mieux, à l'appel de ses organisations, la classe uvrière s'éveille subitement et par ses manifestations se dresse n face des ligues pour leur signifier qu'elle ne se laissera pas aincre sans combattre.

II. — De la bataille des rues a la bataille des urnes.

L'émeute du 6 février a échoué du fait de la division des ligues. n outre, les troupes fascistes ne bénéficient pas en France comme 1 Italie et en Allemagne, de l'appui total et sans réserve du grand ipital; celui-ci ne s'est pas trouvé dans une situation telle qu'une ganisation étatique forte disciplinant l'économie et matant la asse ouvrière, lui soit indispensable. La crise économique est ave, mais la fermeté de la monnaie paraît rassurante. Le chômage accroît mais les salaires baissent sans résistance notable de la asse ouvrière dont les organisations sont affaiblies par la division. ef, Doumergue ou Laval suffisent. Point n'est besoin de La ocque ou Taittinger. Les politiciens radicaux sont déconsidérés x yeux de l'opinion publique, mais la droite a encore des res- urces en hommes et la procédure des décrets-lois permet d'expé- nenter sans retenue la politique de déflation qui doit faire des racles. Cette politique permet au grand capital de rejeter sur classes moyennes et les salariés le poids de la crise. Par le itien qu'elles apportent à la droite classique, les ligues se déconsi- rent. Au contraire, le regroupement des partis ouvriers et l'action olue des travailleurs va bientôt constituer pour les fonction- ires, commerçants et cadres un nouveau pôle d'attraction.

***

La riposte au 6 février est immédiate. Dans la nuit du 7 au février, le secrétaire de l'Union départementale C.G.T. de sère envoie au président de la République un télégramme :

« Ouvriers, paysans, fonctionnaires et montagnards ont décidé la constitution d'un comité de vigilance qui est prêt, s'il le faut, à devenir comité révolutionnaire. »

A Paris, c'est le P.C. qui le premier engage la bataille. Le 9 février, les quartiers Est de Paris sont le champ clos où s'affrontent la police et les militants communistes qui dressent des barricades. Six militants sont tués, et tous les journaux de gauche rendent hommage, le lendemain, au courage de ceux qui ont combattu toute la nuit contre la police pour manifester leur volonté de faire échec au fascisme. Les mots d'ordre de la manifestation communiste n'étaient pourtant pas sans équivoque, et ils portaient encore la marque de la politique sectaire anti-socialiste qui avait été celle du P.C. depuis la scission. Cependant, on pouvait noter les premiers signes d'un rapprochement. La C.G.T. (dirigée par Jouhaux) décide pour le 12 une grève générale « contre les menaces du fascisme et pour la défense des libertés politiques ». La C.G.T.U. accepte de se rallier au mouvement, et pour la première fois depuis des années, cette grève est un grand succès. A Paris, l'après-midi du 12, le P.S. organise une manifestation à Vincennes, et le P.C. y participe. Pour la première fois depuis des années, socialistes et communistes sont rassemblés dans un même cortège aux cris de « Unité! Unité! ».

Le 12 février est le point de départ des événements politiques capitaux qui devaient transformer la situation politique française et dont les étapes sont le pacte d'unité d'action socialo-communiste, la formation du comité de vigilance des intellectuels, la formation du Front populaire et la reconstitution de l'unité syndicale.

Ce n'est pas sans difficultés qu'on est parvenu au pacte d'unité d'action socialo-communiste. Dans les premiers mois qui suivirent la manifestation du 12 février, le P.C. poursuit sa politique « d'unité d'action à la base » cherchant à séparer les militants socialistes de leur direction. Le P.C. veut réaliser l'unité mais sur son propre terrain. Le P.S. a beau jeu de répliquer que la lutte contre le fascisme ne peut être conduite que sous « l'action socialiste et dans le sens de la doctrine socialiste ». Mais deux facteurs vont jouer en faveur de l'unité; d'une part les forces prolétariennes manifestent en faveur de cette unité en toutes occasions, et Blum devra reconnaître que si les socialistes s'étaient opposés à cette unification des forces prolétariennes, « la mésintelligence et la désaffection

opulaire se seraient développées autour du P.S. ». Second élément écisif : à partir de juin 1934, au travers de difficultés internes rise Doriot), le P.C. adopte un nouveau cours politique. Il révise conception du front unique et adopte à l'égard des dirigeants ocialistes un ton beaucoup plus modéré.

La crise Doriot se liquide d'une façon qui nous est maintenant milière. On sacrifie un dirigeant tout en adoptant la politique u'il préconisait, qu'il a eu le tort de préconiser trop tôt, avant que s instances de l'Internationale communiste n'aient révisé leur osition. On le condamne comme rebelle, mais c'est sa ligne qui iomphe. Doriot s'opposait à une politique sectaire du P.C. à égard du P.S. On l'exclut au moment même où le P.C. reprend son compte l'essentiel des thèses qu'il a défendues depuis février.

Le 23 juin 1934, la conférence nationale du P.C. donne mandat bureau politique de proposer à la S.F.I.O. un pacte d'unité action. Sous la pression de la gauche du parti et notamment s fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, le nseil national du P.S. accepte le projet de pacte d'unité d'action i est signé le 27 juillet 1934.

Parallèlement, à l'appel d'Alain, Langevin et Paul Rivet, naissait mars 1934 le Comité de Vigilance des Intellectuels contre le scisme. L'appel lancé par ce comité, qui déclarait « se tenir à la sposition des organisations ouvrières », rencontra un écho aleureux et bénéficia surtout de l'appui des organisations syndi- les d'instituteurs qui popularisèrent son appel dans toute la ance et créèrent autour de lui une ferveur populaire qui contribua sseoir son autorité morale. Radicaux, socialistes et communistes retrouvaient au sein de ce comité qui fut comme la préfiguration Front populaire.

Le comité élabore des brochures[5] diffusées à plusieurs milliers xemplaires. Le comité prend position sur tous les problèmes pose la politique réactionnaire du gouvernement, contre la ression en Tunisie, en Algérie, contre la nomination du fusilleur bin comme gouverneur général de l'Indochine, contre la répres- aux Asturies. Il contribue dans ses bulletins à rapprocher ialistes et communistes [6]. Certaines sections du Comité pren- t des positions plus catégoriques encore et cherchent à con-

L'émeute du 6 février. Les prétentions sociales du fascisme, etc...
Le 10 juin, par exemple, il publie la liste des morts des 9 et 12 février : ous relèverons avec émotion que dans cette liste funèbre se trouvent

tribuer pratiquement à la réalisation de l'unité politique et de l'unité syndicale [7].

Le rôle joué par le comité de vigilance fut, sur le plan moral et sur le plan politique, décisif. Ceux qui y participaient étaient par ailleurs engagés dans l'action politique ou syndicale, et influençaient respectivement leurs organisations dans le sens de l'unité d'action souhaitée par des couches de plus en plus larges de la population.



Au lendemain de la signature du pacte d'unité d'action, *Le Temps* soulignait que cette unité allait entraîner inévitablement une rupture entre les socialistes et les radicaux précédemment unis, dans les coalitions électorales de 1924, 1928, 1932. L'organe conservateur, ne comprenant pas le dynamisme qu'allait tirer la classe ouvrière de cette unité reconstituée, voyait dans ce pacte « entre marxistes » une cause d'affaiblissement de la gauche traditionnelle sur le plan électoral. Mais les événements devaient démentir cette espérance, puisque, aussi bien les communistes que les socialistes allaient désormais s'efforcer d'attirer les radicaux dans cette alliance nouvelle pour réaliser ce que Thorez, le premier, appelait en octobre 1934 « un front populaire du travail, de la liberté et de la paix ».

Une large fraction des radicaux, pourtant, se trouvait engagée et compromise dans l'expérience Laval. Une fraction du P.S. était de ce fait réticente et souhaitait conserver à l'unité d'action

placés côte à côte des ouvriers confédérés, unitaires et sans parti. Que ceci nous soit une leçon. Après ce front unique des morts, sachons faire le front unique des vivants, le martyrologe de la liberté, c'est aussi le martyrologe de l'unité ouvrière. »

7. C'est ainsi par exemple qu'en juillet 1934, la section de Bordeaux adopte une résolution demandant « sur le plan national au comité de vigilance d'user hardiment de l'autorité morale que lui valent le prestige intellectuel et le désintéressement de ses mandataires pour représenter aux deux centrales la nécessité urgente de l'unité syndicale et pour leur offrir ses bons offices en vue d'une entente complète sur les étapes et les modalités de cette unité; sur le plan départemental, donne mandat aux membres du bureau de faire sans retard auprès de l'U.D. de la C.G.T. et de l'U.D. de la C.G.T.U. des démarches pour qu'elles constituenta vec la section girondine de la fédération autonome des fonctionnaires, une commission mixte chargée de prendre toutes mesures pour préparer l'unité organique de la Gironde et d'assurer d'ici là l'unité d'action indispensable ».

n caractère de classe; mais les communistes devaient faire révaloir leur point de vue d'autant plus aisément que, d'une part, s élections municipales du début de 1935 accusent un net glisseent à gauche — ce qui a un effet décisif sur les radicaux — autre part, le pacte signé à Moscou entre Staline et Laval ıtraîne un nouveau tournant de la politique communiste qui pudie d'un coup sa traditionnelle opposition au « militarisme ourgeois ». A partir de juillet 1935, les formes politiques de la ouvelle alliance des gauches se précisent. L'enthousiasme des ules au cours des manifestations du 14 juillet 1935 placées sous égide du Comité International contre la guerre et le fascisme et du omité de Vigilance, pousse ses organisateurs à créer des orgasmes permanents chargés d'élaborer une plate-forme commune our les élections législatives de mai 1936. Enfin, après bien des fficultés, les pourparlers entre la C.G.T.U. et la C.G.T. abousent au congrès de Toulouse de janvier 1936, à la réunification s forces syndicales. Aussitôt les effectifs syndicaux montent flèche et les luttes ouvrières reprennent, le plus souvent victouses. Le Front populaire triomphe aux élections de mai 1936. on Blum devient président du Conseil.

III. — Du programme radical a l'action directe.

Sur quel programme politique, économique et social, le Front pulaire s'est-il constitué, et a-t-il engagé la bataille électorale? élaboration de ce programme a été longue et difficile, et il a fallu ıt l'opportunisme des dirigeants communistes pour aboutir ın accord dont nous allons voir qu'il se réduit à des têtes de charres figées et sans grande consistance.

Passons sur le programme international qui ne comporte que s formules générales et de vagues références à un utopique sarmement.

Citons pour mémoire le programme politique qui veut assurer défense de la liberté par « la dissolution des ligues », « la réforme régime financier de la presse » et « la défense de l'école laïque ». est déjà plus intéressant de noter que sur le plan colonial, on pu aboutir à aucun accord sur un programme précis, pas même des mesures d'amnistie en faveur des condamnés qui peuplaient prisons d'Afrique du Nord, ou le bagne de Poulo-Condor. Il

ne pouvait être question pour les dirigeants radicaux dont on connaît les liens financiers étroits avec les colons d'outre-mer, de consentir à des réformes politiques sérieuses, d'accepter un plan économique qui porterait atteinte aux droits de leurs mandants. On en fut réduit à prévoir une « commission d'enquête parlementaire » qui devait procéder à un examen d'ensemble de la situation politique, économique et morale dans les territoires d'outre-mer.

Sur le plan économique, enfin, le programme est plus précis. On y retrouve les principales préoccupations édictées par la situation économique de l'époque : lutte contre le chômage par les traditionnels grands travaux, institution d'un fonds national et d'une retraite des vieux travailleurs, enfin, la réduction de la durée du travail.

En matière agricole, la revalorisation des produits de la terre doit s'accompagner d'une lutte contre la spéculation par la création notamment d'un office des céréales. En matière financière, la réforme de la Banque de France, la réforme democratique des impôts, l'institution d'une carte d'identité fiscale et le contrôle des exportations d'or et de capitaux étaient préconisés.

Tout en maintenant le principe de l'intangibilité de la monnaie et la référence Poincaré à l'étalon-or, la réanimation de l'économie doit résulter de l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, des paysans, et des fonctionnaires.

On retrouve dans ce programme les anciennes têtes de chapitres du vieux programme radical et aussi l'influence de la récente expérience de Roosevelt. La seule énumération des différents points du programme permet de voir immédiatement le cadre général dans lequel doit se situer la première expérience d'un gouvernement à direction socialiste. Blum le précise immédiatement au Conseil national S.F.I.O. à la veille de sa prise de pouvoir : « Notre mandat, notre devoir, c'est d'accomplir et d'exécuter le programme du Front populaire. Il s'ensuit que nous agirons à l'intérieur du régime actuel, de ce même régime dont nous avons montré les contradictions et les iniquités, au cours de notre campagne électorale. C'est cela l'objet de notre expérience, et le vrai problème, c'est de savoir si de ce régime social il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs. »

Dès lors, comme l'écrit Delouvrier dans son cours sur la poli-
ique économique de la France, « le premier gouvernement à
irection socialiste acceptait la société capitaliste et acceptait de
oir appliquer son programme dans le cadre de ce système capi-
iliste. Dès lors, il était dans les contradictions. Il allait devoir
soumettre comme ses prédécesseurs et comme ses successeurs
ı plébiscite des porteurs de bons et des porteurs de francs. »

Certes, Blum pouvait à juste titre affirmer que les partis prolé-
riens n'avaient pas à eux seuls la majorité parlementaire, qu'il
était pas le chef d'un gouvernement socialiste, mais qu'il devait
présenter à la tête du gouvernement, une coalition qui avait son
ogramme propre.

Mais pouvait-il dire de même un mois plus tard?

L'ensemble des forces populaires de la France allait apporter
gouvernement l'appui le plus extraordinaire qu'aucun chef
État ait jamais rencontré dans l'histoire de la IIIe République.
pui normal, puisque porté au pouvoir dans l'enthousiasme
pulaire, les masses prenaient elles-mêmes l'offensive pour
puyer leur gouvernement et réaliser son programme. Mais
oui qui allait apparaître immédiatement comme bien embar-
sant puisque Blum, le premier, devait se sentir « frappé au
age » par l'explosion gréviste. Appui qui loin d'aider une volonté
combattre, allait le navrer, et avec lui tous les chefs politiques
la classe ouvrière, puisqu'ils allaient par tous les moyens
forcer de limiter les mouvements grévistes, de les fraction-
, de les reprendre en mains pour limiter du même coup le
mp des revendications ouvrières.

'est qu'en effet, l'extraordinaire mouvement ouvrier né sponta-
ıent dans les derniers jours de mai 1936 et qui allait déferler
la France jusqu'à fin juin, posait des problèmes bien plus
es que ceux esquissés par le programme du front populaire.
osait en toute clarté le problème des salaires. Il exigeait la
ature immédiate de conventions collectives, l'application
ıédiate des 40 heures, des congés payés, et sans délai, obtenait
econnaissance du droit syndical et l'institution des délégués
iers. Il posait aussi par sa forme insolite le problème de la
riété des moyens de production, puisque les ouvriers s'étaient
arés des entreprises, les occupaient, assuraient leur entretien
ur sécurité en dehors de tout contrôle patronal ou étatique.
osait par endroit le problème du pouvoir puisque les comités

locaux de grève tentaient de se fédérer et d'assurer la gestion des intérêts populaires en liaison avec les comités locaux de front populaire. Il posait du même coup, et dans certains secteurs, les problèmes de la nationalisation des entreprises que le programme du Front populaire avait totalement negligés.

Bref, les masses ouvrières appuyées par l'ensemble de la population mettaient en avant un programme de réformes de structure, qui, de l'entreprise, tendaient à se transposer à l'échelle de la nation. Le patronat terrorisé, les ligues fascistes écrasées, le pouvoir d'État entre les mains du P.S., beaucoup de choses, sinon tout, comme certains le prétendaient, étaient possibles [8].

IV. — La première étape de la liquidation : il faut savoir terminer une grève.

Jamais l'accord entre socialistes et communistes n'a été plus étroit que pendant l'année 1936 et les premiers mois de 1937 tant qu'il s'est agi de contrôler, de canaliser, d'enfermer dans le cadre étroit d'un rigoureux légalisme, l'action ouvrière.

L'examen attentif des déclarations de Blum au procès de Riom permet d'affirmer que, pris entre la nécessité de respecter le pacte du Front populaire et la pression de la classe ouvrière, il aurait choisi sans doute la légalité républicaine si un conflit ouvert s'était élevé. Entre le droit de propriété et l'occupation des usines, il aurait fait évacuer les usines... si le mouvement n'avait pas atteint une telle ampleur! Mais il y avait deux millions de grévistes dont l'évacuation par la force aurait posé des problèmes insolubles et aurait risqué finalement d'entraîner des mouvements révolutionnaires autrement graves.

On relève les mêmes contradictions dans les déclarations faites par Salengro au Sénat. Pressé par la gauche républicaine, le ministre de l'Intérieur est amené à désavouer les occupations d'usine et à déclarer « qu'il ne les tolérera plus ». Mais, le soir même, il doit devant l'émotion suscitée par ses déclarations atténuer la portée de ses paroles dans un communiqué resté légendaire. Cependant, au sein même du P.S., une forte opposition

8. La description détaillée du mouvement de grève de mai-juin 1936 a été donnée dans la monographie consacrée à cette période par Marcel Gibelin et Jacques Danos : *Juin 1936*. Éditions Ouvrières, 1952.

se manifeste et les groupes de la gauche révolutionnaire tentent en vain d'entraîner l'ensemble du parti dans une politique qui réponde à la situation.

Du côté communiste, mêmes contradictions, et malgré l'absence d'une minorité opposante, les difficultés sont comparables. Thorez a, à plusieurs reprises, proclamé que pour lui, la tactique du front populaire n'est pas une tactique occasionnelle. « C'est, déclarait-il notamment au congrès du P.C. de janvier 1936, un élément de notre politique fondamentale, une application des principes de Marx et de Lénine sur l'alliance nécessaire jusqu'au bout, de la classe ouvrière et des classes moyennes, non seulement pour vaincre le fascisme, mais pour mettre un terme à l'exploitation du capital. »

Au mois de mai 1936, les communistes tentent, il est vrai, d'obtenir une transformation du rassemblement populaire qui formé uniquement par les comités issus des partis devait devenir, disaient-ils, une vaste organisation de masse groupant dans des comités locaux et dans des comités d'usine tous les partisans du programme du front populaire. Devant l'opposition des socialistes et des radicaux à cette forme nouvelle d'organisation, le P.C. du reste n'insiste pas [9].

Dès le début des grèves, le P.C. mène une vigoureuse campagne d'apaisement tout en maintenant ses affirmations de solidarité avec les grévistes, campagne d'apaisement qui aboutit le 11 juin, au moment crucial des grèves (puisque la signature des accords Matignon n'a pas entraîné la fin des grèves), au discours de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève, dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications ».

A la C.G.T. réunifiée, l'accord entre les tendances est constant à tous les moments. Certains parlementaires de droite ont accusé la C.G.T. et les communistes d'avoir voulu et préparé les grèves, pour faire pression sur le gouvernement de front populaire.

9. La critique de cette attitude de « capitulation » a été faite par Fanny Berlioz dans un article des *Cahiers du Communisme*, de janvier 1948, article rédigé, il est vrai, après le « tournant » gauche du P.C. et qui ne répond pas au fond de la question. Il se borne à attaquer les dirigeants socialistes alors que le problème posé en 1936 était celui de l'alignement des partis ouvriers sur le programme du parti radical.

L'examen des faits dément formellement de telles affirmations.

Au comité confédéral national qui s'est tenu le 18 mai 1936, rien n'a été prévu pour appuyer le programme du Front populaire par des mouvements grévistes. On n'a envisagé que le recours au législateur. Certaines fédérations avaient envisagé des mouvements revendicatifs mais la date en était généralement fort lointaine. Le bâtiment parisien, par exemple, avait prévu une grande démonstration le 30 juin en faveur des contrats collectifs. Trois semaines avaut cette date, la fédération devait précipitamment lancer l'ordre de grève générale pour se placer à la tête d'un mouvement qui lui échappait.

Dans un long communiqué daté du 21 juin, la commission administrative de la C.G.T. adresse un appel aux travailleurs qui constitue une excellente synthèse de la position d'ensemble adoptée par la confédération pendant les grèves de mai-juin. Après s'être félicitée du caractère admirable d'ordre et de calme du grandiose mouvement revendicatif, la C.G.T. « attire de la façon la plus pressante l'attention des travailleurs sur la nécessité absolue qui s'impose aux organisations syndicales de maintenir l'ordre le plus strict dans le pays ». Elle déclare « que les accords signés doivent être strictement respectés par tous. Qu'en ce qui concerne les services publics, les efforts du cartel et du gouvernement ne doivent pas être « gênés par des mouvements inconsidérés. Elle compte que la classe ouvrière française, dans sa discipline et dans sa confiance, saura trouver les raisons qui justifient ces recommandations dont le respect scrupuleux conditionne le maintien et le développement des avantages acquis. »

Limitation des grèves, canalisation des grèves, maintien de l'ordre, telles sont les préoccupations essentielles de la C.G.T. Cependant, ses militants multiplient leurs efforts pour organiser les sections syndicales qui naissent en tous endroits, pour aider les travailleurs qui affluent pour la première fois aux syndicats, à dresser leurs cahiers de revendications, pour fonder enfin les bases de ce syndicalisme nouveau en France qu'est le syndicalisme de masse. La confédération pèse de tout son poids nouveau pour arracher des victoires difficiles dans certaines corporations dont le patronat est le plus coriace (grands magasins, assurances, etc.).

Dans les corporations ouvrières, le bureau confédéral est intervenu également, mais surtout pour amener les ouvriers à un compromis dont ils retardaient sans cesse la signature en

posant de nouvelles revendications. Les assemblées des délégués des usines métallurgiques en grève qui se réunissaient quotidiennement et qui contrôlaient la marche des négociations remettaient sans cesse la signature de l'accord et sans cesse posaient de nouvelles exigences. Il a fallu finalement le 12 juin plusieurs interventions de poids décisif, celle de Frachon en particulier, pour enlever dans un vote confus la décision de signer la convention collective.

Pendant ces semaines où le peuple français vivait une expérience exaltante et retrouvait l'atmosphère traditionnelle des grandes journées, les capitaux s'enfuyaient, les achats et les exportations d'or s'accéléraient. Léon Blum allait s'épuiser à courir après eux pour leur redonner confiance.

V. — La seconde étape : la pause.

« La ruine de la société bourgeoise est une chose accomplie. Le régime social est condamné quand il est entré en contradiction irrémiscible avec lui-même. Il est condamné quand les nécessites de la production sont devenues incompatibles avec le régime juridique de propriété qu'il a créé; il est condamné quand il est entré en conflit avec les exigences à la fois élémentaires et éternelles de l'intelligence et de la moralité humaines. »

La condamnation est formelle. Elle est sans appel.

Elle semble paradoxale si l'on précise qu'elle a pour auteur Léon Blum, qui avait déclaré peu avant que son expérience devait être menée dans le cadre du régime capitaliste et pour tirer de lui — en faveur des déshérités — tout le bien qu'il était capable de donner.

C'est là que se situe sans doute la contradiction fondamentale du Front populaire, et nous en verrons plus loin la transposition dans l'ordre politique.

L'une des causes les plus directes de l'échec de l'expérience Blum doit être cherchée dans la conception et l'application du programme économique et social.

Pour réanimer l'économie française sclérosée par la crise et par la politique malthusienne des producteurs, l'application de la « théorie du pouvoir d'achat » empruntée à l'expérience Roosevelt, devait assurer la remise en marche du système. Aussi abandonne-

t-on la déflation; on augmente les salaires; on abroge les prélèvements sur les pensions et traitements; les produits agricoles sont revalorisés.

Mais pour que les effets de la « reflation » puissent être durables et profonds, encore faut-il que la hausse des prix reste inférieure à la hausse des salaires.

Or, dès le déclenchement des grèves, on assiste à une poussée des prix de détail qui, après les hausses de salaires et le vote des lois sociales, s'amplifie sans cesse, et dépasse, non seulement les hausses résultant de l'accroissement du poste main-d'œuvre dans les prix de revient, mais même le pourcentage de hausse de salaire.

Un contrôle strict des prix s'imposerait... rien n'est fait, sinon l'institution d'un vague comité de surveillance des prix, sans pouvoir et sans armes.

Appliquée « dans le cadre du capitalisme », la reflation aurait dû avoir pour effet des bouleversements de structure, accroître la concurrence, éliminer les entreprises marginales qui pèsent sur les prix, etc. Autrement dit, si on jouait le jeu de l'économie libérale en cherchant à provoquer un renouveau de l'activité nationale du type « classique », il fallait aller jusqu'au bout et laisser jouer la concurrence à l'intérieur et sur le plan international.

Au contraire, on maintient le système protectionniste né de la crise : renforcement de la protection douanière; renforcement du protectionnisme agricole; tolérance légale et de fait envers les ententes industrielles qui pendant cette période, se multiplient. En même temps que les industriels et commerçants affluent dans les syndicats patronaux, les ententes se renforcent et M. Monestier peut écrire en 1937 que « à l'heure actuelle il n'y a guère de branche industrielle qui ne soit organisee en entente ou en train d'essayer de le faire [10] ».

Ces ententes, on s'en doute, n'avaient pas d'autre objet que le maintien du *statu quo* en matière de production et la hausse continue des prix.

Parallèlement à la hausse voulue des prix, la bourgeoisie met ses capitaux et son or à l'abri. Ce faisant, les capitalistes jouent à coup sûr : ils mettent le gouvernement de Front populaire en difficulté et se protègent contre une éventuelle dévaluation que leurs

10. On voit même le législateur sanctionner l'organisation professionnelle : par exemple dans la corporation de la chaussure.

manœuvres sur les prix et les mouvements de fonds rendent d'autant plus inévitable.

Malgré les promesses imprudentes de son programme électoral, le gouvernement Blum est contraint de dévaluer fin septembre 1936. Cette mesure, qu'imposait depuis plusieurs années la disparité des prix français par rapport aux prix mondiaux, n'est pas elle non plus assortie des mesures que l'on pouvait attendre. Aucune mesure sérieuse de contrôle des prix, ni de contrôle des changes, ni d'échelle mobile des salaires. Par contre, le Parlement assortit la loi sur la dévaluation de la monnaie d'une disposition imposant l'arbitrage obligatoire en cas de conflit du travail!

Comme il était prévisible, les possédants exploitent à fond la situation : d'octobre 1936 à janvier 1937, les capitaux exportés refluent, on rapporte l'or à la banque. Bref, on « réalise » le bénéfice de l'opération monétaire. Mais la dévaluation est prétexte à une nouvelle poussée spéculative des prix. De septembre 1936 à janvier 1937, les prix de gros augmentent de 28 % et les prix de détail de 15 %[11].

Devant ces mesures « inamicales » des possédants, le gouvernement Blum prend des dispositions énergiques : il décrète « la pause ». Plus de réformes sociales, plus d'augmentations de salaires — car il faut éviter « le cycle infernal » des prix et des salaires! — engagement solennel de ne prendre aucune mesure contre les spéculateurs (contrôle des changes), rétablissement du marché libre de l'or et constitution d'un comité de gestion des fonds de change formé de « spécialistes » qui devaient donner confiance aux possédants (ceux qu'à l'École des Sciences politiques on appelait des « personnalités dont la compétence n'était pas discutée et qui sont indépendantes des partis politiques ») : MM. Charles Rist[12], Jacques Rueff[13] et Baudoin[14].

Dès lors, l'exécution capitale est aisée. La finance internationale s'en mêle : la City, qui a exigé de Blum la « non-intervention » en Espagne, marchande ses crédits, pourtant sollicités à un taux d'intérêt usuraire. Et les « conseillers impartiaux » du gouver-

11. Alors que dans les pays qui ont dévalué en même temps que la France (Suisse et Hollande par exemple), les prix n'augmentent que de 10 % et 5 %.
12. De la Banque de Paris et des Pays-Bas.
13. Un des théoriciens de la politique Laval de 1935. Pétain le nommera « aryen d'honneur ».
14. De la Banque d'Indochine.

nement — d'un gouvernement dont la faiblesse politique en face des colons et des ligues est telle qu'il fait ouvrir le feu sur les mineurs de Metlaoui en Tunisie le 7 mars [15] et sur les ouvriers parisiens à Clichy le 16 mars — imaginent avec les banques le moyen de jeter à bas Blum et Auriol désemparés : « Au début de juin 1937, après une conférence qui réunissait notamment MM. Moreau et Laval, les banques vendirent d'un coup 400 millions de bons du Trésor, d'où panique. En accord avec M. Rueff, les banques retirèrent 1.800 millions au Trésor entre le 15 et le 18 juin. Le gouvernement est trahi par ses hauts fonctionnaires et laissé sans ressources suffisantes pour effectuer ses paiements de fin de mois [16] ».

Le gouvernement, après un baroud d'honneur, est renversé par le Sénat, lorsqu'il demande les pleins pouvoirs. Un an après les grèves de juin 1936, un gouvernement Chautemps-Bonnet est constitué.

Les capitaux reparaissent... Ils fuiront à nouveau lorsque, en mars 1938, Blum formera, pour quelques jours, un nouveau ministère. La place sera nette cette fois pour un ministère Daladier (le même qui défilait le poing levé en juillet 1935) qui se réclame de « l'ordre et du travail ».

VI. — La pause dans les conflits sociaux.

La pause n'a pas été seulement le moyen génial de rendre confiance aux porteurs de capitaux. Elle a, aussi, été systématiquement appliquée par les leaders du mouvement ouvrier pour empêcher les travailleurs de s'opposer par l'action directe à la dégradation de leur niveau de vie.

D'une part, on étouffe les mouvements grévistes : grève de mars 1937, à la suite de la fusillade de Clichy; grève Goodrich de décembre 1937; grève de la métallurgie parisienne de mars 1938. D'autre part, on tend à enfermer l'action ouvrière dans un cadre légal qui donne tous pouvoirs aux « arbitres » designés par l'État : ce sont toutes les lois sur l'arbitrage obligatoire et sur la prorogation des conventions collectives [17].

15. 19 mineurs sont tués.
16. Ferrat, *La République à refaire*. Gallimard, 1945.
17. « La classe ouvrière veut l'ordre », déclare à l'époque A. Croizat, député communiste. « La grève n'est pour elle qu'une ultime nécessité qui

En désarmant le mouvement ouvrier, le Front populaire a préparé propre défaite et sa future désagrégation. Lorsqu'il s'avisera il conviendrait de réagir contre les excès réactionnaires de la ite revenue au pouvoir, il sera trop tard; la grève générale de vembre 1938 contre les décrets-lois Reynaud-Daladier sera un ec et les grévistes pourront être tout à loisir sanctionnés par patronat et les pouvoirs publics. Nul ne réagira. Les classes yennes assisteront dans l'indifférence totale à la liquidation Front populaire et du mouvement ouvrier.

Cet échec implique deux leçons importantes.

Le premier enseignement est parfaitement tiré par une bro- re du syndicat des techniciens de la métallurgie publiée avril 1938 :

... L'expérience du Rassemblement populaire au pouvoir firmait que dans le cadre du régime existant aucun gouver- ient ne peut mener d'autre politique que celle s'inclinant devant intérêts vitaux des oligarchies financières et industrielles, puis léfinitive sauvegardant ces intérêts.

Or, à une certaine étape du développement de la situation de , la défense de ces intérêts vitaux se confond avec l'action onale quotidienne contre les revendications ouvrières, action ée par toutes les forces du patronat s'appuyant sur tous les ens que l'État peut opportunément mettre en œuvre contre travailleurs.

Dans ces conditions qui sont celles de la présente période, le ès d'un mouvement pour les revendications syndicales essen- s ne se conçoit que par des manifestations d'action directe ctive englobant pour le moins tous les salariés d'une industrie n'est pas un mouvement général de l'ensemble des travailleurs ays.

Mais, tant pour unifier les revendications que pour assurer iogénéité dans le front de lutte des salariés, l'intervention atrice et permanente des organisations syndicales centrales ndispensable. Faute de quoi, il n'y a que grèves partielles tanées, même lorsque le nombre d'entreprises touchées par le ement est important. Dans ce cas, les contingences locales, aires à toute unité du mouvement, pèsent brutalement sur le

imposée par l'arbitraire patronal. La classe ouvrière applaudira si ui donnons les moyens de suppléer à la grève. »

développement interne des grèves isolées, pendant que celles-ci subissent la pression paralysante des forces patronales très concentrées. Le sentiment de la force syndicale s'affaiblit alors singulièrement chez les ouvriers, d'autant plus que les perspectives de grève s'amenuisent en fonction de l'impuissance insurmontable des mouvements fragmentés.

« Par ailleurs et surtout dans les circonstances actuelles, l'absence de préparation des grandes grèves est une des causes de leur échec. Car le jour où le conflit se déclenche, les masses ouvrières ignorent ce que veut l'organisation ou comment elle le veut, aucune agitation revendicative préalable n'ayant cristallisé les aspirations de l'ensemble des salariés sur des objectifs précis. En outre, les mesures d'organisation préventive qui auraient assuré certaines positions stratégiques et ménagé en outre bien des appuis dans les classes moyennes non salariées, n'ont pas été prises.

« C'est pourquoi, sur ce point particulier, les grèves de ces derniers mois ont finalement approfondi le fossé qui pouvait exister entre ces catégories sociales et le mouvement ouvrier. »

Cette politique sociale de conciliation a été menée au nom de « l'alliance nécessaire des classes moyennes et des travailleurs salariés ». Nul ne songerait à nier la nécessité d'une telle alliance. Mais l'erreur de cette politique tient à la confusion entre « classes moyennes » et partis du centre; en 1936, pour les socialistes et les communistes, les classes moyennes ce sont les députés radicaux. Or, l'histoire politique de la troisième république enseigne clairement que, si les classes moyennes ont généralement, jusqu'en 1932, constitué la clientèle électorale du parti radical, celui-ci n'en a pas moins poursuivi une politique systématiquement orientée par les intérêts des possédants. Est-ce par hasard que la campagne électorale du parti de Daladier-Herriot fut en 1936 largement subventionnée par le trust des assurances? Confondre volontairement classes moyennes et radicalisme, c'etait, pratiquement, se refuser à toute politique non orthodoxe, c'était courir après la confiance des « porteurs de bons et des porteurs de francs »: c'était, à brève échéance, s'en remettre à l'arbitrage des sénateurs radicaux et céder la place à Chautemps-Daladier, qui retrouvaient avec soulagement leurs alliés naturels du centre et de la droite.

Ce que voulaient les « classes moyennes » est cependant assez clair. Écrasées par la crise, dont le grand capital avait habilement transféré sur leur dos les méfaits à partir de 1932, elles avaient

'uissé un pas vers les ligues fascistes; mais déçues par elles, elles :aient jetées avec espoir vers le Front populaire dont elles endaient qu'il réalise ce « changement » qu'elles espéraient. ıt a continué comme auparavant. La ıeprise économique, orcée au début de 1937, a été vite étouffée par la hausse des x. L'instabilité monétaire et financière leur a paru le résultat ne mauvaise gestion. Bien plus : alors qu'elles avaient approuvé appuyé les revendications ouvrières de juin 1936, les grèves radiques de 1937-1938 leur sont vite apparues comme de ure à aggraver le chaos économique. Elles ne les concernaient s car elles apparaissaient non plus comme un moyen de changer façon décisive les conditions économiques générales, mais ıme un moyen de défense d'intérêts particuliers qui leur étaient angers. On a si bien « ménagé » la petite bourgeoisie qu'elle st réjouie, avec Paul Reynaud et Daladier, de l'échec de la ve du 30 novembre 1938.

Par une tragique confusion on lui a prêté l'idéologie du parti ical, qui n'était et n'a jamais été que le défenseur d'intérêts italistes métropolitains ou coloniaux très précis [18].

VII. — Le double jeu n'est plus de mise.

n économiste a écrit que l'expérience du Front populaire a caractérisée par « la grève alternée des capitaux et des tra- eurs ». L'expression n'est pas tout à fait exacte. Les dirigeants Front populaire ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour ter les grèves ouvrières; et ils ont assisté, affligés et suppliants, fuite de l'or et des francs, déplorant dans leurs discours domi- ıx le « manque de patriotisme des détenteurs de capitaux »! serait stupide de nier pourtant leur bonne volonte. Ils étaient rement pour l'amélioration du sort des salariés et des fonction s; ils voulaient sincèrement liquider la crise, restaurer le ıu de vie des classes moyennes par une politique antidéflation- . Mais ils se trouvaient en présence d'une économie capitaliste les structures étaient déjà d'une rigidité telle qu'aucune que économique libérale ne pouvait avoir d'effet. Indépen-

[18] Cf. notamment Beau de Loménie, *Responsabilité des dynasties oises* (3 vol. Denoël, 1943-1954).

damment même de la volonté concertée des possédants, le structures elles-mêmes réagissaient à contresens. On l'a vu pou les prix et les salaires ; il en est de même pour le marché du travail la semaine de quarante heures n'a pas amené la diminutio escomptée du chômage, car la « marge de réserve de travail dispo nible » était en réalité très faible.

Et ici apparaît une contradiction essentielle entre l'attitude de travailleurs et celle du gouvernement. Les réformes sociales d juin 1936 — dont on ne soulignera jamais assez l'importance – ont été arrachées par les salariés *contre* le patronat ; elles étaien des *conquêtes* sur l'adversaire de classe ; elles concretisaient l bouleversement du rapport de force traditionnel entre le prole tariat et la bourgeoisie.

Pour le gouvernement elles n'étaient que des éléments (tro vite appliqués, du reste ; on parlait de *l'impatience* des masses d'une politique économique destinée à réanimer l'économie capi taliste. L'augmentation des salaires ? C'est une création de pouvoi d'achat ; si les prix augmentent trop vite, on s'oppose ou on limit toute nouvelle hausse des salaires, car il faut éviter le « cycl infernal ». La diminution de la durée du travail ? Moyen de lutt contre le chômage, lui-même obstacle à la prospérité. Mais s l'économie « générale » l'exige ou si la défense nationale est e jeu, on « aménage » les 40 heures. Les conventions collectives son conçues comme des cadres juridiques dans lesquels on cherche à enfermer l'action syndicale et que viennent coiffer de pesante juridictions d'arbitrage. Certes, les travailleurs occupent le ateliers ? Inversement, les ateliers occupent les ouvriers qu pendant ce temps ne sont pas dans la rue. On ne parlait pas le même langage à Matignon et à l'usine [19] et l'observateur superficiel pouvait avoir l'impression qu'au Parlement et au gouvernement on jouait un double jeu trop subtil pour être honnête. On avait refusé, en juin, de prendre la tête d'une bataille pourtant vaillam- ment engagée. On a refusé ensuite de parer les coups portés par la bourgeoisie, parce que la parade n'aurait pas été conforme à l'orthodoxie du régime dans lequel on s'était volontairement enfermé.

19. De même les salariés à qui on parlait des « classes moyennes » pensaient aux cadres qui, en juin, avaient en grand nombre fait grève avec eux, aux commerçants qui ravitaillaient les usines occupées, aux fonction- naires qui savaient que les travailleurs se battaient aussi pour eux. Blum et Thorez pensaient à M. Daladier.

.a leçon est d'importance pour tout regroupement futur de la ıche. Déjà on entend ici et là des rumeurs sur ce que devrait e le futur programme d'un néo Front populaire; on entend des vardages sur la nécessité d'un programme « modéré »[20]. Ces eurs nous ont menés déjà à trop de défaites. Sur son propre rain, l'adversaire gagnera toujours, car il y règne sans partage; ıos » institutions sont les siennes, « nos » grands commis sont serviteurs.

Déjà on insinue aux militants syndicaux que leur rôle pourrait e de calmer une « impatience » des travailleurs qui — à l'occasion l'unite d'action reconstituée — reprendraient confiance dans rs forces et engageraient des batailles dont août 1953 [21] nous a ntré la possible ampleur. Les militants syndicaux auront sans ıte peu de goût pour cette besogne de désarmement politique. xpérience enseigne qu'après une série de capitulations, lorsque moment vient de tenter l'ultime bataille défensive — on se rouve sans troupes. Or, en dehors de l'appui actif, militant, des .ches populaires, un gouvernement de gauche n'est rien, qu'un ident de la petite histoire parlementaire.

0. Cf. Le point de vue exposé par Claude Bourdet dans le nº 1 du *érateur.*

1. Entre juin 1936 et août 1953, les points communs sont évidents : grèves npleur comparable, dont les objectifs premiers sont immédiatement ıssés. Les grèves de juin 1936 avaient un programme : les travailleurs aient que soient appliquées les mesures inscrites dans la charte du t populaire. Ces mesures, d'ordre économique, sont devenues des ndications sociales; elles ont été arrachées par la force. Lorsque les ons les eurent acceptées en bloc, les grévistes ont poursuivi l'action obtenir leur application immédiate dans leur entreprise et pour nir aussi des avantages supplémentaires. Mais les organisations ières ne leur ont pas alors proposé de nouveau programme d'action; rèves ont quelques jours continué « à vide » puis ont cessé.

ı août 1953, les fonctionnaires et agents des services publics en grève une unité reforgée dans l'action ont été délibérément laissés sans ramme dès le départ. L'adversaire étant l'État, le programme ne ait être que politique. Aux yeux des dirigeants de F.O. et de la Γ.C., il n'est pas de saine orthodoxie démocratique que les problèmes ques soient posés en dehors du Parlement ou des antichambres térielles; et puis il y avait la menace russe (en 1936, c'était la menace ienne) ! Quant aux communistes, leur « sagesse » au début des grèves nblait fort à l'absence de ligne politique. Ils ont ensuite contribué ussi à enfermer le mouvement dans ses limites étroitement « syndi- es ». Ils ne se sont protégés de la responsabilité de l'échec qu'en tant derrière le refus de Laniel de les recevoir « comme les autres » donnant l'ordre de reprise deux jours plus tard.

uns et les autres ont ainsi, pour un temps, brisé les reins au mouve- des fonctionnaires.

Il est important et urgent que la gauche, cessant de s'entre-déchirer sur des problèmes qui sont ceux de ses adversaires, reconstitue son unité. C'est la tâche première à laquelle tous les militants doivent s'attacher. Mais l'unité serait vaine, si elle devait demain être fondée sur la peur de l'action populaire. Elle serait vaine si elle ne s'appuyait pas sur un programme sans équivoque, résolument anti-capitaliste.

Léon Blum nous a dicté par avance notre ligne de conduite : « Le vrai problème que cette expérience va poser, déclarait-il au Congrès S.F.I.O. du 30 mai 1936, c'est de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs... *Si nous échouons, je serai le premier à vous dire : c'était une chimère... et il n'y a rien à attendre de la société actuelle ; il est impossible de l'amender du dedans.* »

On n'a que trop tardé à tirer les leçons de cet avertissement.

Jacques DANOS.

LE FRONT POPULAIRE, UNE ÉTAPE

l existe deux schémas « classiques » du Front populaire. Selon ains, le Front populaire n'aurait été rien d'autre qu'un « Cartel gauches » auquel les communistes auraient enfin accepté de socier. Il aurait marqué le triomphe de la vieille politique nion des gauches dont le « sectarisme » du Parti communiste it jusqu'ici limité les effets bienfaisants.

l a suffi que sous la pression de circonstances (on invoque alors les impératifs de la politique soviétique, soit la situation rne du Parti communiste) les communistes abandonnent leur ique « classe contre classe », pour que la gauche assemblée porte sur ses adversaires et imprime un cours nouveau aux nements.

elon d'autres, ce que l'on appelle le Front populaire n'est que ortement de la révolution sociale que voulaient les masses ue les dirigeants des partis, aussi bien communiste que socia- ou radical, se sont employés à bloquer en enfermant le mouve- t populaire dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Ces is n'ont été unis que pour torpiller un mouvement spontané quoique pour des raisons différentes, les aurait également s.

s deux interprétations, diamétralement opposées en appa- e, se rejoignent en ce que la pointe en est tournée contre le i communiste. Dans le premier cas, on dira que, les circons- es ayant changé, les communistes sont revenus à leurs nnes positions. Ils ont cessé de soutenir l'action des partis uche et condamné le Front populaire à l'impuissance, puis à slocation. Dans le second cas, on leur fera porter aussi la nsabilité de ce qu'on appelle « l'échec » du Front populaire,

puisqu'il est bien évident que ce n'est ni le parti radical, ni le parti socialiste qui pouvaient réussir à freiner la fraction la plus ardente des masses. S'il s'agit de dégager les leçons de cette expérience pour servir à l'édification d'un nouveau Front populaire les uns et les autres s'interrogent avec anxiété sur les dispositions actuelles du Parti communiste et se retrouvent d'accord pour mettre en garde ses alliés éventuels contre le retour à ses « erreurs » passées.

La réalité est, pensons-nous, bien différente de ces schémas. Il nous paraît utile de prévenir les partisans de l'unité d'action avec les communistes contre des interprétations qui s'inspirent davantage d'idées préconçues que d'analyses concrètes.

Le Front populaire n'a pas été un « cartel » auquel les communistes auraient consenti à participer, d'abord pour cette raison que le Parti communiste en eut l'initiative et non d'autres formations politiques.

Que l'on prenne les faits comme on voudra, il reste que ce sont les communistes qui ont proposé le pacte d'unité d'action au Parti socialiste, qui ont lutté pour le faire accepter et pour élargir le mouvement en direction du Parti radical. Ceci suffit à prouver qu'on se trouve en présence d'une situation nouvelle qui n'a rien de commun avec les offres qui ont pu être faites au Parti communiste à l'occasion de telle ou telle consultation électorale.

Dans le cadre de la politique « d'union des gauches », le Parti communiste est considéré comme une force d'appoint qui doit, en vertu d'une parenté naturelle, se ranger aux côtés des grands aînés de gauche, leur apporter les voix des masses qu'il influence. Il bénéficiera lui-même d'utiles désistements, s'il arrive qu'il se trouve en position favorable contre un candidat de droite. On nous dira que nous réduisons cette politique à ses aspects électoraux. Mais c'est qu'elle ne saurait en avoir d'autres. Il n'est pas question d'élaborer un programme commun et de s'y tenir. Encore moins de participation gouvernementale. Tout ce que l'on demande aux communistes, c'est de ne pas laisser égarer leurs voix, de manifester leur opposition à la réaction en faisant bloc avec la gauche. N'ont-ils pas intérêt, quelle que soit sa politique, à lui voir occuper le pouvoir plutôt que ses adversaires? La perspective d'une certaine réciprocité, les sentiments de famille, le souci du moindre mal, tout, pense l'homme politique de gauche, devrait inciter les communistes à pratiquer ce jeu. Mais où ce jeu mène-t-il,

on à la liquidation du mouvement révolutionnaire, à la liquition de la lutte pour le socialisme, qui est la raison d'être du rti communiste? Ce qui importe au prolétariat c'est le contenu ıne politique et non l'étiquette dont elle se pare. S'il arrive x partis de gauche de servir les intérêts de la bourgeoisie, c'est hir la classe ouvrière que de ne pas les dénoncer, que de ne pas ter pour que s'opère contre eux, aussi bien que contre les partis droite, l'union du prolétariat et de toutes les victimes du capiisme.

Or, peut-il subsister un doute sur l'aptitude de la gauche franse à conduire une politique anti-capitaliste, après l'expérience « Cartel des gauches » qui, porté au pouvoir par les élections mai 1924, oublie immédiatement son programme, se jette dans guerre du Maroc et, dès 1926, se brise comme verre contre le ıur d'argent ». Par la tactique « classe contre classe », le Parti nmuniste signifie clairement que le choix n'est pas entre roite » et « gauche », mais entre intérêts du prolétariat et érêts de la bourgeoisie. S'il est vrai que les partis de droite t traditionnellement ceux de la réaction, il ne s'ensuit pas que lasse dirigeante ne puisse utiliser à ses fins les partis de gauche. ,a nouvelle majorité de gauche, issue des élections de 1932, se montre pas moins maniable que celle de 1924. Mais, à partir 1934, une importante fraction de la bourgeoisie française ne se sfait plus de l'alternance droite-gauche. Aiguillonnée par emple allemand et saisie à son tour par la crise qui durcit la se ouvrière et affole les classes moyennes, elle s'apprête à jouer arte du fascisme. Ses troupes de choc se jettent dans l'émeute, ouragées et aidées par une partie de l'appareil d'État. Il s'est en France une situation nouvelle que les formations politiques a gauche sont bien incapables d'analyser. Elles voient dans ion de groupes fascistes, dans le 6 février, des manifestations extrémisme de droite, essentiellement dirigées contre leurs et leurs hommes. L'attaque contre les institutions est destinée chasser violemment et définitivement du pouvoir au profit urs concurrents traditionnels, les politiciens de la droite. Et veut bien que les *apparences* confirment cette vue. Ce sont lus les plus réactionnaires de Paris qui prennent la tête de ute et les menaces visent indistinctement les communistes s hommes politiques de gauche.

pendant, la véritable signification du 6 février est moins

d'être une lutte de la droite contre la gauche que d'être une lutt de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

Et celle-ci ne s'y trompe pas. Elle sent bien qu'il ne s'agit pa d'un conflit un peu plus violent que les autres dans le cadre de rivalités traditionnelles de partis, mais très précisément d'un bataille *classe contre classe*. Elle comprend que, par delà les insti tutions parlementaires, par delà la démocratie bourgeoise et l « gauche », c'est le mouvement ouvrier que les milieux dirigeant de la bourgeoisie veulent briser, c'est le prolétariat qu'ils veulen réduire à l'impuissance. C'est pourquoi la résistance à l'entrepris fasciste sera, dès le début, l'affaire de la classe ouvrière la plu avancée. Alors que la gauche au pouvoir se laisse « démissionner » les prolétaires communistes tiennent la rue et, déjà, des ouvrier socialistes se joignent à eux dans la bataille décisive du 9 févrie

Le vieux conflit sur lequel a vécu jusque-là la IIIe Républiqu est dépassé. Par rapport aux années 1924-32 notamment, l situation se trouve renversée. Ce ne sont plus les partis de gauch qui invitent la classe ouvrière à une politique de « défense répu blicaine », c'est le prolétariat qui prend en main la cause de libertés démocratiques. Maurice Thorez souligne à maintes reprise le contenu de classe du Front populaire : « Le Cartel des gauches c'était une partie de la classe ouvrière entraînée par la pratique de la collaboration des classes derrière un clan de la bourgeoisie pour le profit du capital. Le Front populaire c'est la classe ouvrière influençant, par son activité, les travailleurs des classes moyennes et les entraînant à la lutte contre la grande bourgeoisie, contre le capital et son produit le plus abject : le fascisme. » (Discours prononcé à Wagram, le 26 octobre 1935.)

Les états-majors socialistes et radicaux ne viendront à l'unité d'action et au Front populaire qu'à leur corps défendant, mais, en moins d'un an, les masses ont bousculé toutes les résistances.

Il est évident qu'il s'agit d'un phénomène social dont l'idéologie « de gauche » ne rend compte que très superficiellement et très partiellement. On a affaire à un ébranlement profond des masses fondamentales de la paysannerie et des classes moyennes jusque-là à la remorque des partis bourgeois. Elles se tournent vers la classe ouvrière dont elles attendent aide et protection contre une politique qui les ruine au profit des trusts et qui menace d'anéantir leurs libertés. Elles ont peur du fascisme dont elles ont décelé l'inspiration étrangère et les tendances bellicistes. Elles ne sont

pour autant, prêtes à accepter le socialisme. Ce que veulent paysans et ces classes moyennes en général, c'est la fin de la ation, c'est une démocratie stable et rénovée, c'est une France fois forte et pacifique.

our la première fois, voici que le prolétariat apparaît à la orité de la nation comme une force *positive.* Et ceci, il faut le dire, grâce au Parti communiste qui a su dresser le premier age au fascisme et créer les conditions d'un rassemblement large autour de la classe ouvrière.

e moment historique peut-il être celui de la révolution socia-? Le Parti communiste n'a jamais cessé d'affirmer que te t l'objectif de la classe ouvrière, mais que la question posée s l'immédiat était celle de la lutte contre le fascisme.

Qui ne comprend pas qu'actuellement la grande tâche du i communiste à la tête des ouvriers, c'est de s'assurer l'alliance, ne dans un compromis aléatoire et peu sûr, des forces fonda-tales de la paysannerie, des forces de la démocratie petite-geoise afin que ne triomphe le fascisme dans notre pays, et de ger le rapport des forces à l'échelle internationale en faveur forces prolétariennes, celui-là n'a rien compris aux problèmes a révolution. Il peut disserter en général, mais il perdra la lution. » (Maurice Thorez, rapport du Comité central du Parti muniste, 17 octobre 1935.)

outons que, contrairement à certaines interprétations sim-es, les communistes n'ont jamais professé l'indifférence à rd des formes de l'État bourgeois.

rx avait déjà circonscrit le problème en indiquant qu'on ait dans la République « le terrain en vue de la lutte pour ncipation révolutionnaire (du prolétariat)... mais nullement mancipation elle-même ». Lénine avait caractérisé la Répu-e démocratique comme « la meilleure forme de gouverne-pour le prolétariat, sous le capitalisme ».

vènement du fascisme en Allemagne, ses progrès en France, nt encore plus sensibles au prolétariat français l'importance errain », la nécessité de préserver ce qu'entend détruire la la plus réactionnaire de la bourgeoisie : les libertés démo-ues bourgeoises conquises, pour une large part, par les s elles-mêmes, et en tout premier lieu les droits de la classe re, comme le droit syndical, le droit de grève, etc.

'y a pas opposition entre les tâches *actuelles* et les tâches

prochaines ; c'est ce que, dans sa masse, le prolétariat compren fort bien. Il ne conçoit pas le Front populaire comme un « manœuvre », mais comme une étape, comme une conditio nécessaire à un progrès du mouvement révolutionnaire. La politiqu d'union de la classe ouvrière et des classes moyennes, mise en œuv pour la première fois avec une telle ampleur à l'occasion de lutte antifasciste, n'a pas un caractère occasionnel. Elle est un nécessité permanente dans un pays comme la France où, comm le disait Marx : « La révolution prolétarienne réalise ainsi le chœu sans lequel, dans toutes les nations paysannes, son solo devien un chant funèbre. »

Aussi bien, les fameuses formules de Maruice Thorez, « tou n'est pas possible à tel moment », et « il faut savoir terminer un grève, dès l'instant où les revendications essentielles ont ét obtenues », ont-elles beaucoup plus inquiété la bourgeoisie que le excitations à la lutte finale prodiguées çà et là.

« Le Front populaire, a dit encore Maurice Thorez, c'est l mouvement, c'est l'action. L'action suppose la cohésion de masses groupées dans le Front populaire. C'est pourquoi notr Parti a été et reste attentif au rythme de l'action propre de l classe ouvrière, afin de ne pas laisser en arrière les masse paysannes, afin de ne pas risquer que se creuse un fossé entr prolétaires et paysans, afin de ne pas laisser s'établir la possibilit d'une différenciation au sein même de la classe ouvrière. » (Discour prononcé le 30 octobre 1936.)

Avec la classe ouvrière comme force motrice, faire marcher d'un même pas la majorité de la nation vers l'avenir, vers « une Franc libre, forte et heureuse », voilà quel fut, en définitive, le contenu que les communistes donnèrent à la politique de Front populaire

Toute interprétation qui assimilerait cette politique à celle d'u « Cartel des gauches » ou lui ferait reproche d'avoir enfermé l mouvement des masses dans des bornes d'avance fixées, contredi les données réelles, vérifiables par chacun.

Mais, les malentendus dissipés, il faut essayer de dégager la portée historique du Front populaire, sa valeur permanente d'enseignement.

C'est l'assaut donné aux institutions de la démocratie bour-geoise qui a déterminé le rassemblement des forces populaires autour de la classe ouvrière. Cet assaut, il faut y voir bien plus que l'initiative de quelques bandes fanatisées menées par des

nturiers en mal de pouvoir personnel. Le 6 Février révèle trême tension des rapports de classe dans notre pays, après la nière guerre mondiale. Il montre à quel point les couches geantes sont essoufflées, affaiblies. Si leurs fractions les plus tionnaires s'appuient au fascisme international pour lancer taque contre le régime, la bourgeoisie française dans son mble s'est montrée incapable de maintenir la nation au rang lui promettait l'issue de la « grande » guerre. Elle s'est traînée remorque, tantôt de l'impérialisme anglais, tantôt de l'impésme américain. Par antisoviétisme elle a favorisé la renaissance l'impérialisme allemand. La soi-disant « crise de régime » uit la décadence de la bourgeoisie comme classe nationale, son uissance à gouverner contre son peuple tout en sauvegardant lépendance et la souveraineté de la France.

ne s'agit pas d'un *accident*, mais d'un mal irrémédiable. La nission à l'impérialisme étranger et ses conséquences ont voqué l'union de larges couches de la nation autour de la classe rière. Pour défaire cette union, la classe dirigeante ne voit qu'un recours : l'appel à l'impérialisme étranger, « plutôt Hitler le Front populaire », disent les hommes du grand capitalisme çais. Après avoir fait le lit du nazisme, après avoir aidé à tituer ce « barrage contre le bolchevisme », ils songent à ser Hitler contre « l'ennemi intérieur » et en arrivent à consir une défaite de la France comme la seule possibilité d'en avec ce peuple rassemblé. Gustave Hervé l'écrit : « On ne , en temps de paix, balayer un régime par un coup d'État s'il veut bien se laisser faire. Il n'y a qu'en temps de guerre, et culièrement en cas de défaite, qu'on puisse réussir l'opéra- »

de fait, c'est par le biais de la politique étrangère que le t populaire est attaqué. La première brèche est créée par la isant « non-intervention » en Espagne, c'est-à-dire par la é laissée à Hitler et à Mussolini d'écraser la république gnole. Léon Blum a cédé à la pression britannique, suivant la ligne de la fraction pro-anglaise de la bourgeoisie française, renforçant également sa fraction pro-hitlérienne.

position internationale de la France s'en trouve de nouveau lie, ce qui redouble l'audace de la réaction. L'oligarchie ière peut alors organiser la fuite des capitaux et obtenir la du premier gouvernement de Front populaire. Chaque

concession faite à la réaction extérieure remet un peu mieux e
selle la réaction intérieure. Munich, triomphe de la politiqu
hitlérienne de chantage, victoire de l'antisoviétisme, sonne le gl
du Front populaire.

Si l'on demande ce qui explique « l'échec » du Front populair
la réponse pertinente nous paraît être non pas la « division de l
gauche », ou le prétendu « coup de frein » au mouvement d
masse, mais le fait que la politique extérieure de la bourgeois
française a pu se poursuivre sous les gouvernements du Fron
populaire et n'a été réellement combattue que par le Parti commu
niste.

« L'échec » du Front populaire, il est déjà contenu dans le refu
de constituer le « front français » proposé par Maurice Thorez
dès que le sort de la paix et celui de la nation se trouvent mis e
question par le facisme international.

Mais, à partir de là, ne cesseront de s'affirmer dans les faits
de s'inscrire dans la chair même du peuple, en même temps qu
la décadence de la bourgeoisie française, le rôle national de l
classe ouvrière. Ces évidences ont pu être masquées par les illu
sions munichoises, puis par la vague de boue et de sang de 1939-40
Elles réapparaissent avec une clarté d'autant plus grande quand
Vichy réalise toutes les promesses du 6 Février, quand Munich se
prolonge par l'occupation de la France, quand à la collaboration
de la bourgeoisie française dirigeante s'oppose la résistance popu-
laire, où la classe ouvrière joue un rôle décisif. Les communistes
refont et multiplient les liens noués lors du Front populaire. Les
masses qui s'étaient rassemblées autour de la classe ouvrière pour
mener une bataille dont le contenu était avant tout *social*,
retrouvent le chemin de l'union avec une conscience plus claire
de la liaison entre le rôle social et le rôle national du prolétariat
et de son Parti, et de nouvelles couches sociales s'engagent à leur
tour dans cette voie. De ce point de vue, le Front populaire ne
saurait être considéré comme un échec, mais comme une étape
essentielle dans le mouvement historique qui conduit à l'union des
forces nationales et démocratiques, à l'union de toutes les forces
capables d'assurer à la France un avenir.

Arracher l'ensemble de ces forces à la direction politique et
idéologique d'une bourgeoisie définitivement défaillante, pour
imposer la survie de la nation, c'est-à-dire à la fois l'indépendance,
la paix et le progrès social, tel est, nous semble-t-il, l'objectif d'un

ssemblement qui reprendrait et unirait l'œuvre du Front popu-ire et celle du Front national.

Bataille plus ample, plus rude, mais aussi plus claire et plus cisive que toutes celles qui l'ont précédée. La classe dirigeante de nouveau joué contre le peuple les destinées nationales. Pour iser l'unité réalisée dans la Résistance, pour limiter les consé-ences politiques et sociales de la Libération, elle a utilisé l'impé-lisme anglais, l'impérialisme américain, puis de nouveau l'impé-lisme anglais, et les a aidés à refaire l'impérialisme allemand. est le même mouvement qui l'avait conduite à Munich et à chy. Sans la puissante réaction une fois de plus suscitée par la rtie la plus consciente du prolétariat, cette politique aurait outi d'un seul coup à sa conclusion logique : la disparition de France en tant que nation indépendante et souveraine.

Une équipe plus « intelligente » se targue aujourd'hui de mener e politique qui comporterait « parallèlement » le maintien de dépendance nationale et une dose « tolérable » d'intégration ropéenne, le réarmement de l'Allemagne et la volonté de désar-ement général, l'organisation de situations de « force » et celle la paix, etc.

Mais au pays remué dans ses profondeurs, il faudra bien autre ose que ce chef-d'œuvre de « nègre-blanc ». Sous les nouvelles mules, les masses ont déjà reconnu la vieille politique.

La bourgeoisie manœuvre « à gauche » pour essayer de tourner bstacle sur lequel ont trébuché les « européens ». Mais ce sant, elle joue une de ses dernières cartes [1]. Elle détruit les der-

. Cet article était terminé avant la chute de Mendès-France. Les ngements intervenus depuis dans la situation politique ne me parais-t pas en infirmer les conclusions.
Cette chute a mis en évidence la fragilité des bases sur lesquelles ppuyait la bourgeoisie « intelligente ».
Iendès-France a été renversé parce que, en dépit de son constant appel opinion, il n'a pas réussi dans la tentative d'identifier sa politique aux ıx profonds du pays. Les accords de Paris qui ont été le fruit de la nœuvre « à gauche » y ont en même temps mis un terme.
Iombreux sont ceux qui pensent à tirer avantage de la brièveté même l'expérience Mendès-France.
a carte leur semble encore bonne à jouer. C'est l'entreprise de la ouvelle gauche » du style *Express*. On compte beaucoup sur la inique des illusions rétrospectives (que Mendès-France est beau sous ard Faure!).
ais la virginité de Mendès-France est trop entamée pour que cette ration recueille les succès escomptés.
es avatars de « l'expérience » Mendès-France, loin de l'éluder, ont fait

nières illusions sur les possibilités de voir triompher une politique de paix et d'indépendance nationale par une autre voie que celle du rassemblement de toutes les énergies nationales et démocratiques aux côtés de la classe ouvrière.

« L'expérience » Mendès-France pose avec plus d'acuité et de clarté que jamais le problème de l'unité à tous les hommes qu'anime l'amour de leur peuple et la confiance en son avenir.

Victor LEDUC.

mûrir dans la conscience des hommes de progrès l'idée de l'union nécessaire avec les communistes.

ude Bourdet.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA RÉSISTANCE

)uand, au comble de l'émotion, le Président du Conseil ional de la Résistance, M. Georges Bidault, prononça, le août 1944, à l'Hôtel de Ville de Paris, son discours :cueil au Général de Gaulle, fondateur de la France Libre Président du gouvernement provisoire, les spectateurs et iteurs racontent que chacun fut frappé par l'insistance : laquelle M. Bidault évoqua à plusieurs reprises la évolution » nécessaire, et par le souci que prit le Général Gaulle d'éviter ce vocable dans son allocution de réponse, loyant par contre d'une manière répétée le mot : énovation ».

ne s'agissait pas là seulement de termes différents recou- it une réalité identique. La Résistance, non seulement paroles mais de tout son être, non seulement dans ses ients extrêmes, mais dans son ensemble, était en effet volutionnaire » et la différence existant entre cette atti- et celle du Chef du Gouvernement provisoire, plus ccupé de progrès dans l'ordre, ne fut pas une des moin- causes des divorces et des défaites que l'on connut ulté- rement.

icore faut-il essayer de préciser le sens des mots. Qu'est-ce c'était que cette révolution ? Et qui était révolution- : ? On peut dire que la grande majorité des militants et eants de Mouvements de Résistance (je ne parle pas des iux, formés dans un esprit différent) désiraient la fin du ne capitaliste comme système de domination de l'écono- et de la politique. Sans doute, la forme de la future té française était rarement l'objet de prévisions précises. doute, le degré de socialisation de l'industrie et du nerce était laissé dans le vague, et encore plus celui de culture. Mais dès 1941 et 1942, tout le monde ou presque

était d'accord sur l'idée de la nationalisation des secteurs
clé, et sur le principe de mesures destinées à briser le pou
voir de l'oligarchie économique. La trahison de la class
dirigeante était si énorme, la collaboration économique avai
été si développée, Vichy était à un tel point l'émanation d
patronat et des milieux militaires, administratifs et ecclésias
tiques alliés à la grande bourgeoisie, que militants et diri
geants n'avaient besoin d'aucune théorie, d'aucune démons
tration pour comprendre la nécessité de briser à tout jamai
la puissance de cette classe.

Cette absence de précision dans le programme n'avai
d'ailleurs pour le moment aucun inconvénient. Ceux-même
qui prévoyaient les difficultés futures, pensaient qu'on le
résoudrait d'une manière ou d'une autre le jour où elles s
présenteraient. Et les nécessités pressantes, qui étaient celle
de la lutte, rendaient assez illusoires, pour ne pas dire ridi
cules, les plans d'avenir trop lointains. En fait, c'étai
d'ailleurs rarement les mêmes personnes qui faisaient l
travail de sabotage, propagande, organisation, renseigne
ments, et les plans pour l'après-guerre. Ce sont probablemen
ces réticences devant les plans d'avenir qui firent que l'o
ne songea que très tard, au printemps de 1944, à établir u
programme politique économique et social commun, l
fameux programme du C.N.R. Ce serait une grave erreu
de croire que ces réticences venaient des non-communistes
comme de penser que ce programme fut le résultat d'un
transaction entre communistes « plus révolutionnaires » e
non-communistes, « plus modérés ». En réalité, au cours d
toute cette époque, les communistes eurent plutôt tendanc
à freiner le prophétisme révolutionnaire de certains autre
éléments de la Résistance — à la fois sans doute par u
sentiment réaliste de la situation politique française et d
la stratégie mondiale — et aussi, sans doute, pour conserve
au P.C. le monopole de toute véritable action révolution
naire éventuelle, et en attendant, la réputation de posséde
ce monopole...

On peut affirmer que, pour les non-communistes au moins
autant, certainement, que pour les communistes, la réalisa-
tion du programme du C.N.R. était envisagée comme une
étape, un « programme transitoire ». préalable à la réalisa-

on d'une économie socialiste, que certains, même parmi s éléments bourgeois, appelaient de leurs vœux, que, tous, ı tout cas, jugeaient inévitable.

***

Mais ce consentement général à la naissance d'une France cialiste, encore apparent même dans la presse de la Libération où pourtant beaucoup d'éléments non résistants avaient éjà pris place, recouvrait pourtant de nombreuses différens d'intention, d'interprétation ou d'ardeur. Et surtout, en ême temps qu'une espèce de patrimoine idéologique comun pénétrait les consciences, commençaient à se développer ı sein des Mouvements les tendances et les antagonismes ıi arrêtèrent finalement la révolution de la Résistance et mirent la réaction en selle. Analyser ces tendances conduit analyser la structure de la Résistance française.

Un premier élément, qui influença considérablement les veloppements ultérieurs, fut la différence d'optique existant tre Londres (c'est-à-dire le Général de Gaulle, le Comité ational Français et le B.C.R.A.) et la Résistance métrolitaine. On ne doit en effet jamais perdre de vue que la ésistance française fut spontanée, originale, une espèce de rthénogénèse du milieu. Sans doute, il eut été possible aux ganismes de Londres d'envoyer en France des agitateurs argés de créer des mouvements de Résistance. Il aurait fallu ur cela *d'abord* qu'une telle conception de l'action politicolitaire soit déjà présente dans l'esprit du Général de Gaulle de son entourage ; il aurait fallu *ensuite* que l'on puisse faire, de Londres, une idée précise de la situation franse, des besoins de ceux que l'on appelait les « gaullis- », et des possibilités de travail. Ce ne fut pas le cas ; est aisé d'en blâmer les hommes de Londres a posteriori. ıis il semble bien qu'il fut aussi difficile pour le Kremlin faire la même œuvre d'imagination, puisque la Résistance nmuniste, là où elle put atteindre un développement portant, comme ce fut le cas en Yougoslavie et dans une taine mesure en France, dut inventer aussi ses propres thodes et objectifs.

En tout cas, Londres conçut, au début, la Résistance franıe d'une part comme un phénomène sentimental, généra-

lisé et vague, que l'on aidait par les émissions de la B.B.C. et d'autre part comme un service de renseignement, ne nécessitant donc que l'établissement d'un petit nombre de réseaux groupant chacun quelques hommes sûrs, ne se préoccupant ni de propagande politique ni d'aucune autre action de masse. Et les premiers envoyés en France du B.C.R.A. furent des officiers de S.R. qui ne cherchèrent qu'à recruter des agents pour les réseaux en formation.

Or, dans toute la France, dès 1940, de nombreux citoyens cherchaient à exprimer activement leur opposition à l'ennemi et au régime de Vichy et à leur nuire de diverses manières, ainsi qu'à se retrouver entre amis sûrs de même opinion. D'une façon progressive et naturelle, sans même que Londres, au début, paraisse en avoir eu connaissance, se constituèrent ainsi groupes locaux et Mouvements nationaux, généralement autour d'un bulletin ou journal clandestin qui devenait à la fois trait d'union, signe de ralliement, et, puisqu'il fallait courir des risques pour le diffuser, premier instrument d'activité oppositionnelle. Au fur et à mesure que les Mouvements croissaient, développant leurs principales branches (propagande, groupes d'action, renseignement, noyautage des services de Vichy et préparation de la lutte armée générale) ainsi que bien des services annexes, la France Libre commençait à s'intéresser à cette organisation née en dehors d'elle. En particulier, Jean Moulin, d'abord participant local de la Résistance, parti pour Londres et revenu comme délégué du C.N.F., informait Londres de la croissance de la Résistance et de ses besoins, en même temps qu'il prenait une part importante à la coordination des mouvements.

Mais la différence entre les vues de Londres et les réalités de la Résistance, et l'impossibilité pour des militaires, habitués aux armées régulières, et des civils, habitués aux activités politiques normales, de comprendre de si loin quelle était la situation réelle, rendirent toujours les rapports entre Londres et les clandestins assez difficiles, malgré les efforts de conciliation et de compréhension que firent Moulin et Brossolette, puis plus tard, Bingen, Serreulles, et d'autres, toujours pris, comme le sont les ambassadeurs, entre le pouvoir qu'ils représentaient et celui auprès duquel ils étaient accrédités.

Ainsi : pour diverses raisons, les unes bonnes, les autres uvaises, l'unification de la Résistance fut une œuvre diffi-e. Mais beaucoup de ces difficultés reflétaient les condi-ns diverses dans lesquelles les Mouvements avaient surgi ntanément du sol français. Elles reflétaient aussi l'extrême écarité des contacts matériels. A Londres, les gens de la nce Libre avaient tendance à se scandaliser des retards portés à l'unification et à s'étonner parfois que tout ne passe pas comme au régiment, puisque tout le monde ait obéir au Général. De là à accuser d'ambition person-le les dirigeants, il n'y avait qu'un pas. Et voici un autre accord : la propagande, vue de Londres, paraissait une ivité un peu enfantine. Tous les Français étaient gaullistes, le savait ; la B.B.C. et Maurice Schumann leur appor-ent la bonne parole. Si les résistants voulaient, par-dessus narché, s'amuser à imprimer des tracts, libre à eux. Mais contre, Londres avait appris que les Mouvements orga-ient des formations para-militaires. Cette idée (que l'on vait pas eue à Carlton Gardens) sembla intéressante ; s, en ce cas, Londres estima que ces formations devaient réservées, séparées des activités dangereuses et somme e peu sérieuses comme la propagande. D'autre part, il venait que ces formations soient centralisées, et placées les ordres de « militaires », eux-mêmes directement nmandés par Londres.

ulement, cette vue, qui apparaissait logique sur le papier, en réalité absolument artificielle. Dans la plupart des lités, la thèse selon laquelle certains hommes pouvaient arer le « jour J » alors que d'autres transporteraient papier, ne correspondait à rien de concret. Si cela avait possible, on aurait vu le paradoxe suivant : les « propa-istes » seraient devenus les seuls vraiment actifs, les développant leurs vertus insurrectionnelles, donc mili-s, alors que les membres de l' « armée secrète » seraient ıus une autre espèce de « naphtalinards ». C'est eurs ce qui se produisit parfois, dans les localités et ements où la théorie de Londres fut appliquée. Mais la majorité des cas, les activités des résistants étaient ltiples et imbriquées que les « ordres » de Londres rent jamais exécutés. Finalement, Londres céda. Mais

il fallut terriblement lutter pour cela, et beaucoup d'aigreur voire de méfiance, se développa de part et d'autre. En effet on voyait bien en France que le résultat final des consigne londoniennes aurait été de scinder la Résistance en deux sec teurs, l'un prenant ses ordres auprès de la France Libre l'autre obéissant à la direction centrale des Mouvements On se disait tout naturellement que certains dirigeants d droite de la France Libre, craignant le gauchisme de la Résistance, pensaient, par cette dichotomie, s'assurer pou le jour de la Libération le contrôle d'éléments jugés plu calmes et plus sûrs. Londres, de son côté, voyait dans le refus de la Résistance de se laisser scinder la preuve de calculs visant à établir un pouvoir rival en face de celui du général de Gaulle... Le différend fut partiellement colmaté par l'action diplomatique d'hommes comme Bingen et Louis Mangin, respectivement délégué civil et délégué militaire du Comité d'Alger, en fin 1943. Mais il en resta toujours quelque chose.



A cette lutte de conceptions entre Londres et les clandes- tins se superposa, dès le début, un autre désaccord intellec- tuel. Celui-ci se développa entre la résistance de zone Sud et celle de zone occupée. En Z.N.O., jusqu'en décembre 1942, l'ennemi immédiat, celui contre lequel on pouvait agir, c'était Vichy. Cela donna dès le premier jour une allure fortement politique et antifasciste à toute l'action, en même temps que cela excluait de la Résistance la majorité des éléments con- servateurs tous plus ou moins ralliés à Vichy. D'autre part, l'activité de la police et des formations politiques du régime, moins énergique à cette époque que celle de la Gestapo, et souvent contrariée par le noyautage effectué par la Résis- tance, permit de monter en deux ans, dans le Sud, une vaste organisation d'impression de journaux et de tracts, et de diffusion, grâce à laquelle il fut possible de contacter une partie appréciable de la population de la zone et de recruter un grand nombre de militants.

De plus, pour des hommes presque dépourvus d'armes, la lutte contre Vichy proposait à cette époque des tâches plus diverses et plus réalisables que la lutte contre l'armée hitlé-

enne, qui ne put jamais être effectuée, jusqu'au temps des aquis, que par des groupes peu nombreux. Enfin, ces néces-tés multiples et ces facilités assurément plus grandes obli-rent les dirigeants du Sud à réfléchir, à faire œuvre d'ima-nation, et les conduisirent à établir des principes et à mettre r pied un système de services spécialisés, qui pût ensuite re plus ou moins complètement étendu à l'ensemble du ys, lorsque, après novembre 1942, l'ensemble de la France trouva sous le même régime.

En zone Nord, par contre, les conditions furent bien diffé-ntes. L'ennemi, le seul matériellement présent, était l'occu-ınt allemand. La Résistance eut donc dès le début l'allure une lutte patriotique et militaire. Ceci attira vers elle les ıtriotes conservateurs. Nombre de ceux-ci crurent, au moins ı temps, pouvoir être à la fois résistants et, dans une cer-ine mesure, favorables à Vichy. Comme la présence de occupant imposait à l'esprit l'urgence des tâches spécifi-ıement militaires, comme la présence de nombreux éléments nservateurs dans la direction des Mouvements de zone Nord tournait ces Mouvements de l'action « politique », la ésistance de zone nord (à part le Front National) orienta esque toute son action vers le « militaire », aux dépens la propagande et des autres activités politiques telles 'elles étaient conçues en zone Sud. Cet accent mis sur le militaire » était d'ailleurs assez théorique puisqu'on n'avait s d'armes. Mais il paraissait correct de s'occuper d'action militaire », inutile et presque incorrect de s'occuper d'ac-n « politique ». Combien de fois ai-je entendu reprocher r des militants ou dirigeants de zone Nord à des repré-ıtants de la zone Sud de « faire trop de politique » ! outons que, chose compréhensible, les dirigeants de zone rd répugnaient à mettre leurs militants en danger pour de ıples distributions de journaux : il semblait que l'on avait, ant l'ennemi, des tâches plus importantes à accomplir.

Ainsi, la notion de la *guerre politico-militaire dans ses ncipes comme dans ses méthodes*, que la Résistance de e Sud réinventa sans avoir lu Lénine ou Mao Tsé Tung, put donc se développer de la même manière en zone upée, d'autant plus que cette zone ne bénéficia pas de ranquillité relative qui permit de mettre sur pied l'orga-

nisation de propagande de zone Sud. Mais il est symptômatique de noter que les seuls journaux clandestins de zone Nord qui par leur tirage se soient rapprochés de ceux de zone Sud, *Défense de la France* et *Résistance* (*Défense de la France* atteint même, à un moment donné, les 300.000 exemplaires de *Combat*), furent ignorés en tant que Mouvements par les dirigeants des organisations « reconnues » de zone Nord, dont aucune ne disposait pourtant d'un organe de propagande de cette importance.

Pour ces dirigeants (ceux du Front National excepté) comme pour les gens de Londres, la propagande était un élément secondaire, alors que pour les Mouvements Unis de la zone Sud, c'était le corps, le tronc qui approvisionnait sans cesse en hommes et en énergie les activités de renseignement, de noyautage, de sabotage et, à partir de 1943, les maquis. A la fin de la clandestinité, les Mouvements Unis parvinrent bien à influencer ceux de zone Nord dans le sens de leurs conceptions ; mais ce ralliement fut toujours plein de réticences.

Cette différence de conception eut des conséquences importantes. La principale, sans doute, fut que, alors qu'en zone Sud le Front National à direction communiste parvenait difficilement à s'implanter et conservait presque partout un rôle mineur en raison de la place déjà prise par les Mouvements Unis, le F.N. fut au contraire le seul ou le premier en zone nord, à comprendre la guerre d'une manière *globale*, ce qui lui permit un recrutement plus large, une action plus vaste, et lui acquit à partir de 1943 dans les organismes centraux de la Résistance une grande influence, qui bénéficia au parti communiste.

D'autre part, les organisations polyvalentes des Mouvements Unis furent une école de pensée et d'action, qui prépara les dirigeants des M.U.R. à exercer une influence déterminante, à partir de 1943, dans les organismes dirigeants de la Résistance confédérée (Comité Central, C.N.R., C.O.M.A.C. et Commissions spécialisées). Au contraire, les dirigeants des Mouvements non communistes de zone Nord, mal préparés aux rôles multiples qu'il fallut assumer en 1943, jouèrent un rôle mineur et restèrent toujours en position de suiveurs. Ajoutons que les hommes les plus marquants de ces Mouve-

nts avaient souvent été décimés dès 1941-42 par la Gestapo, qui aggravait encore l'inégalité. Tout ceci eut des consé-ences déterminantes pour l'équilibre de la Résistance, ssant en pratique les dirigeants de zone Sud à peu près ls en face des communistes.

'inalement, on peut dire que le phénomène qui distingua zone Nord de la zone Sud fut à base sociologique. La sistance française — il ne faut jamais l'oublier malgré les ages de fumée répandus depuis lors — ne fut pas dans son emble, ni même majoritairement, à direction populaire. qu'en juin 1941, le parti communiste, en tant que tel, ne ticipa pas à la Résistance. D'autres dirigeants ouvriers, les dicalistes Belinistes et les socialistes Paul-Fauristes, étaient sés du côté de Vichy, créant un état de crise totale au 1 de la direction ouvrière non-communiste, d'où émer-ient seuls quelques dirigeants confédérés et chrétiens ıme Lacoste et Tessier. Les dirigeants socialistes patrio- de leur côté, étaient surtout occupés à clarifier la situation ·rieure de leur parti et à réparer les brèches.

'ans ces conditions, les cadres de la Résistance ne pou-·nt provenir dans les premiers temps que des classes ·ennes et de la bourgeoisie. La méfiance antibourgeoise jouant pas dans ces milieux, il était naturel que l'on y appel aux « compétences », donc aux héirarchies de dre établi. Et effectivement, même en zone Sud, les niers résistants cherchaient désespérément en 1940-41 officiers supérieurs ou généraux, de hauts fonctionnaires es chefs d'entreprise, supposés être de meilleurs conduc-s pour le mouvement. Seulement, en zone Sud, les cadres a société française étaient vichystes dans leur écrasante ›rité, et la Résistance antivichyste. C'est pourquoi, en itive, la tête de la Résistance fut prise, à tous les éche- par des éléments des classes moyennes plus ou moins upture avec leur classe : démochrétiens influencés par Sillon » et « Esprit » et en réaction contre la hiérar- catholique, aristocrates en opposition avec leur milieu ial, militaires en lutte contre la veulerie de l'armée, désireux de prendre une part active à la lutte contre éau qu'ils connaissaient mieux que d'autres.

ıéralement coupés de leurs familles et devenus clandes-

tins ou semi-clandestins, ces hommes se modelèrent de plus en plus sur l'état d'esprit des militants, qui appartenaient, eux, à l'ensemble des milieux populaires, classe ouvrière comprise naturellement.

Au contraire, en zone Nord, les cadres traditionnels de la société, lorsqu'ils étaient honnêtes et patriotes, avaient souvent pris la direction du mouvement. Même Libération-Nord, d'inspiration socialiste, se réjouissait d'avoir des généraux de la guerre de 39-40 comme chefs de région ; de grands industriels comme les De Vogué (champagne et sucre) jouèrent un rôle important dans d'autres Mouvements et ne furent pas d'ailleurs parmi les dirigeants d'esprit le plus conservateur... Mais, dans l'ensemble, ces bourgeois patriotes eurent du mal à admettre la Résistance pour ce qu'elle était : une révolution déjà commencée.

***

A partir du printemps 1943 et de la formation du C.N.R., un autre phénomène se produisit, qui compliqua encore la politique intérieure de la Résistance : la réapparition des partis politiques. Je ne parle pas ici du parti communiste dont il sera question plus loin, mais des partis dits « démocratiques » de la IIIme République, S.F.I.O. comprise. Ici encore, il faut faire une distinction. La S.F.I.O. avait reconstitué depuis 1941-42 un « comité d'action socialiste ». Mais les autres partis n'existaient plus. Les hommes de la Résistance, quel que soit leur nuance et qu'il s'agisse de la zone Nord ou de la zone Sud, professaient un vaste mépris pour ces partis que l'on rendait responsables de la capitulation de la IIIme République, et pour leurs dirigeants, qui n'avaient pas songé un instant à prendre la tête de l'action clandestine.

Mais les anciens partis étaient les seuls connus des Alliés, et les anciennes personnalités étaient les seules capables de démontrer à un Churchill narquois, à un Roosevelt hostile, que de Gaulle et le Comité de Londres avaient la France avec eux. Jean Moulin fit prévaloir ces considérations auprès des dirigeants de la Résistance extrêmement réticents, pour leur faire accepter la constitution d'un Conseil National comprenant les délégués des huit Mouvements des zones

'ord et Sud, les représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C., es partis communiste et socialiste, et un certain nombre de gurants, représentant de la manière la plus théorique qui oit des formations disparues et dont tout le monde espérait ue la disparition serait définitive : c'est ainsi que l'on vit pparaître pour la première fois M. Joseph Laniel.

Il était entendu au départ que ce Conseil n'aurait qu'un ôle symbolique de représentation et ne serait jamais l'organisme directeur de la Résistance. Il en fut autrement par la uite, j'indiquerai pourquoi en passant, un peu plus loin. n tout cas, représentatif ou actif, le C.N.R. rendait une lace de premier plan aux anciens partis ; un peu plus tard, . création sur les mêmes bases et pour des raisons analogues de l'Assemblée consultative d'Alger et des Comités ocaux et Régionaux de Libération vint encore renforcer ette tendance. Le visage de l'après-guerre en fut certaineent changé. En effet, ces décisions ouvrirent de nouveau carrière politique à un certain nombre d'hommes d'avantuerre, qui n'avaient jamais participé à la Résistance, qui i firent dès lors risette pendant quelque temps, mais qui empressèrent de lui tordre le cou quand ce fut possible. : de plus, on contribua ainsi à orienter les démocrates rétiens, jusque-là éléments essentiels des Mouvements, rs la reconstitution d'un parti démocrate-populaire, plutôt ie vers la transformation des Mouvements de Résistance en . parti du genre travailliste, ce qui était, je crois, l'espoir la grande majorité des militants de toute tendance.

De même, le parti socialiste fut encouragé au rétablissement de son ancienne structure. Rien pourtant ne paraissait oins sûr en 1941-42. Si les militants et dirigeants locaux ialistes avaient été très souvent les initiateurs de la Résisnce et les premiers cadres des Mouvements dans les départnents, les dirigeants nationaux du parti, ne concevant it-être pas ce que pouvait être cette nouvelle forme ction, n'avaient pas participé à l'organisation de la Résisce sur le plan national, sinon par l'intermédiaire de queles personnalités jouant un certain rôle dans les comités ecteurs de deux Mouvements. Plus tard, vers 1942, les igeants socialistes se servirent, suivant le mot de Bertinevance (qui assista de près à l'opération en Languedoc et

Provence), du « calque », de la carte des effectifs de la Résistance, pour y retrouver les socialistes actifs non séduits par le Paul-Faurisme, et reconstituer avec eux le parti.

C'est ici que fut commise, de part et d'autre, une erreur grave de conséquences pour tout l'avenir politique français. La fusion du parti socialiste ou plutôt du « Comité d'Action Socialiste » et des organisations de Résistance, en particulier celles de zone Sud, aurait eu les conséquences les plus heureuses pour ce parti, pour la Résistance elle-même et pour la France d'après-guerre. Il en fut question, et des pourparlers furent engagés, tout au moins de premiers contacts établis, à cet effet, à l'échelon régional et même national, d'abord en 1942, puis en 1943. Mais, en 1942, les Mouvements étaient pleins d'ironie à l'égard de ce parti, qui « préparait l'avenir mais ne combattait pas » — reproche au fond assez futile puisque ses militants combattaient et que la plupart des dirigeants socialistes ne demandaient alors qu'à s'associer aux dirigeants des Mouvements. Mais on était sectaire à cette époque dans la Résistance vis-à-vis de ceux qui n'avaient pas commencé à lutter en 1940 !

Au contraire, en 1943, quand on constitua le C.N.R., quand l'avenir des anciens partis parut de nouveau assuré, les socialistes ne songèrent plus à envisager une fusion : tout au plus une sorte de fédération, et les pourparlers n'aboutirent pas. En 1945, quand, de part et d'autre, un certain rapprochement parut indispensable, il était beaucoup trop tard. La S.F.I.O. croyait avoir le vent en poupe, des politiciens n'ayant pas fait de Résistance comme Félix Gouin avaient pris une grande importance au sein du parti : l'occasion était manquée. Ce fut là, à mon avis, avec la création d'un parti spécifiquement chrétien, le M.R.P., une des raisons principales du retour de la politique française vers les formes d'avant-guerre et, somme toute, de l'échec de la « révolution de la Résistance ».

***

Mais il est certain que les principales difficultés politiques au sein de la Résistance, furent causées par les rapports entre Résistance communiste et Résistance non-communiste.

Le P.C. était entré dans la lutte au printemps 1941, en ›ndant le Front National, quand les rapports germano-ısses commencèrent à se gâter. Ce retard fut sans doute ne erreur magistrale de la part des communistes. Si le parti vait commencé son action en 1940, malgré le pacte germano-›viétique, sa maturité politique et son expérience de l'action andestine lui auraient permis de dominer à peu près com-lètement la Résistance comme ce fut le cas en Yougoslavie. n fait, ce retard d'une année, malgré l'intelligence des diri-eants et les sacrifices des militants, ne fut jamais comblé.

Ayant perdu beaucoup de cadres à cause des arrestations u gouvernement Daladier d'une part, et de la secousse cau-e dans le parti par le pacte germano-soviétique, de l'autre, parti utilisa sagement les éléments qui lui restaient ou ı'il parvint à récupérer, en se servant d'eux pour animer es formations plus larges, comme le Front National et les rancs-Tireurs Partisans. En zone Nord, comme je l'ai dit, F.N. se développa bien. En zone Sud, au contraire, appa-issant à partir de 1942, il trouva presque partout les ouvements Unis installés avant lui et ayant déjà recruté us les militants de gauche avides de s'employer. C'est ce i conduisit souvent le F.N. à « faire le pont », c'est-à-dire recruter, autour d'un petit noyau de communistes, des hystes repentis dont les M.U.R. n'avaient pas voulu : le N. accusait parfois les M.U.R. de sectarisme... et c'était ai.

Mais de tels mariages contre-nature, s'ils permirent de ıvertir de brillantes individualités, ne développèrent pas ıucoup l'influence du F.N. sur le plan local. Ajoutons que nombreux communistes, entrés dans les Mouvements de ıe Sud parfois dès 1940-41, malgré l'antigaullisme officiel parti à ce moment, voyaient d'un mauvais œil se créer te organisation rivale : « *le vrai Front National, c'est ıs* », avaient-ils coutume de dire.

Toutefois, ce ne fut pas la rivalité avec le Front National causa les véritables problèmes qui se posèrent entre ımunistes et non-communistes, et aussi, semble-t-il, entre ımunistes. A partir de l'automne 1941, en zone Nord, lu printemps 1942 en zone Sud, les Mouvements prirent science de l'entrée en action du P.C. et celui-ci s'efforça

d'ailleurs très vite de prendre contact avec eux. Cette nouvelle attitude n'effaça évidemment pas d'emblée les préventions nées de la politique suivie par les communistes pendant près de deux ans. Mais l'enthousiasme créé par l'entrée en guerre de la Russie et la volonté de collaboration avec les autres Mouvements montrée par les communistes, changèrent très vite le climat.

Seulement, cette lune de miel fut passagère, et dès l'été 1943, se posait entre les dirigeants des Mouvements la question de savoir « qui était pro-communiste, qui était anticommuniste » — l'attitude vis-à-vis du P.C. devenait une ligne de partage. Etait-ce la peur chez certains de la puissance croissante du parti ? Peut-être, mais une crainte assez particulière ; extérieurement le rapport de forces entre communistes et non-communistes n'avait pas changé, et sauf dans la propagande de Vichy, la Résistance était loin d'être dominée par les communistes.

Seulement, beaucoup de gens commençaient alors à avoir l'impression que les communistes cherchaient à assumer, de l'intérieur, le contrôle des organisations de Résistance qu'ils n'avaient pas fondées et où ils n'étaient pas majoritaires. Un peu partout on avait l'impression que les solutions proposées par les communistes, que les hommes mis en avant par eux, bénéficiaient toujours, aussi bien dans les Régions que dans les organismes centraux, de l'appui de certains dirigeants qui, généralement, niaient être membres du parti communiste, qui parfois ne l'étaient pas ou avaient cessé temporairement de l'être — mais dont les liens avec le P.C. ou l'appartenance à ce parti ont été révélés depuis la Libération et étaient, à cette époque déjà, connus ou soupçonnés par les résistants non-communistes.

Le sentiment de ce noyautage réveilla d'une façon de plus en plus générale un anticommunisme qui ne demandait qu'à disparaître. D'autre part, des campagnes s'orchestraient dans les mêmes conditions contre des hommes qui inquiétaient le P.C. — et ces campagnes étaient menées avec la violence et souvent le manque de loyauté qui caractérisent les communistes quand ils veulent éliminer quelqu'un. Alors les victimes, souvent favorables, à l'origine, à une étroite coopération avec les communistes, devenaient derechef des anti-

nmunistes forcenés : ce fut le cas notamment pour Henri
enay.
Enfin, dans le domaine militaire, les communistes agirent
ivent en 1943-44 comme si, désirant la coordination à la
e pour exercer leur influence dans toute la Résistance, ils
naient beaucoup, néanmoins, à conserver leurs propres
upes totalement séparées. On créa les F.F.I. pour réunir,
théorie, les F.T.P. à commandement communiste avec
« armées secrètes » et les « maquis » de tous les autres
uvements ; mais les F.T.P. restèrent organiquement dis-
cts et il fallut les coordoner de nouveau avec les F.F.I.
t isolement facilita les querelles, souvent graves, qui écla-
ent entre les maquis des Mouvements et ceux des F.T.P.
Toute cette politique donna l'impression à beaucoup de
n-communistes que le P.C. préparait un coup d'Etat pour
jour de la Libération.



Or le parti communiste n'a tenté aucun coup d'Etat au
ment de la Libération ; nous savons aujourd'hui que
.R.S.S. était résolument hostile à tout soulèvement de ce
re, qui lui aurait créé des difficultés graves avec les Alliés
e y était hostile même en Yougoslavie...). Nous savons
: les principaux dirigeants communistes, en tout cas les
s influents, étaient, eux aussi, hostiles à ce genre d'aven-
e ; le discours d'Ivry de Maurice Thorez et la restitu-
n des armes des F.T.P. montra vite que le parti était abso-
ment décidé à jouer le jeu démocratique et parlementaire.
ourtant, le noyautage systématique de la Résistance, l'éli-
ation des adversaires politiques, l'isolement des forces
iées communistes, n'avaient de sens que si l'on se pré-
ait à conquérir le pouvoir. Si l'on entendait collaborer
alement avec les autres tendances, ces attitudes, qui sus-
ient la méfiance, brisaient les amitiés, rejetaient vers la
ite les éléments socialistes, socialisants ou démochrétiens,
un mot, ressuscitaient au sein de la Résistance un Front
communiste, étaient parfaitement illogiques et absurdes.
a vérité — et ceci caractérise d'ailleurs non seulement
itude du P.C. dans la Résistance mais celle qu'il observa
la suite — c'est qu'il y avait au sein du parti des ten-

dances si diverses, allant depuis l'ultra-gauchisme révolutionnaire jusqu'à la pleine collaboration avec la Résistance « bourgeoise », que le parti, probablement laissé dans le vague par Moscou avec lequel les communications étaient difficiles, hésita entre plusieurs attitudes et finalement, n'en choisit aucune. C'est-à-dire que l'on ne fit rien pour préparer réellement une insurrection communiste jugée impossible par tous les esprits sérieux — mais qu'on n'abandonna tout de même pas complètement des méthodes qui n'auraient été justifiées qu'en cas d'insurrection communiste [1]. Ce qui fait que le parti perdit sur les deux tableaux ; il ne fit pas l'insurrection, mais il prépara le divorce qui mena, d'autres événements aidant, à son isolement actuel.

Un exemple intéressant de ces procédés, que je cite seulement parce que j'y ai été mêlé étroitement, fut la prise en main par les communistes des organismes centraux de la Résistance en 1944. Fin 1943, ces organismes étaient assez bien équilibrés. Au Comité Directeur des Mouvements Unis, Pascal Copeau, représentant « Libération » et d'attitude assez favorable aux communistes en raison de l'influence exercée sur lui par Pierre Hervé, se trouvait équilibré par Avinin (Franc-Tireur) et moi-même (Combat). Le Comité Central des Mouvements de Résistance où les communistes n'étaient, avec le Front National, que dans la proportion de un à sept, avait été remplacé par un C.N.R. restreint sous la pression combinée des communistes, désireux de modifier ce rapport, à la vérité injuste, et de Georges Bidault, désireux d'accroître son influence personnelle. Ce « Bureau Permanent du C.N.R. » fonctionna de plus en plus comme la direction politique de la Résistance. Au sein de ce Bureau Permanent, une répartition bizarre avait fait de Bidault le représentant de la démocratie chrétienne, de la S.F.I.O. et de je ne sais quelle autre organisation, cependant que Villon, communiste, représentait le P.C., le Front National... et l'U.R.D. de M. Louis Marin. Louis Saillant, syndicaliste communisant, représentait la C.G.T., la C.F.T.C. et Libération-Nord, mouvement d'influence socialiste. Maxime Blocq-Mascart, de

1. Ainsi l'ordre de « prendre Limoges » donné à Guingouin en juin 1944 et qui aurait abouti à un massacre si le chef F.T.P. l'avait exécuté.

).C.M., représentait les Mouvements dits « bourgeois » de ne Nord, et les Mouvements Unis étaient représentés soit r Pascal Copeau, soit par moi-même, mais le plus généement par lui.

Déjà, dans ce Bureau Permanent, les communistes jouaient rôle exagéré, d'autant plus que Georges Bidault, qui tait inscrit au Front National, menait à ce moment-là e politique assez proche des communistes : ce qui l'avait illeurs porté à la présidence du C.N.R. Toutefois, l'inence du représentant des Mouvements Unis, qui contrôent presqu'entièrement la zone Sud, était considérable, Pascal Copeau se comportait en représentant loyal de re Comité Directeur des M.U.R., où il savait que la jorité n'était pas communiste.

.'autre organisme central de la Résistance était le Comité itaire ou C.O.M.A.C., dirigé, avec l'assistance du délé- militaire du Comité d'Alger, le Commandant Mangin, trois membres, Jean de Vogué, de « Ceux de la Résisce », représentant les mouvements non-communistes de e Nord, Bertin-Chevance, de Combat, représentant les J.R., et un représentant du F.N.-F.T.P. Les communistes ient donc là leur place, honorable et justifiée sans être oritaire, et, sous les ordres de ce triumvirat, le Général rs Colonel) Dejussieu, dit « Pontcarral », d'origine J.R. et sans préjugé politique d'aucune sorte, assurait itablement la direction des services militaires communs.

à-dessus, je fus arrêté, le 25 mars 1944. Cet événement n'aurait pas dû avoir la moindre importance si tout it passé normalement, fit basculer entièrement l'équilibre organismes. J'avais en effet prévu comme mon remplale responsable des Maquis, Georges Rebattet, garçon éré qui entretenait de bonnes relations avec toutes les ces politiques de la Résistance et dont la présence au ité des M.U.R. n'aurait pas modifié l'équilibre politique. immédiatement une sorte de conspiration, menée en culier par un des dirigeants M.U.R. de la tendance mbat », à ce moment-là très proche des communistes depuis lors passé au R.P.F... fit modifier la désignation ie. Les représentants de « Combat » furent ainsi amenés gner pour me remplacer un homme pour lequel j'avais

et j'ai encore la plus grande amitié, un ex-syndicaliste que j'avais moi-même fait entrer dans le mouvement, mais que je n'aurais jamais songé à installer à un poste affectant tellement l'équilibre politique de la Résistance, vu sa qualité d'ancien militant syndicaliste unitaire, connu pour ses sympathies communistes sinon son appartenance au parti.

Du coup, le Comité Directeur des M.U.R. était déséquilibré, et ne représentait plus valablement le mouvement. Avinin était en minorité devant deux communistes ou communisants ; Pascal Copeau, au C.N.R., représentait un Comité à majorité communiste et il ne restait plus dans cet organisme que le seul Blocq-Mascart pour faire éventuellement frein en sens contraire. Au C.O.M.A.C., ce fut bien pis. Bertin-Chevance était parti pour Alger peu après mon arrestation. Dominé par sa majorité pro-communiste, le Comité des M.U.R. désigna pour le remplacer non pas Rebattet, mais Kriegel-Valrimont, communiste. Le triumvirat du C.O.M.A.C. se composa dorénavant du représentant F.N.-F.T.P., communiste, de Kriegel-Valrimont, communiste... et de Jean de Vogué, qui flirtait à cette époque avec les communistes. Quoi d'étonnant à ce que, lorsqu'il fallut remplacer Dejussieu après son arrestation, quelques mois plus tard, le C.O.M.A.C. ait désigné comme son chef d'état-major Malleret-Joinville, également communiste ! Situation incroyable si l'on réfléchit que les communistes étaient déjà en minorité au sein du F.N. et des F.T.P., et n'étaient qu'une poignée dans l'ensemble des autres organisations de résistance.

Or, cette domination des principaux organismes de la Résistance par les communistes n'eut, au cours des mois qui suivirent, absolument aucun résultat utile pour les communistes, puisque ceux-ci n'agirent pas différemment, en gros, de ce qu'auraient fait à leur place d'autres dirigeants. Mais cette prise en mains créa par contre une inquiétude grave à la fois dans l'ensemble des milieux clandestins non-communistes, et dans l'entourage du Général de Gaulle. Cette inquiétude contribua encore à confirmer les militants démochrétiens dans l'idée que la Résistance, en tant que telle, devenait inutilisable politiquement et qu'il fallait créer un parti à dominante catholique : parti qui devint, on le sait, le refuge des électeurs réactionnaires. Le parti socialiste s'ancra, lui

si, dans son idée de restauration pure et simple de la .I.O. Et il est infiniment probable que cette situation ta le coup de grâce à l'affection déjà très mitigée que Gaulle portait à cette Résistance si anarchique et si 'icile à comprendre pour lui. L'alliance qu'il noua, à tir de ce moment-là, avec les éléments réactionnaires de mée. son désir de restaurer au plus vite « l'Etat », c'est-ire la vieille société, furent certainement encouragés par craintes qu'il éprouvait d'un coup de force, lequel était fait impossible, et que les communistes ne préparaient , mais qu'ils paraissaient, à la vérité, préparer active-nt.



insi, au moment même où le programme du C.N.R. don- l'impression d'une volonté d'action commune de toute ésistance, de puissants antagonismes étaient déjà en place. ce à dire que le programme du C.N.R. ne correspondait en ? Nullement : il était vraiment une excellente expres- de la volonté de la quasi totalité des militants de la stance, et de la plupart de ses dirigeants. Et quant aux geants qui pensaient autrement, quant aux hommes poli-es de la IIIme République qu'il était comique d'entendre er le socialisme et les nationalisations, on peut dire ux aussi étaient pris dans le courant général et que peu tre eux prévoyaient sans doute le renversement qui s'est é depuis. Mais les germes de la défaite étaient déjà là : érilisation des Mouvements de résistance, coupés en pro-nunistes et en anticommunistes, les uns et les autres ables de constituer dorénavant autre chose que des ations politiques d'appoint ; la stérilisation de la gau-hrétienne, orientée vers la formation d'un parti clérical lé à devenir un parti réactionnaire ; la stérilisation du socialiste, coupé de cette eau de Jouvence qu'auraient pu pporter les militants de la Résistance ; finalement, la isation du parti communiste, qui continue, depuis lors, iller entre les crises de sectarisme, qui dressent contre ut le reste de l'opinion, et des tentatives d'élargisse- qui ne vont jamais assez loin pour réparer les dégâts ériodes précédentes.

Dès la Libération, tous ces éléments préparés pendant la période clandestine, toutes ces forces dont le libre jeu était freiné, jusque-là, à la fois par les nécessités de la lutte contre l'occupant et par le petit nombre d'hommes sur lesquels reposaient les décisions politiques de la Résistance, purent agir tout d'un coup avec leur pleine puissance — mais en conservant l'orientation que les luttes de tendance précédentes leur avaient données. C'est pourquoi l'étude de cette politique intérieure de la Résistance, véritable « œuf » où s'est formée la politique d'après-guerre, devrait être sérieusement entreprise par les historiens d'aujourd'hui ; le présent article ne prétend qu'indiquer superficiellement quelques-unes des directions dans lesquelles il faudrait chercher, et signaler à l'opinion cette relation entre hier et aujourd'hui.

L'échec du Front National était contenu d'avance dans la conception que les dirigeants communistes (la plupart d'entre eux au moins) se faisaient de cette organisation. Une conversation que j'eus fin 1943 avec un des principaux dirigeants communistes du F.N. m'éclaira à ce sujet ; nous nous promenions ensemble dans une de ces rues du Faubourg Saint-Germain devenues de véritables « résistodromes » par le nombre de rendez-vous qui s'y donnaient. Nous nous mîmes par hasard à parler de l'après-guerre ; j'expliquai à mon camarade communiste comment, à mon sens, un parti de la Résistance, à orientation nettement socialiste, verrait le jour après la guerre, et combien, à mon avis, il serait important que ce parti puisse entretenir de bonnes relations avec le P.C.F., tout en en restant totalement indépendant, car nous ne pouvions accepter de constituer, comme le Front National, une sorte de façade pour la direction communiste. Mon ami répondit qu'une telle solution était malheureusement tout à fait impossible ; le fait que j'y songe montrait mon ignorance des bases de l'histoire et de la politique ; il n'y avait qu'une vérité historique, et il ne pouvait y avoir qu'une structure politique chargée d'accomplir cette vérité historique, c'était le parti communiste ; en créer une autre ne pouvait constituer qu'une source de division des forces populaires ; le P.C.F. ne pouvait tolérer l'existence que de formations plus floues, contrôlées par lui et ne créant donc pas de dualité avec lui ; si nous passions outre, il ne pourrait que nous

combattre. Je ne garantis pas les termes, mais c'était très exactement le sens de l'exposé, qui correspond d'ailleurs à la ligne que suivit et que suit encore, dans une large mesure, le parti communiste.

Cette conception terriblement primitive du marxisme devait nécessairement provoquer des catastrophes : elle les provoqua. Dès la Libération, bon nombre des principaux éléments non-communistes du Front National, et la plupart de ceux, en tout cas, qui avaient un sens précis de leur liberté et de leur dignité, s'aperçurent que le F.N. était en fait solidement tenu en main par le P.C., et qu'il serait impossible d'y faire prévaloir des vues différentes de celles de ce parti. Ils ne s'en étaient pas aperçus jusque-là, d'abord parce que les différences politiques apparaissaient moins dans la lutte contre l'ennemi et Vichy, ensuite parce que, comme je l'indiquais plus haut, c'étaient souvent d'anciens hommes de droite, le plus mal armés possible idéologiquement pour comprendre les conséquences ultimes des décisions que les communistes leur faisaient prendre. Mais le malentendu ne pouvait plus guère durer une fois un climat de libre discussion rétabli, et le retour de ces gens dans leur milieu familial créait nécessairement une source de tension supplémentaire. Le Front National éclata, son journal disparut, et le P.C.F. passa sa filiale par pertes et profits.

Malheureusement, cette leçon ne lui servit pas beaucoup. Ainsi quand il créa plus tard les « Combattants de la Liberté et de la Paix », devenus ensuite le « Mouvement de la Paix », ce fut encore sous la forme d'une union « à la base », avec des individualités nombreuses et souvent brillantes, mais où tout le cours de la politique générale du mouvement, au moins à l'échelon national, était dominé par le P.C.F. Il semble toutefois qu'au moins chez une partie des dirigeants communistes, une conception différente des rapports avec les autres forces de gauche commence à se faire jour, à la suite de l'inefficacité de la politique précédente, et à la suite du développement, en France et surtout dans le monde, d'une sorte de « troisième camp », défini aussi sous le nom de « neutralisme », et dont les communistes français et avant eux l'U.R.S.S. commencent à admettre, voire à approuver l'existence, après l'avoir violemment com-

battu. Pour que cette évolution puisse aboutir à des consé-quences pleinement favorables pour l'ensemble de la gauche il faudrait évidemment que les communistes en viennent une conception moins simpliste et formaliste, donc plus réellement « marxiste », des rapports entre l'infrastructure sociale et la superstructure politique ; il faudrait comprendre que contrairement à ce que croyait mon ami de 1943 l'histoire n'est pas un rail unique sur lequel un unique train peut s'engager, que la « vérité historique» peut s'incarner dans des structures politiques multiples, sous forme de partis différents, et que l'alliance de forces politiques libres, même si elles se contredisent par moments, a plus de chances d'entraîner avec soi la totalité des masses populaires, que l'action d'un parti unique poussant une masse docile, et donc forcément limitée, de sympathisants.

Ce ne furent pas, par contre, seulement les erreurs des communistes qui désagrégèrent et réduisirent à l'impuissance l'autre grande formation issue de la Résistance, le Mouvement de la Libération Nationale, ou « M.L.N. ». Issu de la fusion, début 1944, des Mouvements Unis de zone Sud avec les mouvements « Résistance », « Défense de la France », « Lorraine », et « Voix du Nord », le M.L.N. représentait, par son organisation dans tout le pays et par les nombreux leaders de la Résistance qu'il comprenait, la principale organisation non communiste issue de la Résistance et capable de prétendre à un avenir politique — puisqu'on ne savait pas encore ce que serait l'organisation nouvelle des démo-chrétiens résistants, encore en gestation au moment de la Libération.

Le mouvement comprenait, fin 1944, une minorité communiste et communisante, une autre minorité socialiste S.F.I.O., et une majorité de « non inscrits », d'esprit socialiste, mais désireux de rester autonomes par rapport aux anciens partis, y compris le P.C.F. et la S.F.I.O. La tension entre le premier groupe et les deux autres était extrême ; communistes et communisants préconisaient une fusion avec le Front National, inacceptable pour tous les autres, car elle aurait encore accru le confusionnisme politique ; au contraire, S.F.I.O. et « autonomes » exaspérés par le noyautage communiste de 1943-1944, ainsi que par les campagnes de diffamation des communistes (cas de Henri Frenay, en particulier), ne son-

ent qu'à se séparer totalement de tous les éléments pro- des communistes. Sous leur influence, le M.L.N. décida réer, d'accord avec la majorité des mouvements non-com- istes de zone Nord, un nouveau parti, l'Union Démocra- e et Socialiste de la Résistance (U.D.S.R.) — cependant la minorité communiste et communisante formait, avec ques restes du Front National, un mouvement para-com- iste, le Mouvement Unifié de la Renaissance Française J.R.F., ces initiales ayant été choisies pour faire naître que confusion avec les anciens « M.U.R. » dont le M.L.N. sorti). Le M.U.R.F. disparut vite, conformément à la qui annihile toujours les formations trop proches des munistes, et donc incapables d'attirer d'autres que des munistes — qui, eux, ont déjà un parti.

ais l'U.D.S.R. possédait elle aussi dans son sein son pro- germe de détérioration. Si on l'avait créée dans l'inten- de fournir une demeure politique aux socialistes de la stance qui ne voulaient entrer ni à la S.F.I.O., ni au , mais comprenaient la nécessité de prolonger, dans l'in- ndance, les alliances de la Résistance, l'U.D.S.R. aurait tre le point de départ d'une formation politique efficace. aurait du même coup aidé la S.F.I.O. et le P.C. à faire politique efficace et raisonnable. Mais née d'une panique un ressentiment anti-communiste, l'U.D.S.R. chercha, à is pour s'assurer elle-même et pour créer un terrain de on avec les communistes du M.L.N., l'unique alliance S.F.I.O. Celle-ci, sous l'influence de Léon Blum, Geor- zard et quelques autres, parut un instant la lui pro- e. Mais, sous l'influence, combinée quoique contradic- des socialistes anti-résistants d'une part, et des cam- s communistes contre l'U.D.S.R., qui portaient encore e époque sur le parti « frère », la S.F.I.O. largua pure- et simplement, au moment des élections de 1945, le par lequel l'U.D.S.R. s'était attachée à elle [1]. Immé-

n put constater, avec hilarité ou tristesse (selon les goûts), que de ces dirigeants S.F.I.O. qui craignaient de s'embourgeoiser, lre le « caractère ouvrier du parti », de distendre les liens avec , du fait d'une alliance avec les hommes de la Résistance, n'hési- pas deux ans plus tard à lancer leur parti dans cet atlantisme nticommunisme virulents où il perdit la plus grande partie de ouvrière...

diatement après, les membres S.F.I.O. des Mouvements d
Résistance firent pression pour que ces Mouvements ne s'oc
cupent plus dorénavant de politique ; mis en minorité, il
quittèrent ces Mouvements et comme dans ces luttes de ten
dance l'idée même d'une action politique autonome de
Mouvements de Résistance au sein des forces populaires avai
fini par être perdue complètement de vue, la majorité d
l'U.D.S.R. finit, dans un détour aussi surprenant qu'immo
ral, par s'allier au parti radical au sein du Rasemblemen
des Gauches Républicaines. Les militants, bien entendu, dis
parurent.

Ainsi s'effondra, par suite d'antagonismes nés au cours d
la clandestinité, par suite aussi du manque de conscience poli
tique des leaders indépendants, une des forces qui aurait p
renouveler la politique française.

La naissance du M.R.P., qui influença elle-même la suit
d'événements que je viens de décrire, fut, elle aussi, large
ment conditionnée par des faits survenus au cours de la Résis
tance. Ce sont des disputes sur la conception même du comba
clandestin autant que des antagonismes de personnes, qu
avaient provoqué en 1942 la rupture, au sein du mouvemen
Combat, de l'équipe démo-chrétienne (Bidault, de Menthon
Teitgen, Paul Coste-Floret), avec les autres dirigeants. Un
conception commune de l'action clandestine avait alors rap
proché les dirigeants démo-chrétiens des délégués de l
France Libre. Ainsi s'était créé un groupe de leaders démo
chrétiens faisant du travail de sommet et assez isolés du rest
de la Résistance, dont ces hommes avaient fini par traite
les difficultés et les luttes intérieures avec un certain mépris

Encore que Georges Bidault ait, comme je l'ai dit, flirt
d'assez près avec le parti communiste après son entrée a
Front National et sa désignation comme président du C.N.R
(mais ce flirt était peu connu de la base), ce groupe de diri
geants devait naturellement apparaître comme un pôle d'at
traction puissant pour les militants chrétiens de la Résis
tance inquiets du noyautage communiste dont j'ai décrit plu
haut quelques aspects. Dès lors, quand le groupe de têt
démo-chrétien, peut-être sur le conseil des autorités reli
gieuses, peut-être par suite de sa coupure d'avec le travai
pratique des autres dirigeants de la Résistance, décida, ve

l'été 1944 (je crois), de ne pas travailler au développement politique du M.L.N., et de créer un nouveau parti, le mot d'ordre fut naturellement suivi par la plupart des militants chrétiens des mouvements.

Encore le M.R.P. avait-il, au départ, la possibilité de se concevoir comme un parti véritablement de gauche, une sorte de « labour-party » d'inspiration chrétienne. En ce cas, il aurait dû nécessairement limiter ses ambitions de recrutement. C'était la thèse que soutenaient un certain nombre de chrétiens résistants au moment de la fondation du parti, en particulier Stanislas Fumet, et je crois, Colin (qui a changé depuis). Mais si j'en crois des amis qui participèrent à ces discussions préliminaires, la majorité se rangea au côté de Georges Bdault, qui aurait déclaré, selon une de ces formules à l'emporte-pièce dont il est coutumier : « *Nous ferons le M.R.P. avec les femmes et les curés* ». C'était opter pour un succès vaste et rapide. Le M.R.P. apparaissant dès lors comme la formation la plus à droite de celles issues de la Résistance, ne pouvait manquer d'avoir l'appui massif de la bourgeoisie effrayée, et de tous ceux qu'elle influençait. C'était aussi liquider à terme le rapprochement, si sincère, entre incroyants et chrétiens, qui s'était opéré au sein de la Résistance, et poser les bases de nouvelles luttes religieuses. C'était enfin, en introduisant d'une façon organique la réaction sociale au sein de la Résistance, préparer à l'avance le triomphe des ennemis de la Résistance : ainsi, la rupture de la Conférence de Fontainebleau, le déclenchement de la guerre d'Indochine et toutes ses conséquences, sont dus essentiellement à l'influence au sein du M.R.P. d'un homme politique représentant les intérêts financiers d'Indochine, M. Max André, et à la protection accordée par le parti à l'amiral Thierry d'Argenlieu. Ni l'un ni l'autre de ces facteurs n'aurait joué, sans doute, si l'équipe démo-chrétienne de la Résistance n'avait pas voulu reconstituer un parti à elle seule, ou même si, le reconstituant, elle avait cherché à le rendre plus semblable à la « Jeune République » qu'à l'ancien parti « démocrate-populaire ».

« Si n'avait pas... n'aurait pas. » Ce genre de réflexions peut paraître oiseux. Mais n'est-ce pas l'étude des erreurs du passé qui permet d'éviter les pièges de l'avenir ? De plus,

cette période de la Résistance a ceci de particulier, que les conditions de la clandestinité donnaient à des groupes d'hommes très restreints l'occasion de prendre des décisions, dont l'importance n'apparaissait pas toujours sur le moment, mais qui affectèrent plus tard l'orientation de vastes courants politiques, et la vie de tout un peuple. C'est dans de telles conditions que les « nez de Cléopâtre » jouent leur rôle. Le fleuve de l'histoire et l'enchaînement des déterminismes économiques et sociaux qu'il porte avec lui et qui le font avancer, se trouve ici dans un défilé si étroit que le rebondissement d'un filet d'eau dans une direction ou dans une autre (le choix individuel, peut-être le hasard) prend une importance capitale.

Un peu plus loin, on arrive de nouveau dans la grande plaine des époques normales. Les choix individuels comptent moins, les déterminismes retrouvent leur masse énorme et leur jeu éternel. Mais le cours du fleuve a été changé.

Claude Bourdet.

III. - Tâches

Iaurice Duverger.

S. F. I. O. : MORT OU TRANSFIGURATION ?

Le problème de la gauche en France tourne autour du parti ocialiste. Le communiste réclamant l'unité prolétarienne ait qu'elle n'est pas concevable sans l'accord de la S.F.I.O. ; ui souhaite l'avènement d'un « grand parti de gauche non ommuniste », capable d'équilibrer le P.C., (d'abord, voire e le remplacer progressivement ensuite) constate que la .F.I.O. occupe déjà la scène et que rien ne peut être fait ans elle, à cet égard non plus. On peut concevoir théorique-ient une majorité de gauche excluant les communistes : elle 'est mathématiquement plus possible aujourd'hui, mais elle 'a été au temps du Cartel. On peut hésiter sur le choix du roisième partenaire de gauche : radicaux ou M.R.P. ? 'ront populaire de 36 ou Tripartisme de 45 ? (Toute la ianœuvre du parti radical, ces dernières années, a consisté à ourner les démo-chrétiens sur leur gauche : avec Mendès-'rance, il a réussi, entraînant le gros du R.P.F. avec lui.) Iais une chose est certaine : aucune alliance de gauche n'est ossible ni même concevable sans les socialistes.

Que la S.F.I.O. se soit « embourgeoisée », qu'elle devienne e plus en plus conservatrice, que certains de ses chefs soient orrompus ou incapables (voire les deux), qu'elle n'ait plus i doctrine, ni programme, que son influence soit en déclin, u'elle ne puisse plus renouveler ses cadres et que les jeunes lecteurs se détournent d'elle, c'est exact. Qu'elle soit en

train de mourir, c'est possible : mais les structures sociale ont de longues agonies, souvent peu perceptibles à l'échell humaine. A supposer que le parti socialiste soit condamné (ce qui n'est pas sûr), il encombrera notre vie politique per dant plusieurs décades encore ; pendant ce temps, il faudr bien compter avec lui. Mépriser la S.F.I.O. ne sert à rie puisqu'il faut nécessairement l'accepter.

I

SITUATIONS ET TRANSFORMATIONS

Le phénomène le plus sensible à l'observateur de l S.F.I.O., c'est celui du déclin : chute des effectifs, vieillisse ment des adhérents et des cadres, tarissement doctrinal, ce faits sont évidents encore que leur mesure exacte soit souven mal appréciée. La transformation interne, qui tend à fair ressembler les socialistes d'aujourd'hui aux radicaux d'hier n'est guère mieux connue.

La peau de chagrin — Rien n'est plus spectaculaire que l déclin de la S.F.I.O. depuis la Libération. En 1944-45, l socialisme avait le vent en poupe : qui n'était pas commu niste se disait peu ou prou socialiste. « Socialisme huma niste », « travaillisme français », ces formules et bien d'autre traduisaient les efforts d'un grand nombre de modérés pou se rapprocher du socialisme et pour l'exorciser : au M.R.P. même, on ne craignait pas de parler d'un socialisme chrétien Qu'il soit entré beaucoup de machiavélisme dans ces manœu vres, c'est indiscutable : la bourgeoisie qui voyait dans Léon Blum un messie, dix ans après l'avoir considéré comme un démon, cherchait avant tout à sauver les meubles. Mais un certaine sincérité se mêlait aussi à ces manœuvres. Dans l jeune génération, née de la Résistance, l'attirance vers l socialisme était authentique : une grande chance s'ouvrai ainsi devant la S.F.I.O., une chance de s'étendre et de s rajeunir. Elle l'a promptement gâchée.

Quelques chiffres dispensent de longues considérations

560.000 voix aux élections législatives du 21 octobre 1945,
190.000 aux élections du 2 juin 1946, 3.430.000 le 10 no-
embre 1946, 2.660.000 le 17 juin 1951. Sur 100 électeurs de
S.F.I.O. en 1945, il n'en reste plus que 56 aujourd'hui.
es chiffres d'octobre 45 correspondent sans doute à une
ointe, à une poussée exceptionnelle due aux circonstances.
ais en 1936 et en 1932, le parti socialiste avait réuni 20 %
es suffrages exprimés : en 1951, il n'en conservait plus que
%.

Regardons maintenant les membres du parti et non plus
s simples électeurs. En 1946 ils étaient 350.000, aujour-
hui ils restent 110.000 à peine. Là encore le chiffre de
férence est criticable. Tout de même, en 1938, le parti
teignait 275.000 adhérents : pour retrouver des effectifs
ussi faibles que ceux de 1954, il faut remonter aux années
et à la crise qui a suivi la scission de Tours. Encore à
tte époque la S.F.I.O. restait-elle un organisme vivant :
ans les années 25-28, où le parti a des effectifs à peu près
uivalents à ceux d'aujourd'hui, il enregistre chaque année
nombreuses adhésions nouvelles (entre 20.000 et 50.000
ur an environ). Des gens le quittent, mais d'autres les
mplacent. Quand les effectifs baissent, comme en 32-34,
est que la proportion des premiers est supérieure à celle
s seconds ; mais cette dernière demeure toujours impor-
nte : près de 19.000 adhérents nouveaux entrent au parti
1933, près de 15.000 en 1934. Aujourd'hui, ce renouvelle-
ent n'existe plus. Les sources du recrutement sont entière-
ent taries, ou presque. D'anciens adhérents s'en vont ;
rsonne ne prend leur place : 708 membres nouveaux seule-
ent en 1948, sur un effectif total qui s'élevait alors à près
285.000 adhérents ! En 1950, le parti affirmait avoir enre-
stré 5.000 adhésions nouvelles, mais le caractère arrondi et
précis de ce chiffre laisse les plus grands doutes. Depuis
51, on n'ose plus publier de chiffres, ce qui est symptôma-
ue.

Les derniers congrès socialistes ont enregistré avec satis-
ction un arrêt de l' « hémorragie » d'adhérents : il est bien
ai que, depuis quatre ans, la peau de chagrin se rétrécit à
rythme plus ralenti. Tout se passe comme si la S.F.I.O.
tait repliée sur ses militants traditionnels, sur ses anciennes

troupes. Mais celles-ci vieillissent et personne ne comble plus les vides laissés par les décès.

La senescence. — Divers sondages de l'Institut français d'opinion publique permettent d'avoir une idée plus ou moins approximative de la répartition en groupes d'âge des électeurs de chaque parti. L'enquête effectuée en 1952 donne à la S.F.I.O., 30 % d'électeurs de moins de 35 ans (la proportion correspondante pour l'ensemble du corps électoral est de 34 %, pour le parti communiste de 42 %) ; elle lui attribue 22 % d'électeurs entre 50 et 65 ans (contre 20 % pour l'ensemble du corps électoral et 19 % pour le parti communiste) et 15 % au-dessus de 65 ans (contre 14 % pour l'ensemble du corps électoral et 4 % pour le parti communiste). Ces chiffres sont beaucoup plus significatifs si on se souvient que les partis modérés et les radicaux ont moins de jeunes électeurs et plus de vieux : en règle générale, on vote plus à gauche au-dessous de quarante ans et plus à droite au-dessus de soixante. Pour un parti de gauche, le corps électoral de la S.F.I.O. est donc anormalement âgé. Toutefois, il convient de considérer les chiffres précédents comme de simple ordres de grandeur : un questionnaire relatif au comportement théorique des électeurs à l'égard des partis, en dehors d'une campagne électorale et d'un scrutin concret, est toujours assez incertain. Malgré tout, la tendance de base est assez nette : elle ne fait que vérifier une opinion courante.

Quant à l'âge des adhérents de la S.F.I.O., on ne dispose d'aucun renseignement sérieux à cet égard. Une enquête avait été entreprise en 1951 par M. Pierre Rimbert, sous forme d'un questionnaire adressé aux sections : un dixième d'entre elles seulement ont répondu, ce qui est insuffisant, et les réponses n'ont pas été publiées. M. Rimbert considère comme représentative la documentation beaucoup plus précise qu'il a réunie sur les cadres locaux du parti (membres des commissions exécutives fédérales) : ce point de vue est assez discutable, car l'âge des dirigeants d'un groupe est généralement un peu supérieur à celui de ses membres. La proportion de « moins de trente ans » est très faible parmi ces cadres : un peu plus de 6 % (contre 25 % dans l'ensemble

de la population en âge de voter). Celle des « moins de 40 ans » reste inférieure à la normale : moins de 30 % (contre 41,5 % dans l'ensemble de la population). Soixante-dix pour cent des membres des commissions exécutives fédérales ont plus de quarante ans. Il est vrai, en contrepartie, que la proportion des « plus de 50 ans » est également un peu plus faible que la moyenne générale (30 % contre 38) : peut-être faut-il y voir le résultat d'une retraite politique à partir de 65-70 ans (phénomène assez général : le nombre d'abstentions s'élève beaucoup dans les dernières classes d'âges).

Dans les cadres supérieurs, le vieillissement se manifeste de la même façon : dans l'Assemblée nationale élue en 1946, la moyenne d'âge des députés socialistes était de 45 ans 4 mois, contre 40 ans 7 mois dans le parti communiste et 41 ans 9 mois dans le M.R.P. On ne peut pas dire, à proprement parler, que la S.F.I.O. soit un« parti de vieux » (les électeurs de plus de 65 ans votent surtout pour la droite traditionnelle ou le M.R.P.) : mais il est un parti d'hommes mûrs. En tout cas, il n'est pas un parti de jeunes. Une curieuse différence s'observe ici avec le parti radical, qui est (au moins sur le plan parlementaire) à la fois un parti de vieux et un parti de jeunes : on y distingue très nettement l'ancienne génération de la Troisième République et la nouvelle issue de la Résistance. Dans le parti socialiste, les « anciens » sont plus jeunes : mais il n'y a pas de « nouveaux ». Plus encore que les moyennes d'âges, ce signe est caractéristique de la senescence : l'organisme ne renouvelle plus sa substance. On mesurera plus loin la gravité du phénomène en ce qui concerne le renouvellement des cadres.

La « radicalisation ». — Par cet affreux néologisme, on veut suggérer que le parti socialiste tend à être de moins en moins socialiste et à devenir de plus en plus semblable à ce que fut le parti radical sous la Troisième République. Il n'est pas ici question de doctrine, mais de structure sociale. Avant 1900, l'extrême-gauche radicale s'appuie sur les électeurs du midi (sud-ouest excepté). Méditerranée, couloir rhodanien, Massif central, il y a peu de bastions de gauche hors de ces régions, sauf Paris. Cette zone de gauche traditionnelle correspond à peu près aux anciens pays de droit écrit, à la

France latine. A partir de 1910, le développement du parti socialiste fait apparaître une nouvelle gauche, plus septentrionale, à prédominance ouvrière, appuyée sur les banlieues des grandes villes et les régions d'industries modernes : Nord, Pas-de-Calais, banlieue parisienne, auxquelles se joint l'Alsace-Lorraine après 1919. En même temps, d'ailleurs, le socialisme repose sur certaines forces de la gauche traditionnelle, notamment dans le bassin méditerranéen et la haute vallée de la Loire. Malgré tout, aux élections de 1914 et de 1919, la S.F.I.O. est plus nordique que méridionale (et plus orientée à l'est qu'à l'ouest, plus continentale qu'atlantique). Après la scission communiste, l'orientation change : reflux du nord vers le sud d'abord, extension vers l'ouest ensuite. Dans le premier cas, il s'agit d'un repli vers les anciennes positions radicales, celles du radicalisme des années héroïques, du radicalisme d'avant 1900 : très net dès 1928, le mouvement s'accentue en 1932 (bien que la S.F.I.O. renforce aussi ses positions dans le nord). En 1936, une progression vers l'ouest et le sud-ouest entame les positions du radicalisme des années 20, du néo-radicalisme assagi et semi-conservateur. En 1946, le mouvement se précise et s'aggrave : la S.F.I.O. s'affaiblit dans le nord, le centre et le sud-est, c'est-à-dire dans ses positions originaires, et se renforce encore dans l'ouest, le sud-ouest et la Franche-Comté. En 1951, l'affaiblissement est général et aboutit à une dispersion des suffrages du parti sur une grande partie du territoire. Malgré tout, le grand changement persiste : mis à part les départements miniers du nord, la S.F.I.O. est devenue plus méridionale que nordique : elle recouvre les positions de l'ancienne gauche « républicaine » d'avant 1900, qui n'avait aucun caractère proprement socialiste. Elle hérite ainsi des traditions radicales.

Cette marche du nord vers le sud a coïncidé avec un déplacement de régions ouvrières vers des régions rurales. Certes, on ne peut accepter sans réserve l'idée que celles-ci sont conservatrices : l'enquête I.F.O.P. de 1952 a montré curieusement, par exemple, que les électeurs communistes les plus rigides et les plus rigoureux dans leur défense des thèses du parti sont ceux qui appartiennent à la paysannerie. Il y a un anarchisme latent dans les classes paysannes, et

plus encore un sentiment de frustration par rapport aux gens des villes, qui leur confèrent certains traits d'un prolétariat. Malgré tout, le poids des traditions et des genres de vie et le sens aigu de la propriété privée inclinent au conservatisme. En se ruralisant, la S.F.I.O. a beaucoup affaibli son caractère socialiste. Plus qu'un parti des campagnes, d'ailleurs, elle tend à devenir un parti des petites villes, le « parti des chefs-lieux de canton et d'arrondissement » (seulement 8 % des électeurs S.F.I.O. sont des agriculteurs exploitants, mais 22 % lui viennent des villes de 5.000 à 20.000 habitants, qui représentent seulement 16 % de la population totale) : ce qu'était le parti radical sous la Troisième République.

La répartition sociale des cadres subalternes et moyens du parti confirme cette analyse de son évolution électorale. Parmi les membres des commissions exécutives fédérales (cadres subalternes), 20 % sont des commerçants, des artisans ou des membres des professions libérales et 5,4 % des agriculteurs exploitants ; 13,5 % seulement des ouvriers ; 13 % des employés, près de 40 % des fonctionnaires et 10 % des retraités. La masse est ainsi formée de gens des classes moyennes, plus attachés à la défense de leurs avantages acquis (et à l'amélioration éventuelle de ceux-ci) qu'à un idéal révolutionnaire. Si l'on considère l'ensemble des candidats présentés par le parti aux élections législatives (1951), — assez représentatif des cadres moyens, des noyaux d'influence — on voit que la proportion des ouvriers est très faible (7 % contre 26 % dans le parti communiste), celle des paysans un peu plus forte (12 % contre 16 % dans le parti communiste), mais très importante celle des membres des professions libérales, commerçants et artisans (19 % contre 5,6 % dans le parti communiste). Tout cela confirme la « radicalisation » de la S.F.I.O.

Cette dernière est aussi nette sur le plan des structures. Plus encore que les doctrines, l'originalité fondamentale des partis socialistes réside dans l'organisation. Aux « partis de cadres » du XIXme siècle, appuyés sur des comités de notables peu nombreux, unis les uns aux autres par des liens assez lâches, fortement décentralisés et indisciplinés, le socialisme a substitué des « partis de masse » fondés sur l'adhésion de

dizaines et de centaines de milliers de personnes, réparties en sections fortement soudées les unes aux autres au sein d'un organisme centralisé et discipliné. La S.F.I.O. s'efforce de conserver cette armature : mais elle y réussit de moins en moins, au fur et à mesure de l'effondrement de ses effectifs. Le chiffre brut des adhérents n'est pas le critère essentiel d'ailleurs, mais plutôt le rapport entre lui et le nombre des électeurs qui donnent leurs suffrages au parti. Quand ce « taux d'adhésion » est élevé, en effet, les membres du parti peuvent être réellement considérés comme l'élite de sa clientèle, comme la portion la plus agissante et la plus éclairée de celle-ci : que cette « avant-garde » entraîne derrière elle le gros de l'armée est alors un fait à peu près général. Telle est la situation en Grande-Bretagne, où le taux d'adhésion dépasse 40 % ; en Autriche, où il atteint presque ce chiffre ; en Suède et au Danemark, où il se situe aux alentours de 35 % ; en Norvège, où il arrive à 25 % ; même en Suisse où il s'établit au-dessus de 20 %. En France, la situation n'a jamais été aussi nette : sauf en 1936, en effet, le taux d'adhésion n'a jamais dépassé 10 %. Moins d'un adhérent pour 10 électeurs, c'est une avant-garde bien faible. Elle l'est encore plus quand la masse des électeurs a une structure sociale hétérogène (un adhérent ouvrier peut encore prétendre représenter 10 électeurs ouvriers ; mais si les dix électeurs sont d'origines variées, un adhérent ne peut suffire). Encore le taux d'adhésion de la S.F.I.O. n'était-il jamais descendu au-dessous de 7-8 % (sauf après la crise qui a suivi la scission de Tours) ; en 1946, il atteignait presque 9 %: Mais aujourd'hui, avec deux millions sept cent mille électeurs et cent treize mille adhérents, le parti socialiste français n'a qu'un taux d'adhésion de 4 %.

Parmi les adhérents, d'ailleurs, combien n'assistent jamais aux réunions ? Beaucoup de « sections » se réduisent en fait au « bureau » de la section, c'est-à-dire à un comité de type radical. Et certaines alignent sur papier des chiffres d'adhérents purement théoriques, en achetant — grâce à de généreux donateurs — un grand nombre de feuillets annuels et de timbres mensuels, ce qui permet de grossir le nombre de mandats détenus aux congrès. La S.F.I.O. a cessé d'être un parti de masses proprement dit, sans se réduire d'ailleurs à

un parti de cadres pur et simple : elle constitue un type intermédiaire, plus proche du second dans certaines fédérations, du premier dans d'autres.

Dans une certaine mesure, cette « radicalisation » de la S.F.I.O. n'est que la forme nationale d'un phénomène général. Tous les partis socialistes du monde se sont transformés dans le même sens : ils ont glissé à droite. Le phénomène est plus accentué dans ceux — comme l'italien et le français — qui ont vu se développer sur leur gauche un puissant parti communiste, absorbant la plus grande partie de leur clientèle ouvrière. Mais il se retrouve également dans le Labour britannique ou chez les sociaux-démocrates scandinaves, qui ne connaissent point la concurrence communiste : résultat d'abord de la croissance du parti, qui l'étend vers les classes moyennes ; résultat ensuite des transformations de structures qui diminuent progressivement la proportion d'ouvriers dans les sociétés évoluées — la proportion de « secondaires » — au profit de la proportion d'employés, de cadres, d'administrateurs, de « tertiaires ». L'embourgeoisement des partis socialistes est d'abord une conséquence de l'embourgeoisement des sociétés occidentales.

Le néant doctrinal. — Beaucoup de partis n'ont pas de doctrine, et ce fait les favorise plutôt qu'il ne les gène : par exemple le parti radical. En un certain sens, le tarissement idéologique de la S.F.I.O. n'est que la conséquence de sa « radicalisation ». Mais le problème est plus complexe : le drame de la S.F.I.O., ce n'est pas son absence de doctrine ; c'est que sa doctrine l'embarrasse. Elle n'ose ni la rejeter, ni l'appliquer, ni la rénover : nouvelle forme de la sclérose du parti. La S.F.I.O. se déclare toujours révolutionnaire : mais ni ses chefs, ni ses cadres, ni ses adhérents, ni ses électeurs n'ont envie de faire une révolution. Elle se réfère toujours au marxisme : mais sa propagande y fait des allusions de plus en plus rares, et sa pratique gouvernementale l'oublie encore plus. De temps en temps, quelques intellectuels du parti rêvent d'un socialisme rajeuni : que ce soit en 1933 ou en 1945, ils n'osent pas aller très loin dans ce sens, et le rajeunissement doctrinal se borne à quelques pieuses affirmations de bonnes intentions.

S'affirmer nettement marxiste, ce serait risquer de perdre une partie de la nouvelle clientèle radicalisante, d'autant plus effrayée par cette idéologie qu'elle l'ignore plus complètement. Répudier totalement le marxisme, ce serait renier les souvenirs des temps héroïques et peiner quelques vieux militants (ce serait aller aussi contre toute l'évolution de la pensée contemporaine, où les schémas marxistes sont de plus en plus utilisés dans la pratique courante, même par les non-marxistes; où la sociologie de Marx est en train de tomber dans le domaine public). Tenter de rénover le marxisme, c'est au-dessus des forces d'un parti de plus en plus déserté par les intellectuels, sans compter qu'on ne « rénove » pas une doctrine de cette envergure comme on bâtit un projet de réforme constitutionnelle. Ainsi, la S.F.I.O. demeure avec son marxisme sur les bras, de plus en plus gênée aussi par la concurrence communiste à cet égard : car, sur le plan de la dialectique, l'agilité du P.C. décourage les militants socialistes. Le combat sur le terrain marxiste pour dénoncer la « déviation soviétique » — comme le tentent les Yougoslaves, avec plus ou moins de bonheur — peu de socialistes français osent l'engager : ils le sentent perdu d'avance. En bref, la S.F.I.O. a mis son marxisme au frigidaire et ne souhaite pas l'en sortir.

Elle pourrait reprendre avantage sur le terrain du programme, de la « plateforme », de la stratégie à court terme. Mais elle est gênée ici par le verbalisme traditionnel de la politique française et par l'incapacité technique de ses propres dirigeants. Rien n'est plus frappant que le vide des programmes politiques ou syndicaux français en face de ceux des pays scandinaves ou britanniques. La C.G.T. fait parfois un effort de technicité, dans les interventions de ses délégués au Conseil Economique. La S.F.I.O. n'en fait guère. Elle ignore ici encore une sensible évolution de l'opinion, qui correspond sans doute à un certain changement de génération. Aujourd'hui, où le prestige de la technique est immense, des programmes économiques et sociaux cohérents, solidement construits par des techniciens, auraient un retentissement certain. On assiste depuis dix ans à une certaine dévalorisation des idéologies et à une emprise grandissante du concret (ou prétendu tel). Les partis ou les hommes politiques capa-

les de comprendre cette transformation pourraient en tirer e grands avantages. Il ne semble pas que la S.F.I.O. ait erçu ce changement.

Sans doctrine et sans programme, il lui reste à défendre ı rase-mottes des intérêts, se bornant à soutenir au jour le ur les revendications de ceux qu'ils concernent, sans les ticuler les unes aux autres et à la situation générale, sans ême analyser leurs chances de satisfaction réelle. D'accord pour augmenter les salaires mais sans faire les réformes fiscales et sociales permettant de limiter les profits ; 'accord pour baisser les prix des denrées vitales, mais sans sser de subventionner les productions agricoles inutiles ; accord pour l'expansion économique, mais sans toucher ıx entreprises marginales : tous ces thèmes de la S.F.I.O. i sont communs avec tous les partis français, chacun insisnt tantôt sur l'un ou l'autre, suivant l'importance pour lui la clientèle correspondante. La S.F.I.O. radicalisée s'assimile ainsi de plus en plus au conservatisme français : conrvatisme de petites gens, plus sympathique que l'autre ntimentalement, plus antipathique au fond parce qu'il pose sur l'acceptation par les victimes de leur situation de ctimes. La référence verbale au socialisme sert à donner nne conscience : car, dans ce curieux pays, les conservaurs veulent paraître révolutionnaires, aux yeux d'autrui plus encore aux leurs.

II

PERSPECTIVES ET OBSTACLES

Malgré l'hémorragie d'adhérents et d'électeurs, la S.F.I.O. meure un grand parti, encore plus puissant que le M.R.P., ıe les radicaux ou que n'importe quel organisme de droite; ıcore plus fortement organisé qu'eux. Le second parti de ance en somme, derrière le parti communiste. Ses attaches ıns le pays sont très fortes et un solide noyau de Franıs lui reste fidèle quoiqu'il fasse.

Bien plus : par sa position même et par sa transformation,

le parti socialiste a devant lui de sérieuses possibilités d'extension. Que les communistes aient perdu la moitié de leurs adhérents depuis 1945 est l'indice d'un mouvement de reflux profond : si les neuf dixièmes de leurs électeurs sont restés fidèles, c'est faute de trouver ailleurs des candidats satisfaisants. Tous les sondages d'opinion montrent que la majorité des électeurs du P.C. sont plus mécontents que communistes : le vote communiste est un vote d'opposition plus qu'un vote de révolution. Une stratégie intelligente de la S.F.I.O. lui permettrait d'attirer vers elle pas mal de communistes marginaux : il y a des possibilités d'extension socialiste vers la gauche. Il y en a encore plus vers le centre. Le « laniélisme » a été un phénomène politique essentiel : il marque l'abandon par le M.R.P. de sa position centre-gauche et un demi-tour à droite complet. Désormais les ex-démocrates-chrétiens posent leur candidature au rôle de grand parti modéré, toujours vacant en France à cause du désordre chronique de la droite. S'ils réussissent, ils deviendront le plus grand parti français : mais un parti conservateur, où la défense de l'école libre et un néo-cléricalisme remplaceront la défense de la Sécurité Sociale et des nationalisations. Une bonne partie de leurs électeurs de gauche seront ainsi amenés à les quitter : il y a là une place à prendre, plus vaste qu'on ne le croit d'ordinaire. Certes, beaucoup la postulent en dehors de la S.F.I.O. : les radicaux nuance Mendès-France et les nouveaux républicains sociaux (la signification à long terme du ministère Mendès-France, c'est le rejet à droite du M.R.P., débordé sur sa gauche par le gros des radicaux et un groupe d'ex-R.P.F. : opération amorcée depuis deux ans). Mais les socialistes sont plus capables que d'autres de la prendre parce que leur organisation reste plus forte et leur orientation politique plus proche.

Ainsi, la S.F.I.O. a devant elle un avenir. Mais trois obstacles fondamentaux l'en séparent : l'anticommunisme aveugle, l'absence de chefs, le refus de rajeunir ses cadres.

La peur du grand méchant loup. — Jusqu'en 1920, le parti socialiste n'a pas connu de rival à gauche. Jusqu'en 1936, le parti communiste est resté faible et la tactique « classe contre classe » l'a rendu plus faible encore dans le domaine

électoral et parlementaire : sauf peut-être sur le terrain doctrinal, la S.F.I.O. n'éprouvait pas à son égard de complexe d'infériorité. Les choses ont commencé à changer avec le Front Populaire : soixante-douze députés communistes ont transformé la carte parlementaire ; dans l'unité syndicale retrouvée la fraction communiste a mené un noyautage intense, sapant progressivement l'influence des dirigeants majoritaires à tendance socialiste ; par les mouvements de grève et les campagnes d'agitation (« des canons, des avions pour l'Espagne ») le P.C. a progressivement pris en main le gouvernement des « masses ». Les socialistes ont brusquement mesuré la puissance du parti communiste, et leur difficulté à l'endiguer, accrue par leurs responsabilités ministérielles qui les empêchait de se livrer à la surenchère revendicative. Mais, en même temps, l'exercice du pouvoir leur donnait une nouvelle assurance, qui compensait dans une certaine mesure cette peur grandissante du rival communiste.

Le traumatisme essentiel a été subi en 1944-48. A la libération, le rapport des forces entre communistes et socialistes était renversé : déjà pourvu d'une organisation plus forte, plus moderne, plus perfectionnée, le P.C. réunissait cette fois plus d'électeurs, plus d'adhérents, surtout plus de sympathisants et plus de prestige que la S.F.I.O. A la C.G.T., les rapports étaient inversés par rapport à 1936 : en face des communistes majoritaires, la minorité socialisante essayait en vain de retourner l'arme du noyautage : trop maladroite et trop mal organisée pour s'en servir, elle se voyait progressivement réduite à l'impuissance. L'évolution n'a fait qu'accentuer le décalage, la S.F.I.O. perdant près de cinq électeurs sur dix, tandis que les communistes en conservaient neuf. La scission de F.O. — énorme faute imposée par la base aux dirigeants, ce qui prouve leur incapacité de contrôler leurs troupes et leur ignorance de l'A.B.C. des techniques d'encadrement des masses — a laissé les communistes entièrement maîtres de l'énorme machine de la C.G.T. et de son prestige. La conviction s'est ancrée au cœur des militants socialistes qu'en tous contacts avec les communistes ils ne pouvaient résister à la pression de ceux-ci, qu'ils étaient définitivement le pot de terre en face d'un pot de fer impos-

sible à entamer ni à briser. La peur du communisme est ainsi devenue l'un des éléments essentiels de la psychologie S.F.I.O.

L'évolution des partis frères au-delà du rideau de fer n'a fait que la renforcer. Triste destin que celui des socialistes orientaux écartelés entre Fierlinger ou Petkov, entre la trahison ou la potence. Plus encore que l'argent des syndicats américains, ces terrifiantes images ont nourri l'antisoviétisme et l'anticommunisme de la S.F.I.O. L'exemple de Nenni n'a point suffi à combattre ces tendances : il les a renforcé au contraire, dans la mesure où le P.S.I. apparaissait ligoté par le P.C.I., otage entre ses mains, incapable de la moindre initiative. Depuis un an à peine ce schéma se révèle faux à l'usage et une réalité plus complexe commence à transparaître : il est encore trop tôt pour que la S.F.I.O. en soit influencée et peut-être trop tard.

Ainsi, l'on est parvenu à cette situation paradoxale où le parti socialiste est le plus anticommuniste de tous. Edouard Daladier et le commandant Loustanau-Lacau peuvent visiter la nouvelle Pologne et la décrire avec une relative sympathie : les socialistes ne le peuvent pas. René Capitant ou Edmond Michelet peuvent prendre la parole sur une tribune à côté des communistes, pour attaquer la C.E.D. : les socialistes ne le peuvent pas. Des industriels et des exportateurs peuvent prendre part à la conférence économique de Moscou et faire campagne pour le développement des échanges avec l'est : les socialistes ne le peuvent pas. Et l'idée d'un néo-Front populaire secrètement caressée par certains radicaux et certains ex-R.P.F. met en fureur une S.F.I.O. qui oublie 1936 et le gouvernement Léon Blum.

Aucun redressement du parti socialiste n'est possible tant qu'il sera paralysé par ce complexe d'infériorité vis-à-vis du parti communiste. S'il continue à croire que toute forme d'unité d'action conduit nécessairement à la satellitisation, il sera éternellement condamné à choisir comme aujourd'hui entre l'opposition stérile et la participation à des gouvernements du centre-droit, qui en feront un otage des conservateurs. La S.F.I.O. sous la Quatrième République doit comprendre cette vérité que le parti radical de la Troisième n'a jamais voulu regarder en face : il n'existe pas en France de

ıajorité du centre. Conjonction des centres de 1900, Con-
entration des années 30, Troisième force de 1947-51, « Front
lémocratique et social » rêvé en 1953, peu importent les
ıoms de baptême : l'enfant n'est pas viable. Le centre repré-
ente moins de 50 % des électeurs et des sièges parlemen-
aires : toute pseudo-majorité du centre doit donc, néces-
airement, s'appuyer sur une partie de la droite, dont elle
st ainsi condamnée à faire la politique. Pour que la
ituation soit renversée, il faudrait que cette fraction de la
roite acceptât un certain réformisme, adhérât en somme à
ne politique du centre : toute la tradition conservatrice
rançaise est en sens contraire. Peut-être, l'avènement de
eunes générations de droite, donnant naissance à un con-
ervatisme intelligent décidé à faire la part du feu, serait-
lle susceptible de modifier les données du problème (l'évo-
ıtion d'une partie de l'ex-R.P.F. va en ce sens) : mais, pour
'instant, ces données subsistent et il faut en tenir compte.
'our l'instant, la S.F.I.O. a le choix entre l'opposition, la
articipation à une majorité de gauche ou la trahison.

Ainsi, la première tâche qui s'impose à elle, et la plus
rgente, est d'apprendre à « causer » avec les communistes —
e se rendre compte que la méfiance aveugle est aussi stupide
t aussi stérile que la confiance aveugle. Qu'en tout dialogue
es communistes cherchent à rouler leurs partenaires, c'est
n fait : et après ? Ce trait est caractéristique de tous les
rganismes dynamiques, dans toutes les formes de rapports
ociaux. On le retrouve dans les dialogues entre deux capita-
stes américains actuels, entre deux banquiers européens du
ıx^me^ siècle, entre deux patriciens de la Renaissance ita-
enne, entre deux barons du haut Moyen-Age. Dans les
aloons du Texas, à la grande époque, on ne quittait jamais
ı crosse de son revolver dans les discussions entre amis :
'est un signe de santé sociale, après tout. Les communautés
umaines ne sont pas semblables à l'image pseudo-idéaliste
es économistes et juristes du XIXme siècle, qui voyaient par-
out le contrat et l'harmonie (ce qui leur permettait en fait de
ıaintenir la domination d'une classe sur l'autre). La plupart
es rapports humains ont un caractère de compétition et de
omination. Dans un monde où les biens sont moins nom-
reux que les besoins, cela est naturel.

Refuser tout contact avec les communistes sous prétexte qu'ils bénéficient toujours de ces contacts, qu'ils ont toujours le dernier mot dans les discussions : telle est à peu près la position actuelle de la S.F.I.O. C'est un aveu d'impuissance et la reconnaissance d'une supériorité. Une S.F.I.O. virile ne craindrait pas les dialogues avec le P.C. et les rechercherait, au contraire, comme ces saints de la Légende dorée, qui ne craignaient pas de discuter avec le démon parce qu'ils étaient sûrs de leur religion et de leur foi.

Des souris et des hommes. — Le problème S.F.I.O. c'est pour beaucoup un problème d'hommes. Si le parti socialiste français depuis 1905 a pu se livrer aux délices des divisions internes, des « fractions » et des « tendances », c'est qu'il a toujours trouvé un chef capable de maintenir entre elles une vivante synthèse et une harmonie constructive. Jaurès par le prestige sentimental et la musique des mots, Léon Blum par la force de l'intelligence et la loyauté d'esprit ont exercé l'un et l'autre sur la S.F.I.O. une véritable dictature morale, un peu comparable à celle du Pape sur l'Eglise romaine. Eux disparus, le trône de Pierre reste vide, et nul parmi les cardinaux qui se disputent la succession ne prend figure papable. Le parti a beaucoup de chefs valables : mais aucun d'eux ne possède le prestige et les qualités suffisantes pour s'imposer aux autres. Dans de telles situations sociologiques, les médiocres règnent, appuyés sur un appareil administratif dont aucune faction ne veut laisser le contrôle à l'autre, et qu'aucune ne peut réellement contrôler. Qu'un Guy Mollet, gonflé par ses fonctions de secrétaire général, puisse prendre figure d'un leader-ersatz, est à la fois symptômatique et affligeant.

La vénalité de certains n'est qu'une conséquence de ce fait. Personne n'ayant une autorité morale suffisante pour exiger le départ des brebis galeuses, celles-ci s'accrochent à un clan suffisamment fort pour que les autres clans ne puissent les éliminer. A cause d'elles, un parti honnête prend figure de parti pourri. Même si l'obstacle n'est pas dirimant au point de vue électoral (Daniel Wilson fut réélu jusqu'à sa mort par des électeurs sensibles à ses relations et à son efficacité), il empêche le parti de prétendre à un rôle de pre-

nier plan dans la nation, et surtout à un rôle révolutionnaire. Parmi les poids lourds de la S.F.I.O. — si nombreux hélas — Félix Gouin est le plus lourd de tous, plus encore comme symbole que comme homme. Il faudra bien tenter un jour une analyse objective de la malhonnêteté politique. A droite, la liaison avec les milieux d'affaires est naturelle, familiale et idéologique : en sorte qu'elle cesse d'être malhonnête. Le député peut figurer dans de nombreux conseils d'administration, établir des contacts entre le pouvoir et les affaires qu'il dirige ou les amis qu'il fréquente, sans que cela paraisse choquant : pas plus que n'étaient choquants aux yeux des Américains les dollars reçus par Richard Nixon des hommes d'affaires qui ont financé ses premières campagnes électorales. A gauche, où les milieux d'affaires représentent un peu l'ennemi, la liaison avec eux est antinaturelle, et par conséquent malhonnête. On n'achète pas un député de droite : il est à vous, comme un bien de famille. Mais il faut acheter un député de gauche, ce qui est déshonorant pour l'acheteur et pour l'acheté. Ajoutez qu'à droite, les hommes politiques ont généralement des revenus suffisants pour vivre en honnêtes gens : si le pouvoir augmente ces revenus — comme c'est le cas des avocats, des hommes d'affaires, etc. — c'est par des voies légales. A gauche, des députés souvent besogneux et salariés ne voient point le pouvoir augmenter naturellement leurs ressources : d'où la tentation, chez les plus faibles, de l'affairisme et de la vénalité. Cela n'est pour pour réhabiliter M. Félix Gouin : mais quels gens heureux furent MM. Pestche ou René Mayer, qui n'avaient pas besoin de trafiquer des licences pour vivre sur un pied ministériel. Les chrétiens prient chaque jour le Père : « Ne nous induisez pas en tentation », connaissant la faiblesse humaine.

Allons plus profond : l'argent n'est qu'une forme du pouvoir. La mentalité capitaliste considère comme plus méprisable d'employer la ruse, l'hypocrisie, la fraude ou le vol pour son acquisition que pour la recherche des autres formes du pouvoir — parce qu'elle attache à l'argent un caractère quasi-sacré. Mais la morale chrétienne (fondement du moralisme occidental) ne voit aucune différence réelle entre les deux attitudes. Un leader M.R.P., parfaitement honnête

financièrement, mais peu scrupuleux sur le choix des moyens qui maintiennent et accroissent son influence politique, n'est pas supérieur moralement à M. Félix Gouin. Faut-il ajouter enfin que la corruption socialiste ne s'est manifestée qu'à la seconde génération gouvernementale ? Aux hommes de 1936, une presse tatillonne et abominable n'a rien trouvé à reprocher : il a fallu réveiller des souvenirs de 1914 pour acculer au suicide Roger Salengro. C'est dans la génération ministérielle de 45-46 que se sont recrutés les affairistes. Peut-être parce qu'elle était en partie formée des médiocres de 1936, de ceux que Léon Blum avait écarté en 1936, au lieu d'être composée d'une génération nouvelle. On rejoint ici l'obstacle capital où butte le parti socialiste.

L'obstacle du tour de bête. — Le problème d'hommes est lui-même profondément lié au problème de la structure du parti. Le drame le plus profond de la S.F.I.O., c'est l'absence de renouvellement de ses cadres, par suite des obstacles qu'y apporte son organisation même. On a noté en passant que la moyenne d'âge de ses députés était plus élevée en 1946 que celle des communistes, du M.R.P. et de l'U.D.S.R. Plus instructive encore serait l'observation des proportions de députés dans les classes d'âge inférieure. Dans la législature élue en 1946, 8 % des députés socialistes seulement avaient moins de 36 ans, contre 12 % pour la droite, 14 % pour l'U.D.S.R., 15 % pour les radicaux, 24.5 % pour le M.R.P. et 33 % pour le parti communiste. Or, les années 45-46 ont marqué pour tous les partis un profond changement des cadres : ce fut l'heure d'une grande marée de l'histoire, où une génération politique nouvelle vint remplacer les anciennes. Sans doute, pour le M.R.P. et les communistes, l'ampleur du bouleversement a été amplifiée par leur brusque importance parlementaire : le premier étant presque entièrement neuf, le second doublant ses effectifs à l'Assemblée. Pour la droite et les radicaux, réduits à l'époque à la portion congrue, les pourcentages cités n'en sont que plus significatifs : malgré l'âpreté de la concurrence, les jeunes ont réussi à prendre une grande place. Par comparaison, la faiblesse du renouvellement de la S.F.I.O. apparaît encore plus grave, surtout si l'on se souvient qu'elle avait

alors le vent en poupe. Qui n'était pas peu ou prou « socialiste » après la Libération ? Qui ne s'exaltait à l'image de la victoire travailliste en Grande-Bretagne et des prémices qu'elle annonçait en France ? Dans les mouvements clandestins plus ou moins liés au parti socialiste — tel le M.L.N, — une génération nouvelle attendait l'heure d'entrer dans la vie politique : cette heure n'est jamais venue. Il serait intéressant de chercher où sont passées ces jeunes équipes qui auraient pu apporter à la S.F.I.O. un sang neuf : on en retrouverait des éléments à l'U.D.S.R. ou au parti radical, d'autres au R.P.F., d'autres dans le journalisme ou la haute administration.

On a tenté ailleurs d'expliquer ce phénomène. Dans les partis de cadres de type radical ou modéré, les comités sont faiblement structurés, l'armature générale est lâche, la discipline et le formalisme réduits à leur plus simple expression : il n'est pas très difficile à de jeunes ambitions de se faire une place, avec un peu d'entregent et d'habileté. Quand les circonstances ont éliminé pas mal de vieux cadres et laissé des vides (comme en 1945), toute une génération nouvelle peut ainsi faire irruption en bloc. En temps normal, le renouvellement est plus fragmentaire, mais suffisant pour maintenir un rythme normal. Tout à fait à l'opposé, dans les partis très centralisés et très disciplinés, comme le communiste, où le bureau politique contrôle étroitement l'avancement intérieur et décide pratiquement des candidatures aux élections, le rajeunissement régulier des cadres résulte d'une volonté délibérée du centre. Le même phénomène s'observe dans le parti travailliste britannique, par exemple, où les pouvoirs de *Transport House* sur la désignation des candidats au Communes, qui sont assez grands, s'exercent dans le même sens.

Rien de tel dans la S.F.I.O. On n'a pas ici la liberté de mouvement qu'on trouve chez les radicaux et modérés : il existe une structure partisane solide et complexe, avec une hiérarchie assez poussée, et nul espoir de réussite rapide à l'intérieur du parti n'est possible. Aucune place n'est jamais vide à proprement parler : car il y a, comme dans les P.T.T. ou l'Enregistrement, plusieurs postulants qui l'attendent. A rien ne sert de secouer le cocotier : à ses pieds, rangés en

file, une foule de gens sont prêts à prendre la place de celui qui tombe. Aucune autorité centrale n'a la possibilité de les écarter au profit d'un nouveau venu, plus jeune, plus capable, plus dynamique : car les fédérations sont toutes puissantes dans le choix des candidats et les vieux militants y sont les maîtres. On n'aime pas les avancements rapides, dans les sections, on n'aime pas les nouveaux venus et les visages inconnus. Il faut « faire ses classes dans le parti », avant d'espérer quelque promotion. Le drame profond de la S.F.I.O., c'est celui de l'administration française : l'avancement au tour de bête ; encore n'y trouve-t-on aucun équivalent de l'E.N.A., et des grands concours qui permettent à de jeunes équipes d'accéder rapidement aux postes de direction. En 1945-46, pendant que les autres partis voyaient s'imposer une génération nouvelle, le socialiste donnait de l'avancement aux secrétaires de fédérations et aux cadres subalternes: les autres connaissaient la promotion de la résistance ; lui, la promotion des sous-officiers de carrière.

En temps normal, les mêmes phénomènes se produisent à un rythme plus lent. Dans l'Assemblée élue en 1951, seuls 3 % des députés socialistes ont moins de 36 ans, contre 5 % pour les radicaux, 5,5 % pour les communistes, 6 % pour le M.R.P., 7 % pour le R.P.F. Les « moins de 41 ans » ne sont que 15 % à la S.F.I.O. contre plus de 23 % au M.R.P., plus de 20 % au R.P.F. et près de 30 % au parti communiste. Ces faits sont essentiels : le rôle d'un parti est de former une élite politique, représentative de la masse qu'elle prétend exprimer, de la renouveler régulièrement et de lui permettre d'agir. La S.F.I.O. ne remplit pas ce rôle. Prenez aujourd'hui un homme de 25-35 ans que la politique attire : technicien, économiste, universitaire, militant syndicaliste, peu importe. Par goût, le socialisme lui plaît : mais il n'a pas le choix. Ou bien il lui faut renoncer à toute ambition réalisable dans un délai raisonnable, ou bien il lui faut entrer ailleurs : au R.G.R., au R.P.F., etc. Entrer à la S.F.I.O., c'est la perspective d'un siège de conseiller général dans dix ans, à condition encore d'avoir gardé pendant toute cette décennie le contact le plus étroit avec les militants locaux et leurs vieilles querelles intestines...

Cette situation a très peu de chances de se modifier, hélas.

lus le parti socialiste se replie sur ses vieux militants, sans
ı trouver de nouveaux (sens général de son évolution depuis
946), plus ceux-ci se défendent contre l'intrusion des jeunes
s'accrochent aux règles traditionnelles : plus le renouvel-
ment des cadres est difficile. A la longue, évidemment, on
ɔurrait supposer que, totalement « radicalisée », la S.F.I.O.
rendrait un peu de la souplesse des partis de type ancien,
n'opposerait plus un barrage aussi rigide à tout rajeunis-
ment : mais cette perspective est à trop long terme pour
ɔncerner notre génération : elle n'a pas plus d'intérêt pour
ɔus qu'un roman d'anticipation. A court terme, le seul
oyen de réagir serait de modifier les statuts en donnant au
ɔmité directeur le pouvoir de désigner les candidats à toutes
s élections : alors, une équipe intelligente et décidée pour-
ait systématiquement rechercher de nouveaux cadres et les
ettre en place. Il y a très peu de chances qu'une telle hypo-
ièse se réalise : on ne voit pas comment une semblable
éforme des statuts (aussi peu conforme aux désirs de la masse
es vieux militants) obtiendrait à un congrès la majorité
écessaire, comment on parviendrait à l'appliquer malgré
s résistances locales, comment émergerait l'équipe diri-
eante capable de la promouvoir.

De l'intérieur, il y a peu de chances de rénover la S.F.I.O.
ncore qu'il ne faille pas exagérer la puissance d'inertie des
ructures sociales : rien n'est plus figé à première vue que
parlementarisme français et plus rebelle à tout rajeunisse-
ıent ; l'exemple de Mendès-France montre comment tout
eut brusquement s'animer, grâce à quelques idées et beau-
ɔup de courage. Mais la S.F.I.O. est plongée dans la société
ançaise, et celle-ci évolue de façon profonde : la sclérose
u'elle a manifesté entre 1920 et 1940 fut largement la consé-
uence de l'absence tragique d'une génération, fauchée en
4-18. La seconde guerre mondiale a fait moins de victimes et
ı natalité renaissante depuis plus de dix ans accroît encore
ı différence. On a noté plusieurs fois que l'avènement d'une
énération nouvelle, plus réaliste, plus concrète, plus objec-
ive, était en train de bouleverser lentement les règles tradi-
ionnelles du jeu politique. Quelles que soient les barrières
pposées par la S.F.I.O. à son rajeunissement intérieur, elle
e peut empêcher que le rajeunissement global de la nation

ne se reflète en elle. Les députés socialistes ne peuvent pas ignorer l'évolution des sentiments de leurs commettants : leur position sur la C.E.D. en est un témoignage. Pendant des années, les militants furent plus dynamiques que les électeurs : les choses sont peut-être en train de changer. Cette transformation de « l'infrastructure » du parti pourrait aider à la transformation de sa « superstructure » et donner leur vraie chance à tous ces petits groupes qui s'interrogent, s'inquiètent, s'agitent (à l'intérieur de la S.F.I.O. et hors de la S.F.I.O.), à propos de l'avenir du socialisme. Seul l'observateur superficiel tourne en ridicule cette grande somme de bonne volonté qui semble se dépenser sans grande efficacité apparente. Ces microbes sont dérisoirement faibles en face de l'organisme auquel ils s'attaquent : mais le terrain leur devient de plus en plus favorable.

Maurice DUVERGER.

N. B. — Si la grande crise surgie dans la S.F.I.O. à propos de la C.E.D. n'a pas été analysée dans ces pages, c'est que, pour le parti socialiste comme pour les autres, la C.E.D. a constitué un faux problème, un alibi pour refuser d'affronter les vraies questions. Pour les cédistes de la S.F.I.O. comme pour ceux du M.R.P., le mythe de l'Europe supranationale fut un moyen de fuir un réel insoutenable, en se réfugiant dans des mondes imaginaires : en les multipliant par six, toutes les contradictions et les impuissances où l'on se débat auraient été miraculeusement résolues... Pour les anti-cédistes, la lutte contre un projet mal bâti et assez impopulaire a constitué une belle plateforme d'action.

L'opposition des deux clans a rajeuni au sein de la S.F.I.O. de vieilles rivalités traditionnelles : contre les plus brillants leaders du parti, anticédistes, ont fait bloc les députés de second plan et les cadres intérieurs, suivant la physionomie classique des luttes entre dirigeants parlementaires et comité directeur. Le cédisme rénovait les vieux rêves fédéralistes et internationalistes, le côté proudhonien de la S.F.I.O.; l'anticédisme réveillait l'antimilitarisme traditionnel et un peu d'anticléricalisme. Faut-il

jouter qu'on retrouvait aussi le vieux conflit entre « partici-ationnistes » et « antiparticipationnistes » : le drapeau européen ermettant une rentrée au pouvoir de la S.F.I.O., aux côtés du I.R.P. (Ceci, avant l'expérience Mendès-France : car les positions nt été inversées alors, les cédistes s'opposant à la participation, s anticédistes la réclamant. Avec la tentative d'un ministère ineau, le cédisme est revenu à son rêve : un gouvernement .F.I.O.-M.R.P.) Enfin, les cédistes se situaient plutôt à la droite u parti, les anticédistes à sa gauche, bien que les deux factions ussent hétérogènes (le cas de Jules Moch est typique).

Finalement, la crise a été résolue par Mendès-France, qui a ssuré le triomphe posthume des cédistes. Les accords de Paris nt désagrégé l'anticédisme : certains de ses partisans les votant ar fidélité personnelle à Mendès, d'autres restant obstinés dans eur refus du réarmement allemand. Cette division de ses adver-aires a permis à M. Guy Mollet de faire expulser les opposants réductibles, sans couper en deux le parti, qui retrouve ainsi une pparence d'unité.

Georges E. Lavau.

DESTIN DES RADICAUX

« Cette espèce est très méprisée;
mais elle leste la politique. »

ALAIN.

Que M. Pierre Mendès-France porte l'étiquette radicale, voilà qui étonne ou choque peut-être secrètement plus d'un Français (voir la lettre d'un lecteur à l'*Express* du 3 juillet 1954). Et ce sentiment est ancien : l'opinion modérée et bien pensante du XIXe siècle a honni les radicaux; un de leurs chefs les plus marquants, Joseph Caillaux, a peut-être été l'homme politique le plus détesté de la IIIe République.

On consent à leur reconnaître de l'habileté, du savoir-faire, on convient qu'ils ont des hommes de gouvernement et de bons administrateurs locaux : ces éloges manquent de chaleur.

Au mieux, ce parti déconcerte. Qui le représente? Camille Pelletan ou Joseph Caillaux? Combes ou Clemenceau? et aujourd'hui : Martinaud-Deplat et Jean-Paul David ou Mendès-France et Edgar Faure? Son appellation « radical et radical-socialiste » « ...ce lourd vocable qui abrite leurs idées plus qu'il ne les définit [1] », n'est pas une affiche très explicite. Ses congrès ne sont intelligibles qu'aux initiés.

Tenu par les uns pour périmé et négligeable, le parti radical est pour d'autres une force mystérieuse aux ressorts soigneusement dissimulés, foyer d'intrigues d'où peuvent sortir, au gré de volontés occultes et mal définies, le bien ou le mal.

D'où viennent-ils et quelle fut leur évolution? Répondre à ces questions permet de les situer à l'heure actuelle entre la

1. Ferdinand Buisson : La politique radicale socialiste (*Revue hebdomadaire*, 12 février 1910).

. Droite » et la « Gauche » et de préciser la signification que pour-ait revêtir demain leur présence dans une nouvelle politique rançaise.

ÉVOLUTIONS DES RADICAUX

Le mot « radical », sibyllin aujourd'hui, ne prend sens que par éférence aux régimes autoritaires du XIXe siècle et aux premières lécades de la IIIe République.

De même que les termes « whigs » et « tories » furent d'abord les sobriquets destinés à déconsidérer l'adversaire et que elui-ci par bravade, assumait allégrement, de même l'appellation radical » fut d'abord employée par les tenants de l'Ordre Établi, la fin de la monarchie de Juillet, pour disqualifier en bloc tous es adversaires irréductibles du régime mais, directement visé, Ledru-Rollin renchérissait : « Je suis un ultra-radical. »

Il y eut ainsi des « radicaux » bien avant qu'il y eût un Parti Radical » (sa fondation ne date que de 1901). Qui étaient-ls? Fondamentalement, des républicains. « Radicalement répu-blicains », n'acceptant ni le demi-libéralisme de la monarchie le Juillet ni l'Empire, fût-il libéral ou parlementaire, ne rejetant ien de la Révolution, refusant toute transaction avec l'obscu-antisme catholique, les radicaux ne se peuvent comprendre que par cette attitude d'opposition « radicale ». La République tablie en 1875, présidée par Mac-Mahon, ne les satisfaisait guère aussi s'associèrent-ils d'abord à la campagne révisionniste de Boulanger dont ils avaient favorisé la carrière) : Clemenceau dans e premier numéro de *La Justice* y reconnaissait l'emprise de l'éternelle bourgeoisie de 1830, l'orléanisme d'hier, le Centre Gauche d'aujourd'hui » (16 janvier 1880).

Les radicaux, dont la Charte demeurait le « Programme de Belleville » accepté de ses électeurs par Gambetta en 1869, avaient les exigences révolutionnaires : assemblée unique par abolition lu Sénat, élection des juges, jury pour tous les crimes politiques, iberté individuelle, séparation des Églises et de l'État, instruction primaire laïque, obligatoire et gratuite, rachat des concessions le chemin de fer, impôt sur le revenu et progressivité fiscale. Ce programme effrayait [2]. Un sort contraire voulut cependant

2. Le duc de Broglie l'accablait de ces mots : « Le parti radical est avant out un parti social. C'est un parti qui assure qu'il y a des réformes sociales

que ces radicaux révisionnistes et « sociaux », assurassent, par nécessité, la survie d'un régime qu'ils n'approuvaient pas. C'est qu'en dépit de ses tares ce régime était quand même *républicain* (au prix de bien des peines que les proscrits de l'Empire ne pouvaient oublier) et que la République, fleur délicate, dut sans cesse être protégée contre une restauration monarchique, contre une dictature militaire anti-parlementariste, contre le péril clérical, contre l'agitation sociale des anarchistes et des syndicats enfin. Périodiquement appelés aux créneaux de la République par les hommes des grandes dynasties bourgeoises de tradition républicaine et laïque (les Léon Say, Casimir-Périer, Freycinet et Rouvier), les radicaux faisaient le coup de feu contre les ennemis du régime. On ne les tenait pas pour utilisables à d'autres tâches. A ce jeu le parti gagnait certes quelques avantages : aux yeux des électeurs provinciaux des classes moyennes, jadis effrayés de ses audaces et choqués par un certain débraillé dont ses membres ne se défirent qu'assez tard [3], il se reclassait progressivement et acquérait des titres d'attachement; au contact des hommes d'affaires et de gouvernement du Centre Gauche, avec lesquels certains d'entre eux nouaient des relations personnelles assez étroites, ils acquéraient le sens manœuvrier et l'expérience politique.

On voit aisément ce que, par contre-coup, ils y perdaient. L'impossibilité où ils se sont longtemps trouvés de réaliser leur programme économique et social (celui-ci ne fut réalisé partiellement qu'à la veille du premier conflit mondial, quand déjà le parti y mettait une sourdine) ne les incitait pas à en approfondir les exigences techniques et doctrinales : de là le creux des formules

à accomplir... » (24 mai 1873) et Mac-Mahon, dans son message aux Chambres après le renvoi du ministère Jules Simon, agitait le spectre de « cette fraction du parti républicain qui croit que la République ne peut s'affermir sans avoir pour complément et pour conséquence la modification radicale de toutes nos grandes institutions administratives, judiciaires, financières et militaires ».

3. Longtemps les radicaux furent victimes d'un style qui contrastait avec le pompiérisme des grands républicains d'affaires : une certaine bohème parisienne, contractée dans les cafés et les salles de rédaction. Plus tard apparaîtra, avec les petits notables des comités de province, un autre style, celui que Thibaudet a caractérisé par l'expression : « le brodequin provincial ». C'est Caillaux enfin, inspecteur des finances, issu de la haute bourgeoisie orléaniste mais un peu déclassé par ses relations, qui apportera au parti radical le lustre du technicien d'opinions avancées : tout un secteur actuel des parlementaires radicaux en porte l'empreinte.

l'inaptitude à poser clairement devant l'opinion publique les oblèmes économiques et sociaux. Un tel effort eût exigé d'eux travail d'élaboration doctrinale auquel la plupart répugnaient; r le plan économique, ils s'attaquaient à quelques abus très ants sans projet d'ensemble. Étaient-ils d'ailleurs des hommes projet? Déjà, ils ne l'étaient plus ou plus exactement ils étaient hommes de la réalisation d'un projet situé dans le *Passé* : ssemblée unique comme en 1793, l'élection des juges comme x premiers temps de la Révolution, l'école gratuite comme ns les projets de Condorcet, des décrets mettant certaines hesses nationales à la disposition de la Nation comme l'avait ulu Saint-Just. Ils étaient en quelque sorte des hommes de stauration, pour qui le Progrès était daté [4], pour qui l'homme à re (à « refaire ») avait déjà été définitivement créé dans le passé publicain mais dans un passé que près d'un siècle de réaction d'obscurantisme avait annulé ou défiguré. Dans la mesure ors où, à partir du marxisme, il ne peut plus y avoir de ritable « Gauche » que si celle-ci implique *aussi* — et peut-être *abord* — un « projet d'homme », le Parti Radical n'appartenait jà plus à cette Gauche que par certains liens *historiques* : ttachement aux institutions républicaines — et *contingents* : nticléricalisme.

D'autres tendances d'ailleurs (sans parler du déplacement de ur soubassement géographique et sociologique) les éloignaient s socialistes : un nationalisme populaire et revanchard qui les pprochait de Déroulède, un sens assez vif de l'État, le goût de mpirisme et la croyance que la République à elle seule garantit succès du mérite et du travail [5].

Ainsi en porte à faux, peu soucieux de résoudre leurs incohé- nces internes, sans cesse tiraillés entre l'Union des Gauches et « Concentration républicaine », les radicaux, contrairement à

4. « Les racines de votre doctrine se découvrent dans l'œuvre des philo- phes du XVIIIe siècle. On pourrait soutenir sans paradoxe que Voltaire Diderot furent déjà des radicaux. Condorcet en tout cas trace avec gueur la voie où s'engageront les fondateurs de notre doctrine moderne. » ammy Schmidt : *Idées et images radicales.*)

5. Un vieux savetier parle : « Je dis que ce qu'il faut surtout recommander 'ouvrier, c'est le travail, l'ordre, l'économie. Par là, on s'élève. Pas tout un coup, bien entendu. Mon père n'avait rien. J'ai quelque chose. es enfants, s'ils font comme moi, doubleront largement ce que j'aurai ssé. Mes petits-enfants seront des messieurs. C'est ainsi qu'on s'élève ns la société. (Ernest Lavisse, sous le pseudonyme de Pierre Laloi : *Petites histoires pour apprendre la vie.* »)

une légende tenace, ne parvinrent au plein succès qu'assez tard dans l'histoire de la IIIe République.

Jamais ils ne détinrent de majorité absolue. Rarement, ils se trouvèrent en position d'arbitrer entre les forces adverses : ce bénéfice fut généralement réservé à de petits groupes plus centristes, comme l'Alliance Démocratique[6] ou, plus tard, la « Gauche Radicale ».

Si dès 1885, certains « radicalisants » furent inclus dans les gouvernements, ceux-ci ne furent généralement que de pâles comparses [7]. Le ministère Combes, souvent présenté comme l'apogée du radicalisme, ne fut radical que par son sectarisme anticlérical : Rouvier, l'homme de main des banques d'affaires, y détenait le portefeuille des Finances; c'est un peu un raccourci de l'histoire du radicalisme (en 1932, après la victoire du 2e Cartel, Herriot confiera les Finances au très libéral Germain Martin).

C'est seulement à partir des élections de 1906 et du premier ministère Clemenceau que le parti radical s'installe au pouvoir (sans pouvoir encore jusqu'en 1917 faire adopter l'impôt sur le revenu). Il profite alors de son organisation nationale en parti (1901), fédérant les mutiples comités locaux déjà existants [8]; il recueille les fruits des campagnes que mène en sa faveur un réseau bien développé de journaux provinciaux (au premier rang *La Dépêche* de Toulouse qui lui gagnera lentement des positions sûres de Périgueux à Tarbes); son action est doublée par celle de la Ligue des Droits de l'Homme, celle de la Ligue de l'Enseignement, parfois celle des Loges maçonniques.

Déjà cependant cet épanouissement est menacé. La menace vint d'abord du jeu personnel de Briand, isolé en transition du socialisme vers la Droite, « endormeur » habile à dissocier tous

6. Formée sous le ministère Waldeck-Rousseau par un groupe de parlementaires modérés qui soutenaient ce ministère « de gauche » et appuyaient ses mesures contre les congrégations. On y trouvait Jonnart, Christophle, Chautemps (père), Rouvier, Poincaré et Barthou. De puissants organes de presse l'appuyaient : *Le Petit Journal*, de Dupuy, *Le Matin*, des Bunau-Varilla, *Le Journal*, des Letellier, *Le Temps*, d'Hébrard.

7. C'est vrai non seulement des cabinets Freycinet (1885) et Floquet (1888) mais même de l'éphémère ministère purement radical de Léon Bourgeois (1895). On trouve encore peu d'hommes marquants du radicalisme dans les cabinets Brisson (1898) et Combes (1902) : ce dernier comportait cependant Camille Pelletan.

8. Mais jusqu'en 1911 l'organisation du groupe parlementaire n'est pas unifiée : députés et sénateurs se fractionnent en divers groupes et on admet la double appartenance à l'« Alliance Démocratique » et au Parti radical.

s groupes, qui joua des diverses tendances du radicalisme et battit Caillaux, étoile montante du parti, seul homme alors apable de l'arracher à ses contradictions et de faire pour lui ce ue Lloyd George et Asquith avaient fait pour le « Liberal Party » : n parti moderne imaginant une politique économique et sociale ui n'aurait été, dans les perspectives du moment, « ni de droite i de gauche [9] ». Briand d'abord, le mythe poincariste ensuite, ejetaient les radicaux vers l'Extrême-Gauche : celle-ci l'accueil- it avec défiance en souvenir des brutalités de Clemenceau en 906 et en 1917.

Dans l'après-guerre, les positions changèrent. C'était mainte- ant sur le terrain économique et social que la clientèle radicale ouvait se rencontrer avec la Droite et le Centre et c'était sur es positions purement politiques (élections cantonales, défense es institutions) qu'elle pouvait accepter l'alliance avec les socia- stes [10]. Pour corser l'affaire, il n'y avait pas harmonie entre radicaux du Sénat » et « radicaux de la Chambre », les premiers out aussi laïcs et républicains que les seconds sinon davantage - mais beaucoup moins tributaires, en raison du système électoral énatorial, de l'alliance socialiste et donc beaucoup moins sensibles ux appels en faveur de la « justice sociale ». Enfin, dans les der- iers temps de la IIIe République, la presse provinciale elle-même anquait sous les pas des radicaux : en grande partie contrôlés ar Patenôtre et Pierre Laval, les journaux radicaux eux-mêmes e prêtaient qu'un appui conditionnel [11].

A la veille de la deuxième guerre mondiale ce parti conservait ependant de solides positions et demeurait indispensable à toute ajorité. Il ne maintenait son emprise sur la vie politique fran-

9. Ainsi que M. Edgar Faure définissait sa propre politique économique u sein du cabinet Laniel lors du Congrès d'Aix-les-Bains de septembre 953.

10. Le 12 juillet 1925, le ministère Painlevé perd le soutien socialiste t gagne les suffrages du centre et de la droite parce que, dans la discussion u budget, Caillaux refuse toute concession aux socialistes; mais deux emaines plus tard la majorité cartelliste se ressoude pour les élections antonales.

11. D'après les statuts du parti radical les « journaux qui défendent la octrine du parti » en sont membres au même titre que les comités locaux t les adhérents de ceux-ci. Sans être affiliés au parti radical, Pierre Laval t Raymond Patenôtre pouvaient donc, par l'intermédiaire des directeurs e leurs journaux (jadis propriété de radicaux), exercer une influence sur a presse du parti (cf. Goguel in *Encyclopédie politique de la France et du Monde*, tome Ier, p. 323).

çaise, il est vrai, qu'au prix de sa cohésion interne et de la cohérence de ses attitudes. Outre son aptitude à participer à toutes les combinaisons, divers facteurs — dont quelques-uns seulement dépendaient de lui — convergeaient pour lui conserver cette place éminente : d'abord un art consommé d'utiliser toutes les ressources de la technique électorale et d'exploiter au maximum l'expérience que ses nombreux élus municipaux et cantonaux avaient des conditions politiques locales [12], ensuite ses très riches réserves en hommes de gouvernement ou d'administration qui lui permirent de ne jamais manquer de ministres ou de sous-secrétaires d'État [13]; le servirent aussi les amitiés et les appuis qu'il avait su se ménager dans certains cadres administratifs (c'est — ou ce fut — le parti des préfets et des chefs de bureau); enfin facilitaient ses entreprises la division des forces populaires entre S.F.I.O. et Parti Communiste d'une part, les appréhensions suscitées chez « le Français Moyen » par les dangers extérieurs et l'agitation intérieure des Ligues de Droite d'autre part. Ce succès n'empêchait pas toutefois qu'aux élections de 1936 le parti radical n'arrivait qu'au troisième rang (1.422.000 suffrages) parmi les alliés du Front Populaire : loin après les socialistes (1.955.000 voix) et même un peu en arrière des communistes (1.502.000 voix). C'était néanmoins eux qui provoquaient l'échec du Front Populaire et qui dès 1937 avaient repris les rênes d'une majorité axée à droite cependant que certains d'entre eux (Georges Bonnet au premier rang) cherchaient un compromis avec les dictatures fascistes et que d'autres (Jean Zay, Pierre Cot) allaient être proposés par Vichy à l'exécration des Français.

Aujourd'hui Georges Bonnet est à nouveau reçu et écouté avec respect au « Cercle Joseph Caillaux » et Pierre Cot (qui a

12. Traditionnellement, les fédérations et les comités locaux sont entièrement maîtres de la tactique électorale, du choix des alliances et des désistements.

13. Ici certaines données de sociologie politique sont trompeuses. Si en effet la moyenne d'âge des députés radicaux à l'Assemblée Nationale est plus élevée que dans tous les autres partis : 49 ans 9 mois en 194[illegible] (cf. Duverger. *Les Partis politiques*, p. 195), il semble en revanche qu'aussi bien par tactique délibérée que grâce à la liberté de manœuvre laissée à ses élus le parti radical facilite plus que d'autres l'ascension *au premier plan* des hommes jeunes, ambitieux et pourvus de talent. Il suffit de songer aux carrières d'Édouard Daladier, Pierre Cot, Jean Zay, Mistler, Pierre Mendès-France et, plus près de nous, à celles de MM. Edgar Faure, Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard. Là encore on retrouve la tradition de Joseph Caillaux.

pontanément rompu avec le parti) ne se distingue des communistes que par un style plus souple et plus raffiné; Edouard Daladier, qui emprisonnait les communistes en 1939, adresse aujourd'hui des messages au Mouvement de la Paix dans le même souci de résistance à la Prusse tandis que M. Charles Brune fait arrêter Jacques Duclos et ses pigeons.

Mais, à travers les tourmentes et après une remontée du quasi-néant au sortir de l'Occupation, le Parti Radical demeure.

LES RADICAUX DANS LE PRÉSENT

L'opposition massive du Parti radical à la IVe République fut de courte durée : octobre 1945 — janvier 1947. Dès l'entrée en vigueur du nouveau régime, ils sont entrés dans les combinaisons ministérielles et n'en ont plus *jamais* été absents. Depuis la rupture du tripartisme leur groupe — plus ou moins unanime — a fait partie de toutes les majorités tout en contribuant parfois à les faire basculer légèrement. Quoique leurs effectifs parlementaires aient décru par rapport à l'avant-guerre (48 députés dans la 1re législature, 75 dans la 2e), il semble que le nouveau régime leur aille encore mieux que le précédent [14]. C'est sans doute un peu parce que les socialistes, en héritant une partie de l'ancienne clientèle radicale, ont aussi hérité une partie des dilemmes qui l'entravaient jadis : opposition ou soutien, soutien ou participation.

On a trop vite expliqué cette évolution en disant que les radicaux ont glissé à droite ou que l'ensemble du décor s'étant déplacé à gauche, les radicaux demeurant immobiles, ils se trouvent objectivement plus à droite. La réalité est plus complexe.

Électeurs radicaux

Et d'abord qui vote pour eux?

La géographie électorale n'apporte pas ici (faute de nombreuses monographies à l'échelle des cantons) de données très précises. Elle permet cependant de distinguer comme région de traditions

14. Depuis 1947, ils ont détenu 7 fois la présidence du Conseil : André Marie, Queuille (2 fois), Edgar Faure (2 fois), René Mayer, Mendès-France. Ils cumulent trois présidences d'Assemblée : Herriot jusqu'à 1954, Monnerville, Albert Sarraut, Émile Roche. Ils ont fréquemment occupé le ministère des Finances ou y ont placé un sous-secrétaire d'État. L'Intérieur et l'Éducation Nationale tendent à redevenir leurs fiefs.

radicales une large partie du Sud-Ouest (sauf la Gironde, les Landes et les Basses-Pyrénées) où rayonne *La Dépêche* —, à un moindre degré Limousin et Bourbonnais et quelques départements où s'exerce l'influence de personnalités : Eure, Alpes-Maritimes. Ainsi que l'a montré François Goguel, il s'agit là de zones incluses dans « la France statique », régions agricoles, de natalité faible, de structures économiques vétustes, de productivité déficiente.

Mais ces données sont insuffisantes car enfin ces mêmes régions donnent des pourcentages presque aussi élevés (parfois davantage) au Parti Communiste, aux Indépendants, à la S.F.I.O., parfois au M.R.P.

Voyons la sociologie électorale. A la suite d'un sondage de l'Institut Français d'Opinion Publique, la revue *Sondages* (1952, nº 3) pouvait conclure : « il y a peu de jeunes et de femmes parmi « les électeurs radicaux... La stabilité du nombre des électeurs « radicaux cache une grande instabilité individuelle... La moitié « d'entre eux tirent leurs ressources d'un profit... La clientèle « radicale est composée d'un grand nombre de propriétaires et « de personnes à revenu variable, et cela n'est pas sans constituer un ferment d'unité dans un ensemble apparemment dis- « parate, et sans expliquer bien des positions des élus radicaux « d'aujourd'hui [15]. »

La ferveur laïque semble en revanche caractériser un peu moins que par le passé l'électorat radical actuel : un sondage effectué en septembre 1952 par l'I.F.O.P. parmi les *baptisés* dans la religion catholique révèle 14 % de « dévots » (contre zéro au P.C. et 9 % à la S.F.I.O.) et 26 % d' « observants » parmi ceux qui votent radical [16]; cela explique peut-être pourquoi l'Association

15. Composition de l'électorat radical (source : *Sondages*, 1952, nº 3, p. 80-82) :

Hommes : 64 % des électeurs.
Femmes : 36 % des électeurs.
Plus de 50 ans : 65 % (23 % au P. C., 47 % au R.P.F.).
Moins de 35 ans : 11 %.
Ouvriers et artisans : 9 % (S.F.I.O et M.R.P. : 21 %).
Employés : 1 % (au M.R.P. : 15 %)
Fonctionnaires : 8 %.
Cultivateurs exploitants : 28 %.
Commerçants : 10 %.
Industriels et cadres : 4 % (*id.* à la S.F.I.O.).
Rentiers et retraités : 19 % (S.F.I.O. et modérés : 10 %).
Possèdent une auto : 57 %.

16. *Sondages* 1952, nº 4, p. 40; on trouvera dans ce fascicule le fac-similé d'un sondage d'un jeune fermier, lecteur de *La Dépêche* et électeur radical : document savoureux et attristant qui dénote en revanche une attitude très traditionnelle du radical du Sud-Ouest.

parlementaire pour la liberté de l'Enseignement comptait en juillet 1951 neuf députés radicaux (plus deux apparentés) : on voit apparaître, en plein Sud-Ouest, un type d'homme politique radical *et* catholique (mais catholique attaché à la laïcité scolaire).

Mais retraités, « automobilards », fermiers ou commerçants votent aussi pour les Indépendants, le M.R.P., la S.F.I.O. ou le R.P.F. : il faut donc encore d'autres données pour cerner l'électorat radical. Il faut recourir à l'explication du « tempérament ». Plus qu'aucun autre en effet le vote radical relève de la caractériologie. Alain et Thibaudet ont écrit sur ce thème des exercices brillants; nous préférons cependant citer les enquêteurs de l'I.F.O.P. : « ...l'électeur radical semble méfiant et sceptique... Son jugement est moyen. Goût de la spéculation, esprit critique, refus de s'engager, de militer, soit en général une tendance à l'introversion [17] ». Pour Alain, c'était là leur mérite : « L'Europe manque de radicaux... *Le radical est... premièrement celui qui ne croit rien.* » (*Propos de politique*, p. 254). Sans doute est-ce par conformisme social et par tradition qu'on vote radical, en raison du passé de ce parti, de son attitude juste milieu, mais cela sans élan : 50 % de ses électeurs n'ont pas totalement confiance dans le parti mais 45 % ont une totale confiance en Edouard Herriot (lors du sondage, en mars 1952, Edgar Faure et Mendès-France n'obtenaient qu'un crédit absolu de 9 et 8 %... mais, pour les électeurs, il faut d'abord être consacré) [18]. Homme prudent, n'aimant pas miser gros, recherchant les placements du « bon père de famille », respectueux de la légalité républicaine, non insensible à l'habileté financière, moins dressé contre les Pouvoirs que soucieux de les utiliser au gré des circonstances, l'homme radical voudrait être un homme de sagesse. Immunisé contre les illusions, cherchant à garder tête froide, il ne se déplaît pas à un nihilisme sans tragédie qui tourne vite à l'opportunisme de recettes.

LE COMPORTEMENT DU PARTI RADICAL

Il faut observer ce parti au moment des scrutins, il faut le voir agir.

La liberté de vote est demeurée la première règle disciplinaire du parti. Et cela donne lieu à de vifs accrochages, parfois en pleine

17. *Sondages* 1952, nº 3, p. 83.
18. *Ibid.*, p. 84-85.

séance, plus souvent dans les couloirs ou aux réunions du Comité Cadillac [19].

Politique économique et sociale.

Unanime ou presque le parti radical a tenté de faire barrage à toutes les lois de nationalisation [20]. Son opposition se couvrait de raisons de principe (liberté du commerce et de l'industrie) et d'objections techniques ou juridiques. L'opération faite, les premières raisons n'ont plus été invoquées : on se contente de procéder par petites touches à une transformation progressive des entreprises publiques sous prétexte d'économies et de réorganisations (souvent techniquement justifiées). Le gros du parti — et surtout son état-major de brillants financiers — est loin de suivre certains maniaques du groupe dans leur dénigrement systématique des nationalisations : ceux-là comprennent les avantages du système et se soucient surtout qu'il « fonctionne bien »; une certaine technocratie ne déplaît pas aux transfuges des « Grands Corps », car tous les hommes de bien peuvent y faire carrière.

Si le Congrès de Bordeaux d'octobre 1952 fut dominé par un durcissement anticommuniste (motions de félicitations unanimes à Martinaud-Deplat, Brune et J. P. David), celui d'Aix-les-Bains en septembre 1953 et le congrès extraordinaire de mars 1954 virent les radicaux s'interroger sur une orientation plus « à gauche » de leur politique économique et sociale. Si certains (Émile Roche) s'en tiennent à de prudentes généralités sur l'avènement « d'un socialisme empirique et positif » qui rechercherait « la solution à la question ouvrière... avant tout dans la réforme de l'entreprise », en revanche la quasi-unanimité des fédérations du Midi réunies en Congrès régional à Tarbes en octobre 1953 approuvait chaleureusement les thèses de Pierre Mendès-France et condamnait le faux libéralisme des gouvernements Pinay et Laniel [21]. Pressé de ne pas seulement « paraître » à gauche mais aussi de « savoir se montrer aussi audacieux que le commande l'intérêt de la classe ouvrière dont les radicaux n'entendent pas se laisser isoler » (Martinaud-Deplat à Aix-les-Bains), le parti

19. Qui comprend tous les parlementaires et le Bureau du Comité Exécutif qui compte quelques non-parlementaires.

20. Surtout celle des entreprises de presse, qui lui portait un coup très dur.

21. Voir la chronique de Georges Mamy, *Le Monde*, du 13 octobre 1953.

radical rejette cependant ces sommations simplistes. Alors ministre des Finances dans le cabinet Laniel, Edgar Faure, dans la plus pure tradition de Joseph Caillaux, répliquait non sans lucidité qu'aucune démagogie verbale ne donnerait aux radicaux l'audience des ouvriers et que, pour être menée sans le concours des socialistes, une politique d'expansion sans inflation n'est pas fatalement une politique de droite [22]. Et c'est finalement à Edgar Faure que Pierre Mendès-France dut confier la réalisation de ce plan d'expansion économique que lui-même avait conçu, avant d'accéder au pouvoir, dans une perspective plus rigoureuse et plus novatrice que son ministre.

Formation des majorités.

Ici le bilan est plus lourd.

C'est en effet à l'unanimité que le groupe radical a voté l'investiture aux deux gouvernements les plus marqués « à droite » depuis 1945 (cabinets Pinay et Laniel). Des votes aussi affirmatifs ne se retrouvent pas toujours, malgré la solidarité partisane, même en faveur de candidats radicaux [23]. M. Paul Reynaud lui-même malgré ses propositions très désagréables (dissolution automatique en cas de crise ministérielle avant dix-huit mois

22. « Les socialistes sont en dehors de la majorité, c'est un fait. Ils sont en dehors du gouvernement, c'est un fait. Est-ce qu'il faut que, pour autant, la France n'ait pas de finances ou pas d'économie?... Le parti radical est un parti de gouvernement, c'est aussi un parti de gauche, et rien ne démontre qu'il soit moins à gauche que le parti socialiste. J'ai la conviction que *dans la gestion que je vous ai exposée il n'y a rien qui puisse contrarier l'idéal social le plus exigeant*. Est-ce que beaucoup de gouvernements plus à gauche ont pu obtenir l'amélioration du sort d'un million de travailleurs sans engager la stabilité des prix et la monnaie? *Ce sont des réalisations modérées, c'est du réel, ce n'est pas exaltant, mais c'est dans la ligne de notre parti. Quand on est de gauche, on doit être dans une conception d'ensemble dont le maître reste pour nous Joseph Caillaux*... Si la générosité sociale n'est pas payée par la rigueur financière, elle n'est payée par rien et elle ne vaut pas plus... *Vous voulez retrouver le cœur des travailleurs et vous axer plus à gauche?* Comment y parviendrez-vous? Par la surenchère? Jamais! Vous y trouveriez vos maîtres. Par des discours? *Mais vous n'avez pas l'audience des ouvriers. C'est par les faits, c'est par les actes, c'est par les réalisations...* » (Edgar Faure, au Congrès extraordinaire de mars 1954, d'après *Le Monde* du 14 mars).

23. Si en effet Edgar Faure (1952) et René Mayer (1953) ont obtenu l'appui unanime de leur groupe, il n'en fut de même ni pour René Mayer en octobre 1949 (41 voix sur 48), ni pour Mendès-France en juin 1953 (68 sur 74), ni pour André Marie en juin 1953 encore (56 sur 74), ni enfin pour E. Faure en février 1955 (67 sur 76).

de gouvernement) obtenait en juin 1953 les suffrages de 48 radicaux (13 contre, 15 abstentions) alors que le M.R.P. et l'U.R.A.S. adoptèrent une attitude beaucoup plus réservée. En revanche depuis 1949 les radicaux marquent une certaine réticence à entrer dans une majorité dirigée par un socialiste : M. Jules Moch en octobre 1949 n'obtenait que 35 voix de leur groupe (sur 48). M. Guy Mollet, le 6 mars 1951, n'en recueillait que 29 et M. Pineau lui-même en 1955 que 57 (sur 76). Ce n'est pas un secret enfin que si le groupe radical n'a pas entravé le succès de M. Mendès-France le 18 juin 1954, il était loin d'être unanime à le souhaiter, et que finalement 20 radicaux contribuèrent à sa chute le 4 février 1955.

A la décharge de ce parti (ou à sa charge... selon le point de vue), il faut dire qu'un vote largement favorable lors de l'investiture ne le rend jamais prisonnier d'un gouvernement et qu'il peut même, lors d'un scrutin difficile, provoquer sa chute par quelques abstentions ou votes hostiles : à ce jeu, il conserve encore une confortable supériorité sur les autres groupes [24].

On peut n'être pas définitivement prisonnier de majorités de droite à condition de n'être pas en même temps prisonnier de puissants groupements d'intérêts capitalistes. Or, sur ce point, il y a longtemps que le parti radical « s'est fait une raison » [25] et aujourd'hui il n'essaie même pas de dissimuler les liens intimes qui existent entre un de ses leaders les plus influents et presque toutes les entreprises du groupe Rotschild ou entre tel autre, souvent ministre, et d'importants groupes économiques franco-marocains. Ces liaisons sont loin d'être exceptionnelles et sans

24. Quelques exemples :

Deuxième ministère Pleven (René Mayer aux Finances), sur un ordre du jour de confiance dans l'exposé du programme économique du gouvernement (20 novembre 1951) :

57 radicaux votent pour (question de confiance posée).

17 ne prennent pas part au vote.

Ministère Pinay, questions de confiance lors des débats budgétaires :

Le 10 décembre 1952 : 68 pour, 5 abstentions.

Le 13 décembre 1952 (sur l'article 103 *bis* de la loi de finances : réforme fiscale par décrets) : les 5 abstentions se changent en 5 « contre ».

Ministère René Mayer, mai 1953; scrutin de confiance sur l'attribution de pouvoirs spéciaux permettant de réaliser par décrets 120 milliards déconomie :

Pour : 65; contre : 4; Pas voté : 3.

Ministère Laniel, 7 janvier 1954; scrutin de confiance sur le renvoi des interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement :

Pour le renvoi : 33, contre : 25, abstention : 13; pas voté : 2.

25. Voir Beau de Loménie : *Responsabilités des dynasties bourgeoises*, tome II, p. 403.

doute le parti peut-il réserver une figuration aux « obscurs, aux sans-grades », aux fils du boulanger ou de la cuisinière mais, à moins de ne jamais se mettre au travers des manœuvres des puissants, de quel poids pèseront-ils dans l'orientation du parti?

Le parti radical n'a certes pas le monopole de ces liaisons politico-financières mais, parmi les divers groupes politiques français, il est à cet égard parmi les mieux placés, vraisemblablement au tout premier rang. Notamment, les intérêts nord-africains (Omnium Nord-Africain, Parisbas, Groupe Epinat, Pennaroya, etc.) ont une influence déterminante sur le parti et les noms de MM. René Mayer, Martinaud-Deplat, Emile Roche, Borgeaud, parmi beaucoup d'autres, sont ici assez évocateurs.

Politique coloniale, politique étrangère... et laïcité.

Le parti radical ne s'est jamais donné la peine de définir une politique coloniale. Il s'est contenté de s'installer dans celle que d'autres élaboraient. Il a obtenu (sous la IIIe surtout) des postes de gouverneurs et de résidents généraux pour ses politiciens ou pour ses créatures et, de là, des fauteuils d'administrateur dans des compagnies coloniales ou des sociétés de navigation. Les intérêts coloniaux le tiennent bien. Par l'intermédiaire du sénateur Borgeaud, que chaque crise ministérielle ramène à l'Élysée en « consultation », le « lobby » nord-africain est tout-puissant sur le parti radical.

Et cela se voit. Lors du fameux débat du 20 juin 1952 sur les événements de Tunisie (Cap Bon) un seul radical s'abstint de voter l'ordre du jour de confiance déposé par M. René Mayer (élu de Constantine, 1er collège) approuvant les déclarations du gouvernement. Aussi le journal *Climats*, pourtant chatouilleux sur l'orthodoxie colonialiste, est-il toujours très déférent pour MM. Martinaud-Deplat et Émile Roche (Président d'honneur des fédérations radicales du Maroc)[28]. C'est sur les questions nord-africaines que l'opposition radicale à la politique du gouvernement Mendès-France fut toujours la plus vigoureuse. Le parti radical a cependant eu l'habileté de ne jamais assumer la *direction* de notre politique indochinoise ou nord-africaine, plus prudent en

28. *Climats* du 23 septembre 1953. A noter aussi que le Congrès d'Aix-les-Bains votait *à l'unanimité* une motion déclarant que « la nouvelle situation créée au Maroc (déposition du Sultan) assure un avenir plein de promesses sur tous les plans »!

cela que le M.R.P. : cette prudence suffirait-elle à le racheter? On peut aussi noter que certains de ses ministres, parce que moins prisonniers de leur parti que leurs collègues M.R.P. ou S.F.I.O., plus imaginatifs, peuvent être capables, mais sous la pression des circonstances, de renverser la vapeur et d'entreprendre une politique plus hardie : M. Edgar Faure l'essaya en 1952 en chargeant M. François Mitterrand d'élaborer un plan de réformes en Tunisie que le Néo-Destour accepta à mots couverts et dont la chute du cabinet empêcha la réalisation (M. Pinay ne l'ayant pas repris); c'est enfin ce qu'avec plus de risques tenta plus tard M. Mendès-France. Est-ce un hasard si les deux rares expériences qui échappent à la sottise dans ce domaine, émanent de radicaux? Non, c'est seulement le résultat d'une organisation de parti qui assure à ses membres une grande indépendance, ne les ceinture pas dans une pseudo-doctrine et suscite, par ce fait même, la mobilité de leur pensée... et c'est assez précieux. Mais rien ne garantit, *bien au contraire*, qu'une fraction influente des radicaux ne combattrait pas cette initiative d'un des leurs et ne le contraindrait pas à y renoncer.

En politique étrangère, les radicaux sont tous partisans de l'Alliance atlantique parce que tous sont ou hostiles ou méfiants à l'égard de l'U.R.S.S. Cependant une petite fraction d'entre eux souhaite plus d'indépendance de la part de la France à l'égard des États-Unis et sont soucieux de s'appuyer sur la Grande-Bretagne afin de former avec elle un camp d'amis lucides en face des États-Unis.

A l'égard des tentatives de fédéralisme européen, les radicaux, bien disposés en principe, sont plus divisés quant aux degrés et aux domaines d'intégration, L'Europe n'est pas au premier rang des préoccupations radicales (comme c'est le cas pour le M.R.P.) en dépit des coups de semonce de M. René Mayer. Sans doute ont-ils été unanimes, en commissions comme en séance publique, à approuver l'institution de la Communauté Charbon-Acier mais une minorité assez résolue n'est disposée à accepter ni la Communauté de Défense, ni la Communauté politique [29]. Lors du rejet

29. Deux scrutins assez curieux et contradictoires à ce sujet :
a) Le 27 novembre 1953, après l'exposé de M. Bidault, scrutin sur un ordre du jour socialiste réclamant une poursuite active de la construction européenne mais sous diverses conditions. Les radicaux se partagent : 31 contre, 30 pour, 2 abstentions, 11 « pas voté ».

de la C.E.D., les radicaux étaient partagés exactement par moitié. En revanche, une forte majorité d'entre eux se résigne aux Accords de Paris. Il n'est pas douteux qu'apparaît ici un reflet estompé de ce vieux nationalisme jacobin, hostilr à l'Allemagne et intransigeant sur la souveraineté nationale, qui caractérisait le radicalisme avant l'Affaire Dreyfus et avant Caillaux.

C'est encore le vieux radicalisme qui dicte aujourd'hui l'attitude du parti radical sur la question de la laïcité scolaire. On l'a souvent remarqué : c'est le dernier lien qui le rattache à la Gauche traditionnelle. Même ici cependant l'intransigeance des temps passés s'est bien atténuée. La majorité des radicaux est surtout irritée que cette question soit soulevée et aimerait pouvoir s'en laver les mains [30]. La loi André Marie (crédits de bourse et de constructions scolaires) les partageait presque également (33 pour, 29 contre, 12 pas voté) et la loi Barangé, plus difficile à « avaler », obtenait malgré tout les suffrages de 12 radicaux, 46 votant contre, tous les ministres et 9 autres membres du groupe ne prenant pas part au vote, alors que les groupes socialiste et communiste unanimes s'y opposaient [31].

Si le parti radical, déjà installé dans des majorités Centre-Droit, « faiblit » sur la laïcité, que lui reste-t-il de ses origines? Quand on aura ajouté qu'il a été des plus acharnés à faire aboutir une réforme constitutionnelle qui rétablit les pouvoirs de l'ancien Sénat en lui maintenant la même base électorale rurale et conservatrice, qu'il est loin d'être vigilant sur la défense des libertés individuelles (qu'on songe aux exploits de MM. Brune et Martinaud-Déplat) [32], on sera tenté de conclure que *le parti radical n'a plus aucun lien avec la Gauche.*

b) Le 18 février 1952, le Gouvernement ayant posé la question de confiance sur un ordre du jour favorable à l'armée européenne :
62 pour (dont Mendès-France), 10 contre (dont Daladier).

30. C'est d'ailleurs ce qu'ils font toutes les fois que c'est possible. A deux reprises, lors de l'examen en commission de la loi André Marie, après amendements du Conseil de la République et lors de l'étude en Commission des Finances des crédits nécessaires à l'application de la loi Barangé, *tous les commissaires radicaux étaient absents.*

31. Au cours de la discussion M. Jules Julien (radical du Rhône) demanda la priorité pour la discussion des questions internationales; cela reflétait bien l'irritation des radicaux : 59 d'entre eux votèrent cette proposition, 7 seulement s'y opposèrent.

32. Son attitude n'a pas été très ferme lors de l'affaire des candidats écartés du concours d'entrée à l'E.N.A.

LES RADICAUX ET LA GAUCHE

Le parti radical a peut-être été le premier en date des partis français mais, aujourd'hui, comparé aux organisations structurées qui sont apparues après lui, il n'est pas un véritable parti. Il faut entendre par là que, chez lui, les personnalités ont valeur propre, indépendamment du parti, indépendamment des traditions, des programmes et de la mystique du parti. Les hommes y disposent donc d'une liberté qui leur permet *théoriquement* de se situer là où leur raison, leurs tendances ou leurs intérêts leur inspirent de se situer : à droite, à gauche, au centre... ou en ces différents lieux successivement selon les cas ou les circonstances, sans aucun *a priori*.

A l'égard du parti (considéré comme structure administrative et système de références idéologiques), l'homme politique radical est le plus libre qui se puisse actuellement trouver. Ses électeurs mêmes (mis à part quelques fanatiques de la laïcité... mais il n'est pas très difficile de les neutraliser) ne l'emprisonnent pas : il doit sans doute leur être complaisant (plutôt que docile) à propos des petites choses mais sur les grandes affaires, il n'est ni gêné ni surveillé.

Cette liberté a bien des avantages, notamment pour les ministrables du parti. Ils peuvent se modeler à toutes les situations, à toutes les majorités. Eux seuls, en l'état actuel des forces politiques en France, peuvent obtenir la non-agression (et, s'ils ont un peu de dynamisme, l'*adhésion*) de très larges secteurs de l'opinion publique. Que l'un d'eux, particulièrement hors-série dans son parti, parle un langage nouveau, joue de l'opinion inorganisée contre les courants d'opinion canalisés et captifs, alors il peut même provoquer des fissures dans ces grands blocs pétrifiés que sont les partis actuels : au début de l'expérience Mendès-France, il s'en est fallu de peu pour que cet homme s'affirmant libre et incitant les esprits à se libérer, ne réussisse à menacer la cohésion des partis et leur emprise sur des masses congelées.

Quand un jeune homme de 25 ou 30 ans, désireux de « faire de la politique », aux idées avancées, s'inscrit au parti radical, c'est généralement parce qu'il a de l'étoffe, qu'il est bon calculateur et qu'il veut se réserver la liberté de « changer d'idées » (en

onservant toutes ses chances de parvenir) si les événements lui
n montrent la nécessité. Il peut se conformer dans ses « idées ».
peut même (avec un peu d'habileté, des appuis bien choisis, bref
vec un peu de *chance*) se dégager en souplesse des traditions, des
lientèles et de la caractérologie radicales. Sous le rassurant pavil-
on radical, il sera « un homme de gauche » ou, plus simplement,
n « républicain ». Lucide, avec une franchise feinte ou réelle, il
ous déclare : « Tout ce que vous voulez, je le veux aussi : la
aix, le progrès, etc..., mais, moi, je veux aussi *le faire* : donc, il
ne faut l'appui d'un parti (*léger temps*), j'entends d'un *vrai* parti
t non d'un club ou de la clientèle diffuse d'un journal. Commu-
iste? Ne puis. Socialiste? Pourrais... mais voyez où cela mène :
pposé aujourd'hui au réarmement allemand, je serais exclu ou
evrais m'humilier. Républicain Populaire? J'aurais pu faire
ette erreur il y a dix ans, mais aujourd'hui, non : je n'ai pas
e don d'amitié assez poussé pour tendre tour à tour ma joue droite
t ma joue gauche à Georges Bidault et à Robert Schuman.
L'U.D.S.R. n'avait aucune place à m'offrir dans les circonscrip-
ions auxquelles je songeais. Au delà, c'est très risqué : on se
narque trop à droite. Je suis donc radical. Et que pouvez-vous
ne reprocher? Mes relations avec le marchand de vins du canton
t le négociant en bois de l'arrondissement, une demi-douzaine
l'abstentions de complaisance? Ce n'est pas sérieux : sur les ques-
ions fondamentales, je me fais fort de vous amener à convenir
que je n'ai jamais failli. Il m'est arrivé de voter pour Pinay et
Laniel; cela ne m'embarrasse pas : il s'agissait de mesures aux-
quelles j'aurais dû moi-même consentir si j'avais été à leur place.
Je ne me suis pas fait tuer pour exiger un relèvement général des
salaires ou pour défendre les nationalistes nord-africains contre
es colons, c'est vrai, mais la première urgence n'est-elle pas d'em-
pêcher l'inflation — on ne gouverne pas contre l'Inspection, d'ail-
eurs plus progressiste que vous ne pensez, ni contre la Banque de
France — comme d'ailleurs de maintenir l'ordre en Afrique du
Nord dont les vrais problèmes sont, entre nous, surtout d'ordre
économique?... Je sais ce que vous pensez : nous vous paraissons
petits et myopes, nous autres radicaux. Révolutionnaires, nous ne
le sommes pas, j'en conviens, mais où sont les révolutionnaires?
Ils n'existent pas ou ils n'ont pas les moyens de leurs visées. Nous,
nous sommes à la mesure de ce pays. Les communistes eux-mêmes,
après avoir beaucoup saccagé, seraient dans l'obligation de com-

poser et d'opérer par petites réformes et petites concessions : ils deviendraient des radicaux. Notre avantage, c'est de ne pas faire courir le risque d'un grand bouleversement inutile... et, provisoirement, en dépit de nos banquiers, de nos colons et de nos petits rentiers, certains d'entre nous, et j'en suis, peuvent seuls entreprendre les opérations (peu glorieuses) de redressement préalable sans lesquelles rien ne sera ultérieurement possible. »

Ce discours impressionne; à petits coups, il enfonce en nous ses menues vérités. On reste gêné et consterné, plus que convaincu. C'est que le Parti Radical d'aujourd'hui est devenu le vieux parti des Politiques, toujours le même : celui des « conséquents », des « constructifs ». Ce parti a toujours cent fois raison dans le détail mais toujours aussi il manque l'essentiel.

Nos « jeunes » radicaux à l'esprit clair ont beaucoup plus de « compétence » que leurs ancêtres. Aussi prétendent-ils « dépolitiser » les questions, qu'ils affrontent une à une comme autant de problèmes isolés qu'il s'agit de résoudre élégamment. « Résoudre » est beaucoup dire : en fait, il ne s'agit pour eux que de faire accepter *une* solution. Par qui? mais par ceux qui, au Parlement et dans les cercles influents, pourraient faire obstacle. L'obstacle est-il socialiste? Tâchons d'avoir les socialistes. L'obstacle est américain? Jurons qu'il n'y a pas meilleur anti-communiste que nous. L'obstacle est le premier collège d'Afrique du Nord? Jouons de l'alfa-Blachette contre le vin-Borgeaud. Prétendre « dépolitiser » une politique d'expansion économique ou une politique coloniale peut être vrai jusqu'à un certain point : d'abord en ce que certaines modalités techniques ne sont en effet l'exclusivité d'aucune « ligne politique », ensuite en ce sens qu'une telle tentative peut n'entrer *provisoirement* dans aucun des cadres préfabriqués par les alignements politiques *actuels*. Il n'empêche que gouverner n'est pas choisir uniquement ce qui est possible avec les données *du moment* mais parfois choisir en fonction de ce qui naît. Il y a au moins deux politiques : celle qui ne fait que se soumettre aux données quelles qu'elles soient et celle qui s'efforce de créer de nouvelles données. Celle-ci doit s'inscrire dans un projet qui implique un choix *politique* : choix des *forces* (nationales et internationales) qui peuvent servir d'appui, et choix du *but lointain* qui détermine tous les choix intermédiaires.

« Je suis trop pauvre et trop faible pour plier », répondait de Gaulle aux conseils de Churchill. On n'est évidemment ni

pauvre ni faible quand on est radical, donc on plie. Evidemment, tout le monde plie un jour ou l'autre : Lenine a dû faire la N.E.P., et le communisme chinois commence par multiplier les propriétaires fonciers, etc... Au moins, concomitants aux compromis temporaires, certains *signes* d'une révolution doivent être clairement manifestés : et il ne suffit pas de liquider quelques fardeaux (c'est déjà très bien); il faut encore créer.

Je suis un homme libre, dit le radical. Quelle liberté? Ce parti est administrativement peu contraignant, certes; les électeurs, simplement un peu tracassiers. Les grands intérêts organisés liés au parti, comme les petits groupes d'intérêts fédérés, sont déjà plus exigeants mais ce n'est pas leur pression directe qui oblige le plus le radical; c'est plus grave : ces groupes conditionnent objectivement sa pensée, lui infiltrent une manière de voir ou de ne pas voir les problèmes et les hommes. Ce déterminisme discret est plus supportable sans doute que les injonctions d'un comité directeur ou les ordres d'un boîtier.

Libre?... mais il manque au radical le contact avec le milieu vivant du peuple ouvrier. Celui-ci non plus sans doute n'est pas libre en une certaine manière : conditionné par son niveau et son genre de vie, prisonnier d'une « mythologie » révolutionnaire. Ce peuple cependant, veut se libérer : sans le projet qui le porte en avant, il n'aurait, en effet, aucune liberté. Le radical n'a pas de projet.

Si la « Gauche » peut aussi se passer d'être révolutionnaire, alors un radical peut être de gauche. Sinon, il n'y en a peut-être pas un à sauver. Provisoirement, l'ambiguïté continue, à propos du radical comme à propos de la liberté.

(*Mars* 1955)

Georges-E. Lavau.

Pierre Naville.

LE PARTI COMMUNISTE ET LE FRONT UNI OUVRIER

Mendès-France s'était vanté — de façon assez insolente — d'avoir asphyxié le parti communiste (et non toute « la gauche », comme on l'a écrit ici et là). Il avait déjà refusé, dès son investiture, les voix communistes au Parlement. Il s'en est passé lors des votes de confiance décisifs (dont celui sur la C.E.D. et sur les principes de la Conférence de Londres). Bref, il n'a pas caché, mais proclamé son intention de considérer le parti communiste comme le représentant du « séparatisme », c'est-à-dire qu'il a, sur ce point, continué la politique poursuivie par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis celui de Ramadier en 1947. Dire que cette attitude a soulevé un ressentiment bien vif dans les masses travailleuses serait se leurrer. Le soutien, plus ou moins sentimental, que de très vastes couches de la population avaient apporté à Mendès-France, le soutien que la fraction parlementaire du P. C. lui a apporté en dépit des rebuffades, témoignent du contraire. Tout s'est passé comme si le P.C. ne voulait pas tenir compte de cette attitude, comme s'il la niait, comme s'il ne lui reconnaissait aucune réalité objective, comme si, en dépit de leurs intentions, Mendès-France et les forces sociales qui le soutenaient directement avaient du, en fin de compte, aider à réaliser la politique que mène, de façon très empirique et décousue, la direction du parti communiste. Lors de la chute de Mendès-France la situation était toujours la même : Mendès-France poursuivait sa voie sans tenir compte de l'existence du parti communiste, et celui-ci continuait à se présenter comme le « redresseur » de la politique de Mendès-France, assimilé à un jeune politicien naïf qui a de bien mauvaises fréquentations, et qu'il faut garder des erreurs, des pièges que lui tendent ses « vrais » ennemis. Cette attitude peut se définir comme un contre-jeu de dupes. En réponse à certains militants qui s'inquiétaient de ce jeu (ou contre-jeu) le secrétariat du parti répondait : il ne faut pas se braquer sur le caractère moral individuel des personnes, mais sur la signification sociale de ce qu'ils font. Traduit,

ela veut dire que Mendès-France pouvait « croire » agir dans
n certain sens, mais qu'il agissait « en réalité », à son insu sans
oute, dans un autre, favorable à la politique préconisée par le
.C.; il fallait donc le soutenir à l'occasion. Le P.C. pratiqua ainsi
 que Blum appelait le « soutien à éclipse ».

A ce jeu, ce fut évidemment Mendès-France qui gagna pendant
uit mois. Mais ce jeu ne pouvait pas toujours durer. Comme tout
u, il entraîna une grande confusion dans les esprits c'est-à-dire
ans toutes les couches sociales et les divers complexes d'intérêts;
ais cette confusion prépare elle-même un examen de conscience
 la faveur des résultats atteints. Chacun commence à dresser
 doit et *l'avoir* de la politique de Mendès-France, et chacun
tablit différemment. Le parti communiste, par exemple, place
 l'actif de Mendès-France l'armistice conclu en Indochine, les
gociations en Tunisie, le rejet de la C.E.D., l'arrêt de la détério-
tion des salaires, les projets d'investissements; et au passif les
cords de Londres, la répression en Algérie et au Maroc, la poli-
que de reconversion économique, etc. Chacun dresse un bilan,
 tout le problème est de savoir si à la lumière de ce bilan un
groupement *social* qui ait des chances de renverser totalement
ie situation que Mendès-France n'avait fait que modifier sur une
ne de moindre résistance va pouvoir se dessiner. En somme,
iste-t-il dans la conjoncture nouvelle des éléments solides pour
. regroupement massif des forces populaires s'exprimant directe-
ent? Quelle forme peut prendre ce regroupement? S'agit-il d'une
ion sociale, ou nationale? Quels peuvent être ses objectifs de
ngue durée?

Poser ces questions après la chute de Mendès-France, et alors
'Edgar Faure a pris sa succession, en ne faisant guère que
velopper la même politique, peut paraître oiseux. Néanmoins,
ndès-France conserve encore une bonne partie de l'opinion
ur lui, de nombreux travailleurs mettent toujours en lui leur
oir, sinon leur confiance. Son retour au pouvoir, même avant
 élections de 1956, n'est nullement impossible. Les courants
'il a déterminés dans le pays ne sont pas morts. Il reste donc
éressant de se demander quelle attitude devrait recommander
 renouveau de « l'expérience » Mendès-France. On est alors
ıené à se reposer la question: plutôt que de chercher à *substituer*
e politique à celle de Mendès-France ne vaut-il pas mieux essayer
 modifier cette politique, de la faire glisser sur un plan où elle n'a

jamais prétendu s'engager, glissement que l'on peut faire apparaître comme inévitable à la faveur de « pressions successives »? C'est entre ces deux orientations qu'hésitent les partis ouvriers et les syndicats, la S.F.I.O. elle-même tout comme le P.C. et la C.G.T. Même si la perspective des élections législatives de 1956 joue un rôle dans cette hésitation, il serait faux d'accorder à ce rôle trop d'importance. Derrière les calculs et les combinaisons de ce genre, se manifestent des forces et des difficultés plus profondes. En l'occurrence, il s'agit de ceci : la politique de Mendès-France favorise-t-elle ou entraîne-t-elle la renaissance d'un « Front Populaire »? Voilà plusieurs années que la question est posée. Lors des grèves d'août 1953, au cours de la campagne contre la C.E.D. et contre la poursuite de la guerre d'Indochine, des rapprochements avaient eu lieu entre communistes, socialistes, progressistes, certains milieux R.P.F. et radicaux, et même un petit courant d'origine chrétienne, sinon M.R.P. Tout cela paraissait pouvoir confluer vers un Front Populaire. Or, c'est tout le contraire qui s'est produit. La politique réalisée par Mendès-France a fait refluer vers lui et vers son gouvernement des espérances qui cherchaient à se manifester dans une coalition d'organisations. Celles-ci, plus ou moins désemparées, ont alors cherché à défendre en ordre dispersé leur « autonomie », leur existence permanente, leurs intérêts plus traditionnels et plus lointains. Si bien qu'après huit mois de gouvernement Mendès-France, le Front Populaire, conçu comme « union des Français », comme « union des gauches », ou sous toute autre forme paraissait un rêve plus lointain que jamais. C'est cette situation paradoxale qu'il faut expliquer. Et pour l'expliquer, il faut en revenir à l'attitude du Parti communiste.

*
* *

Le Parti communiste français est, avec le Parti communiste italien, la seule organisation communiste de l'Europe occidentale qui ait de solides assises sociales. En Scandinavie, en Grande-Bretagne, en Belgique et en Hollande, en Allemagne de l'Ouest, sans parler de l'Espagne, de la Suisse ou de l'Autriche, les organisations communistes sont privées d'un réel soutien populaire, et quelquefois depuis des dizaines d'années. Le fait a une signification historique et sociale profonde, surtout si l'on considère le cas de l'Angleterre. Aujourd'hui, on pourrait presque dire qu'au clivage entre communistes et social-démocrates dans chaque pays

'Europe, qui s'était dessiné après 1918, s'est substituée une épartition « nationale » de ces deux grands courants, et les onséquences internationales de ce fait sont considérables : elles xpliquent la disparition de la IIIe Internationale comme l'éva-ouissement de la IIe, qui ont d'ailleurs tactiquement des causes ien plus complexes. Le fait important, c'est que le mouvement ommuniste français représente une force sociale enracinée, qui maintenant une tradition de plusieurs générations, et dont influence diffuse reste assez stable en dépit des fluctuations 'effectifs du parti lui-même, sans parler de ses erreurs politiques. es élections, sur le plan national, manifestent l'attachement u moins en cas d'élections, c'est-à-dire d'expression parlementaire aditionnelle) d'un cinquième à un quart des électeurs à ses andidats, surtout dans les centres ouvriers. Sans doute, les ections, aux différents échelons, sont la forme la plus superficielle e la détermination politique des classes sociales, bien qu'elles ient le ressort, juridiquement parlant, du pouvoir souverain. Iais cette remarque est valable pour les élus et les électeurs de ous les partis, et il ne viendra à personne l'idée d'affirmer que la uissance des classes bourgeoises réside exclusivement dans la onfiance que les électeurs accordent à leurs mandataires au cours es élections. Les industriels, comme les ouvriers, les employés, les ommerçants, les agriculteurs, etc., ont des moyens plus immédiats, lus directs, moins juridiques, de faire valoir leurs exigences et e défendre leurs intérêts. La représentation parlementaire n'est as tout; socialement, elle n'est même que l'accessoire. Au cours e négociations de salaires, de conflits de travail, de grèves, de ampagnes d'agitation politique, dans la diffusion de la presse, etc., rapport de forces se présente tout autrement que dans l'arène arlementaire. Là, des minorités ont souvent plus de poids que ans l'isoloir. C'est même presque toujours le cas. Il se présente ussi des revendications que l'action directe avait été impuissante imposer, et que le vote parlementaire fait aboutir, bien que soit en général le contraire qui se vérifie. Il y a donc presque oujours disparité entre le poids électoral d'une organisation olitique et son poids social réel, disparité très variable d'ail-urs, selon le moment, les causes de conflit, l'attitude des partis groupes sociaux voisins, etc. Ce rapport est particulièrement nportant lorsqu'il s'agit d'une organisation qui prétend inter-réter directement, consciemment et exclusivement les intérêts de

certaines classes, et plus encore lorsqu'elle estime parler au nom de l'intérêt « national », c'est-à-dire du pays tout entier.

A ce point de vue l'histoire du Parti communiste montre que de grands changements se sont produits dans sa structure, à la fois dans ses rapports avec les groupes sociaux dont il émane et dans ses rapports d'organisation interne; et il est intéressant de s'en rendre compte si l'on veut peser aujourd'hui les chances d'un nouveau « Front Populaire ». De 1925 à 1929, le Parti communiste groupa de 60 à 30.000 membres, en baisse. Mais en 1928, il réunit encore aux élections législatives plus d'un million de voix. Après la Libération, il réunit plus de 4 millions 1/2 de voix, mais en affirmant avoir 1 million de membres. Si l'on prend les deux rapports comme base de raisonnement (ce que l'on peut faire sous certaines réserves qui nécessiteraient une analyse historique que nous ne pouvons pas faire ici), on peut dire qu'en 20 ans la puissance de rayonnement du Parti communiste a diminué relativement, c'est-à-dire en même temps que l'extension de son influence, en chiffres absolus, s'accroissait. La France (et l'Italie) sont de tous les pays (y compris l'U.R.S.S. et les autres États socialistes) ceux où le rapport des membres du parti à ses électeurs est le plus élevé. Naturellement, on peut se demander si cette faiblesse n'est pas au contraire une force, puisque cela signifie qu'un nombre croissant d'électeurs, de sympathisants témoignent de leur confiance dans le parti en y entrant. Mais cela signifie aussi que la composition du parti lui-même tend de plus en plus à s'identifier au corps électoral, ce qui est contraire à sa nature. Ce mouvement a d'ailleurs tendance à se renverser depuis 1950, date depuis laquelle les membres du parti ont probablement diminué de la moitié, sans que leur audience électorale ait sérieusement changé. Et c'est précisément ce dernier fait qui montre que quelque chose s'était modifié dans la composition sociale du parti, et que quelque chose est en train de changer à nouveau.

Nous ne pouvons pas, faute de données complètes et précises, étudier en détail les modifications dans la composition sociale du parti. Mais si on l'envisage sur une période de 26 années (et un parti qui a plus de 30 ans devient justiciable de l'histoire), il ne fait pas de doute que sa structure sociale a subi de sérieuses transformations : proportionnellement moins d'ouvriers, plus de petits bourgeois et de commerçants, des bourgeois tout court, et beaucoup d'intellectuels. Du même coup, moins de sections

ıvrières et de cellules d'usine par rapport aux sections de quar-
ers ou de villes. Ces constatations ont été faites par divers rappor-
urs lors du Congrès du P.C. en 1954. Il n'est donc pas éton-
nt que l'influence électorale ait plafonné tandis que le poids
cialiste au cours des luttes *de classe*, qui est par définition celui
un parti *communiste*, ait plutôt diminué. Mais la composition
ciale d'un parti populaire, ayant de fermes attaches dans la vie
elle des masses travailleuses, est évidemment en rapport avec
composition de la population travailleuse active elle-même, ou
ut au moins de ses couches qui nourrissent le plus directement
parti. La même influence mutuelle, plus accentuée encore,
iste entre les syndicats et les groupes sociaux qu'ils représentent.
. forme des syndicats comme des partis dépend de la structure
s classes sociales dont elles interprètent les mouvements. Les
incipes d'organisation qui régissent ces formes ne sont pas, dans
urs grandes lignes, le produit de l'imagination militante ou bureau-
atique, mais dérivent de la structure sociale des classes consi-
rées. Par exemple, le passage des syndicats de métiers aux syndi-
ts d'industrie (qui a pu s'opérer par modification progressive
s fédérations syndicales, dissensions ou regroupements, a
traîné une vaste dualité de mouvements comme entre le C.I.O.
l'A.F.L. aux États-Unis) a été imposé par l'évolution de la
ucture de l'artisanat vers la constitution d'établissements et
entreprises industrielles de plus en plus concentrées et employant
s métiers variés. Ces transformations se manifestent sous des
mes un peu différentes dans les partis, où domine l'orientation
litique (c'est-à-dire l'attitude vis-à-vis du problème du pouvoir),
is elles ne manquent pas d'y avoir aussi leurs effets.

Les changements les plus sensibles de ce genre survenus depuis
e trentaine d'années en France sont, à la campagne, la dimi-
tion du nombre et du poids des petits exploitants indépendants,
même des salariés agricoles. Et dans le secteur non-agricole :
développement des secteurs commerciaux, des transports, des
stionnaires et services; l'accroissement du nombre des fonction-
ires et du « Secteur public » et semi-public; la formation d'une
isse d'ouvriers industriels non qualifiés et la constitution d'une
iche étroite mais grandissante de cadres, ingénieurs, services
tudes, travailleurs très qualifiés d'industries nouvelles (élec-
cité, aviation, produits chimiques et matières plastiques, etc.).
ns l'ensemble, on peut dire que le poids des travailleurs directe-

ment productifs a une tendance à diminuer, en même temps que la productivité générale stagnait, et que le salariat (d'origine privée ou étatique) s'étendait à un nombre croissant de personnes actives. C'est dans cette modification, très grossièrement définie ici, qu'il faut chercher la source la plus profonde des modifications survenues depuis trente ans dans la structure du Parti communiste. Et il faut par conséquent aussi y voir la cause de certains effets dans le domaine de l'organisation, en particulier la bureaucratisation et la tendance à remplacer la démocratie interne par le fonctionnement rigide d'un « appareil ». En France, le Parti communiste est devenu de plus en plus une « machine » (tendance d'ailleurs inhérente aux partis de masse) par la nécessité de maîtriser une hétérogénéité sociale croissante des forces sociales qui en font le soutien. D'où cette structure ramifiée, sans circulation « organique », où le compartimentage et la « répartition » constamment remaniés provoquent des crises incessantes.

Ces causes et ces effets doivent évidemment jouer pour d'autres partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière. Mais ils sont d'autant plus marqués que le parti réunit plus de membres. De petits groupes minoritaires, qui n'ont souvent que des attaches locales, y sont évidemment moins sensibles. Mais la S.F.I.O. e[st] a elle aussi été atteinte, de façon d'ailleurs plus profonde. Il n'es[t] pas sûr que la proportion réelle d'ouvriers industriels soit moind[re] dans la S.F.I.O. que dans le P.C. Mais il est certain que les milieu[x] de fonctionnaires, de commerçants, d'éléments divers des classe[s] moyennes, y ont un plus grand poids. L'attitude politique et le[s] programmes successifs de ce Parti expriment d'une façon pl[us] passive, négative si l'on veut, les transformations sociales do[nt] nous venons de parler. Les exigences de « sécurité » qui imprègne[nt] le néo-salariat généralisé d'aujourd'hui s'y traduisent plus libr[e]ment avec tout leur côté conservateur. Dans le Parti communist[e] au contraire, s'expriment les côtés les plus positifs et innovateu[rs] de ces mêmes transformations, puisque ses membres les pl[us] clairvoyants y voient l'amorce d'un bouleversement plus compl[et] des structures sociales et économiques. La convergence des de[ux] tendances peut d'ailleurs se manifester très clairement da[ns] certaines occasions, dont la plus remarquable a été la gran[de] grève d'août 1953, menée *dans la masse* avec la plus complè[te] unité entre socialistes et communistes, parce qu'elle toucha[it] certains principes vitaux de la Sécurité Sociale (retraites) et [...]

veau de vie (salaire minimum garanti), qui sont aujourd'hui au
ıtre des revendications générales des salariés (ouvriers *ou non*),
communs à tous les salariés.

La politique de Mendès-France a consisté à essayer, pour le
mpte d'une politique capitaliste « progressiste », à intéresser
parément et successivement les différentes couches sociales en
soustrayant à l'influence des partis qui les représentent tradi-
nnellement. Que ce soit en écartant le Parti communiste du
uvernement ou en y attirant le Parti socialiste, l'objectif est
même : prendre appui sur une certaine forme apparente de
déprolétarisation » de la société (ou plutôt de transformation
la structure des classes) pour tenter de résoudre des antago-
mes au profit d'un dirigisme libéral, qui peut paraître dans
e certaine mesure inscrit dans la logique du développement
onomique présent de la France. Mendès-France profitait, dans
te situation, des avantages de la mobilité, face à la « bureaucra-
ation » des partis ouvriers. En disant qu'il avait asphyxié le Parti
mmuniste, qu'il lui avait retiré l'initiative, il exprimait ce fait
'il cherchait à satisfaire en ordre dispersé les besoins et désirs
catégories sociale assez hétérogènes que le Parti communiste,
sis sur une partie de ces mêmes catégories hétérogènes, ne par-
ent plus à défendre *unitairement*, de façon coordonnée. D'où les
ıbresauts bureaucratiques, non seulement dans le P.C., mais
ssi dans la S.F.I.O. D'où l'impression que plus la politique de
endès-France « réussit », plus recule la perspective d'un « Front
pulaire »; et par conséquent aussi la nécessité de chercher
mment il redeviendra possible. Mendès-France a réussi à mettre
relief la bureaucratisation des partis ouvriers, d'une façon qui
oblige eux-mêmes à tenter d'y remédier. Son appel à la jeunesse
avait pas d'autre sens.

Ceci nous amène à faire une deuxième constatation. A savoir
ıe le Parti communiste a vieilli, et *relativement* beaucoup plus
ıe la S.F.I.O. Il n'a pas vieilli seulement parce qu'il a lui-même
ans, mais parce que ses cadres dirigeants ont aussi vieilli
epuis 30 ans, et que, sur les points décisifs, ce sont les mêmes.
Bureau politique du Parti communiste a les cheveux blancs.
est là un fait important, parce qu'il est en rapport avec une
tre transformation générale de la France, qui est le vieillisse-
ent de ses cadres économiques et sociaux. Sans doute, les vieux
t « la sagesse » et l'expérience; mais ils ont aussi derrière eux

l'accumulation des erreurs, et quelquefois l'échec perpétuel, en dépit des proclamations contraires. Or, ce vieillissement des cadres dirigeants (qui est aussi un signe de bureaucratisation) n'est pas compensé par un afflux de jeunes. Marcel Servin a déclaré au Congrès d'Ivry que 11 % seulement des membres du P.C. avaient moins de 25 ans, c'est-à-dire que les jeunes de moins de 20 ans doivent y compter à peine 3 à 4 %, sans doute moins, c'est-à-dire 6.000 environ sur 500.000 (Servin annonçait 506.250 cartes placées au 11 mai 1954). Marcel Servin a lui-même affirmé : « Notre Parti vieillit. » 29 % des membres, c'est-à-dire près d'un tiers, ont plus de 50 ans. C'est une proportion qui rejoint celle de la population active : le recensement de 1946 indiquait 5.645.000 personnes de plus de 50 ans sur une population active de plus de 20.500.000 personnes. Signe grave, car il est évident qu'un Parti politique communiste devrait avoir une structure d'âge beaucoup plus jeune que celle de la population active entière, ce qui était le cas il y a 25 ans.

La composition organique du Parti reflète en partie le même fait : sur 19.219 cellules au dernier Congrès, 5.152 étaient des cellules d'entreprises. Mais sur ce dernier nombre, combien de cellules d'entreprises industrielles (et parmi celles-ci, combien dans le secteur public)? Peut-être 2.000. (En 1930, au point le plus bas des effectifs du P.C., il y avait 606 cellules d'entreprises sur 2.600 cellules du Parti, soit un peu plus du quart, pour un peu moins du quart aujourd'hui). Or, la population ouvrière est sensiblement plus jeune dans l'industrie qu'ailleurs, à la fois dans les postes déshérités, les moins bien payés, et dans certains postes qualifiés, ceux qui devraient nourrir les cellules ouvrières. Moins de jeunes, moins de cellules ouvrières, les choses vont de pair. Autre symptôme corrélatif : près de 26 % des membres du Parti « syndicables » ne le sont pas. Comme actuellement presque tout le monde est « syndicable », cela signifie que certaines catégories d'employés, intellectuels, petits bourgeois, voire d'ouvriers, en proportion croissante dans le P.C., ne font pas leur devoir de classe élémentaire. Et s'ils s'en abstiennent, c'est souvent à cause de l'âge, et souvent aussi parce que ces milieux manquent de sens de classe, d'homogénéité sociale, et qu'à leurs yeux l'armature et l'organisation du Parti suffisent à tout. L'activité dans les cellules et sections reflète la même situation. Un représentant d'une grande cellule du 18e arrondissement

ɔrivait avant le Congrès dans *l'Humanité* que sur 100 adhérents, 5 à 20 assistaient aux réunions. Tout ce glissement est d'ailleurs éjà assez ancien. A la Conférence fédérale de la Seine de juin 1947, . Thorez déclarait : « Je vous le dis, camarades de la région arisienne, chez Renault, ou chez Citroën, nos organisations du arti sont moins nombreuses qu'avant la guerre. On revient aux ées de 1924, 1926, on recule au lieu d'avancer dans la conception u parti. »

*
* *

Ce qui nous intéresse dans les faits que nous venons de relever, est de savoir dans quelle mesure ils contribuent à rendre plus ifficile un front des classes travailleuses. Or, il semble bien que tte difficulté existe par la médiation de deux phénomènes que ous avons relevés : l'hétérogénéité des bases de classe, non seule-ent du P.C., mais aussi de la S.F.I.O. et des groupes intermé-aires; et la bureaucratisation persistante du régime de ces artis, de structure pourtant assez différente.

Jusqu'où doit s'étendre le « front uni »? Certains déclarent : toute la nation, capitalistes y compris, si ceux-ci comprennent ur devoir « national ». Au fond, c'est la politique que Mendès-rance a repris à son compte, sur une base parlementaire (encore u'il écartait les élus communistes qu'il ne considèrait pas comme nationaux »). Mais, du point de vue des partis « ouvriers » ou semi-ouvriers, comme nous l'avons vu), la question se pose utrement, à savoir : comment une solidarité nationale peut-elle organiser autour d'eux, c'est-à-dire en principe de l'avant-garde es salariés, et comment cette solidarité peut-elle s'organiser? our la poursuite de quels objectifs? L'orientation « nationale » ici tendance à se heurter à l'orientation de classe, dite tradition-ellement « de gauche »; mais à s'y heurter au cours d'une confron-ation qui est en même temps une collaboration. A cet égard, on ourrait dire que le P.C. ne cherche pas moins que la S.F.I.O. . collaboration de milieux sociaux non prolétariens, mais par 'autres voies et pour d'autres objectifs immédiats (surtout en olitique internationale). La base sociale de cette tendance à iêler sous le vocable de « la gauche » des milieux sociaux hétéro-ènes et même antagonistes, existe depuis longtemps en France, à le milieu intermédiaire « petit-bourgeois », a toujours joué un grand rôle. Mais cette base s'est encore élargie depuis la guerre. 'hétérogénéité sociale a dépassé les limites des coalitions plus ou

moins temporaires. Elle est devenue un fait social interne des partis, même dits « ouvriers ». L'association de ces groupes sociaux hétérogènes n'est plus seulement le fait d'ententes entre organisations distinctes; elle est devenue constitutive de ces organisations elles-mêmes. Le P.C. comme la S.F.I.O. sont, sous des formes un peu différentes, des organisations qui renferment des intérêts sociaux partiellement divergents, et qui ont par conséquent tendance à considérer qu'elles peuvent bien être à elles seules le lien ou le moyen du regroupement des autres; elles le peuvent sous l'angle de « l'étatisme », c'est-à-dire de l'élément politique de la souveraineté qui se considère supérieur aux classes ou en dehors d'elles. La cristallisation des appareils, qui supplée à l'homogénéité sociale, fait alors obstacle à une unité de front réelle, parce que chaque formation s'estime seule capable de la mener à bien.

Tenant compte de cette situation, on pourrait presque dire qu'une coalition avec des groupements non prolétariens ne sera efficace, si elle est parfois nécessaire, que lorsque les éléments socialistes et ouvriers des divers partis « ouvriers » auront eux-mêmes trouvé la voie de l'entente, de la collaboration, de l'accord. Une coalition avec le M.R.P. (comme ce fut le cas sous le *tripartisme*), ou avec les radicaux, ou des « républicains » de diverses sortes, ne peut avoir de sens temporaire — du moins dans une perspective socialiste — que si les éléments ouvriers de la S.F.I.O. et du P.C. s'entendent préalablement. La vraie solution serait la réunification de ces deux partis, quitte à ce qu'ils perdent un certain nombre d'adhérents petits-bourgeois. Là se trouverait la vraie gauche, la seule digne du nom. Ainsi se trouverait reconstitué un vaste « parti ouvrier français », dont l'action dans le pays aurait vite fait de modifier l'équilibre des classes intermédiaires. Toute autre formule entraîne forcément des concessions extérieures qui signifient en définitive la soumission plus ou moins reconnue aux intérêts non prolétariens. Que cette action soit rendue difficile par les facteurs objectifs dont nous avons parlé, c'est certain. Mais les échecs permanents des formules de *coalitions sociales bureaucratiques et hétérogènes* devraient pourtant ouvrir les yeux. Pourquoi le Front Populaire de 1936 et le Tripartisme de 1945 ont-ils politiquement échoué (car leurs acquisitions sociales partielles ont été le fruit de l'action directe)? Parce que la coalition avec le parti radical et avec le Mouvement Républicain Populaire

ait fondée sur un partage social des responsabilités où le parte-
iire conservateur devait fatalement l'emporter. Si l'on va au
nd des choses, on s'aperçoit que ces « fronts » ont éclaté parce
ie des tensions sociales excessives, liées à des divergences de vues
. politique extérieure, devaient les faire éclater en l'absence
un accord organique entre les « partis ouvriers ». Or, ce sont
; rapports sociaux qui finissent toujours par dicter leur loi aux
pports nationaux. Il suffit de prendre la question de la guerre
Indochine, plaie de la politique française pendant huit ans, pour
:n apercevoir. Une majorité « nationale » a considéré en 1945
reconquête de l'Indochine comme nécessaire. Plus tard, quand
; hostilités se furent étendues, une majorité « nationale » estima
poursuite de la guerre inévitable alors qu'une minorité, au nom
impératifs nationaux, jugeait indispensable d'y mettre fin. Mais
une exigence « nationale » peut être interprétée de façon aussi
ntradictoire, c'est qu'elle recouvre des intérêts sociaux diver-
nts, sans préjudice, évidemment, des multiples combinaisons
ui peuvent s'instituer entre eux. Et ce sont ces intérêts sociaux
ui finissent par dicter leur loi aux autres. Si donc un front unique
s travailleurs est nécessaire et possible, c'est parce qu'il trouvera
abord un terrain social commun. La recherche d'un terrain social
mmun d'offensive est la condition *sine qua non* d'une unité de
ont à longue portée; c'est dans cette voie que peut être évitée
la fois la main-mise sur le mouvement par les éléments sociaux
nservateurs, et la formule bureaucratique d'imposition de
unité par des appareils distincts qui s'en disputent le monopole.
n dehors de cette voie, il n'y a que des tentatives avortées, dont
: rejette la responsabilité sur le voisin.

Ce que nous venons de dire des partis est encore plus vrai des
ndicats. Les syndicats sont, par tradition et nature, des organi-
tions dont la fonction est sociale avant d'être politique (sans
i'il y ait stricte séparation entre les deux). Mais les modifications
ciales dans le pays, qui ont « déprolétarisé » une grande partie
ı salariat, notamment en le liant plus ou moins directement au
cteur public, ont eu aussi leurs effets dans les syndicats, qui ont,
osso modo, suivi l'orientation des courants politiques. La cristal-
ation des cadres y constitue aussi le plus grand obstacle à la
unification par absence de circulation démocratique des opi-
ons, des besoins, de la critique et de l'élaboration des programmes
action. L'État et les classes dirigeantes prennent grand soin

d'entretenir la division, de fragmenter au maximum des groupes déjà suffisamment hétérogènes. Ce qu'il y a d'étatique dans la bureaucratie des partis concourt, malgré des souhaits contraires, aux mêmes effets déplorables.

Le grand danger vient ici de la réfraction des problèmes internationaux dans la politique sociale. Bien entendu, les deux choses sont liées, surtout à notre époque où « le monde est un », en dépit des « grands schismes », des guerres et des cloisonnements économiques. Sur ce plan, le grand but des peuples est la paix. La paix durable accroît les chances d'une transformation sociale positive. Mais il ne suffit pas d'affirmer que « les peuples veulent la paix », ce qui est d'ailleurs certain. Car ce qui est aussi certain, c'est que la « lutte pour la paix » engagée dans les voies du nationalisme mène inexorablement à diverses combinaisons où la bourgeoisie nationale, ou le côté national du socialisme d'État, exercent une dangereuse domination. La recherche d'une politique d'équilibre mène alors à des solutions qui partagent les groupes sociaux en fonction de leur conception de la nation, et non d'après leur sens de la solidarité sociale internationale. L'histoire de l'Allemagne depuis la défaite d'Hitler montre à quel point il est difficile et risqué de fonder en France une politique d'unité de front ouvrier sur une politique purement nationale de résistance à une renaissance du militarisme allemand. Soit l'occupation à perpétuité, soit la division à perpétuité, soit le réarmement à droite, soit le réarmement à gauche, ou le réarmement des deux côtés réunis, soit le C.E.D., sont des « solutions » qui ont introduit plus de divisions dans le peuple français qu'elles n'ont contribué à cimenter des coalitions passagères. On a souvent remarqué que ces problèmes avaient divisé *tous* les partis (et si les divisions n'ont pas été apparentes dans le Parti communiste, c'est parce qu'elles ont été successives et amenuisées par la façon dont s'exprime l'opinion de ce parti). S'ils ont eu cet effet, c'est parce qu'ils ont été posés sans lien avec la poursuite d'une politique intérieure socialement cohérente. De toute évidence une politique européenne des partis ouvriers occidentaux qui ait cherché avant tout à réaliser l'unité de front des grands partis populaires anglais, français, allemands et italiens, aurait plus fait pour faciliter la recherche de solutions démocratiques souhaitables que la recherche de solutions nationales de bloc avec certains partis bourgeois, même baptisés « nationaux » pour un moment. Ce n'est pas seulement l'échec de

ı C.E.D. qui eût été acquis, c'est aussi celui du réarmement en énéral, et la fin de la course aux armements dans les « deux blocs » la lutte avait *commencé* par l'entente sur un programme de olitique intérieure entre socialistes et communistes.

* * *

On sent bien qu'aujourd'hui toutes ces questions nécessitent ; larges discussions, des confrontations ouvertes, et non des manœuvres ». Toute manœuvre privée de finalité sociale ouverte mbe dans la *combinazione* et le cynisme, c'est-à-dire tout le ntraire de ce qui peut servir de ciment à une lutte commune ·olongée. Mais c'est ici que se dresse l'obstacle majeur, la bureau-atisation et la politique d'appareils. L'organisation est un cteur capital de l'efficacité, surtout dans un monde social aussi fférencié que le nôtre. Mais de l'organisation à la bureaucrati-tion, il y a une grande marge, la seconde étant le contraire de la emière. La bureaucratisation n'est pas le privilège du Parti mmuniste ou de la C.G.T.; elle existe aussi, quoique sous autres formes, dans la S.F.I.O., à la C.G.T.-F.O., et même dans s fédérations syndicales autonomes. Mais il est indiscutable ı'elle a trouvé des formes particulièrement nocives au Parti mmuniste, en relation avec les formes qu'elle a prises, dans ı contexte social d'ailleurs bien différent, en U.R.S.S. Ce n'est ıs un problème de méthode ou de logique. Nous avons dit qu'elle un contenu social, et qu'elle n'est pas le produit de quelques prits pervertis (quoique cela puisse arriver dans le détail). Mais stement parce qu'elle a des racines objectives réelles, pas toujours ciles à déceler, la bureaucratie doit être combattue de façon airvoyante. De ce point de vue, ce qu'il y a de plus redoutable . elle, c'est qu'elle prospère à l'ombre de sa propre dénonciation. n trouverait peut-être dans la presse du Parti communiste plus dénonciations des méfaits de la bureaucratie que dans les jour-ıux socialistes. Ses militants la pourchassent sans cesse. Le alheur est qu'ils la pourchassent avec les mêmes instruments ıi en accélèrent la prolifération. Remplacer un bureau par un ıreau ne règle pas la question. A moins de considérer, comme le nt certains fatalistes crypto-technocrates, qu'en définitive la rection « bureaucratique », la prééminence du « cadre » (qui ·cide de tout!) sont des faits sociaux acquis et qu'il suffit de s'en commoder, c'est-à-dire que les masses doivent s'y soumettre,

la bureaucratie ne peut être combattue que politiquement, et non par homéopathie. Cette façon de combattre s'appelle la *compétition démocratique.* Cette compétition a de toute évidence des limites, dont il faut discuter dans le cadre d'une situation donnée, et qui est inséparable de certaines tensions, qui peuvent aller jusqu'à des ruptures. Mais elle doit exister, de façon permanente, et au grand jour. L'unanimité permanente, même obtenue par des subtilités d'organisation qui canalisent à différents degrés les positions, propositions ou divergences de vues, en donnant l'apparence de la démocratie à ce qui n'en est que la caricature, ne permet pas de combattre la bureaucratie, mais tout au plus d'en remplacer un germe par un autre. Et si des divergences se manifestent quand même, et qu'on les étouffe dans l'organisation fermée du parti, elles créent un abcès. Il faut alors recourir à la chirurgie, qui est dans ce cas un remède pire que le mal. L'exemple de l'exclusion, ou la réclusion, de Marty, de Tillon et de Lecœur, pour citer des cas récents et qui ont fait beaucoup parler, montre ce que donne l'absence de démocratie réelle. L'accusation la plus générale qui ait été lancée contre eux, par ceux-là mêmes qui partageaient la responsabilité de leur action, c'est d'avoir « mécanisé », « bureaucratisé » le parti, d'avoir agi à coup de circulaires, d'instructeurs, d'avoir méprisé la jeunesse, etc. La bureaucratie s'en prend à la bureaucratie, pour recommencer. Les pseudo-unanimités éclatent brusquement, pour se reformer aussitôt, ce qui laisse à penser qu'elles n'existent presque jamais réellement, et qu'elles ne sont qu'une façade bureaucratique permanente. De toute évidence, derrière les « questions d'organisation » s'agitaient des questions politiques ; ce sont ces questions-là qu'il est *sain* d'agiter lorsqu'elles se posent. Du jour au lendemain, Tillon et Lecœur sont devenus muets, transférant ainsi le bureaucratisme de la verbosité dans le silence. Mais le silence n'arrange pas les choses, car les questions se posent quand même. Quant à Marty, il a tenté de faire connaître la limite de ses divergences politiques; sans succès, puisque l'appareil bureaucratique s'était refermé derrière lui. Nous ne voulons pas dire par là que la politique préconisée par Marty de 1946 à 1952 était plus juste que celle qu'il exécutait en 1936 en Espagne ou ailleurs, mais ce qui est certain, c'est que la discussion de cette politique — et de toute autre — au fur et à mesure qu'elle se manifestait, aurait rendu un éclaircissement de la politique du P.C. beaucoup plus facile.

Supposez maintenant qu'en face d'une organisation aussi fermée politiquement, s'en placent d'autres de même nature. uelle sorte d'unité de front pourrait-il sortir de là? Tout au plus s combinaisons de sommets, des pactes, mais pas ces ententes pulaires profondes qui sortent toujours des masses en mouve- ent de plusieurs côtés à la fois. Devant cette organisation, la F.I.O. a beau jeu en laissant fonctionner en son sein certaines upapes de sûreté, qui lui assurent une démocratie apparente i n'est pas aussi réelle que le prétendent ses dirigeants. La condi- on d'une unité de front à longue échéance, capable de peser cisivement sur la politique sociale du gouvernement présent — même de lui en substituer une autre — c'est donc d'abord tablissement d'un régime démocratique au sein des principales ganisations ouvrières, autrement dit une élaboration politique grand jour, dans laquelle puissent se faire jour les courants, les itiatives, les émulations, qui sont le pain quotidien d'un parti litique. Telle nous paraît être, en résumé, la démarche initiale sentielle d'une vraie politique de « gauche ». Bien entendu, le gime du Parti est lié au programme qu'il s'assigne; mais le ogramme, et les méthodes d'action, sont justement ce qui se scute. Le pain, la paix, la liberté? Qui ne serait d'accord! ais c'est sur le comment qu'il faut s'entendre, et qu'il faut nc « que les bouches s'ouvrent ».

Dans ces conditions, il paraît évident que l'action des groupes intermédiaires », socialistes, progressistes ou syndicalistes, ne ut avoir qu'un sens et un objectif limité. La tentation d'un tiers parti », d'une grande « nouvelle gauche » ou de toute autre rmule, exprime un désir qui n'est pas à l'envergure des néces- és. Mais si ces groupes et ces mouvements peuvent servir de vain à la réanimation démocratique des partis ouvriers, leur le ne sera pas vain. Tout au contraire. Les pressions qu'ils bissent, leur manque de cohésion, leurs espoirs sont souvent cessifs. Mais s'il se mêle à leur activité le sentiment exact de la nction critique et animatrice qu'ils peuvent exercer, le rayon- ment dont ils sont capables jouera un rôle important dans la nstitution de ce grand « parti ouvrier français », dont les racines pulaires sont la source de toute vraie transformation sociale, i est la seule alternative que l'on puisse attendre au perpétuel u de balancier des classes dirigeantes d'aujourd'hui.

Pierre NAVILLE.

Gilles Martinet.

POSSIBILITÉS ET LIMITES D'UNE « NOUVELLE GAUCHE »

En donnant l'appellation de « Nouvelle Gauche » à la liste commune qu'ils présentaient aux élections municipales, les militants français de la Jeune République de l'Union progressiste et du Centre des « gauches indépendantes » ne pensaient sans doute pas que cette formule allait, quelques mois plus tard, connaître une si grande vogue... et recouvrir des réalités aussi différentes.

On a dit qu'il y avait deux « nouvelles gauches », celle de l'*Express* et celle de l'*Observateur*. En vérité, il existe deux phénomènes politiques distincts en face desquels ces deux hebdomadaires ont pu prendre des positions différentes.

Il y a d'une part un projet de coalition électorale qui grouperait autour de M. Mendès-France le parti socialiste, le parti radical, l'U.D.S.R., une bonne partie des anciens « gaullistes » et les dissidents du M.R.P. Cette coalition n'est, à beaucoup d'égards, que la nouvelle version d'une formule ancienne à laquelle on a successivement donné le nom de « Cartel des gauches », de « Troisième force » et de « Front démocratique et social ». Ses promoteurs estiment cependant que la personnalité de M. Mendès-France est de nature à donner à ce rassemblement politique classique un dynamisme et un « style » qu'il n'a pas connu dans le passé.

Il y a d'autre part la tentative de mettre sur pied une formation qui regrouperait toutes les petites organisations, courants et « chapelles » qui gravitent en marge des partis traditionnels de la gauche et principalement des partis socialiste et communiste. Là encore, il ne s'agit pas d'une absolue nouveauté, puisque des entreprises analogues ont été enregistrées en 1948 et en 1950. Mais ceux qui prennent aujourd'hui l'initiative d'un regroupement pensent avoir de

ieilleures chances d'aboutir que leurs devanciers pour cette eule raison que la plupart des divergences de jadis se sont iaintenant aplanies.

Ainsi, la première distinction à établir entre les deux nouvelles gauches » est une distinction de forme ; d'un ôté une coalition électorale, de l'autre la création d'une ormation politique nouvelle.

On ne peut cependant s'en tenir à cette première distinc- on. Les partisans du cartel « mendessiste » n'excluent pas 1 effet l'idée de la création d'un nouveau regroupement 1 sein de cette coalition. C'est qu'un grand nombre de rançais qui ont placé leurs espoirs en Mendès-France ne nt pas prêts à adhérer au parti radical. Ils voudraient être 1 mesure de rejoindre une organisation moins compromise, oins vétuste et moins routinière. A l'inverse, les partisans 3 la formation nouvelle expriment le besoin de se situer ins le cadre d'une coalition. C'est que les militants qui s'ap- rêtent à les rallier entendent participer à une action *efficace* qu'ils savent que le mouvement qui se constitue n'aura, 1 moins dans l'immédiat, que des effectifs modestes et des ossibilités limitées.

Aussi, est-il nécessaire de se préoccuper non seulement 3 la forme mais aussi du contenu de ces deux « nouvelles uches ». On s'aperçoit alors qu'elles occupent deux ver- nts opposés : l'une est incontestablement axée autour des ossibilités d'un capitalisme réformé, lors que l'autre se urne vers les perspectives socialistes. L'une est d'inspiration ettement bourgeoise, l'autre, tout en accordant une grande ace au monde paysan comme aux classes moyennes, donne 1 mouvement ouvrier le rôle décisif dans l'évolution écono- ique et politique du pays.

Ce n'est donc pas par hasard si l'une des lignes de démar- tion politiques essentielles du moment (coalition centriste 1 Front Populaire) passe entre les deux « nouvelles gau- ies ».

L'un des traits du « mendessisme » est d'avoir beaucoup rdé à se réclamer... de la gauche.

Le mot ne figure pas dans la déclaration ministérielle de

juin 1954. Il n'est pas utilisé dans les discours de juillet ou d'août. Il n'apparaît qu'à la fin septembre, au moment où la politique extérieure du cabinet Mendès-France opère précisément la division des forces de gauche.

Son utilisation ne répond cependant pas simplement au désir de masquer cette faille derrière de nobles formules. Elle a été rendue également nécessaire par la logique de « l'expérience Mendès-France », expérience qui n'est précisément pas une expérience de gauche *mais qui ne peut se développer sans le soutien de la gauche.*

Souvenons-nous de ce qu'étaient les lignes directives du « mendessisme » au moment où M. Mendès-France arrive au pouvoir. Pour l'essentiel, il s'agissait :

1° De secouer l'état de dépendance dans lequel se trouvait la France à l'égard des Etats-Unis (tout en continuant à bénéficier de la « police d'assurances » atlantique) ;

2° De « reconvertir » l'économie française afin de lui permettre, en sacrifiant certains secteurs peu rentables, d'affronter la concurrence internationale ;

3° D'accorder de sérieux avantages à la classe ouvrière (salaires, logements, etc.) afin de réduire l'influence qu'a sur elle le parti communiste ;

4° De procéder, avant qu'il ne soit trop tard, à certaines réformes dans les territoires coloniaux (et plus particulièrement en Afrique du Nord), afin d'y consolider la position du capitalisme français.

Ce programme était avant tout le programme d'un « conservateur intelligent ». Il devait donc théoriquement pouvoir rallier l'ensemble des classes dirigeantes. Il s'est cependant heurté au sein même de ces classes à l'opposition d'une fraction résolue et probablement majoritaire.

Les velléités d'indépendance à l'égard des Etats-Unis furent considérées par beaucoup de bourgeois comme l'expression d'un « neutralisme » honteux préparant lui-même la voie à un « renversement des alliances ». Ces messieurs ne se sentent à l'aise que sous la protection de l'armée américaine. Les timides projets de « reconversion » économique éveillèrent la crainte que l'on allait, en frappant une partie des classes moyennes, rompre le précieux équilibre social sur

[q]uel repose l'ordre français, et rejeter vers la gauche des [mi]lliers de mécontents. L'idée, à peine formulée, d'une aug[me]ntation substantielle des salaires, s'est heurtée à l'hostilité [de]s milieux patronaux. Quant à la tentative, engagée en Tuni[sie], de procéder à de véritables réformes dans le domaine [col]onial, on sait le rôle qu'elle a joué dans la chute de Men[dè]s-France. Les courants « néo-colonialistes » représentés [pa]r le groupe Blachette en Algérie et le groupe Walter au [Ma]roc ont battu en retraite devant la pression des « vieux [col]onialistes » (le groupe Borgeaud à Alger, le groupe Mas à [Ca]sablanca).

[D]evant l'opposition qu'il rencontrait dans les classes diri[gea]ntes, Mendès-France devait, soit renoncer à l'exécution [de] son programme, soit s'appuyer carrément sur l'ensemble [de]s organisations se réclamant de la classe ouvrière. En fait, [il] choisit une solution moyenne qui ne pouvait être qu'un [ex]pédient provisoire. Il chercha l'alliance du seul parti [soc]ialiste et tenta de compenser par le ralliement de quelques [élé]ments de droite l'absence des masses communistes (qui [a]vaient pratiquement soutenu dans la première période de [s]a gouvernement).

[I]l n'entre pas dans mon propos d'analyser les raisons de [cet]te attitude. J'entends simplement expliquer la naissance [de] la « nouvelle gauche » mendessienne. La notion de gau[che] se situe à un carrefour entre la tradition démocratique [bou]rgeoise du XIXme siècle et le mouvement ouvrier socialiste. [El]le reprend une nouvelle vigueur à chaque fois qu'un com[pro]mis s'esquisse entre le mouvement ouvrier (ou une frac[tio]n de ce mouvement) et une partie des classes dirigeantes. [Il] n'y a donc rien d'étonnant au fait que M. Mendès-France [ait] jugé bon de l'évoquer à son tour.

[C]ela dit, les projets de coalition formés dans l'euphorie [du] succès de cet été deviennent de moins en moins précis. [Le] parti radical qui devait en être l'un des piliers soutient [dés]ormais un ministère de centre-droite et les gaullistes se [tro]uvent à ses côtés.

[A]vant d'aller de l'avant, M. Mendès-France doit donc [che]rcher à regagner le terrain perdu. Mais tandis qu'il [s'a]prête à livrer une difficile et longue bataille pour par-

venir à la direction du parti radical, ses partisans s'impatientent. Il leur faut un point de ralliement en dehors du radicalisme. Si M. Mendès-France écoutait certains d'entre eux, il créerait un nouveau « Rassemblement du Peuple Français ». Mais M. Mendès-France sait qu'il s'engagerait ainsi dans une aventure sans issue. Le « mendessisme » n'est pas le « gaullisme ». Il veut réunir des électeurs républicains et non rassembler une foule boulangiste. Il ne peut se passer du soutien socialiste et le parti socialiste n'entrera jamais dans un R.P.F. de gauche.

Pour sortir de l'impasse où il se trouve, l'ancien président du Conseil va probablement tenter de mettre sur pied des « comités du programme ». Il ne s'agirait pas d'un nouveau parti ni d'un nouveau mouvement. Les animateurs de ces comités auraient la liberté d'appartenir aux groupements de leur choix. Leur tâche serait limitée à la rédaction de nouveaux « cahiers des Etats généraux », dont la synthèse constituerait un véritable programme de salut public. Il resterait ensuite à M. Mendès-France et à ses amis à rallier les partis à ce programme et à le faire plébisciter aux élections de 1956.

Le projet n'est pas sans intérêt ni sans habileté. Il ne peut cependant faire longtemps illusion. Il ne suffit pas en effet de définir un programme, il faut encore indiquer de quelle manière — autrement dit avec quelle majorité — on entend le réaliser. Et sur ce point le « mendessisme » entretient toujours de singulières équivoques.

Mais laissons maintenant les projets de cartel « mendessiste » pour nous occuper de l'autre « nouvelle gauche ».



Combien de fois n'avons-nous pas entendu dire et n'avons-nous pas dit nous-mêmes qu'il y avait place en France pour une nouvelle formation de gauche ?

Des centaines et des centaines de milliers d'électeurs de tendance progressiste — au sens large de ce mot — n'approuvent visiblement pas le programme, la politique ou les méthodes des grands partis existants. Il est donc normal que l'on

t tenté, à diverses reprises, de donner à cette masse élec-
rale une représentation politique valable.

Ce qui semble moins aisément explicable c'est l'échec de
plupart de ces tentatives... puis la persévérance que l'on
et à les renouveler. Pourquoi les hommes de cette « nou-
lle gauche » ont-ils obtenu si peu de résultats apparents et
urquoi ne se découragent-ils cependant pas ? C'est à ces
ux questions que je vais tenter de donner ici une réponse.

Une première constatation s'impose : nous sommes en pré-
ıce de *nouveaux* courants politiques mais nous ne voyons
s naître une idéologie *nouvelle.*

Sur le champ de forces que constitue la gauche française,
principaux pôles demeurent le communisme, la social-
mocratie, le christianisme social et, dans une faible mesure,
libéralisme radical.

Sans doute y aurait-il beaucoup à dire sur la façon dont
partis traditionnels représentent ces différentes idéolo-
s. Mais ce n'est pas, pour le moment, ce qui requiert notre
ention. Le fait important à nos yeux, c'est que les éléments
ceptibles de former un nouveau parti de gauche subissent
ttraction non point d'un seul mais de plusieurs de ces
les.

C'est ce qui explique la prolifération des petites organi-
ions en marge de partis traditionnels. C'est ce qui explique
ssi que toutes les tentatives faites en vue de regrouper ces
ites organisations se heurtent à l'impossibilité de définir
e base doctrinale commune.

Le Rassemblement Démocratique et Révolutionnaire (R.D.
) lancé en 1948 et disparu l'année suivante, avait voulu
rder la difficulté de front. Son manifeste prenait position
face du « communisme stalinien » et de la « social-démo-
tie ». Ce n'était là cependant qu'un trompe-l'œil. Les for-
les utilisées dans le manifeste répondaient sans doute à
at d'esprit d'un certain nombre d'anciens oppositionnels
nmunistes (principalement trotskystes) qui avaient été ses
ncipaux rédacteurs mais non pas aux tendances de la
jorité des adhérents du R.D.R. qui étaient en fait beau-
p plus « sociaux-démocrates » qu'on ne l'imaginait alors.
rière les mots chacun mettait un contenu différent et ce

fut là l'une des raisons de la déconfiture finale du mouvement.

« L'Union Progressiste » (qui groupa plus tard les « socialistes unitaires » les « radicaux de gauche » et les « chrétiens progressistes ») ainsi que le cartel — aujourd'hui centre d'action — des « gauches indépendantes » (Claude Bourdet, Paul Rivet, Yves Dechézelles, Jean Rous, Jacques Nantet, etc.) ont évité ce piège... tout en connaissant d'autres difficultés.

A ces différences idéologiques viennent s'ajouter des différences de méthodes et de tempéraments. Ceux qui ont été formés par le parti communiste ou au contact de ce parti ne pensent et n'agissent pas exactement comme ceux qui ont appartenu aux sections socialistes ou aux comités radicaux et ceux-ci pensent et agissent eux-mêmes d'une toute autre manière que ceux qui viennent des organisations chrétiennes.

Il est rarement nécessaire de poser beaucoup de questions à un militant pour connaître son origine. Lorsqu'il a tendance à fixer devant dix personnes des « tâches » qu'une organisation de cinq cents membres aurait du mal à accomplir, lorsqu'il parle de « mobiliser les masses » et de faire « du porte à porte » vous devinez, sans la moindre peine, qu'il a travaillé à la C.G.T. ou au Mouvement de la Paix. Lorsqu'il affirme que le peuple attend, avant tout, la définition d'une doctrine révolutionnaire et qu'il se montre en même temps très occupé du contrôle des éventuels élus « par la base », vous décelez, sans risque de vous tromper, un ancien membre de la gauche socialiste. Lorsqu'il évoque à tous propos la « tradition républicaine » et s'intéresse passionément aux détails d'un mode de scrutin, vous savez être en présence d'un ex-radical. Lorsqu'il témoigne de sa sympathie pour les ouvriers communistes tout en mettant l'accent sur le rôle de l'action sociale et sur la nécessité de changer « d'abord » les esprits, vous n'ignorez plus qu'il vient d'un mouvement chrétien.

J'ai forcé sans doute un peu les traits pour mieux faire ressortir les contrastes. Mais, dans la réalité, les différences sont presqu'aussi sensibles.

Comment dans ces conditions expliquer que l'on continue vouloir regrouper en une seule organisation des gens si ·idemment éloignés les uns des autres ?

Il y a à cette question plusieurs réponses.

Il faut tout d'abord savoir que les différents courants de « nouvelle gauche » ne croient guère à la transformation :ochaine des grands partis traditionnels. Les socialistes de Union Progressiste, du P.S.U. et de la « Gauche Indépen- ınte » ne s'attendent pas à ce que de grands changements produisent au sein de la S.F.I.O. De même les militants ırétiens de la « Jeune République » ne mettent guère 'espoirs dans un redressement éventuel du M.R.P. Les uns les autres doivent donc agir en tant que groupements ıtonomes et non en tant que « fractions » d'un grand parti. ais leurs effectifs demeurent davantage ceux d'une fraction ıe ceux d'un vrai parti. Aussi songent-ils naturellement, our atteindre un minimum d'efficacité, à coordonner leurs forts.

Là où cette coordination a été possible, des résultats inté- ssants ont été obtenus. Les regroupements baptisés ici progressistes » et ailleurs « nouvelle gauche » (Manche, eine-Inférieure, Haute-Garonne, etc.) ont acquis rapide- ıent une audience que les organisations séparées n'avaient ue rarement connu [1]. L'addition devient le plus souvent ne véritable multiplication. On passe du stade des petits oyers de propagande à celui des sections plus ou moins soli- ement organisées (la « Nouvelle Gauche » compte une cen- ine d'adhérents au Havre et le double à Toulouse où sept roupes de quartiers ont été mis sur pied). L'expérience des tudiants parisiens est à cet égard particulièrement significa- ve. « L'Union Progressiste », le « Mouvement de Libéra- on du Peuple », la « Gauche Indépendante » et la « Jeune épublique » n'avaient enregistré jusqu'à ce printemps qu'un etit nombre d'adhésions parmi les étudiants. La création 'une organisation unique permit d'en rassembler, en quel- ues jours, plus de deux cents.

1. Au Conseil Municipal du Havre, la liste d'Union a obtenu 3 sièges, celui de Cherbourg, deux sièges. A Bourges, un résultat analogue a été ıtenu par la seule Fédération progressiste du Cher. Mais cette Fédération oupe en réalité des militants de tendances diverses, à la seule exception es chrétiens.

*
* *

Mais le « regroupement » n'est pas seulement efficace sur le plan de l'organisation matérielle. Il correspond, aussi, à une profonde réalité politique.

En établissant sinon une doctrine commune — ce qui est pratiquement impossible — du moins un programme commun, *les petites organisations de la « nouvelle gauche » ne font en effet rien d'autre que de dégager ce qui pourrait être la base d'un nouveau Front Populaire.* N'ayant à tenir compte d'aucune influence étrangère (américaine, soviétique ou vaticane), elles sont susceptibles d'aller dans ce domaine beaucoup plus vite et beaucoup plus loin que les grands partis.

Deux leçons peuvent immédiatement être tirées de ce phénomène :

1° La première c'est que le « regroupement » de la « nouvelle gauche » qui est actuellement tenté [2] peut grandement aider au développement de l'unité d'action des forces ouvrières et démocratiques.

2° La seconde c'est que le « regroupement » n'a de sens que dans la perspective de cette unité d'action, autrement dit qu'il ne peut y avoir de « nouvelle gauche » efficace que dans le contexte d'une évolution vers le front populaire.

Ce dernier point mérite qu'on s'y arrête.

Les forces qui composent la « nouvelle gauche » ont été, en effet, profondément divisées dans le passé en raison des problèmes soulevés par la coalition avec le Parti Communiste (qui est évidemment un élément décisif de l'éventuel « Front Populaire »). Peut-on renoncer à l'unité d'action

2. Un comité de liaison a été formé en juin dernier, il comprend notamment Claude Bourdet, Yves Dechezelles, Jacques Nantet, Calmejane, (Gauche indépendante) Emmanuel d'Astier, Gilles Martinet, Pierre Stibbe, Marc Jacquier (Union progressiste) André Denis, Camille Val, Maurice Lacroix et Caluire (Jeune République) ainsi que le député Louis Vallon. Sur le plan parisien, le Comité de liaison comporte également des représentants du « Mouvement de Libération du Peuple » et du « Parti socialiste unitaire ».

ec ce parti et les masses qu'il représente sans se trouver
›lé ou sans devenir l'otage d'une coalition à prédominance
urgeoise ? Mais peut-on, par ailleurs, pratiquer cette unité
action sans être, à son tour, prisonnier du Parti Commu-
ste ?

Tels ont semblé être, à plusieurs reprises, les deux
rmes du dilemme posé à la « nouvelle gauche ». L'expé-
ence a montré toutefois qu'il était parfaitement possible
échapper à un tel dilemme.

A partir du moment où l'on croit à la nécessité d'une
litique appuyée et soutenue par les masses populaires, il
t difficile d'écarter l'idée d'une alliance avec le Parti
mmuniste. Certes, celui-ci est loin de rassembler derrière
i toute la classe ouvrière française, mais il a incontesta-
ement la confiance de la fraction la plus combative de cette
asse. Sans son concours l'on ne peut espérer vaincre l'iné-
able résistance des forces réactionnaires.

Ce fait une fois admis, il reste à déterminer les objectifs,
conditions et les limites de l'alliance. Deux attitudes
ivent être ici combattues qui s'inspirent l'une et l'autre
une conception mythique du Parti Communiste. La pre-
ière est celle des « crypto-communistes », la seconde est
lle des maniaques de l'anticommunisme.

*
* *

Contrairement à ce que l'on croit, les « crypto-communis-
» ne sont que rarement des « agents » conscients du
rti [3]. Ce sont des hommes qui se font du parti une image
ïve, commode et, pour l'essentiel, inexacte. Tous les pro-
èmes se réduisent pour eux à quelques données élémen-
res.

Il est possible, diront-ils par exemple, que les commu-
stes soient des « machiavéliens » mais le monde commu-
ste a intérêt à la paix. Ses représentants ont donc certai-

3. Quelques-uns, il est vrai, ont fondé une carrière politique... ou litté-
re sur le soutien que leur apporte le P. C. Mais cela ne veut pas dire
cessairement qu'ils auraient été incapables d'affirmer leurs qualités
e soutien leur avait été refusé.

nement raison lorsqu'ils défendent telle ou telle position sur le plan international. Les « cryptos » sont toujours surpris de voir les communistes changer d'orientation. L'armistice coréen, leur avait-on dit au Congrès de Vienne, doit précéder l'accord sur les prisonniers ; c'est finalement le contraire qui s'est produit. Le recensement préalable du potentiel militaire, avait-on ajouté, est incompatible avec un véritable plan de désarmement. Or, voici que l'U.R.S.S. commence à admettre l'idée de ce recensement préalable.

Ce qui est vrai sur le plan de la politique internationale l'est naturellement aussi sur le plan de la politique intérieure et notamment de la politique syndicale. A chaque instant, les « cryptos » découvrent que les dirigeants communistes les ont tenus dans l'ignorance des débats qu'ils avaient entre eux. Certains s'en indignent et crient à la malhonnêteté. La vérité est qu'ils se sont aveuglés plus ou moins volontairement. Car si les chefs communistes rendent rarement publiques leurs véritables discussions, il n'est pas difficile de connaître les problèmes qu'ils ont à aborder : ce sont ceux-là mêmes qu'affronte l'ensemble du mouvement ouvrier.

Si les « cryptos » ne « voient » pas ces problèmes, c'est parce qu'ils sentent *qu'ils ne pourraient pas les résoudre seuls*, qu'il leur faudrait en débattre dans le cadre d'une organisation politique distincte du parti communiste, si petite soit-elle, et qu'ils redoutent que leur adhésion à une telle organisation ne les éloigne du soleil du parti. S'ils font semblant de croire que les principales initiatives proposées au Mouvement de la Paix ou à la C.G.T. n'ont pas été préalablement discuté au bureau politique du P.C. c'est parce qu'ils ne veulent pas, eux, en discuter préalablement au sein du Comité Directeur d'une autre organisation politique. En face du parti le plus centralisé du monde, ils entendent se présenter comme des individus isolés. Comment les plaindre lorsqu'ils découvrent, avec stupeur, qu'on les a normalement relégués au rang de marionnettes !

Certains penseront peut-être que je fais preuve de beaucoup de sévérité à l'égard d'hommes qui ont eu, après tout, le mérite de dénoncer la guerre d'Indochine et de combattre le pacte atlantique à un moment où il n'y avait pas beaucoup de monde pour le faire. Cette sévérité est cependant une

.écessité politique. Le « crypto-communisme » est un phéno-ıène malsain qui, en offrant une caricature de l'unité 'action, a contribué à en freiner le développement. Lorsque ous affirmions cela, il y a quelques années, mes camarades t moi-même nous nous heurtions à beaucoup de scepticisme t d'hostilité. Aujourd'hui, la grande majorité des alliés du arti communiste admettent notre point de vue.

***

Le « crypto-communiste » croit à la toute puissance du arti. Le maniaque de l'anticommunisme en fait autant.

A ses yeux, il est impossible de se dégager de l'emprise u parti dès que l'on a commencé à agir en commun avec lui. ous le prétexte que les communistes « manœuvrent » — e qui est le propre de toutes les organisations politiques — ! ne voit pas le moyen d'échapper à ces manœuvres. Le '.C., dira-t-il, tient toujours compte de l'orientation de la iplomatie soviétique : on ne peut donc rien faire avec lui. ;ette affirmation le dispensera de se demander si le P.C. e doit pas aussi tenir compte du mouvement des masses rançaises et si l'on ne peut pas, par suite, le placer devant n certain nombre de choix concrets. Elle le dispensera galement de se demander si, en telle ou telle circonstance, 'orientation de la diplomatie soviétique ne peut pas coïnci-er avec les intérêts du peuple français.

A toute objection raisonnable, nos maniaques répondent ıar le cri : « Nous ne voulons pas être pendus ! » En cette poque de gigantesques bouleversements sociaux, ils décla-ent imperturbablement qu'ils veulent faire la révolution nais... sans courir de risques. Et tout se passe comme s'ils ıensaient réellement que le visage pris par la révolution en J.R.S.S., et dans les démocraties populaires était un visage :ternel et que le communisme était incapable d'évoluer.

Le résultat d'un tel comportement est évident. Tant que es maniaques de l'anticommunisme se résignent à demeurer nefficaces, ils ne font que gêner le regroupement de la « nouvelle gauche ». A partir du moment où ils veulent que eurs voix se fassent davantage entendre, ils deviennent les « bonnes consciences » de la bourgeoisie libérale et couvrent

de leurs noms des entreprises que l'on peut certes juger honorables mais qui n'en sont pas moins contre-révolutionnaires.

*
* *

Dans la situation actuelle les possibilités et les limites de la « nouvelle gauche » peuvent être ainsi résumées :

1° La création d'une formation unique de la « nouvelle gauche » correspond à des données réelles.

2° Cette formation peut jouer un rôle dans la constitution d'une nouvelle coalition populaire et dans l'évolution des partis politiques existants ; elle ne peut pas — du moins dans l'immédiat — donner naissance à un nouveau parti.

3° Sa structure doit être nécessairement très souple et permettre le développement en son sein, ou à côté d'elle, de courants politiques mieux définis (marxistes-révolutionnaires, socialistes-réformistes, chrétiens de gauche, etc.).

4° Sa composition sociale doit être le reflet exact des forces qu'elle est susceptible de représenter, ce qui signifie notamment que la participation ouvrière doit être considérablement renforcée.

5° Les actions menées par cette « nouvelle gauche » doivent viser non seulement le plan électoral mais aussi les mouvements de masses.

6° L'unité d'action avec les autres forces de gauche doit être poussée au maximum sur la base d'une autonomie réelle aussi bien à l'égard du parti communiste que du parti socialiste.

On me dira que ce sont là des perspectives relativement courtes. Cela est incontestable. Il ne s'agit que d'une première étape. Encore faut-il la franchir [4].

Gilles Martinet.

4. Un pas en avant a été fait dans cette direction les 4 et 5 décembre 1954, aux journées d'études de la « Nouvelle Gauche ». Le comité de liaison existant entre l'Union Progressiste, le Centre d'Action des Gauches Indépendantes et la Jeune République a été renforcé. Il s'appelle désormais le « Comité National de la Nouvelle Gauche ». Par ailleurs l'U. P., le C.A.G.I. et les groupes de province déjà unifiés (on en compte maintenant 19) ont jeté les bases d'une union plus étroite qui prendrait corps à l'occasion d'un important congrès.

arcel Gibelin.

LA DIVISION SYNDICALE ET L'UNITÉ D'ACTION

Sur onze millions de salariés, le mouvement syndical en groupe, à peine, deux millions. En même temps que dimi-ıe le nombre des syndiqués croît celui des organisations ndicales. Le recul ouvrier, l'inefficacité syndicale font ıître, ou renaître, un état d'esprit corporatif voire caté-›riel. Dans telle profession — les transports parisiens — ɔpposent une dizaine d'organisations syndicales, dans telle ıtre — les P.T.T.. — à côté des syndicats existent de nom-·euses « amicales » catégorielles. Mais bien que numéri-ıement affaiblies, les organisations syndicales jouent cepen-ınt un rôle primordial.

On ne saurait mieux dire que le C.C.N. de la C.G.T. rsqu'il écrivait qu' « il est vrai que dans les entreprises ı existent plusieurs organisations syndicales, les travail-urs, même non syndiqués, se tournent vers elles et leur ·mandent de se mettre d'accord ». « Mettez-vous d'ac-›rd ! » Cette revendication de l'instinct ouvrier exprime ıstement les nécessités de l'heure. Il n'est guère de luttes vendicatives victorieuses possibles sans accord et action ıie des organisations syndicales. Après avoir examiné les ›sitions des trois grandes confédérations ouvrières, cet arti-·e s'efforcera de déterminer les conditions de l'action unie › l'ensemble des salariés.

ʟᴀ C.G.T.-F.O. ᴄᴏɴᴛʀᴇ ʟ'ᴀᴄᴛɪᴏɴ ᴄᴏᴍᴍᴜɴᴇ ᴀᴠᴇᴄ ʟᴀ C.G.T.

La C.G.T.-F.O. s'affirme pour l'unité d'action — voire unité organique — avec les seules centrales « libres ». Ce ıi exclut la C.G.T. considérée comme une filiale du parti ›mmuniste français.

Cette position était notamment exprimée par son Comité Confédéral National de mai 1953 qui repoussait « toute action commune, tout contact direct ou indirect avec la C.G.T. et ses filiales, lesquelles ne les recherchent que pour « liquider » les organisations syndicales libres » et dénonçait « le danger que constituerait l'unité d'action avec ceux dont la raison d'être est l'institution des soviets en France ». Le dernier Congrès confédéral de novembre 1954, à une majorité qui, quoique en recul, est demeurée très forte, a réaffirmé son opposition à l'action commune avec la C.G.T.

Le sectarisme de cette position s'explique par des conditions propres à Force Ouvrière. La première résulte de l'origine de la plupart de ses militants. Ils viennent de la C.G.T. unifiée d'avant 1948. Ils y ont particulièrement souffert du sectarisme des militants communistes. Nombre d'entre eux ont été bureaucratiquement éliminés des postes responsables. Malgré de multiples avertissements de leur part ils ont vu les dirigeants communistes de la C.G.T. aligner étroitement les positions de la centrale unifiée sur celles du P.C.F. Après la scission, les pires injures ne leur ont pas été ménagées. (En principe celles-ci ont été réservées aux « chefs » mais l'on sait que l'art des nuances n'est pas le fort des membres du P.C.F.). Ils ont eu droit à ce que Frachon appelle par un savoureux euphémisme « les vérités approximatives ». Dans certains secteurs, des sévices physiques ont été exercés contre eux. Il est aisé de comprendre que ceux qui les ont subis considèrent comme une ironie déplacée les conseils de savoir-vivre des dirigeants de la C.G.T. sur la « fraternité nécessaire ». La deuxième raison de ce sectarisme réside dans la composition sociale de cette centrale ouvrière. On sait que les fonctionnaires y prédominent. Ces travailleurs n'ont guère de traditions d'action directe. Comme le constate Ed. Dolleans dans son *Histoire du Mouvement ouvrier* « les fonctionnaires ont l'Etat pour patron. Leur pensée est souvent dirigée du côté du pouvoir. Leur pression s'exerce sur les hommes du pouvoir et sur les institutions parlementaires. Et cette pression, elle emprunte souvent la forme de démarches, d'entretiens, d'audiences, d'entrevues ». Sous cet angle, une liaison avec les cégéto-communistes apparaît comme une hypothèque néfaste. Nous abordons ainsi la troi-

ième raison qui prend sa source dans la situation difficile lu syndicalisme réformiste par suite de la gravité de la crise lu régime capitaliste. Qui dit action commune dit action lirecte. Or, comme le constatait déjà A. Philip dans son uvrage *Trade-Unions et Syndicats*, le syndicalisme réfor- niste semble « vouloir abandonner de plus en plus toute ttitude militante et s'efforcer d'obtenir du Parlement des ois favorables aux travailleurs » et ainsi que le note d. Dolleans « l'appel à la volonté des travailleurs cède le pas l'appel à l'Etat. A l'action directe qui tentait autrefois l'arracher au capitalisme, morceau par morceau, son auto- ité économique, se substitue une combinaison de l'action yndicale et parlementaire ». Non seulement il y a tentative 'investir l'Etat mais encore de le pénétrer. On pratique ne large et souvent inconditionnelle « politique de pré- ence » dans les organismes étatiques et para-étatiques. orsque, à la crise du régime, vient s'ajouter l'existence d'une najorité parlementaire et d'un gouvernement réactionnaires, ette politique syndicale s'affirme complètement inefficace. l n'est pas aisé, pour autant, de retrouver la voie de l'action lirecte.

Toutes ces conditions font que la direction confédérale de '.O. manifeste, avant tout, un anticommunisme systématique. lle est obsédée par le danger de la « démocratie popu- aire ». Et lorsque Bothereau, secrétaire général, constate ue dans les « démocraties populaires » ont été détruites outes les organisations ouvrières non-staliniennes et qu'il ne e sent aucun goût pour la corde ou le camp de concentra- ion, il a l'assentiment de la totalité des adhérents de sa entrale. Mais l'unanimité cesse devant les conclusions pra- iques de cette prise de position de principe. C'est qu'en ffet elle se traduit, de la part de la direction confédérale, ar une crainte identique de l'action des masses. Le mois l'août 1953 en a vu la plus claire illustration. Dès le début lu mouvement gréviste le bureau confédéral s'est efforcé l'en limiter l'ampleur. Dès qu'il a pu, de concert avec les lirigeants C.F.T.C., il lui a porté le coup de grâce. C'est ue pour Bothereau et ses amis, un large mouvement des nasses ouvrières ne peut qu'inévitablement amener les diri- eants communistes au pouvoir et apporter la « démocratie

populaire ». Plus récemment ces mêmes dirigeants ont découvert avec angoisse que la lutte pour la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) dans laquelle il s'était, le 29 janvier 1954, imprudemment engagé, posait l'ensemble des problèmes politiques. Et c'est bien évident, car il s'agissait de vaincre un gouvernement et de forcer la main à une majorité parlementaire réactionnaires. Le résultat de cette découverte a été l'abandon de la lutte pour la revalorisation du S.M.I.G. R. Bothereau se complaît à poser le dilemme : le pain ou les libertés. « Nous voulons, disait-il à un congrès des métallurgistes, amender le régime et non le détruire ». La méfiance dans l'action des masses ne pouvait que poser, en d'autres termes, le même choix : capitalisme ou communisme. Le danger numéro un étant le communisme, il faut donc, autour du P.C.F. et de la C.G.T., dresser un « cordon sanitaire ». Les partisans, dans Force Ouvrière, de l'action commune ne peuvent être que des têtes creuses ou des agents patentés du P.C.F.

L'opposition à la politique confédérale va croissante. Elle ne s'exprime pas seulement par l'audience nouvelle qu'obtiennent dans les congrès statutaires les porte-parole de la minorité, mais par la participation toujours plus importante d'organisations F.O. à des actions menées en commun. Tout dernièrement la campagne pour la suppression des abattements de zone a vu, à côté d'Unions départementales C.G.T., des Unions F.O. considérées comme appartenant à la majorité confédérale. Les militants minoritaires voient dans le refus de l'action commune avec la C.G.T., un refus de l'action directe en général. C'est le sens nécessaire de cette action directe qu'ils veulent redonner à leur Confédération. Ils dénoncent l'attitude du bureau confédéral pour la méfiance qu'elle implique envers l'action et la conscience ouvrières. Ils affirment qu'en aucun cas, les « démocraties populaires » n'ont été instaurées par l'action des masses. Ils refusent de voir leur mouvement syndical lié à quelque expérience parlementaire que ce soit. Seule l'action des salariés peut être décisive. Lutter contre les staliniens c'est s'affirmer dans la lutte les meilleurs combattants de la classe ouvrière. Il n'y a pas de dilemme, la lutte pour le pain et la lutte pour les libertés est une seule et même lutte.

ans ce cadre, l'action commune avec les autres organisa-
ons syndicales n'est pas une question de doctrine mais
ne question tactique. Et il faut bien constater que dans
 plupart des professions, les organisations F.O. « sont dans
incapacité de déclencher et de faire aboutir seules, un mou-
ement revendicatif ». (*Le Courrier Syndical*, novembre 1953).

La C.F.T.C. et l'action commune

En général, le problème de l'action commune ne soulève
as à la C.F.T.C., la même passion qu'à la C.G.T.-F.O.
a centrale chrétienne, dans une brochure intitulée
'unité d'action est-ce possible ? résume ses positions.
ette brochure s'ouvre par le rappel d'une déclaration de
aurice Bouladoux, Président de la C.F.T.C., au dernier
ongrès confédral : « Les militants de la C.F.T.C. ne seraient
as dignes de prétendre représenter la classe ouvrière, s'ils
 partageaient pas profondément le sentiment indéracinable
ui sommeille dans le cœur de tout travailleur : le désir de
aliser l'unité ouvrière ; bien au contraire ils manifestent
ne conscience particulièrement aiguë de l'unité des travail-
urs et se refusent à prendre leur parti des divisions actuel-
s de la classe ouvrière ». La C.F.T.C. s'affirme pour le
uralisme syndical : « Dans la situation actuelle des forces
ui font appel à l'unité ouvrière, il est évident, pour nous
la C.F.T.C., que l'unité aujourd'hui risquerait fort de n'être
u'un paravent trompeur derrière lequel s'instaurerait pour
s travailleurs, un asservissement d'une misère morale, sinon
atérielle, plus implacable encore que le poids du capita-
sme de la belle époque » (rapport d'orientation au Congrès
onfédéral). L'unité d'action est donc un palliatif à une
écessaire pluralité syndicale. Au 95me Comité national, en
nvier 53, Maurice Bouladoux a précisé cette position :
Les Fédérations conservent une large liberté de mouvement,
ais les U.D. ne doivent pas, sur des problèmes interpro-
ssionnels ou qui ne sont pas de leur compétence, réaliser
unité d'action avec la C.G.T. seule ». Ajoutons que sur le
an confédéral la C.F.T.C. répugne à pratiquer l'action
mmune. Elle la refuse à la C.G.T. sans Force Ouvrière,

ce qui signifie qu'elle ne la fait pratiquement pas. Pour la C.F.T.C., dit la brochure précédemment citée, l'unité d'action est un moyen : « 1° d'arracher, pour et avec la classe ouvrière, les satisfactions auxquelles elle a droit ; 2° de mettre en œuvre l'aspiration à l'unité qui anime tous les travailleurs ».

La position de la C.G.T.-F.O. est critiquée car elle ne tient pas compte de cette « aspiration » et n'envisage les problèmes que sous l'angle négatif de la nécessité de « contrer » la C.G.T. Par suite elle est « intenable ». « Et de fait, malgré la « doctrine », les militants professionnels ou locaux de F.O. acceptent quelquefois l'unité d'action et pas toujours dans les meilleures conditions, d'où l'anarchie et l'impuissance de ce mouvement ». A l'égard de la C.G.T. le ton est plus violent encore. Le réquisitoire est étayé par de nombreuses citations de Le Leap, Mauvais, Lecœur, R. Guyot, Hénaff. Il lance contre la C.G.T. une double accusation. D'une part à travers la pratique de l'unité d'action, ses dirigeants ne cherchent qu'à séparer les syndicalistes chrétiens de leurs responsables. D'autre part, par la constitution de « comités d'unité d'action à la base » ces mêmes dirigeants veulent imposer aux syndicats C.F.T.C. des attitudes et des démarches qui ne sont pas les leurs. La vigilance est donc nécessaire. Si elle ne met pas en question la pratique de l'action commune, elle impose qu'elle se fasse « sur des réalités concrètes » et non sur des « idées ».

Ce dernier membre de phrase vise vraisemblablement, tout particulièrement les « progressistes chrétiens ». Les dirigeants de la C.F.T.C. considèrent que ceux-ci, se plaçant sur un terrain plus sentimental que réaliste, sont une proie facile pour les dirigeants communistes et participent, inconsciemment, à leurs manœuvres. De là, des mises en garde constantes contre le « progressisme », contre toutes les tentatives de concilier l'déalisme chrétien et le matérialisme communiste.

C'est que les dirigeants de la C.F.T.C. considèrent que pour lutter contre l'influence communiste, le « barrage de la foi » est essentiel. Il faut d'ailleurs constater, que dans l'ensemble, il a assez bien tenu. Cette croyance à l'imperméabilité de leurs syndicats à la propagande communiste explique

pour une bonne part la différence d'attitude des dirigeants chrétiens par rapport à ceux de Force Ouvrière. De la part de militants C.F.T.C. leurs réactions sont conditionnées par le fait qu'ils ont eu beaucoup moins à souffrir que leurs camarades de F.O. des outrances et des outrages staliniens. Pour la C.G.T. « le symbole de la scission » c'était Force Ouvrière. Jusqu'à ces derniers mois la C.F.T.C. était, le plus souvent ménagée.

Enfin il faut noter comme élément favorisant une attitude positive de la C.F.T.C., l'existence en son sein d'une minorité plus ancienne, plus nombreuse et mieux organisée que celle de Force Ouvrière. Cette minorité représentant sensiblement 40 % des effectifs de la C.F.T.C., exerce une pression constante sur la majorité confédérale. Les minoritaires de la C.F.T.C., animés par les militants regroupés autour de la revue *Reconstruction*, s'affirment, comme les minoritaires de « Force Ouvrière », pour un mouvement syndical plus agissant et plus efficace. Comme les minoritaires de F.O. ils constatent que « dans la situation présente, il est impossible de vouloir être efficaces sans envisager en même temps les modalités d'une action commune entre les syndicats des différentes tendances » (A. Detraz - Rapport au Congrès fédéral du Bâtiment). S'ils n'ont pas à combattre un veto formel, ils se heurtent à la même passivité, à la même crainte des conséquences politiques de l'action syndicale, à la même impuissance du syndicalisme réformiste et en outre, à la collusion des dirigeants majoritaires avec les politiciens M.R.P.

La C.G.T. et les Comités d'unité d'action

Depuis des années la C.G.T. insiste sur l'importance de l'unité d'action. Et pourtant, périodiquement, notamment après chaque mouvement de grève important, les dirigeants de la C.G.T. pouvaient constater, avec regret, que leur campagne n'avait pas porté de fruits. Il était trop facile d'expliquer ces échecs par l'action des dirigeants « F.O. et C.F.T.C., corrompus par les patrons, le Gouvernement et les Américains » (E. Hénaff). Il aurait encore fallu expliquer

pourquoi ces dirigeants trouvaient un écho auprès des travailleurs qui ne sont corrompus ni par les patrons, ni par le Gouvernement, ni par les Américains. L'explication doit être recherchée dans la volonté de la C.G.T. non de réaliser l'action commune des différents syndicats pour des objectifs communs, mais d'imposer aux autres organisations syndicales ses objectifs et ses méthodes. Cette volonté a trouvé sa concrétisation principale dans la tentative de constitution « des « comités d'unité d'action à la base ».

La formule en elle-même est séduisante. Elle consiste à faire élire dans chaque usine, chantier ou bureau, dans chaque atelier ou service, « les meilleurs », syndiqués ou non, Les comités suscitent, et sous le contrôle des travailleurs, dirigent l'action. Si cette formule peut paraître souhaitable, son plus grand défaut, d'où son insuccès, est qu'elle ne correspond pas au climat existant dans la classe ouvrière. La méfiance y règne. Méfiance des militants d'une centrale à l'égard de celle des autres. Méfiance de la plupart des inorganisés (qui sont, rappelons-le, la majorité dans la classe ouvrière) à l'égard de toutes les centrales. Dans un rapport d'octobre 53 (Congrès de la F.S.M.), Le Leap ironisait sur la crainte des organisations qui se sentent minoritaires. Peu importe le nombre, disait-il, les idées justes finissent par s'imposer. Et puisque les « comités à la base » seront démocratiques, pourquoi chaque organisation n'y ferait-elle pas triompher librement son point de vue ? Cet optimisme, faussement naïf, n'est pas partagé par les militants des autres confédérations. Ils connaissent par expérience le poids de l'appareil cégétiste, ils ont pu apprécier l'homogénéité que lui donne la prépondérance des militants du P.C.F. toujours prêts à tous « les tournants ». Ils savent que la C.G.T. notamment par la presse quotidienne communiste et « démocratique », possède des moyens d'expression dont ils ne disposent pas. Leur méfiance n'est pas le produit de la propagande. La plupart d'entre eux ont eu à s'opposer à des mouvements destinés à appuyer des manœuvres politiques du P.C.F. Ils ont dû s'opposer à des tentatives de la C.G.T. d'introduire dans un mouvement des mots d'ordre non prévus initialement. Ils ont dû dénoncer des tentatives de faire retomber injustement sur eux les conséquences d'échecs dans des mouve-

ıents menés en commun. Aussi demandent-ils des garanties. ;t les militants de la C.G.T. pourront avec stupeur et encore ongtemps faire la même constatation : les militants des utres centrales qui combattent au sein de celles-ci pour 'action commune sans exclusives, se refusent à accepter les comités à la base ». La garantie, pour eux, c'est une irection *paritaire* des mouvements. Monmousseau pourra ncore longtemps constater dans *La Vie Ouvrière* que les ctions communes ont, comme en août 53, été dirigées par :s responsables syndicaux et non par les « comités à la ase ». Les organisations syndicales ne peuvent renoncer à eur auto-détermination.

En outre, plus généralement, il n'est pas d'exemple de omités extra-syndicaux nés dans des luttes qui aient survécu la fin de celles-ci. Ils ne tardent pas à dépérir, puis à isparaître faute de moyens d'action. La permanence de action ouvrière est assurée par les organisations syndicales, ːurs délégués du personnel, leurs représentants aux comités 'entreprise. D'une façon générale, c'est donc bien les rapports entre les organisations syndicales qui déterminent les apports dans la classe ouvrière tout entière.

Les militants de la C.G.T. pourront rétorquer que leur rganisation s'est toujours adressée aux autres centrales syndicales en tant que telles. Deux exemples, parmi d'autres, ermettent de juger la valeur des propositions ainsi faites. Iarcel Paul écrit dans *L'Humanité* du 16-9-53 : « Avec des omités de base de cette qualité, dont le plus grand nombre e composants n'est point soumis aux directives liquidatrices es chefs diviseurs, les grèves sont conduites au succès. Il n'y plus alors aucun inconvénient à tel ou tel accord aux iveaux des syndicats, des fédérations avec les dirigeants .O. et C.F.T.C. ». Ce qui signifie en clair : ligotons d'abord :s autres organisations syndicales et ensuite « sans inconvénient » discutons avec elles. Deuxième exemple : la préparaon par la C.G.T. de la grève du 28 avril 1954. La C.G.T. 'adresse bien aux autres organisations syndicales. Mais c'est ːulement en ce qui concerne la C.F.T.C., le 11 février, et ı ce qui concerne la C.G.T.-F.O., le 15 février, alors que ·ès le 30 janvier, le Bureau Confédéral de la C.G.T. a décidé ue le mot d'ordre d'action serait celui d'une grève de

24 heures et que la commission administrative, le 5 février, a appelé à la constitution de comités à la base et à la préparation de « conférences locales ou régionales par industries dans les principaux centres ».

La grève du 28 avril a été l'échec que l'on sait. Il semble bien qu'il ait fait sonner la minute de vérité : au C.C.N. des 17 et 18 juin, de nombreux orateurs indiquent l'inexistence des « comités à la base ». Rouzaud, secrétaire général de l'Union des Fonctionnaires (U.G.F.F.) déclare, d'après *Le Peuple*, que « tout en marquant son accord avec les comités d'unité d'action, il pense que leur constitution ne correspond pas aux conditions actuelles. L'unité en effet ne se bâtit pas sur des formules rigides... »

En conclusion de ses travaux, le C.C.N. constate que la C.G.T. a « sous-estimé le rôle que ces organisations [F.O. et C.F.T.C.] pouvaient encore jouer et leur influence dans le comportement d'une partie de la classe ouvrière, et notamment des organisations F.O. » - Les « accords entre organisations... doivent être activement recherchés. » - Ils seront « plus solides et plus efficaces » s'ils sont « prolongés » par des « comités d'unité d'action élus ».

Le texte soumis au prochain Congrès Confédéral est plus simple encore : là où ce sera possible, accords entre organisations, ailleurs, comités à la base.

Doctrine et tactique

L'acceptation ou le refus de l'action commune des organisations syndicales n'est pas une question de doctrine. C'est un problème tactique. Le choix à faire, les conditions et les formes de la réalisation dépendent des circonstances c'est-à-dire des objectifs à atteindre, de la situation de la classe ouvrière et de son mouvement syndical. L'action commune n'est pas un but en soi. Elle n'est qu'un moyen, parmi d'autres, de faire triompher les revendications des travailleurs. Si elle est actuellement le plus souvent nécessaire, c'est que, dans la plupart des professions, une organisation syndicale est pratiquement incapable de déclencher et de faire abou-

ir seule un mouvement revendicatif. Lorsqu'il s'agit d'un nouvement inter-corporatif, la constatation est absolue. Par contre, si l'action commune doit signifier l'inaction en commun, elle est évidemment à rejeter.

La tactique est subordonnée à la stratégie. Or ce qui est aractéristique, c'est l'incapacité des organisations syndicales définir cette dernière. Le sort des salariés s'aggrave. Leur nécontentement et leur aspiration à la revanche augmenent. Les organisations syndicales s'avèrent cependant incapaes d'obtenir des résultats et de mobiliser les travailleurs. e seul mouvement de grève important des dernières années st celui d'août 1953, qui pour l'essentiel, a été spontané. t depuis l'inefficacité est quasi-totale.

La classe ouvrière se heurte à un refus délibéré et concerté u patronat, organisé comme il ne l'a jamais été en France, t des gouvernements d'accorder une augmentation générale es salaires. Les manipulations du S.M.I.G. (adjonction de rimes), le refus d'inclure dans les conventions collectives, es clauses visant les salaires en sont le témoignage. Ce refus ystématique et général donne la primauté à l'action interorporative. Elle s'exprime dans les entreprises par la fornule : « Une bonne fois et tous ensemble ». L'objectif de ette lutte existe : c'est la revalorisation du salaire minimum nterprofessionnel garanti (S.M.I.G.), sa fixation suivant l'avis e la Commission supérieure des Conventions collectives à 7.666 francs. Adoptée par les trois centrales syndicales la evendication est à la fois inter-corporative et inter-syndicale. lle a été cependant pratiquement abandonnée. Parmi les rguments avancés pour justifier cette attitude, l'un est comnun aux dirigeants des trois centrales : l'augmentation du .M.I.G. ne revalorise que les bas-salaires et donc n'intéresse as toute la classe ouvrière. Il est totalement erroné. L'expéience prouve que la revalorisation du S.M.I.G. a toujours eu es répercussions sur l'ensemble de la rémunération ouvrière t que bien plus, les seuls accords qui depuis 1950 augmentèent substantiellement les salaires, ne firent que répercuter les ausses successives du S.M.I.G. De plus, les organisations synicales n'ont pas à se satisfaire de cet automatisme. Bien au ontraire, elles doivent mettre en avant des revendications orporatives visant l'ensemble de leurs adhérents et prenant

assise sur le S.M.I.G. revalorisé. En fait, l'abandon des directions confédérales exprime leur attitude fondamentale. Pour la C.F.T.C. et F.O. il s'agit d'un recul effrayé devant l'ampleur des problèmes soulevés par la revalorisation du S.M.I.G. et les conséquences de l'action à entreprendre. Pour la C.G.T., c'est l'incapacité de définir pour les salariés une perspective d'ensemble.

Le réformisme syndical se heurte à la décadence du régime capitaliste en France. Depuis 25 ans le niveau de vie a cessé de s'élever. La part de la France dans la production mondiale et le commerce international, décroit constamment. La révolte des peuples colonisés est une nouvelle source de déséquilibre. La bourgeoisie entend bien faire payer cette situation aux salariés. Réactionnaire à l'égard des travailleurs, elle s'affirme résolument conservatrice quant à ses propres structures. Des féodalités solidement organisées, ayant leurs hommes au Parlement et dans les administrations, maintiennent leurs profits au détriment des masses laborieuses. Du plus haut comique seraient, si la situation de la classe ouvrière n'était tragique, les efforts des dirigeants syndicaux réformistes pour amender le patronat français. Pourquoi les patrons n'améliorent-ils pas leurs méthodes de production ? Pourquoi refusent-ils de se spécialiser, de substituer les « séries longues » aux « séries courtes » ? Pourquoi ? Les interrogations pourraient se succéder à l'infini. La réponse est facile. Parce qu'une classe condamnée par l'histoire perd tout élan créateur. Parce que chacun de ses membres fait sienne la formule : « après moi le déluge » et ne se préoccupe que de son profit personnel immédiat. Comment s'étonner, en particulier, que les fameuses expériences de « productivité » se terminent catastrophiquement pour les travailleurs et que les patrons renient leurs engagements les plus solennels? C'est tout le problème des structures économiques et sociales qui se trouve posé. Cette question des « réformes de structure » vient de réapparaître au premier plan de l'actualité syndicale à la suite de l'abandon par la C.G.T., malgré l'opposition de certains dirigeants, de son programme « pour une économie de paix, d'indépendance nationale et de progrès social ». La direction de la C.G.T. justifie cet abandon par le danger d'illusions « réformistes »

n une amélioration possible du régime capitaliste. Il faut 'entendre. Si, comme le font trop souvent les dirigeants des yndicats « libres », les revendications des « réformes de tructure » ne servent qu'à des discours de réunions publiques, sont séparées de la lutte quotidienne pour les revenlications immédiates, ou même y sont substituées, il y a ffectivement danger, non seulement d'illusions mais encore le passivité. Pour que ces revendications aient un sens, il aut leur donner leur véritable contenu anti-capitaliste. Réformes de structure cela signifie la nationalisation de toutes les ndustries-clé. Cela signifie une véritable planification économique destinée à satisfaire les besoins de la population laborieuse. Cela signifie le contrôle ouvrier sur la production. Le lus vraisemblable est que c'est pour ses revendications mmédiates, en particulier ses revendications de salaire, que a classe ouvrière partira en lutte. Mais tout combat d'ensemble posera inévitablement les problèmes de structure et ces problèmes le mouvement syndical doit apporter des olutions.

Benoît Frachon (*L'Humanité* du 3 mai) affirme que l'existence d'un programme économique serait un obstacle à l'union écessaire, que les revendications immédiates peuvent seules éaliser cette union et sont suffisantes pour la réaliser. C'est nal poser le problème et c'est sous-estimer la classe ouvrière.

Les grèves d'août 1953, en particulier, ont amené un incontestable mûrissement politique. Que dans les consciences uvrières, les choses ne soient pas parfaitement claires, que es réponses données soient souvent divergentes, c'est certain, mais il n'est pas moins vrai que la classe ouvrière en assez, suivant la formule d'un militant, « des grèves trimestrielles d'avertissement », et, peut-on ajouter, tout autant es mouvements de harcèlement. Elle exige une revendication immédiate unificatrice de ses luttes (à notre avis la revalorisation du S.M.I.G.) mais elle comprend aussi que sa lutte evendicatrice a d'importantes incidences politiques. Elle lemande une perspective d'ensemble et des objectifs qui lépassent les revendications immédiates. Ce que lui offrent a C.F.T.C., et F.O. d'une part, la C.G.T. de l'autre, lui araît tout à la fois dérisoire et incohérent.

Conditions de l'action commune

Les organisations syndicales ont à se définir. Il leur restera encore à s'unir.

Il n'est malheureusement pas inutile de rappeler à cette fin certaines notions élémentaires.

L'action commune se réalise entre les organisations telles qu'elles sont. Si tous les adhérents ne sont pas toujours satisfaits de l'action menée par leur centrale, il n'en est pas moins vrai qu'ils l'ont choisie librement telle qu'elle était avec les dirigeants qu'elle avait. S'ils l'ont choisie de préférence aux autres organisations c'est qu'ils avaient leurs raisons. L'action commune proposée aux adhérents contre leurs « chefs » ne tient pas compte de ce fait essentiel. Il n'y a donc pas à s'étonner de son échec.

Un militant ne peut accepter que la conséquence de l'action menée en commun soit le dépérissement de son organisation. Il veut au contraire la voir se renforcer par et pour l'action. Le débauchage individuel amène inévitablement un repliement sur elles-mêmes des organisations qui en sont victimes.

L'action commune ne fait pas disparaître les particularités des organisations qui y participent. Leurs conceptions générales, leurs objectifs finaux demeurent différents. L'accord ne peut se faire que sur les objectifs immédiats communs. Toute tentative de forcer la main à l'un des partenaires ne peut aboutir qu'à la rupture. La pratique de l'action commune ne met pas fin à la polémique entre organisations. Bien au contraire chacune d'elles doit se réserver la possibilité d'apprécier comment ses partenaires respectent les accords conclus. Mais la discussion doit écarter les vaines polémiques et doit se faire dans un climat de parfaite loyauté.

Pour qu'elle soit positive la pratique de l'action commune doit respecter certaines règles :

— Les objectifs doivent être clairement définis. Ils seront fixés par les organismes responsables après consultation de leurs adhérents. Il ne doit y avoir aucune confusion dans la formulation des mots d'ordre dont la liste doit être limitative. Les mots d'ordre fixés en commun seront largement

›pularisés auprès des intéressés qui doivent ainsi pouvoir mprendre le but et les limites de l'accord conclu.

— Les méthodes d'action doivent être aussi clairement finies, les différentes étapes et leurs modalités pratiques εées à l'avance. Là encore les décisions communes seront ırgement popularisées.

— L'ensemble du personnel doit être informé et démocra- ƣuement consulté. La seule possibilité de mettre en échec s manœuvres éventuelles est d'informer clairement l'ensem- e des travailleurs en lutte. Cette information permanente : nécessaire à une participation active de tous au mouve- ɜnt. Le dialogue entre les organisations syndicales et l'en- nble du personnel doit être constant. Une consultation ḛquente permet d'éviter toute fausse interprétation de la ·mbativité, de se trouver en porte-à-faux quant à la pour- ite du mouvement, et par là amortit les heurts entre les ganisations syndicales.

— La parité des différentes organisations dans la direction .s mouvements doit être respectée. L'expérience prouve que qui est essentiel n'est pas la force respective des organisa- ›ns mais le fait qu'elles maintiennent leur unité. La défail- ıce de l'une d'entre elles entraîne non seulement ses mem- ·es mais une partie des inorganisés et même des adhérents s autres organisations. L'unité ne peut être maintenue que chacune des organisations peut se déterminer librement et ·specter la volonté de ses seuls adhérents — ce qui impose parité à tous les échelons.

Les observations qui précèdent ont été faites exclusivement ıs l'angle de la vie et de la pratique syndicales. Il faut ɜn noter cependant combien sera déterminante pour mouvement syndical l'évolution de la conjoncture poli- ɿue. Et nous devons tout particulièrement penser à l'évo- :ion de la situation internationale.

Marcel GIBELIN.

Jean Rous.

NATIONALISME ET RÉVOLUTION D'OUTRE-MER

Tout comme la révolution socialiste, la libération coloniale a subi depuis trente ans des modifications non de principe mais de stratégie et de tactique.

Lénine avait donné un cours nouveau à l'anticolonialisme humanitaire et généreux de Jaurès. La situation nouvelle issue de la guerre 1939-45 impose de reconsidérer la place du problème colonial dans la marche générale de l'humanité vers le socialisme.

Les principes de libération des pays coloniaux du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'abolition du système colonial, sont plus vrais et plus actuels que jamais. Ils ont même reçu consécration officielle dans la charte des Nations unies. L'originalité de Lénine avait été non seulement de donner un rang prioritaire à l'émancipation coloniale, mais encore de souligner qu'en poussant la lutte des peuples dépendants jusqu'à la séparation de la Métropole, on portait le coup décisif à l'ennemi principal : l'impérialisme.

Or, nous nous trouvons devant un fait nouveau : l'impérialisme a changé de forme et partiellement de contenu. Les vieux impérialismes coloniaux sont en complète décadence et en sont réduits à sauver les meubles. Ils ne constituent plus toujours l'ennemi principal du socialisme, ils ne représentent plus la forme dominante et moderne de l'impérialisme. Répéter dans ces conditions les vieilles formules et s'imaginer porter un coup à l'impérialisme en favorisant par principe la séparation, c'est parfois pousser les peuples pour la libération desquels on lutte sous la coupe de nouveaux maîtres. Il ne s'en suit pas qu'il faille atténuer la lutte pour la libération, mais il faut éviter d'encourager systéma-

iquement la séparation et parfois concevoir des formules l'association librement consentie comme plus profitables dès ors que leur contenu se révèlera authentique.

En fait, à part quelques attardés dont la frénésie dans l'art le répéter les vieilles formules dissimule mal une sorte de clérose et de passivité, la pensée anticolonialiste moderne 'oriente bien dans cette nouvelle direction.

S'il reste des séquelles de séparatisme on le doit spécialement aux réactions et aux répressions du vieux colonialisme ui ne veut pas dételer.

Dans le domaine des rapports de la libération nationale t de la révolution sociale, l'évolution générale a conduit galement à la modification du schéma classique. Celui-ci e s'est vérifié nulle part. Il s'agissait dans une première ape de réaliser le front unique entre le mouvement de bération nationale et le parti révolutionnaire pour obtenir indépendance, puis de passer ensuite à la deuxième étape de réaliser la révolution socialiste ; la pratique nous a ontré des situations plus complexes. Nous avons eu tantôt es mouvements combinés de caractère national révolutionaire animés par des partis communistes comme en Chine au Viet-Nam, tantôt des mouvements nationalistes bourgeois ou petits bourgeois, ou parfois féodaux sans accompanement révolutionnaire, comme au Moyen-Orient et tantôt afin des mouvements nationalistes avec une avant-garde ciale et syndicaliste, comme en Tunisie ou en Gold-Coast. 'Inde offre le spectacle d'une interpénétration des divers cteurs. De même qu'en Europe la poussée de l'expérience fait tomber les murailles de Chine entre réformisme conséquent et révolution, de même dans les pays dépendants, l'emrisme de la lutte a invité les plus progressistes à concevoir ne combinaison de l'action pour la libération politique et celle pour la libération sociale. Il y a une sorte d'emboiment des étapes, mais qui n'est que relatif.

En effet, tant que subsiste le régime colonial, la priorité t accordée aux actions ou aux alliances destinées à déterner sa chute, mais dans la lutte nationale se crée déjà secteur social où se trouve préfigurée l'action socialiste demain. Un excellent exemple nous est donné par l'Union nérale des travailleurs tunisiens. Je me souviens du der-

nier congrès syndical de 1951 présidé et animé par cet homme remarquable devenu par son sacrifice le symbole et le martyr de la libération africaine, Ferhat Hached. Dans ces assises la question nationale était constamment considérée dans la perspective d'une démocratie sociale : représentation du monde du travail dans l'assemblée représentative, réforme agraire, nationalisation, réforme de l'enseignement, réformes sociales, etc.

Et combien cela était significatif. Même si ces réalisations ne peuvent être assurées que de succès très partiels et très précaires dans le cadre du régime colonial, l'action pour les arracher revêt un caractère plus éducatif et plus révolutionnaire que la morne répétition des slogans d'un nationalisme fanatique et étroit. La mobilisation des masses acquiert un sens plus positif, plus constructif, les manifestations de désespoir se trouvent naturellement éliminées au profit d'attitudes plus conformes à l'évolution de la pensée progressiste moderne. La libération sociale de demain se trouve facilitée et amorcée par l'action sociale d'aujourd'hui. Il est vrai que le mouvement social tunisien n'a pris un essor aussi original que parce qu'il a trouvé sur le plan national des hommes comme Bourguiba qui ont précédé, compris, encouragé, rendu possible l'existence de militants comme Ferhat Hached.

L'expérience de l'Afrique noire peut également illustrer la nécessité de cette marche combinée de l'action pour l'émancipation politique et de l'action pour l'émancipation sociale. L'émancipation politique dans ces territoires n'est pas nécessairement vouée à prendre la forme de l'indépendance nationale comme au Maroc ou en Tunisie, où une forte structure nationale préexistait au Protectorat, lequel d'ailleurs en prend acte, du moins dans le traité. Sauf à considérer le nationalisme comme le nec plus ultra de l'évolution, il n'est pas interdit de penser que la démocratie politique et sociale peut et doit en Afrique noire promouvoir une émancipation humaine aussi complète que celle qui peut s'effectuer à travers l'indépendance nationale, pour les pays qui ont conservé leur personnalité historique. La perspective politique la plus vraisemblable qui s'ouvre à l'Afrique noire de mouvance française, est celle d'une Fédération avec la Métropole, com-

portant d'une part parlement et gouvernement fédéral, assunant la gestion du fonds commun profitable à tous, et l'autre part sur le plan des territoires, gouvernement et parement autonomes permettant aux peuples de gérer leurs propres affaires. Enrichissement réciproque d'une part, sauegarde des autonomies nécessaires d'autre part. On peut oncevoir dans ce cadre une abolition totale du système olonial. Il faut convenir que mieux qu'en Afrique du Nord, a méthode coloniale française traditionnelle se prête ici à ne action de démocratisation continue de la part des élites t des mouvements autochtones. L'évolution va dans ce sens : onseils de cercles, assemblées territoriales et demain conseils e gouvernements, représentations parlementaires à Paris. e qui pêche c'est le contenu et le rythme de cette évolution, vec toutes les interférences du colonialisme, ses pressions, es fraudes, ses discriminations, ses corruptions, ses réprestons. Mais un mouvement bien orienté peut trouver dans a loi même, et dans les cercles les plus évolués de l'Admiistration, ainsi que dans l'appui de l'opinion métropolitaine e nombreuses possibilités pour s'accrocher au terrain et rogresser à un rythme de plus en plus impétueux selon une gne assurant le passage de la promotion des droits égaux celle des responsabilités égales.

Il est remarquable que cette forme d'évolution politique ffre un champ plus vaste à l'action pour l'émancipation ociale, ce dont les militants du syndicalisme et du coopérasme africain prennent semble-t-il, une conscience de plus n plus aigue. Prenons par exemple la question-clé de ces ays 90 % paysans : la réforme agraire. Il serait absurde contraire aux intérêts africains d'attendre « le grand soir » 'une insurrection générale, pour entreprendre l'action et organisation pour la réforme agraire. Mais à l'inverse, il erait vain d'espérer que la réforme peut être totale, tant ue les Africains n'assumeront pas entièrement leurs destiées politiques. L'organisation d'un réseau de coopératives e production, de crédit, de services dont le législateur franis va avoir à codifier les principes dans une loi, peut reprénter un bond très important dans la voie de l'émancipaon du paysan africain. Seul le facile extrémisme verbal incidant le plus souvent avec l'immobilisme, ou parfois

l'aventurisme, peut considérer avec dédain une telle action de réformes. Il ne s'agit pas d'une tâche aisée, mais d'une œuvre de longue haleine qui requiert de véritables révolutionnaires pour surmonter les résistances des privilèges et celles de l'ignorance, de la routine et de l'inertie. Mais il est clair que sans l'existence d'une force progressiste dans la Métropole cette évolution risque d'être vouée à un « réformisme » illusoire et instable.

L'exemple de l'Algérie est plus complexe, mais non moins révélateur de la nécessité de mener de pair la double action politique et sociale. Dans le domaine politique, la réalité et la loi elle-même ont tranché, qu'on le veuille ou non, en ce qui concerne les destinées autonomes de ce pays dans un ensemble français. Après une période d'assimilation pure et simple, d'ailleurs combattue par les oligarchies coloniales qui s'opposèrent frénétiquement à l'égalité, le législateur a octroyé un statut au pays, comportant une assemblée, et même un conseil de gouvernement ; la langue arabe est officielle aux côtés de la langue française. Y a-t-il reconnaissance plus nette que l'Algérie a vocation à une destinée originale ? Et pourtant le seul fait de prononcer le mot « d'indépendance » dans ce pays est puni comme une atteinte à la sûreté de l'Etat. Il est vrai qu'on prétend par là « sévir » contre le « séparatisme ». Mais l'attitude à adopter serait bien différente si l'on se rendait compte que ce qu'on appelle le séparatisme est le produit d'une situation impossible pour ne pas dire monstrueuse. Cette loi qui permettrait à l'Algérie de faire son apprentissage de la démocratie, l'Administration s'est fixé comme tâche principale de la violer : pas d'élections libres, frustration des libertés essentielles. De sorte que tout le pays est en situation de pays traqué : l'indifférence des uns, l'extrémisme des autres, la passivité elle-même ne constituent pas des positions. Ce sont les réactions d'un corps malade soumis à une crise dont il faudra bien sortir sous peine d'asphyxie et l'explosion récente de l'Aurès constitue une tentative du désespoir pour sortir de l'étouffoir. Seul le jeu démocratique joué avec audace et ampleur permettra un vrai reclassement et selon nous, il apparaîtra alors qu'il n'y a pas séparatisme, mais volonté d'assu-

rer le destin d'une collectivité originale appelée Algérie, composée de Musulmans en majorité et d'une forte minorité de Français dans l'association avec la France. Mais à défaut d'une meilleure politique du gouvernement français, les Algériens eux-mêmes peuvent-ils sans abandonner le moins du monde leur action pour l'émancipation politique, faire effort pour briser le cercle infernal ? Cela est possible, s'ils conviennent que les lois qui furent celles de l'évolution du mouvement ouvrier d'occident s'imposent également aux mouvements des peuples coloniaux. A un changement de situation doit correspondre un changement de tactique, sous peine de sclérose.

L'histoire des mouvements enseigne qu'ils passent généralement par trois phases :

Une première phase de propagande au cours de laquelle l'idée est lancée (exemple : socialisme utopique et réformisme dans les pays indépendants ou propagande pour l'idée d'indépendance dans les pays coloniaux).

Une deuxième phase constructive au cours de laquelle, dans la société ancienne sont préfigurées les institutions de la société future (travaillisme, nationalisations, cogestion, etc., ou participation de « Congrès » de l'Inde aux gouvernements régionaux ou autonomie interne en Tunisie).

Une troisième phase, révolutionnaire (violente ou non selon les circonstances et les pays) où la société change de structure et de fondements (exemple : passage de la participation aux gouvernements régionaux à l'indépendance dans l'Inde).

Il est remarquable qu'à chacune de ces étapes, se retrouvent les traditionnelles oppositions entre « réformisme » et « révolution ». Les réformistes attendent la transformation d'une série de réformes graduelles et les révolutionnaires veulent provoquer une rupture par l'action directe. L'expérience là aussi a démontré qu'il y avait complémentarité entre les deux méthodes à la condition qu'elles soient situées dans l'évolution dialectique : une succession de réformes s'accumulant engendre une situation où la quantité se transformant en qualité, la rupture devient nécessaire et l'ordre nouveau surgit. Il est donc absurde de s'opposer à la révolution au nom des réformes, ou de s'opposer aux réformes

au nom de la révolution ; chaque réforme doit être conçue dans la perspective de la révolution. Il est donc indispensable pour les mouvements des pays coloniaux de bien apprécier l'étape dans laquelle ils se trouvent. Une erreur d'appréciation peut entraîner des actions prématurées si l'on se trouve dans la première ou seconde phase, mais même de telles actions peuvent avoir une valeur d'enseignement comme ce fut le cas pour la Commune de Paris en ce qui concerne le mouvement ouvrier.

Dans le domaine qui nous intéresse, il est évident que l'Asie est dans sa presque totalité passée à la troisième phase et l'on peut observer en considérant les exemples de l'Inde et du Viet-Nam, que dans un cas la révolution fut relativement pacifique, dans l'autre violente. Cela est dû aux caractères respectifs des régimes coloniaux et des mouvements antagonistes, mais dans les deux cas on ne peut nier qu'il y ait eu changement révolutionnaire.

Seule une conception abstraite et schématique du problème pourrait permettre d'affirmer que dans son ensemble, l'Afrique est arrivée à la troisième phase. Cela dépend évidemment des situations et des pays : un pays comme l'Egypte est incontestablement parvenu à la fois par l'action et par la négociation au terme de l'évolution de la dépendance vers l'indépendance. Les cas du Libéria et de la Lybie sont, comme on le sait, un peu spéciaux.

Un homme aussi expert que le Président Nehru met en garde les Africains contre la précipitation et les illusions. Selon lui, il semble qu'il considère que l'Afrique a comme perspective l'achèvement de la seconde phase avant de passer à la dernière. L'expérience de la Tunisie en Afrique du Nord et de la Gold-Coast, semblent confirmer le pronostic du compagnon du Mahatma Gandhi. Nous sommes dans ces expériences à la phase intermédiaire. A vrai dire, s'il en est ainsi, c'est pour des raisons qui tiennent à la nature du régime colonial en Afrique, aux rapports des forces, à l'évolution des mouvements africains qui sont en général venus plus tard que ceux d'Asie.

L'impérialisme colonial a fait sienne la formule : « Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique ». Il s'est concentré sur les territoires africains, mais il doit en même temps s'adapter à une

tuation caractérisée par le déclin du système d'exploitation
oloniale. De là des situations complexes et ambigues, carac-
ristiques des périodes de transition. La situation du colo-
ialisme en Afrique est un peu comparable à celle du capi-
lisme en Europe occidentale. Il subsiste, mais en essayant
e se réformer pour survivre. L'Europe est entrée dans la
hase du capitalisme d'Etat, plus ou moins complet avec les
ationalisations, la planification. Ce n'est plus le capitalisme
nancier classique, mais ce n'est évidemment pas le socia-
sme. Dans cette étape le mouvement ouvrier devrait réfor-
er sa stratégie : intervention dans l'Etat pour accélérer
évolution, participation à la gestion et au contrôle combiné
ec la lutte revendicative comme apprentissage du socialisme.
En Afrique, nous entrons plus ou moins dans la voie des
stèmes intermédiaires. Selon l'évolution des pays et l'action
u peuple, l'administration directe est abandonnée au profit
un système d'autonomie interne, de « gestion des propres
faires ». Mais l'impérialisme tente de se maintenir sous
e forme plus appropriée à la conservation de ses privi-
ges. Dans le domaine économique, au vieux pacte colonial,
substitue le système du plan d'équipement, duquel les oli-
rchies essaient de tirer parti, mais dont les peuples peu-
nt utiliser certains aspects progressifs (modernisation,
opératisme paysan, etc.).

On a parlé de néo-colonialisme. L'expression est équivo-
e. Le colonialisme est étroitement lié au système d'admi-
stration directe exercée par la métropole sur un autre
uple. C'est précisément, le colonialisme qui est abandonné,
is il l'est au profit d'un planisme et d'un réformisme qui
nd à conserver les positions dominantes de la métropole
us une forme nouvelle. On pourrait plutôt parler d'une
uvelle forme de l'impérialisme, tout comme le capitalisme
État est une nouvelle forme du capitalisme. Mais de même
e la classe ouvrière a en définitive favorisé le capitalisme
État, tout en maintenant son action propre pour le socia-
me, de même les peuples coloniaux ont intérêt à favo-
er la nouvelle évolution tout en poursuivant leur action
ur l'indépendance conjuguée à la libération sociale. C'est
cas pour la Tunisie qui conçoit l'autonomie interne comme
e étape vers l'indépendance. Le Néo-Destour a eu raison

de négocier et de pratiquer l'art des compromis, tout conservant son unité et son esprit de lutte. De son côté, « néo-impérialisme » veut enfermer définitivement la Tur sie dans l'autonomie interne, en limitant d'ailleurs con dérablement cette autonomie. Il se refuserait même à laiss la porte ouverte vers la troisième étape (l'indépendance) q ne serait pourtant pas incompatible avec l'association. P contre, il y a des mouvements comme le Vieux-Destour q en sont restés à la première étape, n'ont rien fait comr action pour arriver à la seconde étape, et par conséquent feront rien de pratique pour accéder à la troisième. Eta in abstracto pour l'indépendance totale, hors du temps de l'espace, ils rappellent un peu ces groupements du soci lisme utopique qui en sont restés à 1848. En tout état cause, quand l'indépendance totale sera réalisée, ils pou ront s'estimer victorieux. Mais ce sont les mouvemen comme le Néo-Destour qui auront lutté, souffert, assumé l responsabilités de l'action, et aussi manifesté l'intelligen suffisante pour pratiquer les compromis nécessaires avec fraction de la nation dominante décidée à abandonner système colonial d'administration directe. En ce sens, l'exp rience tunisienne est un test pour toute l'Afrique du Nor

Ses aspects positifs l'emportent sur certains trait négati inévitables qui se manifestent chez les moins expérimenté faux pas opportunistes, illusions dans les alliés parfois ince tains. Ce sont là des défauts secondaires eu égard aux résu tats de l'ensemble et à l'acquis substantiel. En réplique l'opportunisme on remarque une surestimation gauchiste romantique des facteurs militaires, par rapport aux facteu politiques (action de masse, rôle de l'opinion démocratiqu

Ces considérations sur l'étape actuelle de la révolution af caine ont paru nous éloigner de notre objectif de la libér tion sociale, en combinaison avec l'action nationale. I réalité, si cette combinaison est possible, nécessaire, imp rieuse, c'est principalement à cause de la nature de ce étape et de sa complexité. Certains secteurs de la soci coloniale peuvent être occupés par les peuples colonis Occupation fragile et sans cesse menacée, partage du p voir comme cela arrive à la classe ouvrière dans cert capitalisme d'Etat d'occident. Mais avance certaine, prog

u'il faut accomplir et assumer résolument. A ce niveau, action pour l'émancipation nationale et celle pour l'émanpation soçiale s'imbriquent et se conjuguent. C'est toute ne nation dont la marche est préfigurée dans sa complexité, ue l'on considère la Tunisie, le Gold-Coast, le Nigéria. L'aunomie de fait a été acquise avant l'autonomie de droit, par ne organisation populaire très ramifiée, de coopératives, de ndicats, d'associations de toutes sortes, ordonnées autour 1 mouvement national, mais le consolidant, l'élargissant, i faisant contrepoids.

En conclusion, nous nous trouvons donc assez éloignés du héma classique. La marche à l'émancipation des peuples pendants est devenue plus complexe. L'impérialisme coloal de puissance dominante est devenu le chaînon le plus ible des impérialismes. Le capitalisme des pays colonisaurs ne peut se survivre qu'en abandonnant le colonialisme oprement dit. Ce néo-impérialisme qui peut favoriser la sparition de certaines formes d'oppression (administration recte, etc.) pour maintenir l'expansion capitaliste, peut re pour les peuples dépendants d'Afrique l'occasion d'adap- leur stratégie et de franchir une nouvelle étape dans la ie de leur émancipation. Mais c'est précisément cette ape qui fait apparaître la nécessité de combiner étroiteent l'action pour la libération nationale et l'action pour libération économique et sociale. L'autonomie interne, la erté politique relative deviennent le levier d'une libération us complète.

Auparavant, il y avait dualité entre d'une part un mounent nationaliste bourgeois et féodal et d'autre part, l'exisice de groupements révolutionnaires. L'avenir appartien- aux mouvements populaires qui auront à la fois un actère national et révolutionnaire. D'où l'importance du blème syndical et d'une manière générale du problème associations culturelles, sociales, économiques.

Aux côtés du mouvement national, doit prendre place syndicalisme constructif qui ne sera pas seulement revenatif, mais constituera l'école démocratique-révolutionnaire oquant tous les problèmes de la société démocratique en mation. Aux côtés du syndicalisme des salariés et des riers, les organisations coopératives paysannes, les asso-

ciations de jeunesse, les groupements d'artisans, d'industriels, de petits et moyens entrepreneurs, constitueront, dans la société de transition, un réseau à travers lequel le peuple fera l'apprentissage de la démocratie nouvelle pour laquelle il lutte. Dès lors que l'action se situe à ce niveau, son aspect purement national, prédominant dans la phase antérieure du réveil de l'idée nationale, se trouvera de plus en plus ramené au patriotisme légitime des opprimés et l'aspect démocratique et social prendra le dessus.

Par suite le rapprochement sera rendu plus facile avec les autres peuples et tout particulièrement le peuple de la métropole. L'avenir appartiendra à des associations confédérales ou fédérales de mouvements des divers pays, selon le principe du « Congrès des peuples » tendant à dresser devant la force multiple et diverse des adversaires de l'émancipation un bloc plus cohérent de tous les militants de la Justice et de la Liberté. Il est douteux que le succès puisse être obtenu dorénavant sans cette alliance qui doit revêtir un caractère de plus en plus organique. C'est un des enseignements des premiers succès des Tunisiens qui ont su adapter leur propagande à l'oreille des métropolitains au lieu de se complaire dans un nationalisme étroit.

Dans une certaine mesure le sort des révolutions d'Asie est déjà décidé. Mais les révolutionnaires d'occident peuvent encore jouer un rôle important dans les révolutions d'Afrique. Pas seulement un rôle de conseiller mais de participant à la condition de considérer ces révolutions dans tout leur développement, de ne pas vouloir aller plus vite que l'évolution, de se défier de la facilité des attitudes abstraites et de bien situer leur place dans l'action commune.

Si nous souhaitons que les mouvements d'outre-mer modifient leur stratégie en fonction de la situation, nous devons avoir les mêmes exigences vis-à-vis des mouvements européens. Quand ces derniers ne sont point tombés dans la complaisance et la complicité vis-à-vis du colonialisme, ils ont versé volontiers dans une sorte de rôle de donneurs de leçons, qui était du paternalisme révolutionnaire. Oscillant entre l'opportunisme et la surenchère, leur attitude manquait d'authenticité. En réalité, la libération du colonialisme doit être conçue non comme une œuvre de charité fut-elle

ocialiste, mais comme une tâche révolutionnaire qui con-
erne aussi bien les Européens que les Africains. La frater-
ité de combat contre la répression et pour la défense des
bertés qui s'est parfois manifestée n'est pas sans valeur
norale, elle doit cependant désormais s'accompagner d'une
oopération plus étroite pour la solution par l'étude et
action commune des problèmes communs. Les nécessités
e la nouvelle étape imposent ces formes de lutte. A ce
rix, peut-être sortirons-nous de la crise actuelle où l'infan-
lisme et l'opportunisme se donnent si aisément la main.
ous verrons surgir des mouvements nouveaux ou renouvelés,
nous verrons l'issue de l'étroit défilé où depuis des déca-
es la révolution en occident se trouve traquée. La combi-
aison des forces révolutionnaires de l'occident et de celles
'Afrique, ouvrira devant le monde une voie nouvelle. Nous
articiperons enfin, selon notre manière et en conservant
otre indépendance de pensée et d'action à la révolution
e notre temps.

Jean Rous.

Alfred Sauvy.

UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE : STÉRILITÉ OU RUPTURE ?

Autant la politique extérieure de M. Mendès-France avait reçu l'appui favorable des milieux syndicalistes et progressistes français, autant le programme économique du gouvernement les a déçus. Cette observation peut se prêter à diverses interprétations, mais ne paraît pas pouvoir être contestée.

Chaque fois qu'un programme sauveur a été préparé par une personnalité ayant quelque crédit ou annoncé, à l'avance, avec quelque éclat, il a déçu non seulement l'opposition politique, mais les propres partisans du gouvernement. Ce fut notamment le cas de Raymond Poincaré, lorsqu'il stabilisa le franc avec quelques recettes de bonne femme et de Paul Reynaud lorsqu'au lendemain de Munich, il augmenta les impôts que la droite s'attendait à voir diminuer massivement.

Lorsqu'en 1924, Edouard Herriot redressa la politique extérieure française enfoncée dans la répression et l'isolement, il eut beaucoup plus de mécomptes avec les affaires financières et c'est de là et de lui que date l'expression de « mur d'argent » que nous allons retrouver un peu plus loin.

Ce n'est contre aucun homme que nous formulerons ici une critique, mais contre le système. C'est une erreur bien commune de croire que la France choisit toujours pour la diriger, les moins capables, les moins pratiques, les moins connaisseurs. Un homme placé à la tête des finances et de l'économie doit à la fois être couvert par le gouvernement dont il fait partie, c'est-à-dire au moins par une dizaine de ministres défendant des intérêts privés divergents, puis par le Parlement, sans parler des groupes professionnels susceptibles de lui causer des ennuis d'une façon ou de l'autre.

doit enfin — et ce n'est pas là le plus facile — utiliser le système », tâche que les sportifs appelleraient « le départ rêté ».

Même si les hommes étaient dociles, encore faut-il compter ec les choses, telles qu'elles sont agencées.

Continuité et rupture

La grande question pour un gouvernement progressiste, au ns large du mot, est de savoir s'il maintient la continuité admet des ruptures.

Maintenir la continuité, cela veut dire, faire face aux héances intérieures et extérieures, payer les fonctionnaires la fin du mois, appliquer les lois tant qu'elles ne sont pas odifiées, *tenir en somme tous les engagements.* On pourrait esque y ajouter aujourd'hui, éviter toute rupture monétaire, core que de nombreux précédents rendraient l'accident ut au moins excusable.

La continuité est d'autant plus difficile à assurer que, dès n arrivée, un gouvernement progressiste est accablé de mandes, la plupart légitimes en soi, mais qu'on le presse satisfaire dans l'immédiat, avant qu'il ait eu le temps de odifier le système et d'attendre les fruits de ses réformes. comme les gouvernements n'ont pas l'habitude de laisser leurs successeurs beaucoup de fonds à distribuer, même crets, le gouvernement se trouve au volant d'une vieille iture, dont il a réclamé le changement, ou tout au moins rajeunissement, mais dont les passagers lui demandent de sser immédiatement à 110 ou 120.

On peut être révolutionnaire ou non ; ici, nous nous plans expressément dans l'hypothèse de la continuité ; l'autre nduit à de toutes autres situations, où l'économie ne joue s le rôle essentiel.

Ainsi, pour éviter tout malentendu, nous précisons l'hypoèse dans laquelle nous nous installons : Un gouvernement utenu par les partis avancés. en opposition avec les conserteurs, mais désireux d'assurer la continuité, telle qu'elle a é décrite.

Voir en face

La première condition, pour étudier le programme possible d'un gouvernement novateur, mais « continuiste », est la franchise totale avec les choses et avec soi-même. Se duper, se confiner dans quelques pensées agréables est la pire des attitudes, alors qu'il faut au contraire aller droit aux difficultés essentielles et à fond. Si le carburateur est en panne, inutile de mettre un cric et de faire tourner, avec satisfaction et optimisme, les roues non motrices.

Cette attitude est beaucoup moins facile qu'on le croit, parce que de longues habitudes d'opposition ont créé des réflexes terriblement conditionnés.

Voir dans toute leur sincérité les possibilités et les obstacles n'est pas faire preuve de pessimisme comme on le dit parfois ; c'est opposer à l'optimisme passif, béat, qui conduit aux pires mécomptes, la confiance de celui qui étudie avec conscience sa route pour pouvoir en surmonter les difficultés.

Murs d'argent

L'expression « mur d'argent » est à la fois expressive et ambiguë, fidèle, mais obscure ; elle est en somme à éviter, si l'on ne l'accompagne pas de la nature exacte, de la solidité et de la hauteur du mur, qui fait obstacle. Toute l'économie, toutes les finances ne constituent qu'un immense mur, tant que les besoins de l'homme dépassent ses possibilités immédiates. Mais l'exploitation même de ces possibilités, et la répartition de leurs fruits rencontre une série de murs, les uns naturels, les autres artificiels, dont il faut établir la topographie.

Les relations avec l'extérieur

C'est là, de beaucoup, la tâche la plus délicate, l'écueil classique des finances audacieuses ou sociales.

La France respire par de nombreux poumons et échange, vec l'extérieur, des produits. Une optique capitaliste étroite donné à croire que le but du commerce extérieur était 'écouler au-dehors des excédents invendables au-dedans ; eul le blé se présente, à peu près, dans ce cas. *Vendre n'est as un but en soi, non plus que travailler. L'objectif de l'économie c'est la consommation.*

Le commerce extérieur est nécessaire pour pouvoir acquéir au-dehors certains aliments, (café, cacao), certains prouits finis que nous ne savons pas faire ou ne faisons pour le ioment qu'à des prix prohibitifs (liste longue et curieuse), t surtout les matières premières nécessaires à l'industrie : oton, laine, jute, cuivre, pétrole, étain, soufre, etc.

Par rapport au revenu national, ces matières premières ne eprésentent pas un pourcentage important (de l'ordre de 9 u 10 %), mais sans elles, ce revenu national baisserait de 0 ou 40 % par asphyxie.

Que cette balance des comptes puisse être améliorée par éveloppement de diverses productions nationales notamient, dans la métropole ou outremer, n'est pas douteux. Iais une telle expansion demande des années ; or, n'oulions pas que notre gouvernement doit prendre des décisions ıpides, pour éviter l'étranglement. La Banque de France eut fabriquer des francs, mais non des dollars.

Pourquoi le gouvernement serait-il étranglé et comment ? es risques sont de trois sortes :

a) L'équilibre actuel n'est assuré que par une aide amériaine importante, d'autant plus précaire que la plus grande artie a été motivée par la guerre d'Indochine. Au total, milliard de dollars environ en 1954, soit 350 milliards de ancs. Notons que les comptes présentés à ce sujet sont loin 'avoir la clarté nécessaire.

Faut-il craindre des représailles extérieures, des Etatsnis en particulier, pour amener un gouvernement progresste à la raison ? Il ne faut pas exagérer ; on doit penser à ne discrète pression plus qu'à un véritable étranglement, ıcore que rien ne soit sûr à ce sujet. Mais il est probable ue, dans de telles circonstances, les pays étrangers feront oins facilement crédit, ne serait-ce que par peur. D'autre art, l'aide américaine doit de toutes façons être diminuée.

Les efforts du gouvernement français devraient du reste, tendre dans cette voie.

b) Lorsque se produit un accroissement notable de la demande, ou si l'on préfère du pouvoir d'achat (relèvement des traitements des fonctionnaires, dépenses sociales et culturelles, etc.), une partie de ce surplus se porte, directement ou après une ou deux transactions, sur des produits importés. Il est difficile naturellement de préciser de quelle fraction il s'agit. Mais, en matière de transactions extérieures, la balance est très sensible. Cette demande supplémentaire de devises précède notablement et parfois d'assez loin, l'accroissement des exportations qui, doit résulter d'une plus grande activité intérieure. En outre, les exportations baissent au début en pareille occasion, parce que, trouvant à domicile, en quelque sorte, une demande supplémentaire, les exportateurs sont moins exclus à faire l'effort nécessaire pour écouler au-dehors.

c) A ce « mur naturel » s'ajoute un mur artificiel, la spéculation, celui-là même contre lequel se heurtèrent le cartel des gauches et Edouard Herriot. *La spéculation déborde un mouvement naturel, l'amplifie et le précède.* Elle peut, en outre, avoir une base politique : faire tomber le gouvernement qui n'a pas son approbation.

Les Français ont alors, en dehors du bulletin de vote ordinaire, un bulletin spécial, dont l'importance est en raison de leur fortune ou de leur revenu.

Faisons cependant bien attention : le capitaliste cherche avant tout son profit. Une véritable conjuration de caractère politique n'est guère concevable, si elle ne prend pas, en même temps, appui sur quelque base économique. Autrement dit, la spéculation ne fait que renforcer et surélever un mur naturel. L'exportation de capitaux s'est exercée en 1935 contre le gouvernement Laval, appuyé cependant sur la droite conservatrice, parce que les capitalistes jugeaient le franc, leurs francs, en danger. Et inversement, après la dévaluation Léon Blum de septembre 1936 et la reprise qui suivit, on enregistra un retour de capitaux.

Sans s'exagérer le risque politique, il faut bien penser que de nombreux capitalistes chercheront à exporter leurs capitaux, parce qu'ils jugeront, peut-être sincèrement, qu'une

olitique de gauche ne peut qu'être défavorable au franc. atisfaisant leur intérêt en même temps que leur rancune, ils uront, si l'on peut dire, la conscience tranquille.

Sans doute, le contrôle des changes, hérité de la guerre, oppose-t-il aux mouvements de panique, plus ou moins rganisée, comme il y en eut en 1925-1926 ou en d'autres ccasions. Mais, comme tous les contrôles, celui-ci présente es fissures, des fuites, d'autant plus sensibles que la pression nterne est plus élevée.

Un gouvernement n'est pas désarmé devant un tel état de hoses et d'esprit. La riposte capitaliste classique consiste à ire le vide, à raréfier les francs et ainsi à obliger les xportateurs à rapatrier le plus possible, par manque de ésorerie. Mais ce procédé compromet radicalement la prise intérieure et ne résout l'équilibre avec l'étranger u'au prix d'une dépression.

Un renforcement du contrôle est possible, mais rencontre i aussi ses limites. Le gouvernement nazi avait dû aller squ'à la peine de mort pour combattre les infractions au ntrôle des changes. Un importateur peut majorer des factres, un exportateur les minorer et surtout tarder à rapaier ce qu'en d'autres circonstances, il ramènerait vite au ercail.

La France a de tels contacts terrestres avec la Belgique, la uisse, etc., de telles relations par mer avec ses territoires et étranger, que le contrôle absolument étanche paraît bien éatoire.

Seul le commerce avec les pays de l'Est ne présente aucune sure. C'est une raison supplémentaire du reste, pour lui nner le plus d'expansion possible.

Il est donc essentiel que, dès son arrivée, un gouvernement tache à cette balance extérieure une importance exceptionlle, subventionne les exportations, s'il le faut, réduise les portations peu utiles, accroisse les transactions avec l'Est assure une continuité suffisante dans les dispositions écomiques générales.

L'économiste, le financier, insisteront auprès des hommes litiques pour qu'ils évitent les phases vengeresses, les dérations de guerre au capital, qui apaisent peut-être quel-

ques rancunes, mais démolissent l'appareil, au moment le plus délicat.

Faute de ces précautions, il lui faudrait ou bien se retirer, ou bien capituler politiquement, ou encore prendre une forme résolument révolutionnaire, avec toutes les conséquences d'une telle situation.

Comme nous nous sommes placé volontairement dans l'autre hypothèse, celle de la continuité, nous supposons que les mesures techniques pour assurer la couverture extérieure sont prises avec une vigueur suffisante.

Donner satisfaction aux revendications populaires et sociales, sans avoir assuré cette couverture extérieure, serait à peu près comparable au lancement des soldats habillés de rouge, en 1914, à l'assaut des mitrailleuses allemandes.

L'ACTIVITÉ INTÉRIEURE

Une fois cette couverture solidement assurée, il devient plus facile de s'attaquer à l'aménagement intérieur, même immédiat. Si la France vivait en économie fermée, il serait possible en effet d'entreprendre ce que l'on appelle un peu conventionnellement une politique financière audacieuse. Le risque essentiel serait évidemment la hausse des prix intérieurs sous l'effet de la demande, mais il est moins grave que le risque extérieur.

Tant de freins jouent en effet contre la richesse que leur desserrement résolu doit compenser bien des audaces financières. La peur de l'abondance, le maintien de la rareté sont les règles d'or du capitalisme d'aujourd'hui.

L'application classique de la théorie du pouvoir d'achat, c'est-à-dire de l'accroissement de l'activité sous l'influence d'une demande supplémentaire, d'origine fiduciaire, est plus facile qu'il y a un an ou deux, parce que le principal goulot, à savoir les aliments animaux, est aujourd'hui élargi. Il faudrait cependant élargir encore et accroître la production de beurre, fromage, viande, pour être tout à fait tranquille de ce côté. Il faut faire la part, certes, des justes plaintes sur la mévente agricole proférées dans le but d'obtenir l'intervention des pouvoirs publics. Cet élargissement, sur les aliments

imaux, peut être obtenu en une campagne, par suppression finitive de la distillation de soi-disant excédents et la fin du ivilège des betteraviers et distillateurs. L'écoulement nor-
il d'une production végétale excédentaire, c'est l'animal. faut de 5 à 8 calories végétales pour faire une calorie ani-
ile. Et comme nombreuses sont les familles qui se restrei-
ent durement sur le beurre, la viande et le fromage, un bouché intérieur important existe encore pour l'agricul-
re.

Dans l'industrie, il existe certes de nombreuses possibilités production non utilisées, mais elles ne se trouvent pas, le is souvent, à la place qu'il faudrait. Nombreuses sont, par emple, les personnes non employées, mais médiocrement alifiées, les commerçants en surnombre, ou les personnes ant dépassé la cinquantaine et d'un emploi difficile ; leur roduction dans le circuit économique est possible, mais ne fera pas par simple aspiration, par simple demande. Il it en outre des mesures spéciales, formation, réadaptation, ., qui demandent du temps.

Si la demande supplémentaire se portait de préférence vers industries en chômage, elle annulerait les risques finan-
rs courus ; il y a cependant de fortes chances pour qu'une rtie de la demande supplémentaire se porte au contraire s des industries travaillant déjà 48 heures ou plus, (cons-
ction mécanique, etc.) qui représentent à peu près la itié de l'industrie française.

Pour ces diverses raisons, il faudra lutter pour empêcher hausse des prix : L'industriel, qui se trouve devant des nmandes abondantes, a trois solutions : forcer l'allure, umuler les commandes ou relever les prix. Diverses rai-
is l'inclinent à adopter la 2me ou la 3me solution dont la ncipale est la peur de subir, après la vague de commandes, période creuse. Le principe fondamental, pour empêcher hausse des prix, est au contraire de pousser la production, briser toutes les mesures malthusiennes législatives ou ronales. Plus seront sûres l'observation et, par suite, la vision économique, plus il sera facile de stimuler la pro-
ction des récalcitrants et des timides. Il s'agira moins de traindre que d'informer. L'Etat renseignera les entre-
ses sur la météorologie économique, comme il renseigne

aujourd'hui les marins sur la météorologie physique. Il y a beaucoup à faire de ce côté.

En tout cas, une pression doit être établie pour empêcher les hausses de prix, sous la pression d'une demande momentanée.

On a beaucoup dit et médit du contrôle des prix. Comme tous les instruments, il ne faut pas le mettre en accusation, mais utiliser ses possibilités, sans les forcer.

Partout, en tout cas, où un prix est établi par voie d'entente ou comme fruit d'un monopole, un contrôle des prix est nécessaire. La nature économique a ici assez bien fait les choses : Les articles suffisamment définis ou normalisés pour se prêter à l'entente malthusienne sont précisément aussi ceux où la puissance publique peut intervenir utilement.

Si vigoureuses que soient les mesures propres à stimuler la production et à briser les freins malthusiens, il est douteux qu'elles parviennent à leur but : empêcher la hausse des prix, *sans une réduction notable initiale des dépenses militaires*. En tout cas, plus fortes seront les mesures sociales et les dépenses civiles (enseignement, etc.), plus élevée devra être, en contrepartie, la réduction des dépenses stériles. Selon nos calculs, pour réussir à combler le retard croissant de la France, les dépenses militaires devraient être réduites à 8 % du revenu national, c'est-à-dire être diminuées d'environ 30 % et cela pendant 5 ans au moins.

Le logement

Une attention spéciale extrême doit être apportée à ce domaine, non seulement en raison de la honte que constitue l'existence, en 1954, d'un sous-prolétariat privé de l'indispensable, mais aussi par souci de la reprise économique. Toute réforme, de quelque envergure, toute conversion ou reconversion se heurte à l'impossibilité, pour les hommes, de se déplacer. Un effort vigoureux doit donc s'exercer à la fois sur la construction de logements et la répartition de ceux qui existent.

Depuis la libération, les gouvernements successifs se sont occupés en premier lieu des classes riches, (c'est l'époque de

venue Paul Doumer et des fortes indemnités payées aux s sinistrés), puis des classes moyennes. *Non seulement rien été fait ou presque pour les familles ouvrières, mais celles- ont peu à peu évincées de leur habitat normal ou, du moins ditionnel.* Pour se loger aujourd'hui, il faut avoir au mini- m 500.000 ou 600.000 francs de capital. Avec cette somme, is pouvez soit bénéficier des prêts ou primes, soit acquérir reprise, c'est-à-dire le droit à la loi des loyers. Si vous vez pas ce demi-million, vous n'avez aucune ressource, si n'est les H.L.M. construites au compte-gouttes et souvent nées, du reste, à des porteurs du demi-million.

De ce fait, il se forme peu à peu une catégorie d'exclus, misérable sous-prolétariat. Certes, celui qui est en place, reste le plus souvent. Mais *l'armée montante des jeunes nages n'a pour elle que le désespoir* et finalement, faute 1/2 million, paie tous les ans 100.000 ou 150.000 francs on plus, pour habiter un misérable meublé.

Finalement, ces ménages versent en quelque sorte, des inté- s exorbitants. Pour être fréquente, et conforme à bien des écédents, cette situation n'en est pas plus tolérable.

L'indifférence de la grande et moyenne bourgeoisie vis-à- d'un tel état de choses, dépasse d'autant plus l'imagina- n que des moyens existent, qu'ils ont été proposés au nseil Economique et aux gouvernements disposant de ins pouvoirs et chaque fois repoussés, parce qu'ils gênaient situations personnelles.

Sans nous étendre sur ce débat et les difficultés d'applica- n, rappelons sur quelles bases pourrait s'appuyer une islation propre à donner un logement à tous :

° Accroissement notable des constructions H.L.M. et des nstructions « million » et affectation de ces constructions x personnes et familles de condition modeste.

° Expropriation générale des terrains, dans les zones aines, avec indemnisation sur la base du prix d'achat, jorée des dépréciations monétaires survenues depuis.

° Construction massive dans de nouveaux quartiers, ond-point de la Défense, etc.) avec des procédés indus- els.

° Limitation de la législation des loyers aux besoins de aque individu ou famille ; cette limitation entraînerait

soit des permutations assurant une meilleure répartition, soit des majorations notables de la partie excédentaire. Une fraction importante de cette majoration serait affectée à la construction pour les familles modestes.

5° Réservation des logements de catégorie D (les moins chers) aux familles de conditions modeste, inscrites aux H.L.M., mais non encore pourvues.

Il serait facile naturellement d'établir un plan beaucoup plus simple, se résumant par « construction de logements aux frais de l'Etat ». Tous les problèmes se résolvent individuellement par ce moyen, mais l'ensemble de tels projets s'avère inapplicable. *Le projet ci-dessus, mûrement étudié, se nourrit presque lui-même.*

Plus loin

Grâce aux moyens indiqués plus haut, le cap difficile peut être passé : l'économie est en voie d'expansion, la culbute monétaire a été évitée, des améliorations diverses obtenues. Voyons maintenant quelles réformes profondes peuvent être tentées à l'abri de cette couverture.

Naturellement, pour ne pas additionner les délais, ces mesures doivent être mises en chantier, dès le premier jour.

Le point de départ, répétons-le, c'est le capitalisme, un capitalisme certes impur, pourvu de muliples additions, excroissances ou dérogations, les unes heureuses, les autres beaucoup moins. Mais le vice fondamental demeure :

La progression de l'ensemble se fait par l'investissement, comme dans tous les systèmes, mais l'investissement n'est assuré que par l'épargne. Or celle-ci est, naturellement, le fait des revenus élevés. En d'autres termes, *le capitalisme, tel qu'il est, a besoin d'une forte inégalité des revenus pour progresser ; c'est son fer de lance.*

Lorsque des efforts ont été faits pour obtenir un certain nivellement, « il se passe toujours quelque chose », en vertu de quoi la « sagesse » conseille de revenir en arrière. En 1952, par exemple, la stabilisation des prix sous le gouvernement Pinay a été obtenue par une amnistie fiscale et par l'émission d'un emprunt exempt d'impôt sur le revenu et

impôt sur les succesions, qui nous remettait d'un siècle demi en arrière, avant Condorcet.

C'est finalement quelque taxe indirecte analogue à la belle, qui remplace l'impôt sur le revenu, devenu, du ste, l'apanage des salariés.

D'autre part, sous l'entreprise. on trouve le salarié, de rte que toute atteinte à l'une d'elle crée des menaces de ômage que sait fort bien exploiter la classe patronale.

Faut-il donc désespérer et en conclure que le poids de propriété, accru par l'accumulation constante du capital, sera toujours de même façon sur les sans-avoir ?

En aucune façon, et cela pour deux raisons :

a) Le capitalisme actuel est, sur divers points, dégénéré. r de nombreuses dispositions législatives ou profession-lles, des avantages supplémentaires (subventions ou ententes ofessionnelles) ont été accordés aux propriétaires des ›yens de production. Nous avons cité l'alcool plus haut ; liste des faveurs est longue.

Certes, des précautions doivent être prises, et des transi-ns ménagées.

Mais ces situations anormales doivent être dénoncées et olies soit par restitution aux consommateurs par le jeu de concurrence, soit par transfert, au profit de l'Etat ou des vailleurs, de ces rentes sans justification.

De même, *la conversion* (*ou la reconversion plutôt*) *mpôts indirects en impôts directs*, comme ils sont prati-és en d'autres pays (Angleterre notamment), *permettrait e répartition plus favorable des revenus.* Divers moyens uvent être envisagés, notamment le remplacement d'une rtie des impôts indirects par la taxe professionnelle forfai-re (non encore discutée par le Parlement) qui, assise en nme sur le capital, la situation acquise, ne peut être aussi ilement récupérée sur le consommateur.

b) A ces procédés classiques doit s'ajouter la transforma-n des institutions, l'évolution presque naturelle. Celle-ci presque entièrement stoppée en raison de la division des rtis avancés. Partisan de la rupture radicale, le parti nmuniste ne souhaite pas l'évolution créatrice et se pro-nce, presque toujours, contre elle. Quant au parti socia-e français, il est comme paralysé : quelques mesures de

protection immédiate des faibles (remèdes purement symptomatiques et sans effet véritable) quelques intentions généreuses, mais aucune force créatrice, faute d'une analyse méthodique et profonde du système qu'il s'agit de maîtriser.

Certes, la pure pression syndicale n'est pas sans effet : elle oblige certains conservateurs et les responsables de l'équilibre financier à chercher une solution de progrès qui permette d'avancer, d'une façon ou d'une autre. C'est ainsi que nous voyons aujourd'hui se dessiner quelques tendances encore imprécises vers un contrôle national des investissements et notamment de l'autofinancement. Et si, un jour, les deux fonctions de l'entreprise, gestion et croissance se trouvaient suffisamment dissociées, un grand pas aurait été fait vers le mieux, vers la grande séparation des pouvoirs ou plus exactement vers la séparation de l'avoir et du pouvoir.

Que certains citoyens aient, en raison de services passés, des droits à une fraction du revenu national est une chose. *Bien différente est l'attribution de pouvoirs, de droit ou de fait, qui leur permet de modifier, à leur gré, la vie de la cité.*

Nous ne proposons pas ici une route tracée au cordeau ; d'autres cheminements sont possibles ; le propre des avant-gardes est d'éclairer divers itinéraires, entre lesquels choisit le gros de la troupe ; mais il n'y a, en France, sur le terrain économique, plus d'avant-garde.

Les nationalisations

Dans certains cas, la nationalisation reste le remède spécifique. Ici encore, il faut bien distinguer le pouvoir et le revenu. C'est le pouvoir qui importe au premier chef. La nationalisation supprime les subventions électorales, les exportations de capitaux et permet d'orienter les investissements dans le sens le plus conforme aux intérêts de la nation. Mais le procédé est, pour le moment, discrédité. Trop d'espoirs inconsidérés avaient été mis en lui ; d'autre part, pendant toute la période d'inflation, l'instrument a été mal utilisé. Les tarifs des services publics ont été maintenus

ı-dessous de leur valeur, sous la pression du patronat, et, faut bien le dire, de l'opinion. Cette méthode, appliquée ı régime de pénurie, a été à l'encontre de son but. Libérant :s disponibilités, elle a facilité l'ascension des prix du sec-ur privé. *Ainsi, les nationalisations ont été utilisées à richir les entreprises et cette mauvaise utilisation a préci-té l'inflation.*

Il est déraisonnable de croire que l'Etat n'a pas le droit faire des profits et que ses entreprises n'ont jamais à imenter le budget. L'exemple de la Régie des Tabacs est pendant un bel exemple du contraire. En nationalisant les ficits et individualisant les profits (le plus bel exemple est sacrifice de la S.N.C.F. au profit de la route et du pétrole), *quatrième République a mal utilisé un bon instrument.* La désaffection actuelle à l'égard de l'instrument lui-même : donc mal fondée. Aucun parti politique n'a osé en oposer l'usage aux dernières élections. On voit mal pendant comment peut être résolue autrement la question pétrole.

Questions européennes

Il s'agit, ici aussi, d'un bon instrument, utilisé de façon plorable et momentanément discrédité de ce fait. Sur le ın économique, certaines intégrations européennes peuvent ıdre des services considérables. Dans les branches où le ırché national ne permet pas de produire en série suffi-ıte, l'union permet d'éviter l'importation des Etats-Unis. n'est même pas nécessaire pour cela de réaliser de gigan-ques concentrations. Nous n'insistons pas ici sur ce point, ın que nous ayons toujours préché à ce propos, dans le sert. Bornons-nous à affirmer que l'Europe prendra sa itable tournure lorsque, au lieu d'être une machine de ırre contre une république ouvrière, elle sera devenue une chine de paix pour nous affranchir économiquement, -à-vis des Etats-Unis.

TROUVER LE JOINT

Tous les administrateurs, fonctionnaires, syndicalistes, etc., savent quelle difficulté il y a à proposer des réformes, dans un domaine déterminé, à un spécialiste de ce domaine. Pour peu que vos projets soient insuffisamment étudiés, il a vite fait de vous accabler de sa technique, voire de vous tourner en ridicule et de mettre tous les tiers de son côté. Il en est ainsi dans la réforme du capitalisme.

Les efforts sociaux tentés de divers côtés et à divers moments sont de deux sortes :

— les uns se bornent à demander des résultats et à exercer une pression de force pour les obtenir. Ce sont les plus utiles, mais ils sont insuffisants d'une part parce que la force peut elle-même manquer, d'autre part, parce qu'un conservateur est moins bien armé qu'un progressiste pour amender et moderniser un système périmé ;

— les autres comportent bien des indications sur les moyens à employer, mais sont si peu étudiés, avec une connaissance si sommaire des faits et des mécanismes, qu'ils sont voués à l'échec et raffermissent finalement la position des conservateurs, tout souriants de leur supériorité technique.

On ne commande à la nature, dit le proverbe, qu'en lui obéissant, disons en connaissant parfaitement ses lois. Et de même celui qui dresse un animal se plie à certaines données naturelles, pour imposer sa volonté. Bien que le problème social soit loin d'être identique au physique, il n'est pas sans analogies avec lui. Il est des personnes qui, ne jugeant pas le système amendable, ne croient qu'à la violence. La grande majorité des Français pense en fait autrement, mais, *pour utiliser le système et s'en rendre maître, il faut le connaître à fond, même — et surtout — dans ses aspects les moins plaisants.*

Prenant du recul, l'observateur contemporain peut être surpris de constater que, malgré le suffrage universel, malgré les progrès de la conscience prolétarienne, le pouvoir reste partout aux mains du capital. C'est que, parvenus au pouvoir, les partis avancés sombrent presque toujours par les

nances. Leurs idées sont justes, mais ils ne parviennent pas les accorder avec les nécessités.

Une vague de froid déferle en ce moment dans le pays ; us couvert d'anti-fiscalité, elle vise des réformes profondes ns un sens rétrograde qui feraient entrer définitivement tre pays dans le sens de la décadence.

De ce retour en arrière, les partis de progrès sont évidemment responsables. C'est pour avoir manqué de clairvoyance de réalisme, pour s'être attaqué à des symptômes plus 'aux causes profondes qu'ils n'ont créé qu'une œuvre frae.

Les partis de progrès ne peuvent plus s'enfermer dans des pressions, dans des mots d'ordre, si élevés soient-ils. Ils nt tenus d'observer un certain réalisme.

La porte du progrès est bien close, mais pour l'ouvrir, il it avoir la patience de chercher la clef ou de la fabriquer. ute de cette précaution, il ne reste que le choix entre une ıtile et fatigante pression sur la porte ou un choc suffisament vigoureux pour la briser.

D'où le dilemme « réaction ou révolution », qui exclut ıte chance de progrès sérieux.

L'attente est meurtrière

Même si ce dilemme doit un jour s'avérer juste, son appliion actuelle est vicieuse. La tactique de pure opposition rile ne serait recommandable que si le choix entre deux gimes allait se faire dans l'heure ou dans l'année.

Mais les années passent et la stérilité reste. La nation ne ırait se sacrifier à aucune idéologie. Or, bon an mal an, la ance recule sur les autres pays de divers régimes. Tous t su trouver un moyen de progresser. *Il n'est pas permis à Français de se résigner à la décadence de son pays* et s'accommoder de la stagnation en pensant soit que le uge n'est que pour demain, soit que rien ne peut se re, sans le déluge.

l ne faut pas que se reproduise, à l'échelle nationale, le astreux épisode du logement : stoppage du moteur capiiste, sans remplacement par un moteur socialiste. Il est

bien beau de vanter les mérites de l'un ou l'autre moteurs et de se refuser à toute concession. En attendant, les familles sont vouées au taudis, à l'inceste et au bacille de Koch. Il y a des Français qui, refusant tout principe préjugé, veulent faire cesser une telle situation. Et cela est possible et cela est facile.

S'opposer à toute forme d'évolution, même technique, en espérant par là faciliter l'explosion est, à peu près, dans les circonstances actuelles, une idée d'enfant. A défaut d'autres raisons, à défaut de notre intérêt, à défaut de la défense de notre culture et de notre indépendance nationale, le souci de millions de Français d'outre-mer sous-alimentés, dont nous avons la responsabilité nous interdit l'immobilité ou le manuluve de l'innocence.

Un mélange de force, de volonté et de réflexion viendra à bout des inerties et résistances meurtrières.

Alfred Sauvy.

aude Delmas.

DE LA STAGNATION A L'EXPANSION

La première tâche de tout gouvernement digne de ce nom devrait nsister à évaluer les besoins de la population, en fonction d'une rt des possibilités techniques et géographiques, d'autre part de volution démographique. C'est donc par cette prise de conscience la réalité économique que la Gauche doit engager le combat. un livre paru il y a quelques mois — *Vues sur l'économie et la pulation de la France jusqu'en 1970*, par Jean Bénard (P.U.F.), ut constituer la base d'une telle prise de conscience. Il n'est ni travail de planification ni un essai de politique économique. ıs simplement, Jean Bénard et ses collaborateurs de l'Institut tional d'Études Démographiques se sont attachés à étudier en « chiffrant » la disparité actuelle entre les besoins et la production, puis, en fonction de cette disparité et de l'évolution démographique d'ici 1970, à préciser les conditions dans lesquelles ces soins pourraient être satisfaits à cette date.

Au lendemain de la guerre une grande enquête prévisionnelle été entreprise par J. F. Dewhurst et ses 100 collaborateurs merica's *Needs and Resources. A Twentieth Century Fund Survey ich includes estimates for 1950 and 1960*). Bien que la demande son élasticité tiennent une place importante dans leurs calculs, ée maîtresse de leur travail est le développement probable de production. Celle-ci est commandée par un irréversible processus développement technique, et doit s'accroître selon des normes erminées : il s'agit de savoir si les débouchés s'étendront dans proportions identiques, et sous quelles conditions. La situation nçaise est fondamentalement différente, au point que toute alyse prévisionnelle doit s'appuyer initialement sur la notion besoin. Alors qu'aux États-Unis le développement technique met la satisfaction des besoins dans un grand nombre de

branches (tous les individus ne mangent sûrement pas à leur faim, mais tout supplément de production est en quête de débouchés et pour de nombreux produits un accroissement de salaires ne détermine pas un accroissement de la consommation) — en France ce niveau de saturation n'est atteint que pour le pain, le vin, les pommes de terre et le sel. Cela ne signifie pas qu'aucune question de débouchés ne se pose pour les autres secteurs, mais compte tenu de l'ensemble des besoins et des possibilités d'exportation, la production n'est excédentaire, pratiquement, que pour le vin et les boissons alcoolisées — et encore par suite d'une orientation défectueuse de l'économie agricole. La situation française se trouve dominée par le besoin. Une question se posait donc à M. Bénard : de combien devrait être accru le revenu national pour que les besoins soient satisfaits? — l'accroissement de ce revenu posant dans la situation présente un problème plus urgent que sa redistribution. Autre question, complémentaire de la précédente : en combien de temps ce revenu peut-il être accru de façon à satisfaire les besoins?

M. Bénard a calculé ce revenu pour chaque année depuis 1900, il l'a exprimé en termes constants, puis ramené à l'indice 100 pour 1913. On constate que de 1900 à 1913 la progression a été assez régulière (la chute de 1914 à 1920 ne l'affectant pas, du fait de ses origines), mais que cette ligne de tendance ascendante s'est rompue en 1929. En 1950 le revenu national aurait dû être à l'indice 174, il n'était qu'à l'indice 120 : pour couvrir les besoins il aurait dû être de 54 % supérieur à ce qu'il fut. En 1953 il était à l'indice 128 — l'indice « idéal » étant 190, soit 62 % au-dessus. Car si le revenu national s'est infléchi depuis 1929, les besoins, eux, ont continué à progresser, d'une part parce que le progrès technique s'est poursuivi, d'autre part parce qu'en vertu d'un processus peut-être plus psychologique qu'économique les besoins s'accroissent de génération en génération. L'exemple du logement est significatif : bien que les techniques de construction n'aient guère évolué, il est exclu que l'on puisse aujourd'hui construire des logements ouvriers identiques à ceux de 1913, voire à ceux de 1929. Bon nombre de phénomènes présents s'expliquent par cette discordance entre la courbe théorique (telle qu'elle serait si elle s'était maintenue comme de 1913 à 1929) et la courbe réelle : crise financière, inflation chronique, détérioration sociale des pays d'outre-mer, mécontentement général, conflits de répartition, appel systé-

ique à l'État (même de la part de ceux qui refusent l'inter-tion de l'État en matière économique), etc.

e problème comporte une autre donnée fondamentale : jusqu'en) l'affaiblissement démographique et la décadence économique ient de pair; à ce parallélisme s'est substituée une divergence, e sens que si la politique malthusienne s'est poursuivie, le sens 'évolution démographique, lui, s'est inversé, ce qui accentue istorsion entre les besoins et les possibilités immédiates, et rend urgente une expansion. Au 1er janvier 1956 la population çaise sera de 43.550.000 personnes, en 1971 elle s'élèvera à 50.000 individus.

el est le point de départ de l'analyse prévisionnelle de 3énard, ce qui explique qu'il soit resté dans une perspective ale (sans quoi il eût été conduit à une œuvre de planification illée) et qu'il ait considéré les besoins sinon sous l'angle subjectif viduel, du moins dans leur manifestation sociale spontanée. s ne le suivrons pas dans les différentes étapes de son travail, erspectives que nous essayons de dégager pouvant s'appuyer ses conclusions. Le secteur des équipements sociaux est celui au total, exige la croissance la plus accentuée des productions s à satisfaire les besoins.

ı 1970, par rapport à 1950, ces productions devraient avoir ıenté de 95 % — tandis que celles destinées à la consommation e ne seraient supérieures que de 60 % à leur niveau actuel. on voulait satisfaire les besoins dès 1960, l'écart entre la crois- requise d'équipements sociaux et celle de la production de et services de consommation serait encore plus élevée (102 % les premiers, 50 % pour les seconds). Toutefois la part du uit national consacrée aux besoins finals de la population relativement faible (8 %) cette différence ne présente qu'une rtance assez minime. Elle en présenterait encore moins dans atique puisque le chiffre de 300.000 logements par an ne rait être atteint instantanément et qu'ainsi la dépense de ruction d'habitations, progressive et non constante, pèserait s au départ. Les postes de besoins appelés à faire croître le sensiblement, par rapport à 1950, les dépenses consacrées à satisfaction seraient d'ici 1970 : les équipements de services cs sociaux (enseignement et santé : 180 %), la construction gements (160 %), la consommation privée de « tertiaire » %), la consommation de « secondaire » (67 %).

L'étude des moyens aptes à satisfaire ces besoins offre un champ de recherches particulièrement complexes. M. Bénard tenait surtout à dégager l'ordre de grandeur de l'effort à accomplir, à préciser les points principaux sur lesquels il devrait porter, les obstacles que risquent d'élever contre lui les tendances spontanées de l'évolution économique française et les rythmes possibles de développement.

La satisfaction des besoins globaux de la nation exigerait un accroissement immédiat de 46 % de la production des biens et services de consommation. Si l'on envisage un délai de réalisation de 20 ans, le taux est porté à 60 % environ pour l'augmentation de la consommation, tandis que la production annuelle d'équipements sociaux doit elle-même être doublée. Parmi ces derniers on constate l'ampleur des besoins en logements qui, sur 20 ans, atteignent 12 fois ceux de l'équipement sanitaire et scolaire. Le taux annuel d'accroissement de la productivité pour couvrir ces besoins en 20 ans est de 2 %. Un délai de 15 ans exigerait un taux de 2,8 %, celui-ci passant à 4,3 % dans le cas d'un délai de 10 ans. Ce dernier paraît se heurter à des difficultés insurmontables, du point de vue de l'équilibre des besoins et des disponibilités en main-d'œuvre. Comparés aux taux d'accroissement de la productivité observés en France et à l'étranger depuis une vingtaine d'années, de pareils rythmes n'ont, à part celui de 4,3 %, rien d'utopique — mais nécessitent évidemment des investissements importants. Pour éviter que ceux-ci ne prélèvent une part excessive du revenu national au détriment de la consommation, il convient de les sélectionner quant à leur rentabilité à l'échelle nationale. Il n'est pas sans intérêt de noter au passage la très haute rentabilité de certains d'entre eux, notamment dans le secteur agricole. Par exemple les transports à l'intérieur des exploitations occupent jusqu'à 60 % du temps passé à la culture. En supposant généralisé l'emploi des pneumatiques, il suffirait d'une dépense de 13 milliards par an pour refaire en 30 ans les 500.000 kilomètres de chemins ruraux. Si l'on tient compte des économies réalisées (moindre usure du matériel, consommation de carburant diminuée, on peut dire que jusqu'en 1970 la dépense serait de 235 milliards, le bénéfice annuel de 5 milliards. Les 10 millions d'hectares qui restent à remembrer coûteraient à peu près 40 milliards et rapporteraient annuellement de 18 à 20 milliards, etc. Le supplément de bénéfice annuel, qui peut atteindre jusqu'à 50 % du capital

esti, mérite d'être opposé au rendement économiquement et ialement négligeable de certains équipements actuellement irsuivis ou projetés (autostrades par exemple). En ce qui cerne l'industrie le rendement net des meilleurs investissements eint 35 %.

.es 30 pages de chiffres réservées par M. Bénard à l'agriculture t de premier ordre, notamment parce qu'elles posent le pro-me sous un jour essentiellement économique, alors que trop vent ceux qui le traitent s'enferment dans des considérations oriques ou dans l'invocation des « traditions terriennes ». ır une dépense globale d'investissements « neufs » de 7.000 mil-ds, le bénéfice net se monterait à 2.000 milliards par an — ore convient-il d'observer que sur ces 7.000 milliards, 3.500 cernent les bâtiments d'exploitation. Cette augmentation de)0 milliards de la valeur de la production agricole s'accompa-rait d'une diminution de 2 millions dans le nombre des travail-s agricoles. Le revenu de la production agricole passerait à)0 milliards, ce qui représente un accroissement de 130 %, avec diminution de 30 % du nombre des travailleurs. La producti-par travailleur se trouverait donc multipliée par 3,3, ce qui rimerait une amélioration de la productivité d'un peu plus de , par an pendant 20 ans, alors que depuis 1935 aux États-Unis n'a augmenté que de 5,5 %.

'effort est à notre mesure. Mais ceci suppose de nombreux garisateurs, donc une expansion de l'enseignement agricole, très souvent lorsqu'on compare les rendements des exploi-ons françaises avec ceux obtenus dans certains pays étrangers s fortes différenciations climatiques ou pédologiques), on ie de dire que 2 à 3 % seulement des futurs exploitants ivent une instruction technique alors qu'au Danemark par nple cette proportion atteint 95 %. De 1960 à 1970 la mise euvre de 10.000 vulgarisateurs permettrait d'élever la produc-é de 5,5 % par an, ce qui représenterait en 10 ans une augmen-on de 70 % du rendement par travailleur.

iiffrons à 1,5 % par an les progrès qui seront réalisés pendant ix premières années. L'augmentation totale de la productivité t en ce cas de 16 % pendant 10 ans et 70 % pendant les nnées suivantes, ce qui ferait en valeur « arrondie » 100 % 0 ans. Il faut en déduire la diminution de l'effectif des tra-eurs agricoles, que l'on peut supposer à 20 %. L'augmentation

de la production pourra atteindre 80 % en sus du niveau de 1950, c'est-à-dire 1.100 milliards pour 1970. Cette réduction de 50 % des bénéfices pourrait peut-être s'accorder avec une réduction de 50 % des investissements productifs. Les bâtiments n'étant comptés déjà que pour la moitié, tous les investissements seraient réalisés à 50 %, soit 3.500 milliards pour les bâtiments, 1.750 pour les autres points, ce qui donne une dépense de 5.250 milliards, qui s'accorderait avec une plus-value annuelle de 1.000 milliards. C'est alors que se pose le problème de l'exportation des excédents. L'augmentation de la consommation intérieure des produits alimentaires étant supposée atteindre 50 % en 1970, la valeur de la consommation, calculée au prix de la production, atteindrait 2.250 milliards. Or la production 1950, accrue de 1.000 milliards en 1970, représenterait une valeur de 2.500 milliards. Il resterait 250 milliards pour l'exportation. Remarquons que si l'effort de vulgarisation avait été lancé dès 1946, nous aurions obtenu un accroissement de 2.000 milliards en 1970, laissant 1.250 milliards pour l'exportation.

Ainsi il apparaît que l'agriculture ne sera en état de fournir, en 1970, le supplément de 50 % demandé pour la satisfaction des besoins que si l'on fait, immédiatement, l'effort nécessaire en faveur de la vulgarisation.

Des résultats identiques peuvent-ils être envisagés pour les besoins énergétiques? M. Bénard s'est attaché plus spécialement à la sidérurgie : c'est qu'en effet de l'évolution favorable de la production française dépend la réalisation du programme d'investissements et l'accroissement de la production de biens d'équipement, la demande d'acier et de produits sidérurgiques étant l'un des premiers secteurs de l'économie à être affecté par le mouvement d'essor ou de dépression de la vie économique. A la veille de la guerre notre équipement en ce domaine, dont la capacité de production en acier brut était de l'ordre de 11 à 12 millions de tonnes, se trouvait dans un état prononcé de vétusté. Les grandes lignes de la modernisation en cours concernent l'accroissement des capacités unitaires des hauts fourneaux, la réforme des installations de laminage (orientées vers les produits légers), le développement des installations de préparation de minerai afin de réduire la consommation de coke, le renforcement des installations annexes (cokeries et centrales). Tout effort se heurte ici au niveau insuffisant de nos disponibilités en coke métallurgique et en charbon

céfiable. C'est dans cette direction que doivent être dirigés les restissements — d'un rendement de 16 %.

Certains vont rétorquer que de telles prévisions se heurteraient les « goulots d'étranglements » — par exemple à la question main-d'œuvre. Les chiffres établis par M. Bénard réfutent cette inte : en 1960 le déficit global de main-d'œuvre sera de l'ordre 3 millions de personnes, de 2 en 1965 pour tomber à 375.000 1970. Il suffirait que le taux de croissance de la productivité lève à 1,6 % pour que, sous réserve des transferts d'emploi lispensables, le « goulot » main-d'œuvre ait disparu en 1970, qu'il atteigne 3,9 % pour que ce « goulot » n'existe plus dès 55. Le plus indispensable de ces transferts, sinon le plus aisé, a sans doute celui consistant à transformer les agriculteurs érés par les progrès de la productivité dans l'agriculture, en vailleurs du bâtiment d'abord, en ouvriers de l'industrie ensuite.

En dépit des théories malthusiennes sur le chômage technolo-ue, l'accroissement de la production et de la productivité ne aît ainsi pas devoir se traduire par une contraction du taux de nploi — à condition que soient réalisés des transferts de popu-on active des secteurs primaire et tertiaire vers le secteur ondaire. Mais le secteur tertiaire se prête difficilement à de es migrations, qui en outre se heurte dans l'immédiat au manque logements, obstacle physique le plus important à tout dévelop-nent économique.

Parlant des « goulots d'étranglement » M. Bénard attire l'atten-ı sur certains des obstacles à surmonter. Il n'était ni dans ses ntions, ni dans le cadre de ses recherches, d'envisager les anismes structuraux de la production eux-mêmes, que nous s contenterons d'esquisser. Depuis 1929 l'économie française pas cessé de se détériorer, au point qu'actuellement :

– Quand l'inflation est vive la production suit avec lenteur, s que si la stagnation intervient les prix ne baissent que lement ;

– La sensibilité des prix à la hausse, leur inertie à la baisse, t plus fortes en France que dans les autres pays ;

– L'évolution est commandée moins par la situation des nces publiques et la balance des échanges que par des mou-ients de psychologie collective des producteurs et des consom-teurs ;

— Inflation et régression ne sont pas en France des risques alternatifs, mais des risques simultanés.

Cristallisées au cours de trente années d'inflation, nos structures consacrent la sclérose des mécanismes concurrentiels, en faussant les coûts l'inflation a abouti à ce qu'en période de crise les plus forts n'éliminent pas les plus faibles et a fait de notre économie non une économie de profits mais une économie de rentes. Refusant à la fois les disciplines de la planification et celles de la concurrence la France a choisi un dirigisme orienté vers la conservation des situations acquises. Nous rejoignons ici M. Bénard, car le vrai problème des années à venir, celui en face duquel s'effondrent tous les mythes révisionnistes, c'est l'insuffisance des ressources par rapport aux besoins, c'est l'inflation.

Les objectifs déterminés par cette grande enquête prévisionnelle peuvent-ils être atteints par le jeu naturel des mécanismes économiques? Nous ne le pensons pas, car ces mécanismes se sont sclérosés et ne pourront être remis en route que par une double reconversion, technique et géographique. En éliminant la concurrence l'inflation a permis la survie d'innombrables entreprises qui, par leur structure et leurs moyens, se trouvent pratiquement à la limite de l' « économie de subsistance » — dans le temps même où une partie de la France s'enrichit pendant que l'autre s'appauvrit. Depuis la fin de la guerre seuls trois départements se sont enrichis au sud d'une ligne Le Havre-Mulhouse : les Côtes-du-Nord (à cause des primeurs), les Pyrénées-Orientales (pour la même raison), les Alpes-Maritimes (avec les fleurs), alors qu'au nord de cette ligne l'enrichissement est général. Ces grandes disparités régionales se confirment par les résultats du dernier recensement de la population, comme par l'état de sous-développement dans lequel se trouvent déjà des régions comme les pays bas-alpins, les plateaux granitiques du sud-ouest du Massif Central, etc. D'ailleurs réadaptation structurale et technique d'une part, réaménagement du territoire d'autre part, ne constituent pas deux problèmes distincts, mais deux aspects complémentaires d'un même impératif. Il est vain de prôner un réaménagement tout en maintenant les subventions aux cultures alcooligènes — c'est ce que l'on fait actuellement.

Aussi bien les analyses prévisionnelles de M. Bénard ne pouvant, en raison de leur caractère scientifique et de leur sens du concret social, guère susciter de réserves, un effort doit être entrepris

ır le plan de la politique économique, afin que par le jeu de formes de structures et par une nouvelle prise en considération ·s phénomènes de localisation géographique, l'économie française it réorganisée sur des bases spatiales et techniques nouvelles. Les édits nécessaires aux investissements ne sont pas hors de nos ıssibilités, ils seront trouvés le jour où les pouvoirs politiques cepteront le principe des transferts des secteurs improductifs rs les secteurs productifs, le jour où la structure du budget pondra aux nécessités nationales. Les sommes versées depuis la erre à plusieurs féodalités (les betteraviers par exemple), les .000 milliards dépensés, en sus de la guerre d'Indochine, par la éfense Nationale, etc. eussent permis des réalisations positives ıns le domaine économique.

L'expansion économique ne sera réalisée que par un changement mplet dans les perspectives politiques.

Claude DELMAS.

René Dumont.

UNE POLITIQUE AGRICOLE : INVESTISSEMENTS, EXPANSION, DISTRIBUTION

1. — Rappel historique.

Dans le cadre du Capitalisme libéral, notre agriculture connut une certaine phase d'expansion, et les constructions se développèrent dans nos campagnes sous « l'Empire bâtisseur », celui de Napoléon III. Cependant nos champs éparpillés et le cadre rigide des rotations obligatoires du Nord-Est ne permettaient pas un progrès comparable à celui de l'agriculture anglaise, où chacun travaillait derrière ses « enclosures ». Les économies paysannes étaient trop accaparées par l'obsession de la terre, qu'elles disputent depuis des siècles (et continuent à disputer) aux féodaux et aux bourgeois, non seulement en se privant de tout, mais aussi aux dépens d'éventuelles dépenses d'équipement. En bas-Bugey ils ont ainsi payé l'hectare jusqu'à 10.000 francs-or! Tandis que le « farmer » anglais se contentait sagement de sa position de locataire, et consacrait l'essentiel de ses ressources, (jusqu'au déclin de l'agriculture britannique, qui commença en 1872), à la modernisation.

En 1880, Méline, député des Vosges, fut surtout soucieux de plaire aux industriels cotonniers, qui voulaient préserver le pouvoir d'achat de leurs clients ruraux, et faire ensuite accepter plus aisément un protectionnisme industriel. Il était plus habile de le faire passer après celui de l'agriculture. Méline commit ainsi la faute grave de dispenser nos agriculteurs de l'effort nécessaire à toute compétition, effort auquel la majorité des ruraux ne consent que si elle y est acculée. Comme le taux de protection adoptée fut au moins égal pour l'industrie, notre paysannerie n'en retira, et n'en retire encore finalement, aucun avantage réel.

La stagnation ainsi déclenchée se manifesta spécialement par *l'extension des prairies naturelles permanentes*, qui sont autant de

lemi-friches » et constituent un retour aux formes pastorales production, *à une sorte de pré-agriculture, anachroniquement longée à l'époque moderne.* Sous le climat normand, si favorable une pousse prolongée presque toute l'année, l'herbage négligé Calvados ne donne que 12 à 1.300 unités fourragères, soit quivalent nutritif de 12 à 13 quintaux d'orge à l'hectare. Alors sous labour il rendait déjà plus vers 1860, et devrait être ourd'hui, si la culture y avait continué, aux environs des quintaux. L'épargne rurale, mobilisée par les banques, équipa 1870 à 1914 le monde entier, sauf la France et ses colonies : ne de haute trahison, que nous n'avons pas fini de payer.

Le Danemark se battait sous la bannière plus dynamique du italisme encore libéral, abandonnant le libre échange le dernier, ne après l'Angleterre, en 1934. Mais il se procure aujourd'hui moyens de production à bas prix, ce qui compense largement ligation où se trouve ce pays exportateur de vendre au prix ndial.

L'immobilisme n'est guère réalisable, car la vie est mouvent. Une structure économique de stagnation nous amène bientôt recul, au malthusianisme, à la recherche de la sauvegarde des derrière les restrictions de production. Dès 1932 se dressent barrières surélevées aux frontières, puis s'élaborent les Statuts coles et betteraviers, le contingentement des emblavures de l'abattage du cheptel présumé tuberculeux, etc... Les Offices icoles départementaux, stigmatisés par Caillaux dès 1934 me « ayant trop bien vulgarisé le progrès agricole » (n'exagé- rien !) sont supprimés par les décrets-lois Laval 1935.

a guerre ramène plus efficacement la disette, et le plan Monnet orte des éléments de redressement. Si le chiffre prévu de tracs a été atteint, leur emploi trop individualisé est loin d'être ours économique. Certaines « trop petites fermes », qui n'ont renvoyé de chevaux, se sont rapprochées de la faillite depuis lles en ont acheté un. Le remembrement, le drainage, l'emploi engrais restent très loin en dessous des projets du premier . 1,5 million d'hectares ont été remembrés en huit ans, au de la prévision d'un million par an [1]. 2.000 hectares sont drainés

L'Allemagne Occidentale, qui prévoyait en 1949 le remembrement ans, vient d'annoncer son intention de le terminer dans 10 ans. Il reste en France au moins 15 millions d'hectares exigeant à des degrés s ce regroupement.

par année, au lieu des 70.000 prévus! A ce rythme, inférieur à celui d'avant guerre, il nous faudrait 1.500 ans pour drainer les 3 millions d'hectares de nos terres qui en ont le plus urgent besoin! Car nous n'avons pas créé les larges secteurs de drainage, structure d'accueil indispensable à l'emploi économique de draineuses mécaniques. Tous nos voisins du Nord-Ouest de l'Europe les utilisent; et nous drainons encore à la main.

2. — Situation actuelle : 32 francs de l'heure.

1953 et 54 marquent un relèvement sensible de notre production agricole, résultat de l'action conjuguée d'une bonne année et de l'ensemble des mesures du premier Plan. Mais nous restons à 113 % de la production d'avant-guerre, contre 156 % en Angleterre. Notre balance *alimentaire* reste largement déficitaire, 180 milliards d'import pour 100 d'export, quoiqu'elle se redresse ces derniers mois. En y incluant les matières premières d'industrie d'origine rurale, notre balance *agricole*, qui comprendrait la grosse masse des textiles, serait bien plus déficitaire.

Il serait dangereux de conclure des résultats de l'an dernier que notre problème agricole est en bonne voie de solution. Certes, les achats d'engrais n'ont jamais été si élevés, puisque leur délai de livraison s'accroît. Mais tout tableau d'ensemble cache chez nous une réalité plus complexe. Les grosses recettes de 1953 viennent surtout des *cultures trop protégées, blé et betterave*, qui dominent sur les riches limons du bassin de Paris, *fief traditionnel de l'agriculture capitaliste.* Aussi les prix de ces denrées sont-ils exceptionnellement hauts, *au détriment d'une large fraction de la paysannerie.*

Laquelle? Celle qui peine dans les régions de montagnes, soit définitivement ingrates, ou seulement sous-développées. Ils vivent surtout des produits de l'élevage, lait et viande, qui sont en baisse, mais achètent leur pain et leur sucre. Depuis 1936, le rapport de prix blé/lait, toujours faussé en faveur du blé, a joué à leur détriment et le paysan savoyard ne cachait pas son amertume du pain cher dès 1938, lui qui vend du lait et des jeunes bovins et pour qui la farine (ou le pain, s'il ne cuit plus) constitue le plus gros poste de dépense.

.e scandale betteravier [2] était plus grand encore, qui consacrait à 15 milliards des fonds publics par an à combler le déficit la Caisse des alcools. Les riches régions de grosses fermes du sin de Paris, dejà favorisées par la nature, par leur degré volution technique, par leur haut équipement, étaient de plus jet d'une sollicitude toute particulière des pouvoirs, qui saient à pleins bras pour elles dans les caisses publiques.

.e riche distillateur du Vexin, du Valois et des plateaux briards it encore de recevoir un témoignage de la particulière solli-.de des pouvoirs publics, par la subvention de 15 % sur les ats de machines agricoles. Elle profite surtout aux grosses loitations, les seules qui les utilisent vraiment économiquement. subside sur les engrais aurait déjà profite à un plus large emble paysan. A ce tableau de prosperité, en partie acquise détriment de l'intérêt national, s'oppose en un diptyque assez ayant *le vrai prolétaire des temps modernes* [3], *le paysan monta-rd.*

'u hameau des Garrigues à Manhac (Aveyron) aux Monts Livradois, au sud du Puy-de-Dôme, à la Haute-Loire, au centre Morbihan et aux Vosges alsaciennes, se dégage la même impres- de misère. Le calcul des heures de travail de la famille sur erme et des recettes nettes de ces trop petits « *microfundia* », rdés à l'économie de subsistance, aboutit, pour la dernière .pagne, à un gain *de 30 à 35 francs par heure de travail paysan nourri*, compte tenu de la valeur de tous les produits de la ie auto-consommés. Encore, pour obtenir ce taux, ne faut-il ibuer aucune rénumération aux modestes capitaux engagés. *ette distorsion entre campagnes riches et pauvres ne peut que graver*, sans intervention spéciale de la puissance publique. régions riches disposent de fortes recettes, se modernisent, ttent plus de machines et d'engrais. Les autres, qui n'en ont tant jamais utilisé beaucoup, en mettent de moins en moins.

Voir dans un article de *France Observateur*, 1er numéro de juin 54, une nente étude sur le « lobby betteravier », que j'ai des raisons person-s de bien connaître.

Voir notre étude des paysanneries pauvres de France dans : *Voyages rance d'un agronome*, éditions Génin. Celles d'Europe, Est compris, que et Asie sont examinées dans notre *Économie agricole dans le monde*, Dalloz. Nous avons, dans les conclusions de ces deux livres, déjà ché à dégager, plus en détail que dans ce court article, les bases de .e pourrait être une « politique agricole de gauche » française, puis péenne et mondiale.

Leur situation est dans une certaine mesure comparable à celle des pays sous-développés par rapport aux États-Unis, pays d'économie dominante. Si de 1872 à 1952 l'agriculteur danois a multiplié sa productivité par 4,7, et le français seulement par deux, c'est que d'un côté l'ensemble du pays suit le progrès, et que de l'autre le quart seulement marche à fond; le retard des trois autres quarts est fort variable, s'accentuant parfois jusqu'à la totale stagnation (Hautes Montagnes).

Ainsi s'explique que nous gardions encore 28 % de population agricole, proportion excessive pour un pays déjà industriel, soulignant notre retard de modernisation. Le Danemark, qui exporte près de 60 % de sa production agricole, n'en a que 21 %. Et les Pays-Bas, surpeuplés mais quand même exportateurs nets d'aliments, 19 % seulement.

3. — Objectifs de l'accroissement de production et premiers obstacles.

L'accroissement *rapide* de notre production et de notre productivité agricole s'impose, puisque l'objectif d'une politique de gauche est à la fois *le relèvement du niveau de vie des masses et l'amélioration de notre balance des comptes.* Cette dernière est la seule base solide d'une indépendance économique, substratum indispensable de l'indépendance politique.

Il urge de nous libérer du nœud coulant passé autour de notre économie, avant qu'il ne se resserre trop. *A cette seconde libération, aussi indispensable que la première, notre potentiel agricole* mieux exploité peut apporter une contribution décisive.

Cependant l'état d'esprit du paysan moyen n'est pas, à l'heure actuelle, toujours favorable à une politique d'expansion. Il est aisé de le comprendre, puisque le début d'expansion des dernières années a amené une baisse marquée des cours à la production. Certes nous ne pouvons maintenir nos cours intérieurs trop au-dessus des prix mondiaux, si nous voulons devenir exportateurs permanents. Mais la baisse actuelle ne se répercute pas suffisamment à la consommation : 10 % de baisse de la viande au détail, contre 35 % à la production, en 1953.

Car la France comporte *une structure excessivement onéreuse de son réseau de distribution.* Le nombre de boucheries a doublé

ns Lyon même, à population constante, depuis l'avant-guerre. « trop petite » boutique de fruits et primeurs qui vend peu, nc cher et mal, car les produits y perdent vite leur fraîcheur, ment essentiel de leur valeur hygiénique, est un scandale per-nent. La productivité y est aussi ridicule que dans la trop ite ferme. Une patente fixe à taux relativement élevé en éli-nerait progressivement une fraction importante, pour aboutir a dominance de la grande boutique, type « self-service », à une productivité de distribution.

Les agriculteurs se plaignent à juste titre des taux excessifs levés par les commerçants. Ils réagissent mieux, quoique ne façon encore très insuffisante, quand au lieu de se lamenter [4], organisent des circuits-témoins de vente, comme les coopéra-s de vente de la viande (à Mantes, par exemple).

Un autre obstacle est notre fiscalité, à dominante de prélève-nts indirects, donc typiquement réactionnaire. Nos proprié-es payent des impôts fonciers fort modérés par hectare rela-ment à ceux des pays à agriculture progressiste, comme les ys-Bas et surtout le Danemark, imprégné de doctrine « geor-e ». Mais l'agriculteur français qui veut moderniser, achète ucoup de moyens de production et, ce faisant, paie d'excessives es de transactions. Ainsi le cultivateur moderne du Cambrésis e en réalité la part d'impôt de ceux des herbagers normands ne font rien pour améliorer la pousse de l'herbe. Un impôt ant compte, non de l'utilisation, mais de la seule « potentia- » du sol, inciterait à utiliser celle-ci à fond. Réserve serait ntageusement faite pour les prairies « labourables », où une taxe de « non culture » sur les vieux prés permettrait de détaxer dant plusieurs années ceux qui, en les retournant, les réin-rent dans le circuit à haute productivité. De même serait axé celui qui remettrait la charrue dans les friches, dont une tie est valable. Mais la remise en valeur des prés, où l'effort plus productif, se classe prioritaire.

. Au cours d'une conférence le 29 avril 54 à la Société libre d'agriculture Châteauroux, j'ai été frappé par la réaction des éléments bien pensants, lisant libéraux, et qui prétendaient que toutes les mesures d'économie cole devaient être le fait de l'État, à qui ils réclamaient « seulement » *rité et débouchés*. Ils ne voyaient certes pas que c'était là *une exigence onomie de plan*. Leur attitude était celle de mineurs, abdiquant tout re les mains de leur tuteur l'État — pour pouvoir ensuite mieux riminer contre lui.

Une fiscalité plus directe et un réseau de distribution plus court, avec des produits normalisés, comme va commencer à le réaliser la gare-marché de Bercy, commenceront à lever certains obstacles à la modernisation. Mais le vice congénital du capitalisme semble bien être l'*insuffisance de distribution du pouvoir d'achat*, qui reste incapable d'absorber l'ensemble de la production.

4. — L'accroissement des débouchés internes.

L'insuffisance d'alimentation d'une fraction importante de la population française est souvent niée, spécialement par la bourgeoisie rurale. De bonne foi parfois, si elle regarde seulement autour d'elle, où elle n'aperçoit que des visages bien nourris, sinon repus.

Les nombreuses enquêtes sur l'alimentation, notamment de l'Institut National d'Hygiène, nous montrent au contraire que des groupes importants de la population ont une ration insuffisante par rapport aux données de la diététique moderne. Les retraités modestes et plus encore les économiquement faibles, non retraités ou chômeurs; les titulaires de bas salaires, ouvriers, spécialement ouvriers agricoles; et les petits paysans, nos « 32 francs de l'heure », sont évidemment, du fait de leurs faibles ressources, les plus mal nourris.

Le petit producteur qui ne peut consommer à sa suffisance les denrées de la terre, est un fait beaucoup trop mal connu des urbains : car ils n'ont avec les ruraux, dans leur grande majorité, que les contacts trop superficiels des vacances. Les primeurs et fruits exotiques sont presque toujours absents de nos campagnes pauvres, groupe auquel vient de s'ajouter le Midi viticole.

Pour l'avenir de la nation, les carences les plus graves sont celles qui touchent les groupes les plus vulnérables : femmes enceintes ou allaitantes, enfants et adolescents. Les déficiences les plus redoutables sont celles de calcium, phosphates et autres sels minéraux, de vitamines et protéines animales.

L'accroissement de la consommation du *lait*, en nature, yaourt ou fromages cuits, surtout par les groupes vulnérables, est d'une urgente nécessité. L'été 54 tout le lait produit, dans le Sud-Ouest notamment, n'a pu être utilisé et fut en partie jeté. Chaque printemps l'espoir avoué des dirigeants syndicaux des produc-

rs de lait est qu'une calamité, sécheresse ou fièvre aphteuse, nne freiner le flot montant de la production. Ce qui les dispense plus rude effort de progrès technique qui, en réduisant le t, favoriserait l'expansion de la consommation.

iennent ensuite les fruits et légumes verts, les œufs et la ide. Si une partie de notre bourgeoisie mange trop de viande, ant apparaître une moyenne nationale suffisante, d'autres ses n'en consomment pas assez.

ne politique d'expansion, visant un accroissement de produc- pour réduire le prix de revient, liée à une réorganisation du au de distribution, permettrait de distribuer à la fois plus de voir d'achat et plus de produits. En ville, l'agriculture, indus- typiquement démocratique, a intérêt au *plein emploi et au ·ement préférentiel des bas salaires*, même au prix d'un écrase- t progressif de la pyramide des revenus (du reste caracté- que des pays socialement évolués) : car les petits salaires t d'abord aux achats d'aliments. Le chômeur partiel réduit , contraint et forcé, ses achats de denrées chères, légumes s et fromages, beurre et viande [5]. Quand vous aurez partagé ·pas d'un salarié à 18.000 francs par mois, ou d'un paysan à francs de l'heure, vous comprendrez mieux les possibilités croissement de la demande.

votre interlocuteur vous renvoie l'argument « bourgeois ique » de l'inélasticité de notre estomac, de l'impossibilité lépasser tant de calories journalières, il vous sera aisé de lui ndre. Pain, pommes de terre (sinon même rutabagas et nambours, encore moins coûteux à produire que la « patate ») nargarine permettent de remplir l'estomac à peu de frais et tent vite les débouchés agricoles. Mais chaque fois qu'une rie animale intervient dans la ration [6], elle a nécessité l'éla- tion préalable d'environ 7 calories végétales (plus pour la de de bœuf, moins pour le lait et le porc) : donc multiplié tant la production agricole nécessaire. La seule limite réelle le pouvoir d'achat; et l'éducation ouvrière, notamment en ère d'alcoolisme, sérieux frein à l'amélioration alimentaire.

30 % de viande de moins dans les quartiers ouvriers de Roubaix- coing, quand le textile ne travaillait plus que 30 heures par semaine 952.

Voir *Économie alimentaire du globe*, par Cépède et Lengellé; Ed. n.

Il serait lui aussi justiciable de la fiscalité, dans le cadre d'une politique de gauche qui renoncerait à la facilité.

Nos taxes sur les boissons alcooliques comblent en partie seulement, nous l'avons vu, le déficit de la Régie des alcools et par là perpétuent des cultures inutiles, en assurant de confortables rentes aux grosses fermes à distillerie. Au contraire les mêmes taxes en Scandinavie subventionnent la consommation du lait. Celle-ci constitue le type de la mesure de transition, permettant de s'échapper du cercle infernal capitaliste, « sous-consommation freinant l'expansion de la production ». Les Anglais distribuent gratuitement le lait aux enfants des écoles, et une fermière du Shropshire, membre du parti conservateur, s'étonnait fort le printemps 54 devant moi que nous n'en fassions pas autant en France. La consommation du lait et de ses dérivés n'est que de 5 à 8 % supérieure à l'avant-guerre en France; mais de 30 % en Angleterre, que l'on dit vite affamée[7] !

5. — L'expansion de l'exportation et l'orientation de la production

Pour développer assez vite la consommation intérieure des denrées de première nécessité, il nous faut donc sortir du cadre du régime capitaliste, faire appel à des « mesures distributives », telles qu'un gouvernement de gauche pourrait les appliquer en France. Pour le commerce extérieur, nous raisonnerons d'abord dans le cadre de l'économie traditionnelle.

Les prix français sont trop chers, dans de nombreux domaines, industriels comme agricoles, par suite de la forme décadente qu'a prise depuis trois quarts de siècle notre capitalisme, n'assurant plus une cadence suffisante d'équipement. Cependant l'écart n'est pas le même dans tous les domaines. Pour laisser dans une première phase se jouer la fraction utile du jeu libéral, une aide de taux uniforme à l'exportation se porterait automatiquement sur les secteurs les plus proches de la compétition. Celle-ci exige d'abord une meilleure technicité. Que la prairie normande « modèle XVIIIe siècle » ne soit pas compétitive en face de la pâture très fumée hollandaise ou de la prairie labourée anglaise ou danoise

7. Objectif en voie de réalisation.

doit pas nous étonner : seul le contraire le ferait. Les milieux ricoles agitent d'abord le coût plus élevé des moyens de production — mais la main-d'œuvre constitue une part plus élevée des is, et elle est moins chère ici qu'en Scandinavie.

Cependant là encore une action s'imposera. Les prix du matériel ricole anglais étaient, avant la subvention, autour de 55 % des tres. Le problème du carburant est une plus simple affaire de xe, mais les possibilités de fraude limitent l'ampleur de la détaxe sible du carburant agricole.

Blé et surtout sucre, surprotégés, sont de ce fait trop éloignés s prix mondiaux pour qu'il soit intéressant de se lancer à trop ande échelle dans l'exportation. Cependant le trop haut degré protection oriente vers eux les agriculteurs inquiets : ce qui us amène des excédents fort importants de blé.

Depuis des années nous réclamons un effort spécifique sur les urrages et l'élevage, et pour l'aider nous nous sommes spécialisés en cultures fourragères. Répétons une fois de plus nos arguents. Les surfaces destinées à nourrir les animaux occupent les ois quarts des sols exploités par notre agriculture : 24 millions hectares sur 32. La moitié revient aux prairies naturelles, dont us avons souligné l'état déplorable : celles-ci ne fournissent pas tiers de nos ressources fourragères. Nous avons mis au point Lyonnais, sur sols fort pauvres, des techniques de resemis i permettent de multiplier par cinq à douze (de 5 à 60 quintaux équivalent orge à l'hectare) la production initiale — il est vrai ès basse — dans de bonnes conditions de rentabilité des dépenses. vec ces techniques, nous pouvons *augmenter rapidement la production des dentées animales, condition d'une expansion industrielle i en relèvera la demande*, tout en abaissant progressivement le ix de revient. L'Europe a encore des besoins élevés non satisits de produits animaux, surtout de viande.

6. — Nourrir ceux qui ont faim.

Mais ici encore tous ces besoins ne sont pas solvables, et c'est le drame. Hors d'Europe les affamés de nos territoires d'Outre er sont innombrables, et j'ai été mieux placé pour comprendre problème indochinois, car j'ai vécu en 1931 la famine du Nghê-An, ns ce Nord Annam, qui fut alors volontairement non secouru

par ordre de notre administration coloniale. Aussi le Nhgê-An fut-il naturellement un fief « Viet-minh » de la première heure.

Le drame se répète en Afrique du Nord, où même les plaines fraîches et irrigables de la Mitidja sont plantées en vignoble qui sert à suralcooliser la population française, comme si notre production n'y suffisait pas! Alors qu'elles pourraient contribuer largement à mieux nourrir les musulmans. Ayant parlé des « privilèges abusifs » de ces « vignerons à 50.000 hectolitres », j'ai été vivement pris à partie par la *Revue Agricole d'Afrique du Nord*, sous le titre : « Il faut que cessent les calomnies contre la colonisation française![8] »

Le drame est pire encore en Afrique Tropicale et Équatoriale. La Coopérative laitière de Dieppe a par moments « intérêt économique » à envoyer son lait écrémé à la mer, mais les enfants noirs de l'Oubangui au Gabon, du Sénégal à la Côte d'Ivoire, meurent en masse au sevrage tardif, faute d'un peu de poudre de lait écrémé. Les plans d'investissements Outre-Mer ignorent les lois de l'alimentation et oublient aisément la primauté de l'homme, idée de base du socialisme, qui nous conduit d'abord à le préserver.

Si nous sortons de cette ainsi nommée « Union française », la masse des peuples à l'économie en retard reste dans une misère effroyable. Le sort du monde, dans la compétition actuelle, est évidemment dans leurs mains, et d'abord dans celles de l'Inde. Restreindre volontairement (comme le fait déjà l'Amérique) la capacité de production agricole en Europe serait une insulte à cette misère. D'autant que cette Europe importe encore beaucoup d'aliments provenant de pays dont le niveau alimentaire est très inférieur au sien. Ce problème ne se résoudra pas seulement sur le plan monétaire, il accédera bien à un moment donné au plan moral. Ce jour-là, le jugement du Tribunal mondial, sur la façon dont la France *sous-exploite son potentiel agricole*, risquera d'être sévère.

Il n'est pas question de nourrir gratuitement et perpétuellement les affamés du monde entier. Mais rien ne nous dispense

8. Toucher aux privilèges est évidemment calomnier (nº du 1er janvier 1954). A la suite de cet article, le Ministre de l'Agriculture a longuement retardé la signature d'un arrêté me nommant professeur, à la suite d'un concours régulier. Encore une velléité de Mac Carthysme, qui ne respectait guère les « privilèges de l'enseignement supérieur ».

- et la simple préoccupation de sécurité nous le conseille — de ›lémentaire devoir de solidarité. Par une aide provisoire d'ali-ents, et une assistance plus continue en technicité et en équi-ment, l'Europe doit aider à sortir plus vite de leur misère tous pays sous-développés. Attention que sans intervention massive ır situation s'aggrave, la production ne suit pas l'accroissement population [9].

7. — Et nos régions marginales?

Sont-ils tous hors de France? Si l'Italie présente l'angoissant oblème de son « Mezzogiorno », nous avons aussi notre « Sud la Loire », suivant une expression courante dans les milieux ricoles. Elle est évidemment trop schématique, car au sud de fleuve existent certains noyaux d'agriculture moderne; notam-ent les cultures spécialisées, vignes, fruits, primeurs, fleurs. au nord de la Loire l'herbage normand comme les plateaux lcaires du Nord - est, de la Meuse et de la Haute-Saône à la ›te-d'Or et à l'Yonne, sont bien spécifiquement, quoique sous ux aspects fort différents, des régions sous-développées. Même Bretagne pourrait connaître un développement comparable celui de l'Est des Pays-Bas et du Jutland danois, car si le sol est aussi pauvre, le climat y est plus favorable à la végétation. Pour ces régions ont été parfois réclamés des « prix différentiels », tamment du blé. Ils supposeraient pour le contrôle un impos-le réseau de douanes intérieures et inciteraient à développer tte céréale dans des conditions de milieu qui lui conviennent al. Depuis quatre ans, nous proposons plutôt une solution adaptée « marginal land » anglais, spécialement dans sa première nception. Le Trésor britannique couvre à fonds perdus la oitié des dépenses d'amélioration foncière des régions sous-veloppées, l'agriculteur couvrant l'autre moitié.

Cette mesure devrait s'accompagner d'une réduction du taux cessif de protection des cultures du secteur riche, betterave même blé [10], et d'une meilleure organisation des marchés des

). Voir J. de Castro, *Géopolitique de la faim* et notre *Économie agricole ns le Monde.*

10. Certes des petites fermes de régions pauvres vendent un peu de blé, is ce sont les grandes exploitations, généralement moins pourvues de ail, qui en fournissent le plus. Au Danemark c'est la bataille sur le x des céréales, que les grandes fermes vendent et que les petites achètent

productions essentielles des régions marginales, c'est-à-dire les denrées animales, lait et viande. Ce qui est du reste en voie de réalisation, surtout pour la viande, mais encore trop peu poussée. La *National Farmer Union* anglaise, de tendance « conservatrice », n'hésite pas à proposer actuellement la création d'un Office de la viande.

En même temps serait dispensé à ces régions, plus densément encore qu'ailleurs, l'enseignement et la vulgarisation agricoles. Mille vulgarisateurs de plus en France, à raison de 2 millions chacun par an, frais de déplacement et tracts compris, cela ne représente que 2 milliards, ce n'est là qu'un jour de guerre d'Indochine — cette guerre anti-paysanne pour les deux pays, qu'a cautionnée notre parti « dit paysan », et qui a absorbé toutes les ressources qui eussent pu nous moderniser *rapidement*. L'efficacité de cette vulgarisation, nous l'avons prouvée dans le Lyonnais, où fut quadruplée en six ans la production laitière des fermes qui ont suivi en tous points les conseils de modernisation fourragère de notre ami P. Chazal.

Mais cet équipement doit être soigneusement étudié, dans l'ordre rationnel des dépenses [11], pour donner priorité aux dépenses productives et non aux bâtiments; et pour ne pas prôner des spéculations techniquement déplacées. Ainsi à Arvieux (Hautes Alpes) se déroule une intéressante expérience de modernisation montagnarde, qui me paraît aller trop loin en intensité.

La montagne, milieu ingrat, appelle plutôt une solution extensive, la descente en altitude de l'alpage estival, avec réserves fourragères hivernales produites aussi plus bas, donc à moindres frais. C'est sur la plaine riche, comme l'herbage normand et en général nos vieux prés, que paient le plus les efforts d'intensification.

8. — Agrandir nos microfundia.

Et surtout les fermes d'Arvieux, comme de l'Isère et de la Savoie, sont trop petites pour être rentables. Il en est de même pour la

pour leur cheptel, qui a déterminé une fort nette scission entre les « Sociétés de petits cultivateurs », assez liées au parti socialiste, et les « Associations agricoles », classiquement de droite, groupant surtout les moyens et gros agriculteurs.

11. Voir dans la revue *Économie rurale*, 50, rue de Chateaudun, le n° 19 de 1954 sur *La petite région agricole*.

ıjorité des exploitations bretonnes, alsaciennes, basques etc... ›us abordons là un point fort délicat, toute politique de gauche ıdant naturellement à défendre le « petit », fermier ou commerıt. Or, quelle que soit la structure économique, la somme de hesses distribuées ne peut dépasser celles qui sont créées, et les p petites entreprises ne peuvent se moderniser économiquent, donc obtenir une productivité satisfaisante du travail. polyculture normale, alternant céréales et fourrages, hors cultures spéciales et des pourcentages très élevés de plantes clées, *la ferme familiale hautement productive se groupera autour n tracteur* — ou mieux d'un porte-outils — *ce qui exigera un ıimum de trente hectares ;* et plus encore, là où l'herbe domine. ₋es lois sur le blé ou le vin protègent encore le microartisanat icole, entravant l'évolution normale vers l'agrandissement, s'en trouve freinée mais non supprimée.

Attention que la concentration en grandes fermes du type ssin parisien risque de renforcer la puissance économique du italisme, de créer une situation sociale non satisfaisante. Alors révélera intéressante, à mesure qu'elle sera mieux comprise la mentalité paysanne, une certaine concentration coopéra-, dans le sens déjà réalisé par les Coopératives d'utilisation matériel agricole, ou C.U.M.A. L'agrandissement est aidé par égislation suédoise, qui favorise le regroupement des trop petites loitations. Mais la concentration, même ainsi aidée, n'y semble de vitesse suffisante pour suivre l'évolution des techniques [12]. mesures plus révolutionnaires s'imposeront un jour [13].

ela ne veut pas dire qu'il ne faut pas, dans la phase de tranon actuelle, apporter toute l'aide technique possible aux ites fermes; mais de préférence aux jeunes titulaires de ces rofundia, puisqu'il nous faut bien laisser les vieux finir leurs rs en paix. Cette assistance technique et d'équipement vau-

2. Voir les *Cahiers économiques*, mars 1954, notre étude sur « Politique cole et petite exploitation en Scandinavie ».

3. Un bon exposé des thèses de réformisme intelligent, si peu répandu nos milieux agricoles, se trouve dans le très intéressant volume récemt publié à Genève par les Nations Unies et l'Organisation pour l'alitation et l'agriculture (F.A.O.) intitulé *Les problèmes de l'agriculture péenne*, notamment pages 17 à 27, 47 à 53. Notons page 23 : « ... la anisation, facteur plus dynamique de transformation qui, d'ici vingt ou trente ans, *pourra devenir assez important pour imposer une réforme cale de la structure de l'agriculture* ». Vingt à trente ans, cela me paraît ucoup.

drait mieux que l'espèce de mendicité que proposent les milieux de grands exploitants, dont certains aimeraient voir se perpétuer les petites fermes à prix de revient élevé, pour continuer à bénéficier d'une appréciable « rente différentielle » [14].

Il faut cependant prévoir un exode rural accru; mais ces excédents de population campagnarde doivent trouver une activité plus productive que la petite boutique, la vente des billets de loterie, les C.R.S. ou l'Armée, qui en absorbent actuellement la majorité.

9. — Une politique d'investissements et d'austérité

Activité plus productive, cela signifie d'abord le renforcement du secteur secondaire, de l'industrie et surtout du bâtiment : car un logement décent est, comme une alimentation qualitativement améliorée, une revendication sociale essentielle. Nos hommes de gauche de la génération précédente ont cru la résoudre par une loi sur les loyers, qui les aurait dispensés d'une politique de construction publique, relayant la construction privée qui n'était plus rentable. Que faire de nos paysans chassés par les tracteurs et la « combine »? Des ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés, de l'industrie et du bâtiment; des cadres pour leurs

14. Le directeur de l'Union des Syndicats agricoles de l'Aisne écrit à un petit agriculteur de Thiérache, qui réclamait plus d'encadrement technique : « Tant que nous n'aurons pas une politique de soutien des « produits agricoles, le progrès technique sera un leurre, s'il s'applique « à la totalité des exploitants... car l'abondance provoquerait un effondrement des cours.... Si l'on veut agir efficacement dans le sens du « relèvement de notre agriculture basée essentiellement sur l'exploitation « familiale, l'objectif le plus important n'est pas d'améliorer le niveau « technique, mais de trouver et de mettre en œuvre les moyens permettant « de garantir à l'exploitation familiale des prix minima suffisants pour « sa production même excédentaire... Le progrès technique découlera « automatiquement de cette mesure économique. »

La Fédération des exploitants, qui a hérité l'esprit de la « rue d'Athènes », défend en paroles dans ses Congrès l'exploitation familiale, mais ne renverse un gouvernement (René Mayer) que sur le problème « betterave à alcool », qui intéresse spécialement quelques centaines de gros agriculteurs-distillateurs.

Les éléments progressifs de cette fédération se regroupent actuellement autour de la Fédération de la Coopération et de la Mutualité agricole, 129 Bd Saint-Germain, où la défense de l'agriculture commence à se situer dans le cadre de la défense de l'intérêt général, sans oublier les intérêts des autres travailleurs.

ègues paysans, ce qui exige plus d'enseignement technique et ns d'inhumaines « humanités ». Le secteur tertiaire compte si nombre d'emplois utiles, caractéristiques d'une civilisation uée, qui doivent largement se développer : ne serait-ce que seignement et tout ce qui gravite autour du tourisme et des rs, donc des transports, des spectacles et du sport ; substitués bistro, qui reste le meilleur allié du capitalisme.

e relèvement rapide de notre production exige qu'une part élevée du revenu national aille aux investissements, agricoles me industriels, qu'il serait illusoire d'opposer l'un à l'autre. réduction de l'aide dollars exige l'augmentation des exporta- s pour equilibrer la balance des comptes. Avec les investisse- ts accrus, il serait malhonnête de dissimuler *qu'une politique uche orientée vers une production plus abondante doit commencer une certaine austérité.*

es affirmations de ceux qui prétendent que nous ne devons nous préoccuper d'accroître nos exportations, constituent a démagogie. Bien conduite, cette austérité pourra être de te durée, et porter d'abord sur les consommations de luxe des es privilégiées, dont les importations de voitures américaines tituent le plus visible symbole (sans parler des vins et alcools, appareils à sous...). Mais l'indépendance nationale devra aussi payée par les travailleurs : la dignité et le sens de l'avenir leur prix.

10. — QUELQUES CONCLUSIONS.

ne politique agricole de gauche doit donc viser *l'expansion us rapide possible de la production agricole française*, spéciale- des denrées animales : ce que rendent aisé les techniques agères modernes. Les textiles, lourd poste à l'importation, en classique de pression américain (coton), méritent aussi attention particulière.

tte expansion impose à la fois une intensification (engrais, nique) et une mécanisation rapides. Cette dernière exige un *ndissement massif de la taille de nos microfundia*, qui accélérera le rural et imposera le reclassement paysan dans des acti- secondaires ou tertiaires utiles. En même temps une organi- n coopérative plus développée mettrait le machinisme le

plus moderne à la portée du petit exploitant et pourrait assurer, si elle est bien gérée, une distribution moins coûteuse des denrées alimentaires.

Ceci suppose *un taux d'investissement plus élevé*, par exemple autour d'un cinquième du revenu national. L'expansion continue exige *l'élargissement du débouché*, pour assurer l'écoulement intégral de tout ce qui est produit; et d'abord une *redistribution plus égalitaire des revenus* entre les diverses couches du pays.

A l'échelon international, l'idée de base qui doit nous guider est la *révolution démographique sans aucun précédent dans l'histoire*, qui se développe déjà sous nos yeux bien inattentifs et va exiger un bouleversement total des structures de production. Depuis peut-être plus d'un million d'années à la surface du globe, l'humanité y a atteint le chiffre de 2,5 milliards d'êtres. Pour la première fois, elle vient de doubler dans le siècle qui se termine cette année. En un demi-siècle elle va nous en apporter probablement autant, atteignant 5 milliards vers l'an 2.004. C'est la première fois que, grâce aux foudroyants progrès de la médecine, elle doublera en un si court laps de temps.

Les investissements agricoles actuels, à l'Est comme à l'Ouest, *sont très largement insuffisants pour permettre à la courbe de production d'aliments de seulement suivre celle de la population*. 1953 fut pour l'Est une année de révision importante de sa politique, accordant enfin une meilleure priorité à l'agriculture (il était temps). L'Europe Occidentale, certes plus avancée, doit faire un effort analogue pour se libérer de la grande majorité des importations (céréales, produits animaux et horticoles) des denrées que son climat favorise. En liaison avec les pays les plus évolués d'Amérique du Nord, elle doit participer à l'équipement nécessaire, sans contrepartie directe, des régions sous-développées d'Asie et d'Afrique, d'Amérique Centrale et méridionale; et même d'Europe méridionale, sinon orientale. Sinon l'accroissement rapide de la misère précipitera la fin du rôle que peut encore jouer l'Europe dans une évolution économique et sociale plus harmonieuse du monde. Mais il lui faut pour cela renoncer plus vite à toute prétention d'hégémonie.

René DUMONT.

VERS UN FRONT POPULAIRE ?

Comme force politique agissante, la gauche, aujourd'hui, n'existe s, et cela ne date pas d'hier : il en est ainsi depuis que s'est désa-gé le Front populaire. C'est là une simple constatation et la réfé-ce à 1936 ne signifie pas qu'il s'agit aujourd'hui de recommencer ictement la même expérience. La Résistance avait sans doute réé une certaine unité, mais cette unité s'étendait bien au delà des ites de la gauche et n'allait pas sans équivoque ; on peut même dire elle masquait à la gauche ses problèmes propres. C'est pourquoi était vain d'espérer qu'après 1945 la Résistance se transformerait une sorte de nécessité interne en une action révolutionnaire ou, moins, profondément réformiste. Pour opérer cette transformation urait fallu précisément que la gauche prît conscience de sa disper-n réelle au lieu de l'imaginer surmontée et s'attachât à se regrouper. fait le prétendu souci de sauver l'unité assurée sous l'occupation servit qu'à empêcher tout regroupement efficace. Sur le plan stric-ent parlementaire, le tripartisme eut pour fonction d'empêcher te entente entre les partis de gauche : il reposait sur leur division ermettait de la cacher. Il faut croire que tout le monde y trouvait avantage. Quoi qu'il en soit, la gauche est aujourd'hui plus celée que jamais. Des trois grandes formations de 1936, le parti ical est profondément divisé et sa politique est telle qu'on peut vent se demander s'il entretient encore avec la gauche autre chose des rapports historiques et s'il pourra en nouer de nouveaux sans ter. Mais la paralysie de la gauche a sa cause essentielle dans position socialistes-communistes. Divers mouvements politiques, nportance variable mais jusqu'ici toujours restreinte, ont essayé remédier. En fait, leur existence même est l'expression de cette sion et du trouble qu'elle suscite plus qu'un moyen d'y parer.

Les facteurs de désunion semblent donc les plus forts. Le choix d'une politique étrangère en est le plus manifeste. Non seulement il oppose le P.C. et la S.F.I.O., mais encore il les conduit à rechercher ou leur fait tout naturellement trouver des alliés sur leur droite. Il aggrave ainsi la division en la noyant sous les confusions. Toutefois il ne la crée pas et il serait tout à fait faux de voir dans le morcellement de la gauche une simple conséquence de la tension internationale. Une détente diplomatique réduirait certainement l'antagonisme entre les deux partis, mais il serait fou d'imaginer que tout serait alors résolu : un obstacle à une action commune aurait disparu, celle-ci n'en serait pas plus aisée pour autant. La priorité actuelle des problèmes de politique étrangère — priorité qui guide aussi bien les communistes auxquels elle permet aujourd'hui de sortir de leur isolement après les y avoir enfermés, que les socialistes qui y trouvent une justification commode de leur anticommunisme — indique l'hypothèque qui pèse sur toute entreprise de regroupement et qui doit être levée d'abord, elle ne signifie pas que le regroupement suivra forcément la détente, si détente il y a. Au contraire, les raisons profondes de la division de la gauche apparaîtraient alors plus clairement. Pas plus que n'y avait suffi la lutte contre l'Allemagne nazie, la recherche nécessaire des conditions d'une paix stable ne permet de définir une politique de gauche. Aussi bien l'anticommunisme des socialistes et l'hostilité des communistes aux « social-traîtres » sont-ils antérieurs à l'actuelle division du monde. Il faut donc en chercher la cause ailleurs qu'en celle-ci.

Le P.C. est un parti révolutionnaire, qui se veut tel et qui en même temps ne sait pas quand il pourra faire la révolution en vue de laquelle il s'organise. Son aspect « totalitaire » n'a pas d'autre origine, il est d'autant plus accusé que les perspectives d'action sont bouchées, il est en somme la manifestation d'un repli inavoué, l'expression subjective d'une impuissance objective à la fois reconnue et niée. Ce parti est par suite amené à mimer constamment la révolution qu'il vise ; s'il obtient quelques résultats, il lui faut toujours les présenter comme « arrachés » par l'action des masses. Mais s'il est ainsi acculé à un quasi-réformisme, il ne peut, sans trahir, s'y résigner et accepter, en jouant le jeu, d' « aménager » la société bourgeoise. Soutenir les revendications populaires, s'efforcer de les satisfaire, sans pourtant donner à croire qu'elles puissent réellement l'être sous un régime capitaliste, telle est la contradiction qu'il lui faut assumer. De là le caractère ambigu — à double fond, si l'on peut

re — de toutes ses revendications : la révolution se profile derrière. › là aussi que, même modéré, il inquiète toujours : et d'abord les rigeants S.F.I.O. qui se sentent nécessairement « débordés » par tte dialectique implacable. Ces socialistes sont en principe réfor- stes, mais en principe seulement. Craignant toujours d'ouvrir une ue à l'action communiste, redoutant de perdre le contrôle des formes, ils n'en proposent sérieusement aucune et opposent à ctivisme parfois verbal des communistes une inertie totale. La uche tout entière se trouve ainsi paralysée.

* * *

Comment en sortir? On imagine mal que les socialistes acceptent jourd'hui de renoncer à un anticommunisme, qui, s'il naît de leur ır et les empêche d'agir, leur procure dans l'immédiat quelques isfactions électorales. On ne voit pas non plus quelles concessions urrait faire le P.C. à moins, tout bonnement, de se supprimer -même. Dans la situation actuelle, l'opposition est irréductible l ne servirait à rien de la minimiser. C'est de ces partis tels qu'ils t qu'il faut partir. Il ne faut pas attendre leur regroupement de r transformation, c'est au contraire celle-ci qui suivra celui-là. ıis est-il possible? Est-il seulement concevable? L'idée d'un regrou- nent implique que la solidarité de gauche pourrait redevenir plus te que des divisions qui ne l'auraient donc pas effacée. Il est de de de dire que la notion de gauche est périmée, que son impuis- ce à se traduire dans les faits est le signe non de difficultés passa- es mais de son déclin définitif. N'est-il pas en effet contradictoire ffirmer de certains partis qu'ils sont de gauche alors qu'ils s'oppo- t aussi résolument? Ils ne peuvent être ainsi qualifiés que si lgré tout la gauche existe d'une certaine manière, que si la possi- té de son regroupement reste discernable. Or, quoi qu'on dise, la ıche existe au moins par le refus qu'elle oppose à la droite. Elle xiste plus pour elle-même de façon positive, mais elle reste l'obs- 'e auquel se heurte la droite. La gauche est divisée : au moins ıent-elle son besoin d'unité et a-t-elle toujours refusé de le satis- e faussement. C'est un premier fait que ni la S.F.I.O.[1], ni le P.C. ıt réussi à représenter l'ensemble de la gauche, qui a su ainsi ne

[1] A vrai dire, il y a dans la S.F.I.O. des éléments qui sont à peine gauche ». Nous prenons ici ce parti dans sa signification générale.

pas se mutiler elle-même. C'en est un second, et plus important, que, malgré les espoirs de certains dirigeants socialistes, malgré leur anticommunisme et les mirages européens, un prétendu « travaillisme français » n'a pu voir le jour. Une telle opération eût été une duperie : elle eût servi de caution aux éléments réactionnaires du M.R.P. et la tendance progressiste de ce parti eût été étouffée plus rapidement encore. Il n'est donc pas paradoxal de soutenir que la gauche existe, dans sa désunion même, par la conscience qu'elle en a et par le choix plus ou moins conscient qu'elle fait de la maintenir plutôt que de se laisser mystifier.

Mais seule une tâche peut l'unifier positivement. Il en existait une voici un an : mettre fin à la guerre d'Indochine. C'est pourquoi la constitution du gouvernement Mendès-France a pu valablement apparaître comme un réveil de la gauche. Mendès-France proposait alors une action sur laquelle tous les hommes de gauche pouvaient s'entendre sans qu'il leur soit demandé d'oublier du jour au lendemain leurs divisions. Mais elle était de portée limitée et ne pouvait être féconde que si elle conduisait à une remise en cause de toute la politique française outre-mer. On put croire avec l'ouverture des négociations tunisiennes que tel serait le cas. Mais celles-ci s'enlisèrent assez vite. D'autre part l'armistice en Indochine pouvait également entraîner une révision des rapports France-États-Unis. On rejoignait ainsi la querelle de la C.E.D., puisque les partisans de ce système s'étaient efforcés d'en faire un test de l'adhésion à la politique « atlantique ». Mais Mendès-France ne désirait pas ébranler celle-ci. Aussi fut-il conduit à stériliser lui-même le mouvement sur lequel il s'appuyait : l'armistice en Indochine ne fut suivi d'aucune mesure propre à éliminer les facteurs d'une reprise de la guerre, le rejet de la C.E.D. fut regardé comme l'expression d'un simple désaccord technique ne portant pas sur la nature même des relations franco-américaines [2]. La gauche retombait alors dans ses anciennes divisions, les communistes considérant que l'hypothèque de la politique étrangère n'était pas levée, les socialistes continuant à soutenir Mendès-France mais devenant sceptiques à l'égard de son « expé-

2. L'aspect « européen » du problème n'était qu'un leurre, comme nous avons eu souvent l'occasion de le dire. Il est inutile d'y revenir. Il est même nécessaire de ne pas se laisser entraîner à ce propos dans une discussion, qui, faussée dès le départ, ne sert qu'à masquer ce qui est véritablement en cause.

nce ». Dans ces conditions la chute d'un gouvernement, dont la stitution avait pourtant marqué une date importante, ne fut plus 'un accident parlementaire. La tentative Pineau était à son tour sée à l'échec. Ce socialiste se proposait simplement de ramasser débris de l'expérience précédente — quelques mesures économiques, entente en Tunisie, maintien du statu quo en Indochine — et rait aux républicains populaires l'occasion d'une revanche et d'une élance européenne ». Cela ne pouvait ni galvaniser la gauche, ni surer ceux qui à droite avaient soutenu Mendès-France pour faire ouer la C.E.D. Cette politique pourtant avait un sens : celui d'une pe préparant le retour à une majorité de droite. Mais dans ces ditions la présence d'un socialiste à la tête du gouvernement ne se tifiait pas : pour un compromis de ce genre, un radical comme gar Faure était plus indiqué. Sans doute il eût été plus astucieux ur le M.R.P. d'opposer les socialistes à Mendès-France, mais les sensions de la S.F.I.O. à propos de la politique européenne daient aléatoire le succès de l'opération. Le gouvernement Edgar ure ramène au contraire le pays dans l'ornière ancienne. Mais ndant ce temps la situation mondiale évolue. Pour la France, c'est mme si rien ne s'était passé, mais tout, le meilleur comme le pire, à nouveau possible.

L'expérience Mendès-France montre qu'il n'y a pas de majorité gauche si communistes et socialistes ne votent pas ensemble. Pour précédent gouvernement, les difficultés ont commencé du jour où il aissé réapparaître leur opposition. Sans doute fut-ce aussi le jour il s'est écarté de ce que les communistes pouvaient accepter en itique étrangère et on dira donc que leur intransigeance est respon- le du divorce. Ce ne sera pourtant pas exact, car Mendès-France vait continuer à recueillir leurs voix[3] *sans s'aligner sur eux. Il ait pu mener ce qu'on appelle une politique neutraliste et le comité ecteur de la S.F.I.O. n'aurait pas pu empêcher le groupe parle- ntaire socialiste de le suivre. Une politique neutraliste, ce n'est effet pas autre chose que l'anticipation active de la détente interna- nale. La preuve en est que celle-ci, si incertaine qu'elle soit encore, déjà admettre des thèses qu'on condamnait il n'y a pas si long- ps comme « irréelles » ou « crypto-communistes ». Comment les ialistes s'y seraient-ils refusés, surtout si en même temps le gouver-*

3. Il ne les « comptait » pas. Mais elles pesaient tout de même et elles ssent maintenu au pouvoir.

nement, débarrassé du souci de gagner des voix à droite, avait proposé un programme économique? Mais il serait tombé? Probablement; seulement, il n'aurait pas été indifférent que la crise eût marqué en même temps l'unité de la gauche. Fallait-il donc à tout prix éviter de tomber? Mendès-France paraissait le croire et le bruit fait aujourd'hui autour d'une « nouvelle gauche » mendessiste explique pourquoi. Ses amis et lui étaient moins sensibles aux oppositions entre partis qu'aux divisions internes de ceux-ci. Il est vrai en effet que les plus importants partis français sont autant de microcosmes, où réapparaissent, déformées par leurs idéologies respectives et par les intérêts économiques et sociaux qu'ils représentent, les oppositions bipolaires[4] *qui caractérisent l'ensemble de la vie politique française. D'où l'idée qu'il serait possible de s'appuyer sur tous ceux qui, dans chaque parti, représentent une certaine forme de gauche. Jusqu'au bout, Mendès-France a tenté cette opération. S'il n'y a pas réussi, c'est que, pour être de même type, ces divisions internes ne se recouvrent pas, qu'elles ne s'opèrent pas dans chaque parti en fonction des mêmes problèmes. Finalement, il n'apparaît pas plus facile de regrouper la gauche des partis que d'unir les partis de gauche.*

Aujourd'hui Mendès-France semble se proposer de refaire du parti radical un « parti de mouvement » et d'obtenir l'appui des socialistes. Mais s'il entend limiter ainsi son action, s'il est vrai que celle-ci réponde au désir d'éviter la formation tant redoutée à droite d'un Front populaire, on peut dire d'avance qu'un nouveau gouvernement Mendès-France n'irait pas plus loin que le premier et qu'il finirait aussi par reculer devant les conséquences de sa politique. Le redressement économique, que Mendès-France a parfaitement raison de mettre au premier plan, implique en effet, s'il est sincèrement et efficacement tenté, l'union des gauches. Sans doute rattraper le retard économique, abandonner le malthusianisme, est un programme qui n'est ni de droite ni de gauche. De bons apôtres en concluent que les distinctions politiques traditionnelles n'auraient plus de sens. Mais s'il est exact que le problème se pose à tout gouvernement, il est faux que n'importe quel gouvernement puisse le résoudre.

4. Bipolaires et non triangulaires. Contrairement à ce qu'on dit souvent, il n'y a pas en France de centre capable de mener une politique originale. Les groupes qui le représentent fournissent simplement l'appoint de voix dont a besoin un gouvernement qui est toujours ou de droite ou de gauche. Peu importe que le chef du gouvernement soit choisi parmi eux.

eul un gouvernement appuyé par toute la gauche peut accepter et ire accepter les transformations de la structure sociale qu'exige progrès économique, obliger les dirigeants de l'économie française renoncer à un malthusianisme qu'ils déplorent en paroles mais i, en fait, sert leurs intérêts. Autrement dit, les tâches à accomplir sont peut-être pas spécifiquement de gauche, mais les intérêts que ur accomplissement mettrait en question sont tels que l'œuvre ne ourra être entreprise et menée à bien que par la gauche. A la rigueur, ıns les circonstances actuelles, il n'y a même pas de « réformisme » ssible. Une entreprise sérieuse de renouvellement économique aurait effet des conséquences d'une telle ampleur que seuls les partisans un changement révolutionnaire pourraient les accepter. Elle per-ettrait donc à la gauche de surmonter ses oppositions paralysantes et, retour, cette renaissance de la gauche serait la condition indis-nsable à la poursuite de l'entreprise. Aussi serait-il illogique de éconiser un programme de redressement économique sans envisager même temps la constitution d'un nouveau « front populaire ». seront ensemble à l'ordre du jour.

***

Une autre tâche, dans le même temps, pourrait solliciter la gauche : 'le de redonner à la France une politique étrangère. Il est faux 'elle ait choisi celle qu'on mène en son nom : eût-elle été consultée, la C.E.D. ni les Accords de Paris, sans doute, n'auraient eu son probation plus que la guerre du Vietnam. Mais il est vain de la rocher aux gouvernements actuels : ils se reconnaissent en elle. ur des hommes comme Pinay ou Bidault, Laniel ou Mayer, nti-soviétisme à l'extérieur, l'anti-communisme et la réaction à ıtérieur, le colonialisme dans l'Union Française sont la traduction turelle des intérêts de classe qu'ils représentent. Il n'en est pas de me des dirigeants socialistes. En paroles au moins ils déploraient venture indochinoise ; le réarmement allemand coupa leur parti deux et ceux-là mêmes qui l'acceptèrent manifestaient leur malaise recourant aux mystifications européennes ; ni la régression sociale la répression en Afrique du Nord ne peuvent avoir leur sanction. ır responsabilité est donc lourde : car seule leur complicité permet politique dont ils critiquent les conséquences et qui déchire leurs upes. Seul le consentement de la S.F.I.O. à la guerre froide et son

ralliement inconditionnel à la politique atlantique autorisent aujourd'hui, derrière un Adenauer, la renaissance de l'armée allemande. Ici encore la rupture socialistes-communistes annihile politiquement la gauche et aliène l'indépendance de la France.

Comment expliquer ce divorce? Est-il possible de le surmonter? Un bref rappel historique est ici nécessaire. C'est la menace soviétique, disent les socialistes, qui en est responsable. Si l'on entend par là cette vérité générale que le mouvement communiste vise en définitive, le monde entier, aucun accord avec l'U.R.S.S. ne sera jamais possible. On oublie seulement, alors, que le système capitaliste pose la même exigence. Réclamer, comme le font les Américains, la « liberté » des communications, des échanges, des investissements, c'est finalement prétendre soumettre le monde aux mécanismes d'une économie de marché, donc *assurer à échéance la domination des États-Unis.*

Si l'on s'en tient au contraire à une époque donnée et qu'on songe à une expansion par la force, ce qui paraît remarquable, ce n'est pas la tendance de l'U.R.S.S. à l'agression mais son respect presque formaliste des engagements pris. Non seulement ses armées n'ont jamais bougé, mais la prépondérance soviétique n'a été imposée qu'aux pays expressément inclus dans la « zone d'influence » russe par la Conférence de Yalta. Dans tous les autres elle a respecté le partage même au prix d'un abandon des mouvements révolutionnaires. Churchill a pu écraser, sans qu'elle intervînt, la Résistance grecque. Elle a toléré contre les démocrates azerbaïdjanais, après son évacuation de l'Iran, la répression la plus féroce. En France enfin le P.C. a « joué le jeu » jusqu'à l'extrême limite, au risque de se couper de ses troupes : renonçant à toute prise du pouvoir, dissolvant les milices patriotiques, freinant ou brisant les mouvements de grève, tolérant même pendant quelques mois la guerre d'Indochine. Il était difficile de demander plus.

Reste la « mise au pas » des démocraties populaires. Il faut ici distinguer deux périodes. Dans la première, antérieure au plan Marshall, la mise en œuvre de profondes réformes de structure (réforme agraire, nationalisations... etc...), la destruction des féodalités et la liquidation des anciennes classes dirigeantes, s'accommoda d'un certain pluralisme politique et d'un respect partiel du « jeu » démocratique. Dans la seconde, on assista à un durcissement brutal dont les manifestations furent souvent tragiques et n'étaient peut-être pas toujours nécessaires mais qu'on ne peut apprécier politiquement sans en chercher le sens.

a première période ne pose pas de problèmes. Une réforme euse des structures de l'Europe centrale et orientale ne pouvait se e que d'une façon autoritaire. On n'élimine pas des aristocraties iennes par la seule force de la persuasion : respecter intégralement règles de la démocratie libérale, c'eût été, tôt ou tard, rendre le voir aux « partis historiques »; on l'avait bien vu après la nière guerre mondiale.

a seconde période, elle, ne ressemble en rien à un mouvement pansion, mais plutôt à la mise en état de siège d'une zone déjà :édée à l'influence soviétique. Mais, dira-t-on, que pouvait ndre l'U.R.S.S.? L'Amérique n'avait-elle pas, montrant naïve-t son désir de paix, désarmé au-delà de sa limite de sécurité lis que la Russie conservait ses divisions sous les armes?

a vérité est moins simple. L'Amérique, après la guerre, a considéré rtement que sa possession, alors exclusive, de la bombe atomique, assurait, en cas de conflit, une supériorité absolue. A quoi bon, lors, conserver des armées qu'elle tenait pour anachroniques, grevaient son budget et répugnaient au peuple américain [5] *? désarmement ne prouve pas qu'elle avait confiance en l'U.R.S.S. s qu'elle se croyait, malgré lui, plus forte qu'elle.*

oit, répondra-t-on : du moins n'avait-elle pas de desseins agressifs. .R.S.S. n'avait donc rien à redouter, à moins qu'elle n'eût elle-ne de tels desseins.

i se pose la question du plan Marshall. Au lendemain de la re, que voyons-nous? D'un côté, une Russie affaiblie, dévastée, ntant une tâche de reconstruction gigantesque, et dont l'influence Europe, certes, s'est sensiblement accrue, mais qui se trouve du e coup amenée à prendre en charge des pays non moins pauvres lle. De l'autre, des États-Unis plus puissants que jamais, assu-t à la légère des responsabilités mondiales pour lesquelles rien s prépare, se substituant un peu partout à la France et à l'Angle-, seuls enrichis enfin par une guerre qui a ruiné l'Europe. timement, ceux-ci peuvent penser — et pensent en effet — que ul jeu du marché assurera sans difficulté leur règne économique [6].

. Qu'elle se soit méprise sur la portée de la « garantie » atomique, qu'elle méconnu la possibilité de conflits locaux, de guerres marginales, pour en dire des révolutions, c'est certain, mais la question n'est pas là : ce nporte, c'est qu'elle y croyait.

Il n'est pas besoin pour cela d'imaginer une volonté délibérée de nation mondiale : elle est impliquée par le système.

L'intervention en Europe est d'ailleurs exigée par la situation même : l'Amérique a besoin du marché européen. Le réamorcer, tel est le but du plan Marshall. Cela s'accommode de la meilleure conscience du monde. Cela s'accommoderait aussi d'une conséquence inévitable : la désintégration de tout le système économique des pays de l'Est, préparant le retour au pouvoir de gouvernements plus compréhensifs. Quant aux dispositions à l'égard de l'U.R.S.S., il suffit, pour mesurer leur bienveillance, de rappeler la brusque suppression du « prêt-bail » par Truman, à la fin de la guerre, alors qu'il eût été le plus nécessaire au relèvement de la Russie. La méfiance de celle-ci n'était donc pas sans fondement et une seule solution lui restait : se fermer à toute influence extérieure, préférer au cadeau empoisonné de l' « aide américaine » le repli dans la pauvreté, avec toute la rigueur que cela comporte. Une réplique politique à une offensive économique, tel fut le sens de la « mise au pas » des démocraties populaires. On entrait dès lors dans le cercle infernal de la guerre froide.

Ici apparaît avec éclat la démission de la France. S'efforcer, en maintenant son indépendance, de perpétuer le modus vivendi *entre l'U.R.S.S. et les États-Unis, tel eût dû être son rôle. Mais cette démission se confond, pour nous, avec celle des dirigeants socialistes. On l'a dit : en entrant dans le jeu américain, la droite est fidèle à elle-même. Les socialistes ne le sont pas qui, par un mécanisme fatal, se voient à leur tour chassés du pouvoir et rejetés dans l'opposition aux côtés de ces communistes qu'ils affectent d'ignorer. Mais leur attitude s'éclaire alors : leur dénonciation de la politique soviétique, leur ralliement à l'atlantisme n'est que la projection de la peur qu'ils éprouvent, à l'intérieur, devant le parti communiste, et dont nous avons, plus haut, analysé les causes. Ce n'est pas l' « agressivité russe » qui les a conduits à rompre avec le P. C. : c'est le malaise et l'inquiétude engendrés en eux par l'existence du P. C. qui leur a fait rechercher dans une interprétation tendancieuse de la politique soviétique une justification commode de leur désir de rupture. La guerre froide n'est qu'un alibi et masque les vrais problèmes.*

Ce procès n'aurait pourtant qu'un intérêt rétrospectif si la situation internationale n'avait pas changé. Quelles que soient les origines d'un conflit, il arrive un moment où, de riposte en riposte, il finit par s'engendrer lui-même. Mais si le réarmement de l'Allemagne vient de mettre en évidence les dangers de l'engrenage atlantique, l'actuelle détente offre aussi, pour la première fois depuis longtemps, l'occasion d'y échapper. Cette détente serait vaine, ou ne pourrait aboutir entre

R.S.S. et les États-Unis, qu'à un autre partage d'influences érateur de nouvelles frictions, si elle ne permettait de dégager Europe une zone de neutralité favorisant la coexistence des c blocs. Cette politique, ici encore, n'est pas spécifiquement « de che » : elle pourrait même rallier des éléments du centre et de roite tandis que certains socialistes y resteraient hostiles. Mais un gouvernement de Front populaire basé sur le P. C. et la I.O. pourrait le mettre en œuvre et lui donner son sens, comme un tel gouvernement pourrait rénover les structures économiques pays, comme seul enfin il pourrait libérer les peuples d'outre-mer colonialisme anachronique.

T. M.

N.D.L.R.

Plusieurs articles prévus pour ce numéro n'ont pu, faute de place, être publiés. Nous nous en excusons auprès de leurs auteurs. Certains d'entre eux figureront d'ailleurs dans des numéros ultérieurs. Nous publierons aussi dans les mois qui viennent d'autres études, réponses, documents se rapportant aux divers problèmes de la « gauche » évoqués ici.



Non daté, ce numéro spécial remplace le numéro de mai et sera compté aux abonnés comme un numéro double.

Le Gérant : Francis JEANSON.

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — Mai 1955

Dépôt légal 2e trim. 1955